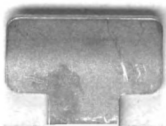




*La Savoie historique, pittoresque,
statistique et biographique*

Joseph Dessaix



Le manuel de la librairie française ne fait aucune
mention de cet ouvrage.



LA

SAVOIE HISTORIQUE

PITTORESQUE

STATISTIQUE ET BIOGRAPHIQUE

Les formalités voulues par la loi sur la propriété littéraire
ont été remplies.

Chambéry. — Imprimerie du Gouvernement.

LA SAVOIE HISTORIQUE

PITTORESQUE

STATISTIQUE ET BIOGRAPHIQUE

PAR

JOSEPH DESSAIX

ILLUSTRÉE

DE 130 DESSINS EN VUES, PORTRAITS, COSTUMES, PLANS DE VILLES
ET CARTES GÉOGRAPHIQUES ANCIENNES

DE 7 CARTES GÉOGRAPHIQUES SUR UNE GRANDE ÉCHELLE
(UNE PAR PROVINCE)

TOME PREMIER



CHAMBÉRY

CHEZ JOSEPH PERRIN, LIBRAIRE-ÉDITEUR

ET LITHOGRAPHE

1834



INTRODUCTION

L'Histoire est l'école des nations.

Entre toutes les contrées longtemps victimes d'un injuste oubli, malgré les splendides merveilles d'une nature sublime à défier les efforts de l'imagination la plus féconde, et le pinceau de l'artiste le mieux exercé, la Savoie doit être citée au premier rang. Quelles causes perpétuèrent autour d'elle cette obscurité que rien ne justifie ? Elles seraient longues à énumérer. Et cependant, il y a un siècle, notre vallée de Chamonix, complètement ignorée du reste du monde, n'était connue que par les récits bizarres des paysans qui allaient vendre à Genève leur miel et leurs cristaux.

Ces narrations effrayantes firent donner au Mont-Blanc et aux montagnes qui l'entourent le nom de *montagnes maudites*. Les habitants de la vallée, ne soupçonnant point sur ces hauteurs couronnées de neiges et de frimats sans fin les silencieux mystères d'une solitude vaste, morne, éternelle comme les glaciers qui en recouvrent les incommensurables faltes, croyaient que le vent du céleste anathème avait passé là, étouffant toute force et toute vie, en punition des crimes de ceux qui peuplaient ces inabordables sommets.

Il fut des jours de féerie imagination pendant lesquels, si le pied du

voyageur restait immobile , son esprit , qui touchait à une grande révolution émancipatrice , dévorait l'espace , et , sans données certaines , renouvelait , en des récits légués à la popularité contemporaine , les prodiges de la sultane favorite dans les *Mille et une Nuits*.

En ces temps-là il fut vaguement question de nos *inaccessibles montagnes où le pied de l'homme n'imprima jamais sa trace , et que les oiseaux de proie effleuraient seuls de la large envergure de leurs ailes* , dit le poète anglais qui résuma dans ses drames admirables toute la poésie des deux siècles qui vinrent avant lui.

C'était alors , aux yeux des bardes étrangers , l'âge mythologique de nos montagnes , *sises* , suivant eux , au midi de l'Helvétie.

Depuis lors , un siècle de silence passe sur elles et autour d'elles. Leur âge historique va commencer.

Deux Anglais , deux hommes de la patrie du poète qui avait soupçonné , sinon connu notre Mont-Blanc , cèdent un beau jour de l'an 1741 à l'aventureux désir de juger par eux-mêmes de la vérité des récits dont le géant des monts européens était depuis longtemps l'objet. Les voilà sur la route , armés jusqu'aux dents , pour la découverte d'un monde intérieur deviné , comme celui de l'Amérique , par le génie , mais , comme lui , défendu par la superstition et l'ignorance.

Ce ne fut qu'avec crainte qu'ils s'aventurèrent dans cette vallée , qu'on disait un repaire de brigands. Rien ne justifia cependant leurs terribles appréhensions. Nos montagnards , étonnés de voir leur sol foulé par des voyageurs dont ils ne comprenaient pas le langage , les laissèrent admirer librement , tout en riant de leur puéril effroi , les sauvages beautés de notre terre alpestre , grande entre toutes celles qu'on a décrites.

Après ce premier voyage , qui n'eut de périls que dans l'imagination des deux amis qui l'avaient tenté , quelques familles britanniques lancées par le spleen , côtoyèrent avec timidité d'abord , ensuite avec courage les nombreux et abruptes évasements de nos abîmes pour admirer nos cascades plus bruyamment retentissantes dans leurs chutes que la foudre , lorsqu'un vent de tempête la promène dans un ciel irrité , et plus majestueuses mille fois que les voix des tonnerres qui se répondent des quatre points de l'horizon sillonné par l'éclair livide et triangulaire.

Le spleen retrouvait la vie et l'énergie en face de ces magnifiques spectacles et sur ces sommets où la neige des frimats devenait , pour des hommes médi-

tatifs, un symbole de la vieillesse arrivée au faite blanchi, glacé et culminant des jours.

Mais ces excursions isolées furent rares, et la tradition s'en est perdue.

Il est vrai de dire que les temps étaient peu favorables aux excursions alpestres; l'Angleterre couvrait une nouvelle révolution; la France, folle de gloire et de batailles, poursuivait le cours de ses guerres éternelles, ses lourds bataillons passaient et repassaient sur le sein de notre vieille Savoie, et l'Espagne tentait sur elle une dernière invasion. C'est alors que les mémoires contemporains enregistrèrent la visite de ces hôtes étranges venus du soleil brûlant de l'antique Ibérie, plus inquiets de se fortifier sur des points inattaquables que d'en admirer les beautés pittoresques.

Après six ans de deuil et de désolation, le traité d'Aix-la-Chapelle rendit la paix à nos contrées. On commença de nouveau à nous visiter timidement; peu à peu les pèlerinages se multiplièrent de tous les loisirs que le calme politique laissait à la richesse, à la science et à l'oisiveté. Bientôt les exigences de la mode poussèrent l'Angleterre et la France aux migrations transjuranes; mais la Suisse arrêta au passage cette foule de touristes opulents, qui ignorèrent, grâce à l'habile exploitation de nos voisins, que la Savoie, si grandiosement accidentée, renfermait les plus beaux spectacles de la nature.

Plus tard cependant, la science opéra une révolution dans les habitudes de l'aristocratie voyageuse, et grâce aux Bonnet, aux de Luc, aux Jurine et aux de Saussure, la société européenne commença à s'orienter au soleil de nos monts, au milieu desquels trône avec une majestueuse fierté un géant de granit, dont la tête caresse la foudre et défie l'orage.

Vers le milieu du siècle dernier, plusieurs tentatives furent faites par d'intrépides Savoyards pour parvenir à la cime du colosse, qui, vierge dans sa colère, repoussa, pendant vingt ans d'essais infructueux, les infatigables pygmées qui voulaient y laisser l'empreinte de leurs pas.

On le croyait inabordable; des murailles et des mers de glace, des abîmes sans fin, des crevasses perfides en gardaient les portes; les avalanches qui roulaient la mort, la reverbération des neiges qui rendait aveugle et brûlait le visage, et par-dessus tout la rareté de l'air semblaient annoncer que ce mont terrible n'était pas du domaine des hommes.

La superstition contribuait plus puissamment encore au découragement, car les hommes qui s'aventuraient sur ces hauteurs désolées étaient saisis tout-à-coup, au milieu des neiges, par un violent et presque irrésistible

besoin de sommeil. Et chose étrange, cet état de somnolence devenait pour eux *la plus douce et la plus heureuse des situations*. Mais, pareil aux fruits attrayants dont le suc distille la mort et glisse un poison subtil dans les veines des malheureux qui en approchent leurs lèvres, ce perfide sommeil était, disait-on, l'avant-coureur d'un sommeil sans fin.

Ce terrible phénomène que la science a expliqué n'était alors que la révélation d'un être surnaturel qui manifestait ainsi sa volonté d'une manière énergique, et réduisait à l'impuissance, en les punissant de mort, les audacieux profanateurs.

C'était un défi porté au ciel par l'humaine folie.

Dieu avait placé dans cette monstrueuse boursofflure le dernier mot de la création, et nul regard sacrilège ne devait en pénétrer les secrètes profondeurs ni les mystérieuses révélations.

Et cependant le géant fut vaincu. En 1786, le docteur Paccard et le célèbre guide Jacques Balmat, surnommé *le Mont-Blanc*, éprouvèrent l'indicible orgueil de poser les premiers le pied sur sa *calotte* de neige.

L'année suivante, H. Bénédict de Saussure y déploya sa tente avec 48 Savoyards qui lui servirent de guides et rivalisèrent de courage et d'intrépidité.

En atteignant le point le plus élevé de la neige qui couronne la cime du Mont-Blanc, le célèbre professeur frappa du pied et le foula avec une sorte de colère. C'est ainsi que les Gaulois nos pères, privés de force mais non de courage, s'en prenaient aux éléments de leurs succès péniblement obtenus, et lançaient au ciel, quand il tonnait, leurs flèches audacieuses.

C'est que le savant naturaliste n'était pas arrivé là, après tant de fatigues, pour la futile gloire de dominer la plaine d'une semblable hauteur. L'aspiration de son génie devait faire de ce périlleux voyage une réelle conquête pour la science, et expliquer, par une série d'observations intéressantes, les étranges phénomènes que présente l'ascension des Alpes.

Du haut de ces abîmes dont l'œil ne saurait mesurer la profondeur, le front de l'homme domine la tempête, et c'est à ses pieds qu'éclate la foudre, quand au-dessus de sa tête le soleil brille du plus vif éclat.

A une certaine élévation, ces vagues immobiles, ces rochers de cristal confidents des orages, répercutent leurs voix mille fois répétées, et puisent dans l'infini, pour les dominer, un vaste amas de grondements et de colère. Ici les miroirs de glace reflètent sous un ciel bleu l'aile noirâtre d'un oiseau de proie; là, les bouquetins effarouchés s'élancent d'un pic à l'autre, et

le rhododendron étale ses corolles pourprées au milieu d'une oasis perdue dans ces froids déserts. Mais peu à peu la nature change d'aspect et de décors, le ciel devient d'un noir d'ébène; quelques rares lichens disputent encore à une fente de rocher un reste de vie, puis tout s'éteint, et sur la tête du Mont-Blanc nul être vivant, nulle apparence de végétation n'animent ces solitudes éternelles. Les hommes y souffrent, ils y perdent l'appétit, ils y perdent la vie, et l'air manque à leurs poumons altérés; les bruits qu'ils y apportent, rumeurs faibles et étranges autant que solennelles, ne s'y rencontrent qu'à l'état d'accident. La mort règne sur ces faltes gigantesques, les orages n'ont pas d'éclats, les vents n'ont pas de bruit, les échos n'ont pas de voix, et ce silence imposant grandit la majesté de ces hauteurs qui dominent le monde et que la vue des étoiles semble faire toucher aux cieux.

Depuis l'époque où de Saussure conquist le Mont-Blanc, plus de soixante voyageurs suivirent ses traces; le pied robuste d'une villageoise de Chamonix, que son intrépidité fit surnommer *Marie du Mont-Blanc*, et le brodequin d'une demoiselle du grand monde foulèrent sa neige séculaire. Aujourd'hui, l'ascension du roi des Alpes n'est plus qu'une question d'argent. La matière a vaincu la matière. C'est triste à dire, mais c'est vrai.

Un jour, dans cette série d'excursions il y eut un temps d'arrêt. Une autre révolution frappait à la porte du vieux monde, qu'elle brisa d'un coup de hache. Pendant la tourmente politique le Mont-Blanc resta vierge de visiteurs et se drapa dans sa majestueuse solitude.

Alors les éternelles guerres de la France remirent en oubli notre vieille Allobrogie. La Savoie notre mère, écrasée par la marche des bataillons aveugles, sourds et impitoyables comme le fer qui les recouvre, s'enivra, elle aussi, de l'odeur de la poudre. C'est alors qu'on vit surgir les Doppet, les Dupas, les Chastel, les Curial, les Decouz, les Dessaix, et tant d'autres généraux qui portèrent avec éclat le nom Savoisien de l'Espagne au Kremlin, du Caire à Waterloo. Dans ces temps de folle ivresse, où l'homme se glorifiait de tuer l'homme, la bergère des Alpes, couronnée de bluets, enfanta des héros.

La France ne nous envoya pas des touristes, mais des garnisons, et l'or et l'argent qu'elles semèrent sur notre sol appauvri firent oublier, avec quelques têtes tombées, l'incendie de nos bibliothèques et la perte irréparable de nos archives.

La période de l'Empire vit exécuter en Savoie des travaux gigantesques, qui

témoignent encore aujourd'hui du génie de l'homme dont les vastes conceptions présidaient aux destinées du monde. Les routes du Montcenis, du Saint-Bernard, du Saint-Gothard et du Simplon facilitèrent les communications de deux peuples séparés jusqu'alors par des barrières naturelles. Les Alpes furent aplanies, et de magnifiques et larges chaussées remplacèrent les étroits sentiers suspendus sur des torrents et des abîmes. La civilisation parvint jusqu'au cœur de nos montagnes, en portant atteinte, par une sublime profanation, à la sauvagerie indépendance de leurs habitants.

Elle passa son niveau sur les sites les plus pittoresques; elle combla les ravins et les précipices; elle tailla les montagnes, fit sauter les rocs et perça les Alpes.

Où êtes-vous, sites enchanteurs immortalisés par l'immortel auteur de *Julie*? Rochers de Meillerie, la prosaïque route du Simplon vous a déshérités de vos sublimes horreurs; vous ne tenez plus la mort suspendue sur nos villages; vous ne ferez plus bondir les vagues irritées du lac Léman; vous n'êtes plus, car vous n'êtes plus à craindre, vous n'êtes plus à admirer! Qu'un autre que moi pleure sur vos ruines, géants qui courbâtes le front sous le marteau du niveleur; vos têtes orgueilleuses, brisées en morceaux, sont confondues avec le gravier des chemins!

En détruisant la tyrannie de la nature, a dit un auteur moderne, la civilisation affranchit ses esclaves, bienfait qui civilise et change les mœurs comme ferait une révolution.

Mais un jour le colosse fut renversé, et, dans sa chute, il couvrit l'Europe de ses débris. Les traités de 1814 et de 1815 rendirent la Savoie à ses maîtres séculaires. A cette incroyable époque de restauration, la Savoie fut complètement abandonnée. Les voyages alpestres devinrent de plus en plus clandestins, rares et cauteleux. C'est que les étincelles de la civilisation restent où le pied du voyageur s'imprime, et que la tyrannie en redoute la trace. Un système de compression douanière et policière artificieusement développé écarta les explorateurs, et les Gengis-Khan de la légitimité entourèrent notre pays d'une muraille invisible qui s'opposa, jusqu'en 1848, à l'invasion des idées en Savoie.

Triomphateurs d'autrefois et vaincus du lendemain, les fils dégénérés des fiers Allobroges courbèrent la tête sous le despotique empire d'un pouvoir ombrageux, et la Savoie fut déshéritée de sa native grandeur et de sa libre intelligence.

Plusieurs fois, sous l'ancien régime, on a tenté de dégager la Savoie de la coupable indifférence dont elle était enveloppée. Entreprises téméraires qui devaient nécessairement échouer devant la difficulté des temps où l'on ne pouvait pas dire la vérité sur toutes choses, ni écrire avec une loyale indépendance, et encore moins pénétrer dans le poudreux et inaccessible dépôt de nos archives civiles, religieuses et militaires.

Aujourd'hui, le jour de la franchise s'est laissé entrevoir enfin sur ce lent horizon des siècles promis au nom du ciel, il y a bientôt deux mille ans, à toute manifestation sainte et vraie.

La liberté commence à venger la Savoie d'un oubli séculaire; c'est à elle seule qu'était réservée la réalisation de ce prodige, et c'est au soleil de cette liberté que j'ai entrepris d'écrire son histoire.

La tâche est rude et bien au-dessus de mes forces, je le sais; je n'ai consulté que mon courage pour l'entreprendre; et si, après de longues hésitations, j'ai pris la plume, je ne l'ai fait qu'avec un sentiment de profonde émotion; car la terre natale qui recouvre les cendres de nos aïeux, la patrie qui résume à elle seule toutes nos affections, est un sanctuaire qu'on ne saurait aborder sans la crainte religieuse qu'inspire le culte sacré qui amène ses enfants aux pieds de son autel.

Nous aimons tous d'un ardent amour le petit coin de terre qui nous vit naître et qui nous verra mourir, nous entourons de l'affection la plus tendre la ville aux alentours gracieux où s'égarèrent nos premiers pas, et le modeste village qui ouvrit notre jeune âme aux douces émotions de la nature. Chacun de nous, cependant, paraît ignorer encore aujourd'hui la richesse de nos annales, dont les pages sont écrites avec les sueurs de nos pères et souvent avec leurs larmes.

Et n'est-il pas essentiel avant tout de connaître l'histoire de son pays? Le passé, avec ses ruines muettes et éloquentes, ne renferme-t-il pas les plus sublimes enseignements? ne place-t-il pas dans l'avenir le jalon qui sera le guide de notre conduite et le point de mire de nos destinées?

Nous sommes dans une époque de transition; les temps actuels, où la société

attentive semble vouloir se reconstituer sur de nouvelles bases, concourent d'une manière merveilleuse à l'utilité des études historiques. Naguères, on écrivait l'histoire à l'usage des enfants des rois, — cadre stérile et louangeur où venaient se presser par numéros d'ordre les rois, les ducs, les princes et les grands seigneurs, avec la date de leur naissance et celle de leur mort, leurs interminables querelles, leurs exploits guerriers, le nombre de leurs enfants et jusqu'à celui de leurs bâtards.

Aujourd'hui l'on n'écrit plus l'histoire d'une seule famille, il ne s'agit plus d'un seul homme faisant de sa personnalité le pivot autour duquel se meut et tourne le monde animé; on écrit l'histoire d'une nation, de la grande famille dont peuples et rois nous sommes tous membres, et dans laquelle une place est assignée à chacun de nous.

Depuis vingt ans, l'histoire générale des peuples, l'histoire particulière des nations, celle des provinces et des cités même sont sorties de l'ornière des généalogies pour entrer dans une voie nouvelle, grâce à la liberté d'études et de recherches que les lois protectrices assurent à l'écrivain consciencieux.

En ébranlant la société de sa base au faite, la révolution d'hier, qui porte dans ses flancs féconds les destinées de l'avenir, a tout transformé, le vieux droit, les vieilles lois, la vieille histoire. Le souffle de son esprit a passé, et la terre a été renouvelée un moment. La Savoie, qui dormait depuis trente-deux années, étrangère à la vie politique, plus muette que ses rochers, impassible comme eux, froide comme ses glaces éternelles, s'est réveillée tout-à-coup palpitante, vivante et forte. Mais la génération actuelle, dans l'ivresse de cette nouvelle existence, livrée sans guide et sans boussole au souffle impétueux de la tempête, n'a plus de direction définie. Elle erre çà et là, à travers les brisants, cherchant une étoile au ciel pour la diriger dans la nuit ténébreuse, et un vent favorable pour l'arracher au naufrage.

Aujourd'hui notre patrie a entrevu la terre promise de la liberté. Ardente de désirs, riche d'espérances nouvelles, abordera-t-elle enfin sans avoir eu à jeter aux flots dévorants ses vœux libres et ses espoirs légitimes? Nous sera-t-il donné de la voir un jour, après tant de souffrances, jouir des ineffables douceurs que goûtent au port ceux que tant d'appréhensions et de périls ont longuement éprouvés?

Le temps seul nous l'apprendra.

En ces jours d'ivresse où la nation saluait avec enthousiasme l'aurore de l'ère constitutionnelle, l'amour de la patrie se montra sous les couleurs les plus

vives, et l'Italie en travail d'affranchissement contribua, d'une puissante manière, au développement des idées de nationalité qui jettent la Savoie dans la vague inquiétude d'un avenir incertain.

Ne vous semble-t-il pas que dans ces moments suprêmes l'âme a besoin de se recueillir pour demander un enseignement au passé, pour demander, enfants que nous sommes, aux générations qui ne sont plus, l'expérience du vieillard et écouter la voix austère des tombeaux ?

L'heure est solennelle.

Fouillons donc avec courage les ossements de nos pères ; interrompons le sommeil des générations silencieusement couchées dans leurs tombes séculaires ; descendons dans les cryptes ténébreuses où elles dorment entassées pour galvaniser leurs cadavres et leur imprimer une seconde vie de mouvement et de souvenirs ; interrogeons les ruines muettes dont notre sol est semé ; demandons-leur la cause de leur silence ; demandons à nos villes et à nos villages celle de leur misère et de leur décadence qui contrastent si péniblement avec la richesse du sol et les imposantes splendeurs d'une nature presque sans égale !

Et pourquoi le cacher ?

Il n'est peut-être pas de pays qui ait été aussi cruellement frappé que le nôtre, et il doit une grande partie des plaies qui l'ont rongé à l'étrange place que lui a assignée la politique, entre la France et l'Italie, dans le concert européen.

Guerres étrangères, divisions intestines, invasions de peuples divers, luttes religieuses, pestes, famines, incendies, inondations, il a tout éprouvé, il a tout supporté sans plainte avec l'héroïque courage que donne le malheur. Chaque page de son histoire est marquée par une catastrophe.

C'est à cette école féconde en sublimes leçons que le Savoisien doit s'instruire ; en lui apprenant les fautes de ses ancêtres, elle saura les lui faire éviter ; elle déroulera à ses yeux ces alternatives de gloire et d'abaissement qui portent en elles les terribles et mystérieuses lois de l'humanité, et lui permettra d'apprécier ce bonheur si vanté des temps qui ne sont plus et que regrettent encore les rares descendants des privilégiés d'autrefois.

En nous apitoyant sur les calamités publiques que produisirent tour à tour le despotisme des forts, l'incurie du pouvoir et la lâcheté des faibles, nous serons à même de reconnaître les bienfaits d'une législation uniforme et des institutions nouvelles. En comptant les larmes que firent répandre les querelles intestines amenées par les différences de religion, nous comprendrons que la

tolérance est fille de l'amour et que le bonheur d'un peuple est étroitement lié à la grande pensée religieuse qui trouve une seule famille dans les fils d'une même patrie, pour nous conduire plus tard, par une gradation insensible, jusqu'à la charité universelle.

L'histoire est non-seulement l'école des nations, elle est encore celle des rois, des princes et des ministres, qui ne doivent avoir pour mission que le bonheur des peuples. Dans les intérêts moraux aussi bien que dans les intérêts matériels, peuples, rois et ministres doivent être solidaires. Cette vérité n'a été si longtemps méconnue que par la plus étrange des aberrations.

Si les temps paraissent favorables à l'étude de l'histoire nationale, la tâche de l'écrire n'en est pas pour cela plus facile, car il s'agit, selon moi, de la faire descendre des hauteurs abstraites où on l'a placée jusqu'ici; il s'agit de la dégager des discussions scientifiques qui l'enveloppent, pour la rendre populaire.

Pris séparément, la plupart des écrivains dont la plume a recueilli nos annales ont un mérite incontestable. Leur patience laborieuse a jeté un grand jour sur les premières époques de notre vie nationale; leur érudition lentement accumulée a quelque chose qui attire le respect. Ces chercheurs d'or ont, il est vrai, souvent entassé dans leurs écrits le sable dont ils n'ont point assez dégagé les paillettes adhérentes; mais, quoi qu'il en soit, ils sont nos maîtres. Leurs in-folio ont rendu et rendent encore d'immenses services. Que le style en soit rude, que l'ordre manque, que les redites abondent, qu'il y ait plus de fables que de faits réels, plus de légendes merveilleuses que de récits historiques, ne les blâmons pas, et merci à ces infatigables collectionneurs qui ont fait de l'existence un austère et long jeûne pour pâlir sur des chartes et bâtir des murailles de volumes géants, où sont entassés les bullistes, les légendaires et les chroniqueurs.

Ces hommes, s'ils ne furent pas historiens, ils furent érudits, et ils préparèrent l'histoire.

Aujourd'hui, malgré l'obscurité qui enveloppe encore certains faits de l'histoire de Savoie, nous regorgeons de documents; les investigations historiques

ont pris, depuis plusieurs années, la plus grande extension; des hommes éminents, dont le pays s'honore à bon droit, ont exploré les archives, compulsé les cartulaires et consulté les bibliothèques publiques et privées.

Dans les temps anciens, les Pingon, les della Chiesa, les Guichenon, les de Sales, les Capré, les dal Pozzo, les Besson, et, de nos jours, les Grillet, les Duboin, les Promis, les Cibrario, les Costa, les Ménabréa et les membres infatigables de la commission créée par le gouvernement, ont jeté les fondements de notre histoire nationale au milieu des plus gigantesques travaux.

Les formules sont posées; il ne s'agit plus que d'un travail d'équation pour dégager l'inconnu.

Et cet inconnu, ce n'est pas une date plus ou moins certaine, plus ou moins douteuse.

Peu nous importe de connaître d'une manière précise la date de la mort d'Humbert-aux-Blanches-Mains, et de savoir si les aventures de Berold sont plus ou moins fabuleuses.

L'inconnu, c'est l'histoire de la nation qui s'est effacée jusqu'ici derrière les manteaux dorés, dans les antichambres des cours; l'inconnu, c'est la transmission des événements, des idées, des mœurs, des sentiments des masses, résultat de la pensée et de l'action plus ou moins libre de l'homme à l'état de société; l'inconnu, c'est la mesure du mouvement et du progrès dans l'ordre matériel, moral et intellectuel.

L'histoire, comme nous l'entendons, est la connaissance de la vie intime dont nous avons parcouru les phases à travers les siècles; c'est la marche incessante de la civilisation.

L'enfant voit le jour et sourit à la vie dans la faiblesse la plus extrême; il se fortifie au milieu des langes dont on l'enveloppe; il s'amuse des hochets qu'on lui donne; devenu grand, il les brise.

La vie de l'homme pris individuellement est la vie de l'être collectif diversement appelé peuples, royaumes, empires, société. Les mêmes phases d'enfance, de jeunesse, de virilité, d'âge mûr, de dégénérescence et de décrépitude sont communes à toutes ces existences.

« *Toute la suite des hommes, a dit le philosophe Pascal, doit être considérée comme un même homme qui subsiste toujours et qui apprend continuellement.* »

Esclaves sous les Romains, serfs sous les seigneurs de la féodalité, libres aujourd'hui, nous touchons à l'âge de la virilité : les hochets disparaissent; nous avons le sens intime de notre existence d'hommes, et nous n'accompli-

rons dignement, comme nation, la carrière que nous avons encore à parcourir qui'en étudiant la vie particulière des êtres qui, en nous précédant, nous ont représentés aux diverses périodes de notre enfance.

Comme tout fruit mûr, nous portons dans notre sein le germe de la destruction; nous sommes arrivés à une époque de résistance; nous résisterons longtemps encore contre le principe dissolvant qui nous environne; mais la lutte gigantesque qui se prépare entre la vie et la mort ne saurait être glorieuse et décisive qu'avec la connaissance et l'appréciation des efforts que nous avons faits dans les siècles passés pour notre affranchissement.

Efforts sublimes auxquels nous assisterons avec un recueillement tout religieux, en suivant pas à pas les hommes et les événements dans nos provinces, dans nos villes, dans nos villages, en scrutant la pensée intime qui poussa les bourgeois du moyen-âge à secouer le joug féodal pour nous léguer cet esprit d'indépendance dont nous sommes encore fiers aujourd'hui.

Pour écrire l'histoire de la Savoie dans le sens le plus large, pour lui donner cette haute et noble impulsion à laquelle obéissent les historiens du jour, il ne faut accepter qu'avec prudence les travaux faits sur les temps anciens par les devanciers; ils doivent être soumis à un examen attentif, à une critique réfléchie, et rien ne dispense de recourir, pour les collationner, aux sources officielles et aux pièces originales qui ont été souvent dénaturées et interprétées au gré des passions du moment.

Aujourd'hui cet écueil doit être soigneusement évité. Pourquoi se prendre de gaîté de cœur et sans une nécessité impérieuse aux passions d'un jour agnouillées le lendemain devant d'autres passions dominatrices?

L'historien consciencieux a une haute et noble mission à remplir; les bruits du monde ne doivent arriver jusqu'à lui que dégagés des querelles du moment; et s'il constate, s'il enregistre ces luttes intestines, c'est pour ne jamais faire perdre de vue qu'elles concourent, en dépit des hommes, à asseoir le règne de la justice et de la liberté.

Nous ne devons pas apprécier, du reste, les événements qui sont loin de nous avec les idées du jour où nous vivons, nous devons nous identifier avec l'esprit de l'époque, en saisir le caractère essentiel, le côté saillant et pittoresque, le dessiner avec vérité et le peindre avec la couleur qui lui est propre.

En étudiant d'une manière attentive les lettres de franchise de nos villes, les coutumes locales, les édits et ordonnances des ducs de Savoie et des rois de Sardaigne, nous suivrons la filiation des temps, nous nous rendrons compte de

l'enchaînement des idées qui nous ont conduits d'une manière insensible jusqu'aux jours d'une glorieuse émancipation.

Car les lois sont le plus fidèle miroir de la civilisation des peuples ; c'est par elles qu'on peut apprécier les besoins de ceux qui durent les observer, en même temps qu'elles indiquent d'une manière précise les mœurs de l'époque ainsi que les tendances du pouvoir.

Les lois révèlent toutes ces mystérieuses connexités, ces rapports intimes qui existent entre les hommes et les choses ; elles donnent raison de tout, et c'est à elles qu'il faut demander compte de ces longs martyres de peuples légiférés par des ordonnances contradictoires avec les mœurs et l'esprit des nations.

J'insiste sur ce point, car c'est là, principalement pour nous, la pierre de touche de nos destinées passées et de nos destinées futures.

Ouvrez les annales du vieux temps.

Quand nos contrées furent envahies par les peuples du Nord, les rois barbares eurent la précaution de nous conserver nos anciennes lois et nos coutumes, et rendirent ainsi leur conquête moins odieuse, sinon supportable. Peu à peu nos pères, s'identifiant, se mêlant à ces hommes nouveaux, modifièrent naturellement leurs institutions et obéirent ainsi sans secousses à la loi de perfectibilité humaine qui veut que tout marche, tout progresse, tout change en raison directe de la vie et du mouvement intellectuels des nations.

Essayez donc de gouverner une république par des lois monarchiques ou de soumettre un roi à des institutions démocratiques ; cette violation réciproque de droits donnera naissance aux plus étranges abus, avant-coureurs de ces funestes époques de décadence que quelques esprits étroits considèrent comme fatalement inévitables, lorsqu'elles ne sont que la conséquence d'une mésintelligence générale.

Quand la Savoie, séparée de la France, dont elle avait suivi les destinées pendant vingt-deux ans, retomba, en 1815, sous l'empire des lois sardes, croyez-vous qu'elle n'eut pas à souffrir de ce brusque mouvement de recul ?

Et si, remontant plus haut, nous considérons que depuis Emmanuel-Philibert toutes les lois qui nous ont régies ont été élaborées par des hommes qui, sans faire la part de nos mœurs, de notre langage et de notre position exceptionnelle dans la monarchie, ont semblé prendre à tâche de méconnaître l'existence de cette parcelle de terre adossée aux pieds des Alpes, on est à se demander s'il faut aller chercher ailleurs la cause de notre abaissement.

Mais les temps de la monarchie absolue sont passés, nous n'avons plus à

craindre un retour vers les vieilles idées, et la preuve s'en déroule avec une précision mathématique dans chaque page de l'histoire.

Depuis mille ans bien des régimes ont passé sur nos têtes, nous les avons vus tous s'entre-détruire, mourir et se succéder; et quel plus étonnant phénomène! A chaque cataclysme politique, le droit du peuple monte comme la vague des mers au temps du reflux, résiste à tous les obstacles et se tient debout au milieu des ruines comme un monument de vérité sainte, immuable et éternelle.

A la féodalité, pouvoir fractionné en autant de parcelles homéopathiques qu'il y avait de seigneurs, a succédé le pouvoir d'un seul, qui lui-même a cédé le pas au gouvernement représentatif.

Attendons !

Les maîtres et les esclaves, les tyrans et les peuples dorment aujourd'hui du même sommeil dans la nuit des tombeaux; leurs cendres sont confondues, et la nature a fait justice de l'orgueil de ces hommes qui ont marqué leur passage comme des fléaux de Dieu !

La société, comme l'homme, est soumise à des maladies nécessaires et inévitables. C'est en étudiant l'organisation intérieure du corps humain que l'art médical est parvenu à nous préserver des affections morbides qui ont décimé à certaines époques des populations tout entières; c'est en consultant la mort que des praticiens dévoués au soulagement de l'humanité ont sauvé la vie.

L'étude de l'histoire est pour les crises sociales ce qu'est la clinique du médecin auprès du lit d'un malade.

Nous vivons dans une époque de luttes politiques pleine d'anxiété. Chaque jour nous pose avec une inexorable inflexibilité des énigmes palpitantes du plus haut intérêt. L'histoire contemporaine nous en donnera la solution. Mais hâtons-nous, car les acteurs du drame mémorable de 89 disparaissent peu à peu de la scène du monde, sans en laisser d'autres souvenirs que les regrettables enseignements du berceau. Si l'on passe sous silence quelques obscurs libellistes qui, en 1816, présentèrent sous les couleurs les plus fausses ces grandes époques où la Savoie, détachée de la monarchie qu'elle avait fondée, rentrait dans le giron de la mère-patrie, aucun ouvrage sérieux, parmi les nationaux, n'est venu interposer l'autorité de l'histoire au milieu des passions extrêmes des partis.

Quel rôle joua la Savoie dans la période révolutionnaire, quelles furent pour elle les conséquences de l'annexion à la France ?

Nous l'ignorons, et cette coupable ignorance fait tout remettre en question aujourd'hui.

Eh bien! ce que nous ne savons pas l'histoire nous le dira, car la voix des faits s'élèvera haute, forte et grave; nous l'écouterons, nous l'enregistrerons sans partialité. L'éloquence des faits est comme celle des chiffres consciencieusement groupés, elle éclaire, prouve, persuade et porte la conviction dans les esprits les plus rebelles.

Les faits nous apprendront que les régimes les plus divers se sont succédé vainement depuis la chute de l'empire en France; cette nation n'a pas cessé de marcher à pas de géant vers un avenir qui sera plus libre. Repoussée en arrière, elle a eu ses temps d'arrêt; c'était l'étape du repos où la force se retrempe. Nous avons fait, nous, une halte de 38 ans, image du sommeil qui n'a plus de réveil. Aujourd'hui la chrysalide a brisé l'enveloppe de sa prison, le ver rampant a pris des ailes, il essaie depuis hier ses forces dans l'espace, il rivalise avec le roi des airs.

J'ai dit toute ma pensée.

La société est éminemment perfectible, et si le travail du monde s'accomplit lentement, chaque génération apporte sa pierre à l'édifice.

Un poète oriental a entrevu cette consolante vérité dans sa fable des deux génies, et le dernier mot de l'avenir est dans la victoire du génie du bien sur le génie du mal.

C'est pour atteindre ce but, c'est pour que l'homme ne se laisse pas abattre, dans la lutte engagée, par les épreuves de la vie, qu'il doit étudier l'histoire de la terre natale, car elle lui apprendra que si la force a longtemps dominé la faiblesse, le progrès civilisateur affranchit la faiblesse de ce honteux esclavage et lui rend sa force primitive.

« Elle lui apprendra que tôt ou tard l'homme opprimé reprend sur l'homme oppresseur le droit inaliénable et imprescriptible de la raison. »

Déroulons donc à nos yeux cette longue carrière où nos pères nous précédèrent et où nos enfants nous suivront, écoutons avec respect les leçons du vieil âge; dépouillons la grossière enveloppe qui nous attache aux tristes intérêts de la terre, et élevons-nous, à l'ombre du clocher du village, sur le seuil de la maison commune, vers des régions supérieures. L'âme s'agrandit de toutes les conquêtes qu'elle s'approprie, et finit par reconnaître cette vérité proclamée par un profond penseur du siècle dernier : *Il est une vertu au-dessus de l'amour de la patrie, c'est l'amour de l'humanité.*

Il nous reste maintenant à expliquer le plan de cet ouvrage, qui renferme trois parties distinctes : la partie géographique et statistique, la partie pittoresque et la partie historique.

On ne saurait étudier avec fruit l'histoire d'un pays sans qu'on l'ait préliminairement envisagé sous ses rapports physique et matériel. Il ne sera donc pas sans utilité de placer en première ligne des notions de géographie historique et de topographie sur les contrées que nous voulons parcourir.

Le puissant intérêt qui se rattache aux révolutions successives qu'a subies la Savoie et aux modifications et divisions territoriales nécessitées par les différents régimes qui s'y sont succédé, sauvera la stérilité de la forme.

Après la géographie viendra la statistique générale. Cette science, malheureusement peu populaire, parce qu'elle vit d'abstractions, est intimement liée à l'histoire, car elle recueille, comme elle, des faits dans le but d'améliorer l'état social.

L'étude de la statistique peut paraître stérile au premier abord, parce qu'elle procède par des nombres; mais son langage de chiffres, plus éloquent que la parole, lui donne le caractère de certitude des sciences exactes.

Territoire, population, agriculture, industrie, commerce, administration publique, finances, forces militaires, justice, instruction publique, la statistique s'occupe de tout; toutes les connaissances humaines l'interrogent, toutes les sciences lui demandent des chiffres qui portent la lumière dans les questions les plus controversées. Elle prend l'homme au berceau, elle le suit dans toutes les périodes de son existence, elle enregistre tous les actes de sa vie.

La statistique est aussi nécessaire à la vie privée des hommes qu'à la vie publique des peuples. Chaque jour, les chiffres qu'elle groupe avec intelligence deviennent la révélation de faits de l'ordre le plus élevé, et nécessitent des améliorations auxquelles on n'aurait pas songé sans ses révélations aussi éclatantes qu'inattendues.

Depuis quelques années, le gouvernement fait exécuter de remarquables travaux sur la statistique du royaume. Ils ont malheureusement le défaut

de toutes les statistiques officielles, celui de ne pas être de la plus rigoureuse exactitude. Force nous a été cependant d'utiliser ces précieux documents en les rectifiant toutes les fois que nous avons pu nous procurer des données plus précises.

On comprend que de semblables recherches ne peuvent être entreprises par un homme isolé ; mais la Savoie mériterait que le gouvernement donnât cette mission à des hommes spéciaux, au lieu de demander des chiffres aux employés des diverses administrations, qui ne se livrent à ce travail difficile qu'à regret, peut-être à temps perdu, et souvent sans l'intelligence de la chose.

Une société d'hommes érudits vient de prendre l'initiative à Chambéry ; espérons que ses efforts seront couronnés de succès.

L'histoire des provinces suivra la géographie et la statistique.

La Savoie, malgré sa petite étendue, manque d'unité dans son histoire. La diversité des peuples qui occupèrent nos contrées avant la domination romaine, le morcellement féodal qui eut lieu sous les lâches descendants de Charlemagne, et qui découpa nos provinces en un grand nombre de petites souverainetés particulières, portent l'intérêt sur différents points à la fois ; il n'y a pas de centre commun, il n'y a pas d'intérêt général. Autour de chaque commune et de chaque donjon viennent se grouper des faits divers de la plus haute importance. La vie est partout ; au moyen-âge, la lutte s'établit entre le droit et la force ; et quand la féodalité disparaît pour faire place à la domination des princes de la Maison régnante, ceux-ci ne parviennent que peu à peu à soumettre à leur puissance les provinces qui composent aujourd'hui la Savoie.

Ces accessions territoriales, ces réunions à la couronne sont, pendant cinq siècles, les grands faits de notre histoire ; nous les présenterons sous leur vrai jour, en leur rendant leur caractère de violence caché sous des prétextes d'équilibre européen, de menées diplomatiques ou de raisons d'Etat, et en leur enlevant l'apparence du droit et de la légalité qui ne sauraient exister sans le consentement libre du peuple.

Cette étude nous conduira à des idées d'un autre ordre et qui s'y rattachent naturellement. Je veux parler de ces rivalités de provinces, qui forment, au moment où elles existent, toutes vivaces et palpitantes, le côté saillant de notre histoire nationale, la partie pittoresque, la vie intime du peuple, son intérieur, ses luttes et ses misères.

Il est donc essentiel de montrer d'abord la Savoie divisée et morcelée sous

les temps anciens et sous la féodalité, et d'étudier son histoire par provinces, afin de présenter chaque portion de territoire avec les hommes et les événements qui lui appartiennent.

L'histoire locale révélera une foule de faits qui ne sauraient trouver leur place dans l'histoire générale, et qui nous intéresseront plus vivement par l'affection toute spéciale que chacun de nous porte aux lieux qui ont été les témoins des jeux de son enfance, lors même que la destinée aurait conduit ses pas sous un ciel étranger.

Nous parcourrons la province, la ville et le hameau.

Dans la ville agrandie, nous chercherons la trace des fortifications que les fiers bourgeois construisirent au moyen-âge pour se protéger contre l'invasion des seigneurs. Nous chercherons l'emplacement du solitaire beffroi qui donnait l'alarme et annonçait l'ennemi; nous expliquerons les signes héraldiques peints sur les bannières des *communiers* comme symbole de liberté; nous trouverons dans les archives poudreuses ces glorieuses lettres d'affranchissement qui firent de nos antiques cités les premiers boulevards des libertés communales.

L'étymologie des noms nous rappellera l'alliance intime que nos pères contractèrent avec les Burgondes. Ici un souvenir de l'antiquité, là une légende populaire; plus loin, un débris grandiose nous indiquera le passage et la domination de ces fameux conquérants du monde, qui nous dotèrent de la civilisation en même temps que de la corruption romaine; nous reconnaitrons partout, aux profondes traces qu'ils ont laissées sur tant de chemins, nos aïeux et nos pères, grands dans tous les siècles, généreux et hospitaliers dans la liberté et fiers dans l'esclavage; et nous retrouverons encore, sous le rude climat de nos monts, ce caractère indomptable des Gaulois qui répondirent à Alexandre, sous les murs de Babylone : *Nous ne craignons rien que la chute des cieux!*

Nous nous ferons raconter la vie des hommes qui ont illustré notre Savoie, et qui, grands dans les arts, dans les sciences et dans les lettres, nous ont légué les seuls titres de noblesse que nous acceptons, les seuls souvenirs qui nous sont chers.

Dans le hameau, dans le plus humble village, au bord des routes, au sommet des monts escarpés, dans la plaine comme sur la colline, les monuments, les antiquités, les châteaux, les ruines, rien ne devra échapper à nos regards scrutateurs.

« *Les souvenirs historiques, a dit Châteaubriand, entrent pour beaucoup dans le plaisir ou le déplaisir du voyageur.*

» *Les princes de la Maison de Savoie, aventureux et chevaleresques, marient bien leur mémoire aux montagnes qui couvrent leur petit empire.* »

En effet, on ne saurait faire un pas sur le sol des Allobroges sans y rencontrer un monument, une ruine, un château démantelé, une tour perdue sur des rocs inaccessibles. Que de gloires, que de crimes, que de revers, que de grandeurs ! Dans le temps, la vie était là, là encore la richesse, le pouvoir, la tyrannie ; aux pieds, des populations abruties par le servage disputaient à la terre amaigrie une chétive nourriture, que partageaient encore les droits du seigneur. Mais les rôles sont changés, la vie et la liberté règnent dans la plaine, la mort et la solitude planent sur les donjons seigneuriaux qu'habite l'oiseau des nuits et que dévore le lierre. Restez debout dans votre décrépitude, sublimes ossuaires des temps qui ne sont plus, qu'une main audacieusement sacrilège ne vienne pas restaurer vos débris, ils appartiennent à l'histoire ; vous appartenez au temps, vous deviendrez sa proie, nos enfants vous verront tomber en poussière, et un jour on cherchera la place que vous occupiez.

Après avoir fouillé dans les annales du moyen-âge, nous entrerons dans la chaumière, nous visiterons ce modeste asile, nous consulterons le vieillard sur les légendes et les traditions locales ; nous crayonnerons bien vite ces costumes piquants de jeunes filles qui disparaissent sous le niveau de la mode ; nous parlerons le patois des campagnes, nous étudierons leurs mœurs, leurs usages, leurs coutumes ; nous assisterons aux fêtes populaires et aux noces du village.

Car c'est là que se cache notre véritable histoire, l'histoire du peuple plus palpitante, plus vivace, mille fois plus intéressante que l'épopée des combats et la fastidieuse nomenclature des lances levées par les seigneurs d'autrefois allant en guerre.

Mais l'amour de la patrie grandit sensiblement ; sa vaste et imposante figure nous couvre de son ombre protectrice. Les haines et les querelles du moyen-âge ont passé comme des jours d'orage. Les tiraillements intérieurs, les rivalités de villes disparaissent peu à peu. Les intérêts de clochers s'effacent devant l'intérêt général. Nous vivons dans une glorieuse époque de fraternité ; le progrès attaque jusque dans les campagnes les préjugés qui s'opposent à sa marche civilisatrice, et les chemins de fer concourent, avec le commerce et l'industrie, au nivellement social. Nous suivrons dans nos études ce remar-

quable mouvement de tendance vers l'unité. Nous réunirons toutes les parties après les avoir examinées en détail, et l'*histoire générale de la Savoie* complétera l'œuvre entreprise.

Telle est notre pensée dans ce grand travail. D'autres feront mieux que nous et nous applaudirons à leurs succès, heureux d'avoir apporté quelques épis péniblement glanés à la gerbe commune. Notre joie sera sans mélange de tristesse et sans égale lorsqu'il nous sera permis de voir enfin que cette gerbe historique que nous aurons contribué à former, complète enfin, n'attend plus ni épis nouveaux ni sueurs étrangères.

A toi donc, patrie, à toi, mère chérie, toutes nos pensées, à toi tout notre amour! souris à tes enfants; l'amour d'une mère est un trésor, son regard est si doux!

Secoue, géant des Alpes, la neige qui couronne ton front, que le soleil fasse étinceler en des milliers d'émeraudes ta crête glacée! chacune d'elles est plus précieuse à nos cœurs que l'escarboucle qui brille aux fronts des reines.

Arrière les climats voluptueux du midi et les chaudes haleines des vents de l'amoureuse Espagne! nous respirons plus à l'aise sous ton froid manteau, et nous n'échangerions pas tes sublimes horreurs contre toutes les voluptés de l'Orient.

Déride-toi, mère; étale à nos yeux tes richesses, sois prodigue en tes bienfaits, laisse-nous pénétrer dans tes flancs, que ton sein nous abrite : c'est là qu'est le bonheur!



LA

SAVOIE HISTORIQUE

PITTORESQUE

STATISTIQUE ET BIOGRAPHIQUE

GÉOGRAPHIE HISTORIQUE

COUP D'ŒIL SUR LE PAYS

La nature en travail a demeuré bien des siècles pour semer ses merveilles dans le monde où nous vivons.

Deux éléments terribles ont tour à tour bouleversé le globe, et lui ont fait subir les plus étranges métamorphoses. Là, des foyers souterrains faisant irruption ont semé dans les airs, pendant plusieurs centaines d'années, leurs gerbes de feu dans quelques contrées qu'on eût dit vouées à une éternelle malédiction. Ici, les eaux, ces grandes artères du monde, se frayant un passage et renversant tout ce qui s'opposait à leur course vagabonde, ont inondé les plaines. Mais peu à peu les feux se sont éteints, le cœur des géants a cessé de battre; leurs bouches, béantes comme des soupiraux d'enfer, sont devenues muettes. Le pied de l'homme foule leurs têtes altières, des prairies verdoyantes, des vignes capricieuses caressent leurs fronts, et les eaux coulent tranquilles dans leurs lits en marquant par un bienfait chaque pas de la route qu'elles parcourent.

La nature a fini par s'harmoniser dans le désordre, et c'est dans le pays que nous habitons que sa grande voix a dit son dernier mot; c'est là qu'elle est venue mourir dans un dernier effort. Abrisée par le système de montagnes le

plus considérable de l'Europe, la Savoie se repose les pieds dans les fleurs et la tête dans les neiges. Le Mont-Blanc occupe le point culminant de cette longue chaîne qui décrit dans sa courbe, de la mer Méditerranée au golfe Adriatique, un arc-en-ciel glacé où les rayons du soleil viennent fixer des milliers de couleurs.

Ce géant de granit est au centre de l'Europe. Son front sourcilleux caresse les nuages, et devant lui s'inclinent des montagnes secondaires qui forment un vaste amphithéâtre dont les derniers gradins viennent mourir dans la plaine.

Immuables barrières posées par la main de Dieu entre la France et l'Italie (1), les Alpes sont le grand réservoir du monde européen. Leurs flancs abrupts donnent naissance à trois grands fleuves auxquels se réunissent des milliers de ruisseaux qui vont porter la vie aux contrées qu'ils arrosent. Sorti d'un sein commun, chacun d'eux, pour retourner *au tombeau paternel*, coule vers des régions différentes. Le Rhin se dirige vers le nord, le Rhône roule ses eaux bleuâtres vers le midi de la France, et le Pô va féconder les plaines de la Lombardie.

La Savoie est contournée à l'orient et au sud par les différentes parties de ce vaste système de montagnes que l'on désigne sous le nom d'ALPES PENNINES, GRAIES ou GREQUES et COTTIENNES. Elles donnent naissance à quatre grandes rivières : l'*Arve*, le *Fier*, l'*Isère* et l'*Arc*, qui portent au Rhône le tribut de leurs eaux, et fertilisent en passant les nombreuses vallées dont la Savoie est sillonnée.

Dans ce petit coin de terre que nous aimons tant, la nature a entassé merveilles sur merveilles. La Savoie, a dit un géologue moderne, est un *véritable abrégé de la terre*; en effet, les Alpes, dans leurs mystérieuses profondeurs, recèlent tous les secrets de la formation du globe, et, du haut de nos monts, nous assistons sans nous en douter à toutes les grandes scènes de la création.

La Savoie, comme tous les pays de montagnes, est empreinte d'une physiologie particulière qui la rend plus chère au cœur de ses habitants. Ses lacs, ses fontaines jaillissantes et intermittentes, ses eaux thermales, ses cascades, ses cavernes, ses monts escarpés, ses forêts séculaires, ses neiges et ses glaces éternelles forment à chaque pas des accidents de terrain les plus pittoresques, et présentent à l'œil de l'observateur une masse de phénomènes sur lesquels la science n'a pas dit son dernier mot.

Quelques-uns de ses modestes ruisseaux roulent des paillettes d'or, et l'industrie va chercher au profond de ses entrailles l'argent, le plomb, le fer, le cuivre et la houille.

Sa position à l'occident des Alpes favorise admirablement la culture de son sol. Aussi voit-on la vigne toucher à la région des sapins et croître au pied des

(1) Alpes sunt Italiae arcus. (POLYBE.)

neiges, et, chose étrange que l'on observe dans plusieurs vallées des Alpes, en Suisse comme en Savoie, à côté des plantes qui appartiennent aux pays méridionaux on en trouve qui sont originaires des climats du nord.

A l'exception des plaines du Chablais, du Faucigny et du Genevois, la Savoie est couverte de montagnes. Ses nombreuses vallées profondément encaissées sont parcourues en tous sens par des rivières et des torrents qui roulent, ici, leurs eaux au fond d'un énorme précipice creusé avec le temps; là, remplissent des bassins naturels qui ont formé nos lacs poissonneux, et plus loin tombent en chute, avec de violents murmures, du haut d'une roche escarpée au sommet de laquelle le sol manque.

Ces eaux, richesse du pays, font mouvoir des moulins à blé et quelques rares usines; Briarée aux cent bras est inoccupé, la Savoie n'est pas encore industrielle.

Son territoire est circonscrit naturellement par le Rhône, le lac Léman, les Alpes et le Guiers. Ses limites sont au nord le lac Léman et le canton de Genève, et au midi les départements de l'Isère et des Hautes-Alpes. Le Valais, la vallée d'Aoste et le Piémont la contournent à l'orient, et elle touche à l'occident les départements de l'Ain et de l'Isère.

Elle est actuellement divisée en sept provinces. Le CHABLAIS est situé à l'extrémité nord; la HAUTE-SAVOIE en occupe le centre, et autour d'elle viennent se grouper à l'orient et au midi le FAUCIGNY, la TARENTAISE et la MAURIENNE, qui confinent à l'Italie, et à l'occident la SAVOIE-PROPRE et le GENEVOIS, que le Rhône sépare de la France.

La gracieuse plaine qui cotoie le bord méridional du lac Léman, les vallées d'Aulps, d'Abondance, de Bellevaux et de la Morge forment le Chablais. Cette province est couronnée par le magnifique croissant du lac chanté par Jean-Jacques Rousseau, Byron et Voltaire. *Portrait en miniature de l'océan*, c'est par lui que le Chablais donne la main à la patrie de Tell, à la terre classique de la liberté.

Que le chanfre flateur du tyran des Romains,
L'auteur harmonieux des douces Géorgiques
Ne vante plus ces lacs et leurs bords magnifiques,
Ces lacs que la nature a creusés de ses mains

Dans les campagnes italiques.

Mon lac est le premier. C'est sur ses bords heureux
Qu'habite des humains la déesse éternelle,
L'âme des grands travaux, l'objet des nobles vœux
Que tout mortel embrasse, ou désire, ou rappelle,
Qui vit dans tous les cœurs, et dont le nom sacré
Dans les cours des tyrans est tout bas adoré :

La Liberté!.....

(VOLTAIRE.)

Quarante rivières viennent se joindre à cette magnifique goutte d'eau. La grèbe au plumage argenté et le rare et beau courlis vert habitent ses rives. Vingt-neuf espèces de poissons, au nombre desquels on remarque la truite, le brochet, l'ombre-chevalier et la *fera* (*salmo lavaretus*), l'émule du lavaret, se jouent dans ses profondeurs.

Ancienement, les grands criminels condamnés à mort étaient noyés dans le lac. Ainsi périt, au milieu du quinzième siècle, le chancelier Bolomier de trop fameuse mémoire.

Le Chablais est le *jardin de la Savoie*. Un jour le duc Amédée VIII, avec six chevaliers de sa cour, y choisit une délicieuse retraite pour vivre loin des grandeurs et faire *ripaille*. Ce choix suffit à son éloge; ces pèlerins de haute volée étaient venus fixer leurs pénates dans un des plus beaux sites du monde.

Les bruits du dehors pénétrèrent cependant au fond du charmant ermitage, et le *sage* mais *bizarre* Amédée (1), qui avait quitté la couronne ducale pour le bâton du pèlerin, appendit bientôt le froc au mur du monastère, ceignit la couronne papale, et plus tard revint y mourir simple cardinal.

Non loin de Ripaille, le château des Allinges, bâti dans le dixième siècle par les rois de Bourgogne, étale ses ruines qui semblent projeter encore une ombre menaçante. Boulevard du Chablais, cette antique forteresse fut plusieurs fois témoin des sanglantes guerres du seizième siècle. La foi catholique, en souvenir des missions de S. François de Sales qui évangélisa le Chablais, a relevé de ses ruines la chapelle du château, dont le clocher de fer-blanc étincelle aux rayons du jour.

THONON, chef-lieu du Chablais, est situé sur une hauteur qui domine le lac, et *Evian*, ancienne capitale du pays de Gavot, se mire, à deux lieues de là, dans ses eaux avec une gracieuse coquetterie.

Ici, des châtaigniers centenaires couvrent de leurs grandes ombres le *pays le plus délicieux et le plus enchanté qu'on puisse imaginer* (2). Là, ces rochers perpendiculaires, devenus fameux par les amours de Julie, présentent un majestueux contraste avec les riants coteaux de la rive helvétique dont la vue se perd à l'horizon.

C'est dans ces rocs qu'est taillée la belle route du Simplon, géante entreprise

(1) Au bord de cette mer où s'égarent mes yeux,
Ripaille, je te vois. O bizarre Amédée !

Est-il vrai que dans ces beaux lieux,
Des soins et des grandeurs écartant toute idée,
Tu vécus en vrai sage, en vrai voluptueux,
Et que, lassé bientôt de ton doux ermitage,
Tu voulus être pape, et cessas d'être sage ?

(VOLTAIRE.)

(2) BOURRIT.

d'un géant tombé. Avant elle, un misérable sentier tenait le passant qui osait s'y aventurer collé contre ces parois de pierre, dont la tête aride s'élève à des hauteurs prodigieuses et dont les pieds plongent dans l'eau à des profondeurs sans fin. Un de ces dangereux passages a conservé encore aujourd'hui le nom de Pas-du-Lièvre.

La mode, quelquefois la maladie et plus encore les féériques beautés d'une position sans rivale amènent chaque année l'étranger aux eaux d'Evian.

La modeste source ferrugineuse d'Amphion, jadis célèbre, mais délaissée depuis fort longtemps, est sortie de l'obscurité qui la frappait de mort. Je l'aimais mieux dans l'histoire avec son orgueilleuse grandeur déchue (1) et son rocher de mousse qu'avec le pavillon qui la décore. Les morts perdent à renaitre.

Pauvre petite source, tu as vu remplacer ton linceul sépulcral par une robe de fiancée, mais tu n'as pas cessé de couler tranquille au milieu des passions humaines qui sont venues troubler ta silencieuse demeure!

Le Chablais est renommé pour ses châtaignes, ses eaux de cerise, ses vacherins et ses biscuits de Savoie qui ont un nom européen.

Le FAUCIGNY est devenu célèbre par ses glaciers et le passage continu des touristes qui vont demander de violentes émotions à la vue de sublimes horreurs. L'Arve le parcourt en entier. Cette rivière, qui prend sa source aux frontières du Valais, grossie par les écoulements des énormes glaciers près desquels elle passe, porte souvent après elle la désolation et la ruine dans les campagnes qu'elle inonde, et y cause des dégâts considérables. Le limon qu'elle entraîne donne ailleurs la fertilité. Une colonne érigée prématurément, en l'honneur de Charles-Félix à BONNEVILLE, qui en est la capitale, avec de pompeuses inscriptions et un bas-relief représentant l'Arve enchaînée, annoncent que les flots dévastateurs de cette rivière ont été encaissés par la main bienfaisante de ce monarque. Malheureusement, colonne, inscriptions et bas-relief sont un mensonge monumental. Le diguement de l'Arve est encore un problème.

Elle baigne de ses eaux les petites villes de *Chamonix*, *Sallanches*, *Cluses* et *Bonneville*, et va se joindre au Rhône, à Genève, après avoir parcouru de magnifiques vallées secondaires qui, jointes à celles du Giffre, de la Menoge et de la Borne, rendent cette province la plus pittoresque de la Savoie.

Le haut Faucigny est la *terre classique des Alpes*, le domaine des neiges et

(1) Un poète chablaisien du siècle dernier exprima par le pompeux jeu de mots suivant la renommée dont cette source jouissait autrefois :

Aque Meme Prosunt Hominibus Infirmis Omnium Nationum.

la patrie du Mont-Blanc. Tout a été dit sur ce colosse aux épaules de glace, sur ce géant du monde européen. Immortels comme lui, pygmées plus grands que lui par la science, les de Luc, les de Saussure, les Pictet, les Trembley, les Dolomieu ont cloué leurs noms à sa roche granitique, et c'est en fouillant les entrailles du monstre qui dévore encore chaque année quelques intrépides sondeurs, que le génie de l'homme a pactisé avec le génie de Dieu.

Non loin de ce séjour de la mort, la vallée aux mille cascades repose par un concert harmonieux l'esprit et l'imagination fatigués de tant de grandeurs, et les bosquets de Magland récréent le regard attristé de la vue d'un éternel hiver. A l'extrémité opposée, le bas Faucigny confine au canton de Genève par le Mont-Salève. Là-bas on se perd dans les neiges, l'œil est ébloui de cette blancheur sépulcrale, ici le pied foule des fleurs. Le Salève en est émaillé; ses flancs sont couverts de la rose sans épines, et les chemins qui l'entourent et le contournent sont bordés de toutes les variétés de la magnifique rose d'Autriche. Aussi le coquet apollon, le plus beau papillon de l'Europe, ne quitte-t-il pas ses hauteurs, où on le voit constamment butiner dans la saison des beaux jours. Il naît avec les fleurs, vit et meurt avec elles.

Anciennement, les habitants des Alpes allaient chercher sur le Salève la racine d'une petite renoncule pour empoisonner leurs flèches (1).

A l'extrémité septentrionale du Faucigny l'on jouit, sur la cime du Mont-Voiron, du plus magique panorama qu'il soit possible d'imaginer. Ce mont, célèbre autrefois par une chapelle qui renfermait une Madone miraculeuse, domine la vallée de Boège, *la plus romantique de toutes celles qui avoisinent Genève* (2).

Il y a quelques années, les flammes ont dévoré Cluses et Sallanches. Deux jolies villes nouvelles se sont relevées de leurs ruines fumantes. Cluses l'industrienne a repris son commerce d'horlogerie. Une école royale façonne les enfants de nos montagnes à ces travaux délicats, et Bonneville vient de suivre son exemple.

Le GENEVOIS, qui confine avec la république de Genève au nord et avec la France à l'ouest, est remarquable par la fertilité de son sol. ANNECY, qui en est la capitale, est assise à l'extrémité nord de la rive occidentale du lac qui

(1) « J'y ai trouvé (*sur le Salève*) aussi le *Doronicum-Pardalianches*, dont on a prétendu, mais à tort, que le fameux GESNER s'était empoisonné en voulant en faire l'essai sur lui-même; cette petite renoncule est connue sous le nom de *Thorn*, dont les racines servaient aux anciens habitants des Alpes, et même, selon PLINIE, aux Gaulois à empoisonner leurs flèches. » (DE SAUSSURE, *Voyages dans les Alpes*, T. 1, chap. VII, p. 167).

(2) ALBANIS BEAUMONT.

porte son nom. La position de cette ville, sillonnée en tous sens par les débordements du lac, favorise considérablement les développements de son commerce et de ses marchés. C'est la cité du travail. Ses fabriques de coton, ainsi que la papeterie et les usines du pittoresque village de Cran, tiennent le premier rang dans l'industrie nationale.

Un célèbre écrivain moderne, exilé, a chanté le lac d'Annecy, que couronnent les hauteurs sourcilleuses de la Tournette, ce petit Mont-Blanc des petites Alpes. Les noms historiques des localités environnantes, *Menthon, Duing, Brogny et Talloires*, rappellent tout à la fois les souvenirs de la domination romaine et de la féodalité qui se marient à ceux de la science et du génie des temps modernes.

C'est à Annecy que J.-J. Rousseau fit la connaissance d'une femme qu'il *se crut philosophiquement obligé de déshonorer* publiquement. Ne cherchez plus la maison de M^{me} de Warens. Il ne reste pas pierre sur pierre de l'habitation de *maman*, et, sans les recherches d'hommes érudits, on n'en connaîtrait pas même aujourd'hui l'emplacement.

De l'autre côté du lac, on aperçoit sur la hauteur une toute petite maison carrée en ruine, à laquelle la tradition donne le nom du citoyen de Genève. Là encore, il n'y a plus rien du génie du philosophe; son souffle ardent n'anime plus ces décombres, car on éprouve en les visitant un serrement au cœur. C'est ainsi que tout finit et que tout passe.

Sur la route de Genève, le magnifique pont Charles-Albert est suspendu comme la toile d'un insecte sur le modeste établissement thermal de la Caille, qui mêle les eaux bienfaisantes de sa source au torrent des Usses.

À quelques lieues d'Annecy, *Rumilly-la-Déshéritée*, ancienne capitale de l'Albanais, la quatrième ville de la Savoie, pleure la perte de son antique splendeur et se plaint amèrement, mais sans écho, de la mesure gouvernementale qui a rayé sa province de la carte.

LA SAVOIE-PROPRE, éloignée des glaciers, abritée des vents du nord, affecte la forme d'une feuille de vigne; elle se distingue par la douceur de son climat. L'exposition favorable de ses coteaux produit des vins recherchés. La charmante petite ville d'Aix attire chaque année une foule de riches visiteurs, empressés de profiter des délicieux loisirs de son séjour et d'éprouver la valeur curative de ses eaux. Sur le bord occidental du lac du Bourget, qui fournit l'excellent poisson connu sous le nom de *lavaret*, est assise la Nécropole des princes de Savoie. Les eaux du lac viennent expirer aux pieds de ces royautes mortes. A deux pas de là, la Fontaine des Amants produit le phénomène de l'intermittence, et les plants de Chypre grimpent aux flancs du Mont-du-Chat

en nous rappelant ces interminables querelles du royaume de Jérusalem et de l'orgueilleuse Venise.

La Savoie-Propre est séparée de la France par la petite rivière du Guiers d'un côté, et par un filet d'eau appelé le *Glandon* de l'autre. Près de là, au débouché de trois vallées, s'élève seul, isolé, altier, le rocher de Montmélian, qui supportait autrefois cette forteresse redoutable, la clef des Alpes, qui défendait l'entrée de la Savoie. Que de drames palpitants se sont passés au pied de ce rocher ! Encore ici nul vestige de ces époques guerrières ; la vigne capricieuse enlace seule de ses pampres verts ces remparts muets.

A leurs pieds, l'Isère encaissée roule ses flots boueux vers la France, et bientôt, sans changer de nom, elle change de patrie.

La Savoie-Propre est dominée au nord et au levant par la vallée des Beauges, cette forteresse naturelle dont le dernier rempart touche au lac d'Annecy, et qui est restée célèbre par les souvenirs des dernières luttes traditionnelles des Sarrazins. Au midi, sur la frontière française, le Mont-Grenier élève au-dessus des *Abîmes de Myans* son front échancré et dénudé.

C'est là qu'eut lieu, il y a six siècles, une épouvantable catastrophe. La base du mont s'ébranla, et sa tête vacillante, prenant une voix de tonnerre et empruntant la foudre au ciel, ensevelit toute vivante, dans sa chute, la petite ville de Saint-André.

CHAMBERY, chef-lieu de la Savoie-Propre et capitale de la Savoie, est gracieusement couchée dans une conque, les pieds baignés par les petites rivières de la Leisse et de l'Albane. Elle est le centre où viennent aboutir les grandes routes d'Italie, de France et de Suisse.

Pourquoi un écrivain moderne a-t-il dit que cette ville avait *la raideur d'un baudrier de gendarme* ?

Aux confins de cette province, qui touche à la Haute-Savoie et à la Maurienne, s'élèvent les ruines du château de Miolans, la bastille savoisiennne. Les noms seuls de quelques prisonniers célèbres qui y furent renfermés sont parvenus jusqu'à nous ; mais, à côté du silence de l'histoire, la tradition dévoile les sanglants mystères de cette prison d'état.

La HAUTE-SAVOIE est de création récente. Enclavée dans la Savoie-Propre, la Tarentaise, le Faucigny et le Genevois, elle a été formée de communes détachées de ces différentes provinces, et occupe ainsi le centre de la Savoie. Conflans ayant été le siège du gouvernement sarde pendant les cent-jours, l'érection de la nouvelle province fut un souvenir royal. Plus tard, Charles-Albert donna son nom aux deux villes de l'*Hôpital* et de *Conflans* qui en étaient le chef-lieu, et qui sont ainsi désignées aujourd'hui sous le nom commun

d'ALBERTVILLE. C'est là que finit la belle et fertile vallée de l'Isère, connue en France sous le nom de Graisivaudan, et en Savoie sous celui de Combe de Savoie.

Comme le haut Faucigny, la TARENTAISE touche à la chaîne des Alpes et communique à la vallée d'Aoste par le passage du Petit-Saint-Bernard. A l'extrémité orientale, le Mont-Iseran élève sa tête majestueuse et donne naissance à l'Isère; cette rivière la traverse de l'orient à l'occident et y arrose plusieurs vallées étranglées qui donnent un aspect austère à cette province, dont MOUTIERS est la capitale. Riche en pâturages fertiles, la Tarentaise fait un commerce assez considérable de bestiaux et de fromages. On y cultive la vigne presque au pied du St-Bernard. C'est la patrie de ces fiers Centrons qui osèrent menacer les armées de Rome et inquiéter leur marche victorieuse. Cette province renferme dans son sein des marbres de toute beauté et des métaux précieux. Ses salines fournissent du sel d'excellente qualité, et les mines argentifères de Pesey et de Macot sont exploitées très avantageusement.

A la chute des feuilles, les Tarins industrieux abandonnent les hautes vallées pour se répandre en France, en Suisse, en Italie et jusqu'en Allemagne, et reviennent ensuite dans la belle saison avec le bénéfice que leur ont procuré le travail et l'économie.

La MAURIENNE, qui est située à l'extrémité méridionale de la Savoie, a la figure d'un croissant. Elle est formée d'une longue vallée demi-circulaire que parcourt, dans un espace de 20 lieues, la rivière de l'Arc, depuis les glaciers du Mont-Iseran jusqu'aux confins de la Savoie-Propre, où elle se jette dans l'Isère. Les villes d'*Aiguebelle*, la *Chambre*, SAINT-JEAN-DE-MAURIENNE, capitale, *Saint-Michel*, *Modane* et *Lauslebourg*, sont assises sur ses rives. Folle en sa course, cette rivière se plie et se replie aux pieds de monts escarpés, à travers mille défilés tortueux. La main de l'homme a jeté vingt ponts pour suivre ses caprices et franchir les gouffres au fond desquels elle bouillonne.

A une petite distance de Modane sont les forts de Lesseillon, redoutés échelonnées les unes sur les autres. Le *Point-du-Jour* niche au dernier degré, c'est le nid du vautour, triste emblème vivant des temps qui n'existent plus. Pour y arriver, il faut passer sur le *Pont-du-Diable*. A quelques pas de là, le modeste village d'Avrieux a vu mourir dans une de ses pauvres cabanes un empereur d'occident empoisonné par son médecin.

La Maurienne est le berceau des princes de la Maison de Savoie. Les

châteaux d'Hermillon et de Charbonnière, et les tours de Berold, ont laissé dans l'histoire des souvenirs impérissables.

Musée minéralogique de la Savoie, cette province présente à l'œil étonné le spectacle de stériles horreurs. Ces gorges profondes et sauvages, ces rochers énormes qu'on dirait tombés de la main des géants quand ils tentèrent l'escalade du ciel, appartiennent à une nature désolée. C'est là qu'on peut apprécier le travail opiniâtre du cultivateur pour demander à un sol ingrat sa chétive nourriture. Un cep de vigne, un bouquet de blé disputent la terre aux fentes des rochers; et le junc, l'osier ou la pierre enlacent et échelonnent en forme d'amphithéâtre les moindres parcelles égarées de ce précieux élément. C'est dans cette vallée que l'on rencontre ces êtres incomplets et dégénérés connus sous le nom de *crétins*, qui forment, dans certaines localités privées de la salutaire influence du soleil et d'autres conditions essentielles à la vie, des populations rabougries qui n'ont rien d'humain.

Anciennement ces êtres informes étaient considérés comme des victimes chargées d'expiar les crimes de leurs familles; d'autrefois on regardait leur présence comme une bénédiction du ciel. Mais ces tristes préjugés n'existent plus, et le crétinisme est entré dans les problèmes de la science médicale.

La longue vallée de la Maurienne aboutit au Mont-Cenis; c'est par ce passage célèbre que la Savoie touche à l'Italie, dont elle garde les portes. Séparée du Piémont par d'immenses barrières, elle lui est attachée par neuf siècles d'intime alliance. L'histoire, qui constate cet étrange phénomène, nous l'expliquera.

Les migrations périodiques des Savoyards ont jeté une espèce de défaveur sur le nom qu'ils portent. Les pauvres enfants de nos montagnes vont loin du sol natal demander au travail leurs lettres d'affranchissement. Honneur à eux tous! Tailleurs de pierres, aiguisers, colporteurs, ramoneurs, garçons de recettes ou porteurs d'eau, ils ont constamment prouvé que le nom de Savoyard ou de Savoisien était synonyme d'honneur, de travail et de désintéressement.

Nous avons vu dans ce rapide coup d'œil que la Savoie présente dans son ensemble et dans sa presque totalité un entassement de montagnes qui se succèdent et descendent par degrés insensibles jusqu'aux bords du Rhône et jusqu'aux rives du lac Léman. A mesure que l'on s'approche de ces deux grandes limites, qui nous séparent de la Suisse et de la France, l'horizon s'élargit, les phénomènes grandioses des vallées alpines disparaissent, des collines verdoyantes remplacent les neiges éternelles, et l'on est à se demander si la nature s'est fait un jeu de ces admirables contrastes, ou si nous vivons sous des ciels différents. Avec une semblable constitution physique, il est aisé de comprendre qu'à des temps reculés de notre âge les diverses provinces ne durent communiquer entre elles que par des chemins difficiles. Depuis bientôt un siècle la civilisation, avec son cortège de bienfaits, a pénétré jusqu'au fond

des gorges les plus inaccessibles ; de grandes voies rapprochent les distances , conduisent d'une ville à l'autre , et l'on peut aborder sans périls les plus hautes vallées des Alpes.

Ainsi la Savoie sortit des mains de la Providence avec de magnifiques horreurs et de sauvages beautés ; mais l'homme , peu à peu , dut la pétrir de ses mains et la féconder de ses sueurs. Insensiblement son œil mesura sans crainte la profondeur des abîmes creusés sous ses pas , sa voix retentit au milieu de ces vastes et imposantes solitudes , et les forêts impénétrables tombèrent comme par enchantement. Son intelligence active aplanit les collines , nivela les ravins , combla les précipices , digua les torrents , jeta des ponts d'un roc à un autre , dessécha les plaines marécageuses et fit concourir jusqu'aux glaciers inaccessibles à une continuelle métamorphose.

Depuis deux mille ans , les générations qui ont passé sur cette terre classique de la liberté et de l'indépendance ont apporté leurs labeurs à l'œuvre éternelle. Chaque jour , des hommes éminents dans les arts , dans les sciences et dans les lettres , des hommes utiles , dans tous les rangs et dans toutes les classes , ont illustré la patrie. L'histoire nationale enregistre leurs noms avec orgueil dans ses *lettres de noblesse* , et les propose , comme bienfaiteurs de l'humanité , à la vénération des contemporains.

C'est en posant le pied sur chacun des degrés de l'échelle intellectuelle des êtres , et en consultant les siècles qui ne sont plus , que nous apprécierons ce glorieux travail de transformation et que nous comprendrons que le progrès moral , matériel et intellectuel ne peut être que l'œuvre des siècles.



ANCIENS PEUPLES QUI ONT HABITÉ LA SAVOIE
AVANT LA DOMINATION ROMAINE
ET CHANGEMENTS POLITIQUES SUCCESSIFS
DEPUIS LES ALLOBROGES JUSQU'À NOS JOURS

PREMIÈRE ÉPOQUE

INDÉPENDANCE GAULOISE JUSQU'À L'AN 59 AVANT J.-C.

LES ALLOBROGES

SOMMAIRE. — Les Celtes, Galls ou Gaulois. — Expéditions de Sigovèse et de Bellovèse. — Etablissement des Insubres dans la Lombardie. — Fondation de Milan. — Gaule Cisalpine. — Gaule Transalpine. — Limites de cette dernière. — Les Belges, les Celtes, les Aquitains. — *Gallia Braccata*. — *Gallia Comata* (Chevelue). — Les Gæsates. — La Savoie. — Les peuples anciens qui l'habitaient. — Valeur et renom des Allobroges. — Incertitude des historiens sur le territoire qu'ils occupaient. — Vienne et Genève, leurs villes principales. — Ligne présumée de l'ancienne Allobrogie. — Dissertation sur Cularo (Grenoble). — Provinces de la Savoie actuelle habitées par les Allobroges. — Erreur des historiens qui placent les Nantuates dans le Chablais moderne. — Description du cours du Rhône par le poète Rufus Festus Arienus. — Les Tylangii, les Daliterni et les Chalbici. — Le lac Accion (Léman). — Etymologie du nom moderne Chablais. — Lutte des Marseillais avec les Salyens. — Intervention des Romains. — Premier établissement de ces derniers dans la Gaule. — Les Allobroges sont vaincus dans trois batailles différentes. — Leur territoire fait partie de la province romaine appelée plus tard Gaule Narbonnaise. — Nouvelle révolte des Allobroges. — Jules César se fait nommer gouverneur des Gaules. — Conquête et soumission de la Gaule.

Aux époques les plus éloignées de notre histoire, la Savoie faisait partie de cette vaste étendue de territoire comprise entre les Alpes, la Méditerranée, les monts Pyrénées, l'Océan et le Rhin.

Ce pays, appelé GAULE, renfermait dans son sein trois cents peuples divers, désignés communément sous le nom de Celtes, de Galls et plus tard de Gaulois.

Six cents ans avant J.-C., l'histoire raconte que deux fameux guerriers, SIGOVÈSE et BELLOVÈSE, neveux du roi des BITURIGES, l'un de ces peuples, passèrent les monts et s'établirent en Lombardie sous le nom d'Insubres ou Insubriens. Ces premiers émigrants fondèrent la ville de Milan, et l'origine de ces peuples fit donner plus tard au pays qu'ils occupèrent le nom de Gaule CISALPINE, à cause de sa situation en deçà des Alpes par rapport aux Romains et par opposition à la Gaule proprement dite, qui fut appelée TRANSALPINE.

Cette dernière, renfermée dans les limites que nous avons indiquées, était située entre le 42° et le 52° degré de latitude nord; sa plus grande longueur, comme sa plus grande largeur, était de 240 lieues. Elle était habitée par trois grands peuples : les BELGES occupaient le nord, les AQUITAINS le midi, et les CELTES, qui étaient établis dans le centre, s'étendaient depuis la Bretagne jusqu'aux Alpes. Ils étaient eux-mêmes subdivisés en une multitude de petits peuples presque tous indépendants les uns des autres.

Aujourd'hui tous ces peuples ont disparu, et, après plusieurs siècles de révolutions successives, la France occupe la plus grande partie de l'ancienne Gaule, et se renferme comme elle dans son unité et dans sa force au milieu des grandes limites indiquées par la nature dont les lois finissent toujours par être accomplies (1).

L'état de la Gaule ne nous est guère connu que par les récits des Romains. Quand ces fiers conquérants se furent emparés d'une partie de la Transalpine, ils remarquèrent que les peuples situés au midi des Cévennes, dans le bassin du Rhône, depuis le lac de Genève jusqu'à la mer Méditerranée, et sur la Méditerranée entre l'Espagne et l'Italie, portaient une espèce de vêtement court, soit haut-de-chausses, appelé *brates*, et lui donnèrent, à cause de cette particularité, le nom de *Gallia braccata* (2). La Gaule au nord des Cévennes et du Rhône fut désignée sous le nom de *comata*, soit *chevelue*, parce que ses habitants laissaient croître leurs cheveux et les portaient flottants sur l'épaule, tandis que les méridionaux les coupaient à la manière des Romains (3).

D'autre part, tous les peuples gaulois compris entre le Rhône et les Alpes étaient connus sous la dénomination de *Gæsates*. Quelques historiens supposent

(1) On comprendra que je ne parle ici que de la France géographique et non de la France politique, à laquelle il faudrait ajouter, pour être circonscrite par ses limites naturelles, la Belgique, la Suisse, la Savoie et le comté de Nice.

(2) Nos anciens montagnards portent encore les *braies*, dont le nom existe dans le patois de notre pays. Les montagnards d'Ecosse nomment aussi *bracca* le vêtement inférieur dont ils se servent, et le mot *breeches* en anglais dérive évidemment de la même source.

(3) CICÉRON — PLINE — MÉLA — TACITE — SÉPTEME — CÉSAR — CATULLE — DION CASSIUS — APPIEN — MARTIAL — MARTIEN CAPELLA — DUCUL.

qu'on les appelait ainsi parce qu'ils s'engageaient comme troupes mercenaires pour faire la guerre (1). D'autres prétendent que ce nom leur a été donné à cause d'une espèce de trait ou javelot appelé *gæsum* dont ils se servaient comme arme de combat (2).

Il résulte de ces données générales et préliminaires que la Savoie actuelle était comprise dans la Gaule transalpine, et faisait partie de la Celtique appelée *braccata*.

Elle était habitée anciennement par les Allobroges et par d'autres petits peuples dont nous parlerons bientôt.

Les Allobroges ont laissé un grand renom de valeur dans l'histoire; aucun peuple ne les surpassait en richesses et en renommée (3). Habitant des vallées profondes, ils étaient célèbres comme leurs montagnes (4).

Fidèles à la parole jurée (5), ils se faisaient remarquer par les vertus hospitalières qui distinguent encore aujourd'hui leurs descendants.

Les géographes et les historiens placent communément les Allobroges entre le Rhône, le lac Léman et l'Isère. Mais cette limite, indiquée d'une manière trop vague par Strabon, Polybe, Plin et Jules César, a donné lieu à une foule de commentaires qui n'ont pu aboutir jusqu'à ce jour à toute l'exactitude désirable.

Cette incertitude n'a rien qui doive étonner. Il faut accepter l'antiquité avec toute son obscurité et toutes ses réticences. Il ne faut pas chercher à faire la lumière là où elle ne peut être faite, pour flatter l'amour-propre national aux dépens de la vérité.

Les erreurs qui ont été commises sur les questions de la géographie des Gaules viennent quelquefois de ce que l'on a confondu l'étendue du pays avec celle de la cité (6); une grande partie des peuples qui habitaient la Gaule celtique formaient entre eux une sorte de confédération, aussi voit-on très souvent des peuples, voisins et alliés des Allobroges, désignés indistinctement sous ce dernier nom (7), parce que ceux-ci étaient les plus puissants d'entre eux et

(1) POLYBE.

(2) WALCKENAER, tom. I, p. 423 et 424. — DION, liv. XXXVII, ch. 47.

(3) In eo sunt propè *Allobroges*, gens jam inde nullâ gallicâ gente opibus aut famâ inferior. (TIT. LIV., lib. XXI, cap. 34.)

(4) *Allobroges* profundas in montanis valles habitant. Memorabiles quidem; neque ullâ ex parte vallibus quas tenent illi deteriores. (STRABON, lib. IV.)

(5) *Belgarum Allobrogumque* testimoniis credere non timetis. (CICERO pro Fonteio.)

(6) CHAMPOLLION - FIGEAC, *Antiquités de Grenoble ou Histoire ancienne de cette Ville d'après ses monuments*.

(7) Le nom d'*Allobroges* donné aux députés envoyés à Rome, lors de la conjuration de Catilina, vient à l'appui de cette assertion, puisque INDUCTIMAR, chef de la députation, appartenait à la tribu des *Voconces*, peuples voisins et alliés des Allobroges.

qu'ils devaient nécessairement imposer leur nom à la confédération gallique dont ils faisaient partie (1).

Les deux principales villes des Allobroges étaient *Vienne* en Dauphiné et *Genève*.

César est le seul auteur qui parle de *Genève* située sur les confins des Helvétiens (2). Il paraît du reste que cette ville avait fort peu d'importance, puisqu'après lui, pendant 400 ans, aucun auteur n'en fait mention.

« Les Allobroges, dit Strabon, vivent dans des villages; les plus notables » d'entre eux habitent *Vienne*, dont ils ont fait une ville; car ce n'était autrefois » qu'un village, quoiqu'il fût dès lors regardé comme leur capitale. »

En partant de Genève comme point de départ, la ligne présumée de l'ancienne Allobrogie descend le Rhône jusqu'à sa jonction avec l'Isère, remonte cette rivière jusqu'à Albertville, suit les montagnes de Thônes et celles d'Annecy à Cluses, qui se trouvent à la droite du voyageur, parcourt le tracé du Mont-Cheveau, des montagnes de Sixt, Samoëns, Morzine, le long du Giffre, et celles de Châtel qui le conduisent jusqu'au bas Valais; de là elle se dirige à l'orient, vers la rive gauche du Rhône, le long des montagnes qui séparent la vallée d'Aulps du Valais, et suit, dès l'embouchure de la Morge à Saint-Gingolph (3), la rive gauche du lac Léman jusqu'à Genève.

Le Rhône et l'Isère ne limitaient cependant pas d'une manière rigoureuse les

(1) De nos jours le mot de *Savoie* ne désigne-t-il pas d'un côté toute l'étendue du territoire des Etats sardes située au-delà des Alpes, et de l'autre l'une des sept provinces qui la composent et y sont enclavées?

(2) *Extremum oppidum Allobrogum est, proximumque Helvetiorum finibus, Geneva.*

(J. COESAR, *De Bello gall.*, lib. 1.)

(3) M. CHUIT a indiqué à peu près le même tracé dans sa *Notice sur les Allobroges*. (*Mémoires de l'Académie de Savoie*, tome IV, pages 283 et suiv.)

Les Allobroges s'étendaient entre le Rhône et l'Isère, en deçà des Vêragres (*Valais*) et des Alpes Grecques. En effet le Rhône, depuis les confins des Vêragres, et l'Isère, depuis les Alpes Grecques et sa source, coulant l'un et l'autre vers l'ouest, enlourant et enveloppent le pays des Allobroges, et, quoique ces deux fleuves prennent leur source à une grande distance l'un de l'autre, ils tendent cependant de plus en plus à se rapprocher jusqu'à ce qu'ils se réunissent enfin, un peu au-dessus de Valence, dans le pays des Cavares, en face des monts Cèvennes. Au midi et en partie à l'est, l'Isère sépare les Allobroges des Cavares, des Voconces, des Garucelles (*Maurienne*) et des Centrons (*Tarentaise et haut Faucigny*); dans une autre partie de l'est, le territoire qui s'étend depuis la tête du lac Léman jusqu'aux sources de l'Isère sépare les Allobroges des Salasses (*vallée d'Aoste*), des Vêragres et des Séduns (*Sion en Valais*); au nord, le Rhône et le lac Léman les séparent des Séquanes (*Franche-Comté et Bourgogne*), des Antuates (*Valais*) et des Séguasiens (*partie des départements du Rhône, de la Loire et de l'Ain*); enfin, au couchant, ils sont séparés, toujours par le Rhône, du Lyonnais, des montagnes des Cèvennes, des Helves et des Arvernes (*Auvergne*); ceux-ci, plus éloignés..... (AYMARI RIVALLI, *Delphinatis, De Allobrogibus*.

— Traduction de M. Antonin MACE; Grenoble, 1852).

Allobroges; ces peuples avaient des possessions au-delà de ces deux fleuves (1). Cette question a donné lieu de nos jours à de savantes discussions sur Grenoble qui tendent à savoir si cette ville, connue anciennement sous le nom de *Cularo*, appartenait au pays des Allobroges. L'Isère séparant le pays des Voconces de celui des Allobroges, Champollion-Figeac ne croit pas que ces derniers s'étendissent au-delà de la rive droite de cette rivière, et affirme par conséquent que *Cularo*, bâti dans l'emplacement où est Grenoble aujourd'hui, faisait partie du territoire des Voconces. Walekenaer, dans son savant ouvrage sur la géographie ancienne des Gaules, adopte l'opinion contraire. Ces deux savants, dont les noms font autorité en semblable matière, s'appuient tous les deux, pour soutenir leur thèse, sur le texte d'une lettre adressée par Plancus à Cicéron et datée : *Cularone ex finibus Allobrogum*!... (2)

Quoi qu'il en soit, Grenoble n'en était pas moins situé à la frontière des Allobroges (dehors ou dedans?), et la notice de l'Empire, plaçant cette ville dans la *Sapaudia*, nom qui, dans les derniers temps de l'Empire romain, remplaça celui d'Allobrogie, tout porte à croire que *Cularo*, qui n'était du reste qu'un petit village, appartenait aux Allobroges. Leur territoire, au temps de César, renfermait les diocèses modernes de Vienne, de Grenoble et d'Annecy, en ajoutant à celui-ci le district de Genève, ceux de Châtillon et de Michaille, ainsi que celui de Belley entre le Rhône et le Jura, districts qui autrefois en faisaient partie, et en lui enlevant le haut Faucigny, depuis Cluses, qui était habité par les Controns.

Les Allobroges occupaient donc de la Savoie actuelle : la *Savoie-Propre*, le *Genevois*, la *Haute-Savoie*, le *bas Faucigny* et le *Chablais*. Ils étaient confinés

(1) Allobroges qui trans Rhodanum vicis possessionesque habebant, fugâ se ad Cæsarem recipiunt et demonstrant sibi præter agri solum, nihil et se reliqui.....

(J. CÆSAR, *De Bello gall.*, lib. 1.)

(2) Itaque in Isarâ, flumine maximo quod in finibus est Allobrogum, ponte uno die facto, exercitum a. d. quantum idus mai. traduxi.

Octavo idus junias. *Cularone, ex finibus Allobrogum.*

(T. CICER., *Epist. ad fam.*, lib. x, epist. 23.)

Les anciennes éditions portaient *Cicarone*, mais les recherches des savants commentateurs ont rétabli le texte primitif par le mot *Cularone*. Cette différence a induit en erreur quelques historiens nationaux (voyez GRILLET, tom. 1, p. 210, et la *Notice historique sur les Allobroges* par M. le chanoine CHUIT, insérée dans le tome iv^e des *Mémoires de la Société académique de Savoie*, p. 294), qui ont cru qu'il s'agissait ici de *Chevron* dans la Haute-Savoie; mais il est reconnu aujourd'hui que la lettre de Plancus était datée de Grenoble.

Les conjectures les plus plausibles ainsi que l'étymologie du nom ancien de cette dernière ville, que Plancus place à l'extrémité de la Gaule, confirment cette assertion.

..... *Cularo sic nomen accepit, quod culus et posterior et infima Alpium pars a Galliarum latere existat, aut quod in culo et extrema Galliarum parte versus Alpes collocata sit.*

(AYMARI RIVALLI, *De Allobrogibus*, p. 38 et 39.)

au midi par les anciens peuples de la Tarentaise et de la Maurienne, et à l'est, dans le Valais, par les *Nantuates*, les *Veragri* et les *Seduni*, qui s'étendaient depuis le lac Léman et le Rhône jusqu'aux sommets des Alpes (1).

En s'appuyant sur le texte de César que je viens de citer, et le trophée d'Auguste dont je parlerai plus tard, quelques auteurs indiquent la position des *Nantuates* ou *Antuates* dans le Chablais, mais il y a ici évidemment erreur, et, comme l'a fait observer très judicieusement Grillet, « les *commentateurs* des » auteurs latins ont pu dire avec vérité que le Chablais était le pays des anciens » *Nantuates*, puisque, avant l'an 4536, le bas Valais en faisait partie, et que » Saint-Maurice-d'Agaune (2), chef-lieu des *Nantuates*, était alors le siège du » gouvernement civil et militaire du Chablais (3). »

Très anciennement et à une époque antérieure à la domination romaine, les *Nantuates*, ainsi que les autres peuples qui habitaient les bords orientaux du lac Léman et du Rhône, soit le Valais, étaient connus sous d'autre noms. Un précieux petit poème d'Avienus, intitulé *Oræ maritimæ*, en fait mention dans une description du cours du Rhône (4).

Voici comment s'exprime le poète dans son langage imagé. J'emprunte l'excellente traduction de la Collection Panckoucke :

« Mais il est nécessaire que je te donne plus de détails sur le fleuve du » Rhône. Souffre que je m'arrête sur ce sujet, Probus : nous dirons la nais- » sance du fleuve, son cours vagabond, quelles nations il baigne de ses flots, » quel grand avantage son cours procure aux habitants, et ses différentes » embouchures.

» Du côté de l'orient, les Alpes dressent dans les airs leurs pics neigeux ; les » campagnes de la Gaule sont coupées par cette chaîne de montagnes, et les » vents y soufflent toujours la tempête. Le fleuve, sortant de la bouche béante

(1) Cum in Italiam proficisceretur Cæsar, Ser. Galbam cum legione duodecimâ et parte equitatus in Antuates, Veragros, Sedunosque misit, qui a finibus Allobrogum et lacu Lemano et flumine Rhodano ad summam Alpes pertinent. (J. CÆS., *Bell. gall.*, lib. III.)

(2) Anciennement *Tarnaia* ou *Tarnada*. — CÆSAR, *De bello gallico*, lib. III et IV. — STRABON, lib. IV, p. 192 et 204. — ROCHAT, *Mémoire sur l'histoire ancienne de la Suisse*, tome I, p. 305. — D'ANVILLE, *Notice*, p. 632.

(3) GRILLET, tome II, p. 47.

(4) *Rufus Festus Avienus*, poète, né à Vulsinie en Etrurie, probablement dans la seconde moitié du quatrième siècle. Ses *Régions maritimes* sont une compilation faite sur d'anciens Grecs ; il n'en reste que le premier livre. Si l'on considère l'époque à laquelle écrivait Avienus, on ne trouvera pas son style sans mérite. « Ce poème, dit M. Walckenaer, ne nous est malheureusement parvenu qu'en partie ; il a été négligé et dédaigné par les modernes, qui n'en ont compris ni le sens ni l'intention. J'ose dire que c'est un des monuments les plus précieux de géographie ancienne que le temps ait respecté. »

Selon le même géographe, Avienus, postérieur à Polybe, vivait dans un âge qui n'est pas antérieur à Dioclétien ni postérieur à Théodose.

» d'une caverne et se répandant à travers la campagne, y creuse son lit par la
 » violence de son courant; il est navigable à sa naissance et dès son apparition. Le flanc de la haute montagne qui donne naissance au fleuve est appelé
 » par les naturels la *Colonne-du-Soleil*; sa tête monte si haut dans la région
 » des nuages, qu'elle cache aux regards le soleil à son midi, quand il s'ap-
 » proche des limites du septentrion pour y porter le jour. Car tu sais que telle
 » était l'opinion des Épicuriens, que le soleil ne plonge pas sous l'horizon,
 » qu'il ne s'enfonce dans aucune mer, qu'il ne se cache jamais, mais qu'il fait
 » le tour du monde, suit une course oblique dans le ciel, donne la vie à la terre,
 » et nourrit de sa lumière bienfaisante l'immensité des cieux; que Phébus
 » refuse tour à tour à certaines régions son ardent flambeau : une montagne
 » s'y oppose avec son haut sommet (1), qui, se prolongeant depuis l'occident
 » jusqu'à l'extrême septentrion, divise en deux l'étendue du monde et la route
 » du soleil. Lorsque le soleil a dépassé son midi, qu'il a incliné sa lumière
 » vers l'Atlantique, afin de porter ses feux chez les Hyperboréens les plus
 » reculés, et de reparaître pour les contrées de la Perse, il se dirige suivant
 » la courbe du cercle, vers cette autre partie de l'espace; il dépasse la limite
 » du mont, et, quand il a dérobé son éclat à notre vue, une sombre nuit descend
 » du ciel, d'épaisses ténèbres couvrent aussitôt nos climats; mais alors un jour
 » brillant éclaire ceux qui habitent au-dessus de nous le rigoureux septentrion.
 » Quand de nouveau l'ombre des nuits enveloppe l'Ourse, toute notre race jouit
 » d'une lumière éclatante.

» De sa source le fleuve coule à travers les Tylangiens (2), les Daliternes,
 » les champs des Chalbiques et le territoire Céménique (mots assez durs et qui
 » d'abord blessent l'oreille, mais que je ne dois pas te taire, à cause de ton
 » ardeur pour l'étude et de mon zèle); puis il décrit, par des retours sur

(1) Les anciens Argonautes plaçaient au nord des Alpes les *Cimmériens*, qu'ils disaient condamnés à une nuit éternelle.

(2) MEAT amnis autem a fonte per Tylangios,
 Per Daliternos, per Chabilcorum sata
 Cemenicum et agrum (.....
); panditur porro in decem
 Flexus recurso gurgitum, stagnum grave
 Plerique tradunt : inserit semet dehinc
 Vastam in paludem, quam vetus mos Græciæ
 Vocitavit Accion, atque præcipites aquas
 Stagni per æquor egerit : rursum effluus
 Arctansque sese fluminum ad formam, dehinc
 Atlanticos in gurgites, nostrum in mare
 Et occidentem contuens, evolvitur .
 Patulasque arenas quinque sulcat ostiis.

» lui-même, dix sinuosités : plusieurs rapportent qu'alors c'est un étang immobile. De là il entre dans un vaste lac que les Grecs ont coutume d'appeler » *Accion*, et il pousse ses flots impétueux à travers le lac tranquille ; il en sort » ensuite, se resserre en lit à la manière des autres fleuves, puis il roule vers » les abîmes atlantiques, regardant à la fois notre mer et l'occident, et creuse » la vaste grève de cinq embouchures. »

La description d'Avienus, quoique bien imparfaite, jette un nouveau jour sur la géographie ancienne du Valais et du Chablais : à des temps très antérieurs aux auteurs qui nous restent, le lac Léman s'appelait *Accion*, et le Valais actuel était habité par les *Tylangii*, les *Dalitermi* et les *Chalbici*. Je me range de l'avis de M. Walckenaer, pour trouver dans cette dernière dénomination l'étymologie du Chablais, opinion qui peut concorder au besoin avec le *Caput lacene* des Romains et le *Penn Lech* gaulois (1).

« Si l'on fait attention que souvent les noms natifs ou originaires du pays » survivent à tous ceux qui sont imposés par les conquérants, peut-être ne » sera-t-on pas surpris de nous voir tirer l'étymologie du nom moderne de » Chablais des anciens *Chalbici*. Il est vrai que les auteurs postérieurs paraissent avoir oublié le nom de cet ancien peuple, et qu'ils indiquent dans le » même emplacement les *Nantuates*, dont le nom n'a aucun rapport avec celui » des *Chalbici* ; mais il n'est fait mention dans aucun autre auteur qu'Avienus, » du nom d'*Accion* que portait évidemment le lac Léman à l'époque où les » *Chalbici* habitaient la côte méridionale de ce lac et les rives occidentales du » Rhône (2). »

En adoptant l'opinion du savant géographe des Gaules, je ne crois pas que les *Chalbici*, pas plus que les *Nantuates*, aient habité le Chablais moderne. Le texte d'Avienus est très clair ; il dit formellement que le Rhône passe à travers ces peuples avant d'entrer dans le lac, et comme les *Nantuates*, ainsi que les *Vérages*, étaient confinés par le Rhône, le lac Léman et les Allobroges, ces derniers devaient nécessairement occuper le Chablais. Je me réserve de le prouver d'une manière plus complète en traitant de l'histoire de cette province.

Fiers comme la liberté que les inspirait, et audacieux comme elle, les Allobroges jouissaient dans leurs montagnes de la plus complète indépendance. Un jour cependant il fallut prendre les armes et mourir pour la défendre.

(1) Le lecteur ne doit pas oublier que je ne donne dans cette partie que des notions de géographie générale, et que toutes les questions particulières seront traitées dans la géographie et l'histoire spéciale de chaque province.

(2) WALCKENAER, tome 1, p. 445.

Il y avait alors quatre siècles que les Phocéens, peuples de l'Asie Mineure, étaient venus s'établir sur le littoral de la Méditerranée, et avaient fondé sept villes, au nombre desquelles se trouvait Marseille, qui avait constamment rivalisé, par son commerce et son activité, avec la jalouse et opulente Carthage. Cette rivalité avait fait naître une étroite alliance entre les Marseillais et les Romains, les séculaires ennemis de la ville africaine. Aussi les Liguriens, assiégeant Antibes et Nice, deux colonies de Marseille, et menaçant de compromettre de cette manière le commerce de ses habitants, ces hardis navigateurs réclamèrent-ils, dans cette circonstance, l'intervention et le secours des Romains.

Ce fut le premier prétexte des conquêtes des Romains dans les Gaules. Le consul Sextus, après avoir battu les Salyens en l'an 123 avant Jésus-Christ, établit dans leur pays une colonie romaine qui fut nommée *AQUE SEXTILE*, du nom de son fondateur et à cause des eaux minérales qui se trouvaient sur son territoire.

Dès lors les Romains marchèrent de conquête en conquête; et comme les Allobroges se trouvaient, par leur position géographique, les premiers à s'opposer à leur envahissement, ils furent aussi les premiers vaincus. Mais la victoire coûta cher aux Romains, et il ne fallut rien moins que trois sanglantes batailles pour soumettre ces peuples indomptables. La dernière eut lieu l'an 121 avant Jésus-Christ. Les Allobroges, avec les Avernins et les Ruteni, leurs alliés, furent littéralement taillés en pièces, et Quintus Fabius, le général romain, reçut pour cette victoire éclatante les honneurs du triomphe et le surnom d'Allobrogique (1).

La même année, les Romains formèrent, de toutes leurs conquêtes dans la Gaule transalpine, la PROVINCE ROMAINE qui donna son nom à la Provence actuelle, et qui porta plus tard le titre de GAULE NARBONNAISE quand Narbonne en devint la capitale.

Les Allobroges ne supportèrent qu'en frémissant le joug des Romains, dont ils étaient devenus tributaires. Écrasés par les proconsuls de Rome, c'est en vain qu'ils réclamèrent contre des exactions incessantes. Las d'un joug insupportable, ils recommencèrent en l'an 61 leurs attaques contre les Romains. D'autre part, une ligue formidable s'était formée entre les Helvétiens et les peuples de la Germanie au nord des Alpes. Cette nouvelle, portée dans Rome, y répandit la terreur, et Jules César profita de ce moment d'épouvante pour se faire donner, en l'an 59, le commandement des deux Gaules.

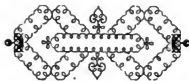
(1) STRABON, lib. iv, p. 185. — PLINIIUS, lib. vii, p. 40. — APPIANUS, *De Bellis gallicis*. — PAULUS OROSIIUS, lib. v, cap. 46. — *Ex exp.*, TIT. LIV., lib. lxi. — EUTROPIUS, lib. iv, cap. 23. — VAL. MASC., lib. vi, cap. 4., lib. ix, cap. 6. — FLORUS, lib. iii, cap. 2. — J. COES., *De Bell. gall.*, lib. i, cap. 45. — VELLEIUS PATERCULUS, cap. 8, 44, 45.

C'est alors que cet ambitieux conquérant, qui préférait être le premier dans un village que le second dans Rome, apparut sur la scène du monde, et que, dans une guerre qui dura 8 ans, il combattit sur presque tous les points de la Gaule à la fois, et soumit presque simultanément tous les peuples de cette vaste contrée, qui fit de vains efforts pour se soustraire au joug qui lui était imposé.

Alors les Allobroges, comme les autres peuples de la Gaule, courbèrent la tête devant ce fier dominateur, et payèrent tribut à cette Rome (1) que leurs ancêtres avaient fait trembler sous la conduite du fameux chef connu sous le nom de Brennus, qui ne reconnaissait d'autre droit que celui de son épée (2).

(1) *Omnem Galliam quæ a saltu Pyrenæo, Alpibusque et monte Gebenna, fluminibus Rheno et Rhodano continetur, in provinciæ formam redegit, eique quadraginties in singulos annos stipendii nomine imposuit.* (SUTRONE.)

(2) Les Allobroges prirent part à l'expédition de Brennus. (Voyez CICÉRO *pro Fonteio*.)



DEUXIÈME ÉPOQUE

PEUPLES INDÉPENDANTS DES ALPES. — DE L'AN 59 AVANT J.-C. JUSQU'À L'AN 6.

LES CENTRONS, LES MÉDULLI, ETC.

SOMMAIRE. — Peuples indépendants des Alpes. — Ils sont soumis sous le règne d'Auguste. — Le préfet Cottius, fils du roi Donnus. — Monument des douze cités cotiennes érigé à Suze. — Trophée des Alpes élevé à la Turbie. — Inscription de l'arc de Suze. — Inscription du trophée de la Turbie. — Anciens habitants de la Maurienne. — Les Médulli, les Adanates, les Garocelles, les Bramovices, les Acitavones. — Habitants de la Tarentaise. — Les Centrons. — *Forum Claudii et Axima*.

En dehors des Allobroges, les deux versants des Alpes étaient occupés par de petits peuples nommés ALPINS qui vivaient libres comme l'air qu'ils respiraient, et se distinguaient par un esprit de fierté et d'indépendance que l'on retrouve toujours chez les peuples montagnards.

« Les pays de plaines, a dit Volney, sont le siège de l'indolence et de l'es-
» clavage, et les montagnes, la patrie de l'énergie et de la liberté (1). »

Pendant que J. César poursuivait le cours de ses conquêtes dans les Gaules, ces peuplades indomptables l'inquiétaient dans sa marche lors de ses fréquents passages dans les Alpes. Constamment obligé de s'ouvrir une voie par la force des armes, il ne chercha cependant point à les dompter définitivement, parce que leur entière soumission, sans rien ajouter à sa gloire, aurait retardé ses autres exploits. Du reste, les peuples Alpains pouvaient lui opposer quelques obstacles; mais ils étaient trop peu nombreux pour compromettre l'existence politique de Rome.

(1) *Voyage en Syrie et en Egypte*, tome 1, page 463.

Sous le règne d'Auguste, toute la vaste chaîne des Alpes est soumise à l'Empire romain. C'est alors qu'apparaissent pour la première fois au grand jour les noms de ces petits peuples qui, depuis tant de siècles, étaient cachés mystérieusement dans les défilés de leurs montagnes, et qui furent domptés, les uns par la force, et les autres par l'adroite politique d'Auguste.

Lors de cette mémorable guerre de montagnes, il existait, sur le versant oriental des Alpes, un petit état qui avait pour chef le roi *COTTIUS*, fils de *DONNUS*; ce roi résista longtemps à la valeur des armées romaines en se retirant dans les lieux les plus inaccessibles. Secondé par ses intrépides montagnards, il eût pu longtemps montrer aux Romains la mesure de l'énergie des peuples quand il s'agit de défendre leur indépendance et leur liberté, si, par une lâcheté insigne, il n'eût traité avec les conquérants pour conserver ses états et une ombre de pouvoir (1). Ce chef dégénéré des montagnards fit alliance avec Auguste et devint un de ses officiers, sous le titre de Préfet préposé à la garde du passage des Alpes qui portèrent son nom (2). Il alla jusqu'à prendre le nom de son maître.

Après avoir fait ouvrir, par la vallée de Suze, une route (3) pour le passage des Romains, *Cottius* fit ériger en l'honneur d'Auguste un arc de triomphe que l'on voit encore aujourd'hui près de Suze, et sur lequel furent inscrits les noms des peuples qui vivaient sous sa loi et auxquels furent encore réunies quelques autres peuplades circonvoisines domptées par Auguste.

(1) Les *Segusiani* (Suze) des Alpes avaient, du temps de César, un nommé *Donnus* pour chef et pour roi. Non que César parle en rien de cette particularité, mais le fils de ce roi, nommé *Cottius*, est devenu célèbre pour avoir conservé, sous la domination romaine, une sorte d'indépendance, et pour avoir formé, sous la protection d'Auguste, dans ces montagnes, un petit état particulier qui subsista jusqu'au règne de Néron.

WALCKENAER, *Géographie ancienne, historique et comparée des Gaules cisalpine et transalpine*, vol. 1, p. 544. Voyez encore: SÜETONIUS, *Neronis vita*, cap. 48. — AURELIUS VICTOR, *In Nerone*. — SEXTUS RUFUS; EUTROPIUS, lib. VII, et PAULUS DIACONUS, lib. VIII. — HIERONYMUS, *Chronica*. Euseb., lib. II. — AMMIAN. MARCELLIN., lib. XV, c. 40. — Inscription rapportée par CLUVERIUS, *Italia antiqua*, p. 94. — PLINIUS, lib. III, cap. 2.

Ovide en fait aussi mention :

..... *Alpinis juvenis regibus orbe,*

..... *Progenies alti fortissima Donni.*

(OVIDIUS, in *Ponticis*, lib. VII.)

(2) Ce petit état, avant d'avoir été augmenté, comme il le fut depuis sous Auguste, était borné à la vallée de Suze et au Briançonnais. Les sujets de *Donnus* possédaient, en un mot, le sommet et les deux revers du passage même des Alpes qui depuis furent appelées *Cottia*; ils avaient pour capitales *Segusia* (Suze) et *Brigantio* (Briançon). (WALCKENAER, loc. cit.)

(3) « *Rex Cottius..... molibus magnis extruxit ad vicem memorabilis muneris compendiaris medias inter Alpes.* » (AMMIAN. MARCELLIN., lib. XV, cap. 40.)

Le même auteur nous apprend que le roi *Cottius* fut enterré à Suze :

« *Hujus sepulcrum quem itinera struxisse retulimus Segusione est, mœnibus proximum.* »

Après l'entière soumission des peuples alpins, et en mémoire de cet événement qui assurait pour longtemps la paix à l'Empire, le Sénat ordonna l'érection d'un monument colossal au sommet des Alpes. Un endroit appelé la Turbie, sur le rivage de la Ligurie, fut choisi à cet effet.

Ce monument, appelé *Tropæa Augusti* (1), contenait dans une inscription les noms de tous les peuples vaincus par Auguste, dans un ordre presque géographique qui indique d'une manière assez précise leur position par le rang et la place qu'ils tiennent dans la nomenclature.

Des ruines informes de ce monument existent encore aujourd'hui, au-dessus d'une terrasse naturelle qui domine à pic Monaco, sur une élévation perpendiculaire de plus de 500 mètres. La magnifique position de la Turbie, entre la Gaule et l'Italie, était bien choisie pour y élever un trophée de victoire. Ce monument a subi de telles métamorphoses qu'il est difficile de se faire une idée précise de ce qu'il pouvait être. Il ne reste plus actuellement qu'un énorme massif sur une tour coupée en deux sur son axe et à peine en équilibre (2).

D'après la tête colossale d'Auguste qu'on a retrouvée, on a calculé que la statue de cet empereur devait avoir 22 pieds de hauteur. Il y avait aussi d'autres statues représentant les nations vaincues. Quant à l'inscription, ayant été détruite par les Lombards, on en grava une seconde d'après le texte de Pline, qui nous l'a transmise. Cette nouvelle inscription eut le même sort; ce qui en

(1) Il figure comme position géographique dans les tables de Ptolémée, et la localité où il fut élevé est indiquée dans les itinéraires sous le nom de *Alpe summa*.

(*Geogr. lib. III, cap. 4, p. 61.*)

(2) On sait, par le témoignage des chroniqueurs, que le monument auquel les barbares s'étaient plu, sans doute, à infliger par représailles les injures de la mutilation, fut changé en forteresse au temps des guelfes et des gibelins. Ainsi sa grandeur même, qui semblait devoir le garantir contre l'action du temps, est devenue la cause principale de sa ruine. On trouve dans le *Nouveau théâtre du Piémont et de la Savoie* (in-folio imprimé à la Haye au commencement du 18^e siècle), une fort belle gravure de cette curieuse forteresse; mais on serait bien embarrassé d'y démêler aucun trait de l'antique. Le massif quadrangulaire a été simplifié de manière à former la base du rempart; aux quatre angles s'élèvent de grêles tours quadrangulaires, et un donjon circulaire bâti au centre domine le tout. Longtemps disputée par les partis rivaux, cette citadelle fut ruinée, à la fin du 17^e siècle, par le maréchal de Villars, sur les instances du prince de Monaco dont elle menaçait la frontière. Mais ces débris, tout informes qu'ils soient, suffisent encore pour rayonner au loin dans la contrée et y conserver le grand nom de Rome.

Autant qu'on peut le conjecturer, soit d'après les débris demeurés sur place ou disséminés dans le village, soit d'après les documents conservés dans quelques auteurs, le monument est un massif quadrangulaire entouré de colonnes doriques, orné des statues des lieutenants d'Auguste et de celles des barbares vaincus, et couronné par une image colossale de l'empereur.

(*Magasin pittoresque, année 1853, pag. 75.*)

Le *Theatrum Sabaudie* renferme aussi une gravure du monument, tel que les auteurs supposaient qu'il pouvait être à l'époque de son érection.

restait fut détruit par le maréchal de Villars, et aujourd'hui on en a retrouvé des fragments, réduits à la condition de moellons et noyés dans le mortier, formant le ceintre de la porte d'une vieille masure; on y voit encore le nom des *Triumpilini*, et, d'après la hauteur des lettres, on a calculé que la table où les quarante-sept noms étaient inscrits devait avoir plus de 3 mètres de largeur sur 15 mètres de hauteur. On peut juger par là de la grandeur colossale de ce monument, destiné à perpétuer le souvenir d'une lutte à jamais mémorable, et que le temps a broyé et dispersé dans son impitoyable tranquillité, pour donner au monde et aux conquérants une leçon de plus sur le néant des grandeurs (1).

C'est par les inscriptions de ces deux monuments que nous sont parvenus les noms de plusieurs petits peuples inconnus jusqu'alors, et dont quelques-uns habitaient la Savoie.

INSCRIPTION DE L'ARC DE SUSE (2)

A L'EMPEREUR CÉSAR AUGUSTE, FILS DU DIVIN CÉSAR, GRAND PONTIFE, L'AN XV DE SA PUISSANCE TRIBUNITIENNE, IMPERATOR POUR LA XIII^e FOIS, M. JULIUS COTTIUS, FILS DU ROI DONNUS, PRÉFET DES CITÉS DÉSIGNÉES CI-DESSOUS : LES SÉGOVIENS (3). LES SÉGUSINIENS (4). LES BELACIENS (5). LES CATURIGES (6). LES MÉDULLES (7). LES TERAVES (8). LES ADANATES (9). LES SAVINCATIENS (10).

(1) Voyez MILLIN, *Voyage dans les départements méridionaux*, tom. II, pag. 584; — le *Magasin pittoresque*, année 1853, pag. 75; — JOFFRED, *Histoire de Nîmes*; — Honoré BOUCHE, *Chorographie de Provence*, tom. I, pag. 99.

GUICHENON et, avec lui, d'autres historiens ont confondu l'arc de triomphe d'Aoste avec le trophée des Alpes. Les restes de ce gigantesque monument trouvés à la Turbie ne laissent plus de doute à cet égard.

(2) L'arc de triomphe de Suse a été décrit et gravé dans les ouvrages suivants : MURATORI, *Noëus thesaurus veterum inscriptionum*, tom. II, in-folio, 1740, pag. 1095, tab. 2 et 3; — MAFFEI, *Musæum veronense*; — MASSAZZA, *L'Arco antico di Susa descritto e disegnato*, in-folio, Torino, 1750, pag. 10; — ALBANIS BRAUMONT, *Description des Alpes grecques et cottiennes*, tom. I, pag. 264.

(3) Vallée de Cesanne et col de Sestrière.

(4) Vallée de Suse.

(5) Vallée de Bardonnèche. Un lieu, nommé *Balac* dans les titres du 11^e siècle et *Beaulard* aujourd'hui, tire son nom des *Balaci*.

(6) Vallée de Chorges et d'Embrun.

(7) Partie de la Maurienne.

(8) Vallée d'Allevard.

(9) Maurienne, environs de Modane.

(10) Le val d'Oulx.

LES EGDININS (4). LES VÉAMINS (2). LES VÉNICAMORINS (3). LES IMÉRIENS (4).
LES VÉSUBIENS (5). LES QUADIATES (6). ET LES CITÉS QUI FURENT SOUS LA
DÉPENDANCE DE CE PRÉFET (7).

INSCRIPTION DU TROPHÉE DES ALPES

A L'EMPEREUR CÉSAR AUGUSTE,
FILS DU DIVIN CÉSAR,
GRAND PONTIFE,
IMPERATOR POUR LA XIV^e FOIS
ET DE SA PUISSANCE TRIBUNITIENNE L'AN XVII (8),
LE SÉNAT ET LE PEUPLE ROMAIN

(1) Les mêmes que les *Ectini* du trophée des Alpes. Val Saint-Etienne, formé par la rivière *Tinea* ou *Tinier*, au-dessus de Nice.

(2) Dans le haut et bas *Torameños*, suivant D'ANVILLE. Ces peuples sont aussi mentionnés dans le trophée de la Turbie.

(3) Vallée formée par les sources de la *Vraïda* et de la *Maïra*, aux environs du col Maurin et du col du Lautaret.

(4) Vallées formées par la *Serie* et la *Sasse*, qui se jettent dans la *Durance*, un peu au-dessus de *Sisteron* (département des Basses-Alpes).

(5) Ce sont probablement les mêmes que les *Esubiani* de Pline. Ils occupaient la vallée formée par la *Vesubia*, rivière qui prend sa source près du col *Finestre*, et qui se jette dans le *Var* près de *Livenza*.

(6) Habitants de la vallée de *Queyras*. Ils ne doivent pas être confondus avec les *Quariates* cités par Pline, liv. III, chap. 5, tom. III, pag. 31, édit. Panckoucke.

On voit, d'après ces détails, que l'état de *Cottius* renfermait alors toutes les vallées qui se trouvent entre la *Vesubia* et les sources du *Var*, et qu'il s'étendait jusqu'à la source de la rivière de l'*Aré* qui arrose la *Maurienne*.

(7) Imp. Cæsari. Augusto. divi. f. pontifici. maximo. tribunici. potestate. xv. imp. xiiii. M. Julius. regis. Donni. f. Cottius. præfectus. civitatum. quæ. subscriptæ. sunt. Segoviorum. Segusinorum. Belacorum. Caturigum. Medullorum. Tebavium. Adanatum. Savincatum. Egdinorum. Veaminorum. Venicamorum. Imeriorum. Vesubianorum. Quadiatum. et. civitates. quæ. sub. eo. præfecto. fuerunt.

Cette inscription est gravée en quatre lignes au-dessus de l'entablement de l'arc de triomphe. (Voyez WALCKENAER, tom. II, pag. 28 et suivantes, et le *Guide du voyageur à Suse et au passage du grand Mont-Cenis*, par J. PONSERO; Suse, 1830, pag. 44, 45 et 46.)

(8) Le monument de la Turbie existait encore en partie du temps de CLOVIER (*Italia antiqua*, tom. I, pag. 64). En donnant le texte de l'inscription, cet auteur judicieux fait remarquer qu'elle était moderne et qu'elle aura été refaite, d'après Pline, après la destruction de l'ancienne.

Pline ayant omis l'année, il y a ici évidemment erreur, et il faut lire : de sa puissance tribunitienne le XVI au lieu de XVII.

EN MÉMOIRE DE CE QUE SOUS SES ORDRES
 ET SOUS SES AUSPICES TOUS LES PEUPLES DES ALPES,
 DE LA MER SUPÉRIEURE À L'INFÉRIEURE,
 ONT ÉTÉ SOUMIS À L'EMPIRE DU PEUPLE ROMAIN.
 PEUPLES ALPINS VAINCUS :

TRIUMPIILINS. CAMUNES. VENOSTES. VENNONETES. ISARQUES.
 BREUNES. GENAUNES. FOCUNATES.

LES QUATRE NATIONS VINDÉLICIENNES :

CONSUANÈTES. RUCINATES. LICATES. CATENATES.
 AMBISONTES. RUGUSQUES. SUANÈTES.

CALUCONS. BRIKENTES. LEPONTIENS. VIBÈRES.
 NANTUATES. SEDUNES. VERAGRES. SALASSES. ACITAVONS.

MÉDULLES. UCÈNES. CATURIGES.
 BRIGIENS. SOGIONTIENS. BRODIONTIENS.

NEMALONS. EDENATES (1). ESUBIENS. VÉAMINS. GALLITES.
 TRILOUATTES. ECTINS. VERGUNNES.

EGUITURES. NEMENTURES.

ORATELLES. NÉRUSES. VÉLAUNES. SUÈTRES (2).

Pline, en donnant le texte de cette inscription, ajoute qu'on n'y a pas joint les douze cités cottiennes, qui ne furent pas hostiles, ni les cités attribuées aux municipes par la loi Pompeia.

D'après cette observation, si l'arc de Suse renferme 14 noms de peuples, cela vient de ce que les *Caturiges* et les *Medulli* sont aussi mentionnés dans le trophée de la Turbie (3), ce qui prouve que ces peuples étaient au nombre de

(1) Il ne faut pas confondre, comme quelques auteurs l'ont fait, les *Edenates* de cette inscription avec les *Adanates* de l'arc de Suse.

(2) Imperatori Cæsari divi f. aug. pontifici maximo imp. xiiii. tribunitiæ potestatis xvii. s. p. q. r. quod ejus ductu auspiciisque gentes alpinæ omnes, quæ a mari supero ad inferum pertinebant, sub imperium pop. rom. sunt redactæ. Gentes alpinæ victæ: Triumpilini. Camuni. Venostes. Vennonetes. Isarci. Breuni. Genaunes. Focunates. Vindeliorum gentes quatuor: Consuanetes. Rucinates. Licates. Catenates. Ambisontes. Rugusci. Suanetes. Calucones. Brixentes. Lepontii. Viberi. Nantuates. Seduni. Veragri. Salassi. Acitavones. Medulli. Ucenii. Caturiges. Brigiani. Sogiontii. Brodiontii. Nimaloni. Edenates. Esubiani. Veamini. Gallitiæ. Triulatti. Ectini. Vergunni. Egituri. Nementuri. Oratelli. Nerusi. Velauni. Suetri.

(3) C'est donc à tort qu'Albanis-Beaumont reproche à Tite-Live d'avoir été inexact en ne parlant que des douze cités cottiennes.

ceux dont Auguste augmenta les possessions de Cottius, qui étaient situées en grande partie dans la Gaule transalpine et s'étendaient jusqu'aux sources de l'Arc.

La Maurienne, qui faisait partie de ce petit état, était habitée par les Médulles, les Garocelles, les Bramovices, les Adanates et les Acitavons (1).

« Après les *Vocontii*, dit Strabon, viennent les *Iconii*, les *Tricorii* et les *Medulli*. Ces derniers occupent la partie des montagnes la plus élevée; car, pour en atteindre le sommet, il y a, dit-on, 100 stades à parcourir et autant pour en descendre ensuite jusqu'aux frontières d'Italie.

» Dans les endroits enfoncés du sommet de ces montagnes, il se forme un grand lac (2)..... Les *Medulli* sont fort au-dessus de la jonction du Rhône et de l'Isère.

» De l'autre côté des montagnes, vers l'Italie, on trouve les *Taurini*, nation ligurienne, et quelques autres peuples de la même origine. Ce qu'on appelle le domaine de Donnus et de Cottius appartient également à ces peuples (3). »

Malgré les difficultés que présente l'interprétation du texte, le géographe grec indique cependant d'une manière assez précise la position des *Medulli* dans la Maurienne. Le chroniqueur Aymar du Rivail, dans son histoire des Allobroges, place les *Medulli* à Meuillon en Dauphiné (département de la Drôme), dans le district appelé autrefois les Baronies. C'est aussi l'opinion de son commentateur, M. Antonin Macé.

« D'Anville, dit ce dernier, s'appuyant surtout sur l'ordre suivi dans le trophée des Alpes pour l'énumération des peuples, place les Médulles entre les *Centrons* (la Tarentaise) et les *Uceni* (l'Oisans), c'est-à-dire dans la Maurienne (4), et leur donne pour capitale Miolans. C'est également l'opinion de Grillet dans son Dictionnaire. Mais, lorsque l'on étudie d'un peu plus près l'inscription du trophée des Alpes, telle que Pline nous la rapporte, on voit que les Médulles sont suivis des *Uceni* et des *Caturiges*. Or, en admettant que l'ordre d'énumération soit strictement l'ordre de position, cela ne contredit pas du tout la solution proposée par Aymar et que j'adopte très volontiers,

(1) Quelques auteurs ont aussi pensé que la Maurienne était habitée par les *Uceni*, qui auraient occupé les hautes Alpes; mais des investigations récentes, écartant cette opinion et celle de D'Anville qui les mettaient dans l'Oisans, placent ces peuples dans la vallée d'Oz et aux environs d'Uez. — Voyez WALCKENAER, tom. I, pag. 251 et 272; tom. II, pag. 38.

(2) C'est probablement le lac du Mont-Cenis.

(3) *Géographie de Strabon*, traduite du grec en français, Paris, 1809, in-4°, tom. II, liv. IV, pag. 90 et 92.

(4) D'ANVILLE, dans sa carte de *Gallia antiqua*, publiée en 1760, avait effectivement bien reconnu et désigné l'emplacement des Médulles dans la Maurienne, mais plus tard, dans sa carte gravée en 1777 pour l'édition du Strabon de Bréquigny et pour celui d'Oxford, par un inconcevable changement de sa part, il les place aussi à Meuillon.

» puisque tout le monde admet que les Caturiges correspondent au pays de
 » Chorges. Les Baronies et Chorges n'ont, comme intermédiaires, que les ter-
 » ritoires du Buesch et de Gap, dont le trophée des Alpes n'a pas fait mention.
 » Quant au texte de Strabon, il ne s'oppose pas non plus le moins du monde
 » à cette solution. Que nous dit-il en effet? Qu'après les Voconces (dans la
 » direction du sud-est) on rencontre les Sicoriens et les Tricoriens, après
 » ceux-ci les Médulles, qui, tous, habitent de très hautes montagnes. Or si,
 » avec d'Anville lui-même, nous plaçons les Tricoriens dans la vallée du Drac,
 » la position des Voconces étant du reste parfaitement déterminée, celle des
 » Médulles se trouve correspondre aux baronnies du moyen-âge, c'est-à-dire
 » à Meullon et aux contrées voisines. Les inductions d'après les textes, les
 » conséquences à tirer de la similitude des noms, tout se concilie, et il est
 » parfaitement inutile d'aller transférer les Médulles dans la Maurienne (1). »

Les conclusions du commentateur d'Aymar du Rivail me paraissent contrarier le texte de Strabon, celui de Ptolémée, et troublent également l'ordre géographique indiqué par l'énumération du trophée des Alpes.

Après les Nantuates, Pline nomme les Sédunes, les Vérages, les Salasses, les Acitavons, les *Médulles*, les Ucènes, les Caturiges, etc. Or, entre les Acitavons qui habitaient sur les confins de la Tarentaise, comme nous le verrons bientôt, les Ucéni que nous plaçons dans le département de l'Isère, et les Caturiges (département des Hautes-Alpes), il n'y a que la Maurienne. D'autre part, les Médulles faisaient partie du royaume de Cottius, et, en les plaçant dans le département de la Drôme, on les sortirait des limites de ce petit état, qui était confiné à l'ouest par les montagnes qui bordent l'Isère, le Drac et la Durance, celles qui bordent au midi la vallée de Barcelonnette et celles qui accompagnent le Verdon à l'ouest, jusqu'aux sources du Var (2). Occupant le territoire des baronnies, les Médulles ne seraient pas au-dessus des Allobroges, comme le dit Ptolémée (3), ni fort au-dessus de la jonction du Rhône et de l'Isère, suivant Strabon. La Maurienne, qui était renfermée

(1) *Description du Dauphiné, de la Savoie, du Comtat-Venaissin, de la Bresse et d'une partie de la Provence, de la Suisse et du Piémont au XVI^e siècle*; extrait du premier livre de l'*Histoire des Allobroges* par Aymar du Rivail, traduite, pour la première fois, en français, sur le texte original publié par M. Alfred de TERREBASSE, précédée d'une introduction et accompagnée de notes historiques et géographiques par M. Antonin MACÉ, ancien élève de l'école normale supérieure, professeur d'histoire à la faculté des lettres de Grenoble. — Grenoble, 1852, in-18, pag. 219 et 220.

(2) WALCKENAER, tom. II, pag. 33 et 34.

(3) *Postea a parte orientali Rhodani fluvii maximè septentrionales sunt sub Medullis.*

(*Geogr.*, lib. II, cap. 5, pag. 55.)

SANSON les met aussi dans la Maurienne. Voyez sa *Description de la France*, tirée de Ptolémée, pag. 7; in-folio, Paris, 1661.

dans le royaume de Cotius, concilie seule toutes les exigences des divers textes. Elle occupe la partie des montagnes la plus élevée de l'autre côté desquelles on trouve les *Taurini*, et, vers le nord de cette longue et sauvage vallée, *Miolans*, désigné dans les titres du moyen-âge sous le nom de *Castrum Medullum* (1), rappelle ces anciens peuples qui l'habitaient sans se confondre avec d'autres tribus alpines. Les conjectures les plus plausibles portent à croire que les *Medulli* proprement dits occupaient la partie de la Maurienne qui s'étend du nord au midi, depuis les confins de la Savoie-Propre actuelle jusqu'aux environs de Saint-Michel.

Vitruve cite aussi les *Medulli*, en faisant observer que les eaux dont ils font usage leur donnent le goitre (2).

Les *Adanates* étaient placés à l'est des Médulles et occupaient, comme les *Bramovices* et les *Garocelles*, cette autre partie de la Maurienne qui va de l'occident à l'orient. Il est difficile de désigner d'une manière précise la place de ces petits peuples, qui pouvaient souvent n'occuper qu'un simple canton. On place les *Adanates* depuis St-Michel à Modane, appelé, dans le moyen-âge, *Adana*, et les *Bramovices* aux environs de Bramans. Auxois ou *Ocelum* indiquerait la trace des *Garocelli*, qui, d'après l'ordre donné par César, devaient se trouver entre les *Centrons* et les *Caturiges* (3), et occupaient ainsi l'extrémité orientale de la Maurienne jusqu'aux sources de l'Arc (4). Mais ils habitaient en outre le val de Viù à l'est du Mont-Cenis, et s'étendaient jusqu'à l'endroit où la Chiara se jette dans la Stura près de Lauzo (5).

« Cette vallée renferme un lieu nommé Usseglio et un canton du même nom ;

(1) Il est appelé *Castrum Medullionis* dans l'*Italia meridii arri* de CARENÀ.

(2) VITRUVIUS, lib. VIII, cap. 3.

(3) Ipse in Italiam magnis itineribus contendit, duasque ibi legiones conscribit, et tres, quæ circum Aquileiam hiemabant, ex hibernis educit, et, qua proximum iter in ulteriorem Galliam per Alpes erat, cum his quinque legionibus ire contendit. Ibi *Centrones*, et *Gratioceli*, et *Caturiges*, locis superioribus occupatis, itinere exercitum prohibere conantur. Compluribus his præliis pulsus, ab Ocelo, quod est interioris Provinciae extremum, in fines Voconiorum ulterioris Provinciae die septimo pervenit : inde in Allobrogum fines, ab Allobrogibus in Segusianos exercitum ducit. Ibi sunt extra provinciam trans Rhodanum primi.

(J. CÉSAR, *De Bello gallico*, lib. I, 40.)

De cette position des *Gratioceli* ou *Garocelles* entre les *Centrons* et les *Caturiges*, on ne doit pas cependant conclure, comme le fait observer très judicieusement M. MACÉ, que les *Garocelles* étaient placés sans intermédiaires entre les uns et les autres. César ne fait pas une énumération complète des peuples ; il ne parle que de ceux qui se confédérèrent contre lui.

(4) M. MACÉ, dans l'excellent ouvrage que j'ai cité et qui dénote la plus grande érudition sur la géographie ancienne de nos contrées, pense que les *Garocelles* occupaient encore le versant oriental du mont Genève et la partie méridionale du Graisivaudan. Page 270.

(5) C'est pour cela que quelques auteurs les ont divisés en *cisalpins* et *transalpins*.

(Voy. ROCHE, *Notices historiques sur les anciens Centrons* ; Moûtiers, 1819, p. 43.)

» cette ville et ce canton sont arrosés par la rivière Chiara, qui est nommée
 » *Gara* ou *Cara* dans les titres du moyen-âge, de même que dans ces titres
 » Usseglio se trouve nommé *Oscelum*; ainsi la réunion de ces deux noms
 » forme celui de *Gar-Ocelum* (1). »

(1) WALCKENAER, tom. I, pag. 544.

On convient aisément que l'on rencontre de graves difficultés à désigner bien exactement la patrie de tous ces petits peuples des Alpes, qui pouvaient bien, sans se confondre, empiéter les uns sur les autres et changer peut-être même de vallées, suivant les circonstances, surtout dans ces temps de guerre où ils étaient obligés de se liguier pour faire face aux armées romaines. Mais l'on ne comprend pas comment les historiens étrangers et nationaux ont commis de si graves erreurs dans de semblables questions. En étudiant bien attentivement les textes anciens, en se rendant raison de tout et en se reportant à l'époque, il est bien rare que l'on ne trouve pas une solution aux problèmes les plus difficiles. Ainsi le texte de J. César contredit formellement l'opinion de Roche qui donne Suse pour capitale (2) aux Garocelles, celle de d'Anville (3) qui les place dans le val de Pragelas et dans la vallée de Fénestrelle, et l'assertion d'autres auteurs qui les fixent près d'*Oulx* en Piémont.

En effet, ces peuples durent nécessairement occuper les hauteurs de la route qu'il prit pour aller combattre les Helvétiens. Unis aux Centrons et aux Caturiges, les Garocelles s'opposent à son passage, et César, après les avoir battus en plusieurs rencontres, part d'Occle (Usseaux), ville qu'il dit être la dernière place de la province citérieure, et parvient en sept jours chez les Voconces. Par conséquent, les deux vallées de Pragelas et de Fénestrelle étaient déjà soumises aux Romains et ne pouvaient pas être habitées par les Garocelles.

« Les *Garocelli*, dit le chanoine Chuit, conservèrent leur indépendance jusqu'au temps d'Auguste. Cet empereur, en formant la préfecture de *Cottius*, les détacha de la lutte où s'étaient engagés les autres habitants des Alpes, et les fit sujets de son favori. Ne pouvant les soumettre, Auguste les combla de bienfaits et les rendit les alliés du peuple romain (4). »

La partie orientale de la Maurienne occupée par les Garocelles transalpins fut sans doute réunie aux états de *Cottius*, qui s'étendaient jusqu'aux sources de l'Arc; mais l'assertion du chanoine Chuit manque complètement d'exactitude, en ce sens qu'il n'est plus question des *Garocelli* après César. Il est probable qu'ils furent ensuite désignés sous un autre nom.

D'un autre côté, les *Garocelli*, pas plus que les *Bramovices* mentionnés par César, ne sont cités ni dans l'inscription de l'arc de triomphe de Suse ni dans celle du trophée de la Turbie. On s'est contenté d'inscrire les *Medulli* et les *Adanates* qui habitaient comme eux la Maurienne. Cette lacune prouverait que ces peuples portaient alors une autre dénomination, ou s'étaient confondus avec d'autres peuplades, ou bien encore qu'ils n'étaient peut-être que des tribus secondaires des Médulles, qui paraissent avoir le plus d'importance.

La question des Garocelles se compliquerait si l'on admettait que St-Jean-de-Maurienne eût porté anciennement le nom de St-Jean-de-Garocelles. Les historiens parlent d'anciens actes, de chartes de la cathédrale de Maurienne pour appuyer leur dire, mais ils ne citent aucun titre authentique ou original, et, jusqu'à preuve contraire, il est permis de douter de cette assertion. Partant de là, le chanoine Chuit place les *Garocelli* à St-Jean-de-Maurienne

(2) Notice historique sur les Centrons, pag. 165.

(3) D'ANVILLE, Notice, pag. 340.

(4) Notice historique sur les Allobroges, insérée dans les Mémoires de l'Académie de Savoie, vol. IV, pag. 321.

Les *Acitavones* habitaient le val de la Vannoise, non loin des sources de l'Isère. La montagne, le col et le glacier de la Vannoise confinent la Tarentaise avec la Maurienne ; il est très probable qu'ils occupaient une petite partie de ces deux provinces modernes, et si je les ai placés de préférence dans la Maurienne, c'est qu'ils paraissent avoir fait partie de l'état de Cottius, quoique non mentionnés dans l'arc de Suse.

Le nom de ces peuples, inscrit sur le trophée des Alpes, a soulevé de vives discussions. Quelques historiens, entre autres Grillet, n'ont voulu le considérer que comme une altération du mot *Centrones*.

« Il me semble, dit-il, que les *Acitavones* n'ont jamais existé : ce nom, » absolument inconnu dans l'histoire romaine, est regardé comme une corruption du texte primitif de Pline ; Chifflet, Ant. Pin. Deschamps et les deux » Chiesa (1) pensent qu'il faut y lire *Centrones*. Le manuscrit de Besançon (2), » le plus ancien et le plus intact des six dont le médecin Deschamps se servit » pour corriger l'édition de Pline faite à Genève par Chouet, l'an 1607, donne » à cette conjecture tous les caractères de l'évidence ; en effet, dans ce manuscrit précieux par son antiquité, on trouve formellement, au lieu d'*Acitavones*, le mot *Centrones* (3). »

Cette interprétation du texte de Pline semble de prime-abord avoir d'autant plus de valeur, que les *Centrons*, qui ont fait pendant si longtemps une guerre d'extermination aux Romains, ne se trouvent pas mentionnés dans le monument d'Auguste, et que cependant ils n'ont pas dû rester étrangers à cette dernière lutte de l'Empire dans les Alpes lorsque les petits peuples, les peuples les plus ignorés faisaient un dernier et sublime effort pour conserver leur sauvagerie indépendance.

Cependant, malgré toutes ces observations, les commentateurs modernes de Pline n'ont pas admis la correction et n'ont pas voulu confondre, avec raison, les *Acitavones* et les *Centrons*. Il est en effet très difficile de comprendre comment les copistes auraient pu, sans y prendre garde, altérer le texte de Tite-Live lorsque, une ligne plus haut, cet auteur cite les *Centrons* comme

et aux environs, et fixe les *Medulli* et les *Uceni* dans les hautes Alpes, sur le Mont-Cenis et les lieux circonvoisins.

Voyez : GRILLET, *Diction. hist.*, tom. III, pag. 8. — CHUIT, pag. 317 et 321. — *Theatrum Sabaudia*, vol. II, pag. 19. — *Dissert. on the passage of Annibal* ; Oxford, 1820, in-8°.

(1) Gli *Acitavoni*, nessuno sa quali siano al presente, ed alcuni credano che il testo sia corrotto, o che in luogo di detta parola, si debba leggere *CENTRONES*, come hanno fatto Egidio Tuscendo, Antonio Pinello, ecc. (Louis CHIESA, *Histoire du Piémont*, pag. 23.)

(2) Ce manuscrit de Pline était à cette époque possédé par la maison Chifflet, de Besançon.

(3) GRILLET, *Dictionnaire historique*, vol. I, introduction, pag. 5.

Ici la citation de Grillet n'est pas positivement exacte. Chifflet n'a fait qu'assurer avoir vu le mot *Centrones* en marge de son manuscrit, ce qui est bien différent.

jouissant du droit latin (1). Leur nom, du reste, a peu de rapport avec les Acitavons, que l'ordre géographique place non loin des sources de l'Isère, comme je l'ai indiqué plus haut (2).

Après les Allobroges, les *Centrons* (3) étaient les peuples les plus considérables qui habitaient la Savoie. Situés entre les Octoduriens (4) ou Vêragres, habitants du bas Valais, et les Salasses (val d'Aoste), ils en étaient séparés par le Petit-Saint-Bernard, le col de la Seigne, le Mont-Blanc et la chaîne secondaire qui se détache des Alpes vers l'aiguille d'Argentière et se dirige vers le nord. Ils occupaient la Tarentaise et une partie des provinces de la Haute-Savoie et du Faucigny (5), soit les vallées de Beaufort, de Flumet, de Megève, de

(1) Sunt præterea Latio donati incolæ, ut Octodurenses, finitimi Centrones, cottianæ civitates. (PLIN., édition Panckoucke, tom. III, lib. 3, XIV, 20, pag. 404.)

(2) D'Anville et après lui Albanis Beaumont placent les *Acitavons* dans le Faucigny. Mais, étant mentionnés après les *Sédunes*, les *Vêragres* et les *Salasses*, il faudrait remonter vers le nord pour leur assigner cette province, et l'ordre géographique indiqué par l'inscription du trophée serait ainsi complètement troublé.

(3) CÉSAR, *De Bello gallico*, lib. 1, cap. 40. Ils ne doivent pas être confondus avec les Centrons de la Belgique mentionnés au liv. V, chap. 39.

(4) Octodurenses finitimi Centrones (PLIN., lib. III, cap. 20).

Les Veragri avaient pour chef-lieu Octodurus (Martigny). Ce n'était, du temps de César, qu'un *vicus* qu'il appelle du nom du peuple : *vicus Veragrorum*. Pline au contraire désigne le peuple par le nom de la capitale, et les nomme *Octodurenses* (CÉSAR, lib. III, cap. 4).

(5) Les auteurs disent communément que les Centrons occupaient le haut Faucigny. Cette expression n'est pas très exacte, car ils empiétaient sur la partie basse de cette province.

« Grillet nous apprend que les Allobroges occupaient, en Savoie, la Savoie-Propre, le Genevois, le Chablais moderne et le bas Faucigny, sans marquer les limites du haut et du bas de cette dernière province; au contraire, à l'article *Samoëns*, il assure que ce bourg et tout son territoire sont du haut Faucigny, tandis que ce ne sont que les vallées de Salanches, Megève, St-Gervais et Chamonix qui composent la partie haute de cette province. »

{ Analyse critique du Dictionnaire historique de Jean-Louis Grillet, ouvrage nécessaire à ceux qui ont acheté le Dictionnaire, auquel il sert de supplément, pour se former une idée complète de la Savoie ancienne et moderne; sans épigraphe, sans dédicace, sans discours préliminaire, sans partialité, sans affectation et sans prétention, — par un ALLOBROGE qui n'écrit que pour passer son temps et que pour lui. }

Ce précieux manuscrit, écrit avec tout l'esprit qui distinguait les hommes de l'école philosophique du 18^e siècle, est dû à la plume de J.-F. DÉCART, président de l'Assemblée nationale des Allobroges.

J'aurai souvent occasion de le citer.

Le *Theatrum Sabaudia*, Guichenon, Simler et d'autres auteurs placent à tort les *Focunates* dans le Faucigny. L'inscription de la colonne de Bonneville consacre cette erreur historique. Au dire de Grillet (tome II, page 275), ce fut le père Monet, jésuite de Bonneville, qui le premier débrouilla la géographie ancienne des Gaules et prétendit retrouver ces peuples dans le Faucigny moderne. LOUIS DOMENICHI (*Commentaires sur Pline*), SIMLER (*De Alpibus commentarius*, pag. 304, édit. d'Elzévir, 1633), RANCHIN, L. CHIESA (*Abbrégé*

Sallanches, de Magland, de Samoëns, de Valorcine, de Chamonix, de Saint-Gervais, ainsi que le val Montjoie. Ils s'étendaient, vers le nord, jusque près de la ville de Cluses, dont le nom *Clusium*, *Clausura* ou *Clausia*, indiquait la situation aux portes de l'Allobrogie. Les Acitavons, les Garocelles et les Adanates les confinaient au midi, et les Allobroges et les Médulles à l'ouest.

Pline donne le nom d'*Alpes centroniques* (1) aux Alpes grecques dont les Centrons occupaient le versant occidental.

Ptolémée attribue à ces peuples deux villes, *Forum Claudii* et *Axima* (2). Le petit village moderne d'*Aime*, situé en Tarentaise sur la rive droite de l'Isère, nous représente le nom et la position d'*Axima*. Les distances concordent assez exactement avec la carte de Peutinger, qui cite cette localité comme une des stations romaines.

Quelques géographes pensent que le *Forum Claudii* de Ptolémée doit être placé dans une petite localité entre Moutiers et Aime, appelée *Centron* (3), et

de l'histoire du Piémont, pag. 23), les placent dans la vallée de St-Barthélemi formée par la rivière de Taffer, qui se jette dans l'Adige au-dessus de Bolzano dans le Tyrol. Telle est aussi l'opinion de Grillet; mais les *Focunates* habitaient aux environs de Focogna, au confluent de la Tosa et de la Lanza, un peu au midi de Domo-d'Ossola et entre les deux branches du lac Majeur. C'est du moins la place que leur assigne, contrairement à l'assertion de Grillet, l'ordre de l'énumération des peuples dans l'inscription du trophée des Alpes.

(Voyez WALCKENAER, tom. II, pag. 56.)

(1) PLIN., lib. XXXIV, cap. 2, mentionne des mines de cuivre dans ces Alpes, in *Centronum Alpino tractu*, ou district alpin des Centrons; et ailleurs, en parlant de ces excellents fromages appelés *vatusiques* et très estimés à Rome, il dit : « *Centronicae Alpes vatusicum caseum mittunt* (lib. XI, cap. 97). »

(2) PTOLÉMÉE, lib. III, cap. 4.

Caturigibus adjungunt a latere ex Alpibus cum Caesar, tum Plinius dietis locis *Centrones*, qui Strabonis et Ptolemæi *Kentrones* sunt, quibus hic duo oppida attribuit *Forum Claudii* et *Axinam*. Hæc in Theodasiana tabula vitiose *Aruna* (4) scribitur, et exiguus vicus superest, corruptum nomen conservans Esma sive Aime : *Forum autem Claudii*, caput *Centronum* ab Romanis teste Ptolemæo vocatum, postea, ignotum quam ob causam, in Itinerariis dicitur *Darantasia* : in dicta Tabula x millibus ab *Axima* in occasum ; in Antonini itinere ab Mediolano per Alpes Grajas Viennam, sita est inter *Lemincum* et *Augustam Prætoriam*, sed prior Lemincum. In Notitia provinciæ Alpium grajarum et penninarum, civitas *Centronum Darantasia*. Nunc Moustier seu Môtier en Tarentaise, vocatur.

(Christoph. CELLARIUS, *Notitia orbis antiqui* ; in-4°, Cantabrigie, 1703, p. 158.)

(3) D'ANVILLE, *Notice*, pag. 317. — C'est aussi l'opinion de Guichenon.

« Ptolémée, dit-il, loge mal les Centrons entre les Alpes grecques, la rivière de Doire, le val d'Aoste et le lac Majeur, parce que la Taréntaise proprement se prend depuis le village de Saint-Germain, qui est au pied du Petit-Saint-Bernard, jusqu'à Saint-Viard, entre Montailleur et Tournon. Strabon a connu ces peuples, parlant des chemins pour venir d'Italie

(4) La Table Théodosienne ou Carte de Peutinger que nous publions indique bien *Axinam* et non pas *Aruna*.

qui aurait ainsi conservé le nom primitif des anciens peuples de la Tarentaise. D'autres, s'appuyant sur des inscriptions trouvées dans Aime, prétendent qu'*Axima* et *Forum Claudii* n'étaient qu'une seule et même ville.

Roche soutient qu'Aime a porté tour à tour les noms de *Centro*, de *Forum Claudii* et d'*Axima* (1); que la dénomination moderne du village de Centron a été altérée; que l'on doit écrire Chentron, comme on le prononce sur les lieux, et qu'ainsi cette petite localité, où l'on ne trouve du reste aucun vestige d'antiquités, n'a pas de rapport avec les anciens Centrons (2).

Ces différentes interprétations contredisent le texte de Ptolémée, qui est formel à cet égard, et l'on serait obligé, d'après lui, d'admettre l'existence de deux villes chez les Centrons. Du reste ces deux villes, par des circonstances inconnues, perdirent bientôt leur supériorité, car la Notice de l'Empire désigne *Darantasia* comme capitale (3).

C'est encore là une de ces questions de la géographie ancienne de la Savoie difficiles à résoudre; cependant l'inspection des lieux que nous étudierons dans l'histoire de la Tarentaise, et l'interprétation des inscriptions et des monuments romains que l'on a trouvés en assez grand nombre dans quelques localités de cette province, nous conduiront à une solution plausible.

Les historiens nous ont laissé peu de détails sur cette mémorable guerre de montagnes dirigée par les ordres de l'empereur Auguste contre les peuples alpins. La lutte dut commencer l'an 27 avant Jésus-Christ, et continuer pendant plus de 40 ans sur divers points des Alpes à la fois. Il fallut ce long espace de temps pour réduire à l'obéissance ces peuplades indomptables qui préféraient leur sauvage indépendance aux bienfaits que pouvait leur apporter la civilisation romaine.

Les Centrons paraissent s'être distingués d'une manière toute spéciale dans ces luttes nationales, et l'histoire nous les représente avec l'héroïque valeur des anciens Gaulois qui étaient allés chercher jusque dans Rome des ennemis à terrasser et des maîtres à combattre.

en France; leur capitale était autrefois une ville appelée Centron, *Centro* ou *Centro*, qui est sur le chemin de Moutiers à Aime et qui n'est à présent qu'un simple village. »

(*Histoire généalogique de la royale Maison de Savoie*, par Samuel Guichenon; édit. de Lyon, 1660, in-folio; vol. 1, chap. 1.)

(1) *Notices historiques sur les anciens Centrons, sur leurs villes et leurs salines, etc.* — Moutiers, 1849, pag. 54.

(2) Même ouvrage, pag. 28 et suivantes.

(3) *Notitia provinciarum Gallie*, dans le *Recueil des histoires de France*, tom. 1, pag. 123. — Voyez encore *Gallia christiana*, tom. xii, pag. 700; et BESSON, *Mémoires pour l'histoire ecclésiastique des diocèses de Genève, Tarentaise, Aoste, etc.*, in-4°; à Nancy, chez Sébastien Henault, imprimeur et marchand-libraire, avec permission, 1759 (lisez : à Annecy, chez J.-B. Burdet, imprimeur-libraire du clergé, sans permission, 1759).

C'est cependant ici le cas de relever une des plus graves erreurs historiques avancées par les auteurs nationaux.

Les *Centrons* avaient pour alliés naturels les *Salasses* qui habitaient le val d'Aoste. *Veterus* les soumit une première fois en les privant du sel qu'ils retiraient de la basse Tarentaise. Mais ce général s'étant éloigné, ils se révoltèrent de nouveau, et *Messala Corvinus* dut les combattre une seconde fois, l'an 728 de Rome.

Sous le règne de l'empereur Auguste, Terentius Varro, son lieutenant, fut envoyé dans les Alpes pour anéantir définitivement ces tribus turbulentes qui finissaient par inquiéter l'empire. Les *Salasses* lui opposèrent une résistance désespérée et finirent par subir la loi du vainqueur.

Grillet juge à propos de substituer les *Centrons* aux *Salasses*, et dit que *Terentius Varro*, lieutenant de César (1), après en avoir fait un grand carnage, n'accorda la vie aux habitants de ces vallées des Alpes grecques qu'après qu'ils lui eurent livré 30,000 jeunes personnes qu'il vendit publiquement à Ivée, ainsi que le rapporte Strabon (2).

Grillet, dans cette circonstance, a étrangement travesti le texte de Strabon, qui ne parle ni de *Centrons* ni de jeunes personnes.

(1) Il y a déjà ici une première erreur. Le fait s'est passé sous Auguste et non sous César. — M. le chanoine BOCCARD, dans son *Histoire du Valais*, commet une erreur plus grave encore en attribuant cette victoire dans les Alpes au dictateur Decius Brutus (pag. 9).

(2) La fable des 30,000 jeunes personnes a été répétée après Grillet par d'autres historiens savoyards, tels que ROCHE, qui s'exprime ainsi :

« C'est Terentius Varro, lieutenant d'Auguste, qui a définitivement soumis les *Centrons* et les *Salasses*, après en avoir fait un grand carnage. Strabon rapporte qu'il n'accorda la vie aux habitants de ces vallées qu'après qu'ils lui eurent livré 36,000 jeunes personnes, qu'il vendit publiquement à Ivée. Les uns rapportent cette circonstance à l'an 734 de Rome, et d'autres à l'an 748. » (*Notices historiques sur les Centrons*, pag. 45.)

M. Claude Gexoux, soupçonnant que le chiffre des jeunes personnes vendues était exagéré, a jugé à propos de changer la version et de la modifier en ces termes :

« L'un des lieutenants de César, Terentius Varron, ayant fini par soumettre les habitants de ces montagnes, n'accorda la vie à leurs guerriers qu'à la condition qu'ils lui livreraient 3,000 jeunes filles; au lieu de combattre encore et de mourir, les *Centrons* acceptèrent cette clause infâme. Le lendemain de la conclusion de ce traité, on vit 3,000 jeunes filles, presque nues, à pied, traverser le Petit-St-Bernard, escortées par deux centuries de soldats romains. Ce fut après avoir subi les outrages de ces Romains, plus barbares que des *Seythes*, que les infortunées *Centrons* parvinrent à Ivée; elles furent vendues à l'encan sur la place de cette ville. »

(*Histoire de Savoie, depuis la domination romaine jusqu'à nos jours*, par Claude GEXOUX, auteur des *Chants de l'atelier*, des *Mémoires d'un enfant de la Savoie*; Annecy, typographie et lithographie de F. Sailet, libraire. 1852. Introduction, pag. xxvi et xxvii.)

Heureusement qu'il ne s'agit ici, pour l'honneur national, ni de *Centrons*, ni de jeunes filles livrées ou vendues par leurs pères.

Mais laissons parler le géographe grec (1) :

« La meilleure partie du pays des *Salassi* est dans une profonde vallée, formée par une double chaîne de montagnes dont ils habitent aussi les hauteurs. Ceux qui, venant d'Italie, veulent passer ces montagnes, doivent traverser la vallée, après laquelle le chemin se partage en deux routes : l'une, impraticable aux voitures, passe par les hautes montagnes qu'on nomme les *Alpes pennines*; l'autre, plus à l'ouest, traverse le pays des *Centrons* (2).

« Les *Salassi* ont chez eux des mines d'or dont ils étaient les maîtres, aussi bien que des passages, dans le temps de leur puissance. L'exploitation de ces mines était facilitée par le *Durias* (3) qui leur fournissait l'eau nécessaire au lavage; aussi, à force d'en détourner le cours par des saignées multipliées, en tarissaient-ils souvent le lit principal. Autant cette opération leur était avantageuse pour séparer leur or, autant elle était préjudiciable à ceux qui cultivaient les terres situées au-dessous, en les privant du secours d'une rivière qui, par sa position, pouvait arroser leurs champs. De là naissaient de fréquentes guerres entre les deux peuples limitrophes, jusqu'à ce que les *Salassi*, soumis par les Romains, furent dépossédés de leurs mines et de leur pays. Mais, toujours maîtres des montagnes, ils ont continué à vendre l'eau aux entrepreneurs publics des mines. Cependant l'avarice de ces derniers entretenait toujours la discorde; ce qui faisait que ceux des Romains qui briguaient le commandement de ces pays, quand ils l'avaient, ne manquaient jamais de prétexte pour faire la guerre aux *Salassi*. Ceux-ci, tantôt en guerre, tantôt en paix avec les Romains, se sont soutenus jusqu'à ces derniers temps en faisant beaucoup de mal par leurs brigandages à ceux qui traversaient leurs montagnes. Ils ont même poussé la chose si loin, qu'ils taxèrent à une drachme (4) par tête l'armée de Decius Brutus (5) qui fuyait de Modène. Messala, qui avait son quartier d'hiver dans le voisinage, fut aussi obligé de leur payer tant le bois de chauffage que le bois d'orme dont il fit faire des traits et des armes pour exercer ses soldats. Ils pillèrent même une fois l'argent qui appartenait à l'empereur (6), et, sous prétexte de

(1) Je cite le passage entier qui prouve que les historiens ont tout simplement attribué aux *Centrons* ce qui devait l'être aux *Salasses*.

(2) La première de ces routes passait par le Grand-St-Bernard, ou les Alpes pennines; la seconde traversait le Petit-St-Bernard, ou les Alpes graies, et descendait dans la Tarentaise.

(3) La *Doria-Baltea*.

(4) Monnaie grecque qui n'entraî pas dans le système monétaire des Romains et qui devait être inconnue des *Salassi*. Strabon se sert du terme usité dans son pays; il ne peut être ici question que du denier d'argent romain, équivalant à peu près à la drachme grecque et à 70 centimes de notre monnaie actuelle.

(5) Les imprimés grecs, comme les manuscrits, portent *Decimus Brutus*.

(6) Le texte dit à César, mais il est évident qu'il s'agit d'Auguste.

» travailler aux chemins et aux ponts, ils firent rouler sur des armées entières
 » d'énormes masses de pierres. Enfin Auguste les a entièrement détruits, et les
 » a fait tous vendre publiquement, comme des esclaves, à *Eporédia* (1), colonie
 » romaine, où il les avait fait transporter. On n'avait fondé cette colonie que
 » pour contenir les *Salassi*; mais elle eut peine à se défendre contre eux,
 » jusqu'à ce qu'ils furent totalement détruits. Le nombre de ceux que l'on
 » vendit fut de trente-six mille, sans compter huit mille personnes en état de
 » porter les armes. Ce fut Terentius Varron, général de l'armée, qui les avait
 » défaits et qui les vendit à l'encan. Trois mille Romains, envoyés par Auguste,
 » fondèrent la ville d'Augusta (2) dans le lieu même où avait campé Varron; et
 » maintenant tous les environs, jusqu'aux sommets des montagnes, sont en
 » paix (3). »

Tout porte à croire que les Centrons, voisins des *Salasses* et occupant le versant occidental des mêmes montagnes, prirent part avec ceux-ci aux dernières luttes qui les anéantirent, d'autant plus qu'une des sources de la grande Doire ou Doire-Baltée prend naissance au col de la Seigne, point de communication entre les deux peuples. L'énergique courage des Centrons ne dut pas faire défaut à leurs redoutables alliés. Il y avait trop de solidarité entre eux, trop d'intérêts communs pour douter un seul instant que tous les habitants des Alpes grecques ne se réunirent pas pour combattre l'ennemi et défendre leur liberté, leur indépendance et leurs montagnes. Dans une première rencontre, les *Salasses*, chassés de la plaine par les armées victorieuses de Rome et déposés de leurs mines, s'étaient retirés sur les montagnes, d'où ils vendaient l'eau aux exploitateurs qui les avaient dépouillés. Abrisés par des gorges inaccessibles à tout autre pied que celui du montagnard, ils harcelaient sans cesse les soldats romains et, sous prétexte de travailler aux routes, ils lançaient sur eux des énormes blocs de rochers. Les armées de l'empire engagèrent alors avec eux une dernière et terrible lutte, et Terentius Varron, après en avoir fait un horrible massacre, les réduisit en servitude. Cette mémorable victoire eut lieu environ 18 ans avant l'ère nouvelle.

Le chiffre des *Salasses* vendus à l'encan à Ivrée est sans doute exagéré, et l'on ne saurait ici ajouter une certaine foi au dire de Strabon qu'en admettant l'alliance active des Centrons, qui auraient subi le même sort. Mais la coopération des anciens habitants de la Tarentaise, toute vraisemblable qu'elle puisse être, n'était pas un motif suffisant pour permettre aux historiens d'altérer le

(1) Ivrée.

(2) Aoste.

(3) *Géographie de STRABON*, traduite du grec en français; Paris, 1809, in-4°, tom. II, pag. 93 et suiv., § 5. — *Strabonis rerum geographicarum*, lib. XVII, *ad optimorum librorum fidem accurate editi*. Editio stereotypa. Lipsiæ, 1819. (Texte grec) tom. I, lib. IV, cap. VI, art. *Alpes*, pag. 330 et suiv.

texte grec et surtout de supposer gratuitement, comme l'a fait Grillet, un marché honteux de la part des Centrons et même des Salasses, qui auraient racheté leurs vies en livrant leurs filles et leurs femmes à la merci du vainqueur, ainsi qu'une insigne lâcheté de la part du général romain.

Ce fait historique, intimement lié à la guerre de l'indépendance alpine dont les hasards livrèrent nos fiers montagnards à l'empire romain, occupait une place trop importante dans nos fastes nationaux pour ne pas être rectifié ici et dès à présent.

Les peuples domptés sous Auguste ne furent point soumis aux magistrats qui gouvernaient les Gaules; les uns, tels que ceux de la préfecture de Cottius, furent régis par leurs propres lois, et d'autres par des officiers choisis dans l'ordre équestre (1).

Aussi les anciens auteurs les considèrent-ils comme formant une division à part, n'appartenant ni à la Gaule transalpine ni à la Gaule cisalpine (2). Chose digne encore de remarque, c'est que les peuples échelonnés sur les deux versants des Alpes jusqu'à l'extrémité de la vallée pennine (3) ont toujours été regardés par eux comme faisant partie de l'Italie, à laquelle ils attribuent ces immenses barrières naturelles, sans en arrêter la limite aux plus hauts sommets ou aux points de séparation des eaux, comme nous le faisons aujourd'hui.

C'est pour cette raison que Pline, après avoir parlé des cités cottiennes et dénombré les peuples alpins, ajoute :

« Telle est cette Italie que les dieux ont consacrée, telles sont les nations » qui la peuplent, telles sont les cités de ses habitants. »

Comme Pline, les géographes Strabon et Ptolémée placent le royaume de Cottius, les Centrons et les autres peuples des Alpes en Italie.

La dernière heure de l'indépendance alpine a sonné. Les Salasses et les Centrons, emmenés en esclavage, dispersés sur la terre italienne, vont grossir le nombre de cette classe d'hommes déshérités que Rome emploie aux travaux les plus pénibles, et qu'elle livre aux bêtes féroces dans un jour de fête. Une colonie romaine est établie à l'emplacement du camp de Varron, et la ville qu'elle fonde porte le nom du maître. Rome devenue souveraine sur tous les points des Alpes, les derniers restes de la nationalité gauloise disparaissent. L'encens fume sur les autels du nouveau dieu; partout des arcs, des colonnes votives sont élevés en l'honneur du triomphateur, et le petit roi des Alpes inscrit sa honteuse lâcheté sur la pierre.

C'est la seule qui reste debout!

(1) STRABO, lib. IV, pag. 203.

(2) Ibid., lib. IV, pag. 204, 205, 28. — PLIN., lib. XXXIV, cap. 2.

(3) PTOLÉMÉE met la vallée pennine dans la Gaule, puisqu'il place dans cette contrée les sources du Rhône (lib. III, cap. 4, pag. 67).

Deux ans plus tard les Alpes étonnées voient s'élever au milieu d'elles un monument gigantesque qui cherche à rivaliser en hauteur avec un de leurs pics neigeux. La statue d'Auguste contemple avec une orgueilleuse satisfaction les sombres et froides retraites des peuples alpins. A ses pieds, les nations, vaincues, enchaînées, semblent conserver encore cette fière indépendance qu'elles viennent de perdre; et leurs noms, que le voyageur lit avec surprise, sont gravés au-dessous d'elles pour perpétuer la mémoire de leur défaite.

Les Centrons n'y figurent pas (1), et les habitants des Alpes de la Savoie n'ont pas la douleur d'avoir sous leurs yeux un monument de triomphe qui leur rappelle à chaque instant la perte de leur liberté.

Rome va commencer maintenant sa mission civilisatrice en Occident, tandis qu'à l'autre extrémité du monde connu un événement d'une tout autre importance prélude à la chute du colosse, et prépare des voies nouvelles à la destruction de l'esclavage et à l'affranchissement des peuples.

Jésus-Christ naît à Bethléem dans une étable.

(1) On ignorera longtemps encore la raison de cette lacune, si lacune il y a; il suffit ici de constater que les Centrons eurent l'honneur de ne pas être attelés au char triomphal d'Auguste. Peut-être n'étaient-ils pas définitivement soumis lors de l'érection du trophée de la Turbie.



TROISIÈME ÉPOQUE

DOMINATION ROMAINE — DEPUIS L'AN 59 AVANT J.-C. JUSQU'À L'AN 456 APRÈS J.-C.

LES PROVINCES ROMAINES, LA SAPAUDIA

SOMMAIRE. — Différentes divisions de la Gaule transalpine sous les empereurs romains. —

Le pays des Allobroges est réuni à la Province romaine. — La Savoie occidentale fait partie de la Gaule narbonnaise. — La Maurienne continue à dépendre de la préfecture de Cottius. — La Province viennoise. — Création de la Province des Alpes graies et pennines. — Peuples et villes qu'elle renferme. — Elle est restreinte au Valais et à la Tarentaise. — La Maurienne n'y est pas comprise. — Le Briançonnais, le val de Suse et la Maurienne sont réunis à l'Italie après le démembrement des états de Cottius, et forment une division particulière. — Voies romaines. — Carte de Peutinger ou Table Théodosienne. — Itinéraires. — Routes secondaires. — La *Sapaudia*.

Après la conquête, J. César divisa la Gaule transalpine en quatre grandes régions : la *Province* (provincia) et les Gaules *Aquitaine*, *Celtique* et *Belgique*.

Le pays des Allobroges fut réuni à la Province romaine.

La paix laisse à Auguste tous les loisirs pour régler l'administration de cette vaste contrée. En l'an 27 avant Jésus-Christ, il se transporte à Narbonne, où il tient les états de la Gaule. Sans changer les grandes divisions, il modifie leurs limites d'une manière plus conforme à la nature et plus égale relativement à l'étendue du territoire qu'elles comprennent (1). Plusieurs peuples sont détachés de la Celtique pour être réunis à la Province romaine qui prend le

(1) STRABON, lib. IV, pag. 477 à 480; tom. II, pag. 3 de la traduction française. — DIO CASSIUS, lib. LIII, cap. 22, pag. 717, Edition de Reims.

nom de Gaule narbonnaise, de celui de la ville où se tiennent les états (1). Les cantons de 14 peuples, situés entre la Garonne et la Loire, sont ajoutés à l'Aquitaine, et Lyon, qui devient capitale de la Celtique, donne son nom à cette province, qui s'appelle dès lors Gaule lyonnaise.

La Savoie, entièrement soumise, fit partie de la Gaule narbonnaise, sauf la Maurienne qui avait été annexée à la préfecture de Cottius. Cet état, comme je l'ai dit plus haut (2), ne fut réuni à l'empire que sous Néron (3), à la mort de Cottius, et continua, pendant plus de deux siècles, à former une province particulière incorporée à l'Italie. Elle conserva le nom du roi qui l'avait gouvernée, et fut régie par un président ou un procureur jusqu'à la formation des provinces alpines (4).

Cette époque est une des plus intéressantes de l'histoire des Gaules, qui, subissant avec douleur le joug des Romains, jouissent cependant, au milieu de la paix, des bienfaits que la civilisation leur apporte par les grandes voies que fait ouvrir le sage Agrippa, et qui permettent aux villes les plus éloignées de communiquer avec la métropole du monde.

En 292, une nouvelle division de la Gaule eut lieu sous Dioclétien, et son successeur Constantin-le-Grand, en adoptant de nouvelles subdivisions, sépara, dans le gouvernement des provinces, le pouvoir civil du pouvoir militaire. C'est à ce prince qu'on attribue la création des diocèses. Vers la fin du règne de cet empereur (360), la Gaule transalpine se trouvait partagée en 11 provinces (5), et la Savoie occidentale, soit tout l'ancien pays des Allobroges, faisait partie de la Viennoise qui avait été démembrée de la Narbonnaise.

En 379, l'empereur Gratien se rendit dans les Gaules pour régler l'admini-

(1) « Pars (Galliæ) nostro mari apposita fuit aliquando *braccata* nunc *narbonnensis*. »
(MELA, lib. III, pag. 2.)

« *Narbonnensis* provincia, *braccata* antea dicta. » (PLINE, lib. III, cap. 5.)

(2) Page 24, note 1.

(3) SUTTONIUS, in *Neronis vita*, cap. 48; tom. II, pag. 173, édition Hase. — SEXTUS AURELIUS VICTOR, in *Nerone*. — SEXTUS RUFUS, *Eutropius*, lib. VII. — PAULUS DIACONUS, *Hist. miscell.*, lib. VIII. — VOPISCUS, in *Aureliano*. — AMM. MARCELLIN., lib. XV, cap. 40 et 41.

(4) Ce fait, avancé par les auteurs anciens, est encore confirmé par plusieurs inscriptions : Une, rapportée par GRUTER (pag. 493, n° 7), porte : « *Procuratori et præsidi Alpium Cottii*. Une autre, découverte à Suse en 1782, dénomme un certain TITUS CASSIUS, prêtre flamme d'Auguste, de la ville d'Embrun et de la province cotienne. (Voy. DEFRANDI, *Notizia dell'antico Piemonte traspadano*, parte 1; *Marca di Torino*, pag. 66. — SACHETTI, *Memorie della chiesa di Susa*, pag. 2-4.)

(5) La première Germanie — la seconde Germanie — la première Belgique — la seconde Belgique — la grande Séquanaise — la première Lyonnaise — la seconde Lyonnaise — l'Aquitaine — la Novempopulanie — la Narbonnaise et la Viennoise.

nistration (1), et sépara la Viennoise en deux; la province nouvelle fut appelée la seconde Narbonnaise.

Après cette modification, la Viennoise ne comprit plus que les treize cités ou diocèses suivants (2) :

Diocèses de (3)

Metropolis civitas	VIENNENSIVM	VIENNE.
civitas	Genavensium	Genève.
id.	Gratianopolitana	Grenoble.
id.	Albensium	Alps, près de Viviers.
id.	Deensium	Die.
id.	Valentinorum	Valence.
id.	Tricastinorum	Aoste en Diais.
id.	Vasiensium	Vaizon.
id.	Arausicorum	Orange.
id.	Cabelllicorum	Cavaillon.
id.	Avennicorum	Avignon.
id.	Arelatensium	Arles.
id.	Massiliensium	Marseille.

Quelques années auparavant, les peuples échelonnés sur le versant occidental des Alpes, depuis les sources du Rhône jusqu'à Nice, avaient été divisés en deux provinces alpines : la province des Alpes maritimes et celle des Alpes graies et pennines. Cette dernière renfermait dans le principe la Tarentaise, le haut Faucigny, le Valais et une partie de la Suisse jusqu'au lac de Neuchâtel, soit les Centrons, les Nantuates, les Vibères, les Vêragres, les Sédunes et partie des Helvétiens, et comprenait les trois cités suivantes : *civitas Elvetiorum*, *Aventicus*, Avenche (4); *civitas Centronum*, *Darantasia*, Moûtiers en Tarentaise, et *civitas Vallensium*, *Ocotoduro*, Martigny ou Martinach en Valais.

(1) Zoëym., lib. iv, cap. 24, pag. 322; 1784, in-8°. — *Codex theod.*, tom. iv, pag. 344; tom. v, pag. 75.

(2) *Notitia provinciarum et civitatum Galliarum*. Cette notice paraît dater de l'an 400. On la retrouve dans divers écrits, notamment dans : GRONOVIVS, *Varia geographica*; Leyde, in-4°, pag. 40. — *Valesii Notitia*, præfatio, pag. xxvi. — *Gallia christiana*, tom. 1. — L'Essai sur les systèmes des divisions territoriales de la Gaule, depuis l'âge romain jusqu'à la fin de la dynastie carlovingienne (1832, in-8°, pag. 42 à 34), contient la dernière et la meilleure édition de la *Notitia*, avec la collation et les variantes de près de trente manuscrits.

(3) Nous voyons, dès le début, que la division de la Gaule par diocèses, quoique basée en partie sur la division des Gaules en différents peuples, fit cependant disparaître cette dernière. (WALCKENAER, tom. II, pag. 393.)

(4) « Les Alpes graies et pennines ont, outre des villes moins connues, Avenche (*Aventicum*), déserte à la vérité, mais qui doit avoir eu autrefois de la réputation, à en juger par les ruines de ses édifices. » (AMM. MARCELLIN., liv. xv, chap. 44, pag. 451; Lyon, 1768.)

Peu de temps après, la partie méridionale de la Suisse fut réunie à la grande Séquanais, et la province des Alpes graies et pennines se trouva restreinte au Valais et à la Tarentaise. Aussi les deux Notices ne lui attribuent-elles plus que deux villes, Moûtiers en Tarentaise et Martigny en Valais (1).

Cette petite province, ainsi réduite, était limitée vers la Suisse par les hauteurs qui bornent le Valais du côté du Chablais à l'occident, et au midi par les montagnes qui séparent la Tarentaise de la Maurienne. Aucune ville des deux districts ou diocèses qui la composaient ne fut érigée en métropole. La Notice des provinces et des villes de la Gaule, insérée dans la *Gallia christiana*, ne donne pas à *Darantasia*, quoique nommée la première, le titre de *metropolis*; en effet, le diocèse de Tarentaise fut soumis, jusqu'à la fin du huitième siècle, à la métropole de Vienne (2), et le siège épiscopal d'Octodurus fut transporté à *Seduni* (Sion) avant la fin du sixième siècle (3).

La Maurienne ne fit point partie de cette province. Quand les états de Cottius furent ainsi démembrés, la portion comprenant le Briançonnais, le val de Suse et la Maurienne fut réunie à l'Italie (4), dont elle était cependant séparée par de hautes montagnes. Cette vallée resta isolée entre la Gaule et l'Italie, et forma une division à part, désignée dans quelques copies de la Notice sous le nom d'*Alpes graie*, dénomination qui semblait indiquer plus particulièrement les hauteurs du Mont-Cenis et des monts adjacents. Strabon, en indiquant la position des Médulli, est le premier auteur qui fasse mention de cette partie des Alpes (5).

En 450, sous Valentinien III, la Viennoise fut de nouveau et définitivement partagée en deux provinces sous le rapport ecclésiastique, et le pape Léon fit

(1) *Post has sunt Alpes penninae et graie ultra montes Cottios seu montem Cinisium, ubi sunt Allobroges, sive Sabaudi et Tarentasia, ac pars Helvetiorum. Itinerarium duas harum civitates ponit. Metropolim Centronum, id est Tarentasium et Valentium, id est Octodurum quibus praeses jam dicebat. (Notitia dignitatum, édit. de Panciroli, in-folio; Lyon, 1608, pag. 157 au verso.)*

(2) *Gallia christiana*, tom. XIII, pag. 700.

(3) On sait que les diocèses ecclésiastiques du moyen-âge correspondaient presque toujours aux diocèses administratifs de l'empire romain.

(4) *Simler, Vallésia et Alpium descriptio*; Lugduni Batavorum, ex officina Elzeviriana, anno 1633, pag. 228 et suivantes.

Dans la *Vie de sainte Tygriede*, la ville de Saint-Jean-de-Maurienne est mentionnée comme faisant partie de la vallée cottiennne, « *qua dicitur cottiana*. »

GRÉGOIRE DE TOURS dit que Rufus, évêque de Turin, se réfugia à St-Jean « parce que ce lieu appartenait à la ville de Turin » *quia locus ille ad Taurinensum quandam urbem pertinebat tempore illo, quo Rufus erat episcopus.*

(*De gloriis martyrum*, lib. 1, cap. 44, col. 176.)

(5) Les Alpes graies sont confondues par les derniers historiens romains avec les Alpes pennines. Zozime et Procope n'en font jamais mention.

accorder à Vienne les diocèses de Vienne, de Valence, de Tarentaise, de Genève et de Grenoble. Ainsi, la portion attribuée à l'ancienne capitale renferma le pays des Allobroges et les Centrons (1).

Les Romains sillonnèrent les Gaules de spacieuses routes désignées sous le nom de voies militaires. Les restes que nous en découvrons chaque jour attestent encore aujourd'hui le génie de ces dominateurs du monde. C'est par elles que Rome envoyait la civilisation aux points les plus éloignés de la Gaule, et transportait ses armées avec une rapidité jusqu'alors inconnue.

On distinguait deux sortes de routes : les principales et les secondaires. Les premières étaient appelées *prætoriae*, *consulares viæ militares*. C'était sur elles que le préteur faisait passer les armées romaines. On reconnaît ces routes à leur pavé plat. Les voies secondaires ou ferrées étaient simplement nommées *viæ*. Formées d'un encaissement de cailloux recouverts de gravier, elles étaient établies et entretenues aux frais des provinces qu'elles desservaient (2).

De Milan deux grandes voies consulaires conduisaient dans la Gaule transalpine par les Alpes occidentales. L'une traversait Turin, Suse et les Alpes cottiennes pour aller à Vienne. Nous avons vu plus haut que cette route avait été établie par le roi Cottius. L'autre aboutissait à la même ville en passant par Verceil, Aoste, le Petit-Saint-Bernard, Moûtiers, Chambéry (*Lemencum*), Yenne, Aoste près Saint-Genix et Bourgoin. Deux embranchements se détachaient de celle-ci : le premier partait d'Aoste en Piémont, traversait les Alpes pennines, Martigny, Saint-Maurice, Villeneuve, Vevey, et se dirigeait sur Strasbourg et Mayence; le second se détachait à Conflans (Albertville), passait par Annecy-le-Vieux et allait à Genève. Contournant alors le bord occidental du lac Léman, il prenait à Lausanne sa direction vers le nord, joignait le premier embranchement à Avenche, et suivait la même voie que lui pour aller à Strasbourg.

Les itinéraires romains nous ont transmis les noms des stations ou localités par lesquelles ces voies passaient, ainsi que l'indication des distances qui les séparaient; mais les variantes des divers manuscrits sur les mesures de distance et l'obscurité des noms qui n'existent plus aujourd'hui ont donné naissance à beaucoup d'interprétations sur des questions qui ne sont pas encore près d'être résolues.

Walcenaer a consacré le dernier volume de sa Géographie des Gaules à une analyse géographique des itinéraires anciens pour les Gaules cisalpine et transalpine. J'en extrais les tables suivantes qui serviront de documents

(1) Voyez SISMONDUS, tom. 1, *Concil. Gallia*, pag. 27. — *Recueil des Hist. de France*, tom. 1, pag. 776.

(2) Voy. BERGIER dans son *Histoire des grandes routes romaines*. — ALBANIS-BEAUMONT, *Description des Alpes grecques et cottiennes*.

sur les voies romaines qui traversaient nos pays. Je les ai modifiées dans quelques passages en y joignant les variantes des divers manuscrits et les noms des localités modernes, suivant les différentes interprétations des auteurs (4).

Ces itinéraires, la célèbre carte de Peutinger (2) et la carte antique dont nous accompagnons ces détails suffiront pour nous faire connaître l'état géographique de la Savoie sous la domination romaine.

(4) Ce savant géographe annonçait, il y a quelques années, un ouvrage remarquable sur les voies romaines. Chaque itinéraire, chaque route, chaque section devait être accompagnée d'un mémoire et d'une carte spéciale indiquant non-seulement les stations romaines, mais encore toutes les localités anciennes par lesquelles les routes devaient passer, ainsi que les accidents de terrain qui les rendaient plus ou moins longues. Il est à regretter que ces travaux n'aient pas été publiés, parce qu'ils tendaient à discuter et à justifier les combinaisons géographiques dont les tableaux n'étaient que les résumés. Réfutant toutes les combinaisons contraires essayées jusqu'ici, ils déterminaient les positions anciennes par les mesures itinéraires et les monuments, et passaient en revue les lieux les plus anciens du moyen-âge pour éclaircir la topographie ancienne des Gaules.

(2) La *Carte* ou *Table* de PEUTINGER est une carte en parchemin, large d'un pied et longue d'environ vingt-deux pieds, formée de morceaux rapportés, et représentant les routes militaires des armées dans l'empire romain, depuis les colonnes d'Hercule jusqu'aux autels d'Alexandre et à l'île de Taprobane (Ceylan); elle contient les mers, les villes, îles, lacs, fleuves, etc., mais dans une forme très allongée dans le sens de l'orient à l'occident et très déprimée dans la direction du nord au sud. On croit que ce travail a été fait sous Théodose-le-Grand, vers la fin du 4^e siècle. C'est pour cela qu'on l'appelle *Itinéraire de Théodose* ou *Table théodosienne*; mais l'original, appelé *Carte de Peutinger*, n'est lui-même qu'une copie faite au 12^e siècle, ainsi que le prouvent aisément les caractères de l'écriture.

Elle fut découverte au 15^e siècle dans un couvent de bénédictins par Conrad Celtès, qui l'apporta à Augsbourg. Il la donna par testament à Conrad Peutinger, le premier savant d'Allemagne qui se soit occupé à recueillir des antiquités. Celui-ci voulait la publier, mais il mourut avant de l'avoir fait et elle disparut après sa mort. Il y en eut cependant des fragments publiés par Velser à Venise, en 1594, et reproduits plusieurs fois. Elle ne fut retrouvée qu'au 16^e siècle, que Sulzer la découvrit en fouillant dans les papiers de Peutinger. Tout le monde voulait l'acheter. Le nonce du pape en Suisse fit le voyage d'Augsbourg exprès, mais ce fut le prince Eugène de Savoie qui l'acheta pour le prix qui lui en fut demandé, 420 florins, l'an 1723.... Après la mort de ce guerrier illustre elle passa, avec plusieurs autres objets précieux, dans la bibliothèque de l'empereur Charles VI à Vienne. Elle fut alors collée sur toile et publiée en entier par François-Christophe de Seheyb, sous le titre suivant :

PEVTERINGERIANA TABULA ITINERARIA QVÆ IN AVGVSTA BIBLIOTHECA VINDOBONENSI NVNC SERVATVR
ADCVRATV EXSCRIPTA NVMINI MAJESTATIQVE MARIE THERESÆ REGINÆ AVGVSTÆ DICATA A FRANCISCO
CHRISTOPHORO DE SCHEYB. — VINDOBONÆ, 1753, in-folio max.

Il y en a eu d'autres éditions, mais celle-ci est la meilleure. Il s'en trouve un exemplaire dans la bibliothèque du collège national de Chambéry, qui renferme beaucoup d'autres curiosités bibliographiques.

Cette bibliothèque, qui contient plus de quinze mille volumes, brochures ou cartes, a été formée lentement par un de nos compatriotes très instruit en géographie, M. C.-M. PILLET, collaborateur de la *Biographie* de MICHAUD, et léguée par lui au collège de sa ville natale.

I. ITINÉRAIRE

de la route de MEDILANUM (Milan) à VIENNA (Vienne) par les Alpes graies.

SECTION D'AUGUSTA PRÆTORIA (AOSTE) A VIENNE.

Itinéraire d'Antonin. Wesseling, pag. 344.	Carte des Alpes, de Raymond, feuilles 4 et 5.	Variantes de divers auteurs et manuscrits.
Mill. rom.	Mill. rom. (1).	
Augusta Prætoria . . .	Aoste	
Aræbrigiū 25	Giorgen, Pont-de-Scran . . . 25	Morges au pied du Petit-Saint-Bernard (2), La Thuile (3).
Bergintrum (4) . . . 48	Centron à l'est de Bellentre . 48	Bourg-Saint-Maurice (5), Hospice du Petit-Saint-Bernard (6).
Darantasia (7) . . . 44	Moutiers en Tarentaise . . 44	Salins (8).
Oblimum 43	Près la Bathie, au confluent du ruisseau . . . 43	L'ancien château de la Bathie (9), Abline ou Obline (10), Conflans (11).
Ad Publicanos . . . 3	Conflans 3	Gilly, anciennement Biarges (12), village des Fontaines (13).
Mantala 46	Entre St-Pierre-d'Albigny et St-Jean 46	Bourg-Evescal (14), Montmélian (15), Montailleur (16).
Lemincum 46	Chambéry, au mont Lémenc 46	
Labiscone 44	Lanneu près d'Yenne . . . 44	Choisel près d'Yenne (17), Novalaise (18), Les Echelles (19), Le Bourget (20), Yenne (21), Chevelu (22).
Augustum 44	Aoste près de St-Genix . . 44	
Bergusia 46	Bourgoin 46	
Vienna 20	Vienna 20	

(1) La valeur géographique du mille romain est de 760 toises 7 pouces ou 1481 mètres, faisant la 75^e partie d'un degré.

(2) ALBANIS-BEAUMONT, tom. I, pag. 105 et suivantes.

(3) SIMLER, *De Alpibus commentarius*, Lugduni Batavorum, ex officina Elseviriana, 1633, pag. 261.

(4) Variante du Ms. 7250 A.

(5) GRILLET, tom. III, pag. 449, art. *Foires romaines*. — ROCHE, pag. 26.

(6) Bergintrum vero hodie est caenobium exiguum in summo vertice graiarum Alpium, D. Bernardo sacrum sicut et aliterum in Pennino. (SIMLER, loc. cit.)

(7) Variante du Ms. 7250 A.

(8) ROCHE, *Notices sur les Centrons*, pag. 27.

(9) ROCHE, id.

(10) GRILLET, tom. II, pag. 449. C'est de même près de la Bathie, vers le confluent du ruisseau.

(11) ALBANIS-BEAUMONT.

(12) Cl. GENOUX, *Histoire de Savoie*, introduction, pag. XXIX.

(13) ALBANIS-BEAUMONT.

(14) GRILLET, tom. III, pag. 450, d'après les recherches qui lui furent communiquées par C.-M. Pillet. — L. MENABREA, *Montmélian et les Alpes*, pag. 40. Bourg-Evescal est effectivement entre St-Pierre-d'Albigny et St-Jean-de-la-Porte.(15) BOUCHE, *Histoire de Provence*, et d'autres historiens.(16) D'ANVILLE. — ROGEE DE BELOUET, qui pense que Mantala, station romaine, n'est pas la même que Mantala où se tint le concile qui appela Boson au trône d'Arles. (*Mém. de l'Acad. de Dijon*, année 1847-48, pag. 477.)

(17) GRILLET, d'après C.-M. Pillet, tom. III, pag. 451.

(18) D'ANVILLE.

(19) DE VICENT, *Voy. Mém. de l'Acad. de Savoie*, tom. XI.

(20) Divers commentateurs.

(21) ALBANIS-BEAUMONT.

(22) DE LUC.

II. ITINÉRAIRE

d'AUGUSTA (Aoste) à VIENNA (Vienne).

Table Theodosienne, segm. 2.	Mill. rom.	Carte des Alpes, de Raymond, feuilles 4 et 5.	Mill. rom.
Augusta	..	Aoste	..
Arebrigitum	25	Giorgen, au Pont-de-Seran	25
In Alpe Graia	6	Au sud de Colona-Joux sur le Petit-Saint- Bernard (1)	6
Bergintrum	12	Bellentre	12
Darantasia (x) (2)	14	Moutiers en Tarentaise	14
Obilonna	13	Près la Bâthie, au confluent du ruisseau	13
Ad Publicanos	3	A l'Hôpital près Conflans	3
Mantala	16	Entre St-Pierre-d'Albigny et St-Jean-de- la-Porte	16
Leminco	16	Lémenc	16
Laniscône	14	Lanneu près d'Yenne	14
Augustum	14	Aoste près St-Genix	14
Bergusium	16	Bourgoin	16
Vigenna ou Vienna	24	Vienne	24

Il est à remarquer dans ces tableaux qu'au nombre des localités différentes que les interpréteurs assignent à une même station romaine, quelques-unes sont à peu de distance l'une de l'autre, telles que *Gilly* et *Conflans*, *Albine* et la *Bâthie*, *Choisel* et *Yenne*; d'autres très éloignées, comme les *Echelles*, le *Bourget* et *Yenne*, où plusieurs auteurs placent la station *Labiscône*. Les stations romaines n'existant plus, on a dû recourir aux différents itinéraires anciens qui donnent les distances des unes aux autres, s'aider de la coïncidence de leurs noms avec ceux des localités modernes, et en chercher la trace au moyen de bornes milliaires et de monuments romains. Le mille romain ayant été pris pour mesure de distance, il fallait avant tout connaître sa valeur géographique. D'Anville l'évalua à 4473 mètres, Albanis-Beaumont à 4624 et C.-M. Pillet à 4475; mais la comparaison des chiffres des itinéraires avec les meilleures cartes modernes pour les environs de Rome, le nord de l'Italie et la Gaule, lui donne invariablement 4481 mètres de longueur. La moyenne des mesures prises entre plusieurs pierres milliaires trouvées sur place et la vérification sur les modules de mesures qui font partie intégrante du mille romain, ont confirmé ce résultat. Il faut donc tenir compte de ces différentes évaluations du mille pour expliquer certaines erreurs.

(1) St-Germain au pied du Petit-St-Bernard, du côté de la Tarentaise, selon Albanis-Beaumont.

(2) Le chiffre 2, après Darantasia, dépend d'une autre copie. C'est la distance indiquée par la carte dont nous donnons le fac-simile.

III. ITINÉRAIRE

de la route d'AREBRIGIUM (Pont-de-Seran) à DARANTASIA (Moutiers en Tarentaise),
faisant voir que dans l'Itinéraire d'Antonin il y a eu confusion dans les chiffres et les noms
des deux routes AREBRIGIUM et DARANTASIA.

D'après le Ms. 7230 A. 1 ^{re} route à l'orient de l'Isère.	Mill. rom.	Lieux modernes correspondants. Ms. 7230 A.	Mill. rom.	D'après Wesseling et la plus grand nombre des Mss. 2 ^e route à l'occi- dent de l'Isère.	Mill. rom.	D'après Wesseling, page 545.	Mill. rom.
Arebrigium.....		Pont-de Seran.....		Arebrigium.....		Arebrigium.....	
Bergintrum.....	48	Villars Bergentru. 48		Bergintrum (lisez Aximam).....	24	Bergintrum (lisez Ariolica).....	46
Darantasia.....	44	Moutiers en Taren- taise.....	44	Darantasia.....	40	Darantasia.....	49

IV. ITINÉRAIRE

de la route d'AREBRIGIUM (Pont-de-Seran) à DARANTASIA (Moutiers en Tarentaise),
selon la Table Théodosienne, faisant voir qu'il y a eu intercalation
de deux routes en une seule.

1 ^{er} itinéraire à l'occident de l'Isère.	Mill. rom.	2 ^d itinéraire à l'orient de l'Isère.	Mill. rom.	1. Lieux modernes de l'itinéraire à l'occident de l'Isère.	Mill.	2. Lieux modernes à l'orient de l'Isère.	Mill. rom.
Arebrigium.....		Arebrigium.....		La Tuille, Pont-de- Seran.....		Arpetta.....	
Ariolica.....	46			Villaret et St-Mau- rice.....	46		
.....		In Alpe Graia....	6			Colonia-Joux.....	6
.....		Bergintrum.....	42			Centron et Bellen- tre.....	42
Aximam.....	9			Aime.....	9		
Darantasia.....	40	Darantasia.....	44	Moutiers en Taren- taise.....	40	Moutiers.....	44

Les erreurs commises par les historiens et les géographes dans la fixation des stations romaines du parcours de la voie consulaire, entre le Petit-St-Bernard et Moutiers, viennent des difficultés qu'ils ont trouvées à concorder les distances données par la Table Théodosienne et l'Itinéraire d'Antonin avec les localités qu'elles paraissent désigner ; aussi Grillet place-t-il *Bergintrum* au Bourg-Saint-Maurice, parce que, dit-il, cette ville est effectivement distante de huit à neuf milles d'Aime, selon la carte de Peutinger, tandis que Bellenre l'est tout au plus de quatre milles. — Les deux tableaux précédents, Nos 3 et 4, livrent de précieux documents à la géographie ancienne de la Savoie, et jettent un jour tout nouveau sur ces questions controversées.

Le premier démontre que dans l'Itinéraire d'Antonin il y a eu confusion de chiffres et de noms, et le second que la carte de Peutinger a intercalé en une

seule deux routes, dont l'une passait à l'occident de l'Isère et l'autre à l'orient. L'étude attentive de cette carte le démontre avec la dernière évidence, car *In Alpe Graia* n'est pas à six milles d'*Ariolica*, comme elle semble l'indiquer, mais bien d'*Arebrigium*, qui lui-même est éloigné d'*Ariolica* de seize milles de distance. De même, *Aximam* n'est pas à neuf milles de *Bergintrum*; cette distance est celle qui sépare Aime d'*Ariolica*, qui a dû être effectivement près du Bourg-Saint-Maurice, distant lui-même de seize milles d'*Arebrigium*.

Ariolica et *Aximam* appartiennent donc à l'itinéraire de l'occident de l'Isère, et *In Alpe Graia* et *Bergintrum* à celui de l'orient de cette rivière. Dès lors l'interprétation de la carte est toute simple : cette double voie, longeant la rive droite et la rive gauche de la même rivière, a bien pu être, sans grand inconvénient, indiquée sur la carte de Peutinger par un seul tracé avec toutes les stations.

V. ITINÉRAIRE

de la route de *MEDIOLANUM* (Milan) à *ARGENTORATUM* (Strasbourg).

SECTION D'AOSTE A BESANÇON.

Table Théodosienne, segu. 2.	Lignes gauloises. Milles romains	Cartes de Baier d'Albe, de Raymond et de Cassini.	Milles romains.
Augusta Pretoria.....	..	Aoste à Arpille ou St-Martin.....	..
Arebrigium.....	25	Arpette et Giorgen.....	25
In Alpe Graia.....	6	Croupe du Petit-Saint-Bernard, à 1000 toises au sud de Colonia-Joux ou Co- lonia Jovis.....	6
Bergintrum.....	12	Villars Bergintru.....	12
Darantasia (x).....	14	Moutiers en Tarentaise.....	14
Cennava.....	..	Genève.....	..
Colonia equestris.....	12 18	Prangins et Nyon.....	16
Lacum Losonne.....	12 18	Vidi et Lausanne.....	20
Abiolica.....	16 24	Auberson (vers les Jacques, en ligne droite sur la carte, et non par la route) 24	24
Filo Musiaco.....	14 24	Lodtz et Moutiers.....	24
Vesontine.....	15 22	Besançon.....	22

La route de Milan à Strasbourg est la même que celle de Milan à Vienne jusqu'à la station *ad Publicanos* (Conflans). Là elle se bifurque : un embranchement se dirige vers Annecy et Genève, et l'autre va passer par *Lemineum* (Lémenc près de Chambéry) pour aller à Vienne.

La lacune que l'on remarque dans l'itinéraire précédent vient de ce que la carte de Peutinger, comme on peut le vérifier, ne donne pas le tracé de la route de Moutiers (*Darantasia*) à Genève (*Cennava*), et ne désigne pas les stations qui se trouvaient entre ces deux villes. L'itinéraire suivant d'Antonin y supplée en indiquant, comme intermédiaires entre Conflans et Genève, les stations *Casuaria* et *Bautas*. Les auteurs ne sont pas d'accord sur la ligne qu'a

dù suivre cette section de route, et c'est dans ce parcours qu'ils ont émis le plus d'opinions contradictoires. Grillet, d'après C.-M. Pillet, fait passer cet embranchement par Chevron (*Casuaria*), le col de Tamié, Faverges, le col de l'Epine, Serraval, Thônes, le pont Saint-Clair, Annecy-le-Vieux (*Bautas*), Cruseilles et Genève. Albanis-Beaumont lui fait parcourir une ligne tout opposée par Faverges (*Casuaria*), le col de Tamié, Talloires, Menthon, le détroit St-Clair, Naves, les Ollières, Thorens, la Roche (*Rupes Allobrogum*) et Bonneville (*Bautas*); de là il le dirige sur Genève en touchant Marigny, St-Jeoire, Bonne et Annemasse. Un manuscrit (1) sur les voies romaines indique un autre tracé par Ugine, Marlens, le col de l'Epine, le Bouchet, Serraval, les Clefs (*Casuaria*), Thônes, le détroit de Tincius-Paculus, Annecy (*Bautas*), Brogny, Meytet, Epagny, Sillingy, la Balme, la plaine de Sallenove, la colline de Marlioz et Jonzier, où il se joignait à la route d'Agrippa pour aller à Genève.

La septième voie romaine que mentionne Strabon (2) est connue sous le nom d'Agrippa, gendre de l'empereur Auguste, qui la fit établir. Elle conduisait de Lyon à Strasbourg en suivant le cours du Rhône. Guichenon (3) la fait passer constamment sur la rive droite de ce fleuve par le Bugey, la Bresse et le pays de Gex.

D'Anville et Albanis-Beaumont pensent qu'arrivée à *Condatæ* elle entrait sur le territoire de la Savoie, suivait le cours des Ussets, aboutissait à Jonzier et se rendait directement à Genève en traversant le Carougeois. D'après la carte de Peutinger, la grande voie consulaire des Alpes graies se bifurquait à Aoste près Saint-Genix : un embranchement conduisait à Vienne, et l'autre passait à *Etanna* (Yenne), *Ondate* ou *Condate*, près de la jonction du Fier et du Rhône, pour aller à Genève, et traversait très probablement la Savoie. C'est sans doute ce dernier embranchement que l'auteur du manuscrit que je viens

(1) L'auteur de ce manuscrit, M. DE RYDET, accompagna souvent Albanis-Beaumont dans ses courses archéologiques, et fut à même de reconnaître que l'ouvrage de ce dernier, sur les Alpes grecques et cottiennes, avait été écrit un peu légèrement. Après en avoir fait la critique, il renonça à la publication de son manuscrit sur les instances des amis d'Albanis. Resté jusqu'ici dans la poussière et sauvé de l'oubli par M. E. Serand, d'Annecy, à qui j'en dois la communication, ce mémoire renferme des appréciations locales très intéressantes et capables d'amener à de plausibles solutions les problèmes que présente à chaque instant la géographie antique de la Savoie.

(2) *Ceterum Lugdunum in medio instar arcis situm est, cum ibi amnes confluant, et partibus omnibus propinquum sit; ea propter Agrippa hoc ex loco partitus est vias. Unam quæ per Cemmenos montes usque ad Antones et Aquitaniam; aliam ad Rhenum; tertiam ad Oceanum et Bellovacos et Ambianos. Quarta ducit in agrum Narbonensem, littusque Massiliense.*

(STRAB., lib. IV.)

(3) *Histoire générale de la royale Maison de Savoie*, tom. 1, introd., chap. 4, pag. 29, édition de Turin, 1778.

de citer indique comme une des stations de la grande voie consulaire d'Agrippa.

Quoi qu'il en soit de ces opinions différentes, je n'ai pas à les apprécier ici ; il me suffira de faire observer que les interprètes seraient arrivés à tout autre résultat s'ils n'eussent pas confondu les voies principales avec les routes secondaires et même les chemins de troisième ordre. Pour élucider ces questions et répondre autant que possible à toutes les exigences, j'ai tâché de refaire la carte antique de la Savoie, où j'ai tracé les voies romaines selon les combinaisons géographiques que j'ai adoptées, en y joignant les combinaisons contraires des divers auteurs et manuscrits qui n'ont paru erronées.

VI. ITINÉRAIRE

de la route de **MEDIOLANUM** (*Milan*) à **ARGENTORATUM** (*Strasbourg*).

SECTION D'**AUGUSTA PRÆTORIA** (*AOSTE*) A **VISONTIONE** (*BESANÇON*).

Itinéraire d'Antonin. Wesseling, p. 346.	Lieus gaulois. Milles romains.	Cartes modernes de Bacier d'Albe, de Raymond et de Cassini.	Milles romains.
Augusta Prætoria.....		Aoste.....	
Arebrigiun.....	25	Arpetta et Giorgen.....	25
Bergintrum (xxiv).....	48	Bellentre.....	48
Darantasia (xviii) (1).....	44	Moutiers en Tarentaise.....	14
Casuaria.....	24	Seitenai ou Setenex (il faut faire un détour pour passer par le col de Tamié) (2).....	24
Bautas.....	48	Annecy-le-vieux (3).....	48
Cenava.....	25	Genève.....	25
Equestribus.....	16	Prangin et Nyon.....	16
Lacu Lausonio.....	20	Vidi et Lausanne.....	20
Urba.....	48	Orbe.....	48
Ariorica.....	24 36	Arc sous Cicon.....	36
Visontione.....	48 24	Besançon.....	24

Albanis-Beaumont mentionne une seconde route consulaire traversant la Savoie, qu'il dit avoir été omise dans l'itinéraire d'Antonin et dans la carte de Peutinger. Notre savant compatriote s'appuie sur Strabon, qui parle de deux

(1) L'itinéraire omet après *Darantasia* les stations *Oblimum* et *Ad Publicanos*. GRILLET, d'après C.-M. Pillet, explique cette lacune parce que leurs distances réciproques n'étant que de 19 m., on les faisait de suite pour venir coucher à Chevron (*Dict. hist.*, t. III, p. 453).

(2) *Chevron*, selon GRILLET, qui confond encore *Casuaria* ou *Cesuaria* avec *Cicarone* (*Cularone*) de la lettre de Plancus à Cicéron. *Fatargex*, suivant ALBANIS-BEAUMONT. — *Au col des Essourieux*, d'après d'ANVILLE (*Notice sur la Gaule*, pag. 145 et 202). — Le manuscrit de REYDET sur la 4^e voie romaine en Savoie place cette station au village *les Clefs*, d'autres interprètes à *Flumet*, et de VIGNET à *Cisarches*. (*Mém. de l'Acad. de Savoie*, vol. XI, p. 355.)

(3) ALBANIS-BEAUMONT indique cette station à *Bonneville*, et SIMLER, DELISLE et autres auteurs, à *Bonne*.

chemins conduisant, du pays des Salasses, l'un chez les Centrons et l'autre à travers les Alpes pennines (1).

« Une des routes de montagnes, dit ailleurs le géographe grec, par où l'on » va d'Italie dans la Gaule transalpine et septentrionale, est celle qui passe » par le pays des *Salassi* et qui mène à Lyon. Cette route se divise en deux » chemins : l'un, praticable aux voitures mais plus long, traverse le pays des » Centrons ; l'autre, plus rude et plus étroit, mais plus court, se fait par le » mont Pennin (2). »

Albanis-Beaumont fait passer le chemin plus rude, plus étroit et inaccessible aux voitures par Courmayeur et les cols de la Seigne et du Bonhomme. De là il le dirige vers le nord jusqu'à St-Gervais, et lui fait suivre le cours de l'Arve pour aller aboutir à Nernier sur la rive orientale du lac Léman (3).

Il y avait incontestablement là un passage connu des Romains, mais ce ne pouvait être qu'une voie secondaire, et le texte de Strabon a été mal interprété. La route dont il parle à travers les Alpes pennines est celle du Grand-St-Bernard qui, suivant la Table Théodosienne, parcourait les stations d'Aoste, du mont Saint-Bernard (*Summo Pennino*), de Martigny (*Octoduro*), de Saint-Maurice (*Tarnaia*), de Villeneuve (*Penno lucos*) et de Vevey (*Vivisco*) (4).

S'il en était autrement, les deux chemins auraient passé à travers le pays des Centrons. Il est vrai qu'Albanis évite la difficulté en plaçant les *Acilavones* dans le Faucigny, mais c'est une erreur dès longtemps relevée (5).

On a retrouvé les traces d'une voie secondaire qui d'Aix se dirigeait sur Albens et probablement jusqu'à Genève en passant par Saint-Marcel, Sales et Frangy (6).

Une autre route du même ordre reliait la grande voie de Genève et conduisait du Faucigny en Valais en traversant toutes les montagnes qui sont au nord de Chamonix (7).

(1) *Deinde in duas vias scinditur quarum quæ per penninas fauces tendit ad summities Alpium, jumentis est innaccessa; altera per Centrones magis est occidua.*

(STRAB., *Geogr.*, lib. IV, pag. 205.)

Voyez le passage entier de la traduction française cité plus haut (pag. 38).

(2) *Porro autem montanorum ex Italia in Galliam ulteriorem et septentrionalem trajectum, qui per Salassos est, Lugdunum ducit : est autem duplex, alter curribus, etiam pervius, itinere longiore per Centrones : alter per Penninas fauces brevior, sed idem acclivis et angustus.*

(STRAB., *Trad. franç.*, liv. IV, pag. 101. — *Trad. lat.*, pag. 208.)

(3) *Description des Alpes grecques et cottiennes*, tom. I, pag. 444 et suiv.

(4) Consulter la carte de Peutinger, segm. 2, et l'Itinéraire d'Antonin; Wesseling, p. 350.

(5) Voyez pag. 34.

(6) André BACCUS, *De Thermis Romanorum*, édit. de Venise, 1588, pag. 330. — MOUXY DE LOCHE, *Mémoires de l'Académie de Savoie*. — GRILLET, tom. III, art. *Voies romaines*, pag. 453.

(7) « La voie romaine qu'on vient d'y découvrir démontre, par sa direction, que Passy

La Maurienne avait aussi deux ou trois chemins secondaires qui facilitaient le passage de ses habitants dans la Gaule cisalpine par la vallée de Bardonnèche, le Mont-Cenis et la montagne de la Tour de l'Ouarda qui sépare la vallée d'Usseglio de la vallée d'Ala (1).

Chaque jour, du reste, nous amène des découvertes nouvelles sur ces voies de communication dont nous fixerons le tracé d'une manière plus précise dans la description des provinces.

Vers la fin du quatrième siècle les historiens désignent le pays des Allobroges sous le nom de *Sapaudia*.

Ammien Marcellin est le premier auteur qui en fasse mention en décrivant le cours du Rhône.

« Abondant dès sa source, le Rhône, dit-il, sort des Alpes pennines, remplit » de son propre volume son lit, descend avec impétuosité dans la plaine, et se » jette dans un lac nommé Léman qu'il traverse sans se confondre jamais avec » lui (2); mais, cherchant de l'autre côté une issue, il coule au-dessus d'eaux » moins rapides et s'ouvre avec violence un passage. De là, sans causer le » moindre dommage, il parcourt la Savoie (*per Sapaudiam fertur*) et le pays » des Séquaniens, et, se répandant au loin, il arrose à gauche la Viennoise » et à droite la Lyonnaise (3). »

était une station d'où ces maîtres du monde se rendaient en Valais, ou passaient du Valais dans le pays des Centrons. Cette voie, entièrement pavée, large de neuf pieds, traverse toutes les montagnes qui sont au nord de la vallée de Chamonix; elle est très bien conservée dans plusieurs endroits, et a été emportée dans d'autres par des éboulements de terrain. »

(GRILLET, tom. III, art. Passy, pag. 170.)

(1) *Lettre de M. l'intendant noble Louis CIBRARIO sur la route qui conduisait anciennement, par la vallée d'Usseil, de Piémont dans la haute Maurienne* (*Mémoires de la Société royale académique de Savoie*, tom. IV, pag. 494 à 207). — *Lettre de Mgr BILLIET, évêque de Maurienne, au sujet des tombeaux et des monuments découverts en 1827 près du col de la Magdeleine* (*Mémoires de la Société royale académique de Savoie*, tom. III, pag. 239).

(2) On croyait anciennement que le Rhône passait à travers le Léman sans se confondre avec les eaux du lac. Les cartes du siècle passé vont jusqu'à indiquer le tracé qu'il doit parcourir. On a peine à comprendre aujourd'hui qu'une erreur aussi grossière ait été accréditée si longtemps. Il en était de même du Rhin dans le lac de Constance.

(3) Le livre d'Ammien Marcellin a été accusé trop légèrement d'erreurs. Cet historien, qui a fait la guerre des Gaules, est après César celui qui donne le plus de notions géographiques sur cette contrée.

Pour bien comprendre son histoire il faut savoir qu'elle a été écrite à deux époques différentes. Il est démontré par le commencement du livre XXVII que les livres précédents ont été composés avant l'avènement de Valentinien à l'empire, c'est-à-dire avant l'an 364, et les

La Chronique de Prosper Tyro parle aussi de la *Sapaudia* (1), et la Notice de l'Empire place dans cette contrée Yverdon en Suisse (Ebrudunum) et Grenoble (Cularo) (2).

M. de Vignet la circonscrit dans une étroite région à laquelle il donne une longueur de quarante lieues sur une largeur de cinq à six. Renfermée entre le Jura et les Alpes, il la limite au nord par l'extrémité du Jura des anciens (aux sources du Doubs), au couchant par la chaîne principale du Jura et ses appendices, au midi par la fin de cette chaîne, aux environs de Grenoble, et au levant par les montagnes du Chablais, dès la Drance jusqu'aux Voirons, et par celles qui, se relevant vis-à-vis des Voirons, s'étendent depuis la ville de la Roche jusqu'au lac d'Annecy. « Vers ce point, dit-il, une nouvelle chaîne » se place en avant de la première; mais comme cette chaîne est séparée des » Alpes par la vallée que suit aujourd'hui la route d'Annecy à Faverges, le » pays qu'elle renferme, c'est-à-dire le plateau des Beauges, a pu se trouver » en dedans ou en dehors des limites de la Savoie. Au midi des Beauges la » Savoie n'avait plus d'autres limites que les montagnes de la gauche de » l'Isère (3). »

Je ne pense pas que l'on puisse fixer d'une manière précise les limites de la *Sapaudia*, qui comprenait une certaine étendue de territoire sans constituer

autres livres postérieurement à la mort de Valens, ou après l'an 380. La description de la Gaule, où il est question de la *Sapaudia*, se trouvant dans le *xv^e* livre, a donc précédé l'an 364.

A *Penninis Alpinis effusione copia fontium Rhodanus fluens et proclius impetu ad planiora digrediens, proprio agmine ripas occultat et paludi sese ingurgitat nomine Lemano; eamque intermeans nusquam aquis miscetur extremis: sed atrincesus summitates undae proterlabens. queritans exitus, viam sibi impetu veloci molitur. Unde sine jactura rerum per densa paludium fertur et Sequanos, longeque progressu Viennensem latere sinistro perstringet, dexter Lugdunensem. (Ammiani Marcellini rerum gestarum libri, in-12, Parisiis, ex off. Rob. Stephani, 1544, lib. xv, pag. 67. — Ammien Marcellin ou les dix-huit livres de son histoire qui nous sont restés, Lyon, 1778, tom. 1, pag. 452.)*

Au lieu des mots *per Sapaudiam*, on lit dans les vieilles éditions de Marcellin : *per densa paludium*. Ces mots intelligibles avaient déjà été substitués par d'anciens commentateurs à ceux *Per Pen Sapaudium* des vieux manuscrits corrompus d'Ammien, dont ils ne saisissaient pas le sens. Valesius a rétabli ce passage important, et tous les critiques modernes, après lui, ont adopté la correction *per Sapaudiam fertur*.

(1) *Et enim Sapaudia olim dicta est tractus ille Gallie reparensis quem olim Allobroges habuere, in eaque Eberodunum, et Cularonem, quæ nunc Gratianopolis dicitur, ponit imperii Notitia: eadem postea Burgundionibus data est cum indigenis dividenda anno 20 Theodosii. (PROSP. TYRON., Chronicon (Cette chronique date de l'an 443). — Recueil des hist. de France, tom. 1, pag. 396, n° 20.)*

(2) *Notitia dignitatum imp. rom.*, sect. 65, pag. 421, édit. de Labbe, in-12, 1654; ou pag. 479 verso, édit. Pancirol., 1608, in-folio.

(3) *Mémoires de la Société royale académique de Savoie*, vol. III, pag. 203 et suiv.

une province ayant une division politique ou administrative (1). Il est beaucoup plus naturel de croire que cette nouvelle dénomination indiquait l'ancien pays des Allobroges, et désignait principalement la partie septentrionale de la Viennoise lorsqu'elle se trouva divisée en deux provinces, car il est à remarquer que ce fut vers cette époque que ce nom prit faveur pour ne plus être abandonné.

Ammien Marcellin dit que le Rhône traversait la Sapaudia, la Séquanaise et la Viennoise, mais on ne saurait en conclure que cette région fût distincte de ces deux dernières provinces, car Yverdon qui appartenait à la grande Séquanaise en faisait partie, de même que Grenoble qui dépendait de la Viennoise. Ainsi le pays des Allobroges, connu dès lors sous le nom de *Sapaudia*, loin de restreindre ses anciennes limites, les agrandit encore. Vers le nord, cette contrée renfermait la partie de l'Helvétie comprise entre le Jura, le lac Léman et le lac de Neuchâtel, et au midi elle s'étendait jusqu'aux limites du diocèse d'Embrun (2). En 388, la Sapaudia confinait encore à la Provence (3).

(1) On désigne encore aujourd'hui par des dénominations spéciales certaines contrées auxquelles on ne saurait assigner des limites bien déterminées, telles que la *Limagne* dans le département du Puy-de-Dôme, et en Savoie la *Chautagne*, les *Bornes*, les *Beauges*, etc.

(2) En 588, des difficultés s'élevèrent entre les évêques de Maurienne et d'Embrun sur les limites respectives de leurs diocèses. Le roi Gontran envoya un de ses généraux pour terminer ce différend et fixer des limites : *Est autem unus terminus in partibus Italie in loco qui dicitur Vologla* (à l'extrémité du val de Suse près d'Avigliana), *usque in partes Provincie uno distans milliario a civitaculo nomen sibi impositum Rama* (Casse-Rom.)... *et supra dicto autem termino, milliario distante a civitaculo usque ad flumen quod dicitur Baisdra est alius terminus, et a flumine Baisdra quod intrat in Isaram flumen usque ad Berientinum Castrum quod SAPAUDIA vocatur.*

(3) Accord entre l'archevêque d'Embrun et Leporius, évêque de Maurienne, à l'occasion des limites de leurs diocèses. — Voy. BESSON, dans les *Preuves*, n° 209, p. 479. — WALCKENAER, tom. II, pag. 357 et 393. — A. ANGLEY, *Histoire du diocèse de Maurienne*, pag. 8 et 18. — DE VIGNET, *Mémoire sur Humbert-aux-Blanches-Mains* dans les *Mémoires de la Société royale académique de Savoie*, tom. III, pag. 204.

(3) Voyez DURANDI, *Notizia dell'antico Piemonte traspadano*, part. I, pag. 66, et les autorités qu'il cite, dont les principales sont la lettre LXX^e d'Avitus, alors évêque de Vienne, à Sigismond, dans SIMONE, *Opera varia*, tom. II, col. 3. — MURATORI, *Rerum ital.*, tom. I, part. 2, pag. 445. — La charte d'Humbert, évêque de Vienne, en 994, dans SALVING, *De l'usage des fiefs*, ch. 33, pag. 140.

Dans la lettre citée par Durandi, l'évêque Avit écrit au roi Sigismond qu'il a éprouvé beaucoup de peine à le voir traverser la Sapaudia pour se rendre en Provence, et passer outre sans lui faire une visite. « *Ceterum non absque scrupulo potest accipi quod de Sapaudia, itineribus exquisitis, videmus ad Provinciam prateriri.* » M. de Vignet explique ce passage en disant que la ville de Vienne se trouvait sur la route ou près de la route que devait suivre ce prince après avoir traversé la Savoie. Mais le texte se refuse à cette interprétation, et il paraît évident que le prélat ne se fût pas exprimé de cette manière si sa ville épiscopale n'eût pas été comprise dans la Sapaudia. Mais de Vignet, en l'enfermant dans

M. Léon Menabrea a mieux compris la large acception du nom de *Sapaudia*, « sous lequel on désignait une contrée dont les confins s'étendaient bien au-delà » de la Savoie actuelle et embrassaient le cours du Rhône supérieur et de l'Isère » inférieure (1). »

Circonscrite dans cette grande étendue de terrain, cette région ne pouvait avoir d'autres limites vers le nord-est que celles qui séparaient les Allobroges des Centrons et des peuples qui habitaient la Maurienne (2).

Empiétant vers le nord sur la grande Séquanais, la Sapaudia s'étendait au-delà du territoire des Allobroges. « Cette extension provient d'une division » militaire qu'on trouve, dans la Notice de l'Empire, désignée sous le titre de » Province et nommée Gaule riveraine, *Provincia Gallia riparensis*. Ce com- » mandement, qui comprenait tout le pays à l'occident du Rhône ou toute la » Viennoise, concernait les flotilles stationnées sur ce fleuve à Arles, à Marseille, » sur les lacs de Genève et d'Yverdun, sur les rivières qui en dépendent (3) et » sur l'Isère à Grenoble (4). Lorsqu'on voulait parler de la partie nord de cette

une longue et étroite contrée, sentit le faible de son argumentation, et avança que la *Sapaudia*, qui prit le nom de *Saboia* sous Charlemagne, ne présentant pas par sa surface une division administrative ou militaire, s'agrandit en largeur de tout l'espace compris entre le Mâconnais et le Lyonnais au couchant, et la Tarentaise et la Maurienne au levant. « Elle s'était par conséquent accrue, dit-il, de l'évêché de Belley, du Bugey septentrional, du val Romey, des hautes vallées du Genevois et peut-être des Beauges et du bas Chablais, si elle ne renfermait pas antérieurement ces deux cantons. »

Au contraire, comme nous le verrons plus tard, la *Sapaudia*, en modifiant son nom, tendit à restreindre ses limites. (Voy. MENABREA, *Montmélian et les Alpes*, pag. 45.)

(1) *Montmélian et les Alpes*, pag. 9.

Et ailleurs :

« La Sapaudia aurait eu pour bornes au midi la chaîne transversale où prennent leur source la Romanche, le Drac et les autres rivières qui affluent sur la rive gauche de l'Isère inférieure : au-delà de cette chaîne commence en effet un nouveau climat; la position de Briançon, proche de la ligne extrême que je viens d'indiquer, justifierait le nom de *Sapaudia* que l'on donnait anciennement à ce lieu. Pour déterminer au nord-est l'étendue de la *Sapaudia*, on pourrait s'en tenir au cours de la Sarine qui, jadis comme aujourd'hui, séparait le pays romain du pays germanique; car on n'ignore pas que, bien que les Helvétiens eussent été incorporés à la grande Séquanais, une partie seulement de ce peuple, celle qui demeurait en-deçà de la Sarine, avait adopté les mœurs et le langage des maîtres du monde. »

(*Hist. municip. et polit. de Chambéry* par Léon MENABREA, liv. 1, chap. 3, pag. 9.)

(2) Lors du partage de l'empire de Charlemagne en 806, la *Saboia* se trouve encore distinguée de la Maurienne et de la Tarentaise, comme les *Centrons* et les *Médullas* le furent de l'Allobrogie.

(3) *Notitia dignitatum imperii romani*, § 65, pag. 424, édit. Labbe, ou pag. 479 verso de l'édition Panciroli., 1608, in-folio.

(4) « *Præfectus classis Barcariorum, Ebruduni Sapaudia. Tribunus cohortis primæ Flaviæ, Sapaudia Calaronæ* (Cularone). »

» division, le mot d'Allobrogie (1) devenait insuffisant; le nom de *Sapaudia*, » qui seul exprimait la chose que l'on voulait désigner, dut nécessairement » prévaloir (2). »

Je donnerai une autre raison tout aussi simple de l'extension de la *Sapaudia*. Lorsque les Germains se furent emparés d'une partie de la grande Séquanaise, cette province, rétrécie par cette conquête, fut augmentée du midi de l'Helvétie. On en trouve la démarcation dans les limites qui séparent la langue française de la langue allemande (3), et on l'appelle encore aujourd'hui le pays Roman. Cette portion de territoire ayant été détachée de la Province des Alpes grecques et pennines, il était beaucoup plus naturel de lui étendre, à cause de ce démembrement et de son annexion à une province étrangère, la dénomination de *Sapaudia*, et de se conformer ainsi à la géographie naturelle.

Indépendamment de la puissante raison tirée de la ressemblance ethnographique de ces contrées, les relations commerciales qui existent encore de nos jours entre une partie de la Savoie et la Suisse française, ajoutent un nouveau poids à cette explication.

On a vainement cherché jusqu'ici l'étymologie du nom *Sapaudia*, dont celui de *Savoie* est dérivé. Son origine est inconnue, et l'on a fait de tout temps un si étrange abus des étymologies, que nous laisserons de côté de semblables discussions, qui ne peuvent être utiles qu'autant qu'une saine critique les dirige (4).

(1) Cette division militaire et le partage de la Viennoise en deux provinces ecclésiastiques nécessitaient l'adoption d'un nom nouveau pour désigner la partie septentrionale de la Viennoise. La dénomination d'*Allobrogie* n'existait pas. C'est là une expression récente, et les anciens parlaient plus exactement en disant le *pays des Allobroges*. Sous l'indépendance gauloise, les divers peuples gardaient leur nom sans le donner au sol qu'ils occupaient. La conquête brisa toutes ces nationalités, toutes ces individualités, et le nom des provinces donné au sol remplaça celui des peuples. La division du territoire, ayant pour bases les limites naturelles et la configuration du sol, était une conséquence de la civilisation romaine. Cette remarquable tendance vers l'unité s'est dès lors accrue insensiblement jusqu'à nos jours. C'est à elle qu'est due l'apparition du mot *Sapaudia* et des dénominations de *Tarentaise* et de *Maurienne* que nous verrons bientôt surgir.

S'il était donc inutile de chercher des limites exactes au pays des Allobroges, qui n'en eut certainement pas de déterminées, il est de même impossible d'en assigner d'une manière précise à la *Sapaudia*.

(2) WALCKENAER, tom. 2, pag. 359.

(3) La ligne de séparation des langues allemande et française a de tout temps été formée par la rivière de la *Sauge* et le ruisseau du *Chandon*. (WATTEVILLE, Ms. à la biblioth. de Berne.)

(4) Je ne fatiguerai pas mes lecteurs en leur faisant parcourir la fastidieuse nomenclature des divers étymologies du mot *Savoie*, tirées du celtique, du latin et même du français, j'en citerai seulement quelques-unes pour leur faire connaître la fécondité des interprètes.

— Charles BOVILLE le fait dériver de *Sauvevoie* (*Salva via*).

— Au commencement du second livre des Statuts d'Amédée, intitulé : *Instruction du*

Je n'ai pas fait connaître les divisions administratives tant civiles que militaires introduites par les Romains ; ces détails appartiennent plutôt à l'histoire générale des Gaules qu'à celle particulière de notre pays.

Il nous suffira de savoir que, dès le troisième siècle, sous le rapport civil un premier magistrat, sous le nom de Préfet du prétoire, étendait son pouvoir sur toutes les provinces de la préfecture des Gaules, et avait sous lui trois vicaires préposés à chacun des trois diocèses qui la composaient. Parmi les provinces du diocèse des Gaules, les unes étaient gouvernées par des *pro-consuls* (consulaires) qui étaient censés être nommés par le sénat, et les autres étaient administrées par des *présidents* (præsidentiales) choisis par l'empereur.

duc à ses enfants et successeurs, on lit ces paroles remarquables : « Que le maintien de la sécurité publique soit l'objet constant de leurs efforts, afin que la Savoie justifie par ses œuvres, soit aux yeux de ses enfants, soit aux yeux des étrangers, l'étymologie de son propre nom, Sateia via. » Et continuo securitatis observatores ut Sabaudia etymologiam sui nominis, quæ est sateia via inter subditos, et exteris operis plenitudine retineat.

— Jacques DELEX : Sine via (sans chemins).

— LE TONSO : Saxvoiam dictam quasi viri Saxonis viam, quod is (Beroldus) oram omnem illam tutissimam effecisset.

— Etienne FORCATEL : Sabaudia à Sabatio Saga, id est, Saturno, qui cum venisset in Italiam regni factus est particeps; deinde in vectus navigio Liguriam oppidis, et agriculturæ illustravit.

— FAUCHET : Sabaudia à Baceaudia et Sabaudi à Baccaudis, par corruption du mot.

— DE RUBIS, FODÈRE et SEVERT : A Sapaudus ou Sabaudus, évêque d'Arles, qui présida le concile d'Arles en 554 et prêcha la foi chrétienne aux Allobroges qui prirent son nom par reconnaissance.

— SAPI : De Jupiter Sebadius, adoré, suivant Pausanias, par les peuples qui habitaient les Alpes. — De même les Thraces adoraient le dieu Bacchus sous le nom de Sebadius.

— PINGON : A Saba quod mysterium significat.... quia non minus provincia Sabaudia felix est, quam provincia Arabia felix, quæ Saba dicitur.

— DE BUTTET : De Sabatius, capitaine romain.

— PAFYRE-MASSON et ALPHONSE DEL BENE : Des Sébusiens, Sabaudia quasi Sebusia, et Savoisiens quasi Sebusiani.

— VOLATERRAN : Sabaudos ex Sabatiis vadis ac populis Ptolomeo, ceterisque inter Alpes positus, putaverim nomen accepisse.

— Selon Aymar de Rivaix : Les Allobroges tirent leur nom d'Allobrox, descendant de Samothis, fils de Japhet, qui régna sept cent quatre-vingt-dix-neuf ans après le déluge. Le Dauphiné et la Savoie tirent leur nom des deux fils d'Allobrox, Delphinus et Sabaudus; le lac Léman est ainsi appelé du roi Léman, qui régna longtemps après Allobrox.

— DE VIGNET : « Le nom celtique du sapin est le mot *Sap*.... Ou sait, d'un autre côté, que le mot de *Wald* (forêt) était répandu dans tous les dialectes d'origine celtique.... ne peut-on pas supposer, sans trop d'in vraisemblance, que l'ancien nom de la région ou de la grande vallée renfermée entre le Jura et les Alpes était celui de *Sap-Wald* ou *Sap-Vaud*, que les Romains n'ont pu prononcer autrement que *Sapaudia*.... Le mot de Savoie signifiait donc le pays ou la forêt de sapins. » (*Mémoire sur Humbert-aux-Blanches-mains.*)

— ALBANIS-BEAUMONT : « Je pense que la Savoie portait déjà dans le second siècle le nom

La Viennoise, qui comprenait le pays des Allobroges, était au nombre des provinces *consulaires*, et la province des Alpes graies et pennines au nombre des *présidiales*.

Nous avons déjà vu que la Maurienne, qui faisait partie des états de Cottius, fut régie par un procurateur (1) après la mort de ce préfet, et forma plus tard une petite province particulière, sous le nom d'*Alpes graies*, qui comprenait aussi le val d'Aoste. Cette petite division avait pour capitale Aoste (*Augusta prætoria*) et embrassait ainsi le territoire des *Medulli* et des *Salassi* (2). Ce district montagneux, décoré du titre de province, à cause sans doute de son importance pour le passage des Alpes, ne se trouve plus désigné dans la Notice des dignités de l'Empire; on l'avait incorporé aux *Alpes cottiennes*.

A cette époque la Gaule cisalpine était composée, sous le rapport administratif, de sept provinces gouvernées par le *vicaire d'Italie*. Quatre d'entre elles

de *Sabaudi*, et que ce nom pourrait très bien être dérivé de *Tabavi* dont on aurait ensuite fait *Sabavi* et enfin *Sabaudi*; et qu'en adoptant cette supposition, ce serait le même peuple dont il est fait mention dans l'inscription du monument de Suse parmi ceux qui contribuèrent à l'érection de l'arc de triomphe élevé à Auguste par le roi Cottius. »

(Description des Alpes grecques et cottiennes, tom. II, pag. 66.)

— Je citerai en dernier lieu une étymologie tirée du patois qui m'a été communiquée par M. X. PINGET, docteur-médecin à Bonneville :

« Dans le langage du pays on a toujours dit Savoie en prononçant l'*oi* comme *ai*. C'est ainsi qu'en patois on prononce le mot *voie* pour dire chemin. Le nom de Savoie exprimerait donc, en langage savoyard, *sept voies* (*sa-voai*) (*septem viæ*). N'est-il pas remarquable que le tronçon de la vallée de l'Isère qu'on appela d'abord Savoie avait en effet sept grandes voies de communication (*sept* s'exprime en patois par *sa*) vers le bas par Chapareillan, route de Grenoble ou de l'Isère inférieure; vers le haut, route d'Ugines; vers l'est, route de Maurienne, route de Tarentaise, route de la vallée de Beaufort par Césarehes (*Casuaris*); vers l'ouest, route de Chambéry (ou vallée de Saint-Jeoire), route des Beauges (*voie romaine*) par le col du Fresno ou par celui de Tamié. »

(Consulter, pour de plus amples détails, tous les auteurs qui ont écrit sur la Savoie, et principalement GUICHENON.)

(1) Pag. 24, 44 et 46.

(2) Cette petite division est indiquée par le Livre des Provinces de l'Empire romain, monument antérieur à la Notice, qui a été dressé lorsque l'empire d'occident était encore intact, avant l'an 406. — *Libellus provinciarum romanorum*. — Dans GROXOVII *varia geographica*, pag. 25, et dans l'*Eutrope* de VERREYK, pag. 761.

J'ai déjà fait observer que les habitants des deux versants des Alpes étaient considérés comme faisant partie de l'Italie. Lors de la formation des provinces alpines, on détacha de l'Italie la partie du revers des Alpes cottiennes et des Alpes graies tournée du côté de la Gaule. Par cette combinaison la portion italienne d'une de ces provinces conserva le nom primitif d'*Alpes cottiennes*, et la portion gauloise fut appelée *Alpes maritimes*. Dans l'autre, on nomma *Alpes graies* la partie italienne (la Maurienne et le val d'Aoste), et la partie gauloise *Alpes graies et pennines*. On fit ainsi une exception pour la Maurienne qui continua à être annexée à l'Italie.

étaient régies par des consulaires, et trois par des présidents. La province des Alpes cottiennes faisait partie de ces dernières.

Dans chaque diocèse les troupes étaient commandées par deux chefs : un généralissime de la cavalerie et un généralissime de l'infanterie. Aucun des régiments de cavalerie n'a de rapport avec la géographie de la Savoie ; mais la Notice de l'Empire nous fait connaître une division intéressante qui dépendait du généralissime de l'infanterie et que nous avons signalée plus haut (1).

La voici :

PREPOSITURÆ MAGISTRI MILITUM
PRESENTALIUM
A PARTE PEDITUM.

SOUS LE COMMANDEMENT DU MAÎTRE
DES SOLDATS PRÉSENTS
DANS LA DIVISION DE L'INFANTERIE.

In provincia Gallia riparensi (2).

Dans la province dite Gaule riveraine.

*Præfectus classis fluminis Rhodani ,
Viennæ sive Arelati.*

Le préfet de la flotte sur le Rhône, à Vienne ou à Arles.

*Præfectus classis Barcariorum, Ebre-
duni Sapiaudie.*

Le préfet de la flotte des Barcariens, à Yverdun en Savoie.

*Præfectus militum Musculariorum ,
Massiliæ Græcorum.*

Le préfet des sapeurs, à Marseille des Grecs.

*Præfectus cohortis primæ Flaviæ, Sa-
paulidie Calaurone.*

Le préfet de la cohorte Flavienne pre-
mière, à Grenoble en Savoie.

Cette division s'étendait depuis Marseille sur tout le cours du Rhône, comprenait la contrée située à l'orient de ce fleuve, et se prolongeait vers le nord jusqu'à Yverdun. Le commandant de cette flotte se tenait tantôt à Vienne et tantôt à Arles. Il avait sous ses ordres une seconde flotte sur le lac de Neuchâtel. Cette dernière entrait en communication avec le Rhin par l'Aar, et avec le Rhône et le lac Léman ou de Lausanne par les rivières d'Orbe et de Venoge. Le corps des nautonniers du Rhône faisait le service de ces flottes (3).

La Notice indique encore une autre division militaire appartenant à la Gaule cisalpine, et dans laquelle était enclavée la Maurienne.

(1) Pag. 59, note (4).

(2) *Notitia*, édit. Pancirol., Lugduni, pag. 479; Genève, pag. 447; édit. Labbe, sect. 65, pag. 121.

(3) Plusieurs inscriptions relatées par GRUTER (pag. 448, n° 3, et pag. 474, n° 9) font mention du corps des nautonniers du Rhône.

GÉNÉRALISSIME DE L'INFANTERIE (4).

Sub dispositione viri illustris magistri
peditum praesentalis.

Sous les ordres de l'illustre maître
des soldats présents.

Comites tractus Italiae circa Alpes (2). Le comte des limites pour le district
des Alpes.

Cette division, établie dans le but de protéger les limites des Alpes, s'étendait sur toutes les vallées alpines du côté de l'Italie, depuis le lac de Como jusqu'au Var. Le comte de ce district avait sous ses ordres vingt-huit légions, dont la liste n'a pas de rapport avec la géographie (3).

Nous avons vu que plusieurs cités (*civitates*) originaires indépendantes furent réunies sous une métropole commune (*civitas metropolis*) pour former les provinces romaines.

Il est utile de remarquer ici que ces provinces renfermaient en outre des districts ruraux ou *pagi* dépourvus de villes (*civitates rusticae*) (4) qui avaient pour chef-lieu une ville de second ordre (*oppidum*).

Les *pagi maiores* étaient assimilés aux grandes divisions provinciales (*civitates*) (5), mais la simple dénomination de *pagus* s'appliquait plus généralement aux districts territoriaux de la cité dont ils faisaient partie (6).

(1) *Notitia dignit.*, edit. Pancirol., pag. 27 et 35. — Edit. Labbe, sect. 38, pag. 64.

(2) *Notitia dignit.*, edit. Pancirol., 1608, pag. 463. — Edit. Labbe, sect. 53, pag. 400.

(3) Hic comes Italiae in Notitiae indice ceteris praemissus in insignibus representandis post comitem Britanniae, et ferme omnes alios collocatur, quia, ut patet, nulli ipsius militum copiae aut praefecturae, officiumve ostenditur, quod cum vires imperii universae contra hostes in Gallijs essent conversae, Italia undique mari et Alpibus cincta, alios limites quam ipsas Alpes non habebat, quibus cum militibus hic spectabilis comes praerat. Pro insigni librum erectum in tergo notis inscriptum habebat, ut alii comites. His Madricianus errore scriptoris caret. Sub libro depictae sunt Alpes cum tribus oppidis, inscriptumque est ITALIA, et infra subscriptum, SUB DISPOSITIONE VIRI SPECTABILIS COMITIS ITALIAE. TRACTVS ITALIAE CIRCA ALPES. Eius officium non scribitur, quod forte suis limitibus ab incursantibus Barbaris Valentiniano III imperante esset expletus.

(4) *Notitia dignit.*, edit. Pancirol., *De comite Italiae*, cap. 74, pag. 463 recto.)

(5) LACTANCE (*De mortibus persecut.*, cap. 23) distingue les districts urbains (*civitates urbanae*) des districts ruraux (*civitates rusticae*).

(6) PLIN., *Hist. nat.*, lib. XI, cap. 42. — HADR. VALESIUS, *Not. Gall.*, in praefat. pag. x. « *Majores pagi a civitatibus nequaquam differunt.* »

(7) PLIN. parle du *pagus Vertacomicoris* comme formant un district de la cité (*civitas*) des Voconces (lib. III, cap. 47). — Digeste (lib. XV, lex 4), *De forma censuali*, — « *Ut agri sic referantur : nomen fundi... et in qua civitate, et in quo pago sit.* »

Ces districts étaient eux-mêmes subdivisés en cantons (*agri*) qui comprenaient plusieurs villages (*vici*, *villæ*) (1).

Les auteurs romains parlent souvent de ces petites sections territoriales (2), mais la géographie ancienne de nos contrées ne fournit aucun document qui s'y rattache sous la période romaine.

Pendant la longue paix de trois siècles qui suit la conquête de la Gaule, Rome sème à pleines mains les bienfaits de la civilisation sur toute l'étendue de son territoire.

Cette vaste contrée est arrachée au culte sanglant des druides. Devenue florissante, elle subit avec avidité l'influence des vainqueurs. Il y a fusion entre les deux peuples. Les Romains fréquentent les écoles de Marseille, et les Gaulois siègent au sénat. Ils deviennent à Rome médecins, rhéteurs, historiens et poètes. L'un d'eux forme Jules-César et Cicéron à l'éloquence, et Martial va lire ses poésies à Vienne, où il se fait écouter avec admiration par les femmes et les enfants.

Rome administre, organise, fonde *la cité* dans les Gaules, et ses aqueducs, ses théâtres, ses cirques, ses voies consulaires, symboles de bien-être et de civilisation, scellent sur le marbre et le bronze le pacte d'alliance.

Au second siècle, la Gaule pèse plus particulièrement sur les destinées de Rome et fournit des empereurs gaulois. A cette époque le colosse semble inattaquable; comme le chêne orgueilleux, sa tête touche à la région du ciel et défie l'orage. Il subira cependant l'inflexible loi de vie et de mort. Les barbares venus des régions hyperboréennes menacent son existence, et pendant deux siècles il lutte avec l'agonie.

Alors de nouvelles divisions des provinces de la Gaule se succèdent avec une étonnante rapidité. Quelle est la raison de ces changements continuels? Incapables de résister au torrent qui les envahit, nos maîtres séculaires sont forcés d'abandonner aux barbares une partie du territoire des Gaules, et subdivisent, en les morcelant, les provinces qui leur restent pour avoir l'air de

(1) « *Ut (iudex provincialis) per singulos agros et loca (vici) tales ordinet actores ut de publica causa cura habeant* » (Cod. Theod., 1, 6, 4). — VOY. DE SAVIGNY, *Histoire du droit romain*, tom. 1, pag. 336, n° 246.

Le poète AVIENUS, dans le passage de ses *Régions maritimes* que j'ai cité page 49, dit que le Rhône traverse le *Cemenicum agrum* (le Simmenthal, vallée voisine du Valais).

(2) CÉSAR, *De bello gallico*, lib. 1, cap. 42-27, et lib. vi, cap. 44. « *In Gallia, non solum in omnibus civitatibus, atque in omnibus pagis partibusque, sed pene etiam in singulis domibus factiones sunt.* »

régner sur le même nombre, et trouver en même temps de nouveaux prétextes pour augmenter les impôts.

Mais la décadence arrive à pas de géant, et les barbares continuent leur marche envahissante comme les flots de la marée qui monte ; alors, Rome stupéfaite demande aux fêtes un étourdissement momentané et l'enivrement d'un jour. Elle se voile la face pour ne pas apercevoir l'abîme, et s'y précipite en dansant sur ses bords.

« Rome, s'écrie Claudien dans son invective contre Entrope, ne s'occupe » que de danses et de festins ; la cour oublie, dans les jouissances de ce qui » lui reste, le souvenir de ce qu'elle a perdu. Pour que le trafiqueur de l'empire » mutilé n'éprouve pas de diminution dans ses revenus, la province qui reste » est partagée et supporte à elle seule le fardeau d'un double tribunal et d'un » double impôt. C'est par cet art qu'on nous rend les peuples qui ne sont plus » sous notre dépendance ! C'est ainsi que le nombre de nos pertes accroît le » nombre de nos tyrans (1). »

Pendant que la superbe Rome prélude à sa chute dans le sein de la débauche et consomme sa ruine dans les plaisirs, les populations de la Gaule luttent dans l'impuissance contre la fiscalité qui les dévore, et tournent leurs regards attristés vers un monde nouveau.

Écoutons Lactance dans la terrible peinture qu'il fait de ces temps de désolation :

« Tellement grande était devenue la multitude de ceux qui recevaient, en » comparaison du nombre de ceux qui devaient payer ; telle était l'énormité » des impôts, que les forces manquaient aux laboureurs, les champs deven- » naient déserts et les cultures se changeaient en forêts.... Je ne sais combien » d'emplois et d'employés fondirent sur chaque province, sur chaque ville, » *Magistri*, *Rationales*, vicaires des préfets. Tous ces gens-là ne connaissaient » que condamnations, proscriptions, exactions ; exactions non pas fréquentes » mais perpétuelles, et dans les exactions d'intolérables outrages.... Mais la » calamité publique, le deuil universel, ce fut quand le fléau du cens ayant été » lancé dans les provinces et dans les villes, les censeurs se répandirent par- » tout, bouleversèrent tout : vous auriez dit une invasion ennemie, une ville

(1) *Aula choris epulisque vacat, nec perditur curant ;
Dum superest aliquid. Ne quid tamen, orbe reciso,
Venditor amittat, provincia quæque superstes
Dividitur, geminumque duplex passura tribunal
Cogitur alterius pretium sarcire preemptæ :
Sic mihi restituunt populos ! Hac arte reperta,
Rectorum numerum, terris pereuntibus, augent.*

(CLAUDIANI *Poemata*, xx, 584, tom. 1, pag. 613, édit. Artaud. — Edit. de Paris, floréal an vi, tom. 1, pag. 530.)

» prise d'assaut. On mesurait les champs par mottes de terre, on comptait
 » les arbres, les pieds de vigne. On inscrivait les bêtes, on enregistrait les
 » hommes. On n'entendait que les fouets, les cris de la torture; l'esclave fidèle
 » était torturé contre son maître, la femme contre son mari, le fils contre son
 » père, et, faute de témoignage, on les torturait pour déposer contre eux-
 » mêmes; et quand ils cédaient, vaincus par la douleur, on écrivait ce qu'ils
 » n'avaient pas dit. Point d'excuse pour la vieillesse ou la maladie; on ap-
 » portait les malades, les infirmes. On estimait l'âge de chacun, on ajoutait
 » des années aux enfants, on en ôtait aux vieillards; tout était plein de deuil et
 » de consternation. Encore ne s'en rapportait-on pas à ces premiers agents;
 » on en envoyait toujours d'autres pour trouver davantage, et les charges
 » doubtaient toujours, ceux-ci ne trouvant rien, mais ajoutant au hasard pour
 » ne pas paraître inutiles. Cependant les animaux diminuaient, les hommes
 » mouraient, et l'on n'en payait pas moins l'impôt pour les morts (1). »

Mais c'est en vain que Rome fait tous ses efforts pour échapper à la destruction; les exactions continuelles reculent sa ruine sans la prévenir, et les subdivisions des provinces cachent à peine sa nudité. La société antique est condamnée; une plaie sociale, plus hideuse encore que la fiscalité qui en est la conséquence, dévore l'empire. C'est l'esclavage. Le christianisme qui grandit lui-même dans les persécutions tarira la source du mal, et la foi nouvelle venue de l'orient pactisera avec les barbares pour affranchir le monde.

Encore quelques heures d'agonie, et l'empire romain s'écroule en couvrant la terre de ses débris.

(1) LACTANTIUS, *De mortibus persecutorum*, c. 7, 23. — AMMIAN. MARCEL., in *Comment. Cod. Theod.*, lib. XI, tit. 7, leg. 3.



QUATRIÈME ÉPOQUE

PREMIÈRE INVASION DES BARBARES — DEPUIS L'AN 456 JUSQU'À L'AN 554 APRÈS JÉSUS-CHRIST.

LE PREMIER ROYAUME DE BOURGOGNE LES PAGI BURGUNDEN

SOMMAIRE. — Trahison de Stilicon. — Les barbares franchissent le Rhin. — Les BURGUNDEN. — Etablissement transitoire de ces peuples sur la rive gauche du Rhin. — Méorable transaction entre eux et les magistrats gallo-romains. — Occupation de Langres et de Besançon. — PREMIER ROYAUME DE BOURGOGNE. — Une partie de la Savoie passe sous la domination des Burgunden. — Partage des terres entre les Burgunden et les indigènes. — La proportion adoptée pour base du partage est dépassée en Savoie. — Motif de cette mesure exceptionnelle. — Nouvelle division territoriale. — Les PAGI BURGUNDEN. — Le *pagus Genevensis* (le Genevois), le *pagus Albanensis* (l'Albanais), le *pagus Falciniacus* (le Faucigny), le *pagus Allingiensis* (le Chablais moderne). — Destinée de ces quatre districts sous la domination des Burgunden. — Nouvelles provinces cédées aux Burgunden en 470 par l'empereur Anthème. — Le *pagus Savogensis* (la Savoie-Propre). — Nouveau mode de partage des terres. — Agrandissement du premier royaume de Bourgogne. — Son étendue à l'époque du concile d'Epaône (517). — De la position géographique de cette ville. — Destinée de la Tarentaise et de la Maurienne. — Les Faramanni. — Fin du premier royaume de Bourgogne.

Au moment où l'empire romain avait plus que jamais besoin de force, d'union et de courage pour résister aux barbares qui menaçaient son existence, l'histoire nous le montre, au contraire, livré à l'horreur des guerres civiles et à la merci de lâches tyrans aussi méprisables par leur faiblesse que par leur cruauté.

En 406, le traître Stilicon, à qui était confiée la garde du Rhin, en dégarrit les troupes qui étaient échelonnées sur ses rives, et le dernier jour de cette année les barbares le franchissent pour ne plus le repasser (1).

« Des nations innombrables, s'écrie S. Jérôme, sont répandues dans toutes » les Gaules; les Quades, les Vandales, les Sarmates, les Alains, les Gépides, » les Hérules, les Saxons, les Bourguignons, les Allemands, les Pannoniens » ont ravagé tout le pays renfermé entre les Alpes et les Pyrénées, l'Océan et » le Rhin. O déplorable république! Mayence, cette cité jadis illustre, a été » prise et ruinée; plusieurs milliers d'hommes ont été massacrés dans son » église. Worms a été détruite après un long siège. Les habitants de la puis- » sante ville de Rheims, ceux d'Amiens, d'Arras, de Terouenne, de Tournay, » de Spire, de Strasbourg ont été transportés en Germanie. Les Aquitaines, la » Novempopulanie, les provinces lyonnaises et narbonnaises ont été universel- » lement ravagées, et le petit nombre de villes que leurs remparts ont protégées » contre le fer destructeur ont été dépeuplées par la famine. Je ne puis faire » mention de Toulouse sans répandre des larmes (2)! »

Ajoutez que dans ce bouleversement général l'antique appellation de Gaule disparaîtra, et les nouvelles dénominations de *Neustria*, d'*Austria*, de *Burgundia*, de *Gothia*, etc., remplaceront les noms des provinces.

Au nombre de ces barbares qui envahirent les Gaules et anéantirent la puissance romaine, les Burgunden obtinrent dès l'année 413, par une convention toute pacifique, des cantonnements sur la rive gauche du Rhin (3).

Venus des bords de la Vistule et appartenant aux tribus odiniques (4), l'histoire nous les représente avec cet esprit de douceur et de bonhomie qui est un des caractères de la race germanique (5).

L'établissement transitoire des Burgunden embrassa une époque de 43 ans, après laquelle ils cherchèrent à profiter des troubles de l'empire pour former des établissements plus durables.

Les Gaulois, écrasés sous le poids des impôts et sous les exigences toujours

(1) PROSPER, *Fasti ad annum 406*. — *Recueil des hist. de France*, tom. I, p. 586, 598, 627, 637 et 657. — SALVIANUS, *De gubernatione Dei*, lib. VII, p. 265, édit. de Ritter. — SCHORFFLIN, *Alsatia illustrata*, tom. I, pag. 425.

(2) HIERONYM., *Epist.* 91, ad *Ageruchiam*, p. 748, édit. Par., ou *Epist.* 123, t. I, p. 908. — ZOZYM., *Hist.*, lib. V et VI, et GREGOIRE DE TOURS, liv. II, chap. 9. — *Recueil des hist. de France*, t. I, p. 416, 586, 598, 627, 657, 777, 782. — SALVIAN., lib. VII, cap. 12.

(3) L'établissement des Burgunden sur le sol gallo-romain fut d'abord transitoire et plus tard permanent. L'établissement transitoire eut lieu ensuite d'une capitulation volontaire entre l'empire et ce peuple qui se fixa sur le Bas-Rhin, dans la province appelée *Germanie supérieure*. Cet ordre de choses dura de l'an 413 à l'an 456.

(4) Voyez un mémoire intéressant de M. LEO sur le culte d'Odin en Allemagne.

(5) SOCRATES lib. VII, c. 30, ap. Ser., 4, 604.

croissantes de la fiscalité romaine, se trouvant placés entre l'anarchie et la conquête, résolurent de demander la protection des Burgunden et de leur envoyer des députés pour traiter avec eux de la soumission de leurs provinces.

Il fut décidé, dans cette mémorable conférence, que les terres gauloises seraient partagées entre les deux peuples suivant certaines bases adoptées et consenties réciproquement (1).

Tout onéreux que pouvait paraître de prime abord un semblable traité, il réunissait cependant le double avantage d'éviter l'occupation violente du territoire qui aurait eu lieu infailliblement, et de soustraire les indigènes aux impôts romains qui les écrasaient. Les Burgunden n'en prélevant pas sur leurs sujets, les habitants de nos contrées espéraient avec raison qu'un changement de maîtres apporterait un soulagement à leur misère.

L'occupation des Burgunden dans la Gaule, en vertu de cette transaction, commença par la reddition de la cité de Langres (*civitas Lingonum*) et celle de Besançon (*Visuntio*), métropole de la grande Séquanais (*maxima Sequanorum*) (2). Elle s'étendit ensuite dans toute la contrée située entre la Saône, le Rhône et le Rhin, depuis les Vosges jusqu'aux Alpes pennines.

Toute la partie occidentale de l'Helvétie renfermée entre l'Aare, le mont Jura, le Léman et le Rhône, se soumit volontairement à la domination des Burgunden, ainsi que Genève et Martigny en Valais (*Octodurum*) (3).

Les cités (4) soumises reçurent le nom collectif de *Burgundie* (*Burgundia*).

(1) SIDOINE APOLLINAIRE fut témoin de cette transaction, et il en parle d'une manière formelle sans cependant entrer dans aucun détail. « *Eo anno (456), dit-il, Burgundiones partem Gallie occupaverunt, terrasque cum Gallia senatoribus dividerunt* » (epist. vii, apud Bouq., tom. 1, pag. 785). Ce fait est encore attesté par PROSPER TYRON, et le texte de sa Chronique, que nous avons déjà cité, est encore plus explicite à cet égard, puisqu'il mentionne la Savoie : « *Sapaudia Burgundionibus relicta cum indigenis dividenda*. » Cet accord est encore relaté par MARIUS, évêque d'Avanches (*Aventica Sequanorum*), qui écrivait au 6^e siècle et qui avait reçu de ses ancêtres la tradition des négociations qui s'étaient alors accomplies. (Chron. episc. Lausand. — MILLE, *Histoire de Bourgogne*, tom. 1, pag. 296.)

Voyez encore la savante dissertation insérée dans le 40^e vol. des Mémoires de l'Académie de Turin : *Essai sur l'établissement des Burgunden dans la Gaule, et sur le partage des terres entre eux et les regnicoles*, par le baron F. DE GINGINS-LA-SARRA; — MONTESQUIEU, *Esprit des lois*, liv. xxx, chap. 10.

(2) VIGNIER, *Chron. Ling.* — DUNOD, *Hist. séquan.*, tom. 1, pag. 47, 142.

(3) *Vita sancti Lupicini*, apud Bouq., tom. 1, pag. 648. — DUNOD, *Hist. de S. Claude*, tom. 1, pag. 95. — DE GINGINS, pag. 142.

(4) Il ne faut pas oublier que par le mot *cités* (*civitas*) on comprend de petites divisions territoriales ayant une plus ou moins grande étendue. Chaque cité avait son territoire (*pagus*) sur lequel s'étendait son gouvernement municipal.

(FAURIEL, *Hist. gaul.*, tom. 1, pag. 352 et suiv.)

Cet état, que se partagent aujourd'hui la France, la Suisse et la Savoie, est connu dans l'histoire sous le nom de *Premier Royaume de Bourgogne*.

Quelle fut à cette époque la destinée de la Savoie? Sur quelles bases le partage des terres eut-il lieu? Quelles furent les parties du territoire allouées aux Burgunden et celles qui restèrent aux indigènes?

En Savoie, comme dans la grande Séquanais et dans le Valais, des conventions particulières substituèrent la domination absolue et indépendante des Burgunden à celle de l'empire romain. Appelés par les grands et les magistrats (*senatores galli*) (1), ces peuples occupèrent alors militairement le territoire à titre de protecteurs (*jure hospitalitatis*), et les cités contractantes reconnurent leurs chefs (*Kindins*) pour souverains.

Le territoire occupé, pris en masse, fut divisé par cantons. Les uns demeurèrent exclusivement réservés aux Gallo-Romains, et les autres furent assignés aux nouveaux venus, qui reçurent en partage les deux tiers des terres (*duæ terrarum partes*) (2) et le tiers des colons esclaves (*tertia pars mancipiorum*).

On tint compte, dans cette répartition, des besoins respectifs des deux peuples ainsi que de leurs mœurs, et généralement les voisinages des villes conservèrent leur population indigène, car le cultivateur romain ne pouvait pas s'écarter des terres qu'il travaillait sans porter un notable préjudice à l'agriculture. Ainsi les Burgunden laissèrent les terres plus fertiles aux Gallo-Romains et se retranchèrent dans les contrées montagneuses, dont les bois et les vastes pâturages offraient des ressources précieuses à leurs bandes chasseuses, et convenaient parfaitement à leur vie pastorale et à leur existence aventureuse.

C'est ce qui explique la proportion des deux tiers du territoire qui leur furent accordés, et seulement celle d'un tiers des colons qui étaient plus nécessaires aux Romains pour la culture des terres.

La Savoie, qui ne renfermait que des villages et qui était couverte, en grande partie, de forêts séculaires et d'immenses terrains en friche, leur fut presque totalement abandonnée. Dans le partage qui en eut lieu, la proportion dépassa même les deux tiers, sans que les intérêts des indigènes eussent beaucoup à souffrir de l'abandon de terres alpestres, incultes et inhabitées.

(1) Les cités étaient indépendantes sous le rapport du gouvernement administratif, à la tête duquel se trouvaient des magistrats (*senatores*).

(2) « Si, comme on doit le penser, le chroniqueur MANIUS (*apud* Bouq., tom. II, p. 43) a employé le mot *terra* (*terrasque.... diviserunt*) dans le sens rigoureux que lui donnaient les Romains, chez lesquels il était employé par opposition à *ager* (Voy. NIEBUHR, *Hist. rom.*, édit. de Paris, tom. IV, pag. 422), il signifie territoire, pays (*pagus*), et non pas terre (*ager*) ou domaine (*fundus*). Il en serait de même du premier paragraphe du titre 54 de la loi des Burgunden, où *terra* est positivement opposé à *ager*, si la fin de ce même paragraphe, qui ordonne la restitution de *hospitum suorum terris*, ne jetait quelque confusion sur le sens que cette loi attache au mot *terra*. »

(DE GINGINS, pag. 270.)

Ce partage donna naissance à une nouvelle division par cantons ou districts (*pagi*) qui, remplaçant l'ancien système des provinces, conserva cependant certaines classifications territoriales que le régime fiscal de Rome avait nécessitées et introduites (1).

Par ces combinaisons nouvelles, Genève devint le chef-lieu d'un grand comitat (*comitatus* ou *pagus major*) qui fut divisé en quatre quartiers (*pagi minores*, *vicarie*, *vice-comitatus*) :

Le Genevois proprement dit (*pagus Genevensis*) (2).

Le Faucigny (*pagus Falciniacus*).

Le district d'Allinges ou Chablais moderne (*pagus Allingiensis*) (3).

L'Albanais (*pagus Albanensis*) (4).

(1) Les *pagi* étaient divisés souvent en d'autres *pagi* ou *pagelli* qui comprenaient eux-mêmes de petites subdivisions, telles que l'*ager*, le *finis*, le *terminus*, etc.

(2) Ce qui explique pourquoi le nom de *pagus Genevensis* a dans les anciens titres un sens plus ou moins étendu. Parfois il comprend tout le diocèse de Genève; son territoire est alors le *pagus* ou *comitatus major*, et ailleurs il est restreint à l'ancien Genevois, sans comprendre le Chablais, le Faucigny et l'Albanais. C'est le *pagus minor*. — Il y a encore aujourd'hui la même différence dans l'expression du nom de Savoie, s'il s'applique au duché de Savoie ou à la province dont Chambéry est le chef-lieu.

(3) « L'Helvétie occidentale, comprise entre le Jura, le lac Léman et le Rhône, fut divisée en sept *pagi*, ou cantons de premier ordre, qui formèrent ensuite autant de *comitates* (*comitatus*) ou de gouvernements particuliers, savoir : 1° *pagus Waldensis*, 2° *pagus Villiacensis*, 3° *vallis Neurotensis* (nommée depuis *comitatus Pimpeningis*), 4° *pagus Uchtlandia* (*comitatus Tirenensis* ou de Fribourg), 5° *pagus in Ogo* (*comitatus Guerria*), 6° *pagus Caput lacense* (*comitatus Chablaisis*), et 7° *pagus Equestricus* (Nyon). » (DE GINGINS, pag. 252.)

Le *pagus Waldensis* et le *pagus Caput lacense* restèrent aux indigènes, et les cinq autres *pagi* furent abandonnés aux Burgunden. Le *pagus Caput lacense* fut d'abord désigné par le nom celtique de *Penn Lech* qui s'est conservé dans *Pennilocus* (Noville), ancien chef-lieu de ce canton; ces deux mots gaulois, signifiant la Tête du lac, furent traduits en latin par *Caput lacense*, et ensuite en vieux roman par *Cabo-laï* ou *Capo-lay*, d'où est venu Chablais. (Voy. les Actes du concile d'Agaune (année 515), apud GUILLAUME, Histoire des sires de Salins, II, pr., pag. 2 : *A capite lac*, et la Charte de donation de Rodolphe III, roi de Bourgogne, au monastère de Saint-Maurice-d'Agaune; Documenti, monete e sigilli raccolti da Luigi CIBRARIO e PROMIS, pr., pag. 23.)

Nous avons lu dans le poète AVIENUS que cet ancien territoire était habité par les Chalbici. Chablais et Chalbici ont sans aucun doute la même étymologie. Ce comté de la Tête-du-Lac est donc le Chablais primitif, mais aujourd'hui il se trouve en dehors des limites de la Savoie, et il est complètement étranger avec le Chablais actuel. Je fixerai, dans l'histoire de cette province, les limites de ce petit district, auquel quelques historiens ont donné beaucoup trop d'étendue. (Voy. BOCCARD, Histoire du Valais, pag. 384; — A. VERDEIL, Histoire du canton de Vaud, tom. I, pag. 40 et 44.)

(4) On attribue généralement en Savoie la division de nos contrées en sept provinces ou *pagi* à Charlemagne. Cette erreur, accréditée par GAILLET, a été répétée après lui par presque tous les historiens de la Savoie. M. DE GINGINS fait observer très judicieusement que les

Aucun de ces quatre *pagi* ne fut exclusivement réservé aux indigènes; les Burgunden, qui en prirent possession, s'établirent de préférence dans les hautes vallées, et, après tant de siècles écoulés, les noms des localités et les coutumes traditionnelles des peuples permettent de suivre la trace de l'émigration barbare, et d'indiquer les endroits où elle se porta de préférence.

Le Genevois proprement dit (*pagus seu territorium genevense*), limité au nord par le lac Léman et le Rhône, s'étendait de l'est à l'ouest depuis Douvaine jusqu'à la Semine (1), et était séparé du Faucigny (*pagus fulcinacus*) par la rivière de Bornes. Le voisinage de Genève, qui devint une résidence favorite des rois Burgunden, engagea les familles de cette nation à s'établir principalement dans ce quartier. Aussi les noms d'un grand nombre de localités indiquent-ils une origine teutonique (2). La ville de Genève conserva cependant en grande partie son ancienne population, jusqu'à ce que, ravagée vers le sixième siècle par les Francs, les tribus burgunden établies dans les environs y furent appelées pour la repeupler et combler le vide d'une invasion meurtrière.

Ce mélange des deux races fournit à l'évêque Avitus l'occasion d'écrire au roi Gundebald pour lui reprocher de favoriser les Ariens { c'est-à-dire les Burgunden } au préjudice des anciens habitants de Genève qui professaient la foi catholique (3).

Le Faucigny se prolongeait dans les hautes vallées de l'Arve depuis la Menoge au nord jusqu'aux glaciers du Mont-Blanc.

constitutions publiées par Gundebald à la fin du 6^e siècle, adressées aux *comites civitatum et pagorum* de ses états, sont évidemment remonter en partie la formation de ces *pagi* à l'établissement des Burgunden. Il y a mieux, puisque nous avons vu, dans l'époque précédente, que ces subdivisions agaires étaient déjà connues sous la domination romaine et même sous la période gauloise; mais ces divisions purement régionales ne furent établies régulièrement que par les Burgunden. M. de Gingins pense que l'erreur qui attribue la formation des *pagi* à Charlemagne vient probablement de ce que les plus anciens comtes amovibles du Genevois dont l'histoire fasse mention sont contemporains du règne de ce monarque. Je croirais volontiers que cette tradition, qui n'a jamais été bien approfondie, vient tout simplement du texte du capitulaire appelé le testament de Charlemagne tant de fois cité, et dans lequel il est fait mention de la Savoie, de la Tarentaise, de la Maurienne et du district du Mont-Cenis. (Voy. DE GINGINS, pag. 257. — GRILLEY, int. pag. 43. — MENABREA, *Etudes historiques en Savoie et en Piémont. Mémoires de l'Académie de Savoie*, vol. ix, p. 286.)

(1) « Le village de Wache, situé au pied de la montagne du Wache, à laquelle il peut avoir communiqué son nom, indique, dans la langue germanique, l'existence d'un avant-poste ou d'une garde à la frontière (*uacra, uache, ex cubicæ*). *In marcha iuxta comitis ordinationem wachtas faciant.* » (*Capit.*, an. 817, DE GINGINS, pag. 259.)

(2) Les noms terminés en *y* et en *inges* décèlent une origine germanique (voy. MEIDINGER, *Dict. teuton.*, p. 561 et 574). Ces terminaisons sont très fréquentes dans les noms de lieux du Genevois, tels sont : Bessinges, Coursinges, Lussinges, Puplinges, Paconinge, et Dingy, Désingy, Savigny, Espagny, Mergy, Viry, etc.

(3) Vide AVITI opera curis Sismondi edita, Parisiis, 1643, in-4^o.

Les mœurs et les institutions de ce pays rappellent encore aujourd'hui l'origine de peuples libres et indépendants, et le souvenir des petites communautés burgunden, ou bourgades (*bourgja*), s'est conservé dans les dénominations modernes de *Boujaille* (1), *Burdgine* et *Burdignin* (2).

Les chartes des franchises des villes et bourgs du Faucigny contiennent des dispositions évidemment empruntées à la législation burgunden, et des coutumes de ces peuples qui se sont perpétuées jusqu'au quatorzième siècle (3).

Le district d'Allinges (*pagus Alingiensis*) s'étendait sur la rive méridionale du lac Léman, depuis Douvaine jusqu'à Saint-Gingolph, et était séparé du Faucigny par les montagnes qui suivent la rive droite de la Menoge. Il comprenait au onzième siècle, sous le titre de décanat, 64 églises paroissiales.

Les franchises des diverses localités du Chablais contiennent les mêmes dispositions et coutumes traditionnelles que celles du Faucigny. Les Burgunden, après s'être établis dans le Chablais, partagèrent entre eux par lots (*sortes*) les terres qui leur furent dévolues près du lac, et formèrent, des hautes vallées, une propriété commune destinée au pâturage des troupeaux et réservée en outre aux établissements futurs qui pouvaient s'y former. La vallée d'Abondance, dont l'étymologie allemande (*bund*) signifie association, communauté, a conservé dans son nom cette disposition des lois barbares qui voulait que les forêts fussent une propriété commune (4). Il en est de même des noms d'*Allinges* et d'autres localités de cette province qui décèlent une origine germanique (5).

(1) Hameau de Habère-Lullin en Chablais, à l'extrême frontière du Faucigny actuel.

(2) Quelques cartes, entre autres celle de CHAIX, indiquent *Burdignin* et *Burdgine* comme deux localités différentes situées dans la délicieuse vallée de Boège. Le village de *Burdgine* est placé plus haut que celui de *Burdignin*, sur la rive gauche de la Menoge, près des hameaux de *Nicod* et de *Macheret*. Il n'existe cependant que le village de *Burdignin*, et l'erreur des géographes provient sans doute des différentes manières de prononcer son nom.

M. GAUDY-LÉFORT adopte une autre étymologie, et fait dériver *Burdignin* de *borde* et *bordet*. « Une *borde* était l'habitation du fermier, et un *bourdignon*, le fermier lui-même. De la racine saxonne *bord*, la langue romane avait fait un mot qui aujourd'hui ne se prend plus dans une acception honnête. *Bordet* se disait d'une habitation de berger, et *bordelage*, du droit que payaient ces maisons et le terrain contigu. » (*Promenades historiques dans le canton de Genève, avec des recherches sur les noms propres et les noms locaux du pays*. Genève, édition de 1841, pag. 208.)

(3) F. DE GINGINS-LA-SARRA, *Essai sur l'établissement des Burgunden dans la Gaule, et sur le partage des terres entre eux et les regnicoles*, inséré dans le 40^e vol. des *Mémoires de l'Académie des sciences de Turin*. — GRILLET, tom. I, introd., pag. 37 et suiv., et l'article *Faucigny*. — ALBANIS-BEAUMONT, tom. II, pag. 98, 402.

(4) Les lois burgunden établissaient d'une manière positive la communauté des forêts, des montagnes et des pâturages, « *Sylvarum, montium et pascuorum unicuique prorata suppetit esse communione*. » (*Lex Burgund.*, addit. prim., § 6.)

(5) « Le nom de *Garot* (partie orientale du Chablais) paraît formé du substantif teuto-nique *gaw*, *pagus*, et de l'adjectif *ôti* (*aede*), *desertus*; *gaw-ôti*, *pagus desertus*, dont on

Les anciens auteurs rapportent que les Burgunden étaient presque tous gens de métier, ouvriers en charpente, en menuiserie et en mécanique (1). L'aptitude particulière de ces peuples à ces genres de travaux existe encore dans les vallées de Taninges et de Samoëns, où la plupart des journaliers sont charpentiers, maçons, tailleurs de pierre et mécaniciens (2).

L'Albanais (*pagus Albanensis*) (3), renfermé dans le bassin formé par le lac d'Annecy jusqu'à la rivière du Tillet, comprenait les territoires de Rumilly, d'Alby, d'Albens, d'Annecy, de Talloires et la vallée de Faverges jusqu'à Marlen. La circonscription de ce district correspondait à celle des anciens décanats de Rumilly et d'Annecy, et contenait des terres fiscales acensées à

'a fait par corruption *Gaxof*. Quant au nom d'*Allinges*, on le trouve textuellement dans le mot germanique *Alingas*, nom propre de lieu, dont le radical *Allelith* signifie *universalis, communis* (voy. *Graff. Althochdeut. sprachschatz*, tom. I, pag. 223 et 240); on peut donc traduire *Alingas*, *Allinges*, par *ager compascuus*. »

(DE GINGINS, loc. cit., pag. 264.)

« Du temps du premier royaume de Bourgogne, le Chablais fut habité par les Bourguignons; la taille élevée des Chablaisiens, leurs yeux bleus et la couleur de leur chevelure, qui, en général, tire sur le blond, ne laissent aucun doute sur l'origine de la plupart des habitants de cette province, ainsi que de ceux du bas Faucigny; tout prouve même que ces peuples sont en général de race bourguignonne. De tous les comtés qui composaient le duché de Savoie, aucun n'a conservé un si grand nombre de noms propres, tant de villes que de villages, et même de familles, dont les dérivations soient aussi évidemment celtiques que le Chablais. »

(ALBANIS-BEAUMONT, tom. II, pag. 404 et 405.)

(1) SOCRATES, lib. VII, cap. 30; apud Script. Fr., I, 604: *Quippe omnes fere sunt fabri lignarii, et ex hac arte mercedem capientes semetipsos alunt.* — L'abbé DUBOS. — HÉNAULT, liv. II, pag. 64. — MICHELET, *Histoire de France*, liv. II, chap. 4. — AUG. THIERRY, *Lettres sur l'histoire de France*, VI. — ALBANIS-BEAUMONT, tom. II, pag. 400.

(2) « Quoique les Faucignerans soient, ainsi que les habitants de la Maurienne et de la Tarentaise, un peuple voyageur, il paraît néanmoins qu'ils ont en général conservé un genre d'occupation et d'industrie qui avait été originairement celui de leurs ancêtres les Bourguignons, lesquels, selon l'abbé DUBOS et M. HÉNAULT (liv. II, pag. 64), étaient pour la plupart forgerons et charpentiers; car les Faucignerans, ou du moins ceux des vallées de Taninges et de Samoëns, sont presque tous charpentiers, maçons, tailleurs de pierre ou mécaniciens..... »

» Les Faucignerans sont plus grands que les Tarins et les Mauriennais; ils paraissent tenir beaucoup plus des Celtes, et en particulier des Bourguignons, que ces derniers; ils ont en général les yeux bleus, les cheveux blonds et la peau blanche; enfin, ils sont pour la plupart tels que Plinè décrit les peuples septentrionaux ou les Seythes: voyez ARISTOTE, *Problem.*, sect. 44, n° 44, qui prétend que les nations du nord sont reconnaissables par leurs yeux bleus; ce que cet écrivain attribue au froid excessif qui règne dans leurs contrées (PELLOUTIER, *Hist. des Celtes*, liv. II, chap. 4). »

(ALBANIS-BEAUMONT, I. II, p. 400.)

(3) DE GINGINS confond ici le *pagus Albanensis* avec le *vicus Albinensis*, et l'inscription de S. Marcel qu'il cite à l'appui se rapporte au village d'Albens et non à l'Albanais. (Voyez son *Mémoire sur l'établissement des Burgunden*, vol. 40^e des *Mémoires de l'Académie de Turin*, pag. 265, et GRILLET, tom. III, pag. 234.)

des compagnies appelées par les Romains *Publicani*, dont le bureau principal était à Conflans (4).

M. de Gingins, s'appuyant sur les noms latins de quelques-unes des localités de ce *pagus*, pense qu'il continua à être habité principalement par les indigènes. Mais, d'un côté, si l'on trouve *Romillia* (Rumilly), *Talluyrum* (2) (Talloires), *Belmontem* (Belmont), *Calvus mons* (Chaumont), *Clarus fons* (Clarafond), *Clarus mons* (Clermont), les noms de *Dingy*, *Sillingy*, *Lovagny*, *Gruffy*, *Pringy*, *Eterci*, *Semenod*, *Seynod*, *Seilenex* et peut-être *Ancey* (3), portent évidemment la livrée burgunden, et l'on doit en conclure que ce quartier, pas plus que les trois autres, ne fut exclusivement réservé à l'un des deux peuples, mais que les nouveaux venus s'y établirent sans forcer les habitants à émigrer.

En 470, l'empereur Anthème s'allia aux Burgunden pour contenir les Visigoths, et leur céda les provinces qui comprenaient le Lyonnais, le Dauphiné, le Viennois, le Valentinois et le Vivarais. Cette concession du pouvoir absolu fut faite sans l'intervention des magistrats, et l'empereur, sans consulter ni l'intérêt des regnicoles ni la convenance d'une semblable transaction, céda tous les droits territoriaux et domaniaux de la couronne, en se réservant ceux de suzeraineté pour lui et ses successeurs. Fictive réserve d'une puissance qui n'existait plus que de nom !

Ensuite de cette convention fédérative, les Burgunden occupèrent ces provinces militairement, mais d'une manière toute pacifique. Ils y furent reçus comme auxiliaires (*fœderati*) des Romains et considérés comme les défenseurs du territoire.

Le *pagus Savogensis* (Savoie-Propre) qui dépendait de la province métropolitaine de Vienne fut compris comme elle dans cette occupation.

Dans cette circonstance, le partage des terres n'eut pas lieu de la même manière; les provinces cédées ne furent pas divisées par quartiers. On procéda par mode de répartition des nouveaux venus sur la surface du sol, et l'on partagea avec eux les propriétés des Gallo-Romains.

Chaque famille burgunden fut placée en qualité d'hôte dans une famille

(4) Dans le partage des terres entre les Burgunden et les indigènes j'ai modifié ici l'opinion de M. de GINGINS d'après les excellentes raisons qui ont porté M. MENABREA à croire que l'Albanais avait été peuplé en partie de familles burgunden. Je renvoie le lecteur, pour les développements, à son *Mémoire sur la marche des études historiques en Savoie et en Piémont*, inséré dans le tome ix des *Mémoires de la Société académique de Savoie*.

(2) « *In pago Albanense, in villa quæ vocatur Tallueris.* » (GUICHENON, p., p. 3.)

(3) Ancey, selon M. L. MENABREA, qui conserve dans son appellation un certain caractère de teutonicité, dériverait de *an*, *auprès*, et de *ach*, qui, dans l'ancien langage teutonique, signifiait *eau*, *ruisseau*, *lac*, *étang*; le *ch* aurait ici une prononciation adoucie qui se rapproche de celle de l's ou de l'x.

(*Études historiques*, pag. 288.)

romaine et reçut la moitié des cours rurales (*curtes*) et des vergers (*pomaria*), les deux tiers des terres labourées, le tiers des esclaves et la moitié des forêts.

Le Romain le plus riche reçut le Burgunden qui tenait un rang supérieur et dont la famille était plus nombreuse. La loi bourguignonne qui traça les règles de cette étrange communauté chercha à établir une espèce de proportion entre les besoins des uns et des autres, de manière à frapper principalement les grands propriétaires fonciers pour exempter autant que possible les petits possesseurs, qui avaient à peine de quoi vivre, des charges de l'occupation (1).

Le *pagus Savogensis* avait une très petite étendue et correspondait à peu près à l'ancien décanat de Savoie, renfermé dans un circuit de 20 à 30 lieues. A l'ouest, il touchait au *pagus Bellicensis* qui s'étendait à l'est du Mont-du-Chat et embrassait les deux côtés du Rhône. Les villes d'Yenne et de Saint-Genix dépendaient de ce *pagus* (2).

La cession de l'empereur Anthème agrandit considérablement le premier royaume de Bourgogne, dont Vienne devint la capitale. Compris entre la haute Loire, l'Ardèche et la Durance, les Alpes maritimes, graies et pennines, il embrassait dans ses limites dix-neuf départements ou fractions de départements, et s'étendait, dans la Suisse, sur les cantons de Vaud, de Neuchâtel, de Fribourg et du Valais (3).

M. Roget de Belloguet a cherché à déterminer les limites du premier royaume de Bourgogne d'après les évêchés qui furent représentés au concile d'Epône, en 517 (4).

(1) DE GINGINS, pag. 278. — GUIZOT, *Ess. hist. de France*. — Lex burgund., tit. 54, § 1. — SAVIGNY, *Histoire du droit romain*. — MONTESQUIEU, *Esprit des lois*, liv. 30, chap. 8 et 9.

(2) « Est enim ecclesia in comitatu Beliacensi, in pago, vel in villa Sancti Genesisii. »

(GUICHENON, p., p. 7.)

(3) Carte du premier royaume de Bourgogne, avec un commentaire sur l'étendue et les frontières de cet état, d'après les 25 signatures épiscopales du concile d'Epône, en 517, par ROGET DE BELLOGUET, ancien officier de cavalerie, dans les *Mémoires de l'Académie des sciences, arts et belles-lettres de Dijon*, année 1847-1848.

(4) Aucun des savants qui se sont occupés de la géographie des Gaules n'a pris les diocèses pour base du tracé du premier royaume de Bourgogne.

Les cartes de MILLE (*Abrégé chronologique de l'histoire de Bourgogne*, 4 vol. in-8°, 1774), de D. PLANCHER (*Hist. de Bourgogne, etc.*, vol. 1, in-folio, 1739), de D. BOUQUET (*Francia status sub regibus primæ stirpis*, par G. ROBERT. *Recueil des historiens de France, etc.*, tom. III), de LEGOUZ DE GERLAND (*Essai sur les premiers rois de Bourgogne*, in-4°, 1770), de d'ANVILLE (*Etats formés en Europe après la chute de l'empire romain*, in-4°, 1771), de RIZZI-ZANNONI (*Atlas historique et géographique pour l'histoire de France, soit de VELY, soit du président HENAUT*, deux éditions différentes, 1764 et 1766), de BRUG (in-folio, 1828. Le texte est de GANDET), de DUSSIEUX (*Géographie historique de France*, in-8°, 1843), de KRUSE (*Atlas historique*, traduit par M. Ph. LEBAS, de l'Institut. Les cartes ont été reproduites dans un autre atlas publié par M. ANSART), de DE GINGINS (*Essai sur l'établissement*

La première monarchie burgunden était composée de vingt-sept évêchés. De ce nombre deux ne se firent pas représenter au concile : ce furent celui de Mâcon et celui de Belley dont dépendait la partie de la Savoie qu'on appelle vulgairement aujourd'hui le Bugey savoyard (1).

Quelle était maintenant la ville désignée alors sous le nom d'*Epaône*? Quelle ville moderne correspondrait à cette localité?

Ces deux questions géographiques, vivement controversées depuis tantôt treize siècles, n'ont pu être jusqu'ici résolues d'une manière satisfaisante. Les nombreuses variantes des manuscrits, dans lesquels on trouve *Epaonense*, *Epaunense*, *Eponense*, *Pounense*, *Pomense*, *Eupanense* et *Empanense*, ont donné

des *Burgunden*, etc.), ces cartes, dis-je, indiquent toutes des limites différentes, et les opinions de FENEL (*Dissertation sur les agrandissements successifs du royaume de Soissons*, collection de Leber, tom. II, pag. 289, 293 et suiv.), de FONCENAGNE (*Mémoire sur l'étendue du royaume de France sous la première race*, collect. Leber, pag. 257 et suiv.), de FERRER (*Dissertation sur l'époque de l'établissement des Francs dans les Gaules*, collect. Leber, tom. II, pag. 403 et suiv.), de l'abbé LEBŒUF (*Dissertation sur le nom de France, et son étendue progressive dans les Gaules*, etc.), et de SCHÖPFLIN (*Alsatia illustrata*, tom. I, pag. 620), sont tout aussi incertaines sur la circonscription du royaume fondé par les Burgunden, et présentent entre elles les plus étranges contradictions.

Les évêques du premier royaume de Bourgogne ayant été convoqués au concile d'Epaône, M. Roget de Belloguet les a passés en revue pour tracer les limites de cette nouvelle monarchie, et a suivi ainsi la voie qui devait lui donner les résultats les plus satisfaisants; car il est reconnu que, dans les premiers siècles qui suivirent l'invasion des barbares, les évêques n'assistaient qu'aux conciles tenus dans les royaumes auxquels appartenaient leurs diocèses. « De même, dit SIMOND, que le concile d'Agde ne fut composé que d'évêques soumis aux Wisigoths, et le 4^e d'Orléans de ceux qui obéissaient aux Francs, de même celui d'Epaône ne réunit que les évêques dont les diocèses appartenaient à la monarchie bourguignonne. » « *Ut Agathense concilium eorum tantum fuit qui Wisigothorum imperio parebant, et Aurelianense primum eorum duntaxat qui sub Francorum erant potestate; sic ad Epaunense ii tantummodo concenerunt qui Burgundionum finibus continebantur.* »

Voy. encore les *Mémoires* de FENEL et de FONCENAGNE dans le 2^e volume de la collection de Leber.

(1) De premières difficultés se sont élevées sur le nombre des évêques qui assistèrent au concile d'Epaône, question très importante en ce sens qu'elle permet de fixer d'une manière aussi précise que possible les limites du royaume des Nibelungen. D. PLANCHER porte ce nombre à 24, DEXOD (*Hist. Séquan.*) en admet 26, LECOINTE et PAGI en trouvent 27 (*Ann. eccles. Franc.*, t. I, an 536 - cccxviii. — *Crit. histor. chron.*, tom. II, an 509 - xxj). Mais les meilleures et les principales éditions des conciles portent 25 signatures des évêques dans l'ordre suivant :

Vienne — Lyon — Châlons-sur-Saône — Vaison — Valence — Sisteron — Grenoble — Besançon — Langres — Autun — Octodurus (Martigny), siège transféré à Sion — Embrun — *Darantasia* (Moutiers en Tarentaise) — Genève — *Vindonissa* (Windisch), siège transféré à Constance — Die — Carpentras — Gap — Orange — *Tricastina civitas* — Cavaillon — *Alba* (Alps), siège transféré à Viviers — Apt — Nevers — et Avenche.

lieu à une multitude de conjectures; les savants commentateurs, se lançant à la recherche de la ville mystérieuse d'Epaône, et indiquant dix-sept localités différentes (1), ont tour à tour fait promener les évêques à *Pesmes* ou *Besme* (2) près de Gray, à *Baume*, à *Beaune*, à *Thonon*, à *Evian* (3), à *Saint-Maurice* (4), à *Mouliers en Tarentaise*, à *Yenne* (5), à *Ponas* entre Lyon et Vienne (6), à *Crezantien* près de Vienne (7), à *Soleure*, à *Nyon* (8) et jusqu'à *Pamiers* (9) et à *Pau* en Béarn (10). La majeure partie de ces opinions fut abandonnée à la connaissance d'un passage de la vie de S. Firmat, où il est dit que ce saint,

(1) J.-J. CHIFFLET, *De loco legitimo concil. Epau. observatio*, 1621. — LABBE, *Dissert. phil. de concil. Epau.* — Cl. CASTELLANUS (Chastelain), *Martyrol. roman.*, 1705, not. 5 février. — Séb. BRIGUET, chanoine de Sion, *Concil. Epauense.... loco suo ac proprio fixum*, etc., 1741. — Voyez encore RIVAZ, *Eclaircissements sur le martyre de la légion thébaine*, etc., 1779. — DIDIER, *Mém. de Trévoux*, nov. 1737.

(2) GUILLIM., *De reb. Helv.*, pag. 442. Il a écrit *Besme*.

(3) VALOIS, *Not. Gall.*, pag. 609.

(4) Selon PAPYRE-MASSON, SIMLER et SCHINER, dans sa *Description du Valais*.

(5) « *Epao*, sive *Epauua*, minus bene *Epauuum*, parochia in diocesi olim, saltem in provincia Viennensi sita, ubi celebratum anno 517 concilium *Epauense*, sive *Epauense* : on l'appelle ordinairement le concile d'Epone, pour n'avoir pu encore découvrir le véritable endroit où il a été tenu. J'estime plus probable que c'est *Yenne* sur le Rhône, entre Belley, Chambéry et Vienne, et non pas *Pamiers* (qui est une faute grossière et directement opposée à la vérité de l'histoire), *Beaune*, *Tonon*, *St-Maurice* en Chablais, *Nion* sur la rive droite du lac de Genève, et *Mandure*, comme d'autres ont cru. »

(Ph. LABBE, *Omnium conciliorum historia synopsis*, Paris, 1661, in-4°.)

« Dès les commencements du règne de Sigismond, et sans doute de son consentement, S. Avit convoqua les évêques de sa province pour tenir un concile à Epône, que l'on croit être *Yenne* au diocèse de Belley. Il fut tenu le 47 des calendes d'octobre, sous le consulat d'Agapit, c'est-à-dire le 15 de septembre 517. Vingt-cinq évêques s'y trouvèrent, tous du royaume de Bourgogne. »

(FLEURY, *Hist. ecclési.*, in-8°, Paris, 1750, tom. VII, pag. 204 et 202.)

(6) C'est le même que Ponay sur la route de Bourgoin : voyez les atlas de JAILLOT, de VAUGONDY, etc. Les cartes modernes ne l'indiquent plus, mais il figurait encore au siècle dernier comme relais de poste. MILLE, dans son *Histoire de Bourgogne*, parle du vieux château en ruines qui l'avoisinait. L'opinion qui fixe le concile d'Epône à Ponas, adoptée par EXPILLY (*Dictionnaire géogr. des Gaules*) et BAUDRAND (*Geographia*), fut un moment très accréditée.

(7) DE VALBONNAIS, *Mém. de Trévoux*, Paris, 1745, pag. 232.

(8) D'après J.-J. CHIFFLET, qui émit trois opinions successives sur la position d'Epône (pag. 154, édit. de 1618), et BOUCNE (*Hist. de Provence*, tom. I, pag. 627).

(9) ORTELIIUS (*Thes. geograph.*, 1596, fol. verbis *Epauense concil. et Empanensis*) ramenant toutes les variantes qui précèdent à la forme d'*Empanense*, pense qu'Epône devait être l'*Apamia* des Gaules ou *Pamiers*, qu'il dit avoir vu nommée quelque part *Empana*. Dans ce cas, le concile aurait été tenu chez les Visigoths !

(10) Les deux villes de Pamiers et de Pau n'existaient pas au sixième siècle.

arrivé au bord du Rhône, s'arrêta dans un lieu nommé *Eona* (1). Croyant que cette *Eona* était la fugitive *Epaōna*, on dut la chercher alors sur les bords du Rhône.

Aujourd'hui, trois localités assises toutes les trois sur les rives de ce fleuve, mais à une grande distance les unes des autres, ont réuni les opinions des érudits; ce sont *Yenne* en Savoie, *Albon* en Dauphiné, entre Vienne et Valence, et le petit village d'*Epinassey* ou celui d'*Eviornaz* près de St-Maurice en Valais.

Les historiens qui adoptent la première de ces opinions l'appuient sur la prétendue découverte d'inscriptions latines en faveur d'*Epoana* (2), déesse des chevaux. Son nom, qu'elle aurait ainsi donné à la ville d'*Yenne*, se serait modifié plus tard en *Epiena* (3).

Mais l'ancien nom de cette ville est bien connu. C'est l'*Etanna* indiquée comme station romaine dans la carte de Peutinger. Cette dénomination se trouve changée, au moyen-âge seulement, en *Ejauna*, *Jauna* et *Eona* (4). Cette dernière expression identifierait *Yenne* avec l'*Eona* de S. Firmat. Le Rhône, près de là, forme effectivement plusieurs îles qui répondent à la description de l'historien.

On ne saurait cependant conclure de ces divers rapprochements que cette ville fût l'*Epaōne* indiquée aux évêques, au commencement du sixième siècle, comme point de réunion, car on a trouvé dans plusieurs autres localités, et notamment à Soleure, des inscriptions en l'honneur de la déesse des chevaux, dont le culte était très répandu chez les Romains. D'autre part, le diocèse de Belley, dont *Yenne* dépendait, ne se trouve point représenté au concile,

(1) Per Galliam iter accelerans pervenit locum qui dicitur Eona super Rhodanum. Ibi autem in insula quadam quam circumcirca Rhodanus allustrabat, in rupe quadam sibi complacens invenit habitaculum. (BOLLAND., 24 avril, par. 24.)

(2) « Quæ fuerit Epauna, prorsus ignotum est. Qui ponunt ad Aurigeram fluvium, multum errant. Fuit istud sacerdotum provinciæ Viennensis concilium. Sinodum Epaunensem pro Agounensi vocatum putavit Papyrus-Massonus, et tantum non docet Fredegarius in chronico. Polycarpus de la Rivière vidit iennæ (pagus est in Sabaudia non procul Rhodano) lapides inscriptos deæ Eponæ: quia vero ad Epenam facilis est deflexio et faciliior etiam deformatio Ienæ ex Epena priorem syllabam, ut fore cæteram deterentibus sæculis, ex cogitatione, neque immerito, devenit, ex dea, quam coleret, loco fuisse nomen Epona, et in eo synodum habitam Eponensem. Certe ab ingentibus toto pene agro domorum ruinis, constat urbem olim non contemnendæ magnitudinis fuisse, qui modicus nunc est pagus. »

(LABBE, *Historia conciliorum*.)

(3) J. COLOMBI, dans son *Histoire des évêques de Valence et de Die* publiée en 1638. — GRILLET adopte la version d'*Yenne* appuyée par les P. Labbe, Colomby et Menestrier, l'abbé de Longuerue, l'abbé Pernety, etc. (Voyez GRILLET, t. III, pag. 457. — SIMOND, t. X. — LABBE, t. IV. — HARDOUIN, t. II. — Et les *Lyonnais dignes de mémoire*, t. I, pag. 67.)

(4) BUSCHING (tom. XIV, trad. franç., pag. 64), BISCHOFF et MÖLLER (Vergl. Wörterb., Geogr., v^o *Eauna*).

et l'absence de cet évêque exclut cette ville comme siège de l'assemblée (4).

Sans s'arrêter à Yenne, les savants du Valais, lancés à la recherche de cette ville insaisissable, crurent la découvrir ensevelie sous les décombres d'une montagne qui s'est écroulée près de Saint-Maurice quelques années après le concile. Le chanoine Briquet et Rivaz, auteur de *Éclaircissement sur le martyre de la légion thébaine*, ont les premiers signalé le village d'Epinassey qui représenterait le nom d'Epaône. De nos jours, M. le chan. Boccard a adopté cette version (2). Selon eux cette localité, voisine du célèbre monastère d'Agaune, d'une terre arrosée du sang des martyrs, et parfaitement connue des évêques à cause de ces deux circonstances, était bien choisie pour une réunion solennelle où il s'agissait d'appeler l'attention des prélats sur le relâchement des mœurs ecclésiastiques. La ville d'Epaône aurait été détruite par la chute d'une montagne. Le récit de cette terrible catastrophe, qu'on ne saurait révoquer en doute, nous a été transmis par Marius d'Avenche et Grégoire de Tours. Le premier appelle la montagne *Tauvetunum*, et l'autre y place un *Castrum Tauvedunense*. L'emplacement de cette montagne est tout aussi inconnu que la situation d'Epaône, et les savants l'on fait de même voyager avec son château en Valais, en Chablais et jusqu'à Genève.

(4) L'on pourrait objecter avec raison que souvent l'on choisissait de préférence, pour tenir un concile, une localité neutre; mais cette observation n'a pas ici la valeur qu'elle peut avoir dans d'autres circonstances. En effet, tous les évêques de la province ecclésiastique de Vienne furent convoqués, et par conséquent aucun diocèse ne pouvait être considéré comme terrain neutre, surtout dans les limites du royaume de Bourgogne. Il est vrai que, dans les manuscrits, la lettre d'Avitus est adressée à Quintianus, évêque de Clermont, mais Sirmond en a rétabli le véritable titre, qui a été adopté par Labbe, Hardouin, etc. Le texte en outre ne laisse aucun doute à cet égard : « *Ideirco cunctos poscimus fratres ut, Deo favente, octavo Iduum septembrium in parochia Epaonensi adesce dignemini* » (SIRMOND, *Opera*, tom. II, pag. 449). Voyez encore ROGET DE BELLOUET, *mém. cité*, pag. 338.

(2) « Les voyageurs qui vont de France en Italie, ayant dépassé St-Maurice, ne tarderont pas à se convaincre que le vaste amphithéâtre de ruines qui se déroule à leur droite annonce une de ces grandes catastrophes dont les Alpes ont eu souvent à raconter les horreurs : c'est là que se trouvait Epaône. *Epinassey*, qui a hérité de son nom, est au pied de ces décombres. » (*Histoire du Valais*, pag. 380 et suiv.)

« Un nouvel éboulement, arrivé en 1714, a encore fait disparaître, dit-on, avec l'ancienne église d'Epinassey, des preuves matérielles de l'identité de ce village et d'Epaône. Quant à Evionnaz, ce lieu porte habituellement sur nos cartes modernes le nom de *Juriana*. BUSCHING dit *Eviana* ou *Yenne*. Il existe encore un village de Vionnaz, au-dessous de St-Maurice et non loin du lac. » (ROGET DE BELLOUET, pag. 342.)

Ce sont les cartes du siècle passé qui désignent *Evionnaz* sous le nom de *Juriana*; quant aux cartes modernes, les meilleures, et notamment celle gravée sous la direction de M. Dufour, signalent trois localités qui ont rapport à la question qui nous intéresse : *Vionnaz*, non loin de Youvry en remontant le Rhône, *Epinassey*, après avoir dépassé Saint-Maurice, et plus loin *Evionnaz*.

Le récit de Grégoire de Tours (1), quoique exagéré, et la circonstance des trente moines qui périrent dans cette commotion, semblent indiquer qu'elle eut lieu effectivement près du monastère de Saint-Maurice, ce que Marius d'Avenche dit positivement : *in territorio Vallensi*.

A côté de l'opinion des savants du Valais qu'ont adoptée plusieurs écrivains recommandables (2), les historiens de France prétendent que le célèbre concile a eu lieu à Albon, où existait l'ancien château d'où sont sortis les premiers princes du Dauphiné, et indiqué par les chartes du neuvième siècle, sous le nom d'*Epaonis*. Avitus, évêque métropolitain de Vienne, convoqua ses suffragants : *in parochia Epaonensi*. La localité désignée d'une manière aussi brève et aussi modeste ne pouvait être, selon Chorier, qu'une paroisse du diocèse même de Vienne. Le prélat ajoute qu'il a choisi cet endroit parce qu'il se trouve à une distance convenable de tous les évêques de la province (3).

Cette attention du prélat exclut complètement *Epinassey*, placé à une des extrémités du royaume de Bourgogne, ainsi qu'Yenne, et fait pencher l'opinion en faveur d'Albon, situé plus au centre et presque à une égale distance de Genève et de Carpentras, les deux sièges les plus éloignés de la cité métropolitaine (4).

Quoi qu'il en soit de ce point historique qui laisse encore l'arène ouverte aux commentateurs, que les évêques se soient réunis dans le Valais ou dans le Dauphiné, la ville d'Yenne étant écartée, cette question ne nous intéresse

(1) Igitur in Galliis magnum prodigium a Taureduno castro apparuit, super Rhodanum enim fluvium in monte collocatum erat. Quicumque per dies amplius sexaginta nescio quem mugitum daret, tandem scissus atque separatus mons ille ab alio monte sibi propinquo, cum hominibus ecclesiis opibusque ac domibus in fluvium ruit, exclusoque amnis illius litore, aqua retrorsum petiit. Locus etenim ille ab utraque parte a montibus conclusus erat, inter quorum angustias torrens defluit. Inundans ergo superiorem partem, quæ ripæ insidebant, operuit atque delevit. Adcumulata enim aqua erumpens deorsum inopinatos reperiens homines, ut desuper fecerat, ipsos enecavit, domos evertit, jumenta delevit, et quæ cuncta litoribus illis insidebant, usque ad Janobam (*Genève*) civitatem, violentia absque subita inundatione diripuit vel subvertit. Traditur a multis tantam congeriens inibi aquæ fuisse, ut in antedictam civitatem super muros ingrederetur. Quod dubium non est, quia, ut diximus, Rhodanus in locis inter angustias montium defluit, nec habuit in latere cum fuit exclusus, quo se diverteret : commotumque qui descenderat adsemel erupit et sic cuncta delevit. Quod cum factum fuisset triginta monachi unde castrum ruerat, advenerunt : et terram illam quæ monte diruente remanserat, fodientes, æs sive ferrum reperiunt. Quod dum agerent, mugitum montis, ut prius fuerat, audierunt. Sed dum a sæva cupiditate retinentur, pars illa quæ nondum ruerat, super eos cecidit, quos operuit atque interfecit, nec ultra inventi sunt.

(GREG. TURON., *Hist. libri X*, lib. III, cap. 31, in principio.)

(2) BURCHING, tom. XVI, trad. franc., pag. 476. — *Gallia christiana*, tom. XII, col. 786. — A. DE JOANNE, *Itinéraire de la Suisse, descript. et hist.*, 1844, pag. 436 et 439.

(3) Qui locus omnium fatigatione perpensa, conventui satis opportunus est.

(4) ROGET DE BELLOUET, *mém. cit.*, pag. 344.

plus au point de vue de la géographie de nos contrées, et je n'ai passé en revue quelques-unes des opinions émises, que pour démontrer que celle d'Yenne est la moins soutenable. En effet, sans parler de l'antique dénomination de cette ville comme station romaine, il n'est pas croyable que l'on eût convoqué les évêques dans un diocèse qui ne prit aucune part aux délibérations de l'assemblée. Quelle que soit la cause de l'absence de l'évêque de Belley, il n'en est pas moins vrai que c'est là une puissante raison de croire que le concile ne s'est pas tenu aux portes de sa ville épiscopale.

Outre les quatre *pagi* dont nous avons parlé précédemment, les plus anciens titres, qui ne remontent cependant pas au-delà du dixième siècle, mentionnent encore deux districts territoriaux qui correspondaient aux divisions actuelles de la Tarentaise et de la Maurienne.

La présence d'un Sanctus (1), évêque de Tarentaise, au concile d'Epaône, ne permet pas de douter que cette province fit partie à cette époque du premier royaume de Bourgogne; mais il s'est élevé de nombreuses difficultés sur la question de savoir si elle avait été comprise dans la première occupation des Burgunden, ou si elle se trouvait au nombre des provinces cédées par l'empereur Anthème.

Si l'on ajoutait foi à la légende de S. Jacques (2) qui rapporte que ce premier évêque de Tarentaise reçut de Gundicaire, roi des Burgunden, plusieurs terres situées aux environs de Moutiers, cette province aurait été annexée à la Burgundie primitive; mais ce récit péril, qui renferme tous les caractères d'un document apocryphe, et auquel Besson lui-même ne paraissait pas ajouter une grande foi, le donnant sans garantie et comme lui ayant été communiqué à Moutiers, est loin d'être une preuve suffisante.

S. Jacques étant mort, selon les auteurs de la *Gallia christiana*, le 16 janvier 429 (3), on ne saurait attribuer à la tradition de l'église de Tarentaise une date postérieure, et, à cette époque, les Burgunden n'avaient pas encore envahi la Savoie (4).

(1) *SANCTUS in Christi nomine episcopus civitatis Darantasiensis*, etc.

(2) Cette légende est rapportée par Besson, p. 490, et les Bollandistes, 16 janvier, p. 43.

« Visum est servo Dei Jacobo, Burgundiæ principem adire, ut terminos suæ diocesis inter arduas montium Alpes reclusæ, aliquantulum dignaretur ampliari.... Princeps.... ei concessit quandam rupem prominentis saxi, quam antico vocabulo incolæ ipsius loci Pupim, seu rupem vocaverunt non longius ab oppido Centrone distantem quam uno et sesqui milario. Villam autem Jugontis et Villam Geronam simul cum Villa Herbagina, et Villam quæ dicitur Agarius, atque Villam Luciam cum omnibus suis appendiciis, quam donationem sigillo suo corroboravit. »

(3) Tom. xii, pag. 704. Besson donne effectivement à la légende de S. Jacques la date de 428 ou 429.

(4) M. DE GINGINS admet la légende, et en conclut qu'une partie de la Tarentaise aurait été adjugée au domaine royal; et M. L. MENABREA dit avec raison qu'elle ne saurait servir

D'autre part, au milieu des dénominations romaines conservées à la plupart des localités de cette province, on retrouve cependant quelques noms qui se rattachent évidemment à l'occupation, comme celui des *Allues*, village situé près de Moutiers, dont la signification allemande (1) désignait le patrimoine (*sors*) des Burgunden.

Toutefois les traces de l'émigration barbare sont si légères dans cette province, qu'elle a dû être soumise au second mode de partage, qui eut nécessairement pour résultat la fusion plus rapide des deux peuples (2).

La destinée de la Maurienne est encore plus incertaine que celle de la Tarentaise.

M. de Gingins tranche cette question difficile en disant qu'elle ne fit point partie du premier royaume de Burgundie, mais qu'elle fut conquise plus tard avec le val de Suse par Gontramnus, roi mérovingien, qui en chassa les Lombards, vers l'an 564 (3).

Aucun document historique ne nous apprend à qui appartenait la Maurienne au cinquième siècle, et l'histoire ecclésiastique est tout aussi silencieuse sur la destinée primitive de cette province.

Quelques auteurs concluent de l'absence de l'évêque de Maurienne au concile d'Epaône que cette vallée faisait partie de la monarchie des Goths (4).

Cette assertion est sans valeur, car l'évêché de Maurienne n'existait pas à cette époque.

Besson en fait remonter l'érection au quatrième siècle, et commence la série de ses évêques à un Lucien (5). Cet évêque, selon le chan. Angley (6), souscrivit à un concile de Rome (344) sous le nom de *Lucianus, episcopus Maurianensis*.

Les preuves sur lesquelles ces auteurs s'appuient sont trop faibles pour soutenir une discussion sérieuse. Le concile dont il est question est fort douteux, et, sur les 421 évêques qui assistèrent à cette assemblée, la *Gallia christiana* n'en nomme que cinq, au nombre desquels les quatre grands métropolitains de Carthage, d'Aquilée, de Ravenne, de Milan, et ce *Lucianus*. Ne faisant pas mention des autres, il serait assez étrange qu'on eût fait une exception pour un petit évêque des Alpes (7).

de base à une proposition historique (Montmélian et les Alpes, pag. 43). Voyez encore le mémoire cité de ROGET DE BELLOQUET, pag. 500.

(1) *Allod* en allemand et *de Allodiis* en latin. — Besson p., n° 38, « *Vallem de Allodiis*. »

(2) ALBANIS-BEAUMONT, qui n'a pas entrevu la vérité, en conclut faussement que, de tous les peuples des Alpes, les Tarins se sont le moins mêlés avec les Burgunden (t. II, p. 84).

(3) Pag. 268.

(4) MENABREA, *Etudes histor.*, p. 293, vol. IX des *Mém. de l'Acad. de Savoie*, 1^{re} série.

(5) Pag. 282.

(6) *Histoire du diocèse de Maurienne*, 4846, pag. 10.

(7) ROGET DE BELLOQUET, *mém. cit.*, pag. 498.

L'édition des conciles de 1644 regarde le titre d'*episcopus Mauriennensis* comme très suspect ; les commentateurs croient qu'il s'agit d'un archevêque de Calabre ou d'un évêque de Dalmatie, et qu'on doit lire *Mariannensi* ou *Maranensi* (1).

Selon Grégoire de Tours, la ville de Maurienne, lors de la translation des reliques de S. Jean, avait trop peu d'importance (*loco viliori*) pour posséder un objet si précieux. Il parle même d'une tentative qui fut faite pour les transporter à Turin, dont le diocèse embrassait la Maurienne sous l'épiscopat de Rufus (2).

Un document très important, publié par MM. Cibrario et Promis, complète les données imparfaites que nous a laissées ce chroniqueur. C'est une charte du dixième siècle qui fixe au règne de Gontran (561) l'érection de la Maurienne en évêché, auquel fut unie la vallée de Suse, et indique Felmasius comme premier évêque. Ce document dit d'une manière positive que cette vallée faisait, avant cette époque, partie du diocèse de Vienne, ou plutôt qu'elle était soumise à l'église métropolitaine de Vienne (3).

(1) « M. ANGLEY cherche à réfuter ces objections, parce qu'on ne trouve dans aucune géographie ancienne une ville de ce nom dans ces deux provinces. Que Ptolémée cite, il est vrai, une ville appelée *Mariana*, mais qu'il la place dans l'île de Corse, et que si Ortelius parle d'une ville appelée *Maranum* dans le Latium et de deux autres bourgades de ce même nom, l'une dans le Frioul et l'autre dans les états de Venise, ces villes ne furent jamais épiscopales. » (Pag. 40.)

Contrairement à cette assertion, il y avait un évêché à *Marano* (dans le Frioul) et un autre à *Monte Murano* près de Bénévent. (BELLOGUET, pag. 498.)

(2) Et qui a locus ille Mauriennensis ad Taurinensem quondam urbem pertinebat, tempore illo quo Rufus erat episcopus, ait archidiaconus ejus ad eum, non est equum ut hoc pignus in loco viliori teneatur, sed surge et accipe, et defer ad Taurinensem ecclesiam, quæ plus popularis habetur. (GREG. TUR., *Glor. Mart.*, 44.)

M. ANGLEY trouve que le texte précédent est ambigu et que l'on peut également prendre ce Rufus pour un évêque de Maurienne ou pour un évêque de Turin. S'il pouvait être question d'un évêque particulier de Maurienne, il serait difficile d'interpréter le *loco viliori* et surtout le consentement du prélat à dépouiller sa ville épiscopale du doigt de S. Jean pour le laisser transporter à Turin.

L'*Italia sacra*, tom. iv, place l'épiscopat de Rufus vers 550. Besson en fait un évêque de Maurienne qui siègea sur la fin du quatrième siècle et au commencement du suivant.

(3) Audiens autem gontranus rex de reliquiis beati iohannis baptiste. et de miraculis quibus dominus ibi ostendebat. legatos suos mauriennam direxit. qui ecclesiam inibi fabricarent. cum circumiacentibus episcopis et comitibus ubi reliquias beati iohannis baptiste reponerent. canque perfectam episcopo viennensi ad cuius dyocesim pertinebat locus. sancto isicio conseruare precepit. synodum uero post modum in ciuitate cubillonis congregare sanctorum episcoporum fecit. et ibidem sanctum felmasium episcopum maurienne ab episcopo viennensi ordinare primum constituit. et ciuitati viennensi ipsam mauriennam ecclesiam cum consensu episcoporum subiectam fecit. ad quam ecclesiam mauriennensem ubi iohannis baptiste reliquias posuerat. seusiam ciuitatem iamdudum ab italis acceptam. cum omnibus

Il me semble que l'on peut conclure de cette pièce importante :

1° Que la Maurienne fut naturellement détachée de l'évêché de Turin par l'occupation des Burgunden, que, soumise alors à la métropole de Vienne, elle fit partie du premier royaume de Bourgogne et non de la monarchie des Goths ;

2° Que l'évêché de Maurienne n'ayant été érigé que vers 561, il est tout naturel qu'aucun évêque de cette province n'assistât au concile d'Épadne.

Les conjectures que M. Roget de Belloguet tire de la position topographique de la Maurienne, et des probabilités militaires l'amènent aux mêmes conséquences. « En la voyant pénétrer par une entaille étroite et profonde entre la » Tarentaise et le territoire d'Embrun, isolée de l'Italie par le Mont-Cenis, il » me paraît bien peu probable que Théodoric se soit enfoncé dans une pareille » impasse, avec les Bourguignons en face et sur les flancs. Ceux-ci, d'un autre » côté, n'auraient guère pu se maintenir dans la Tarentaise avec les Ostrogoths » dans Aoste et derrière eux au confluent de l'Arc et de l'Isère. Je pense donc » que la Maurienne doit revenir aux Bourguignons, soit que leur frontière ait » suivi dès lors le cours de la Durance, soit, comme je le préfère, que nous » la portions sur le Mont-Genèvre ou au col du Lautaret (1). »

Il résulte de ce que nous venons de voir que les deux phases bien distinctes de l'occupation burgunden, ayant un caractère tout différent, nécessitèrent deux espèces de partage dans les provinces envahies. Dans les quartiers qui leur furent assignés en premier lieu par les conventions passées avec les magistrats municipaux (2), ils prirent les deux tiers des terres, qu'ils se partagèrent ensuite entre eux par lots (*sortes*) (3) de contenances diverses et souvent

pagensis ipsius loci subiectam fecit et consensu etiam romani pontificis uienensi ecclesie iure perhenni episcopum ciuitates et uici maurienne subditum esse decreuit.

(*Da membrana del secolo X che si conserva nell'archivio vescovile di Moriana. — Documenti, monete e sigilli, pag. 324.*)

(1) Mém. précit., pag. 499.

(2) M. DE GINGINS pense que le territoire des cités se partagea par *régions* ou *quartiers* (*pagi*) qui furent *exclusivement* cédés aux Burgunden, ou *réservés* aux anciens habitants. On doit nécessairement admettre avec ce savant que quelques quartiers furent réservés aux Gallo-Romains, mais il est invraisemblable que d'autres furent *exclusivement* abandonnés aux barbares. La division par *pagi* ne fut pas le résultat du partage des terres, elle ne fit que circonscrire les régions où ces partages devaient avoir lieu, et désigner les quartiers où les Burgunden pouvaient disposer des deux tiers des terres. — Voy. MONTESQUIEU.

(3) La loi des Bourguignons donne la signification du mot *sorts*, qu'elle emploie en plusieurs endroits, pour désigner la propriété : *De hereditate patris, hoc est, de ea tantum terra quam pars ejus sortis jure possidens... quia cognovimus Burgundiones SORTES SUAS nimia facilitate vendere*, etc. (Lex Burg., t. XIV, § 5. — Ibid., t. LXXXIV; t. I, § 1.)

Les barbares assimilant la dignité royale à la propriété, les mots *extra sortem*, dans la loi 4 du tit. 6, et dans la 2^e de la seconde addition, veulent dire *hors du royaume*.

indéterminées (1). La cession de l'empereur Anthème donna naissance à un nouveau mode de partage qui eut lieu par héritage (*fundi*) (2).

Les Burgunden cependant ne disposèrent pas de toutes les terres ; certaines parties du territoire dans les quartiers primitifs , et les héritages non partagés dans les provinces cédées en 470 furent réservés pour des établissements futurs. L'émigration barbare s'augmentant chaque jour de nouvelles bandes appartenant aux tribus allemanniques de la même nation , le partage s'effectua au fur et à mesure , et resta ouvert jusqu'au milieu du sixième siècle , c'est-à-dire pendant près de cinquante ans.

Des dispositions législatives postérieures réglèrent la position des nouveaux émigrants (*Burgundiones qui infra venerunt*) (3), qui, n'ayant pas couru les premières chances de l'occupation, ne participèrent pas aux mêmes avantages. La loi (*additamentum* 2) les considéra comme inférieurs en condition aux premiers envahisseurs, sous le rapport du partage, et ne leur accorda que la moitié des terres (*medietas terræ*) (4).

Pour les distinguer de leurs compatriotes qui étaient établis depuis un demi-siècle dans les provinces gauloises , on les désigna sous le nom collectif de *Farammani* (5). Diversement répartis dans les cantons cédés aux Burgunden,

(1) La contenance territoriale des lots (*tertiae, sortes, hospitia*) n'était pas égale. Le mot *sortes* indique ici la portion attribuée aux Burgunden (*pars divisa*) et la partie ou région occupée collectivement (*pars indivisa*) ; ailleurs il désigne la province : « Si (*fugitivum*) intra provincias ad nos pertinentes corripuerit.... si extra sortem.... *fugitivum* corripuerit.... » Et plus loin il devient synonyme de quartier ou région : « *Quicumque servum suum.... de regione nostrâ in sortem alienam vendiderit....* »

(Lex Burgund., t. vi. § 4, *De fugitivis*. *Additam.* 2, § 2.)

Voyez aussi DE GINGINS, pag. 275, et *De l'état des personnes en France sous les rois de la première race*, par M. NAUDET, inséré dans les mémoires de l'Institut, Acad. des inscript. et belles-lettres ; Paris, 1827, tom. viii, pag. 432.

(2) Voy. SAVIGNY, *Hist. du droit rom.*, t. i, p. 231 et suiv. ; t. ii, p. 2 et suiv. — GUIZOT, *Essai hist. de France*, p. 92. — FAURIEL, *Hist. Gaule mérid.*, t. i, p. 522 à 531.

(3) Une première loi concernant les *farammani* fut publiée le 114 avant les calendes d'avril (30 mars 517). La loi burgunden distingue la qualité de *farammanus* qu'elle oppose à celle de possesseur ou propriétaire, parce que cette classe de Burgunden n'avait pas encore été admise au partage. Venus, comme les premiers, des provinces germaniques, ils s'occupèrent dans le principe du défrichement des forêts, et les abus qui s'en suivirent nécessitèrent une loi pour régler leurs droits. Cette loi additionnelle (*additamentum secundum*), publiée sous le règne de Sigismund ou de Gundemar, son successeur, fixe définitivement leur position.

(4) « *Ut non a Burgundionibus qui infra venerunt requiratur quam ad præsens necessitas fuerit, medietas terræ* » (Lex Burg., a. 2.).

(5) « *Fara-mann* est composé de deux mots teutoniques, dont le dernier, *mann* (*homo*), ne donne lieu à aucune équivoque. Le premier, *fara*, dérive du verbe *faran* (*transire*), voyager, émigrer ; il a plusieurs significations (voy. WACHTER, *Glossaire germanique*). Au

ils fondèrent des villages entiers auxquels ils donnèrent leur nom (4). On retrouve en Savoie la trace de ces colonisations postérieures dans le bourg de *Farama*, situé dans la province du Genevois, près du Rhône et non loin de Saint-Julien.

L'occupation des Burgunden a été diversement appréciée par les historiens; quelques-uns les représentent comme des peuplades féroces qui ne s'établirent que par le fer et le feu.

« La Savoie, dit Grillet, devint le théâtre sanglant des massacres les plus affreux, lorsque les Gaules arrachées à la domination romaine furent envahies par les barbares du nord : le génie de la destruction et du carnage vint y secouer ses torches ardentes et planer sur une terre désolée, où Genève, Annecy, Aix, Albens, Aime, St-Genix, etc., n'offrirent plus que les débris de leur ancienne splendeur (2). »

A côté de cette effrayante peinture vient se placer un autre tableau plus conforme à la vérité et aux récits des chroniqueurs, qui dépeignent le Burgunden comme plus importun, plus incommode et plus grossier que barbare et méchant (3).

Fatiguées du joug de la tyrannie impériale, les populations transjuranes accueillent les Burgunden à titre d'*hospitalité*. Vivant sous le même toit, les uns et les autres se saluent réciproquement du titre d'*hôtes* (4). Peu à peu les

propre, il veut dire voyage (*iter*), et, dans cette acception, *Fara-manni* se traduit par *émigrants*. Cependant la règle grammaticale demanderait le participe : *farand-mann*, comme on le trouve aussi dans le *Glossaire* de Du CANGE (*hac voce*), où il se rend en latin par *Pedepulecerosi*; mais *fara* avait en outre un sens figuré, celui de progression ou lignée, de famille ou tribu, et, dans ce sens, *Fara-manni* signifierait : bande d'émigrants appartenant à la même famille ou tribu; car l'idée de mobilité est inséparable du mot *Fara*. Quant aux *Burgundia Farones*, ou magnats burgunden, de FRÉDÉGAIRE (*Chron.*, c. 44, 44 et 55) le mot *Faro*, qui dérive de *Baro* (vir illustris), Baron, a un sens tout différent (voy. Du CANGE, *Glossaire*, à ce mot). » (DE GINGINS, mémoire cité, pag. 291.)

(4) « *Unius ejusdem generis ac familiae homines... qui... si comigrassent... vicatim habitare capissent, locus... fara appellabatur.* »

(Paulus WARNEFRID, *Gesta Longob.*, lib. II, cap. 9.)

(2) *Dictionnaire*, introd., chap. 4, pag. 8.

(3) Voy. SOCRATES, lib. VIII, cap. 30; SIDON. APOLLIN., ainsi que les admirables commentaires de MICHELET et d'AUGUSTIN THIERRY, le premier dans son *Histoire de France*, t. I, liv. 2, et le second dans ses *Lettres sur l'histoire de France*, VI.

(4) « *Burgundiones... blande, mansuete innocentique vivunt, non quasi cum subjectis Gallis, sed vere cum fratribus christianis.* » (Paulus OROSIIUS, apud *Script. rer. gallic. et francic.*, tom. I, pag. 597.)

barbares prennent la place des agents du fisc, et le cultivateur romain peut jouir en paix du fruit de ses sueurs (1). Ils reçoivent, il est vrai, les deux tiers des terres, mais le grand nombre de terres incultes rend ce partage peu onéreux (2), et tout concourt à la réorganisation de l'ordre social sapé jusque dans ses fondements (3).

« Le Romain, dit Montesquieu, fut lésé le moins qu'il fût possible. Le Bourguignon, guerrier, chasseur et pasteur, ne dédaignait pas de prendre des friches; le Romain gardait les terres les plus propres à la culture; les troupeaux du Bourguignon engraisaient le champ du Romain (4). »

Est-ce à dire que l'occupation burgunden fut exempte de toute violence? Non sans doute; mais les évènements déplorables qui accompagnent presque toujours une invasion étrangère eurent un caractère essentiellement accidentel, local et momentané. Les Gaulois, en pactisant avec les barbares et en les accueillant sous leurs toits, se mirent à l'abri des exactions auxquelles ils eussent été en butte en voulant s'opposer au flux qui les envahissait. Du reste, toutes les exagérations tombent devant une simple observation.

La Burgundie primitive, formée du riche et magnifique bassin protégé et dessiné par les Vosges, les Alpes et les Cévennes, avait environ, en ligne directe, 120 lieues de long (de l'Aube à la Durance) sur 75 de large entre le Valais et l'Allier (5).

Le royaume du Nibelungen embrassait une étendue de territoire qui renferme aujourd'hui 6,580,000 âmes de population.

La nation entière des Burgunden ne dépassait pas 60 mille hommes (6), et elle avait pu s'établir bien largement dans cette vaste circonférence.

(1) Au cinquième siècle, les impôts avaient été triplés, et, sous les diverses dénominations de *tributum*, *census*, *capitatio*, ils absorbaient la presque totalité du revenu du cultivateur romain. (Voy. SIDONIUS APOLLIN., *Carm.* vi; apud BOUQUET, t. I, p. 803 et 804.)

(2) « La superficie totale du duché de Savoie est évaluée à 1,007 mille hectares, dont 500 mille hectares, ou environ la moitié, sont cultivés. Celle des départements de la Haute-Saône, du Doubs et du Jura ou de la Franche-Comté est portée à 1,665 mille hectares, dont 1,082 mille, ou environ les deux tiers, sont cultivés; c'est-à-dire que l'étendue des terres cultivées a doublé depuis le 10^e siècle. Si l'on admet que les progrès de la culture ont suivi la même marche dans les deux pays, on trouvera que dans la Savoie les trois quarts du territoire étaient en friche. »
(DE GINGINS, pag. 271.)

(3) « Dans les provinces du Rhône, le partage des terres peut être considéré comme une expropriation pour cause d'utilité publique, vu qu'elle procura aux regnicoles l'abolition des impôts romains, qui rendaient la propriété presque illusoire, et assura en outre la sécurité du territoire, incessamment menacé par l'ambition conquérante des Visigoths. »

(DE GINGINS, pag. 280 et 281.)

(4) *Esprit des lois*, liv. xxx, chap. 9, édit. de Genève, 1777, tom. iv, pag. 140.

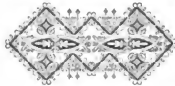
(5) ROGET DE BELLOUET, pag. 500.

(6) GUIZOT, tom. I, pag. 297. — MICHELET, *Hist. de France*, tom. I, pag. 309.

Comme les populations, les empereurs romains sentirent de leur côté la nécessité de s'unir aux Burgunden, et de chercher dans l'alliance de ces peuples barbares un dernier refuge et une dernière sauvegarde. Mais les protecteurs prirent eux-mêmes une part active à tous les événements qui présidèrent à la chute de l'empire. La monstrueuse alliance d'un pouvoir déchu avec un pouvoir qui monte devait amener l'inévitable résultat du conflit qui s'éleva entre la vie et la mort.

Et cependant, à leur tour, les Burgunden, pressés de toutes parts par les bandes des Francs, vont succomber et disparaître. La lutte s'engage entre eux meurtrière et longue, et, après dix ans d'une guerre opiniâtre qui n'amena que des scènes de désolation, le *premier royaume de Bourgogne* fut rayé de la carte en 534.

Il avait duré 78 ans.



CINQUIEME EPOQUE

SECONDE INVASION DES BARBARES — DEPUIS L'AN 554 JUSQU'A L'AN 880 APRES JESUS-CHRIST

DOMINATION DES FRANCS, LA SABOIA

SOMMAIRE. — Invasion des Francs. — Raison de leurs succès prodigieux. — Influence et appui du clergé. — Clovis embrasse la foi catholique. — Première expédition des Francs dans le royaume de Bourgogne. — Meurtre du roi Sigismund. — Dernière lutte du roi Gundemar. — Traité entre les rois francs et les chefs burgunden. — Ce que devient la Savoie au milieu de ces guerres continuelles. — Gontran, roi de Bourgogne. — Réédification de St-Jean, et érection de Maurienne en évêché. — La vallée de Suse et le Briançonnais sont réunis à ce nouveau diocèse. — Réclamations de l'évêque de Turin. — Contestation entre les évêques de Maurienne et d'Embrun à propos des limites respectives de leurs diocèses. — La Savoie tout entière est soumise à la métropole ecclésiastique de Vienne. — Destinée de la Bourgogne sous les rois francs. — Testament du patrice de Vienne Abbon, fondateur du monastère de la Novalaise. — Les Mérovingiens et les Carlovingiens. — Charlemagne, nouvel empereur des Romains. — Son testament. — La SABOIA. — Dissolution de l'empire. — Premier démembrement de la Savoie. — Bourgogne Cis et Transjurane. — Une partie de la Savoie est annexée au royaume de Lorraine, et l'autre au royaume de Provence. — Le duc Hugbert cherche à se rendre souverain dans la Bourgogne Transjurane. — Mort de Lothaire, roi de Bourgogne. — Usurpation de Charles-le-Chauve et de Louis-le-Germanique. — Résistance de la Transjurane. — Charles-le-Chauve empereur. — Il meurt empoisonné dans le village d'Avrieux en Maurienne. — Fin de la domination des Francs.

Il y avait déjà longtemps qu'une fédération d'autres peuples barbares connus sous le nom de Francs s'était établie par la force des armes sur une partie du territoire des Gaules. Hlodowig ou Clovis, un de leurs chefs, commandait en

496 une petite tribu cantonnée entre Tournay et le Rhin. Sa bande n'était guère composée que de 5 à 6,000 soldats. Cette poignée d'hommes devait cependant bientôt détruire les Goths, mettre fin au royaume de Bourgogne, repousser les Allemands qui tentaient de passer le Rhin, dicter ses lois à la Gaule et lui imposer son nom. Cet étonnant résultat, cette marche incessamment victorieuse, sont dus à l'influence et à l'appui du clergé. Clovis, vainqueur des Allemands, embrassa la foi catholique; trois mille guerriers suivirent son exemple, et, le jour du baptême de Clovis, l'Eglise triomphante domina les barbares.

« *Tu brilles par la puissance et la majesté, et quand tu combats c'est à nous* » *qu'est la victoire* (1), » écrivait Avitus, évêque de Vienne, au fier Sicambre. Ces mémorables paroles résument toute l'importance que le clergé catholique attachait à la conquête des Francs. Il y avait entre eux et les prélats gaulois communauté et solidarité d'intérêts; de là accord et pacte d'alliance. Les Goths et les Bourguignons (2) professaient l'arianisme; Avitus, sujet de ces derniers, entrevit avec joie leur anéantissement, bénit les armes des Francs, et le clergé tout entier accoutuma bientôt les populations à la pensée de se soumettre à ces nouveaux conquérants.

C'est en vain que les Bourguignons cherchèrent à conjurer l'orage.

« Il me déplait, dit Clovis à ses Francs assemblés, que ces ariens possèdent » la meilleure partie des Gaules; allons sur eux avec l'aide de Dieu, et chassons-les; soumettons leur terre à notre pouvoir; nous ferons bien, car elle » est très bonne (3). »

Sollicitée par les évêques, une première expédition en Bourgogne eut lieu en 501, et fut signalée par le meurtre et le pillage. Rien ne fut respecté par les Francs, qui incendièrent les récoltes, brûlèrent les maisons, les couvents, les églises, et massacrèrent les habitants qui leur résistaient, en n'épargnant ni le sexe ni l'âge. Alors le vieux roi Gundebald s'humilia devant le vainqueur et lui paya tribut. La guerre d'extermination, ainsi commencée, continua avec acharnement. Les Burgunden eurent à combattre non-seulement contre les Francs, mais encore contre les Ostrogoths, et leur monarchie s'écroula, en 534, sous leurs coups multipliés.

Cette conquête fut signalée par une atrocité sans exemple. Le roi burgunde Sigismund, vaincu après avoir combattu pendant neuf ans, se réfugia au couvent de St-Maurice. Pris dans sa retraite et conduit à Orléans, il fut jeté vivant, avec sa famille, dans un puits que l'on combla de pierres. Les fils de Clovis

(1) *Quotiescumque illic pugnatis, vincimus.* (Epist. AVITI, Viennensis episcopi, in append. ad Greg. Tur., tom. iv, pag. 50.)

(2) Les historiens appellent indifféremment ces peuples du nom de Burgunden, Burgondes ou Bourguignons, comme ils disent Burgundie ou Bourgogne.

(3) *Gesta rerum Francorum*, ap. Ser. Fr., II, 553. — THIERRY, *Conquête de l'Angleterre*, I, 43. « *Eam nostris ditionibus subjecimus, quia valde bona est.* »

crurent ainsi venger la mort du père de Clotilde, tué par Gundebald il y avait quarante ans.

Après la mort de Sigismund, Gundemar, son frère et son successeur, se fit couronner à Genève, et conserva pendant quelque temps une partie de ses états. Devenus bientôt maîtres de la Burgundie, les rois francs cherchèrent à s'attacher les chefs burgundes, et, pour éviter toute révolte intérieure, ils passèrent avec eux un traité où leur puissance fut reconnue dans les termes suivants :

« Les rois des Francs seront aussi rois des Burgundes, et en porteront le » titre. Les Burgundes obéiront à ces rois de la même mesure qu'ils ont obéi » aux rois de la maison de Gundioch. Les guerriers burgundes les assisteront » dans leurs guerres, mais sous la condition que leurs troupes ne seront point » séparées. En toutes choses, chaque peuple, Romain, Burgunde, Franc, sera » soumis aux lois et aux coutumes de sa nation (1). »

Il est difficile de suivre, au milieu des événements rapides qui se succèdent dans la lutte, la destinée de la Savoie. Prise et reprise par les Burgundes, les Francs et les Ostrogoths, elle subit tour à tour la loi du premier occupant, lorsque la défaite de Gundemar, dans un dernier combat, livra la Burgundie au pouvoir des Francs, qui en chassèrent à leur tour les Ostrogoths qui s'étaient emparés de Genève.

« Vitigès (roi des Goths) céda à Childebart et à Clotaire, rois des Francs, » dit Grillet, l'an 536, la Savoie, la Tarentaise et la Maurienne, par un traité » que Justinien ratifia, sous la condition que ces princes ne passeraient point » au-delà des Alpes (2). »

Aucune preuve plausible, aucun document historique n'est cité à l'appui de cette prétendue cession. L'obscurité qui enveloppe ces quelques années de désastre ne commence à cesser que sous le règne de Gontramn ou Gontran, fils de Clotaire, qui eut, à la mort de son père, la Bourgogne en partage, et régna ainsi sur la Savoie.

On attribue à ce roi franc la réédification de St-Jean (3) et la création de

(1) *Histoire du canton de Vaud*, par A. VERDEIL, Lausanne, 1849, tom. 1, pag. 48.

(2) GRILLET, *introduc.*, pag. 42. — Voyez encore MENABREA, *Etudes historiques*, pag. 295, et *Chorog. Ital. medii ævi*. Ce dernier ouvrage place toutes les Alpes sous la domination des Ostrogoths, excepté les Graies et les Pennines que possédaient les Bourguignons. Mais il ne cite aucune preuve et ne donne aucune date. — Voy. MURATORI, *Scrip. rer. Ital.*, tom. x, col. xvj.

(3) « Dans une Notice des provinces, publiée par Duchesne, du temps de Gontran, ou postérieurement, la Maurienne est attribuée à la Gaule et aux Alpes graies et pennines, et ainsi mentionnée : *civitas Morienna, a Gontranno rege constructa*. Ce nom de Maurienne fit disparaître entièrement celui des Medulli, et, dans le testament d'Abbon de l'an 739, on lit *Vallis Maurigenica*. » (WALCKENAER, vol. II, pag. 394.)

l'évêché de Maurienne, auquel il réunit le Briançonnais et le val de Suse, que les Lombards lui avaient cédé vers l'an 576 (1).

Ce nouveau diocèse fut soumis à la juridiction de l'église métropolitaine de Vienne, dont la Savoie dépendit alors entièrement (2). La réunion de la vallée de Suse et du Briançonnais, qui avait jusqu'alors fait partie de l'évêché de Turin, donna lieu, suivant quelques auteurs, à de vives réclamations de la part du prélat de cette dernière ville, qui s'adressa au pape Grégoire-le-Grand. Celui-ci écrivit à Syagrius et même aux rois francs Théodoric et Théodebert (3). Mais, quoi qu'il en soit de cette assertion fort contestable, la mesure prise par Gontran subsista et fut sanctionnée par le pape (4).

Quelques années après, des discussions s'élevèrent entre les évêques de Maurienne et d'Embrun sur les limites respectives de leurs diocèses. Gontran

(1) FRÉDÉGAIRE, *Chron.* 45. — ROGET DE BELLOUET, pag. 495. — WALCKENAER, tom. II, pag. 393. — *Documenti, monete e sigilli*, charte déjà citée pag. 86 : « *Seusiam civitatem iam dudum ab Italis acceptam.* »

(2) Les divisions ecclésiastiques suivant en général l'ordre des divisions civiles, la province Viennoise, après avoir subi plusieurs modifications territoriales au 5^e et au 6^e siècle, s'était trouvée réduite aux évêchés de Grenoble, de Genève, de Viviers, de Valence et de Die.

Voy. la bulle du pape Léon-le-Grand de l'an 450, relative à la question de suprématie des évêques d'Arles et de Vienne, qui ne compte pour suffragants à celui-ci que Genève, Grenoble, Tarentaise et Valence. En 497, la bulle d'Anastase II y ajouta Die et Viviers. La province ecclésiastique de Vienne s'agrandit ensuite successivement des évêchés de Tarentaise et de Sion, ancienne province des Alpes graies et pennines, du diocèse d'Aoste en 575, et enfin du diocèse de Maurienne, comme nous venons de le voir. L'église de Vienne conserva ces neuf suffragants sous sa dépendance spirituelle, jusque vers le milieu du siècle dernier. (Voy. *Gall. christ.*, tom. XII, pag. 700, 731 et 804. — Les bulles des papes Léon, de l'an 450, et Nicolas I, de l'an 858. — CHORIER, *Etat politique du Dauphiné*, tom. I, p. 428-453. — BESSON, *Histoire ecclésiastique de Savoie*, pag. 190-282.)

« A l'autorité de métropolitain, ce prélat (l'archevêque de Vienne) joignait celle de *primat* ou de vicaire perpétuel du siège apostolique dans sa province, ainsi que dans les provinces ecclésiastiques attenantes des Alpes maritimes ou d'Embrun et des Alpes pennines, dont la ville de Moûtiers en Tarentaise devint plus tard le chef-lieu. Lorsque (vers 794) les évêques de ces deux villes obtinrent la dignité d'archevêque, les droits de suprématie de Vienne sur ces deux provinces furent expressément réservés (voyez *Gall. christ. nova*, tom. III, province d'Embrun, pag. 1065, et tom. XII, province de Tarentaise, pag. 700); en sorte que, dès le sixième siècle, la suprématie de l'archevêque de Vienne s'étendit depuis l'extrémité des Alpes rhétiques, à l'est, jusqu'aux montagnes de l'Auvergne, à l'ouest, et, du nord au sud, depuis le lac de Genève à la Duranée et au mont Ventoux. Elle embrassait ainsi le Dauphiné, le duché de Savoie, le Valais, le duché d'Aoste et la vallée de Suse en Piémont. » (DE GINGINS, *Mémoires pour servir à l'histoire des royaumes de Provence et de Bourgogne jurane*, pag. 44.)

(3) WALCKENAER, tom. II, pag. 393.

(4) Le document publié par MM. CIBRARIO et PROMIS (*Documenti, monete e sigilli*, p. 325) mentionne particulièrement le consentement du pape « *et consensu etiam romani pontificis.* »

envoya un de ses lieutenants pour les fixer telles qu'ils les avaient établies, et planter en conséquence des bornes entre les évêchés de Turin, de Maurienne et d'Embrun. Ces bornes furent placées « *in partibus Italie in loco qui dicitur* » *Vologia, usque in partes Provinciae, uno distans milliario a civitatula nomen*

Ce passage de la charte paraît de prime abord contredire l'assertion des historiens, qui ont avancé que le démembrement de l'évêché de Turin donna lieu à des réclamations de la part du pape S. Grégoire-le-Grand; il n'en est rien cependant, et, pour pénétrer dans ce dédale historique, il s'agit de rétablir les dates d'une manière exacte, car il existe à cet égard une telle confusion chez les historiens qu'il est impossible de les accorder. L'érection de la Maurienne en évêché eut lieu sous Gontran. Felmasius en fut le premier évêque. On ne peut attribuer à cet événement une date antérieure à 561, car Gontran ne commença à régner que cette année-là. C'est donc à tort que Besson indique *Felmase I^{er}* comme évêque de Maurienne en 550. Le pape Jean III occupait alors le siège pontifical, et ce fut lui qui donna son consentement à cette subdivision ecclésiastique. Quand le pape Grégoire-le-Grand écrivit à Syagrius, Gontran n'existait plus, et sa lettre à cet évêque d'Autun, ainsi que celle qu'il adressa aux rois francs, date probablement de l'année 598, car Thierry II ou Théodoric n'a commencé à régner en Bourgogne qu'en 596, et Théodebert, en Austrasie, la même année. Dans la première de ses lettres, le pape se plaint de ce que l'évêque de Turin Ursicinus a été jeté en prison sans motif et remplacé par un autre évêque, et que son église a été injustement dépouillée de quelques-unes de ses possessions : « *Perlatum ad nos est dilectissimum fratrem nostrum Ursicinum, Taurinæ civitatis episcopum, post captivitatem et depradationem quam pertulit, grave in parochiis suis, quæ in Francorum sitæ terminis perhibentur, prejudicium pertulisse, denique ut alter illic, contra ecclesiastica statuta, nullo ejus crimine deponente, constitueretur antistes* » (voyez les œuvres de S. GRÉGOIRE-LE-GRAND, Paris, 1675, liv. VII, lettre 420, pag. 873 et 874. WALCKENAER indique la lettre 45 du IX^e livre. Cette différence dans la citation provient peut-être d'une autre édition). La lettre adressée aux rois francs contient les mêmes faits et demande en outre une indemnité en faveur de l'évêque injustement persécuté (liv. VII, lettre 421, pag. 875). Les expressions *in Francorum sitæ terminis* ont porté à croire qu'il s'agissait ici des paroisses démembrées de l'évêché de Turin pour former celui de Maurienne; mais le fait reproché à Syagrius, qui avait procédé à l'ordination du remplaçant d'Ursicinus, ayant eu lieu sous les règnes de Théodoric et de Théodebert, ne peut être confondu avec la mesure prise par Gontran, surtout si l'on considère que l'évêque Ursicinus fut rétabli sur son siège, et son église réintégrée dans ses possessions, comme le dit Em. TESAURO : « *Tanta forza ebbero queste lettere, che senza contrasto fu soppresso l'illegittimo vescovato; a noi fu restituito il nostro vescovo, e al vescovo la libertà, le terre e le rapine.* » Le commentateur GINOLDI a ajouté à ce passage une note explicative : « *Di questo parla assai chiaro la lettera del medesimo S. Gregorio addotta dall'autore. La lettera agli re franchi, nel volume di S. Gregorio, è la epistola 422 (421) intitolata: Theoderico et Theodeberto, regibus Francorum, Gregorius, etc. De Ursicino, episcopo Taurinæ civitatis. La scritta al vescovo Augustodunense è la epistola 424 (420) con questo titolo: Gregorius Siagrius episcopo Augustodunensi. De Ursicino, civitatis episcopo, absque causa a sua ecclesia electo. Ma s'intende escluso da quella parte della diocesi che entrava nella Francia, mentre regnavano Teoderico e Teodeberto. Vedi l'Istoria di Provenza (BOUCHÉ), tom. 1, pag. 599.* » (D. Em. TESAURO, *Istoria dell'augusta città di Torino*, 1 vol. in-folio, Turin, 1679, liv. IV, pag. 478, 479 et 491.)

» *sibi impositum Rama* (1); c'est-à-dire : en Italie, depuis Valgioia (à l'extrémité de la vallée de Suse) (2) jusqu'aux confins de la province des Alpes maritimes et de l'Italie, à Casse-Rom (le *Rama* de la carte de Peutinger). »

En remontant vers l'ouest, deux autres limites furent plantées, l'une vers la rivière *Baisdra*, et l'autre à un endroit fortifié appelé *Berientinum* : « *a supra dicto autem termino.... usque ad flumen quod dicitur Baisdra est alius terminus, et a flumine Baisdra quod intrat in Isaram usque ad Berientinum castrum quod Sabaudia vocatur* (3). »

« La petite ville de Rama et la rivière de *Baisdra*, dit le chan. Anglely, qui servirent de point de division, n'étant plus connues aujourd'hui sous les mêmes noms, il serait très difficile de dire jusqu'où s'étendait alors le diocèse de Maurienne (4). »

L'emplacement de Rama est parfaitement déterminé; cette petite localité est située sur la route d'Embrun à Briançon, à peu près à une égale distance de

(1) Besson, dans les *Preuves*, n° cix, pag. 479.

(2) « Le diocèse de Maurienne s'étendait, du côté du levant, jusqu'au-delà de Suse, en une paroisse nommée Aveillanne. Avant la révolution, selon M. COMBET, l'évêque de Maurienne nommait et instituait encore le curé de cette paroisse, en témoignage de l'ancien droit de ses prédécesseurs sur cette partie de leur diocèse. »

(A. ANGLELY, *Histoire du diocèse de Maurienne*, 1846, pag. 8.)

Deux documents attestent que cette limite était la même à la fin du 9^e siècle et au commencement du 13^e, et que la vallée de Suse était comprise dans le diocèse de Maurienne. Le premier, qui date de l'an 887, est la charte de donation de la tour d'Hermillon à l'évêché de Maurienne, par Boson, roi de Provence : « Interfuit quoque noster dilectus Asmundus, Secusine civitatis vel Maurianorum episcopus » (*Monum. hist. patr.*, vol. II des Chartes; 1853, col. 42 et 43). Le second renferme le procès-verbal d'une visite pastorale faite en 1208 par Anthelme 1^{er} de Clermont, évêque de Maurienne, dans la vallée de Suse : « Anno Domini millesimo ducentesimo octavo, die jovis vigesima prima septembris, indictione undecima, in præsentia canonicorum et testium infra scriptorum, noverint universi quod nos Anthelmus, Dei gratia, Maurianensis ecclesie episcopus, venimus cum canonicis nostris Maurianensibus, videlicet D. Hugone de Urteris, D. Hugone Bursæ, D. Aymone Coysia et D. Manfredo de Lucerna, venimus usque ad pontem de Vallovid prope Avilianam, fungentes officio nostro, et episcopali auctoritate, quia scimus vallem Secusie usque ad dictum pontem esse de episcopatu et jurisdictione Maurianensi, et de his præcipimus tibi tabellioni infra scripto fieri publicum instrumentum. Actum fuit hoc in præsentia D. abbatis Secusie juxta pontem Vallovi, in territorio Avilianæ; interfuerunt testes ad hoc specialiter vocati et rogati, Ruffus de Bachino, Secusie castellanus, et Joannes Ferrandi, Avilianæ castellanus, et Petrus Cornu, et Petrus de Precuxio, et Petrus de Salonia, et Marcus, et Bartholomæus, et Jacobus, et Præpositus fratres, et Petrus, et David, et Roletus fratres de Nebrianda, et D. Albertus, sacerdos ecclesie de Mochiis, et Stephanus, ejusdem loci castaldus. Et ego Humbertus de Sto Ambrosio, notarius sacri palatii, interfui, et hanc cartam recepi et complevi » (Besson, *Preuves*, pag. 484).

(3) Voyez plus haut page 58, note (2).

(4) *Histoire du diocèse de Maurienne*, pag. 18.

ces deux villes (1), et la rivière *Baisdra* n'est autre que le Bréda (2) actuel, qui prend sa source à la montagne des Sept laus (sept lacs) et se jette dans l'Isère, près de Pontcharra (3).

La position du *Castrum Berientinum* est moins facile à déterminer; mais comme il devait être situé non loin du Bréda, il est fort probable que c'était un château qui existait anciennement sur la petite montagne de Ste-Marguerite, au pied de laquelle s'opère la jonction du Bens et du Bréda, cours d'eau qui séparent en cet endroit la Savoie de la France. En tous cas, s'il est impossible de fixer d'une manière précise l'emplacement de ce lieu fortifié, il ne peut cependant pas être cherché ailleurs qu'aux environs du Pont-de-Bens ou de la chartreuse de Saint-Hugon (4).

Ainsi la province ecclésiastique de Maurienne empiétait au sixième siècle (5)

(1) Les anciennes cartes désignent encore cette ancienne station romaine sous le nom de *Rame*.

(2) Le nom de Bréda est écrit Braïda dans plusieurs actes; la transposition du *r*, de la première à la seconde syllabe, s'explique très simplement.

(3) « Dans la montagne de Cello, en Maurienne, on voit plusieurs lacs dont trois donnent naissance au Bréda. » (AYMAR DU RIVAIL.)

« J'ai traduit le texte, dit M. Macé dans une de ses excellentes notes : *in Cello Morienna monte*. C'est une singulière bévue de notre auteur; tout le monde sait que dans les montagnes au-dessus d'Allevard il y a sept lacs, et que, dans le patois du pays, on les appelle les sept laus. Aymar a reproduit le son sans se préoccuper du sens, et il a écrit *Cello* là où il aurait dû écrire *sept laus*, c'est-à-dire *sept lacs*. » (Description du Dauphiné, pag. 273.)

J'ajouterai que dans une vieille carte que j'ai sous les yeux le nom de la montagne des *sept laus* est aussi orthographié *Cælo*. Le passage du chroniqueur Aymar a une certaine importance pour la question qui nous occupe, en ce sens qu'il place cette montagne dans la Maurienne, qui cependant n'en faisait plus partie à l'époque où il écrivait.

(4) Quelques auteurs le placent à Briançon, mais je ne sache pas que cette ville ait jamais été désignée sous le nom de *Berientinum*. Les itinéraires romains l'appellent *Byrigantium* et *Brigantione*. Du reste, une limite ayant été placée à Rama, on ne comprendrait pas pourquoi on en aurait fixé une autre à Briançon. La charte indiquant en outre cette localité après le Baisdra, l'emplacement de Briançon ne peut pas lui convenir.

La charte publiée par Besson est le seul document connu au moyen duquel on puisse déterminer les limites de l'évêché de Maurienne lors de sa création; mais l'interprétation n'en est pas exempte de difficultés. J'ai soumis cette question délicate à M. Antonin Macé, qui a bien voulu m'aider à la résoudre avec toute l'obligeance qui le caractérise. Après avoir adopté, avec moi, que le Baisdra et le Bréda sont le même cours d'eau, il pense aussi que le diocèse de Grenoble, à l'époque dont il s'agit, était beaucoup plus restreint vers le S.-E. qu'il ne l'a été depuis, et qu'ainsi l'on peut parfaitement admettre que l'archevêché d'Embrun et l'évêché de Maurienne se limitaient et se touchaient au cours de ce torrent, car il ne me paraît aucunement invraisemblable, me dit le savant professeur, que la limite des deux évêchés, au lieu de se trouver, comme les limites actuelles des deux états, au faite des montagnes, se soit trouvée au cours d'eau lui-même, alimenté par les eaux de ces montagnes.

(5) Reste une difficulté. Quelle est la date de cette charte? Besson la fixe vers l'an 588;

sur la France et l'Italie, et embrassait, hors de ses limites actuelles, la vallée de Suse, le Briançonnais ainsi que le pays renfermé entre les cours du Bréda et du Bens et la crête des montagnes qui séparent aujourd'hui la Maurienne du département de l'Isère.

Pendant la longue domination des Francs, qui dura 354 ans, la Savoie subit les destinées des autres provinces de la Gaule. La Bourgogne, qui conserva le titre de royaume, se trouva tantôt réunie à la monarchie entière, et tantôt forma un état particulier qui devint le lot d'un fils de roi franc, suivant l'habitude de partage que les usages barbares avaient introduite.

Les rois mérovingiens instituèrent des administrateurs de provinces sous les

mais cette date n'est pas exacte si l'on admet avec lui (page 283) que l'archevêque d'Embrun, que le document ne nomme pas, fut le fameux Salonius, car cet archevêque avait été déposé pour la seconde fois avec son frère Sagittarius, évêque de Gap, au concile de Châlons, tenu en 579. Les chroniqueurs parlent de ces deux frères comme de deux scélérats qui se livraient à tous les genres d'excès et commettaient tous les crimes : *homicidiis, adulteriis diversisque in sceleribus insano furore grassari ceperunt* (GREG. TUR., lib. v, cap. 20).

« Salonius, dit CHORIER, était plus homme de cœur qu'homme de bien, aussi fut-il déposé dans le second concile de Lyon, l'an 567, ce qui ne le rendit pas meilleur, de manière qu'il fut déposé une seconde fois dans le concile de Châlons, l'an 579 (*Etat politique de la province du Dauphiné*, 3 vol. in-48, Grenoble, 1674, tom. 1, pag. 233). »

GRÉGOIRE DE TOURS s'exprime plus vertement encore : « Anno quoque quarto Childeberti qui fuit decimus octavus Guntheramni et Chilperici regum, apud Cavillonum civitatem synodus acta est, ex jussu principis Guntheramni : discussisque diversis causis contra Salonium et Sagittarium episcopos, iteratur illa antiqua calamitas : objiciuntur eis crimina : et non solum de adulteriis, verum etiam de homicidiis accusantur. Sed hæc per penitentiam purgari censentes episcopi, illud est additum, quod essent rei majestatis et patriæ proditores. Quæ de causa ab episcopatu discinti, in basilicam beati Marcelli sub custodia detruduntur. Ex quæ per fugam lapsi, discesserunt per diversa vagantes, donec in civitatibus eorum alii subrogati sunt. » (*Hist. Franc.*, lib. v, cap. 27.)

Il ne serait pas étonnant que l'évêque Salonius, avec le caractère fougueux dépeint par Grégoire de Tours, eût empiété sur l'évêché voisin et eût soulevé des difficultés sur les limites de son diocèse. D'un autre côté, Felmasse, premier évêque de Maurienne, étant probablement vivant en 567, je pense que l'événement qui nous occupe n'a pas de beaucoup précédé la date de 579, époque du concile de Châlons, où non-seulement l'évêque Salonius fut déposé, mais encore où l'on approuva l'érection de l'évêché de Maurienne (CHORIER, *Etat polit.*, tom. 1, pag. 193). BISSON est tombé dans de si étranges erreurs à cet égard, qu'on ne peut tirer aucune ressource de sa chronologie des premiers évêques de Maurienne, ni accepter les dates qu'il désigne.

titres de ducs, de patrices ou de recteurs (1). Leur autorité était supérieure à celle des comtes, et s'étendait sur plusieurs provinces réunies, qui formaient ou un duché (*ducatus*), ou un patriciat (*patriciatus*), suivant le titre du gouverneur qui les administrait.

La Burgundie fut principalement divisée en patriciats (2). La Savoie dépendit de celui de Vienne, qui comprenait toutes les contrées enclavées entre le Rhône, la Durance et les Alpes pennines.

Dans les commencements du septième siècle, un patrice de Vienne, du nom d'Abbon (3), devenu célèbre dans l'histoire de nos pays, fut forcé de quitter sa

(1) *Patrici, duces, rectores*. Voyez l'Essai sur le système des divisions territoriales de la Gaule, depuis l'âge romain jusqu'à la fin de la dynastie carlovingienne, par Benjamin GUERARD, de l'Institut. Cet ouvrage est un extrait du mémoire couronné par l'Institut en juillet 1830. L'auteur considère trois ordres de divisions territoriales établies dans la Gaule depuis le milieu du 5^e siècle jusqu'à la fin du 10^e : 1^{re} divisions civiles, provinces, cités, pagi; 2^e divisions dynastiques, duchés, comtés, centaines, vicairies, décanies; 3^e divisions irrégulières, missions ou légations, marches, etc. — Voyez : Journal des savants, février 1832, pag. 423, et Mémoires de l'Institut de France, Académie des inscriptions et belles-lettres, tom. ix, 1834, pag. 45.

(2) *Willibaldus patricius Burgundiae*.... colligens secum.... multitudinem patriciatus sui termino.... (Vid. FREDEG. Chron., ap. DUCHÈNE ss, tom 1, pag. 766.)

(3) L'histoire du patrice Abbon est enveloppée d'obscurité, ce qui n'a rien d'extraordinaire à cause de l'éloignement du temps; mais ici, comme dans toutes les questions controversées, les historiens n'ont fait que compliquer les difficultés, tout en cherchant à les éclaircir. Les uns ont soutenu qu'il y avait eu deux hommes du nom d'Abbon, dont le dernier était petit-fils de l'autre, suivant CHORIER (Etat politique, tom. II, pag. 6), ce qui ne paraît pas admissible, malgré le raisonnement de Chorier, car Abbon, dans son testament, se dit fils de Félix et de Rustice : *Abbo filius Felici et Rustice nomine*, et, en énumérant les biens qui lui sont parvenus à titre d'héritage, il cite ses parents et ses ancêtres, et aucun Abbon ne figure dans sa famille : *quod de parente mea Godane ad me pervenit.... quem de parente nostro Wandalberto abbate conquisivimus.... quem de atunculo meo Dodone mihi obtenuit et de avia nostra Dodina.... avia mea Maurine et Dodina....*

S'il y avait deux Abbon, il devait y avoir deux testaments; c'est ce qu'ont avancé plusieurs auteurs, comme ROCHEX et BASSON. Le premier Abbon aurait vécu au commencement du 5^e siècle, et aurait fondé l'abbaye de la Novalaise; le second n'aurait été que le restaurateur du célèbre monastère. MARILLON, qui a donné le texte du testament d'Abbon fils de Félix, dit l'avoir extrait des archives de Grenoble, nie l'existence d'un premier Abbon, et regarde son testament comme apocryphe. BASSON, au contraire, soutient que ce dernier testament, daté de l'an 5 de Théodoric, roi des Goths (environ l'an 498), se trouve aussi dans les archives de cette même ville.

L'existence de deux Abbon paraît invraisemblable, et la cause de l'erreur est facile à découvrir. Le testament est daté du règne de Théodoric, époque de l'invasion des Sarrasins, ce qui le porte à 734 ou 739 environ; mais il s'agit ici de Thierry IV, roi des Francs, ce qu'on a tout simplement confondu avec le célèbre Théodoric, roi des Goths. Du reste, on ne connaît que le testament publié par Mabillon. L'original n'existe plus aux archives de

résidence habituelle (1), après la terrible invasion des Sarrasins, pour se réfugier à Suse. Il fonda dans sa retraite le fameux monastère de la Novalaise (2), auquel il légua les possessions considérables qu'il tenait dans les évêchés de Vienne, de Lyon, de Grenoble, de Die, d'Embrun, de Vaison, d'Apt, de Riez, d'Arles, de Marseille, de Toulon, de Maurienne, de Tarentaise et de Genève.

L'énumération de ces immenses domaines, contenue dans son testament, nous apprend sous quelles dénominations plusieurs localités de la Maurienne

Grenoble; il fut envoyé à Paris, où il est resté en 1824 ou 25, sur la demande du ministre de l'intérieur, et il n'y en a jamais eu d'autre.

Une autre discussion, qui a pris de nos jours une proportion aussi large que celle-ci, s'est élevée sur la dignité qu'occupait Abbon. Les uns disent qu'il était patrice romain, et d'autres patrice franc : *Abbo era patricio francese e non romano* (Em. TESAURO). L'avocat P. DATTA a cherché à prouver qu'il n'avait été ni l'un ni l'autre. Ce savant s'appuie principalement sur ce qu'il n'a jamais pris cette qualité, ni dans son testament, ni dans l'acte de fondation de la Novalaise, et que si la chronique de cette abbaye l'élève jusqu'au patriciat, c'est que les moines étaient bien aises d'attribuer à leur fondateur la première charge de l'état après le souverain. « *Repilogando*, dit-il, il sin qui detto conchiudiamo, che Abbone, fondatore del monastero della Novalese, figliuolo di Felice e Rustica, fù ricco, potente e governatore di Suza e della Moriena, ma che giammai fù patrizio franco, e tanto meno romano. » Les raisons apportées pour soutenir cette thèse m'ont paru peu plausibles; l'énumération des immenses propriétés énoncées dans le testament d'Abbon indique qu'il devait être autre chose qu'un simple gouverneur de la Maurienne. M. DE GINGINS ne fait pas difficulté de l'admettre au nombre des patrices de Vienne qui gouvernèrent notre pays (*Mémoire pour servir à l'histoire de Provence, etc.*, p. 47).

(1) « *Residebat in castro Viennensi* » (*Chron. Novaliciensis*, lib. II, cap. 48.)

(2) Le chanoine ANGLE, sur la foi d'Em. TESAURO, révoque en doute la fondation de la Novalaise par Abbon, auquel il n'en attribue que le rétablissement. Le texte du testament repousse cette assertion : « *Novalicis monasterii in valle Segusina, quem ex opere nostro in rem proprietatis nostræ construximus, ubi norma monachorum sub religionis ordine spiritali et regula sancti Benedicti custodiendis Domino adjuvante colocavimus.* » (*Apud MABILLON, De re diplom.*, lib. VII, n° LXII, pag. 507, et *apud MURATORI, Rer. Ital.*, ss., tom. II, pars 2, pag. 744.)

Le testament d'Abbon n'est pas au reste la seule pièce importante, car il existe encore l'acte de fondation du monastère. La charte qui le renferme a d'abord été publiée en 1670 par révérend D. Jean-Louis ROCHEX, dans son ouvrage *La gloire de l'abbaye et vallée de la NOVALAISE, etc.*, ensuite dans les *Mémoires de l'Académie des sciences de Turin*, vol. XXX, pag. 208. L'avocat P. DATTA l'a fait précéder d'un mémoire remarquable intitulé : *Di Abbone, fondatore del monastero Novalicinese, e del preteso suo patriziato* (pag. 477). Cet académicien rectifie la mauvaise leçon adoptée par le P. Rochex. En dernier lieu, la Commission historique de Turin a fait réimprimer cette pièce importante dans la vaste collection des *Monumenta historia patriæ*, t. II des chartes, col. 32 et 33. Ce document porte la date suivante : *Sub die tertio kalendas februarii anno quinto, regnante domino nostro Theodorico rege* (Thierry IV), *indictione nona*, qui correspond au 30 janvier 726 environ. Le testament fut stipulé treize ans plus tard, soit en 739.

et de la Tarentaise étaient connues à cette époque, et devient ainsi un document très utile pour la géographie comparée de ces deux provinces, et peut servir à déterminer l'étendue du gouvernement patriciat (1).

Les descendants de Mérovée, connus sous le nom de Mérovingiens, régnèrent jusqu'au milieu du huitième siècle. Il appartient à l'histoire de dire comment leur race dégénérée tomba sous le sceptre des rois fainéants, et comment les maires du palais usurpèrent l'autorité souveraine. L'un d'eux, Pepin-le-Bref, s'empara de la couronne qu'avait dédaignée son père. Il donna le jour à Charlemagne. Ce successeur des rois barbares, qui avaient contribué à renverser l'empire des Césars, conçut la pensée de le rétablir. Sacré empereur des Romains (809), il étendit sa puissance du nord au midi, fit sa capitale d'Aix-la-Chapelle, et légua son nom avec sa gloire à la race des rois francs qui lui succédèrent, mais il garda son génie.

Sous son règne, la *Sabaudia* modifie son nom en celui de *Saboia*. En 811, cet empereur divise ses états entre ses fils, et, dans l'énumération des provinces qui doivent former le lot de Louis de Bavière, on compte la Savoie, la Maurienne, la Tarentaise, le Mont-Cenis et la vallée de Suse (2).

La Savoie, sous cette expression nouvelle, ne paraît pas encore avoir perdu ses anciennes limites, et elle se trouve distinguée de la Tarentaise et de la Maurienne comme les Médulles et les Centrons le furent des Allobroges.

(1) De locis vero quæ in hac charta describuntur, nomina ea sunt quæ verisimilius conjici posse esse videntur. Barro, vicus in monticulo vallis Novaliciensis etiamnum positus, haud procul inde aberat Albanato. Cravasca, *Cereasque*, trans Cinisium montem prope Pinarolium. Faido viculus in eadem valle Novaliciensi et ex adverso Barri situs ultra rivum à monte Cinisio labentem. Promaciano, *Permaceutus* prope Balmas, supersunt adhuc rudera cum capella D. Virgini sacra quæ nomen de Balmis retinet. Lastadiò, *Stado*, duabus leucis ab opidulo Cameræ distans, Grumano vicus Cameram inter et Aquambellam positus, Camundis, *Chamoux*; Lucemone, *Lanebourg*; Corvalico, *Bessan*, *Petracava*, *Aussoix*; Trebocis, *Termignou*, hæc omnia in valle Maurigenica sive Mauriennensi posita. Birisio, *Abriez*, in Tarentasiensi comitatu; Fontana, forsan *Font-Coucerte*, in valle Moriannensi, seu *Fontaine*, prope Munsterium; Nanosces, nomine mutato, nunc dicitur Sanctus-Julianus; Bonosco, *Bramen*; Brogis, *Le Bourget*; Misiottano, *Modane* sex leucis a fano sancti Joannis-Maurianni. distans; Oblectiacis, forsan vicus sancti Andreæ; Mago, item sancti Michaelis; in Albiadis, in Bausetis, Alpes vulgo dictæ *du Til et saint Michel la porte*; Briscosis, sancti Juliani montes; Amalicion, *Armeillon* ad fluvium Arcam. (*Locorum in Abbonis testamento memoratorum expositio*; apud MABILLON, *Librorum de Re diplomatica supplementum*, in-^{fo}, 1704, lib. vi, cap. 9, pag. 647.)

J'ai reproduit ce passage tel qu'il se trouve dans Mabillon, malgré les erreurs et les inexactitudes qu'il renferme, en me réservant de les relever plus tard.

(2) *Pagum Acalensem, atque Alsensem, Cabilonensem, Matisconensem, Lugdunensem, Sabojam, Moriennam, Tarentasiam, montem Cinisium, vallem Segusianam usque ad Clusas, et inde per terminos Italicorum montium usque ad mare.*

(BALUZE, *Capitul.*, tom. 1, pag. 439.)

A l'époque de la mort de Charlemagne, il se fit un travail de réorganisation sociale qui s'effectua au milieu d'une lutte où les diverses nationalités agglomérées par cet empereur tendirent à se reconstituer et à s'établir dans des circonscriptions plus conformes aux mœurs, aux institutions, aux caractères particuliers de chaque peuple, et plus en rapport avec les limites naturelles. Il fallut, pour que cette restauration laborieuse s'accomplît, plus de 50 ans de guerre où les rois et les seigneurs préposés à l'administration intérieure luttèrent dans un dernier effort, les premiers pour conserver le pouvoir qui leur échappait, les seconds pour s'en emparer et se rendre indépendants les uns des autres.

On aurait tort d'attribuer ce grand évènement à la seule lâcheté des successeurs de Charlemagne; le génie de cet homme avait pu comprimer sous un sceptre de fer tous les peuples barbares qu'il avait domptés entre le Rhin, la Vistule, l'Océan et le Danube, mais, après la mort du conquérant, le faisceau devait se désunir, et ses fils devenaient impuissants à perpétuer un ordre de choses destiné à périr, et à arrêter même les progrès de la destruction.

Ce n'est pas qu'il manquât, parmi les descendants de Charlemagne, des princes capables de tenir solidement les rênes de l'état, mais aucun d'eux ne se faisant distinguer par une supériorité qui pût en imposer à ses rivaux, ils s'armèrent les uns contre les autres et se firent eux-mêmes les instruments de leur propre ruine (1).

Tout concourut, au milieu d'un désordre apparent, à accomplir ce grand acte de justice nationale : les crimes des rois, l'ambition des seigneurs, et l'appui que les peuples fatigués donnèrent à ces derniers, dans le futur espoir et dans la fiévreuse attente de reconstituer leurs nationalités brisées.

L'inexorable loi de réaction frappa à la porte du palais de Charlemagne qu'elle trouva étudiant la théologie et la grammaire, et brisa son empire en autant de parcelles territoriales qu'il y avait de petites limites naturelles pour les séparer. On marcha dès lors à grands pas vers un nouvel état de choses qui, adoptant pour bases les intérêts groupés autour de chaque clocher, préluda, dans la dislocation générale, à l'établissement de la féodalité.

Les peuples des montagnes trouvèrent à leurs vallées accidentées, à leurs retraites inaccessibles une physionomie toute particulière, et ils se demandèrent quelle communauté d'intérêts rattachait les froides régions alpines et les fertiles plaines du Rhône réunies pendant plusieurs siècles en un petit corps

(1) « Non quia principes Francorum deessent qui.... regnis imperare possent, sed quia inter ipsos æqualitas.... discordiam augebat, nemine tantum ceteros precellente, ut ejus dominio reliqui se submittere dignarentur. Multos idoneos principes.... Francia genuisset, nisi fortuna eos, æmulatione virtutis, in perniciem mutuam armasset. »

(*REGINONIS Chron. ad annum 888.*)

de nation, lorsqu'elles n'étaient rapprochées par aucun rapport physique, par aucune circonstance locale. Se rappelant alors que leurs aïeux, les Allobroges, les Centrons, les Médulles, etc., séparés par des conditions climatiques différentes, l'étaient aussi comme peuples, ils cherchèrent à rétablir dans l'ordre politique et social les lignes de démarcation tracées par la nature.

C'était raison, car l'œuvre de Charlemagne n'était pas l'œuvre du temps. Ce n'était qu'une œuvre de conquête et de violence.

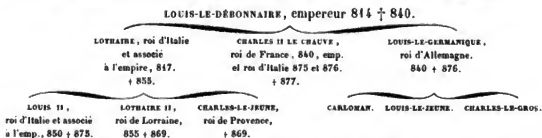
Il avait fallu un *marteau de forge* pour arriver à une unité intolérable à cette époque pour des nations diverses et hostiles entre elles; il avait fallu le gantelet de fer d'un conquérant pour leur imposer une centralisation prématurée; mais il n'était donné qu'aux peuples des siècles à venir de se plier sans secousse sous la loi d'union qui fait la force et la grandeur des nations modernes.

Dans cette dissolution de l'empire, la Savoie subit un premier démembrement par le partage qui eut lieu à Orbe, en 856, entre les fils de l'empereur Lothaire (4).

L'ancienne Burgundie n'existait plus, et cette dénomination n'était alors employée que pour désigner la Bourgogne jurane. Les géographes la divisaient en *Cis-jurane* et en *Trans-jurane*. La première partie était renfermée entre la Saône et le Jura, et la seconde entre le Jura et les Alpes pennines.

Cette contrée fit partie du lot de Lothaire (2), roi de Lorraine, et Charles-le-Jeune eut en partage la Provence proprement dite et le duché de Lyon (3). Quelque temps après, Lothaire détacha de la transjurane les diocèses de Belley et de Tarentaise pour les donner à son frère, qui les réunit à ses états (4).

(4) Nous joignons ici, pour l'intelligence du texte, l'arbre généalogique suivant :



(2) *Ann. Bertin.* ad ann. 859. — *Ann. Mettenses* ad hum annum. (D. BOUQUET, tom. VII, pag. 75-189.)

(3) Quelques historiens désignent sous le nom de duché de Lyon l'étendue de territoire que limite au nord et à l'ouest le cours du Rhône jusqu'à la Durance.

Lotharius imperator regnum inter filios divisit.... Carolo Provinciæ regnum largitus est (*Ann. Mettenses* ad annum 855), — Carolo minori Provinciam et partem Burgundiæ consignare jubet (*Adonis Vienn. chron.* ad hoc annum), — Carolo Provinciam et ducatum Lugdunensem distribuunt (*Ann. Bertin.* ad annum 856). (Apud D. BOUQUET, tom. VIII.)

(4) Lotharius rex cum fratre suo Carolo Provinciæ rege amicitiam firmavit, datis ei duobus episcopatibus ex regno suo, id est *Bellisio* et *Tarantasia*. (*Ann. Bertin.* ad ann. 858.)

Charles prit le titre de roi de Provence (*Provincia regnum*), et régna ainsi sur tout le versant occidental des Alpes, depuis Nice jusqu'au Grand-Saint-Bernard, et par conséquent sur toute la Savoie, à l'exception du diocèse de Genève qui continua à faire partie de la transjurane.

« Les bornes données à ce nouveau royaume (Provence) étaient naturelles, » et répondaient en général aux besoins et aux habitudes traditionnelles des peuples qui en faisaient partie. Sa constitution en état séparé et indépendant » ranima chez ces peuples des idées d'individualité politique et d'autonomie, en » attendant l'occasion de s'affranchir ouvertement des liens qui les attachaient » à la dynastie carlovingienne (1). »

Ce royaume ne dura malheureusement que huit ans. La mort de Charles-le-Jeune (863) donna naissance à un nouveau partage entre ses frères, l'empereur Louis et Lothaire. Le premier obtint la Provence proprement dite, appelée aussi duché d'Arles (2), et le second, le duché de Lyon et la partie de la transjurane qu'il avait cédée, soit les diocèses de Belley et de Tarentaise, qui furent ainsi de nouveau réunis au royaume de Lorraine (3).

Dès lors, pendant l'espace de seize ans, la transjurane subit toutes les vicissitudes amenées par les querelles intestines, les guerres dynastiques et les rivalités des deux branches française et germanique de la race carlovingienne (4).

Le fameux duc Hugbert, gouverneur de la transjurane, tente de s'emparer de la contrée confiée à son administration. Il cherche ainsi à se venger de l'injure faite à sa sœur Thiedberge, femme du roi Lothaire, qui l'avait répudiée (862) pour épouser Waldrade, sa concubine.

Les peuples alpins, toujours disposés à appuyer les seigneurs assez entreprenants pour secouer l'autorité souveraine, se rangent du côté d'Hugbert, qui défait trois armées et trouve dans les gorges des Alpes des retraites impé-

(1) DE GINGINS-LA-SARRE, *Mémoires pour servir à l'histoire des royaumes de Provence et de Bourgogne-jurane*. Première partie, les BOSONIDES, pag. 27; Lausanne, 1854.

(2) *Ducatus Arelatensis.... ducatus Provincia*.

(3) *Mortuo Karolo juniore, et Lugduni sepultus, Ludovicus imperator in Italiâ cum fratre Lothario regnum fratris mortui partitur; accepit autem partem transjurenensis Burgundiæ, simul et Provinciam: reliquam partem Lotharius rex sibi retinuit.*

[*Adonis Vienn. chron. ad annum 863.*]

(4) Les *Ann. Bertin.* disent que Lothaire céda en 859 à l'empereur Louis II, son frère, les évêchés de Genève, de Lausanne et de Sion. En effet, une charte rapportée dans *ZAPP, Nonum. anecd.*, pag. 12, concernant l'église de Lausanne, est datée: *regnante domino nostro Lothario rege, anno XIII, id est anno 868*. Dans ce cas, la Savoie septentrionale aurait fait partie des états de Louis II, et aurait ainsi subi un nouveau démembrement; mais il ne paraît pas que cette donation reçut son effet. (Voy. la charte de Lothaire en faveur de la reine Thiedberge, dans D. BOUQUET, tom. VIII, pag. 412.)

nétrables (1). Mais l'empereur Louis fait occuper les défilés des Alpes pennines (2) pendant que Lothaire envoie une nouvelle armée par le Jura. Pris entre ces deux ennemis, Hugbert se livre aux hasards d'une dernière bataille, et il est tué dans le combat qui a lieu près d'Orbe, en 864 (3).

Lothaire étant mort cinq ans après cet événement (869), Charles-le-Chaue, roi de France, et Louis-le-Germanique s'emparent de ses états et les partagent entre eux à Mersen, en 870 (4), au préjudice de l'empereur Louis II, leur neveu, auquel ils appartenaient de droit. Pour consommer cette spoliation, Vienne est assiégée au mois de septembre de la même année, et le duc Gérard, lieutenant de l'empereur, incapable de résister avec les seules forces dont il dispose, la livre, après un siège de quatre mois (5), à Charles-le-Chaue, qui en confie le gouvernement à son beau-frère Boson (6), avec le titre de COMTE DE VIENNE. La Bourgogne transjurane résiste seule avec énergie, et Louis-le-Germanique est obligé d'employer la force pour être reconnu en qualité de souverain par les grands du pays (7).

Peu de temps après, à la suite d'une entrevue avec l'impératrice Engilberge, Louis-le-Germanique rendit à son neveu les provinces qui lui étaient échues dans le partage de Mersen, ainsi que la Transjurane; mais l'ambitieux Charles-le-Chaue se refusa à toute espèce d'accommodement.

Trois ans après, Louis II, empereur et roi d'Italie, mourut à la fleur de l'âge (12 août 875); Charles-le-Chaue s'empara de la couronne impériale et parvint, à force d'intrigues, à se faire couronner à Rome. Mais il ne jouit pas longtemps des fruits de son usurpation, car il succomba lui-même deux ans après, empoisonné par son médecin, dans une cabane d'un village de la Maurienne (*in vilissimo tugurio*), le 6 octobre 877 (8), et ne laissa à son

(1) « Sed loca inaccessibleia inter Joram et Alpes penninas seditiosis prebebant receptaculum. » (Ann. Bertin. ad ann. 864, ap. D. BOUQ., tom. VII.)

(2) MURATORI, Ann. d'Ital. ad ann. 864.

(3) MABILLON, Ann. Bened., tom. III, pag. 52 et 414, ad ann. 864.

(4) Ann. Bertin. ad annum 870 (D. BOUQUET, tom. VII, pag. 409).

(5) « Gerardus veniens, Carolo civitatem reddit, in qua idem rex vigilia nativitatís intravit (BOUQUET, tom. VII, pag. 272.). »

(6) « Carolus rex, Bosoni, fratri uxoris suæ, Viennam commisit (Ann. Bertin. ad ann. 874. — MABILLON, Ann. bened., tom. III, pag. 440.). »

(7) Ludovicus, rex Germaniæ, audiens nepotem suum Ludovicum imperatorem mortuum, filium suum Carolum in terram quam (ipse imperator) ultra Joram habebat, direxit, ut quos posset sacramento ad ejus fidelitatem constringeret, sicut et fecit. (Ann. Bertin. ad ann. 871, apud D. BOUQUET, tom. VII, pag. 443.)

(8) Ann. Fuldenses : « Dysenteria morbo. » — Ann. Bertin. : « Transiendo MONTE CINISIO ad locum qui BRIOS dicitur, obiit. » C'est le village qui porte aujourd'hui le nom d'Aerieux, sur la rive droite de l'Arc en Maurienne, au-dessous des forts de l'Esseillon. Les anciennes cartes que j'ai sous les yeux le désignent sous le nom d'Abries. Voyez la savante dissertation

successeur Louis-le-Bègue que le vain titre de roi, sous le poids de la tutelle de quelques grands du royaume (*primores regni*) chargés de l'assister de leurs conseils et de régir l'état.

Le comte *Boson*, selon la disposition de l'empereur, fut appelé à présider ce conseil souverain, composé de *Hugues*, abbé de Saint-Martin-de-Tours et gouverneur de l'Anjou, de *Conrad*, comte de Paris, frère de ce dernier, de *Théodoric*, chambellan (*camerarius*) du roi, et de *Bernard*, margrave d'Autvergne, père de Guillaume-le-Pieux, fondateur de Cluny (1).

« Étroitement unis entre eux par la parenté et par leur intérêt personnel, » ces procères se partagèrent, d'un commun accord, le gouvernement du royaume, qu'ils divisèrent pour cela en un certain nombre de vastes départements qu'on qualifia du titre de duchés, tels que les duchés de France, d'Aquitaine, de Septimanie, de Provence et de Bourgogne, où chacun d'eux s'attribua une autorité exclusive et presque absolue, sous la simple réserve de fidélité due au roi (2). »

La race carlovingienne, tombée dans l'abaissement, meurt de décrépitude comme celle des Mérovingiens. Après avoir brillé pendant quelque temps d'un faux éclat emprunté aux pompes et aux grandeurs de la vieille Rome, la pâle figure de l'empire restauré par Charlemagne s'évanouit. Il ne fallut que 80 ans pour anéantir la puissance de la Rome barbare. Pendant que les dernières heures sonnent aux portes du palais de ces étrangers césars, les Northmans désolent le nord de la France, les Sarrasins infestent le midi et se fortifient au sein même des Alpes, et une nuée de barbares menace les frontières.

Les rois de France, incapables de tenir les rênes de l'état, semblent rester indifférents aux actes du drame terrible qui les enveloppe de toutes parts.

« Ils bâtissent des châteaux de bois, dit l'annaliste, plus propres à fortifier

de Mgr BILLIET, archevêque de Chambéry, insérée dans les *Mémoires de l'Académie de Savoie*. — Selon quelques annalistes, Charles-le-Chauve mourut de maladie. *Ann. Fuldens.*, ap. SCR. FR., VII, 483. — D'après l'annaliste de S. Bertin (*ibid.*, 424), il fut empoisonné par un médecin juif. Voyez aussi les *Annales de Metz* (*ibid.*, 203).

(1) *Hinemari epistola*, ap. BOUQ., tom. IX, pag. 255. — *Art de vérifier les dates*, tom. II, pag. 681; tom. VIII, pag. 33. — *Ann. Mettens.* ad ann. 867 et 886, ap. BOUQ., tom. VIII, pag. 67.

(2) Fréd. DE GINGINS-LA-SARRA, *Mémoires pour servir à l'histoire des royaumes de Provence et de Bourgogne jurane*, pages 49 et 50. — Voyez la lettre du pape Jean VIII, dans D. BOUQ., tom. IX, pag. 476, adressée ad *Hugonem abbatem, Theodoricum et Bernardum illustrissimos regis Francorum primates, ut cum DUCE BOSONE foedus amicitiae iectum, et erga regem Ludovicum fidelitatem servent*.

» les payens qu'à servir de défense aux chrétiens, car ils ne trouvent personne
 » à qui en confier la garde (1). »

Aussi la royauté n'existe plus que de nom. Charles-le-Chauve, en mourant, avait déjà abdiqué la couronne en déclarant les comtés héréditaires. Par ce fait les comtes, qui n'avaient été jusqu'alors que des magistrats amovibles, devenaient réellement souverains de droit dans les provinces ou circonscriptions territoriales soumises à leur administration.

Réels héritiers du trône, ils vont se poser en défenseurs du pays, et se fortifier sur tous les points de la France pour opposer une digue à l'invasion toujours croissant des barbares, et maintenir en même temps leur indépendance contre le pouvoir royal.

« Le prince, de temps en temps, aura la tentation de ressaisir le pouvoir
 » qu'il abandonne à regret, mais les peuples n'ont plus que haine et mépris
 » pour un roi qui ne sait point les défendre. Ils se serrent autour de leurs
 » défenseurs, autour des seigneurs et des comtes. Rien de plus populaire que
 » la féodalité à sa naissance (2). »

Et, pour donner plus d'éclat à l'anathème des peuples, la diète de Tribur dépose Charles-le-Gros (887), de la branche allemande des Carlovingiens. Ce dernier empereur d'occident, réduit à la dernière misère, va mourir dans un couvent de la Souabe, et des actes de folie, occasionnés par les terreurs de l'autre monde, signalent les dernières heures de sa vie.

(1) « *Castellum materiâ ligned...., quod magis ad munimen paganorum quàm ad auxilium christianorum factum fuit, quoniam invenire non potuit cui illud castellum ad custodiendum committere posset.* » (Ann. BERTIN., ann. 881, ap. SCR. FR., VIII, 35.)

(2) MICHELET, *Histoire de France*, liv. II. *Les Allemands*, édition belge, tom. II, p. 453.



SIXIÈME ÉPOQUE

PREMIÈRE PARTIE

ROYAUME D'ARLES ET DE PROVENCE — DEPUIS L'AN 879 JUSQU'À L'AN 933 APRÈS JÉSUS-CHRIST

LES BOSONIDES — LE CONCILE DE MANTALA

SOMMAIRE. — Le comte Boson est nommé par Charles-le-Chauve vice-roi de la Lombardie et lieutenant du royaume de la haute Italie. — La Provence est réunie à ce gouvernement (876). — Mort de Louis-le-Bègue. — Concile de *Mantala* convoqué par Otranne, archevêque de Vienne (879). — Délibérations de l'assemblée. — Les seigneurs et les prélats réunis proclament Boson roi d'Arles et de Provence. — Discussion historique et géographique sur la localité connue sous le nom de *Mantala*. — Diverses opinions à cet égard. — Difficultés de préciser les premières limites du royaume de Provence. — Mort de Boson (887). — Un concile tenu à Valence appelle son fils Louis à lui succéder. — Circonscription de ses états. — Quelles étaient les parties de la Savoie soumises à son autorité? — Conjectures tirées de la présence des évêques aux conciles de Mantala et de Valence. — Donation de Talloires en faveur de l'abbaye de Tournus. — Donation de la tour d'Hermillon à l'évêché de Maurienne. — Louis II, roi de Provence, se fait sacrer empereur à Rome (901). — Berenger, roi d'Italie, le surprend à Vérone et lui fait crever les yeux. — Fin de la dynastie Bosonide. — Origine présumée de la Maison de Savoie.

Pendant que Charles-le-Chauve parvenait, à force d'intrigues, à se faire couronner à Rome (1) et à ceindre la pourpre impériale, son frère Louis-germanique s'emparait du royaume de Neustrie. Un des fils de ce dernier,

(1) Il fut couronné par le pape Jean VIII le jour de Noël 875 : « *a natiuitate Domini sumpta.* » (Ann. Bertin.)

Carloman, s'étant mis à la poursuite du nouvel empereur pour le chasser de l'Italie, celui-ci jugea prudent de repasser les Alpes, au milieu desquelles il trouva la mort.

Charles-le-Chauve avait emmené le comte Boson dans son voyage en Italie, et, en retournant en France, il l'avait élevé au rang de vice-roi de Lombardie (1) et nommé son lieutenant dans le royaume de la haute Italie (876). Ce monarque ayant encore réuni la Provence à ce gouvernement, depuis cette époque le comte Boson dominait en maître des deux côtés des Alpes, et il ne manquait à son autorité souveraine ni le titre ni les honneurs de la royauté (2).

Cet homme habile et entreprenant, devenu célèbre dans l'histoire à plus d'un titre, avait dû les commencements de sa haute fortune au mariage de sa sœur avec Charles-le-Chauve (3).

Comblé de faveurs par ce monarque, qui l'avait élevé jusqu'à lui sur les marche-pieds du trône, il ne lui restait plus que d'en franchir le dernier degré, et c'est à lui qu'était réservé, par une singulière destinée, de porter le premier

(1) « BOSONE, uxoris suæ fratre, DUCE ipsius terræ constituto, et corona ducali ornato, et collegis ejus, quos idem dux expetiit, in eodem regno relictis, per montem Jovis et per monasterium sancti Mauricii rediens.... iter acceleravit » [Ann. Bertin., pars 3, auctore Hinemaro, Remensi archiep., ad ann. 876. — Ap. PERTZ, Monum. German. hist., Script. tom. 1, p. 498.]

(2) M. DE GINGINS dit que « Boson domina presque en roi (ut regibus) des deux côtés des Alpes, depuis Pavie jusqu'à Lyon. C'est ainsi, ajoute le savant historien suisse, que nous croyons qu'on doit entendre le passage controversé de RÉGINON (ad ann. 877) : Carolus... dedit Bosoni.... Provinciam.... eum regem appellari jussit, etc. Les chroniqueurs donnent souvent le titre de *reguli* aux princes qui affectaient la souveraineté sans être des rois. »

(Mém. pour servir à l'hist. des roy. de Provence et de Bourgogne jurane, p. 44.)

Certainement Boson n'était pas alors roi dans toute la force de l'expression; car, quoique Charles-le-Chauve lui eût accordé le titre et les honneurs de la royauté, il le tenait toujours sous sa dépendance immédiate; cependant il domina en souverain absolu, et jamais favori ne fut élevé si haut et ne fut comblé de tant d'honneurs, car, dit le chroniqueur RÉGINON, Charles-le-Chauve, après lui avoir placé une couronne sur la tête, ordonna qu'il fût appelé du nom de roi, afin qu'à la manière des anciens empereurs il parût commander à des rois. « Dedit insuper eidem Bosoni Provinciam, et corona in tertice capitis imposita, eum regem appellari jussit, ut more priscorum imperatorum regibus videretur dominari. » (Reginon. Chron., ann. 877; ap. PERTZ, Monum. Germ. hist., Script. tom. 1, pag. 5. — Voyez encore l'Art de vérifier les dates, tom. III, pag. 234.)

(3) Charles-le-Chauve, après la mort de sa première femme Hermentrude, avait épousé Richilde, sœur de Boson. Le mariage eut lieu en 870. Cette alliance fut le commencement de la haute fortune de Boson, considéré dès lors comme membre de la famille impériale, aux noms de laquelle on joignait le sien dans les prières publiques. (Dipl. Caroli Calvi, proc. eccl. S. Dionysii, ann. 870. — « Ut lumines ardeant una pro patre, altera pro genitrice, tertia pro nobis,.... septima pro BOSONE, familiari nostro » D. BOUQUET, tom. VIII, pag. 629 et 630.)

coup de marteau à l'édifice de Charlemagne, qui allait s'écrouler sous les efforts multipliés des grands vassaux de la couronne, et donner à l'univers une terrible leçon de plus sur les vicissitudes humaines.

Si Boson eût balancé un instant à payer un bienfait par un trait d'ingratitude, sa femme, dévorée d'ambition, aurait bientôt mis fin à ses hésitations, car elle ne discontinuait de lui répéter, disent les chroniqueurs contemporains, « qu'une princesse aussi haut placée qu'elle, fille d'un empereur d'Italie, et » qui avait été fiancée au fils d'un empereur grec, ne pouvait pas vivre sans » voir sa tête ornée d'une couronne (1). »

Louis-le-Bègue venait de mourir (10 avril 879). Cet évènement inattendu fit disparaître le dernier obstacle qui s'opposait au démembrement de l'empire, et accéléra la marche des évènements.

Incapables de supporter la charge des affaires, les fils de l'empereur l'étaient encore moins de répondre aux exigences de l'époque et aux besoins des populations, qui, dans une attente pleine d'anxiété, sentaient vivement la nécessité d'un gouvernement solide et régulier.

Dans ces conjonctures difficiles, Otramne, évêque métropolitain de Vienne et primat des Gaules, usant des privilèges accordés à son église (2), convoqua

(1) « Boso persuadente uxore suâ quæ nullo vivere se dicebat, si filia imperatoris Italie, et desponsata (filio) imperatoris Græciæ, maritum suum regem non faceret, etc. »

(DUCHESNE, *Hist. de Vergy*, preuves, pag. 34.)

Boson avait épousé Hermengarde, fille unique de l'empereur Louis II, qui avait été elle-même fiancée à Leon, fils de l'empereur d'Orient. Confiée à la garde de son parent Béranger, duc et margrave de Frioul, elle fut par lui trahissement livrée à Boson, qui passa pour l'avoir enlevée de vive force. « Boso, Berengarii factione, filiam Hludovici imperatoris, HERMENGARDEM, quæ apud eum morabatur, iniquo conludio in matrimonium duxit » (Ann. Bert., ad ann. 876; PERTZ, t. I, p. 499); « Per vim raperat » (Ann. Fuld., ad annum 878, ap. BOUQ., t. VIII, p. 38). Les dates 876 et 878 indiquées par les annalistes sont inexactes; le fait de l'enlèvement supposé eut lieu en 877, et, au mois de mars de cette même année, Hermengarde n'était pas encore mariée, ce que démontre le testament de l'impératrice Engilberte, sa mère, fait à cette époque, et où il est écrit : « Si ERMENGARDA, unica filia mea, religiose veste induerit » (MURATORI, Ann. ad hunc annum. — F. DE GINGINS, mém. cité, pag. 45). Le mariage fut cependant célébré la même année; les noces eurent lieu à Pavie dans le mois de septembre, et le chroniqueur REGNON se complait à parler de la splendeur et de la magnificence qu'on y déploya. « Carolus imperator Bosoni, germano Richildis regina, Hermengardem in matrimonium junxit. Dies nuptiarum, tanto apparatu tantaque ludorum magnificentia celebratus est, ut hujus celebritatis gaudia modum excessisse ferantur » (ap. PERTZ, Mon. Germ., tom. I, pag. 589).

(2) « Ad privilegium Viennensis ecclesiæ septem provinciæ pertinerent, in quibus præsul vicæ nostræ agens, conventus synodales indiceret » (Bulle du pape Nicolas I^{er} de l'an 858. — CHORIER, *Etat politique du Dauphiné*, tom. I, pag. 153).

« Metropolitanus Viennensis cum subjectis sibi præsulibus provinciarum Galliarum, S. synodum bis in anno teneret. » (Dip. Caroli Calvi ad ann. 874. — CHORIER, *ibid.*)

à *Mantala*, dans le territoire de Vienne, une assemblée (*synodus*) générale de prélats et de seigneurs des provinces méridionales de la Gaule pour aviser aux moyens de sortir de cette situation critique (octobre 879).

Un grand nombre de seigneurs se rendirent à l'invitation d'Otramne, ainsi que les vingt-trois prélats qui suivent, dont six métropolitains : l'*archevêque d'Arles*, les évêques de Toulon, de Marseille, d'Orange, d'Avignon et de Vaison, l'*archevêque d'Aix*, les évêques de Gap, de Riez et d'Apt, l'*archevêque de Vienne*, les évêques de Valence, de Grenoble, de Die, de Viviers et de Maurienne (1), l'*archevêque de Lyon*, les évêques de Châlons et de Mâcon, l'*archevêque de Besançon*, l'évêque de Lausanne, l'*archevêque de Tarentaise* (2) et l'évêque d'Uzès (3).

L'assemblée, après avoir exposé les circonstances difficiles où la vacance du trône et l'incapacité des fils de Louis-le-Bègue plaçaient les peuples, et cherché les moyens de sortir leurs provinces respectives de la fausse et pénible position

(1) ADALBERT, le 47^e évêque de Maurienne, selon BESSON (pag. 284), et le 49^e, selon le chanoine ANGLEY (pag. 33).

(2) « Teutrand, Théodrad ou Théotramn, archevêque de Tarentaise, assista au concile de Mantale en 879. Environ le même temps, le pape Jean VIII lui écrivit; c'est la 400^e de ses lettres. Il mourut le 7 des ides de mars, indict. 3^e. *Jacet in capella corporum sanctorum, lapide parieti affixo*. On lui donne 43 ans de siège. » (BESSON, p. 193.)

La province ecclésiastique de Vienne avait été démembrée, et l'église de Tarentaise érigée en métropole. On ne connaît pas la date précise de cette érection; cependant il paraît qu'elle doit avoir eu lieu au commencement de ce siècle ou vers la fin du siècle précédent. Les brefs des pontifes en parlent comme d'un fait accompli; cependant l'autorité de l'archevêque de Tarentaise est restreinte au point qu'il doit toujours reconnaître l'archevêque de Vienne pour son primat, qu'il ne peut agir que sous ses ordres, ni se dispenser de se trouver, avec ses suffragants, à tous les conciles qu'il plaira à son primat d'assembler; en un mot que, soumis en toutes choses à son autorité, il ne peut rien définir ni statuer sur les points qui regardent la discipline et la police de sa province, sans sa participation. Il paraît en outre que dans les commencements le titre d'archevêque, donné au prélat de Tarentaise, était plutôt une qualification honorifique, qu'il ne constituait une suprématie spirituelle ou consacrait la séparation de son église de celle de Vienne, ce qu'indiquent les expressions suivantes du href de Léon III, daté du commencement du 9^e siècle : « Quoique, pour un bien, son église (Vienne) ait été divisée par les droits que l'archevêque s'est attribués, et quoique l'évêque de Tarentaise ait juridiction sur quelques villes, cependant la province des Alpes grecques demeurera toujours soumise à la province de Vienne, ainsi qu'il l'a été ordonné plus d'une fois par nos prédécesseurs; et il ne faut pas que l'évêque de Tarentaise, quoique élevé à une nouvelle dignité, s' imagine y déroger en se soumettant à l'autorité d'une dignité plus grande, puisque, s'il voit aujourd'hui des évêques au-dessous de lui, ce n'est que par pure grâce, et il ne tient que de notre libéralité ce nouveau titre qui le tire d'entre ses égaux. » (BESSON, p. 489, qui cite encore le bref de Nicolas I^{er} avant l'an 867, et celui de Calixte II adressé aux doyens et chanoines de Vienne, daté le 5 des calendes de mars, indict. 43^e, l'an 1120.)

(3) *Concil. Coll.*, édit. de Paris, 1644, 37 vol. in-folio; tom. xxiv, pag. 475.

dans laquelle elles se trouvaient, émit le vœu d'appeler au trône de Provence un homme capable de gouverner suivant ses vues. Son choix se porta à l'unanimité sur le duc Boson, qui accepta et fut couronné roi d'Arles et de Provence (novembre 879), dans la métropole de Lyon, par l'archevêque Aurélien.

L'élévation de Boson au trône de Provence a soulevé deux questions géographiques, qui ont donné naissance à d'interminables discussions historiques.

Quel fut l'endroit où siégea le concile ?

Quelles furent les limites assignées au nouveau royaume dont l'assemblée de Mantala venait de décréter la formation ?

Les historiens nationaux, croyant que le lieu désigné sous le nom de Mantala était le même que celui qu'indique la table de Peutinger comme une des stations de la voie consulaire qui traversait la Savoie-Propre entre Chambéry et Albertville, l'ont placé tour à tour à Montmélan (1), à Montaille et enfin au Bourg-Evescal. Cette dernière opinion ne manque pas de vraisemblance, surtout si l'on considère que cette réunion d'évêques avait dû vivement impressionner les habitants d'un petit village auquel ils auraient donné par souvenir, en abandonnant l'ancienne dénomination de *Mantala*, le nom de Bourg des Evêques.

Mais le titre du concile portant : *Synodus Mantalensis territorii Viennensis* (2),

(1) « Adalbert.... assista.... à celui de Mentale ou Ausun, ville des Allobroges, aujourd'hui Montmeillant.... » (BESSON, pag. 284.)

(2) *Acta concilii Mantalensis, anno 879, idibus octobris* : « Cum convenissent sancti patres conventum celebraturi apud Mantalam territorii Viennensis de multis ecclesiæ negotiis tractaturi. » (Concil. coll., tom. xxiv, pag. 473 et 475.)

« Mantala étant une station également distante de 46 m., soit d'Ad Publicanos, soit de Lemencum, se trouve avec précision dans un village de la commune de St-Jean-de-la-Porte appelé le Bourg-Evescal, qui est situé à 23 kilom. et 8 hectom. tant de l'Hôpital que de Lémenc. Le nom de ce village, *Burgum episcoporum*, que l'on trouve dans tous les anciens titres de ce pays, ne peut, dit M. PILLET, « tirer son origine que du concile qu'y tinrent, en octobre 879, six archevêques et dix-sept évêques, qui élurent Boson roi d'Arles et de Provence. CHARVET, dans son *Histoire de l'église de Vienne*, et la plupart des critiques modernes supposent, à la vérité, que ce concile fut convoqué à Mantaille près de Vienne, mais ils auraient suivi le sentiment de BOUCHÉ et de GUICHENOT (quoique ces écrivains prennent mal à propos Montmélan pour l'ancienne Mantala), s'ils avaient fait attention que le concile est daté *apud Mantalam*, tandis que le diplôme du roi Boson, daté de Mantaille, porte *actum Mantalo*. Voyez MILLÉ, *Histoire de Bourgogne*, t. III, p. 349 et 320. » D'ANVILLE s'est trompé en prenant, par analogie de nom, Montaille pour Mantala, ainsi que ceux qui ont cru trouver cette station à Montmélan; les distances marquées dans les itinéraires et leur coïncidence avec la localité du Bourg-Evescal démontrent le contraire. » (GRILLET, tom. III, pag. 450.)

M. L. MENABREA adopte l'opinion de C.-M. Pillet et de Grillet : « Si Boson, dit-il, eût consommé son usurpation à Mantaille, aux portes de Vienne, il se serait exposé trop évidemment à la colère des rois de France Louis et Carloman.... Enfin, un argument que je ne dois pas oublier, c'est que les diplômes datés de Mantaille sur Vienne portent : *Actum Mantalia*

on a dû chercher cette localité dans le territoire de Vienne, et, aujourd'hui, presque tous les historiens qui se sont occupés de cette question géographique si souvent controversée, se sont ralliés à l'idée que cette assemblée avait eu lieu à *Mantaille*, près d'Albon en Dauphiné.

in *villa publica*, etc. (CHORIER, *Hist. du Dauphiné*, tom. I, pag. 543), tandis que, dans l'acte de l'élection du 45 octobre 879, on lit *apud Mantalam* » (Montmélian et les Alpes, pag. 41 et 42).

L'opinion qui place le concile de Mantala au Bourg-Evescal est toute récente; émise par M. C.-M. PILLET, collaborateur de la *Biographie Michaud*, elle a pris faveur chez les historiens nationaux, comme toutes celles qui tendent à placer dans le pays une localité devenue célèbre par un grand événement. Si je m'étends un peu sur cette discussion géographique, ce n'est pas que j'attache une grande importance à connaître d'une manière positive la localité où se réunirent les évêques qui appelèrent Boson au trône de Provence, c'est pour qu'on ne vienne pas m'accuser d'enlever à la Savoie une célébrité quelconque sans motifs sérieux. Or, je ne pense pas que l'on doive revendiquer la tenue du concile de Mantala pour le Bourg-Evescal, et moins encore flatter, en adoptant cette manière de voir, l'amour-propre national aux dépens de la vérité.

La différence qui existe entre les dénominations de *Mantalia* et *Mantala* ne constitue pas un argument sérieux; car si l'on parcourt quelques chartes du moyen-âge, on verra à chaque page combien le nom d'une même localité a subi de modifications plus tranchées que celle-là. Annecy, par exemple, n'a-t-il pas été appelé *Annassiacum*, *Annessiacum*, *Anasiaco* et *Annessium burgum*? Au reste, M. DE GINGINS dit que le château de Mantaille, qui fut une des principales résidences de CHARLES, roi de Provence, l'un des prédécesseurs de Boson, est appelé *Mantala*, *Mantula* et *Mantelum* dans diverses chartes du temps (*Mémoires pour servir à l'histoire de Provence*, etc., pag. 73). Ce savant cite ailleurs (pag. 405) une charte qui désigne Mantaille sous le nom de *Mantula*; cependant il eût été à désirer qu'il eût aussi mentionné les documents qui portaient la variante *Mantala*. *Charta THEUTBERTI comitis de villa MANTULÆ* (s. d.) : « Villam Mantulam (quam) gloriosissimus rex Boson, piissimus senior meus præcepto magnitudinis suæ mihi quondam contulerat » (ap. DACHERIEU *Spicil.*, tom. XII, pag. 443).

L'objection tirée de la position de Mantaille aux portes de Vienne me paraît avoir moins de valeur encore, car je ne comprends pas pourquoi Boson aurait été plus exposé à la colère des rois francs parce qu'une assemblée se serait tenue sur les frontières de leurs états, lorsque surtout le nouveau roi, sans s'inquiéter de ses voisins, se fit couronner quelque temps après à Lyon. Les rois francs pouvaient parfaitement ignorer le but de la réunion, et la prudence seule pouvait exiger que la cérémonie du couronnement eût lieu ailleurs qu'à Lyon. Mais encore je ne pense pas qu'un usurpateur, si l'on veut donner ce titre à Boson, prenne tant de précautions.

Toutes les difficultés soulevées par les auteurs nationaux proviennent de ce qu'ils ont confondu deux localités connues à peu près sous le même nom. Il est incontestable que si la station de Mantala est l'endroit où Boson fut élu roi d'Arles, le concile s'est réuni près de St-Pierre-d'Albigny, et alors l'opinion de Bourg-Evescal devient probable; mais l'indication in *territorio Viennensi* indique suffisamment que le lieu signalé est différent du *Mantala* de Peutinger. Dès lors nous n'avons plus que le château de Mantaille, situé dans la magnifique plaine de la VALLOIRE (*vallis aurea*), commune de l'Aneyron dans le département de la

Si, pour déterminer les limites du royaume fondé par le concile de Mantaille, on prenait pour bases les diocèses des évêques qui y assistèrent, on n'arriverait qu'à un résultat très erroné et en contradiction avec l'histoire. Il est probable

Drôme, et non dans celui de l'Isère, comme le dit M. DE GINGINS (voy. mém. cité, pag. 73, et *Mémoires de l'Académie de Dijon*, 1848).

Si, dans cette question géographique, on s'attache à l'analogie des noms, outre *Montmélian* nous trouvons encore *Montaille*, *Montailleu*, *Mante*, *Mantol* et enfin *Mantaille*.

Montaille est un village, où existe un château, entre St-Vital et Grésy, et quoique la distance de cette localité entre Conflans et Chambéry ne concorde pas avec celle indiquée dans la table de Peutinger, son nom a perpétué jusqu'à nos jours celui de l'antique station des Romains.

Montailleu est situé dans le département de l'Isère, à mi-coteau de la chaîne de montagnes qui circonserait la vallée du Graisivaudan sur la rive droite de l'Isère, et se trouve entre Barreaux et le Touvet. Cette localité n'a aucun rapport avec le Mantala des Romains et le Mantala de Boson.

Mante est un lieu situé, suivant VALOIS, à égale distance de Tournon et de Vienne. Il figure au 9^e siècle comme fief dépendant de l'église de S. Maurice de Vienne. Pierre DE CLEUX lui donne le nom de *Mantala*, et il est indiqué dans les cartes sous le nom de *Mantol*, qui est celui d'un ruisseau voisin. VALOIS (*Not. Gall.*, pag. 608) et Pierre DE ST-JULIEN, dans ses *Antiquités de Bourgogne*, placent *Mantala* à Mante. Mais, comme le fait observer M. ROGET DE BELLOGUET, l'erreur n'est pas grande. Car *Mante* n'est pas éloigné de *Mantaille* près d'Albon, auquel se sont ralliés presque tous les savants. Ce qui est certain, c'est que Boson fut élu roi par un concile rassemblé sur le territoire de Vienne (*Mémoires de l'Académie de Dijon*, ann. 1847-1848, pag. 339, et Ph. LABBE, *Conciliorum hist.*, Paris, 1661, pag. 350 et 477).

M. MENABREA fait observer « que les premières lignes de l'acte d'élection, où l'on voit que les pères du concile étaient réunis à *Mantala*, dans le territoire de Vienne, ne constituent pas une objection péremptoire, puisque le Bourg-Evescal dépendait alors de l'évêché de Grenoble, soumis lui-même à la juridiction métropolitaine de l'église Viennoise. »

(*Montmélian et les Alpes*, pag. 41.)

Il me semble que si cette interprétation était juste, l'on se serait servi d'une expression bien impropre en désignant une localité située en Savoie comme appartenant au territoire de Vienne, par la seule raison qu'elle faisait partie du diocèse de Grenoble, qui dépendait lui-même de la métropole viennoise. En effet, en adoptant ce commentaire, on pourrait appliquer cette expression tant aux diocèses de Valence, de Die, de Viviers, de Maurienne et Suse, qu'à l'évêché de Grenoble. Cependant cette extension du territoire de Vienne ne serait pas admissible dans le langage.

Je crois ici que le mot *territorium* doit être pris dans un sens beaucoup plus restreint, et qu'il ne saurait être prolongé au-delà des limites que lui assigne ATMAR DE RIVAIL, qui écrivait au 16^e siècle, époque où la Savoie-Propre, sous le titre de décanat de Savoie, faisait toujours partie du diocèse de Grenoble. « Je me suis beaucoup étendu, dit le chroniqueur, dans cette description du territoire de Vienne, d'abord parce que cette ville est la capitale de l'Allobrogie, ensuite parce que ce territoire est lui-même très vaste. En effet, il est compris entre l'Isère et le Rhône jusqu'aux gorges de Voreppe et aux Echelles, Vaulserre, le mont Aiguebelette et Yenne. » (*Description du Dauphiné, de la Savoie, du Comtat-Venaissin, de la Bresse, etc.*, par M. Antonin MACÉ, Grenoble, 1832, chap. 3, pag. 32.)

que les évêques et les seigneurs présents à cette assemblée avaient l'intention de rétablir l'ancienne monarchie burgunde dans toute son intégrité et telle qu'elle existait au sixième siècle (1). Mais si, en prenant part à l'élection du comte Boson, les membres du concile cherchèrent à constituer une nouvelle monarchie indépendante, tous ne furent pas libres de le reconnaître pour leur souverain. C'est donc en tenant compte des diverses circonstances qui suivirent l'assemblée de Mantala, qu'il est possible d'assigner des limites au royaume d'Arles et de Provence.

En effet le pape Jean VIII, qui avait des vues toutes particulières sur Boson, et voulait l'appeler au trône d'Italie pour le tenir sous sa dépendance, ayant eu connaissance de la décision prise à Mantala, se déclara tout-à-coup contre son protégé, contre celui qu'il avait appelé jusqu'alors du nom de *fils chéri* (2), et ne consentit à confirmer l'élection de Jérôme, évêque de Lausanne, qu'à la condition que ce dernier ne reconnaitrait d'autre souverain que Charles-le-Gros (3). Ainsi, dans cette circonstance, l'intimidation empêcha l'évêché de Lausanne de faire partie du nouveau royaume. Il en fut de même de l'archevêché de Besançon (4).

D'autre part, Boson, non content de régner sur la Provence, chercha à étendre son pouvoir sur la Bourgogne. C'est ensuite de ces prétentions que ce souverain se trouve qualifié (5) dans une charte roi de Bourgogne et d'Ausonie « *Boso, procurante divina gratia, BURGUNDIORUM AUSONORUMQUE REX* » (6).

Harcelé de toutes parts, le roi d'Arles dut non-seulement renoncer à ses vues d'ambition et à ses projets d'agrandissement, mais, attaqué par des ennemis nombreux et redoutables, il eut encore beaucoup de peine à se maintenir sur le trône. Il résista cependant avec un courage héroïque (7); car il résulte d'une manière évidente que les événements qui se succédèrent sous ce règne orageux firent subir à la circonscription de son royaume des modifications qu'il est difficile d'apprécier; tout ce qu'il est permis d'affirmer, c'est que son autorité

(1) MENABREA, *Montmélian et les Alpes*, pag. 39 et 59.

(2) « *Dilectum filium et gloriosum principem* » (lettre de JEAN VIII du mois d'août 879).

(3) Epist. Johannis VIII ad Carolum (crassum) regem, D. anno 880 (apud D. BOUQUET, tom. IX, pag. 490).

(4) DE GINGINS, *Mémoires cités*, pag. 79.

(5) Boso a PROVINCIA egreditur, totamque BURGUNDIAM occupare nititur (*Regin. chron.* apud PERTZ, *Monum. Germ. hist.*, Script. tom. I, pag. 590).

(6) Apud BOUQUET, *ibid.* — Le chroniqueur REGINON va plus loin, car il affirme d'une manière positive que Boson fut élu roi de Bourgogne : « Boso..... in regem super præfatum Burgundiæ regnum inungitur. » (*Regin., Chron.* ad ann. 879. — PERTZ, *Monum. Germ.*, Script. tom. I, pag. 590.)

(7) « Quæ res obtulit illi (Bosoni) continuum Claudium ac periculosum dispendium... a nullo autem aut capi, aut circumveniri potuerit » (ap. D. BOUQ., tom. IX, pag. 672).

était généralement reconnue dans les régions renfermées entre le Rhône, les Alpes et la mer de Provence (1).

Boson, après avoir régné huit ans, mourut dans la vigueur de l'âge, le 41 janvier 887 (2), ne laissant qu'un jeune fils connu dans l'histoire sous le nom de Louis-l'Aveugle (3).

La mort inattendue du prince qui, malgré son génie et son audace, n'avait pu consolider en si peu de temps le trône sur lequel il avait été appelé, ne fit que compliquer la situation critique dans laquelle le pays se trouvait, au moment où l'invasion des Normands faisait de rapides progrès et où les Sarrasins désolaient la Provence (4).

L'ennemi du roi Boson, le pape Jean VIII était mort lui-même en 882. Deux pontifes s'étaient déjà succédé, depuis cet événement, sur le trône de Saint Pierre, et le pape Etienne, qui n'avait pas les mêmes raisons pour se montrer hostile à la dynastie bosonide, céda, aux pressantes sollicitations de l'archevêque de Vienne, Bernoin, et calma l'inquiétude des populations en écrivant aux évêques de la Gaule de proclamer Louis-l'Aveugle roi de Provence, comme fils et successeur du roi Boson, son père (5).

En conséquence, sur l'invitation de l'archevêque Bernoin, primat de la Gaule viennoise, une nouvelle assemblée eut lieu à Valence. Les prélats et les seigneurs réunis appelèrent à l'unanimité LOUIS, FILS DE BOSON, au trône de Provence (6). L'acte d'élection cite, comme ayant pris part à la délibération, les évêques métropolitains de Vienne, de Lyon, d'Arles et d'Embrun, et leurs suffragants (7).

(1) DE GINGINS, 2^e mémoire, pag. 447.

(2) « Obiit iii idus januarii, viii^o anno regni sui. » Boson fut enseveli dans la cathédrale de Vienne (voy. MERMET, à la fin de son *Histoire de la ville de Vienne*).

(3) « Mortuo itaque Bosone, parvulus erat ei filius de filia Ludovici italici regis » (*Ann. Fuldenses*, ad ann. 887. — PERTZ, *Monum. German.*, tom. 1, pag. 404).

(4) « Ex una parte Nordmanni cuncta penitus devastantes insistebant, ex alia verò Saraceni Provinciam depopulantes, terram in solitudinem redigebant. » (*Concil. valentinense*, anno 890, *Concil. coll.*, tom. xxiv, pag. 609. — LUITPRANDI *Hist.*, lib. 1, cap. 4.)

(5) « D. Stephanus apostolicus... tam verbis quam scriptis generaliter ad omnes Galliarum cisalpinarum tam archiepiscopos quam et antistites directis, suo sanctissimo commonuit hortatu ut unanimes atque concordés omnes in Ludovico, nepote quondam Ludovici gloriosissimi imperatoris, consentientes, hunc super populum Dei regem constituerent. »

(*Concil. valentinense; Concil. coll.*, tom. xxiv, pag. 609.)

(6) « Ludovicum, excellentissimi Bosonis regis filium, elegimus, atque in regem ungen-dum decrevimus (ubi supra). » Cette élection eut lieu dans les premiers jours de septembre 890. Une charte citée par CHORIER (*Etat polit.*, tom. 1, pag. 248) est datée de la première année de cette élection : « Actum Viennæ publice in mense februario, anno primo quo vocatus et electus est a nobilibus principibus regionis hujus Ludovicus, indictione 9. »

(7) « Simul convenimus in civitatem Valentiam, Dominus scilicet Aurelianus Lugdunensis

Sous le règne de Louis-l'Aveugle, la question géographique s'éclaircit, et il devient plus facile de tracer des limites au royaume de Provence. Il ne faut pas croire cependant qu'il fut jamais enfermé dans une circonscription bien arrêtée; les guerres et les troubles continuels amenaient des changements successifs, et il est à remarquer que les rois, à cette époque, n'étaient pas leur puissance sur une certaine partie de territoire. On n'attachait pas encore à l'idée de royauté une circonscription locale, mais ce titre indiquait un droit de souveraineté sur les peuples, abstraction faite du pays qu'ils occupaient (1).

En réunissant les documents très incomplets que livrent à l'investigation des historiens quelques chartes de l'époque et les actes du concile de Valence, on peut conjecturer, sinon avec une certitude absolue, mais au moins avec toutes les probabilités possibles, que, pour ce qui concerne la Savoie, l'autorité des rois de Provence s'étendait d'abord sur une portion du diocèse de Genève, soit sur la vallée d'Annecy depuis les Bornes jusqu'au col de Tamié (2), ce qui résulte d'une charte de donation de Boson, en faveur de l'abbaye de Tournus, d'une partie des biens dont il avait hérité de sa tante maternelle la reine Thiedberge.

Cet acte de libéralité, qui porte la date de 879, mentionne des biens, entre autres Talloires (*Talgeria*), situés dans le comté de Genevois (*in comitatu genevensi*) (3). Mais les différends qui s'élevèrent à Genève à l'occasion de la nomination d'Optandus à ce siège épiscopal, démontrent que l'autorité du roi de Provence ne s'étendait pas jusqu'à cette ville (4). M. de Gingins en fixe la limite à la rivière des Usses, d'après des chartes qu'il ne cite pas (5). Une donation, faite à l'église de Lausanne, de la terre de Montigny près d'Evian en Genevois, par le comte Manassès, qui en était gouverneur, confirme encore

sedis archiepiscopus; Rostagnus urbis Arelatensis archiepiscopus; Arnaldus Ebrodunensis archiepiscopus; Bernoinus Viennensis archiepiscopus... cum aliis compluribus coepiscopis. »

(Ubi supra.)

(1) C'est pour cette raison que les premiers rois appelés improprement de France portaient le titre de *reges Francorum*, et les rois de Bourgogne, *reges Burgundiorum*.

(2) DE GINGINS, pag. 440.

(3) « *Concedimus in comitatu Genevensi Cellam quæ vocatur Talgeria, quæ etiam dicata est in honore sanctæ Mariæ.* » — D. BOUQ., tom. ix, pag. 669. — MENABREA, *Montmélian et les Alpes*, pag. 39. — LEVRIER, *Chronologie historique des comtes de Genevois*, tom. 1, pag. 34. — DE GINGINS, pag. 97. — CHIFFLET, in *Prob. ad hist. abb. Trenorciensis*, p. 232.

(4) Otramne, archevêque de Vienne, s'opposait à l'élection d'Optandus nommé par le pape, « quia Optandus, clericus in ecclesia Genevensi, nec baptizatus, clericatus, ordinatus, acclamatus, eruditus unquam extiterat.... ecclesiam illam invaserit. » (Voyez la lettre de JEAN VIII aux Genevois (*Concil. coll.*, t. xxiv, p. 327, lettre 284), et BESSON, pag. 9.)

(5) « Les chartes nous apprennent que la cité de Genève et les districts qui bordent les rives méridionales du Léman jusqu'aux Usses faisaient partie des états de Rodolphe I^{er}, en 894 et plus tard. »

(DE GINGINS, pag. 440.)

cette opinion. Cette chartre démontre évidemment que le Genevois faisait alors partie du royaume de Bourgogne jurane, fondé, comme nous le verrons bientôt, et à peu près à la même époque, par le comte Rodolphe, qui confirma la donation (4).

La Savoie-Propre, qui dépendait du diocèse de Grenoble, resta fidèle comme lui à la cause de Boson (2), et la chartre de donation que ce prince fit d'Hermillon à l'église de S. Jean-Baptiste, prouve que son autorité était pleinement reconnue dans la Maurienne. Cette province continua à faire partie du royaume de Provence sous Louis-l'Aveugle, car Guillaume I^{er}, évêque de Maurienne, assista à la réunion qui eut lieu, d'après les ordres de ce roi, à l'occasion de la cérémonie du sacre de Rainfroy, archevêque de Vienne, en 898 (3).

Teutrand, archevêque de Tarentaise, se trouva au nombre des métropolitains

(4) « Villa Mustiniaco in pago genevensi... Act. Lausannæ, anno III, regnante D. nostro Rodulfo rege. » (DE GINGINS, pag. 140, qui indique la date de 899 ou 903, et renvoie à ZAPP, *Monum. anecd. hist. German.*, pag. 25, n° 411.)

(2) La partie actuelle de la Savoie-Propre qui dépendait alors du diocèse de Belley fut aussi annexée au royaume de Provence, car l'évêque Adalbaldu assista au sacre de Rainfroy en 898, et souscrivit, comme sujet du roi Louis, l'acte dont nous avons parlé : « Adalbaldu, ecclesie Bellicensis (episcopus), rogante Ludovico glorioso rege seniore meo, subscripsi. (CHORIER, *Etat politique du Dauphiné*, tom. II, pag. 227 et suiv.)

« Le bas Bugey, ou le diocèse de Belley (pagus v. comitatus Bellicensis), dépendait, pour le spirituel, de l'archevêque métropolitain de Besançon; il s'étendait sur la rive gauche du Rhône dans quelques cantons de la Savoie et du Viennois, et au nord il confinait au pays des Equestres (pagus Equestricus) ou de Gex, dépendant de la Transjurane » (DE GINGINS, mémoire cité, pag. 444. — DUNOD, *Histoire de l'église de Besançon*, tom. I, pag. 2. — GUICHENON, *Histoire de Bresse et de Bugey*, 2^e partie, pag. 20; id., pr., pag. 180).

La partie que l'on appelle encore aujourd'hui le Bugey savoyard correspondait aux mandements actuels du Pont-de-Beauvoisin, d'Yenne et de St-Genix, et comprenait trois archiprêtres. Le premier s'étendait sur les églises paroissiales d'Yenna, de Chevetu, d'Ontez, de Lucey, de S. Desiderio, vulgò St-Didier, de Billiemaz, de Jongieu, de Meyrieu, de Vertemex, de S. Paulo, de Treuoy, de Leysieu, de S. Petro d'Aluey, de Treize, de Villars, d'Intersessa, vulgò Entressesse; le second, sur celles de Verel, de Dullin, d'Ain, d'Aiguebellette, de Lospin, de S. Albano, de Noualeise, de Marcieu, d'Oncino, d'Attignas, de la Boche, de S. Benigno, vulgò St-Beron, de S. Franco, de Nancés; et le troisième, sur celles de S. Maria, de Rupeforti, aliàs Rochefort, de Belmont, de Tramoney, de Gerbois, de S. Genesio, de Champaigneu, de Grezin, de S. Mauritio, de Bredoria, d'Aurissieu. (POUILLÉ de l'évêché de Belley; dans GUICHENON, *Histoire de Bresse*, pr., pag. 182 et 183.)

(3) Acte de l'élection et de la consécration de Rainfroy, successeur de Bernoin à l'archevêché de Vienne. — « Willelmus, Maurianensis ecclesie epis... admoti etiam a gloriosissimo rege nostro Ludovico, venimus ad præfatam urbem Viennensem... » (CHORIER, *Etat polit.*, tom. II, pag. 227-233). — ANGLE, *Histoire du diocèse de Maurienne*, pag. 40. — CHARVET, *Histoire de l'église de Vienne*, pag. 229.

qui assistèrent au concile de Mantala et décernèrent la couronne de Provence (1) au comte Boson ; mais son successeur, dont l'histoire au reste ne nous a transmis que le nom, ne prit aucune part aux délibérations de l'assemblée de Valence. On peut conclure de ces deux circonstances que la province de Tarentaise fit momentanément partie du royaume de Provence lors de sa création, mais qu'elle en fut détachée, vers 888 ou 889 (2), par Rodolphe I^{er}, qui s'en serait emparé pour la réunir au nouveau royaume qu'il venait de fonder. La guerre ayant éclaté entre le roi Rodolphe et l'empereur Arnoul, celui-ci, après la

(1) Ce n'est pas à dire que les prélats eussent l'intention de limiter la puissance de Boson dans le royaume de Provence, comme le dit M. DE VIGNET dans son *Mémoire sur Humbert-aux-Blanches-Mains* (*Mém. de l'Acad. de Savoie*, t. III, p. 312). Dans le principe, le royaume de Provence comprenait le Dauphiné et la Provence, et fut érigé en faveur de Charles, fils de l'empereur Lothaire (voyez plus haut, p. 105) ; mais l'intention formelle des membres de l'assemblée était de soumettre à l'administration de Boson leurs provinces respectives. Car ils le choisirent dans ce but, sans aucune désignation de royaume : « *Communi animo, parique voto et uno consensu clarissimum principem dominum BOSONEM ad regale negotium petierunt et elegerunt.* » Il en fut de même de son fils Louis-l'Aveugle, et les expressions du concile de Valence sont tout aussi explicites à cet égard : « *Supradictum Ludovicum, excellentissimi Bosonis regis filium, elegimus, atque in regem ungentum decrevimus.* » Boson, avant l'élection de Mantala, prit dans une charte (data VIII kal. aug., ann. 879, dans DUCHESNE, *Histoire de Vergy*, preuves, pag. 12) cette orgueilleuse qualification : « *Ego Boso, Dei gratia, id quod SEM.* » Plus tard, il prit simplement le titre de roi, comme la plupart des souverains de ces temps-là : « *Boso, misericordid Dei, rex.* » Dans une seule charte, la dernière de son règne, que nous avons déjà citée et que nous donnons en entier à la fin de cette époque, il est qualifié de roi de Bourgogne et d'Ausonie : « *BURGUNDIORUM AUSONIORUMQUE REX.* » Il est vrai que RÉGINON dit d'une manière positive qu'il fut couronné roi de Bourgogne : « *in regem super Burgundiam regnum inungitur.* » Mais cette expression du chroniqueur s'explique par les efforts de Boson pour s'emparer de la Bourgogne : « *Boso a PROVINCIA egreditur, totamque BURGUNDIAM occupare nititur.* » Les états de Boson s'étendaient au-delà des limites du royaume de Provence, tel qu'il avait été constitué primitivement ; par conséquent il était réellement roi de Provence et de Bourgogne. C'est ainsi qu'est qualifié son fils Louis-l'Aveugle dans un diplôme de l'an 892 (voy. D. BOUQUET, tom. IX, pag. 675). Les chroniqueurs contemporains désignent constamment les états de Boson sous le titre de *regnum Provincia*. « *Boson continua de régner à Arles ; aussi les historiens donnent-ils souvent à son état la qualification de royaume d'Arles ou de royaume de Provence* » (MENABREA, *Montmélian et les Alpes*, pag. 40, en note). D. PLANCHER soutient que c'est là une grave erreur, que Boson et son fils ne furent jamais rois d'Arles, qu'il n'y eut point de royaume d'Arles sous la dynastie des Bosonides, et qu'à proprement parler cette qualification ne doit être donnée qu'aux royaumes réunis de Provence et de Bourgogne jurane, réunion qui eut lieu en 933, comme nous le verrons dans la 2^e partie de cette époque. Les historiens ont appelé Boson roi d'Arles parce qu'il régnait à Arles ; D. PLANCHER peut avoir raison, mais ce n'est là qu'une question de mots qui ne mérite réellement pas d'être discutée et approfondie.

(2) Teutrand assista au concile de Mantala en 879, il était mort en 885, et l'assemblée de Valence eut lieu en 890 (voy. *Gall. christ.*, tom. XII).

victoire, donna à l'empereur Louis, sur la sollicitation de sa mère la reine Hermengarde, quelques villes et leurs territoires conquis sur le nouveau roi de Bourgogne, et qui, selon toute apparence, devaient être Genève, Belley et Modtiers (1). Mais cette cession n'eut d'autre résultat que l'annexion de Belley et de son territoire au royaume de Louis, qui, malgré tous ses efforts, ne put enlever les deux autres villes aux partisans de Rodolphe (2).

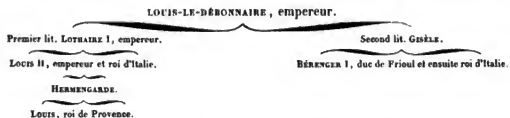
A la fin du neuvième siècle, Louis II, roi de Provence, fit valoir ses prétentions au trône d'Italie et à la couronne impériale, comme petit-fils par sa mère de l'empereur Louis II (3), et fut sacré empereur à Rome, en 901, après avoir battu à deux reprises différentes Bérenger I^{er}, duc de Frioul, qui occupait le trône d'Italie (4). Mais, surpris dans Vérone quatre ans après par Bérenger, celui-ci lui fit crever les yeux et le renvoya dans son royaume de Provence (905) (5).

Le royaume fondé par Bosen dura 54 ans. Il comprenait, comme nous venons de le voir, dans les limites de la Savoie actuelle, la province de Savoie-Propre, la Maurienne, la Tarentaise et une partie du Genevois, soit la vallée

(1) REGINONIS Chron. ad ann. 894 : « Cum ad Lorasham isdem (Arnulfus) princeps venisset, Hludowico filio Bosonis, matre Hirringarde interveniente, quasdam civitates cum adjacentibus pagis, quas Rodulfus tenebat, dedit. »

(2) « Sed et hoc ei in vacuum cessit, quia eas nullo modo de potestate Rodulfi eripere prævaluit. » (Ibidem. — PERTZ, Mon. Germ. hist., tom. 1, pag. 666.)

(3) Voy. MURATORI, Annal. ad ann. 899. Les droits de Louis-l'Aveugle à la couronne impériale et au royaume d'Italie sont démontrés par le tableau suivant :



(4) Voyez l'Art de vérifier les dates, Paris, 1848, tom. III, pag. 235.

(5) « Oculis sibi auferre non solum jubeo, sed compello » (LUITPRAND). — « Berengarius (Ludovicum) dolo cepit et captum luminibus privavit » (REGIN. Chron. ad ann. 905, apud PERTZ, tom. 1, pag. 640). — Voyez encore FRANC. ANTOLINI, Dei re d'Italia inaugurati o no con la corona ferrea. Milano, 1838, pag. 255.

d'Annecy depuis les Bornes jusqu'au col de Tamié (1). La dynastie de ce prince célèbre finit d'une manière misérable dans un fils aveugle et un petit-fils dépoillé de ses états par le gouverneur qui avait été préposé à l'administration du royaume depuis la cécité de Louis. Selon quelques historiens cependant, cette dynastie, qui s'éteignit sans bruit, se vit bientôt renaitre, faible d'abord, grandir insensiblement, prendre rang plus tard au milieu des grandes Maisons d'Europe, et donner naissance, après neuf siècles d'existence politique traversés par des époques de fautes, de revers, de travaux et de gloire, à un enfant du nom de VICTOR-EMMANUEL, aujourd'hui souverain constitutionnel de Savoie (2).

La manière dont Boson est parvenu au trône de Provence, si j'en excepte M. de Gingsins-la-Sarra, qui a traité cette question avec la profondeur d'érudition et la hauteur de vues qu'elle méritait, a été mal appréciée par les historiens. Les anciens chroniqueurs n'ont pour ce prince que des paroles de colère, et l'analiste de Fulde va jusqu'à supposer qu'il empoisonna sa première femme (3), quoiqu'il ne se fût marié qu'une fois (4). Le pape Jean VIII, après l'avoir appelé du nom de fils et menacé d'excommunication quiconque oserait l'attaquer (5), le traite de perturbateur public (6), et retourne les foudres de l'église contre l'évêque Otramne pour avoir prêté la main à ses audacieux projets.

Chorier, en parlant de ce prélat de Viennne, dit : « Assurément ce fut un grand

(1) GODEFROY DE VITERBE décrit le royaume de Boson par les trois vers suivants :

Qua Dubius, Sauna, Rhodanus fluit, estque Vienna,
Cis mare Tyrrhenum fuerant Bosonica regna,
Huic simul Allobroges et Morienna favent.

(GODEFRID. VITERB., *Pantheon, sive universitatis libri qui chronici appellantur* XX, ap. PISTORI Script. rerum germanic., edente STRUVIO, tom. II, et MURATORI, *Script. rerum ital.*, Milan, 1725, VII, col. 484.)

M. DE VIGNET a consacré une partie de sa dissertation sur Humbert-aux-Blanches-Mains à discuter les limites des royaumes de Provence et de Bourgogne jurane. Voyez les *Mémoires de l'Académie de Savoie*, tom. III, pag. 309 et suiv.

(2) C'est une des origines présumées de la Maison de Savoie. Je ne préjuge point ici cette question. Je la discuterai en temps et lieu.

(3) « Boso, qui propria uxore veneno extincta » (*Ann. Fuld.* ad ann. 878).

(4) Voy. le P. ANSELME, *Hist. gén. de la Maison de France*, tom. I, pag. 58.

(5) « Bosonem gloriosum principem per adoptionis gratiam filium meum effeci..... quia modo, et deinceps excommunicamus omnes qui contra predictum filium nostrum insurgere tentaverint » (JOHANNIS VIII Epist., ann. 878, ap. BOUQUET, tom. IX, pag. 173. — Idem, pag. 175).

(6) Epist. Johann. VIII ad Otramnum, archiepisc. Viennensem. « Dilectissimi filii nostri Caroli imperatoris, vel principum ipsius relatu, vestram ecclesiam viduatam conoscentes pastore, et propter dissensionem Bosonis, cui sociatus est ejusdem sedis metropolitani, ordinationem electi vestri Optandi differre..... » (JOHAN. VIII papæ epistola ad Genevenses, ut Optando episcopo a se consecrato obediant, dans SROX, *Hist. de Genève*, 1730, tom. I, liv. II, pag. 35).

» personnage ; il ne faut pas une médiocre prudence pour donner à une révolte » l'éclat d'un acte de justice et pour la couronner (1). »

L'historien du diocèse de Maurienne regarde la présence de l'évêque Adalbert au concile de Mantala comme un acte coupable (2).

Les savants auteurs de l'*Art de vérifier les dates* soutiennent, d'après les chroniqueurs, qu'il usa de menaces pour se faire reconnaître roi de Provence (3).

Les historiens les plus modestes le taxent d'usurpateur et de tyran, et qualifient l'assemblée de Mantala de *prétendu concile* (4).

« Pour moi, dit D. Plancher, je conviendrais volontiers, avec les anciens, » que Boson fut usurpateur, puisque, partie par présents, partie par menaces, » il força les grands à lui donner un royaume où il n'avait aucun droit ; mais » comme il ne parlait pas que sa domination dans l'exercice et le gouvernement » ait été injuste et cruelle, qu'on voit au contraire qu'il a fait et voulu faire du » bien aux églises, je ne voudrais pas le traiter de tyran (5). »

Certainement, si l'on considère le principe d'hérédité monarchique au point de vue de cette politique étroite, mesquine et rétrécie qui inscrit sur son code invariable et éternel que les peuples ne sont rien et que les rois sont tout, Boson fut un usurpateur, mais il le fut à la manière de Pepin-le-Bref, de Hugues Capet et de Louis-Philippe d'Orléans.

Que Boson fût ambitieux, qu'il désirât le trône et qu'il intriguât même pour y parvenir, nul doute à cet égard ; mais ce serait porter un jugement erroné sur cette époque mémorable, que d'épouser les haines des chroniqueurs complètement dévoués à la dynastie des rois francs, et par conséquent hostiles à un homme que ces derniers avaient de puissants motifs pour détester (6) : l'histoire, en remontant aux sources, en s'appuyant sur les documents authentiques, tels que les actes des conciles de Mantala et de Valence, doit rétablir les faits tronqués et travestis. Elle dira que l'époque où il vivait était une époque d'anarchie, et que, dans ces temps difficiles, les prélats et les seigneurs crurent à la nécessité d'appeler au trône un homme de génie et de courage capable

(1) *Etat politique de la province du Dauphiné*, tom. 1, pag. 243.

(2) *ANGLEY*, pag. 36.

(3) « *Partim minis, partim suasionibus* » dit RÉGINON ; mais, comme le fait observer M. DE GINGINS, « toutes les formalités usitées à l'égard des rois francs furent observées dans l'élection de Boson, et rien ne fait supposer que cette élection ait été arrachée par la violence » (*Mémoires pour servir à l'histoire de Provence, etc.*, pag. 76).

(4) « Les assemblées des grands étaient appelées conciles, parce que les évêques y étaient les plus considérables et les plus forts... Ils y faisaient la loi à ceux mêmes qui sont au-dessus des lois. »

(*CHORIER, Etat polit.*, tom. II, pag. 7 et 8.)

(5) D. PLANCHER, *Histoire de Bourgogne*, Dijon, 1739, tom. 1, pag. 463.

(6) « *Reges Francorum..... tempora adeo gravitur ejus nomen tulerunt atque exosum habuerunt.* »

(RÉGINON, ad ann. 879.)

de rétablir l'ordre intérieur (1), et d'opposer une digue aux invasions continues, meurtrières des Normands (2) et des Sarrasins (3).

Les seigneurs et les évêques offrirent spontanément la couronne à Boson (4), et les actes du concile de Mantala, longuement motivés, énumèrent toutes les raisons qui les portèrent à prendre cette grave résolution.

Aujourd'hui on mesure la portée des événements anciens d'un regard plus assuré; les Carlovingiens, qui dorment depuis tant de siècles, n'ont de partisans que dans la poussière des bibliothèques; l'on ne craint plus que leur ombre menaçante s'élève contre le *premier roi populaire* de l'époque (5), et si l'histoire a pour lui des rigueurs, elle enregistre dans ses annales l'étonnante

(1) Nous ne pouvons pas juger ce grave événement avec nos tendances actuelles; il ne peut être apprécié qu'en tenant compte des idées de l'époque et des circonstances énumérées dans les actes du concile que je joins ici en entier.

(2) « Instante immanissima Normannorum persecutione » (FLODOARD., *Hist. Remensis*, ap. Bouq., tom. viii, pag. 458).

(3) « Li Sarrasins avoient de toutes parts enclos le royaume... » — « Li Normant si avoient fait moult de maux au royaume, et dura ceste douleur pas plus de xl ans » (Bouq., t. viii, pag. 336 et 337).

(4) « Et si (Boson) consideratione tanti laboris primo renuerit et abdiserit..... tandem mox colla promittendo submisit » (*Synod. Mantalense*, ann. 879. — *Concil. coll.*, tom. xi, col. 503).

(5) RÉGINON, abbé de Prüm en Ardennes, chroniqueur contemporain, et dont le témoignage ne saurait être entaché de suspicion, parce qu'il était dévoué à la dynastie carlovingienne, rend cependant justice aux mérites du roi Boson, qui ne fut jamais ni trahi ni abandonné par aucun de ses partisans. Le passage de Régino est trop remarquable pour que je ne le cite pas ici en entier, car il démontre que sa cause fut réellement populaire.

« Anno dominicæ incarnationis 879. Boso de quo paulo superius mentionem fecimus, audita morte Hludowici, a Provincia egreditur, totamque Burgundiam occupare nititur. Denique nonnullos episcopos partim minis partim suasionibus in societatis foedera colligit, et Lugdunum ingressus, ab Aureliano, eiusdem urbis metropolita, et aliis pontificibus in regem super præfatam Burgundiae regnum inungitur, pro nihilo ducens adolescentes filios Hludowici, et velut degeneres despiciens, eo quod iussu Caroli eorum genitrix spreta atque repudiata fuerit. Quæ res illi magis attulit continuum cladum ac periculorum dispendium, quam gloriae et dignitatis emolumentum. Siquidem iam dicti adolescentes, Hludowicus et Carolomannus, industria ac studio Hngonis abbatis et aliorum procerum in regnum sublimati sunt, et eundem Bosonem diebus vitæ suæ omni instantia sunt persecuti. Nec solum illi, verum etiam alii reges Francorum per succedentia tempora adeo graviter nomen eius tulerunt atque exosum habuerunt, ut inreperabili eius deiectione et mortis exitio non modo principes ac duces, sed etiam eorum satellites, sacramentis et execrationibus obligarentur. Fuit autem tam perspicacis ingenii, ut eum a multis, ut dictum est, regibus et regnis assidue insectatus sit, a nullo tamen aut capi aut circumveniri aliquando potuerit; tantæ moderationis, ut cum sibi faventes proseriptionibus damnarentur bonisque omnibus privarentur, nunquam insidii suorum militum fuerit petitus neque fraude proditus, cum utrumque hostes sæpe tentassent. »

(Apud PERTZ *Scripta*, tom. i, pag. 590.)

habileté de cet homme, « qui, pour s'élever lui-même, commença par faire » élever sa sœur; qui, pour se faire connaître, trouva le secret de la faire aimer; qui sut s'attirer l'estime et la confiance d'un grand roi, dès qu'il en fut connu, se faire aimer de la fille d'un empereur, dès qu'il en eût été vu, » devenir son mari et la faire reine en se faisant roi lui-même (1). »

(1) D. PLANCHER, *Histoire de Bourgogne*, Dijon, 1739, tom. 1, pag. 163.

L'épithaphe de Boson résume en quelques mots sa vie laborieuse; la voici telle qu'elle existe dans la chapelle de Ste Apollonie de l'église S. Maurice à Vienne (voyez les *Recherches du sieur CHORIER sur les antiquités de la ville de Vienne*, Lyon. 1659, pag. 200. — Edition nouvelle, augmentée et annotée par M. COCHARD, Lyon, 1828, pag. 211) :

Regis in hoc tumulo requiescunt membra Bosonis
 Hic pius et largus fuit audax ore benignus
 Sancti Muricii caput ast circumdedit auro
 Ornavit gemmis claris super atque coronam
 Imposuit totam gemmis auroque nitentem
 Hic dum vita fuit bona dum validudo maneret
 Munera multa dedit patrono carmine digna
 Urbibus in multis devoto pectore magna
 Contulit et sanctis pro Christo nomine dona
 Stephane prime tibi sceptrum diadema paravit
 Lugduni proprium rutilat velut hic comin' sol
 Quamvis hunc plures voluissent perdere reges
 Occidit nullus sed vino pane refectus
 Hoc linquens obiit Christi cum sanguine regnum
 Quem Deus ipse potens cœli qui climata finxit
 Cœtibus angelicis iungat per secula cuncta
 Obbiit iii idus ianuarii viii anno regni sui



DOCUMENTS

POUR SERVIR A DÉTERMINER LES LIMITES DU ROYAUME DE PROVENCE



I

CONCILE DE MANTALA (879)



Edita primum a Paradino in Annalibus Burgundiae acta conventus Mantalensis, Sirmondus tom. III, Conciliorum adiectis ex Paradini relatione episcoporum subscriptionibus, atque Bouquetus tom. IX, pag. 304, iterum vulgaverunt (1).

Electio Bosonis regis.

Cum convenissent sancti patres in nomine Domini salvatoris nostri, conventum celebraturi apud Mantalam territorii Viennensis, de multis ecclesiae negotiis tractaturi, et sanctae sollicitudinis secretarium penetraturi, multis emergentibus, et suimet consideratione cogentibus, sacerdotalis affectus ex antiquo patrum cordibus infusus evidenter dictavit ei personae curam gerere, cuius adminiculo tam in veteri testamento, quam et in novo, consuevit populo condignum regimen exhiberi. Et quoniam iam olim eiusdem personae praesidiis tam ipsi patres, quos gratia divina episcopos vocari concessit, quam principes et totum vulgus carentes, nullis compatiens fulciebantur vel iuvabantur auxiliis, praesertim cum, rege communi morte recepto, nullus in eos sua viscera per caritatis largitatem extenderit, anxii plurimum compulsi sunt, quia non solum in internis per invisibilem inimicum, sed etiam in apertis per visibiles

(1) Voyez encore : *Antiquités de Marseille*, t. I, p. 324, not. ex SIM. — BOUCHE, *Histoire de Provence*, t. I, p. 763. — DUXOD, *Histoire des Séquanais*, t. II, p. 58. — *Concil. LABBE*, t. IX, col. 331. — *Concil. HARD*, t. VI, part. I, col. 345. — DUCHESNE, *Hist. Franc.*, t. II, p. 480, — et *Conciliorum omnium collectio regia*, t. XXIV, p. 473 et suiv.

inimicos, etiam ex his, quos ipsa Christi peperit sancta mater ecclesia, pessumdari funditus videbantur. Itaque dum mentis aciem usquequaque vertent, et simul cum nobilioribus ad hanc necessitatem submovendam idoneas personas considerarent, non invenientes qui sui consultationi respondere vellent, utpote negligentibus cunctis tantum laborem ob honorem Dei et sanctorum eius et matris ecclesiae sumere, omnes inflammati Deum omnium principem pro hac angustia medullitus exoraverunt, ut is qui curam singularem habet mortalium, et cuius dispositio curricula vergit omnium seculorum, et rectum daret consilium, et evidens consilii promeret indicium. Denique cui patet omne cor et omnis voluntas loquitur, fatigatos maiorum et minorum inspiciens animos, quoddam clarescere fecit solatium, et quodammodo praesentavit suffragium. Sane omnibus unum sapientibus et per divinam visitationem idem indivisibiliter ambientibus, cordi fuit exhibitus homo, iamdudum in principatu domni Karoli defensor et adiutor necessarius: cuius post se filius eiusdem imperatoris, cernens eius insignem prudentiam, amplificare delegerat domnus rex Ludovicus. Ipse etiam non tantum in Galliis, sed et in Italia cunctis enituit, ut domnus apostolicus Ioannes Romensis, instar filii complexus, eiusdem sinceritatem multis praeconiis extulerit, et ad suam tutelam, revertens ad sedem propriam, delegerit. Ergo nutu Dei, per suffragia sanctorum, ob instantem necessitatem, et eam, quam in eo compererunt, expetibilem utilitatem et prudentissimam atque providentissimam sagacitatem, communi animo, parique voto, et uno consensu, clarissimum principem dominum Bosonem, Christo, praeduce, ad hoc regale negotium petierunt, et unanimiter elegerunt. Qui etsi consideratione tanti laboris renuerit et abdixerit, oppositis his quae Dei sunt et eius ecclesiae, tandem obedienter colla promittendo submisit. Electus autem Deo statuitur, preces funduntur, domini nostri Iesu Christi gratia, quae praecessit in velle, in certo perfecto satis efficax postulatur. Et ut haec electio praesentibus et futuris certius innotescat, omnium episcoporum subscriptio luce clarius indicat. Actum apud Mantalam publice, anno incarnationis dominicae 879, Idibus octobris.

Et subscripserunt episcopi, Ottramnus archiepiscopus Viennensis, Aurelianus archiepiscopus Lugdunensis, Teutramnus archiepiscopus Tarantasiensis, Rotbertus archiepiscopus Aquensis, Radbertus episcopus Valentiae, Bernarius episcopus Gratianopolitanus, Helias episcopus Vasionensis, Hemico episcopus Diensis, Adalbertus episcopus Mauriennae, Biraco episcopus Wapicensis, Eustorgius episcopus Tolonensis, Girbaldus episcopus Cabilonensis, Hieronymus episcopus Lausannensis, Richardus episcopus (1) Agathensis, Guntardus episcopus Matisconensis, Rostagnus archiepiscopus Arelatensis, Theodoricus

(1) Corrigendum, *Aptensis*. Et certe tunc temporis Alarius Agathensis erat episcopus, nec unquam in Septimania regnavit Boso.

(Bocquet.)

archiepiscopus Vesontionensis, Aetherius episcopus Vivariensis, Leodoinus episcopus Massiliensis, Germardus episcopus Arausicensis, Ratfridus episcopus Avenionensis, Walefridus episcopus Uceticensis, Edoldus episcopus Regiensis.

Synodi ad Bosonem regem designatum legatio.

Sacra synodus Mantalensis territorii Viennensis, in nomine Domini nostri congregata, simul cum primoribus, inspirante divinitate summae maiestatis, sincera devotione vestram prudentiam, clarissime princeps, adit, petens addiscere vestra certissima responsione, qualem vos velitis in principatu, quo vos sublimari per divinam misericordiam optamus, omnibus ostendere. Si videlicet honorem Dei omnipotentis et dilectionem in fide catholica veraciter quaesituri estis, et ecclesiam illius pro viribus exaltaturi. Si vultis omnibus, sicut boni principes qui vos praecesserunt, et quorum formam litteris et fama nostis, legem, iustitiam et rectum concedere et servare; tenentes humilitatem, quae est fundamentum virtutum, cum patientia, et animo sereno, humillimo, ad damnandum incondito, sed in omnibus iuste promissis stabili et certo, bene per Dei gratiam praeparato et ornato, sobrietate competenti venusto. Qui sitis accessibiles omnibus recta suggerentibus, et pro aliis intercedentibus, quaerentes magis prodesse quam praeesse, sequentes vestigia sanctorum principum, calcantes iram, saevitiam, duritiam, avaritiam, cupiditatem, indignationem et superbiam: iustus patricius vestris maioribus et minoribus apparentes, veritatem ore et opere praeferentes, salubre consilium libenter audientes, monstra vitiorum deducantes et persequentes, virtutes amantes, defensionem et mamburgium (*mundeburgium*) singulis exhibentes. Ut neque eadem sancta synodus et primates vestri cum ea sentientes, nunc de vobis in bonitate maledicantur vel detrahantur in futuro, neque sacro vestro principatui nobis, ut credimus, profuturo iuste derogetur: sed sit pax et veritas sanctorum suffragiis, per divinam gratiam, praelatis et subditis, sacerdotibus et illis commissis primatibus, dum eis auctoritatem euangelicam et apostolicam cum iusta lege humana consenseritis et observaveritis, ut per omnia et in omnibus benedicatur Deus. Precatur etiam sacerdotalis et laicalis fidelitas, ut faciat vestra prudentia unamquemque in vestra domo suum vas possidere in sanctificatione et honore.

Bosonis regis electi ad Synodum responsio.

Sanctissimae synodo et cunctis primoribus nostris fidelibus humilis Christi vernaculus Boso. Primum vestrae sincerissimae devotioni gratiarum actiones

corde et ore rependo, quod licet immerito, sola vestra benevolentia, per incommutabilem Dei gratiam, amplecti me visceribus vestris ad liquidum comperio. Pariter quoque, quod ferveor vestrae caritatis ad id officium me promoveri divinitus optat, ut mea parvitas matri meae, quae ecclesia Dei vivi est, ob immortalē remunerationem decertare valeat. Ego autem conscius meae conditionis et figmenti fragilis, imparem me iudicans tanto negotio, omnimodis abuisse, nisi per Dei nutum vobis cor unum datum, et animam unam in unum consensum advertissem. Obediendum itaque pro certo cognoscens inspiratis a Deo tam sacerdotibus quam nostris amicis et fidelibus, non reluctor, nec audeo, vestris iussionibus. Quod vero requisistis, qualem me praebere vellem in committendo per Dei misericordiam in regimine futuro, et simul ostendistis normam, et instruxistis dogmate sacro, libentissime suscipio. Amplictor catholicam fidem, in qua et nutritus sum, quam purissimo corde teneo, ore veracissimo pronuncio, pro qua paratus sum impendi et superimpendi, si sic placuerit domino Deo nostro. Ecclesiarum privilegia, iuvante domino nostro Iesu Christo, restaurare et conservare, et iustitiam per vestrum commune consilium curabo. Omnibus, ut monuistis, legem, iustitiam et rectum mamburgium, auxiliante Deo, conservabo et impendere curabo: quo sequens praecedentium bonorum principum vestigia, tam sacris ordinibus quam vobis, nostris fidelibus, consulere certem, aequitatem servando. De moribus meis, licet me peccatorem prae omnibus sciam, voluntatem meam hanc esse veraciter assero, ut per omnia morigerum bonorum, et in nullo malorum ostendam. Si autem, quoniam homo sum, contra quemlibet animo excessero, secundum vestrum consilium corrigere curabo. In quo precor reverenter, ut quod iustus et rationabilis inveneritis, mihi congrue pro tempore et loco suggerentes, vos ipsos in me honoretis: quoniam et ego, si quis vestrum in me deliquerit, emendationem rationabiliter accessibilis factus expectabo. Evangelicam et apostolicam auctoritatem cum iusta lege sequar humana, ut ipso praeduce et comite, per omnia et in omnibus benedicatur Deus. De domo nostra, sicut me monuistis, quia Deus in sanctis habitat, sollicitudinem adhibebo, et ut decenter quisque incedat, studiosissime procurabo. Igitur, Domini mei, sacrosancti pontifices, ecclesiae summi Dei nostri praesules, et vos omnes nostri fideles, primates et subprimates, confisus de Dei gratia et auxilio, per sanctorum eius suffragia, quia vestris iussionibus faveo, precor vos et obsecro, ut per ipsum et cum ipso, tam piis ad ipsum interventibus, in tanto subeundo labore meam necessitatem et humilitatem iuvetis, quam etiam humanis adminiculis et auxiliis pro posse suffragari mihi certetis. Quod si cui displicet, et aliter animo tenet, quaeso patenter edicat, et se nobiscum in nullo decipiat. Simulque precor per caritatem qua fervetis, ut communi faventes utilitati, tri-duanis solemniter precibus dominum Deum nostrum cum plebibus vobis commissis exoretis, ut propter peccata mea, vel levitatem meam, vos aut me ad

deceptionem populi sui nequaquam errare permittat, sed suam ex hoc voluntatem misericorditer ostendat (1).

II

DONATION DE TALLOIRES A L'ABBAYE DE TOURNUS (879)

Diploma Bosonis, Provinciae et Burgundiae regis, quo Cellam Talgeriam et Curtes plures, cum pertinentiis, donat monasterio Trenorciensi (2).

In nomine sanctae et individuae Trinitatis, Boso ipsius misericordia Rex, sanctae recordationis effectum ad memoriam reducentes, pio incitamento veraciter duximus dignum fore, quatinus ecclesiae Dei sublimitatem in omnibus augmentari, pro posse videlicet nostro, desiderantes peragamus. Quam rem ad perfectum deducere optantes, divino fulti amore, ut de terrenis mereantur aeterna, libenti animo talia statuere decrevimus. Qua de re, omnium fidelium nostrorum comperiat notitia, quòd propria voluntate, pro mercede Karoli Augusti, et nostrae remedio animae, seu et augustae coniugis nostrae, in honore Domini et Salvatoris nostri Iesu Christi, sanctaeque *Mariae*, sancto *Filiberto* qui ob infestationem paganorum castro *Trenorchio* deductus est, ubi vir venerabilis Abba *GEILO* cum plurima monachorum turba praesesse dinoscitur, concedimus in comitatu Genevensi cellam quae vocatur Talgeria (3), quae etiam dicata est in honore sanctae *Mariae* : et curtem *Caldatis* : curtem etiam *Mardandis* (4), curtemque *Verilico* (5), ac curtem *Tudesio*, et villam *Ariaco* (6)

(1) Apud PERTZ, *Monum. hist. Germ. Legum.*, tom. 1, pag. 547.

(2) Voy. MÈNESTRIER, *Hist. de Lyon*, part. 4, pr. p. 37; ex Chifflet, fragm. — CHIFFLET, *Hist. de l'abbaye de Tournus*, pr. p. 232. — JUVÉNIN, *Hist. de l'abbaye de Tournus*, pr. p. 402. — *Recueil des historiens de France*, tom. ix, pag. 669, ex Chifflet.

(3) Un auteur croit que *cella Talgeria in comitatu Genevensi* est ce que l'on a appelé depuis le prieuré de *Peroys* et de *Provin* dans le diocèse de Genève, assez près du lac de ce nom, entre Nyon et Lausanne (voy. *Nouv. hist. de l'abb. roy. et collégiale de S. Filibert, et de la ville de Tournus*; Dijon, 1733, pag. 58). Mais aujourd'hui il est parfaitement démontré qu'il s'agit du monastère de Talloires, situé autrefois dans le village de ce nom, sur le bord oriental du lac d'Annecy.

(4) *Martens*, entre Ugine et Faverges.

(5) *Vairier*, sur les bords du lac d'Annecy.

(6) *Arith*, en Beauges.

indominicatam..... villamque vocatam..... Haec omnia cum omnibus integritatibus, cum ecclesiis ibidem aspicientibus, servisque utriusque sexus, cum exitibus et regressibus, atque campis, pratis cultis et incultis, aquis aquarumque decursibus, ad hodierna die et deinceps, praefato sancto *Filiberto*, monachisque Deo ibidem militantibus concedimus, perpetualiter permanentum. Et ut haec libens concessio, maioris valeat obtinere firmitatem vigoris, manu propria roborare curavimus, et anuli nostri impressione insigniri iussimus. — Signum Bosonis gloriosissimi regis.

Ego *Stephanus* notarius, ad vicem *Radulfi* recognovi. Data vi Iduum (nov...) indictione xii. Anno primo regni *Bosonis* gloriosissimi regis. Actum Lugduno ciuitate, in Dei nomine feliciter. Amen. Sigillum Bosonis regis membranae affixum.

III

DONATION DE LA TOUR D'HERMILLON

A L'ÉVÊCHÉ DE MAURIENNE

PAR BOSON, ROI DE PROVENCE (879)

Cette charte a été publiée dans les ouvrages suivants : D. Bouquet, tom. ix, pag. 672. — D. Martène, *Veterum scriptorum et monumentorum historicorum amplissima collectio*, avec cette note « ex ms. domni de Mazaugis eruit D. Furnerius, S. Victoris monachus » Paris, 1724, tom. i, col. 221. — Champollion aîné, *Documents inédits de l'histoire de France*, tom. iii des Mélanges, pag. 428, d'après une copie conservée dans la bibliothèque de Carpentras (1). — Chanoine Angley, *Histoire du diocèse de Maurienne*, pag. 451. — *Monumenta historiae patriae*, Turin, 1853, 2^e volume des Chartes, col. 12 et 13, d'après une copie existante dans les archives de l'évêché de Maurienne.

Je la donne ici d'après la leçon de ce dernier ouvrage, avec les notes dont l'a enrichie Mgr Alexis Billiet. Quelques auteurs, entre autres M. Roget de Belloguet, ont révoqué en doute l'authenticité de ce document. « Mon doute,

(1) Cette copie, qui date apparemment du douzième siècle, est transcrite, selon la note de M. Olivier Vitalis, bibliothécaire de Carpentras, à la suite d'un livre de prières ou plutôt de bénédictins, sur vélin, in-8°, avec initiales coloriées et de la même écriture; le manuscrit se trouve dans la bibliothèque d'Imguibert, à Carpentras, et coté n° 75.

» dit-il, est fondé sur le titre d'*Ausonorum rex* qu'y prend Boso, titre par trop poétique d'une part, et que n'autorisent, de l'autre, à ce qu'il me semble, ni les faits contemporains, ni même les projets avortés du pape Jean VIII » (*Mém. de l'Acad. de Dijon*, année 1848, pag. 496). Il est vrai que les poètes désignent seuls l'Italie sous le titre d'Ausonie, mais un seul mot ne me paraît pas suffisant pour considérer cette charte comme apocryphe, et quant à la prétention qu'il indique, elle s'explique par la souveraineté que Boso exerça réellement sur la Lombardie, sous le règne de Charles-le-Chauve. Du reste, les titres nombreux que prennent quelquefois les souverains ne sont souvent appuyés que sur des prétentions tout aussi insoutenables que celle-là. Quoi qu'il en soit, ce document est précieux sous plusieurs rapports. Il fixe les limites bourguignonnes au dixième siècle, démontre d'une manière évidente que la vallée de Suse faisait partie du diocèse de Maurienne et devient l'origine de la puissance temporelle des évêques de Maurienne et des droits régaliens attachés au domaine souverain.

Regnante Deo fautore (*alias factore*) omnium qui cuncta suo disponit ordine cuius nutu ac potestate Reges regnant qui nobis beneficio sue misericordie Regni gubernacula non nostris interuenientibus meritis concessit. Ego quippe Boso (1) procurante divina gratia Burgundiorum (*alias Burgundorum*) Ausonorumque Rex una cum Ermengarde uxore pariter (*in*) aula Vienne urbis siti anno Regni octauo, cepimus cogitare piorum ac impiorum retributionem qualiterque remedio eleemosine cassantur imminientia bella iniuste insurgentia, uel qualiter adquiritur eleemosina interueniente misericordia Saluatoris. interfuit quoque noster dilectus Asmundus (2) secusine ciuitatis uel Maurianorum

(1) *Ego quippe Boso, etc.* Boso fut élu roi de Provence au concile de Mantala, en 879, par 23 évêques, au nombre desquels se trouvait Adalbert, évêque de Maurienne. C'est peut-être en considération de ce suffrage qu'il a voulu faire une donation à son siège. (A. B.)

« Le but de cet acte de libéralité du roi de Provence était évidemment d'engager l'évêque Ansemond et ses successeurs à transférer leur résidence ordinaire, de la ville de Suse en Piémont, dans la ville de Saint-Jean-de-Maurienne, d'où la guerre les avait chassés depuis plusieurs années, en leur imposant en même temps l'obligation de siéger comme auparavant dans les assemblées synodales présidées par l'archevêque métropolitain de Vienne et par le roi de Bourgogne et de Provence, dont le diocèse de Maurienne dépendait incontestablement, ainsi que la vallée de Suse en Piémont, renfermée dans ce diocèse. »

(DE GINGINS, *Mémoire pour servir à l'histoire de Provence*, pag. 412.)

(2) *Asmundus, etc.* Cet évêque n'est connu que par la mention qu'il en est fait dans cette chartre. Il paraît qu'il aurait siégé, de 882 à 898, entre Adalbert et Willelme. (A. B.)

episcopus (1) una cum proprio fratre Leotmanno cremonensis ecclesie presule (2) qui..... suadentes ditari regalibus opibus ecclesiam proprii episcopi (alias *episcopi*) sancti Iohannis Baptiste in confinio Burgundie positam que admodum destituta esse cognoscitur seuitia hostium euntium uel redeuntium. Nos uero in amministrazione tanti negotii assensum prebimus ueneratione sancti predicti Iohannis Baptiste atque nos uictores (sua) intercessionem semper ubique reddat donamus eidem sancto Iohanni Baptiste refugium (3) de nostris propriis genealogiis castrum scilicet in ejusdem territorio S. Iohannis positum ultra flumen quod ulgo Armariolum nuncupatur quod etiam adjacet supra dicti parui fluminis ripam arki cum nostra capella sancte Dei genitricis (4) cum decimis et uillis uillaribusque subjectis eidem castro pertinentibus et ex hac parte fluminis et ultra ubi sit Presulis requies ubi secunda sedes ubi tempore belli tuta defensio ubi librorum thesaurorumque munimen inexpugnabile. Armarium enim antiquitus antiqui uocauerunt (5) aptum et congruum (6)..... Indicatus (alias *indicatus*) a regalibus institutis ubi sit arma inexpugnabilis contra hostium incursiones nostre Mauriane ecclesie sancti uidelicet Iohannis Baptiste. si quis uero suadente humani generis inimico contra institutionem nostre potestatis uiolare tentauerit lege Bonifacii uniuersalis Pontificis sit anathema et componat nostro iudicio centum libras auri. Has quippe duas ecclesias Maurianorum scilicet sancti Iohannis Baptiste sancteque Dei genitricis ciuitatis secusine cum propriis ecclesiis subiectis secundum iam dicti Bonifacii instituta esse concedimus maurianensis ecclesie

(1) *Secusine ciuitatis, etc.* La ville de Suse et ses dépendances appartenaient donc au diocèse de Maurienne. (A. B.)

(2) *Cum fratre Leotmanno, etc.* Selon Ughelli, le siège de Crémone a été occupé, de 856 à 876, par Benedictus, et, de 876 à 904, par Lando; il ne fait aucune mention de ce Leotmannus. (A. B.)

(3) *Refugium, etc.* La tour dont il est ici question existe encore aujourd'hui; elle est construite à peu de distance de l'église du Châtel, sur la pointe d'un rocher terminé en pain de sucre, et d'un accès assez difficile: elle est assez bien conservée; sa base se trouvait un peu détériorée d'un côté, mais S. M. Charles-Félix l'a fait réparer. On voit clairement qu'elle n'a été bâtie que pour servir de refuge ou de retraite en temps de guerre. Les fenêtres, qui sont en petit nombre, n'ont que 2 ou 3 pouces de largeur, la porte en est à 45 pieds de hauteur; on y entrait au moyen d'une échelle. (A. B.)

(4) *Cum nostra capella, etc.* Il paraît que cette chapelle était située à l'endroit même où se trouve aujourd'hui l'église paroissiale de N. D. du Châtel. Il y a eu autrefois en cet endroit un prieuré de Bénédicteins, mais il n'existe plus depuis longtemps. (A. B.)

(5) *Armarium enim antiquitus, etc.* On voit par là que depuis longtemps la tour du Châtel s'appelait armarium ou armariolum, parce que c'était comme une grande armoire où l'on renfermait, en temps de guerre, ce que l'on voulait sauver du pillage. C'est probablement de armariolum qu'est venu le nom d'Hermillon. (A. B.)

(6) (*Hæc corrupta sunt*) vel aliqua desunt.

Pontificis dominatus eo tempore ut ad proprii pontificis synodum constituto tempore ueniat sepe denominatus Maurianorum episcopus.

IV

CONCILE DE VALENCE (890)

A la mort de Boson, survenue le 11 janvier 887, le trône de Provence fut considéré comme vacant, et les actes publics furent datés de *la mort de Boson, Charles empereur régnant* (1). Quelques historiens, entre autres D. Plancher (2), en ont conclu que Charles-le-Gros avait été reconnu comme roi dans le Viennois; mais son nom n'intervint qu'en sa qualité d'empereur d'Occident (3).

Pour faire cesser cet état de choses et la triste situation dans laquelle se trouvaient les provinces composant le royaume de Provence, les évêques et les seigneurs, sur la sollicitation du pape Etienne V, s'assemblèrent, en 890, à Valence, et appelèrent Louis, fils de Boson, à lui succéder. « Cette élection » eut lieu aux acclamations d'un grand concours de peuple accouru, des di- » vers points du royaume, dans la ville de Valence, pour assister à cette céré- » monie (4). » Dès lors, on data les chartes de l'élection de Louis-l'Aveugle (5), et le concile de Valence consacra, pour ainsi dire, une restauration du royaume de Provence.

Malheureusement les actes de cette assemblée ne nous sont parvenus qu'in-complets, et l'on ne saurait s'appuyer des signatures pour connaître l'étendue du royaume à cette époque, car elles manquent totalement (6); on sait seule-

(1) DE GINGINS, pag. 121, qui renvoie à une charte inédite des archives de Cluny, cotée liasse 1, n° 7. *Datum die sabato, mense junio, anno primo post obitum Bosonis, regnante Karolo imperatore.* (Ms. du baron DE ZURLAUBEN, bibliothèque d'Arau en Suisse.)

(2) *Histoire de Bourgogne*, tom. 1, pag. 465, n° xxiv. Cet historien prétend mal à propos « que, depuis la prise de Vienne (882), cette ville ainsi que le Viennois (le Dauphiné) étaient toujours restés à la France. »

(3) DE GINGINS, pag. 432.

(4) Ibid., pag. 431.

(5) « Actum Viennæ publice, in mense februario, anno in quo vocatus et electus est a nobilibus principibus regionis illius Ludovicus » Indictione ix (891 n. St.), ap. D. BOUQ., tom. viii, pag. 54, n° 6). « Data anno iv, vocato atque electo Ludovico rege a principibus et magnatibus terræ » vi, non. decembris, anno 893. (DACHERI, *Spicil.*, lom. xii, p. 439.)

(6) Malgré ce qui est écrit dans le corps de l'acte : « Omnes hanc regiam conscriptionem, manibus propriis subscripsimus. »

ment que les archevêques de Lyon, d'Arles, d'Embrun et de Vienne y assistèrent avec leurs suffragants (1).

Ludovici regis Arelatensis electio.

Acta eius in Paradini annalibus Burgundiae primum edita, a Chesnio tom. II, pag. 530, et Bouqueto tom. IX, pag. 315 repetita sunt. Promulgata fuisse medio vel exeunte mense augusto, ex indicatione et diplomate Ludovici pro Isaac episcopo Gratianopolitano 3. Idus Augusti ann. 894, indict. 12, regni 4. edito apud Bouquetum tom. IX, pag. 675, constat.

Anno incarnationis dominicae 890, indictione 8, religiosus atque satis venerabilis Bernoinus, sacrae sedis Viennensis archiepiscopus, pro quibusdam ecclesiae suae sive generalibus totius regni necessitatibus, sedem adiens apostolicam, consultu ipsius domni apostolici, cui cura et sollicitudo instat omnium ecclesiarum, digno quoque suo relatu de perturbatione huius regni retulit, quomodo post gloriosissimi Karoli imperatoris obitum aliquamdiu sine rege et principe existens, valde undique afflicteretur, non modo a propriis incolis, quos nulla dominationis virga coercebat, sed etiam a paganis : quoniam ex una parte Nortmanni cuncta penitus devastantes insistebant, ex alia vero Sarrazeni Provinciam depopulantes, terram in solitudinem redigebant. His et aliis huiusmodi causis ab eo auditis, reverendus dominus Stephanus apostolicus ad lacrymas usque compunctus, tam verbis quam scriptis generaliter ad omnes Galliarum cisalpinarum tam archiepiscopos quam et reliquos venerabiles antistes directis, suo sanctissimo commonuit hortatu, ut unanimes atque concordés omnes in Ludovico, nepote quondam Ludovici gloriosissimi imperatoris, consentientes, hunc super populum Dei regem constituerent. Cum igitur diligenter comperissemus, quod assensus sanctae catholicae et apostolicae matris nostrae huic faveret electioni, simul convenimus in civitatem Valentiam, domnus scilicet Aurelianus Lugdunensis sedis archiepiscopus, necnon et domnus Rostagnus urbis Arelatensis archiepiscopus, venerabilis quoque Arnaldus Ebrodunensis archiepiscopus, ipse quoque Bernoinus Viennensis archiepiscopus ; cuius relatu voluntatem domni apostolici venerabiliter accepimus, cum aliis compluribus coepiscopis tractaturi, atque secundum

(1) Cum aliis compluribus coepiscopis. « L'absence des évêques de Belley, Maurienne et Tarentaise prouve, dit M. DE VIGNET, que leurs diocèses n'appartenaient pas au royaume de Louis-l'Aveugle » (*Mémoire sur Humbert-aux-Blanches-Mains*, pag. 314). Cette conclusion est complètement erronée, puisque les signatures des évêques manquent, ce que nous démontrera avec la dernière évidence le cinquième document.

Dei voluntatem quaesituri, exploravimus, si hunc digne et rationaliter secundum monita domni apostolici, cuius scripta prae manibus habebantur, super nos regem constituere deberemus. Assensus itaque in eo omnium fuit, ut nullus melius rex fieri debuisset, quam ille qui ex prosapia imperiali prodicens, bonae puer indolis iam coalescebat. Cuius etsi aetas idonea ad reprimendam barbarorum saevitiam minus sufficere videretur, tamen nobilium principum istius regni, quorum non parvus est numerus, consilio et fortitudine, Deo iuvante, comprimerentur. Maxime inclyti Richardi ducis eximique principis fulta iuvamine, quin etiam dominae Hirmengardis gloriosissimae reginae, utilitatis regni, insita sibi acutissima atque profundissima a Deo prudentia, adiuncto sibi supradictorum episcoporum digno hortatu, procerumque totius regni consilio, secundum Dei timorem decentissime administrabitur. Denique freti et tanta sublevati fiducia, per Dei, ut credimus, voluntatem supradictum Ludovicum, excellentissimi Bosonis regis filium, elegimus, atque in regem ungendum decrevimus : iudicantes illum ad hoc dignum, cui praestantissimus Karolus imperator iam regiam concesserat dignitatem; et Arnulfus, qui successor eius extitit, per suum sceptrum, perque suos sagacissimos legatos, Reoculfum videlicet episcopum et Bertaldum comitem, fautor regni auctorque in omnibus esse comprobatur. Hac tanta talique fulta auctoritatis licentia, communi omnes in iam dictam civitatem advenientes consensu, hanc regiam fieri decrevimus conscriptionem, manibusque insuper propriis ratam, perennibusque eam temporibus felicem vigere praeoptantes, roboravimus, singulique subscripsimus (1).

V

ACTE DE L'ÉLECTION ET DE LA CONSÉCRATION DE RAINFROY

SUCCESEUR DE BERNOIN A L'ARCHEVÊCHÉ DE VIENNE

Ce document, publié par Chorier dans son *Etat politique du Dauphiné*, est d'une grande importance pour discuter les questions géographiques de nos contrées au neuvième siècle. A cette époque, l'investiture des évêchés était un droit royal dont les rois de Bourgogne jouissaient. Comme les empereurs, le clergé et le peuple avaient le droit d'élection, mais l'évêque choisi devait être

(1) Ap. PERTZ, *Monum. hist. Germ. legum.*, tom. 1, pag. 858 et 859.

présenté au roi et agréé par lui. « S'il était agréé, dit Chorier (1), le roi l'investissait et lui faisait la tradition de l'évêché auquel il avait été nommé : et cette investiture ou cette tradition se faisait par le bail d'une verge. Après, l'évêque était conduit par le clergé et par le peuple à son église cathédrale, et là consacré par les prélats assemblés de divers sièges. L'acte en était souscrit par eux et par les principaux du clergé qui avaient assisté à cette cérémonie. »

Toutes ces solennités, prescrites par l'usage en semblable occasion, furent observées lors du sacre de Rainfroy, archevêque de Vienne. Le roi Louis-l'Aveugle présida lui-même cette imposante cérémonie, entouré des prélats et des grands seigneurs de ses états. On trouve, au nombre des évêques convoqués au nom du roi (*jubente Ludovico rege*) dans cette circonstance, ceux d'Embrun, de Maurienne, de Grenoble, de Valence, de Belley, de Digne et de Toulon. Il est donc hors de doute que leurs évêchés firent partie du royaume de Provence sous Louis-l'Aveugle, fils de Boson (2).

Anno dominicae incarnationis 898....., gloriosissimo et piissimo Ludovico rege, contigit humanae conditionis casu..... Dominus Barnoinius Pastor, et Pontifex egregius Sanctae Viennensis Ecclesiae..... Protinus Clerus universus, et populus ejusdem Ecclesiae dolens et moestus pro decessu..... omni devotione in sacrario sanctae Viennensis Ecclesiae coeperunt tractare..... Episcopo in loco viduato, ut sicut paterna gubernatione commodar..... cum gaudio desiderabili rursum floreret in futuris : et post nubilem ac tristem..... in pristinum reducta candorem, et quia dolenter viduata erat, breviter viduam..... restitueretur illi gratia. Ardore Sancti Spiritus, subtili ingenio investigare, et quaerere coeperunt Clericum, qui Christianorum actuum esset consequendus imitat..... juxta formam caelestis magistri reddens omnibus debita; innocentiam Deo, sibi conscientiam certissimam. Hac enim in quaestione et oratione perseveranter instantes in sacro Palatio repererunt quendam Venerabilem Praesbyterum, sapientia praecipuum, scientia fundatum, genere clarum, moribus honestum, virtutum bonis adornatum, Raganfridum nomine, quem cura diligenti continuo accipientes in praesentiam Regis eum

(1) *Etat politique du Dauphiné*, tom. II, pag. 225.

(2) Si M. DE VIGNET eût connu ce document important, il n'eût pas avancé aussi légèrement que les évêchés de Belley et de Maurienne n'appartenaient pas au royaume de Louis-l'Aveugle, sous le futile prétexte que s'il existait des documents authentiques prouvant le contraire, ils avaient échappé aux recherches de Guichenon, Besson, etc. (voyez *Mémoire sur Humbert-aux-Blanches-Mains*, dans les *Mém. de la Soc. roy. acad. de Savoie*, tom. III, pag. 314 et 316).

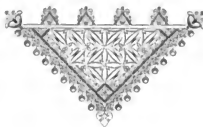
adduxerunt petentes et obsecrantes modis omnibus quominus eum ad substituendum in Episcopatus gratiam illum concederet. Quibus attentè auditis petitioni eorum nihilominus annuens, sed MORE DECESSORUM SUORUM REGUM FERULAM ACCIPIENS TRADIDIT EI VIENNENSEM ECCLESIAM, ut regulariter, et sanctè ibidem vivens, formamque totius bonitatis, et pietatis fidei et Catholico sermone doceret, et Pastor egregius oves sibi creditas salvaret et defenderet. Quo peracto factus est concursus populorum et comitum videlicet ac reliquorum procerum, Clericorum etiam diversae aetatis, sed et promiscui populi permaximae multitudinis, illum pastorem omnimodis quaerentes et optantes. Et tunc in Ecclesia sancti Andraeae infra muros Viennae civitatis sitae, coram praesentia Regis cum hymnorum laudibus tripudiantes receperunt illum. Warnefridus praepositus hanc electionis auctoritatem P. P. P. Tentelmus hanc electionis auctoritatem S. S. S., Aimo Archidiaconus hanc electionis auctoritatem, S. S. S. Fribertus Diaconus S. Waldo Presbyter S. S. Teudo Sacerdos, S. Ingelbodus Decanus, S. Adalricus Abba, S. Eriehus Presbyter S. Estruderius Presbyter S. Seiroardus Sacerdos S. Ado Presbyter S. Ado Levita S. Vdelradus Levita S. Joannes Presbyter S. Barnoldus Sacerdos S. Ricmodus Diaconus S. Waribertus Presbyter S. Anselmus Levita S. Rodricus Presbyter S. Ado Presbyter S. Frulfus Sacerdos S. Gregorius Presbyter S. Drogo Presbyter S. Emo Levita S. Warinus Diaconus S. Vgo Comes praesens fui. Gauzerannus consensi. Alierius praesens fui. Romestagnus consensi. Elisachar praesens fui. Fulconius praesens fui. Sieboto consensi. Arestagnus consensi. Siebertus consensi. Wanengus consensi. Gotafridus praesens fui. Geiranus consensi. Rodulfus praesens fui. Ingelboto praesens fui. Rauducus praesens fui. Germandus praesens fui. Modalgandus consensi. Sanson praesens fui. Teudricus consensi. Ioannes praesens fui.

In nomine Dei omnipotentis, Arnoldus, Ebredunensis ecclesiae archiepiscopus. Willelmus Maurianensis (1). Isaac Gratianopolitanae. Item Isaac Valentiae. Adalboldus Belicensis (2). Bledricus Dignensis. Armodus Toluenensis.... Episcopi. Longè latèque sanctae Dei ecclesiae fidelibus notum est antiquitùs

(1) BSSON, dans son *Histoire ecclésiastique des diocèses de Genève, Tarentaise, etc.*, et le chanoine ANGLÉY, dans son *Histoire du diocèse de Maurienne*, ne donnent aucun détail sur l'évêque Willelme ou Guillaume I^{er}. Ces deux historiens constatent sa présence au sacre de Reinfroy sans en tirer aucun enseignement, ni géographique, ni historique. Ce dernier dit seulement qu'il fut enseveli dans le monastère de la Novalaise, où l'on voyait encore son tombeau et son épitaphe en 1060. (Voy. BSSON, pag. 284; ANGLÉY, pag. 40, et encore l'*Histoire de l'église de Vienne*, pag. 229.)

(2) Ce document n'est pas le seul qui nous soit parvenu pour prouver que le royaume de Provence, sous Louis-l'Aveugle, s'étendait sur le diocèse de Belley. — Voyez encore le diplôme de Louis, roi de Provence, en faveur de l'archevêque de Lyon, de l'an 892. « *Vicium Ambariacum atque Beliacum* » (D. BOUQUET, tom. ix, pag. 674).

constitutum ut si episcopus ab hac vita migraverit, curam habeant reliqui episcopi ne diutius Ecclesia illa pastore orbata remaneat. Hunc morem servantes nos praefati pontifices defuncto nuper venerabili archiepiscopo Viennensis ecclesiae Bernuino, admoti etiam a gloriosissimo rege nostro Ludovico venimus ad praefatam urbem Viennensem, et petente clero et populo ordinavimus.... nostrum venerabilem virum Roganfridum electione eius..... et secundum pia canonum instituta hanc scripturam ei tradidi..... Actum Viennae, anno..... die dominico. Arnaldus..... seniore meo S..... et seniore meo S..... Wilhelmus sanctae Maurian..... Isaac humilis Valent..... iubente Ludovico glorioso rege, et seniore meo..... Adalboldus ecclesiae Belicensis..... rogante seniore meo. Blidricus sanctae Dignensis..... consecrationi. Armodus sanctae Tolnensis ecclesiae..... consecrationi.....



SIXIÈME ÉPOQUE

—

SECONDE PARTIE

SECOND ROYAUME DE BOURGOGNE — DEPUIS L'AN 888 JUSQU'À L'AN 1032

LES RODOLPHIENS

SOMMAIRE. — Mort de Charles-le-Chauve (888). — Rodolphe, fils de Conrad, gouverneur de la Bourgogne transjurane, se rend indépendant. — Il se met une couronne sur la tête, et se déclare roi devant une assemblée de prélats et de seigneurs convoqués à St-Maurice. — Royaume de Bourgogne transjurane ou SECOND ROYAUME DE BOURGOGNE. — Lutttes que Rodolphe I^{er} eut à soutenir contre Arnoul I^{er}, roi de Germanie. — Rivalité entre le roi de Provence et le roi de la Transjurane. — Louis-l'Aveugle épouse la fille de Rodolphe I^{er}. — La paix est rétablie. — Limites du royaume de Rodolphe lors de sa formation. — A la mort de Louis-l'Aveugle (928), son fils Charles, surnommé *Constantin*, est dépouillé de ses états par Hugues, roi d'Italie. — Hugues cède le royaume de Provence au roi Rodolphe II, qui le réunit au royaume de la Transjurane. — Le dernier des Rodolphiens.

Dix mois après la mort du roi Boson, une assemblée de prélats et de seigneurs, convoquée à Tribur (1), déposa Charles-le-Gros qui donnait des signes non équivoques d'aliénation mentale (2), et, le 13 juin de l'année suivante (888),

(1) Boson mourut le 14 janvier 887 « *Obiit in Idus Januarii, viii^o anno regni sui* » et la diète de Tribur eut lieu dans le mois de novembre de la même année.

(2) « *Imperator corpore et animo cepit ægrotare... Cernentes optimates regni, non modo vires corporis, verum etiam animi sensus ab eo diffugere, Arnolfum, filium Carlomani, ultro in regnum attrahunt, et subito facta conspiratione, ab imperatore deficientes, ad prædictum virum certatim transeunt....* » (Apud PERTZ, tom. I *Script.*, pag. 597.)

ce monarque mourut dans un couvent, pauvre et délaissé (1). Sa déposition et sa mort portèrent le dernier coup à l'édifice de Charlemagne, et furent le signal de l'entière dissolution de l'empire. Alors les peuples cherchèrent à reconstituer leurs nationalités brisées, et se donnèrent des rois tirés de leur propre sein (2).

A cette époque, la Bourgogne transjurane était gouvernée, comme je l'ai dit plus haut, au nom de l'empereur Charles-le-Chauve, par Rodolphe, fils de Conrad. Suivant l'exemple de tous les seigneurs qui profitèrent de ces moments de désordre pour se rendre indépendants, Rodolphe réunit à Saint-Maurice un certain nombre de prélats et de seigneurs, et, s'étant mis lui-même sur la tête la couronne des vieux rois burgunden, il se déclara roi des contrées qu'il administrait, et ordonna que dorénavant on le reconnût en cette qualité. Les seigneurs applaudirent à cet acte audacieux, et des messagers envoyés aux grands du pays les trouvèrent très disposés à l'appuyer (3).

Cette résurrection de la monarchie burgonde déplut, comme on devait s'y attendre, à Arnoul, roi de Germanie, qui, se considérant comme successeur de Charles-le-Gros, prétendit exercer les droits de suprématie impériale, et tourna toute sa colère contre le nouveau roi. Mais celui-ci, malgré les nombreuses armées de son puissant ennemi, qui s'était promis de détrôner ce petit roi sans beaucoup de peine, échappa constamment à ses efforts multipliés et aux attaques dirigées contre lui, grâce à la constitution physique de ses états et aux retraites impénétrables où il se réfugiait dans le cœur des Alpes (4). Cinq ans après, Arnoul, revenant de Lombardie, traversa les Alpes pennines, et

(1) « Miseranda rerum facies, videre imperatorem opulentissimum non solum fortune ornamentis destitutum, verum etiam humanæ opis egentem. »

(REGINON. Chron., ann. 887, ap. PERTZ, tom. 1, pag. 597.)

(2) « Post cujus (Caroli-Crassi) mortem, regna quæ ejus ditioni paruerant veluti legitimo destituta hærede in partes a sua compage resolvuntur, et jam non naturalem dominum præstolantur, sed unumquodque de suis visceribus regem sibi creari disponit. »

(REGINON. Chron. ad ann. 888. — PERTZ, Mon. Germ. scr., t. 1, p. 598.)

(3) « Per idem tempus Ruodolfus, filius Chuonradi, nepos Hugonis abbatis... Provinciam inter Iurum et Alpes Penninas occupat, et apud sanctum Mauritium adscitis secum quibusdam primoribus et nonnullis sacerdotibus, coronam sibi imposuit, regemque se appellari iussit. Post hæc mittit legatos per universum regnum Hlotharii, et suasionibus pollicitationibusque episcoporum ac nobilium virorum mentes in sui favorem demulcet. »

(REGIN. Chron., ann. 888, ap. PERTZ Scr., tom. 1, pag. 598 et 599.)

(4) « Quod cum nuntiatum esset Arnolfo, illico cum exercitu super eum (Ruodolfum) irruit; ille per artissima itinera fuga dilapsus, in tutissimis rupium locis salutis præsidium quesivit; omnibus itaque diebus vitæ suæ, Arnolfus et Zuendiboldus, filius ejus, eundem Ruodolfum persecuti sunt, nec tamen eum laedere potuerunt, quia, ut supra expressum est, loca inaccessibilia, quæ in multis solis hibernis pervia sunt, insequentium confertas acies procul ab ingressu repellabant. »

(REGINONIS Chron., ann. 888, apud PERTZ, tom. 1, pag. 599.)

se mit de nouveau à la poursuite de Rodolphe, qu'il ne put atteindre, fort heureusement pour ce dernier, auquel il eût sans doute fait subir le sort d'Ambroise, comte de Bergame, qu'il venait de faire pendre à un arbre aux portes de sa ville (1).

Rodolphe eut non-seulement à lutter contre Arnoul, il dut encore soutenir une guerre de représailles contre le roi de Provence, à qui il avait enlevé la Tarentaise pour l'annexer à ses états. Louis-l'Aveugle parvint à s'emparer de l'évêché de Belley (2), mais les deux rois comprenant que, souverains de pays limitrophes qui avaient été longtemps soumis à la même domination, ils devaient faire cesser la mésintelligence qui les divisait, Rodolphe donna sa fille Adélaïde en mariage au roi Louis, et cette alliance fut le gage de la paix et de la bonne harmonie entre les deux états. Ce mariage paraît avoir eu lieu entre les années 902 et 905 (3).

Ainsi les deux petits rois voisins vécurent dès lors en paix.

Le nouveau royaume fondé par Rodolphe est connu dans l'histoire moderne sous le nom vulgaire de SECOND ROYAUME DE BOURGOGNE. On le désigne aussi indistinctement par les dénominations de royaume de *Bourgogne jurane* (4), de *Bourgogne transjurane* et de *petite Bourgogne*. Quelques auteurs anciens l'appellèrent encore royaume de la *Bourgogne supérieure* et même de la *Gaule cisalpine* (5).

Resserré entre le Jura et les hautes chaînes des Alpes, ce petit état comprenait une partie de l'Helvétie, le Valais, le pays de Vaud, le Genevois (6) (sauf

(4) « Castrum quod nuncupatur Pergamum, armis cepit, et Ambrosium, comitem ipsius civitatis, laqueo ante portam ipsius urbis in quadam arbore suspendit;... inde conversus per Alpes Penninas, Galliam intravit, et ad sanctum Mauritium venit. Rodulfum quem querebat, nocere non potuit, quia montana conscendens in tutissimis locis se absconderat. Regionem inter Iurum et montem Iovis exercitus graviter attrivit. »

(REGINON. Chron., ann. 894, ap. PERTZ, tom. 1, pag. 606.)

(2) Voy. pag. 423, et les sources indiquées.

(3) Le mariage de Louis est encore une de ces questions obscures qui me paraît avoir été savamment résolue, dans son mémoire sur les Bosonides, par M. DE GINGINS dont j'ai résumé l'opinion en quelques mots. Les textes des chroniqueurs anciens qu'il indique pour démontrer sa thèse, donnent à cette opinion toute la probabilité désirable.

(4) « Rodulfus rex iurensis. » Frodoardi chron. Virdunensis, ap. D. BOUQUET, tom. VIII, pag. 490-290.

(5) « Rodulfus, cisalpinæ rex Galliae. » (FLODOARDI Annal. ad annum 925, apud PERTZ Script., tom. III, pag. 373.)

Rodulfus, iurensis ac cisalpinæ Galliae rex, obiit; cui filius parvus Chonradus in regno succedit. (FLODOARDI Annal. ad ann. 937, loco citato.)

Voyez encore D. PLANCHER, Histoire de Bourgogne, tom. 1, pag. 483.

(6) Voy. plus haut, pag. 121.

la vallée d'Annecy), le Chablais, le Faucigny, la Tarentaise (1), la Bresse et la Franche-Comté de l'autre côté du Jura.

Il est impossible de tracer d'une manière précise la circonscription du royaume de Rodolphe. L'histoire des luttes que ce roi fut obligé de soutenir indique du reste que ses états n'eurent pas de limites déterminées.

« L'étendue de ce royaume, dit l'historien de la Bourgogne, fut d'abord très » bornée, comprise et renfermée tout entière dans cet espace qui se trouve fer- » mé à l'orient par le haut Rhin et une partie des Alpes, à l'occident par le mont » Jura et le fleuve du Doubs, au midi par une partie des Alpes et le Rhône, au » septentrion par le Doubs et par le Rhin, ce qui ne comprenait presque autre » chose que la Suisse, les pays de Valais, de Genève et de Chablais (2). »

M. de Vignet a cherché à déterminer plus exactement la ligne qui, partant de l'extrémité des Alpes pennines, aboutissait au Jura :

« L'erreur des historiens, dit-il, qui ont adopté trop strictement les expres- » sions de Reginon, nait de ce qu'ils n'entendent par le mont Jura que ce qui » porte actuellement ce nom, tandis qu'anciennement ce nom s'étendait à la » chaîne du Colombier. Or, si l'on tire une ligne de démarcation en suivant » les crêtes ou points culminants des montagnes, et en partant de l'extrémité » méridionale des Alpes pennines jusqu'à celle du mont Colombier, cette ligne » passera vers le col du Bonhomme et entre les vallées de Beaufort et de Flu- » met. Elle traversera ensuite la vallée de l'Arly vers Ugines et celle de Cham- » béry un peu au-dessus d'Aix; et cette ligne se trouvera précisément celle qui » sert de limite au diocèse de Genève, tel qu'il était au dixième siècle. Il est donc » bien vraisemblable que cette ligne de démarcation, qui se trouve être à la fois » la limite désignée par Reginon, la circonscription d'un diocèse et une fron- » tière naturelle, était celle du royaume des Rodolpes ou de la Bourgogne » transjurane (3). »

On ne peut pas adopter rigoureusement la ligne indiquée par M. de Vignet, parce que d'un côté la donation de Talloires à l'abbaye de Tournus prouve que l'autorité de Bosen était reconnue dans une partie du Genevois, et que de l'autre ce tracé exclut la Tarentaise; cette province dont l'archevêque assista au concile de Mantala, fit partie primitivement du royaume de Provence, mais le successeur de Teutrand n'ayant pris aucune part ni aux délibérations du concile de Valence, ni assisté au sacre de Rainfroy, il est probable, comme nous l'avons dit plus haut, que Rodolphe s'en était emparé (4).

(1) Nous avons vu plus haut que la Tarentaise fit d'abord partie du royaume de Provence.

(2) D. PLANCHER, *Histoire de Bourgogne*, tom. 1, pag. 482.

(3) *Mémoire sur Humbert-aux-Blanches-Mains*, dans les *Mémoires de la Société royale académique de Savoie*, tom. III, pag. 340.

(4) Voyez page 422.

Après la catastrophe de Vérone, Louis-l'Aveugle confia l'administration du royaume de Provence à Hugues, comte de Vienne, son parent, et au comte Theutbert (4). A la mort de ce dernier (910), Hugues resta seul à la tête du gouvernement, et Louis-l'Aveugle, après l'avoir créé *duc et marquis*, lui donna le commandement général de la Provence.

Cet état de choses dura jusqu'en 926, où Hugues, appelé au trône d'Italie après la fuite de Rodolphe II (2), transmet son autorité à son frère le comte de Boson, qui continua à régner de fait sur la Provence.

A la mort de l'empereur Louis-l'Aveugle, survenue en 928, le nouveau roi d'Italie s'efforça de revenir en Provence pour s'emparer du royaume, dont il dépouilla le prince Charles surnommé Constantin, fils de Louis (3).

Sur ces entrefaites, ayant appris que les grands d'Italie avaient formé le dessein de l'expulser du trône et de rappeler Rodolphe II qui faisait déjà ses préparatifs de départ, Hugues se hâta de traiter avec ce redoutable concurrent, et lui céda toutes ses prétentions à la souveraineté de Provence en échange des droits de celui-ci au trône d'Italie (4).

(4) « Adeuntes serenitatem nostræ eximiæ potestatis, quidam spectabilis vir et *propinquus noster*, Hugo comes, atque etiam THEUTBERTUS (comes) fidelis noster, etc. » (*Dipl. de Louis, empereur et roi de Provence, pour l'église d'Avignon, de l'an 909*, ap. D. Bouquet, tom. ix, pag. 684.)

(2) Rodolphe II, second roi de la Bourgogne jurane, avait été couronné roi d'Italie vers la fin de l'année 924, par Lambert, archevêque de Milan. « Recatosi Rodolfo in Italia, fu da tutti lietamente accolto, e, costretto Berengario a fuggir a Verona, esser egli stato acclamato a re in Pavia, e coronato dall'arcivescovo Lamberto con quella corona appunto che si custodisce in Monza. » (Voy. Zucchi, Sigonio et Antolini, *Dei re d'Italia*, p. 258-260.)

(3) Vide *Flodoardi chron.*, ad ann. 928. « Heribertus comes.... proficiscitur in Burgundiam obviam Hugoni Italia regi. » (Apud D. Bouquet, tom. viii, pag. 486.)

(4) On ne connaît ce traité que par le peu de mots qu'en dit LIUTPRAND, écrivain contemporain et attaché en qualité de *choriste* à la cour du roi Hugues.

« His temporibus Italienses in Burgundiam ad Rodulfum mittunt ut adveniat : (930) quod Hugo rex ut cognovit, nuntiis ad eum directis, omnem terram quam in Gallia ante regni susceptionem tenuit, Rodulfo dedit, atque ab eo iuramentum, ne aliquando in Italiam veniret, accepit. Rodulfus hæc pace dominationem suam ultra montem Jura usque ad mare, Massiliense extendit, et Burgundiæ transjurane Cisjuranam superiorem, Delphinatum, Sabaudiam, aliasque quasdam ditones adjecit, seseque Burgundiæ, Alemannie et Provincie regem dixit, ut notat Pagius ad ann. 930, num. 6. »

(LIUTPRANDI *Ticinensis diaconi historia*, lib. iii, cap. 43, — ap. D. Bouquet, tom. viii, pag. 444 ; vel ap. PERTZ *Scriptores*, tom. iii, pag. 316.)

« Alphonsus Delbenes, episcopus Albiensis, lib. i, *De regno Burgundiæ transjurane et Arelatis* ; Duchenius, lib. ii, *De ducatu Burgund.*, et lib. vi *Historia Provincie*, tradunt : pacem Hugonem inter et Rodulfum constitutam fuisse his præcipuè conditionibus, ut Rodulfus Adelidem filiam Lothario filio Hugonis in matrimonium daret, totumque jus, quod in regno Italie sperare posset, Hugonis cederet ; Hugo autem totum jus quod ei in regnum

Cet important traité, qui eut lieu en 933 (1), ne laissant aucun espoir au prince Constantin de remonter sur le trône, réunit le royaume de Provence à celui de Bourgogne, et livra au roi Rodolphe les pays compris entre le Rhône et l'Isère (2). Ainsi la Savoie tout entière passe, dès lors sous la domination des rois rodolphiens (3) par l'annexion de la Savoie-Propre, de l'évêché de Belley et de la Maurienne (4).

A cette époque, Genève cessa d'être la seule capitale de la petite Bourgogne.

Arelatense competeret, in Rodulfum hujus nempe nominis II transferret, excepto comitatu Arelatensi, quem sibi Hugo reservavit. At Lotharium non nisi post Rodulfis mortem Adelaidem sibi sociasse, infra constabit. Tum atque sponsalia tantum peracta fuisset oportet. »

(*Critica in Annal. Baronii*, autore R. P. Ant. Pagi; 4 vol. in-4°; Antuerpie, 1727, tom. III, pag. 827, ann. 930.)

(1) Pagi le rapporte à 930, mais il eut plutôt lieu en 933, comme l'avance MURATORI, *Annal. d'Ital.*

(2) « *Burgundia transjurana a Rheno incipiebat, et usque ad Iseræ fluvii originem extendebatur, ac continebat Helvetios, Grisones, Valesios, Sedunenses, partem Allobrogum, Genevam, Caballiacum agrum, ut hodie appellant, et oppidum Agaunense; sed initio regnum illud minus amplum fuit.* » (Pagi *Critic. in ann. Baronii*, tom. III, ad ann. 888, pag. 749.)

(3) C'est à cette époque que D. PLANCHER place le commencement du royaume d'Arles : « Comme le royaume d'Arles, dit-il, consiste en l'union des royaumes de Provence et de Bourgogne transjurane, et n'est autre chose que ces deux royaumes unis ensemble, il est certainement aussi ancien que cette union..... Rodolphe II fut donc le premier roi d'Arles. » (*Histoire de Bourgogne*, pag. 499). Plus bas, cet historien ajoute que cependant il n'en porta pas le titre, mais qu'il prit celui de roi de la Gaule cisalpine et de la Bourgogne jurane. (*Ibid.*, pag. 200. — Voyez encore FROBOARDI, *Chron.*, pag. 594, 594, 602 et 605.)

DUCHESNE, dans ses *Fragments de l'histoire de France*, tom. III, pag. 340, lui donne le titre de roi de la Gaule jurane et cisalpine; et, selon D. PLANCHER, ce ne fut que dans le siècle suivant qu'on donna le titre de roi d'Arles aux princes qui eurent le gouvernement de ces deux royaumes.

Cette note complète ce que j'ai dit à cet égard pag. 422, et je ne erois pas qu'il faille attacher beaucoup d'importance à la distinction admise par D. Plancher, et qui n'a du reste aucun fondement, puisque ni les rois de Provence ni ceux de la Bourgogne jurane n'ont porté le titre de rois d'Arles qui ne leur a été donné que par les historiens. Cependant il me semble que la dénomination de royaume d'Arles convenait mieux au royaume de Provence, puisque Boson régnait à Arles, et que les Rodolphiens avaient pour capitales Genève et Payerne.

(4) M. DE VIGNET doute que ces trois provinces fissent partie du royaume de Provence, et il en tire la conséquence qu'elles ne furent point cédées à Rodolphe, et qu'elles restèrent sous la domination d'Arnoul, leur souverain légitime, à qui ses desseins sur l'Italie rendaient cette position assez importante. En admettant la cession de Hugues, qu'il est difficile de contester, car elle est rapportée par des historiens contemporains, on doit nécessairement admettre aussi l'annexion de ces trois provinces au royaume de la Bourgogne jurane, puisque, contrairement à l'assertion de M. de Vignet, elles étaient renfermées dans les limites du royaume de Louis-l'Aveugle, ce qui est démontré suffisamment par les actes du concile de Valence et du sacre de l'archevêque Rainfroy (voy. ci-dessus pag. 437 à 442).

Les successeurs de Rodolphe II résidèrent de préférence à Payerne (1); son fils Conrad cependant jugea à propos de se fixer à Vienne, dont il fit le siège principal de son gouvernement (2). Cette ville reprit ainsi son ancien lustre, et redevint cité royale comme elle l'avait été sous Boson et Louis-l'Aveugle (3).

Le second royaume de Bourgogne dura 144 ans. Le dernier de ses rois, Rodolphe III, fut flétri par l'histoire du nom de *fainéant*. Voué dès son enfance à l'état ecclésiastique, il fut élevé dans le monastère de St-Maurice et couronné à Lausanne par Henri, évêque de cette ville (4). Impatients de secouer le joug d'un monarque sans énergie, les seigneurs de la Transjurane continuèrent pendant son règne leur œuvre d'indépendance, se révoltèrent ouvertement contre lui, et prirent plusieurs fois les armes pour le déposséder (5).

L'an mil approchait; les populations, frappées de terreur, attendaient avec anxiété les événements prédits par l'Apocalypse. Les prophéties de ce livre mystérieux annonçaient qu'après mille ans Satan serait délivré, qu'il sortirait

(1) « Il semble même qu'à cette époque Genève était considérée comme une ville indépendante et libre; c'est alors que l'évêque, commençant à prendre en main la défense des franchises, construisit la souveraineté qu'il eut plus tard en partage en laissant confondre les droits du peuple avec les siens. » (*Essai d'un précis de l'histoire de la république de Genève*, par James Fazy, tome 1, page 44.)

(2) Voy. *BOHMERS Regest. Karol*, pag. 442 et suiv.

(3) Les rois de Bourgogne avaient en outre des résidences royales à Aix, à Château-Font et à Neuchâtel « *acquis villam sedem regalem..... font regale castellum..... novum castellum regalissimam sedem.* » (Donation de Rodolphe III à la reine Ermengarde des terres d'Aix, d'Annessi, etc. — Voyez ce document à la fin de cette époque.)

(4) Rodolphe III régnait en 993, ce que prouve une donation de ce roi au monastère de St-Maurice, et datée de cette année-là. C'est donc à tort que quelques historiens font mourir son père Conrad en 994. « Si annus Domini 993, quo donatio hæc subscripta est, primus fuerit regni Rodulphi III, ut nobis patet, Hermanus Contractus et Quercetanus, in *Chron. hist. Burg.*, lib. 11, cap. 24, graviter errarunt, qui Conradum regem, Rodulphi hujus patrem, diem obiisse anno 994, scripserunt, quia jam Rodolphus ejus filius regnabat anno 993. Ideo Conradum decessisse paulo ante, et eodem anno 993, dicendum est. »

(5) *GUICHENON*, Bibl. Seb. Cent. 4, c. 3; tom. iv, 2^{me} partie, pag. 4, dans les notes de l'*Histoire générale de la Maison de Savoie*, édition de Turin.)

(5) « 995 (1001). Hoc anno Rodulfus (III) in Burgundia, qui pater Chuonrado successit in regnum, quosdam suorum paterna hereditate privare conatus, bello laceratus est ab eis, ubi ipse regulus, licet copiosum haberet exercitum, facile tamen victus et fugatus est. »

(*Annales Sangallenses maiores*, ap. PERTZ, l. 1 *Scriptorum*, p. 81.)

de sa prison pour séduire les nations du monde, mais que Dieu ferait descendre du ciel un feu qui les dévorerait (1).

L'effroi que ces terribles prédictions, répétées et accréditées par le clergé, répandirent, fut exploité au profit de l'Eglise. Tous, petits et grands, en attendant de jour en jour la fin du monde, *adventante mundi vespero*, n'eurent d'autre souci que de se réconcilier avec le ciel et de racheter par des donations pieuses le salut de leurs âmes (2). Le roi Rodolphe fut le premier à donner l'exemple, et combla de richesses les églises et les monastères. D'un autre côté, ce monarque, incapable de s'opposer à l'autorité envahissante des seigneurs, crut ne pouvoir mieux conjurer l'orage qu'en se jetant dans les bras de l'Eglise et en opposant la puissance temporelle des évêques à la puissance des seigneurs. C'est ainsi qu'il éleva l'évêque de Lausanne à la dignité de *comte de Vaud* (3), en lui accordant la souveraineté de toutes les terres situées entre la Veveyse et l'Aubonne. Il donna même le comté de Tarentaise à l'archevêque Amizo (4) et celui de Vienne à l'archevêque de cette ville. L'évêque de Sion fut nommé comte du Valais (5), l'abbé de St-Maurice comte du Chablais, et la plupart des monastères de nos contrées reçurent des marques de sa munificence.

Mais, loin d'apporter un palliatif aux maux de l'époque, le pouvoir temporel accordé aux évêques ne fit que les augmenter.

Ecoutons à ce sujet les vieux chroniqueurs (6) :

(1) « Et cum consummati fuerint mille anni, solvetur Satanas de carcere suo et exibat.

» Et seducet gentes quæ sunt super quatuor angulos terræ, Gog et Magog, et congregabit eos in prælium, quorum numerus est sicut arena maris.

» Et ascenderunt super latitudinem terræ, et circumierunt castra sanctorum, et civitatem dilectam : et descendit ignis a Deo de caelo, et devoravit eos. »

(*Apocalypsis Joannis apostoli*, cap. xx, vers. 7, 8 et 9.)

(2) « Mundi terminum appropinquare ruinas per crebrescentibus certa manifestant indicia, ideoque oportet unumquemque sollicitè persistere quandiu in presenti vita subsistit. ut de terrenis eterna mercentur. et de transitoriis adquirantur sempiterna. laborando non lascescere. » (Prétendue fondation du monastère de Talloires par la reine Hermengarde. — Voy. Besson, *Preuves*, pag. 344, et *Monumenta hist. pat.*, vol. II des Chartes, col. 496.)

(3) Henry de Lenzbourg, évêque de Lausanne, fut investi du comitat de Vaud (*comitatus Waldensis, sicut ab antiquis terminationibus est determinatus*) le 26 août 1044. La charte de donation extraite du Chartulaire manuscrit de l'église de Lausanne, conservé dans les archives de Berne, a été publiée par Sinner, *Voyage dans la Suisse occidentale*, 1787, in-8°, t. II, p. 172, et reproduite dans les *Monumenta historiæ patriæ*, t. II des Chartes, col. 105.

(4) Nous donnons le texte de cette charte importante à la fin de cette époque.

(5) Hugues, évêque de Sion, reçut l'investiture du haut Valais, avec le titre de comte, par acte daté de *Cudrefin*, en l'an 999. (Ms. de la bibliothèque royale, Paris, volume coté n° 444, pag. 64, concernant le Valais. — Rivaz, *Diplôme de Bourgogne*, Ms.)

(6) DETM. Chron., lib. VII, ad ann. 1016, et ALPERTUS, *De diversitate temporum*, c. 44, pag. 115, ap. ECCARD.

« Les nobles s'emparèrent de la plupart des biens du fisc, surtout de ceux
 » qui étaient le plus à leur bienséance, de même que de la nomination aux
 » évêchés; les grands formèrent le dessein de se rendre souverains dans leurs
 » terres; les plus forts assaillirent les plus faibles, sans que le roi osât inter-
 » poser son autorité pour mettre fin à ces guerres civiles; l'on cessa de rendre
 » la justice dans tous les tribunaux; ce n'était partout que meurtres et brigan-
 » dages; les pèlerins n'osaient traverser la Bourgogne qu'en caravanes de 5
 » à 600 personnes, encore étaient-ils souvent dévalisés. Rodolphe, à qui il
 » ne restait presque plus de domaines que les villes épiscopales où les évêques
 » avaient maintenu son autorité, ne voulant pas se soumettre aux comtes,
 » acheva de se perdre en cédant ces villes aux prélats avec le titre de comte. Il
 » espérait par là de les rendre assez puissants pour les opposer à la noblesse;
 » mais il fut trompé dans son attente: les grands n'en furent que plus ardents
 » à placer leurs cadets sur le trône épiscopal; ainsi les évêchés furent bientôt
 » remplis de personnes qui lui étaient contraires. Cependant, comme il ne lui
 » resta d'autres ressources pour vivre que la table de ces prélats, il se vit
 » contraint de plier sous le joug de ses ennemis: il passait la meilleure partie
 » de sa vie chez Henri, évêque de Lausanne, et Hugues, évêque de Genève,
 » ses cousins germains, de même que chez Burchard, évêque d'Aoste, fils de
 » sa nièce Berthe (1). »

Sur ces entrefaites, les grands du royaume, voyant Rodolphe sans postérité légitime (2), prirent la résolution de ne lui donner aucun successeur après sa mort, et même de le chasser du trône; mais celui-ci, après plusieurs conférences à Bâle et à Strasbourg avec son neveu l'empereur Henri II, lui vendit sa couronne au poids de l'or (3).

(1) *Dissertation sur une médaille soit pièce de monnaie de GERARD, duc de Bourgogne, dans laquelle on donnera des preuves que ce prince était comte d'Alsace, de Dembourg et d'Egesheim, frère de S. Léon IX et neveu de l'empereur Conrad, qu'il descendait en ligne directe, de mâle en mâle, de l'empereur Charlemagne, et enfin que c'est le même que les chroniques de Savoie ont célébré sous le nom de Geraud ou de Berold, qui fut gouverneur et ensuite duc souverain du royaume d'Arles et de Bourgogne. (Ouvrage manuscrit de Joseph DE RIVAZ et DAVID, chanoines de la collégiale d'Ancey.)*

(2) Rodolphe eut deux femmes, Agiltrude et Hermengarde. La première mourut en 1010, et il épousa la seconde en 1011. Hermengarde était veuve et avait eu deux enfants du premier lit. CHORIER attribue l'impuissance de Rodolphe à un coup que lui donna malicieusement sa sœur Berthe en jouant avec lui. L'historien du Dauphiné ajoute que cette aventure fut cause que le roi exclut du trône Eudes, fils de cette comtesse de Champagne. Mais le récit de Chorier est contredit par une charte de Hugues, évêque de Besançon, où celui-ci se glorifie d'être fils unique (naturel) de ce roi. (Voy. la dissertation manuscrite de DE RIVAZ et DAVID.)

(3) « Cette cession du royaume faite à Henri ressemblait plutôt à une vente qu'à une libé-

Les seigneurs, mécontents, représentèrent à Rodolphe que, quoique la couronne fût héréditaire dans sa famille, ils n'avaient point renoncé au droit de choisir le roi qui leur conviendrait après l'extinction de sa race. Ils finirent cependant par ratifier la cession dans une assemblée qui eut lieu à Mayence en 1018 (1). Rodolphe investit alors l'empereur Henri de son royaume, par la tradition de son sceptre et de sa couronne. Quelque temps après, toute la noblesse, à l'exception de quelques seigneurs qui se préparèrent à la résistance, se rendit à Payerne pour faire hommage au nouveau roi (2).

ralité, car cet empereur répandit l'or avec tant de prodigalité que toute l'Allemagne en murmura. »

(DE RIVAZ ET DAVID.)

Voici comment s'exprime le chroniqueur THIETMARI, où nous avons puisé ces détails :

« Et quia Rothulfus, Burgundiorum rex, avunculus eius (1), sicut vocatus erat, huc venire non potuit, nepotem sibi dilectum obviam sibi pergere rogavit. Fit (2) eorumdem conventio in urbe Argentina (3), et mutue caritatis invicem larga benignitas consociis arrisit utrisque. Fuit quoque ibidem Rothulfi regis inclita coniunx, quae familiaritatis huius adiutrix filios suimet duos, senioris autem sui privignos, cesari commendavit; dilectis sibi militibus hoc totum dedit in beneficium, quod sibi ab avunculo suimet tunc est concessum, et quod Wilhelmus Pictaviensis (4) hactenus habuit regio munere prestitum. Imperator sapienti usus consilio hoc, voluit cum hiis id sibi firmius subdere, quod longe prius rex predictus ei sacramentis post mortem suam sancierat. Omnem namque Burgundiae regionis primatum per manus ab avunculo suimet accepit, et de maximis rebus sine eius consilio non fiendis securitatem firmam. »

(THIETMARI episcopi Merseburgensis *Chronicon*, edente V. Cl. Ioh. M. Lappenberg, I. U. D. Rei Publicae Hamburgensis Tabulario, lib. VII, ad ann. 1016, 1 Apr. Apud PERTZ *Script.*, tom. III, pag. 845.)

(1) « Avunculus namque suus et Burgundiorum rex Rothulfus coronam suimet et sceptrum cum uxore sua et privignis ac optimatibus universis sibi concessit, reteraturque sacramentum confirmacio; actumque est illud Magonia et in predicto mense (17 febr. 1018). »

(THIETMARI *Chronicon*, apud PERTZ *Script.*, tom. III, pag. 863.)

Avant cette époque, Henri avait été associé au royaume par Rodolphe; mais la résistance des seigneurs l'avait fait renoncer à cette prérogative. La preuve de cette association résulterait d'une donation que Rodolphe fit de Talloires au monastère de Savigny, à la sollicitation des deux archevêques Burchard. Cette charte a été publiée par BESSON dans les *Preuves*, pag. 343; par GUICHENON dans sa *Bibliothèque de Bresse*, cent. I, n° 44, et reproduite dans les *Monumenta hist. pat.*, vol. II des Chartes. Ce dernier ouvrage, ainsi que GUICHENON, n'assigne aucune date à ce document; mais il doit se rapporter à l'an 1016 environ. M. DE RIVAZ, en mentionnant cette charte, ajoute : « Le seul Rodolphe a paru dans le corps de l'acte; Henri n'a fait que l'approuver, comme je l'ai vérifié sur l'original. » (Voyez le texte, d'après les *Monumenta*, à la fin de cette époque.)

(2) Je dois relever ici une erreur qui s'est glissée dans la vaste collection des *Monumenta*

(1) Scil. frater Gislae, filiae Conradi, regis Burgundiae.

(2) Pergit alia minus, quae multos commisit errores.

(3) Seu Argentina (Strasbourg).

(4) Est is comes Otto Wilhelmus I, Adelberti Italiae regis et Gerlbergae Burgundiae filius, a quo antiqui comites Burgundiae descendunt.

Il fallut alors mettre sur pied une armée considérable pour se rendre maître des provinces soulevées. Le commandement des troupes fut confié à Verner, évêque de Strasbourg, et les Transjurains, écrasés par le nombre, durent se soumettre.

Cette soumission définitive n'eut lieu qu'après la fameuse victoire remportée au mois de juin 1020 sur Guillaume, comte de Provence et de Poitiers.

L'histoire ne dit pas ce que devint Rodolphe-le-Fainéant pendant les luttes que sa lâcheté cruelle et calculée occasionna entre les Bourguignons et les Allemands; on croit qu'il se retira en Allemagne pour éviter la colère des seigneurs.

L'empereur Henri II ne jouit pas longtemps des fruits de sa victoire, car il mourut en 1024 (1), et son successeur, Conrad II dit le Salique, fut appelé par Rodolphe III pour le remplacer sur le trône de Bourgogne.

Ce nouveau traité eut lieu en 1028, après le couronnement de l'empereur Conrad à Rome (2). Quatre ans plus tard, le roi Rodolphe, sentant sa fin

historia patriæ. Les savants compilateurs ont publié dans le 2^d volume des Chartes, col. 439 et 440, le texte d'une donation de Thibaud, évêque de Maurienne, aux chanoines de Sainte-Marie et à ceux de la cathédrale. Ce document, communiqué par Mgr Alexis BILLIET, a été copié sur l'original existant aux archives de l'évêché de Maurienne. Il a été de même reproduit dans les *Documenti, monete e sigilli* de MM. CIBRARIO et PROMIS, pag. 9. Cette charte est datée : *Anno secundo, regnante Enrico rege*.

« Cette date, dit Mgr BILLIET, paraît se rapporter à l'année 1041, soit à la 2^e année du règne de l'empereur Henri III, parce que l'empereur Henri II n'ayant aucune autorité sur le royaume de Bourgogne, tous les actes publics passés en Maurienne de son temps ne devaient pas être datés des années de son règne. Ce n'est en effet qu'en 1033 que Conrad-le-Salique hérita des états de Rodolphe III. »

Je n'ai pas à discuter la date de cette charte que les *Documenti* indiquent sous le règne de Henri II, à l'an 1003 ou 1004, ni à apprécier les autres motifs allégués pour l'attribuer au règne de Henri III. Je ferai remarquer seulement que l'empereur Henri II fut réellement souverain du royaume de Bourgogne, et que son autorité y était reconnue. Ce qui est démontré par une donation de l'an 1019 faite par Otton-Guillaume, seigneur de Bourgogne, à Port-sur-Saône, en faveur de l'abbaye de Fructuria, et datée du règne de Henri II. « *Acta sunt hæc Burgundie villa, quæ Portus dicitur, anno Incarnationis Dominicæ MXXIX, indictione II, imperante Henrico Augusto, v kal. novembris.* » (Voy. GUICHENON, *Biblioth. Sebus.*, cent. 44, n° 30.)

Le chan. ANGLEV a commis la même erreur en disant : « Quant à Henri II, roi de Germanie, aucun monument historique n'est venu nous apprendre qu'il ait jamais exercé aucune autorité, soit comme roi, soit comme empereur, sur les états de Bourgogne; » ou plutôt Mgr BILLIET n'a fait que répéter l'erreur d'Anglev en reproduisant les arguments développés dans l'*Histoire du diocèse de Maurienne* (voy. pag. 59, 60 et 64).

(1) « 1024. Heinrichus imperator 3 Id. Iulii obiit; cui eodem anno Chuonradus in regnum successit. » (*Annales Einsidlenses*, ap. PERTZ *Script.*, tom. III, pag. 146.)

(2) « Post obitum autem eiusdem Enrici imperatoris fuerunt anni 2. menses 8. usquequo

approcher, lui envoya son diadème, la lance de S. Maurice et les autres ornements royaux qui servaient au couronnement des rois de Bourgogne (1).

Ainsi mourut, le 6 septembre 1032, ce roi dont l'insigne lâcheté accéléra la marche des événements. Pendant ses trente-huit ans de règne, on dirait qu'une puissance invisible le pousse à les accomplir. Sans héritiers directs, il anéantit la monarchie, il brise un à un tous les fleurons de sa couronne, il les jette au vent, il enrichit les églises, il lutte avec les seigneurs, il livre le trône à un prince allemand, et il emporte dans la tombe la haine de la nation bourguignonne.

anno Domini 1027. indict. 10. Conradus Romae coronatus est ipsa Domini resurrectionis die, 7. Kal. April. indict. 10. »

(*Regum et imperatorum catalogi* 5, ex codice Vaticano 1361. Apud PERTZ *Script.*, tom. III, pag. 218. — Voyez encore DUCHESNÉ, liv. II, pag. 167.)

(1) Voy. D. PLANCHER, *Histoire de Bourgogne*. tom. I, liv. IV, chap. CXXIII, pag. 211. — Voyez encore *Chron. Vird.*, pag. 185.



DOCUMENTS

Les libéralités du dernier des Rodolphes envers les églises et le haut clergé portèrent le dernier coup à l'unité de la monarchie bourguignonne, qui se trouva morcelée et divisée en un grand nombre de seigneuries laïques et ecclésiastiques.

Ces donations, qui embrassèrent une multitude de localités éparses sur toute l'étendue du royaume, eurent pour résultat de soustraire les biens et les vassaux de l'Eglise à la juridiction des seigneurs, et d'amener ainsi un perpétuel conflit entre les principaux dignitaires de la couronne et le clergé.

L'étude des documents qui les établissent peut seule donner une idée exacte du morcellement territorial qui eut lieu sous le règne de Rodolphe III ; malheureusement la plupart sont perdus, et, malgré l'intérêt qui se rattache à la connaissance de ceux qui ont survécu à l'injure du temps, je me borne à en reproduire deux ou trois qui jettent du jour sur la géographie historique de quelques localités importantes de notre pays.

I

DONATION DU COMTÉ DE TARENTEISE

EN FAVEUR DE L'ARCHEVÊQUE AMIZO

PAR RODOLPHE III, ROI DE BOURGOGNE (996)

L'authenticité de cette charte, que je considère comme très importante, parce qu'elle est l'origine de la puissance temporelle des archevêques de Tarentaise sur le comté de ce nom, a été révoquée en doute par M. de Vignet dans son mémoire sur Humbert-aux-Blanches-Mains (1). Cet historien s'appuie principalement sur ce que l'acte ne désigne pas quel est le comté mentionné, la charte

(1) *Mém. de la Société royale académique de Savoie*, tom. III, pag. 295, 296, 391 et 392.

présentant une lacune avant le mot *comitatu*; que les Hongrois, qui avaient ravagé nos contrées, sont appelés *Hiberniens*, et qu'enfin il ne se trouve aucun exemple de semblable libéralité dans les chartes de Rodolphe III.

Il est vrai que la charte d'investiture présente une première lacune; mais de quel autre comté pouvait-il s'agir, lorsque surtout la phrase suivante détruit l'opinion émise par les auteurs de la *Gallia christiana*, qui pensent que la donation devait être restreinte à la juridiction temporelle des prélats sur la ville archiepiscopale: « *Ac propter hoc sanctæ Dei ecclesiæ Tarentasiensi INTEGRUM » conferimus COMITATUM ? »*

L'objection tirée des *Hiberniens* n'a pas plus de valeur, et le mot *hyberinis* (ou *hibernicis* (1) et *ibericis* (2)) n'est que le résultat d'une faute calligraphique. Je partage en cela l'opinion de M. Menabrea, qui dit que « le *notarius*, ignorant ou préoccupé, aura écrit *Hyberinis* ou *Hibernicis* au lieu d'*Habaricis*, « *Abaricis* ou *Avaricis* (3), » dénominations employées indistinctement par les chroniqueurs pour désigner les Hongrois (4).

Quant à l'assertion que les actes de Rodolphe ne contiennent aucun exemple de semblable libéralité, outre qu'elle ne prouverait rien contre l'authenticité de celui dont il s'agit, M. de Vignet est complètement dans l'erreur. Je me borne à citer les donations suivantes :

En 999, *Hugues*, évêque de Sion, reçut de Rodolphe l'investiture du haut Valais avec le titre de comte, par acte daté de *Cudrefin* (5).

En 1011, le même monarque investit l'évêque de Lausanne du comté de Vaud (*comitatus Waldensis*) (6).

Le 24 avril 1011, Rodolphe fit don à la reine Hermengarde du comté de Vienne et du comté de Salmorenc (7).

(1) Variante de Besson dans les *Preuves*, pag. 244.

(2) Suivant l'annotation marginale des auteurs de la *Gallia christiana*.

(3) *Mémoires de la Société académique de Savoie*, tom. ix, pag. 304.

(4) « *Conduxerunt adversus eum Avaros, quos modo Ungarios vocamus, gentem belli asperissimam.* » (*WIDUKINDI*, lib. I, cap. 48, *De Ungariis qui et Avaros dicuntur.* — *Apud PERTZ Script.*, tom. III, pag. 425, 434, 450, 455, 466.)

« *Rex autem Avaros (Ungaros) sepe numero insurgentes expulit.* » *THIETMARI Chron.*, lib. I, ap. *PERTZ Script.*, tom. III, pag. 739.)

(5) MSC. de la bibliothèque royale de Paris, volume coté n° 114, pag. 61, concernant le Valais, ex-RIVAZ, *Diplom. de Bourgogne* MSC., renvoi de M. DE GINGINS-LA-SARRA, *Mémoire sur le rectorat de Bourgogne*, dans les actes et documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande, vol. I, pag. 47.

(6) DE GINGINS, loco citato, — *SINNER*, voy. dans la *Suisse occidentale*, vol. II, pag. 473, et *Monumenta historie patriæ*.

(7) *Documenti, monete e sigilli, etc.*, pag. 45, d'après le *Code diplomatique du royaume de Bourgogne* de PICRRE de RIVAZ, qui a copié l'acte de donation sur l'original que l'on conservait aux archives de l'archevêché de Vienne.

En 1013, le comté de Vienne fut cédé par Rodolphe et la reine Hermengarde, sa femme, à S. Burcard, archevêque de Vienne (1).

L'acte d'investiture du comté de Tarentaise a été publié par Besson, mais la leçon de cet auteur n'étant pas entièrement conforme à celle des *Monumenta historiae patriae*, où il est reproduit d'après l'original existant aux archives de cour, j'ai cru devoir suivre le texte de cette vaste et savante collection (2). L'historien Samuel Guichenon n'en parle pas.

In nomine sanctae et indiuiduae trinitatis. Rodulfus aeterni iudicis misericordia rex. Dum in primordio cristianae religionis constituti sunt reges ecclesiam sollicitudinem curamque pontificum deo famulantium considerantes augmentando terrarum donis pontificatus quamplures ad summam duxerunt dignitatem. Nos quidem exempla priorum perpendentes ac molem nostrorum peccaminum ne ira districti iudicis pauidi dannemur archiepiscopatus hyberinis incursionibus penitus depopulatus quem amaro prout vires appetunt..... comitatu donamus. Hac huius nostri auctoritate precepti hunc autem iuste et legaliter esse datum firmamus. Ut sicut predictorum malignae incursionis sepius decedit furore ita nostri iuvaminis subleuetur honore. Hoc autem omnino consideratione cordi committimus dominumque Xp̄m Ihūm fixis genibus imploramus quo his peractis ad celestis patriae valeamus deportari regnum. Ac praeter hoc sanctae Dei Ecclesiae Parentasiensi in integrum conferimus comitatum quo beatissimorum Apostolorum Principis interuentu non deficiamus aeternae felicitatis beatitudine colui. Affirmatione namque huius nostri precepti atque ualida descriptionis institutione. iam dictum comitatum deo deferimus ut in omnibus eandem ipse predictus Archiepiscopatus potestatem habeat regimine suae ordinationis suo cunctis temporibus Episcopo committere. Quicumque igitur istius nostrae donationis serie..... temptare presumpserit omnibus dei maledictionibus subiaceat sanctorumque omnium Apostolorum nodis et nexibus irretitus anathemate perpetuo damnetur et haec nostra auctoritas firma stabilisque maneat semper insuperque senciatur se compositurum centum libras optimi auri medietatem camerae nostrae et medietatem

(1) J. J. A. D. PILOT, *Statistique du département de l'Isère*, pag. 364.

Fidèle à son système, M. DE VIGNET attaque de même l'authenticité de cette chartre : « La donation du comté de Vienne à l'archevêque de cette ville est reconnue apocryphe, quoiqu'elle ne contint que le don de la ville et celui d'un château voisin. » (Voyez le mémoire cité, pag. 296.)

(2) Vol. I des Chartes, col. 304, n° CLXXXI.

predicto archiepiscopo uel successoribus suis uerum ut hoc credatis melius presens preceptum firmauimus nostroque sigillo iussimus insigniri.

Signum domni serenissimi Regis Rodulfi.

(*Monogramme et sceau.*)

Anselmus regius cancellarius hoc scripsit preceptum. Anno domini incarnationis nongentesimo nonagesimo v. indictione uero x. regni autem regis rodulfi III. Actum in agauno feliciter (1).

II

RODOLPHE III, ROI DE BOURGOGNE.

DONNE A IRMENGARDE, SON ÉPOUSE,

LES TERRES D'AIX, D'ANNESSI, DE RUE, DE CHATEAU-DE-FONT, DE NEUCHATEL, ETC.

(24 AVRIL 1011)

L'original de cette charte existe aux archives de l'ancienne Chambre des comptes de Grenoble. Elle a été publiée en 1833 par MM. Louis Cibrario et Dominique Promis dans les *Documenti, sigilli e monete appartenenti alla storia della monarchia di Savoia, raccolti in Savoia, in Svizzera e in Francia per ordine del re Carlo Alberto*, pag. 17. M. Pilot, archiviste du département de l'Isère et historien distingué, en collationnant cette reproduction sur l'original, remarqua qu'elle était incomplète et qu'il manquait une ligne entière. Une annotation contemporaine qu'il découvrit au verso nous apprend que la reine Hermengarde, après avoir reçu les terres qui font l'objet de cette donation, les abandonna immédiatement à l'église de Saint-Maurice de Vienne. — *Ego regina hermenigarda hec omnia inscripta michi data dono deo et sancto mauricio ecclesie viennensi.* —

Je publie ici ce document avec la rectification indiquée par M. Pilot. Les mots en lettres italiques sont ceux omis dans la copie des *Documenti*.

(1) « Au bas de cet acte pend le sceau en cire blanche, où se voit la figure du prince, la couronne en tête, un lis à la main droite, un sceptre à la gauche, et autour : RODULFUS PIUS REX. »

(BESSON, preuve n° 4.)

In nomine sancte et indiudue trinitatis Roudolfus dei clementia rex. Notum sit omnibus natis et nascendis qualiter coniugali amore attractus primatumque regni mei consilio ammonitus dono dilectissime sponse mee irmengardi aquis villam sedem regalem cum colonis eiusdem ville nostre proprietatis sicut ab eis inhabitatur et terra ab eis escolitur. et do ei anassiacum fiscum meum *indominicatum cum appendiciis suis et servis et ancillis et dono ei abbatiam montis iouensis sancti petri integrè et do ei fiscum meum rouda cum appendiciis suis et servis et ancillis.* et do ei font regale castellum cum appendiciis suis et talem partem ville euonant qualem heinricus ibi uisus est habere cum seruis et ancillis et omnibus appendiciis. et dono ei nouum castellum regalissimam sedem cum seruis et ancillis et omnibus appendiciis. et dono ei auerniacum cum seruis et ancillis et omnibus appendiciis. et dono ei arinis cum omnibus pertinentiis suis et seruis et ancillis. Habeat ergo supranominatas res sub potestate habendi donandi vendendi vel quidquid ipsi placet inde faciendi. ut hec a nobis facta credantur et a posteris nostris non infringantur manu nostra roborauimus et sigillo nostro iussimus insigniri.

Sign. domni Roudulfi (*monogramma*) Regis nobillimi.

Sigill. † membranæ affixum.

Paldolfus cancellarius recognoui.

Data viii Kal. maias. luna xvii ma. anno ab incarnatione domini **M. xl.** regnante domno Roudolfo rege anno xviii^{mo}. actum aquis.

III

DONATION DE TALLOIRES PAR RODOLPHE III

AU MONASTÈRE DE SAVIGNY

AVEC QUELQUES RÉSERVES EN FAVEUR DE LA REINE HERMENGARDE

(ENVIRON 1016)

D'après une copie authentique du xviii^e siècle. Archives de cour (1)

In nomine sancte et indiudue Trinitatis Rodolphus diuina fauente gratia rex. rebus nostris ecclesias Dei augmentare more regum predecessorum nostrorum utile ducimus et honestum diiudicamus. Quapropter notum sit omnibus Dei

(1) *Monumenta hist. pat.*, vol. II des Chartes, col. 184, n^o cxlvi.

ecclesie et nostris fidelibus natis et nascituris qualiter ob anime nostre remedium et petitiones Irmengardis regine coniugis nostre dilecte et Burchardi archiepiscopi fratris nostri et Buchardi uienensis archiepiscopi ceterorumque nostrorum fidelium damus in pago albanense Tallueris uillam cum appendiciis suis et cum ecclesia in honorem sancte Marie et sancti Petri et sancti Mauricii consecrata ad sanctum Martinum ad monasterium sauiniacense et ad regimen et subiectionem Itherii abbatis et successorum eius et utilitatem fratrum Tallueris monastice Deo famulantium ita ut in nostra tuitione et Irmingardis regine et successorum nostrorum regum remaneat et ut hec à nobis facta credantur manu nostra roborauimus et sigillari iussimus.

Signum domini Rodulphi regis piissimi..

(*Monogram.*)

Notum fieri uolumus quod tali tenore factum est istud donum ut Ermen-gardis regina tres potestates dulsatis uesonam et merlendis quamdiu uixerit teneat nisi uoluntarie reddiderit et omni anno in festiuitate sancti Andree pro hoc quod retinuerit in censum et uestitutam uigenti solidorum monachis ipsius persoluat post decessum uero suum libere omnia suprascripta remaneant habitantibus in loco illo et deuote seruientibus domino Deo et possideant (1).

IV

DONATION

FAITE PAR LA REINE ERMENGARDE AU MONASTÈRE DE TALLOIRES

(1054 ENVIRON)

D'après l'original existant aux archives de cour (doc. pour la généal., m. 4, n. 40).

Guichenon a publié cette charte sous le titre de *Fondation du monastère de Talloires* (2), et l'a rapportée à l'année 1025. Besson avoue qu'il n'a pu parvenir

(1) La réserve faite en faveur de la reine Ermengarde des trois *poestes* (1) de Doussard, de Vésonne et de Marlens pour en jouir pendant sa vie, à la charge par elle de payer aux moines la somme de 20 sols chaque année, n'est pas stipulée dans le texte de Guichenon. Cet auteur, par une étrange interversion, l'a mise au bas de l'acte de la *Fondation de Talloires* par Ermengarde. La simple lecture de ce passage indique qu'il n'a aucun rapport avec cette dernière charte, où la reine de Bourgogne abandonne au contraire expressément les trois localités ci-dessus désignées, et se libère ainsi de la redevance qui lui avait été imposée : *« nisi uoluntarie redierit. »*

(2) Tom. iv, 4^{re} partie, pag. 3.

(1) « POTESTAS, villa, pagus, districtus potestatis iudicis, seu potius domini, seigneurie. » (*Glossaire de DU CANGE*, illa voce.)

à fixer la date de cet acte (1). La reine Hermengarde ne doit pas être considérée comme fondatrice de Talloires; elle ne fit qu'agrandir ou restaurer l'église et augmenter les revenus de cette maison, qui existait depuis plus d'un siècle. En 879, Boson, roi de Provence, l'unit à l'abbaye de Saint-Philibert de Tournus (2). Ce prieuré fut ensuite changé en monastère dépendant de l'abbaye de Savigny, et Rodolphe III, vers l'an 1016, en augmenta les revenus à la sollicitation des deux Burchard, archevêques de Vienne et de Lyon. La date indiquée ne me paraît pas plus exacte; un document important et que Guichenon ignorait sans doute, sans la fixer d'une manière précise, prouve que cette donation n'eut pas lieu antérieurement à l'année 1031 (3). La reine de Bourgogne déclare qu'elle fait cet acte de libéralité d'après les conseils de plusieurs évêques, au nombre desquels est mentionné Léger, archevêque de Vienne. Ce prélat souscrivit une charte en faveur de l'abbaye de Romans, datée de l'an 1037, indiction v, le vi des nones d'octobre, férie 1, le 27 de la lune, l'an x du règne de Conrad et la 7^e année de son épiscopat (4). L'archevêque Léger a donc pris possession du siège de Vienne en 1031 dans le mois d'octobre, car la mort de Burchard, auquel il succéda, eut lieu le 20 septembre, comme l'indique le martyrologe (5). Ainsi la donation d'Hermengarde ne peut être rapportée que postérieurement à cette date (6).

En adoptant ici, pour la reproduction de ce document, la leçon des *Monumenta historię patrię* (7), je joins les variantes de Guichenon.

Mundi terminum appropinquare ruinis crebrescentibus certa manifestant indicia. Ideoque oportet unumquemque sollicitè persistere quamdiu in presenti

(1) *Mémoires pour l'histoire ecclésiastique des diocèses de Genève, Tarentaise, etc.*, p. 344.

(2) Voyez ci-dessus, pag. 133.

(3) Il est fait mention de ce document dans l'*Histoire du diocèse de Maurienne*, pag. 59, et dans les *Monumenta hist. pat.*, vol. II des Chartes, col. 440, note 4.

(4) Dissertation Mss. de DE RIVAZ et DAVID.

(5) M. PILOT fait mourir, il est vrai, S. Bureard ou Burchard en 1026. Si cette date est exacte, il faut admettre la vacance du siège pendant cinq ans, ce qui est difficile à expliquer, car la charte citée par DE RIVAZ prouve que l'archevêque Léger n'a pris possession de l'archevêché de Vienne qu'en 1031. L'assertion de M. Pilot suffit du reste pour que l'on ne puisse attribuer à l'acte en question la date de 1025. (Voy. *Statistique générale du département de l'Isère*, pag. 361, et encore CHORIER, *Etat politique du Dauphiné*, tom. I, pag. 262 et 263.)

(6) Presque tous les historiens de la Savoie ont répété, d'après Guichenon, la date erronée de 1025. Voy. MENABREA, *Etudes historiques en Savoie et en Piémont* (*Mém. de la Société roy. acad. de Savoie*), tom. IX, pag. 290. La collection *Monumenta historię patrię* indique seule la date de 1031 environ.

(7) Premier volume des Chartes, pag. 496, n° CCLXXXIV.

uita subsistit, ut de terrenis aeterna mercentur (1), et de transitoriis adquirantur sempiterna, laborando non lascescere. Igitur ego Ermengardis domni radulphi Regis coniux humilis, pro remedio animae senioris mei rodulphi regis et pro remedio animae meae construxi ecclesiam in honorem sanctae mariae, ad habitationem monachorum sancti martini sabiniacensis monasterii et ad regimen et subiectionem Itherii abbatis et successorum illius, et utilitatem fratrum ibidem deo regulariter famulantium in pago albanense, in uilla quae uocatur Taluueris. Cui loco ex permissione senioris mei rodulphi per consilium archiepiscoporum et episcoporum, scilicet Leodegarii uiennensis, et Emmonis (2) darentasensis, et Freidrici genauensis, et Poncii ualentini, et comitis Vmberti et aliorum qui ibidem conuenerunt fidelium nostrorum in dedicatione ecclesiae donauit ad uictualia fratrum potestatem de dulsatis (3) cum ecclesia et appendiciis suis, et marsaciacum (4) cum appendiciis, et uesonam (5) cum suis appendiciis, et potestatem marlensis (6) cum ecclesia et omnibus appendiciis eius et uillam Blusiicum (7) cum ecclesia et appendiciis, et *inuerello et inponiaco, quantum uisa sunt habere* (8), et unum mansum qui uocatur ramponeto (9), et mansum de esclauina, et siluam quae uocatur iheria (10), et uillam caluonacum (11) cum appendiciis et duabus partibus decimae ipsius uillae, ut fratres libere teneant et possideant sine ulla contradicente persona. Et ut haec donatio firma et stabilis semper maneat manu propria firmamus et firmari rogamus.

Signum † Vmberti comitis.

Signum † Sigibodi.

Signum † Fulcherii.

Signum † Alloldi.

Signum † Vulardi (12).

(1) Mereantur (GUICHENON).

(2) C'est le même évêque qui, sous le nom d'Amizo, reçut de Rodolphe III l'investiture du comté de Tarentaise par acte passé à Agaune l'an 996.

(3) Doussard.

(4) Marciacum. GUICHENON. (Marceau.)

(5) Vesonem. GUICH. (Vesonne.)

(6) Marlensem. GUICH. (Marlens.)

(7) Blusiicum. GUICH. (Bluffy.)

(8) GUICHENON a remplacé les mots soulignés par ceux-ci : « et in Verello tres mansos, et in Poniacum unum mansum. »

(9) Ramponetas. GUICH. (Rampon.)

(10) Cheria. GUICH. (Chère.)

(11) Caluenacum (GUICHENON).

(12) Cette pièce a été traduite, avec la réserve en faveur d'Ermengarde (voyez ci-devant pag. 160), par M. Jules PHILIPPE dans le rapport qu'il a fait à l'Association florimontane sur les documents inédits concernant l'abbaye de Talloires découverts chez le docteur Chappet. (Voy. les *Annales de l'Association*, n° du 1^{er} juin 1854, pag. 86.)

V

CONCESSION

FAITE PAR HUMBERT, ÉVÊQUE DE GRENOBLE,

AU COMTE MANASSÈS

Ce précieux document, publié par Chorier dans son *Etat politique du Dauphiné*, tom. II, pages 87 à 95, et par Denis de Salvaing, *De l'usage des fiefs et autres droits seigneuriaux*, page 142, renferme des données importantes sur la géographie locale et sur l'histoire de nos contrées.

Humbert, évêque de Grenoble, que l'on croit être issu des premiers comtes du Graisivaudan, cède à titre précaire (*in præstaria*) (1), au comte Manassès (2) et à son épouse Hermengarde (3), quelques domaines appartenant à l'évêché de

(1) « *Præstaria* est une concession faite par l'Eglise de l'usufruit de quelque héritage pendant la vie du preneur, moyennant une redevance, comme de fournir une certaine quantité de cire pour les luminaires, quelquefois aussi sans redevance..... Très souvent l'Eglise ajoutait au revenu de l'héritage donné la jouissance d'autres biens de parcelle ou de plus grande valeur, pour récompenser en quelque façon la libéralité des donateurs. »

(De l'usage des fiefs et autres droits seigneuriaux, par Denis DE SALVAING, un volume in-folio, Grenoble, 1693, pag. 439.)

(2) Il y avait un autre comte Manassès qui vivait vers la fin du 9^e siècle, et dont il a été question page 120. M. CIBRARIO pense qu'il pourrait bien être un des ancêtres de Manassès, comte de Savoie.

(3) Hermengarde était un nom de femme très répandu à cette époque. L'histoire fourmille d'Hermengarde filles, sœurs et femmes de comtes, de marquis, de rois et d'empereurs qui embarrassent étrangement le compilateur. Dans les chartes, les vieux chroniqueurs et les annalistes, le nom d'Hermengarde est écrit de différentes manières : Irmingarda — Irmingartha — Yrmingarda — Irmingardis — Irmengarda (*Einhardi annales*, ap. PERTZ Script., tom. I, pag. 208) — Ermengarda (*Prudentii Trecensis annales*, ap. PERTZ, id., pag. 448. — *Chronicon Moissiacense*, id., pag. 343) — Irmengardis (*Einhardi annales*, ap. PERTZ, tom. I, pag. 205) — Hirringarda (*Annales Laubacenses*, id., pag. 15) — Hirringardis (*Hicmari Remensis annales*, id., pag. 499. — *Annales Einsidlenses*, id., tom. II, p. 140) — Herimringardis — Hermingardis — Ermengardis — Yrmingardix (*Reginonis Chronicon*, id., tom. I, pag. 568) — Hermengarda (*Andrea Bergomati chronicon*, id., tom. II, pag. 234) — Irmingart (*Regum et imperatorum catalogi*, id., tom. II, pag. 214) — Irmingerd (*Thietmari chron.*, id., tom. II, pag. 863 et 867) — Ermenga (*Liutprandi Antapodis*, lib. III, id., tom. II, pag. 301) — Irmingard (*Annales Hildesheimenses*, id. tom. II, pag. 42).

Grenoble, situés dans le comté de Genevois (*in comitatu Genevensi*). Les localités désignées dans l'acte sont renfermées entre la rivière de la Menoge au levant, le lac Léman au couchant, la Dranse au nord, et l'Arve au midi. En compensation, le comte Manassès et son épouse aliènent en faveur de l'église de Grenoble la ville de Saint-André, qui fut détruite au 13^e siècle par la chute du mont Grenier, et plusieurs autres villages situés en Savoie dans le territoire de Grenoble, *in pago Gratianopolitano, in comitatu Savogiensi*.

Sous le rapport historique, Chorier et Salvaing ont conclu de cette donation assez considérable de terres que ce Manassès était comte de Savoie et tige de la maison régnante. M. Cibrario, dans un ouvrage publié par ordre du roi, a adopté et développé cette opinion. Selon cet historien, la reine Hermengarde, femme de Rodolphe III, aurait épousé en premières nocces le comte Manassès dont serait issu Humbert-aux-Blanches-Mains (1).

« Manassès (2), qui, par un insigne exemple d'une pieuse libéralité, donnait, » contre une simple concession usufructière, six villages et deux mas de son » héritage situés dans le comté de Savoie, devait être comte de Savoie, parce » qu'il est difficile de supposer qu'un étranger eût possédé dans le pays un » patrimoine aussi considérable, et que, d'un autre côté, si Manassès n'eût pas » été comte de Savoie, le comte de Savoie serait intervenu à l'acte pour con- » firmer la donation (3). »

Quelques années plus tard, M. Cibrario abandonna ce système pour adopter celui qui fait descendre les princes de la Maison de Savoie des Bérenger lombards et leur donne ainsi une origine italienne (4).

Aujourd'hui, à côté de la grave mission que l'histoire accomplit, à côté des profonds enseignements qu'on a le droit d'en attendre, il n'est plus permis de discuter avec trop d'importance l'origine plus ou moins problématique d'une famille princière. Que la politique ambitieuse des siècles passés ait fait prévaloir l'origine saxonne et admettre la parenté des empereurs d'Allemagne; que la noble question de l'indépendance de la Péninsule fasse caresser actuellement la pensée de voir assis sur le trône de Sardaigne l'héritier direct de la

(1) Le même que le comte Umberto qui signa la donation de la reine Hermengarde au monastère de Talloires, dont nous parlerons plus tard.

(2) M. CIBRARIO écrit indifféremment Manassè ou Manassès.

(3) *Documenti, monete e sigilli*, Turin, 1833, pag. 66.

(4) Cette opinion, qui appartient à Louis DE LA CHIESA, fut soutenue et modifiée par le comte NAPIONE. Voyez NAPIONE, *Des monnaies piémontaises* (*Mémoires de l'Académie royale des sciences*, tom. XXI). — V. DELISLE, *Nouvelles recherches sur l'origine de la Maison de Savoie*. — E. MURATORI, *Prefaz. alle antichità estensi*. — *Storia della monarchia di Savoia* di Luigi CIBRARIO, vol. 1, cap. 2, pag. 44. — *Recherches sur l'histoire et sur l'ancienne constitution de la monarchie de Savoie*, ouvrage traduit de l'italien de M. L. CIBRARIO par M. A. BOULLÉE. Paris, 1733, pag. 43.

couronne de fer, l'histoire n'a pas à se préoccuper de ces querelles d'un jour; elle ne doit pas chercher, par de savantes conjectures, à satisfaire les gouvernements.

Je résumerai plus tard toutes les opinions émises par les historiens sur l'origine présumée de la Maison de Savoie; mais, quand on pense aux in-folio qui ont été publiés sur cette question, on se prend à regretter amèrement la perte de tant d'intelligence.

Chorier et Salvaing n'assignent pas de date à la charte qui nous occupe. En admettant le premier mariage d'Hermengarde avec le comte Manassès, elle doit être reportée à la fin du 10^e siècle ou au commencement du 11^e. Humbert était évêque de Grenoble en l'an 991, et Hermengarde se maria avec Rodolphe en 1011; ainsi, la date de cet acte ne saurait donc être postérieure à cette dernière date (1).

Je me suis servi, pour la reproduction de cette charte, du texte de Chorier, en indiquant en note les variantes de Salvaing qui ont une certaine importance pour déterminer la position des localités.

In nomine Dei aeterni, et Salvatoris nostri Iesu christi. Humbertus sublimis arbitri providentia clementia sanctae Gratianopolitanae ecclesiae mitis pontifex. Notum sit omnibus filiis ecclesiae nostrae praesentibus scilicet et futuris adiasse nos Manasse comitem et uxorem suam ermengardam nomine, et petiisse a nobis quatenus eis concederemus de ecclesia quae auctore Deo a me regi videtur, res sanctae Dei Genitricis Mariae, sanctique Vincentij in praestaria. Cuius precibus libenter adqueui, quoniam justam petitionem ipsius comperi; quippe cum viderem eum omnibus viribus suis fidelem nostrae ecclesiae, et in futurum fideliorum esse credam. Vna cum concilio fidelium, et filiis nostrae ecclesiae clericis, et laicis assensum proebendo complacui. Sunt namque ipsae res in pago Gebennensi in dominationis villis Cranavis, quantum ibidem sanctus Vincentius videtur habere; in Luxuviano (2) similiter (3); in

(1) « Quelques conjectures portent à croire que le premier mari d'Hermengarde fut Manassès, qui figure dans un acte comme comte de Savoie et mari d'une Hermengarde. Ce Manassès est nommé l'un des premiers, entre les princes de Bourgogne, dans un parlement que Rodolphe tint à Saint-Gervais, près de Genève, en 1004. On ne trouve de lui aucun acte postérieur à 1011, époque du mariage d'Hermengarde avec Rodolphe III, roi de Bourgogne. »

(L. CIBRARIO, *Diction. de la conversation*, article *Savoie*.)

(2) LUXUVIANO, selon SALVAING (*Loisy*, hameau de Cranves).

(3) SALVAING ajoute ici: in Cavannaico (4) similiter; in Satimango similiter.

(4) CAVANNAICO: *Chavanne*, *Chavanner*. Il y a plusieurs localités de ce nom dans le Chablais.

Aureliaco (1) similiter; in Linnargo (2) similiter; in Codolada (3) similiter; in Persiagio (4) similiter; in Felcheria similiter; in Desia (5) similiter; in Pradalia similiter; in Luciniango (6) similiter; in Cresciatis (7) similiter; in Maciliago (8) similiter; in Blisiaico (9) similiter; in Montaniaco (10) similiter. Sunt namque fines illarum villarum ab oriente aqua, quae dicitur Menobia; ab occidente lacus; a septentrione Drancia; a meridie Arva aqua fluente. Quapropter predictus comes Manasseus, et uxor sua ermengarda dat ad praefatam ecclesiam ex alodio proprio suo in pago videlicet gratianopolitano, in comitatu savogensi, in villa sancti Andreae, quantum ibidem aspicit, vel aspicere videtur; in Gentiano similiter; in Reculato similiter; in Cumba Areboldi similiter; in Altavilla quae vocatur vulgo ad Chatovilarium (11) similiter; in Iardincio (12) similiter; et mansos duos unum quem excolit Oderamnus, et aliumque excolit Bonus filius, quantum in ipsis praedictis villis vel ad ipsos mansos aspicit vel aspicere videtur, hoc est campi culti et inculti, cum pratis, sylvis, molinariis, piscinis, cum arboribus pomiferis, et cum vineis et aquis, et rivis, aquarumque; de cursibus, totum donamus praedictae ecclesiae sancti Vincentii excepta una medietate praedictae ecclesiae sancti Andreae. In praesenti namque donat ecclesiis praedictis S. Mariae et sancti Vincentij, et sancti Donati ex praedicta hereditate, pro censu et investitura, unam medietatem praescriptae ecclesiae sancti Andreae, cum omnibus adjacentibus suis. Igitur eo Humbertus episcopus praedictam hereditatem S. Vincentij illis, propter istam praestariam concessi. Ea vero ratione, ut quandiu illi duo Manasseus comes, et uxor sua Hermingarda vixerint, teneant et possideant: et si Hermingarda supervixerit Manasseum comitem, mansus ille quem excolit Amalguinus ad praedictam medietatem de investitura iungatur, et ad Casam Domini perveniat, et nihil ex rebus praedictis vendere, nec alienare praesumant. Post illorum vero decessum omnes praescriptae res ad praedictas ecclesias perveniant. Hoc vero decrevimus, quod si aliquis de heredibus ipsorum, seu aliqua objecta fuerit persona

(1) *Ortier*, hameau de Bonne.

(2) *Limargo*, selon SALVAING (*Limargue*, hameau de Bonne).

(3) *Coulay*, hameau de Bonne.

(4) *Presinge*, dans le canton de Genève.

(5) *Dassiat*, hameau de Fillinges.

(6) *Lucimango*, selon SALVAING (*Lussinges*).

(7) *Crasnatis*, id.

(8) *Machilly*.

(9) *Nisianco*, selon SALVAING.

(10) *Montagny*, hameau de Cranves.

(11) Il est probable que les localités situées aux environs de St-André étaient les villages qui furent détruits avec cette dernière ville par la chute du mont Grenier, en 1248.

(12) *Curtille?* hameau de Francin.

quae hanc praestariam violare tentaverit, non vindicet quod petierit, sed insuper sciat se iudicio Dei subiacere, et post modum quod repetit, non opere compleat : et ut haec praestaria firma maneat in reliquum, manu propria subter firmavi, et Clericis Ecclesiae nostrae, unà cum vassallis nostris, corroborare iussimus. S. Manassei comitis, et uxoris suae Hermingardae, quae fieri et firmare rogaverunt S. Aliosdi qui fieri et firmare rogavit S. Vigonis. S. Desiderij. S. Barnoini. S. Theodati. S. Amblardi. S. Morardi. S. Ioberti. S. Gislaboldi. S. Arberti. S. Constantini. S. Anianae filiae comitis. Ego Orhgerius Presbyter scripsi 42 Kal. Iul. ad vicem Humberti episcopi (1).

(1) J'ai préféré publier les documents dans le corps de l'ouvrage, afin que le lecteur puisse les avoir sous les yeux et les consulter au fur et à mesure que les évènements se déroulent, et pour éviter en outre l'inconvénient de réunir par la suite une série entière de pièces, dont la publication par livraisons successives n'aurait plus le même intérêt.



GÉOGRAPHIE HISTORIQUE

(SUITE)

MAISON DE SAVOIE

Les seigneurs de la Bourgogne, qui s'étaient arrogés, du vivant de Rodolphe-le-Fainéant, une grande autorité dans leurs provinces respectives, eurent peu d'égards pour les dernières volontés de ce roi qu'ils avaient méprisé, et se révoltèrent contre la puissance de l'empereur Conrad.

D'autre part, Ernest, duc de Souabe, et Eudes, comte de Champagne, fils de Berthe, sœur de Rodolphe, firent valoir leurs prétentions au trône, et les soutinrent par la force des armes.

Au milieu de ces nouvelles complications, « le monarque teuton se trouva » en présence d'un corps de nation compact et uni sous des chefs aussi intrépides qu'expérimentés, qui, divisés pendant la lutte, s'associèrent après le combat pour le maintien des institutions nationales et de l'intégrité territoriale de la commune patrie, et unirent leurs forces pour s'opposer à toute entreprise tendant à leur imposer un joug étranger (1). »

Dans la pensée que la réunion du royaume de Bourgogne à l'empire était

(1) *Mémoire sur le rectorat de Bourgogne*, par M. Fréd. DE GINGINS, pag. 43.

préjudiciable aux intérêts du pays, et prévoyant que la puissante dynastie allemande finirait par les opprimer et anéantir leur indépendance, les principaux magnats soutinrent les prétentions du comte de Champagne (1).

Les partisans de ce dernier, au nombre desquels on comptait Gerold, comte de Genevois, et Burchard, évêque d'Aoste, qui occupait alors le siège métropolitain de Lyon, soulevèrent dans cette circonstance les populations de la Transjurane.

A cette nouvelle, Conrad, qui combattait en Pologne, accourut à la tête d'une armée allemande, accompagné de son fils Henri, et se hâta de reconnaître l'indépendance et la nationalité bourguignonnes en se soumettant à la vieille formalité de l'élection. Une assemblée de prélats, de grands et du peuple, convoquée à Payerne, le proclama et le reconnut comme seul héritier de la couronne rodolphine. Cette cérémonie eut lieu le jour de la Purification (2 février) de l'an 1033 (2).

Le nouveau monarque, pour soumettre les partisans du comte de Champagne qui résistaient encore, mit le siège devant Morat, lieu fortifié situé sur les bords du lac de ce nom, dans le canton actuel de Neuchâtel; mais le froid excessif et la rigueur de la saison le forcèrent à renoncer à son entreprise. Il se dirigea alors sur Zurich où il reçut plusieurs seigneurs bourguignons, parmi lesquels se trouvaient le comte Hupert et la reine veuve, qui lui jurèrent fidélité et s'en retournèrent comblés des présents qu'il leur fit (3).

(1) Eudes fut reconnu comme roi dans quelques localités de la Bourgogne. On lit dans une donation de Rimbald, archevêque d'Arles : *facta charta donationis istius mense ianuario in comitatu Massiliense, regnante Odone rege Alemannorum sive provincie, anno ab incarnatione Domini mxxxii.* (MARTÈNE, *Amplissima collectio*, 1, pag. 400. — Voy. encore MENESTRIER, *Histoire de Lyon*, preuves, pag. 7.)

(2) « Anno Domini 1033, imperator Cunradus cum filio suo Henrico natalem Domini in Argentina civitate celebravit; inde collecto exercitu per Solodorum Burgundiam intravit; et veniens ad Paterniacum monasterium in purificatione S. Mariæ, a majoribus et minoribus regni ad regendam Burgundiam electus est; et in ipsa die pro rege coronatus est. »

(Ex *Vita Chunradi Salici imperatoris*, auctore WIRROX, ipsius et filii Henrici capellano. *Inter rerum German. veteres scriptores*, VI. — Joh. PISTORI, p. 423, et apud D. BOUQUET, tom. XI, pag. 4.)

Voyez encore DE GINGINS, *Mémoire sur le royaume de Bourgogne*, pag. 44.

(3) « Deinde quædam castella quæ Odo invaserat, obsedit; sed propter nimiam asperitatem hyemis quæ tum fuerat, valde impediabatur. De qua nimietate frigoris quidam de nostris centenos versus fecit, quos imperatori præsentavit; in quibus tam mirandæ res dicuntur, quod equi in castris circa castellum Mural, si pedes infixissent terræ, per temporem diei aliquid moliti, per noctem ita gelati constringerentur, ut nequaquam nisi securibus et sudibus de terra in circuitu gelatæ evelli potuissent. Quidam vero qui non habuit adiutorium, equum proprium ita hærentem interfecit, et corium de cruribus sursum abstulit; reliquum terræ gelatæ infixum dimisit. Homines quoque nullum confundebantur hoc algore : erat etiam

L'année suivante les hostilités recommencèrent; pour seconder l'armée allemande, d'autres troupes amenées d'Italie par Eribert, archevêque de Milan, et Boniface, marquis de Toscane, passèrent les Alpes sous le commandement du comte Hupert.

Ces différents corps d'armée, réunis sur les bords du Rhône, s'avancèrent vers Genève et livrèrent la bataille aux Bourguignons (1).

Le sort des armes se déclara pour l'empereur, qui soumit Gerold, prince de Genevois, et força ses autres rivaux vaincus à lui rendre hommage et à reconnaître son autorité (2).

L'évêque Burchard fut chassé de Lyon et envoyé en exil au fond de l'Allemagne (3).

una facies juvenum et senum : omnes erant die et nocte cani et Barbari propter horridum rigorem glaciei, licet plures juvenes et imberbes fuissent ibi : et tamen

» Vix hæc causa fuit, quod Cæsar bella relinquit.

» Imperator versus ad Turcicum eastrum pervenit : ibi plures Burgundionum, regina Burgundiæ jam vidua et comes Hupertus et alii plures qui propter insidias Odonis in Burgundia ad imperatorem venire nequiverunt, per Italiam pergentes, occurrebant sibi; et effecti sui, fide promissa per sacramentum sibi, et filio suo Henrico regi, mirifice donati recesserunt. »

(Ex Vita Chunradi Salici imperatoris, auctore WIPFONE, loco citato.)

(1) « Anno Dom. 1034..... æstate dum Odo præfatus promissa non attenderet, sed adhuc quandam partem Burgundiæ, quam injuste invaserat, obtineret; imperator Conradus..... Burgundiæ acute adit : Teutones ex una parte, ex altera archiepiscopus Mediolanensis Heribertus et coeteri Italici ductu Hupertii comitis de Burgundia usque ad Rhodanum fluvium convenerunt. »

(WIPPO, in Vita Chunradi.)

Héribert, archevêque de Milan, fut l'inventeur du *caroccio* qui devint si fameux dans les guerres de la Lombardie, et dont on a promené la figure emblématique dans les rues de Turin pendant les fêtes de la constitution en 1848. Le *caroccio* était un char immense traîné lentement par plusieurs paires de bœufs. Il était surmonté d'un mât terminé par une pomme d'or d'où sortaient deux étendards blancs avec une croix au milieu. Pendant l'action, ce char colossal était placé au milieu de l'armée; la garde en était confiée aux plus intrépides; c'était le signe de l'honneur et du ralliement, et sa vue, pareille aux siècles romaines, enflammait de courage les combattants.

(2) « Augustus veniens ad civitatem Genevensensem Geroldum principem regionis illius, et archiepiscopum Lugdunensem, et alios complures subegit. »

(Ibid.)

Indiquons en passant, comme note à prendre pour la question toujours controversée de l'origine des princes de la Maison de Savoie, que ce Gerold, prince ou comte de Genevois, soumis par Conrad, est, selon quelques historiens, le même personnage que le Berold de nos chroniques, père d'*Humbert aux-Blanches-Mains*. Nous verrons plus tard que cette opinion, embrassée par DUCHÈNE, est complètement dénuée de fondement.

(Voyez LEVRIER, tome 1, page 50.)

(3) « Fuit dissensio permaxima post mortem Burchardi Lugdunensis archiepiscopi de præsulatu ipsius; primus omnium prædicti Burchardi nepos, ejusdem æquivocus supra modum superbissimus, relicta sede propria Augustanæ civitatis, procaciter Lugdunensem arripuit, qui post multas perpetratas nequitias, captus a militibus imperatoris. Perpetuo est condemnatus exilio. »

(GLABRI Rodulphi Hist., lib. v.)

Ce premier exploit fut suivi de la prise du château de Morat. Les troupes qui le défendaient furent emmenées captives, et les partisans d'Odon prirent la fuite à cette nouvelle. Poursuivis et atteints dans leur retraite, l'empereur en fit un horrible carnage, et rejoignit l'impératrice après avoir reçu de nouveau l'hommage des seigneurs bourguignons (1).

La plupart des historiens de la Savoie comptent au nombre des partisans d'Eudes l'évêque de Saint-Jean-de-Maurienne. Selon eux, la résistance de ce prélat aurait amené un nouvel exploit, sous les murs de cette ville, de la part des armées allemandes qui l'auraient assiégée sous les ordres du même comte Hupert ou Upert, qualifié de comte en Bourgondie.

« Comme on le pense bien, l'armée impériale n'eut pas de la peine à triompher d'un si faible souverain. Après quelques jours de siège, la ville fut emportée d'assaut, ses murailles rasées, ses maisons détruites, ses habitants dispersés et son évêque envoyé en exil, où il a dû gémir, sans doute, le reste de ses jours, sur les malheurs qu'il avait attirés à sa ville épiscopale par sa témérité ou son ambition (2). »

Les diverses leçons des anciens chroniqueurs ont seules donné lieu à cette résistance supposée de la capitale de la Maurienne, et les historiens l'ont tout simplement confondue avec la forteresse de Morat (3), mieux située qu'elle en effet pour donner de l'ombrage à l'empereur et protéger la plus grande partie du royaume de Bourgogne. De quelle importance pouvait être la pauvre petite ville de Maurienne dans ces gorges sauvages et à l'extrémité du royaume ?

Ce fait d'armes, du reste, ne nous intéresserait pas au point de vue de la géographie du pays, si les historiens qui le mentionnent n'ajoutaient que la suppression momentanée de l'évêché de Maurienne en fut la conséquence.

« Ce fut sous l'évêque Everard, dit Besson, que l'empereur Conrad assiégea en 1033 la cité de St-Jean, dont les habitants ne voulaient pas le reconnaître,

(1) « Et reversus castrum Murat cum fortissimis militibus Odonis munitum obsidens, vi cepit; et quos intus invenerat, captivos duxit. Cæteri fautores Odonis hoc audientes, solo timore Caesaris fugerunt. Quos persecutus Caesar omnino exterminavit de regno; et acceptis de principibus Burgundie multis obsidibus rediit per Alsaciam ad imperatricem. »

(WIPPO, in *Vita Chunradi Salici*, apud PISTORIUM, loco citato.)

(2) *Histoire du diocèse de Maurienne*, par le chan. ANGLEY, p. 50. — Il est parlé du siège et de la destruction de St-Jean-de-Maurienne par le comte Hupert dans BESSON, page 285; COSTA, *Mémoires historiques sur la Maison royale de Savoie*, tom. 1, pag. 5; JEAN FREZET, *Histoire de la Maison de Savoie*, tom. 1, pag. 64; CLAUDE GENOUX, pag. 68 et 74; GRILLET, *ari. St-Jean-de-Maurienne*, tom. III, pag. 274.

(3) On lit dans WIPPO, *castrum Murat*; dans ERMANNUS CONTRACTUS, *Murienam*, et dans les *EPIDAN. Annal.*, *Murtenam*. Cette dernière expression est plus conforme à l'orthographe actuelle de Morat, en allemand *Murten*. L'historien CIBRARIO a adopté cette version pour repousser celle de Saint-Jean-de-Maurienne, dénuée de toute vraisemblance. Voyez *Storia della monarchia di Savoia*, vol. 1, cap. 2, pag. 53.

» et la fit raser. Ce prélat étant mort environ l'an 1038, l'empereur, pour satisfaire son ressentiment, supprima l'évêché de Maurienne, le réunit avec toutes ses appartenances et dépendances, et plusieurs autres bénéfices en Savoie, et hors du diocèse de Maurienne, à l'évêché de Turin, en la personne de » Guy (créature de ce prince), qui en était évêque, et cela à la sollicitation » d'Oldoric, évêque de Bresse, par bulle donnée à Cologne le 18 des kalendes » d'avril 1038, l'an 42^e du règne de cet empereur (1). »

On a beaucoup et vainement discuté sur la bulle de suppression de l'évêché de Maurienne. En admettant le siège de St-Jean et la résistance de l'évêque, il ne paraît pas vraisemblable que Conrad eût voulu le punir ainsi de sa rébellion, car ce prélat était mort en 1037, et son successeur Thibaud souscrivit cette même année une charte de privilèges que Léger, archevêque de Vienne, octroyait à l'église de Romans.

Quels que soient donc les motifs qui engagèrent Conrad à unir l'évêché de Maurienne à celui de Turin, il est hors de doute que ce diplôme resta sans exécution, et que la prétendue révolte des habitants n'eut aucune part dans les raisons qui le dictèrent, car autrement l'empereur n'eût pas manqué de le déclarer pour donner plus d'éclat à sa colère, plus d'ostentation à son acte de vengeance.

Quoi qu'il en soit, voici le texte de cette charte tel qu'il nous a été transmis par Besson. Les noms anciens des localités de la Maurienne qu'elle énumère fournissent de précieux renseignements sur la géographie de cette province à ces époques éloignées.

UNION DE L'ÉVÊCHÉ DE MAURIENNE A CELUI DE TURIN

FAITE PAR L'EMPEREUR CONRAD.

In nomine sanctae et individuae trinitatis. Conradus Dei miseramine Imperator, sanctorum ecclesiarum jura et res disponere et ordinare intendimus, divinâ nobis majestate atque clementiâ conciliari aliquantisper autumamus, et regni statum augmentare ac dirigere veraciter existimamus. Proinde omnibus praesentibus pariterve futuris ad sanctae Dei gremium ecclesiae militantibus, in nostrâ quoque potestate degentibus innolescat, quod petitione atque precamine Odoldrici Brixianae civitatis episcopi, omnes res et proprietates praedia, servitia et ancillas, mobile et immobile confirmamus, et per hujus significationis praeceptum roboramus sanctae Taurinensi ecclesiae ubi maxilla sancti

(1) Besson, page 285.

et praecursoris Baptistae colitur, atque aliorum sanctorum martyrum vel confessorum secundi scilicet, solutoris Eventoris et Octavii confessorum, Martini, Juliani atque Bisutii, unde videtur Vido episcopus esse pastor, res videlicet illas quas pro animae nostrae remedia eidem ecclesiae contulimus, in perpetuam proprietatem donamus, episcopatum scilicet Maurianensis civitatis, domos cum omnibus aedificiis suis; curtem videlicet sancti Andreae (1), cum castro et districto, curtem de Sigueriis (2) cum castro et districto, curtem de Albuzo (3) cum castro et districto, curtem de monte Rotundo (4) cum castro et districto, curtem de Arvaco (5), de Camuseta (6), de Villarambert (7), de Malevardato (8), de Cuynà (9), de Argentina (10), de Arpino (11), de Valloyrià (12), de Confluentià (13), de Matono (14), de Armiramo (15), de Ulginà (16), de Thonono (17), simul cum Monasterio sanctae Dei genitricis virginis Mariae, curtem de Vergneo, de S. Juliano (18), de Granduno, Sti Remigii (19) de monte Aymons (20), de Villagondrani (21), de Reculafollo (22), inter aquas (23) de Mardarello (24), Villariolo mediano, Castelucio (25), Villarico (26), Sapeto (27),

(1) Saint-André, entre Saint-Michel et Modane.

(2) Les Grandes et les Petites-Signières, hameaux de St-Martin-outre-Arc.

(3) Albiez-le-Jeune et Albiez-le-Vieux.

(4) Montrond.

(5) Saint-Sorlin ou Saint-Jean-d'Arve.

(6) Chamousset.

(7) Villarambert.

(8) Peut-être la Yardette d'avat, hameau de St-Panerace.

(9) St-Etienne-de-Cuines et Ste-Marie-de-Cuines.

(10) Argentine.

(11) L'Arpon.

(12) Valloire.

(13) Conflans.

(14) Cette leçon paraît mauvaise.

(15) Hermillon.

(16) Ugines.

(17) Thonon.

(18) Saint-Julien.

(19) Saint-Rémi.

(20) Montaimon.

(21) Villargondran.

(22) Reculafol, hameau d'Hermillon.

(23) Antraigues, hameau de Saint-Jean-d'Arve, ou Entre-deux-Aigues, hameau de Lans-lebourg.

(24) Merderel, hameau de Saint-Martin, sur la Chambre.

(25) Le Châtel.

(26) Saint-Colomban et Saint-Alban-des-Villars.

(27) Le Sapay, hameau d'Hermillon ou de Saint-Colomban.

Valle-puta (4), Beso (2), Arena (3), Lanciono (4), Transias, de Chignino (5), cum castro, capello et districto; decimas quoque ipsius episcopatus, nec non ecclesias eidem episcopatu pertinententes, montes vero et valles, aquas, molen-dina, piscationes, sylvas, pascua, buscalia omnia in integrum, quidquid vide-tur esse de appenditiis supradictae civitatis Moriennae, donamus, concedimus atque delegamus jam dictae ecclesiae Sancti Joannis Baptistae Taurinensis sedis, omnia ut dictum est, per imperialem paginam confirmamus huic nostro fideli Vidoni episcopo pro remedio animae nostrae, nostrorumque successo-rum, et pro petitione a supradicto Odolrico nostro consiliario, Brixiano anti-stite, eo vero ordine, ut omni tempore in perpetuo maneat firmum et stabile pro investitura supradicta civitatis Morianensis, ad Vidonem praesulem et succes-sores suos, sic facta recipientes. Igitur firmiter stabiliterque jubemus, ut a modo nemo Archiepiscopus, Episcopus, Abbas, Dux, Marchio, Consul, Proconsul, nullaque regni nostri maxima, minimaque persona, praetaxatim S. Joannis Baptistae Taurinensis sedis episcopum de praescriptis rebus, et tam in urbibus quam in vicis et castris, domibus quocumque modo fabricatis, familiis utrius-que sexus quae superius recitantur, deinvestire, inquietare, molestare, causare, perturbare, praesumat. Si quis praeterea hoc nostrae auctoritatis praeceptum et tutelae et defensionis infringere et annullare praesumpserit, auri optimi libras decem millia persoluturum animadvertat, medietatem camerae nostrae et medi-etatem episcopo, seu successoribus suis, et sic ut superius jubetur inconvul-sum permaneat. Ut autem huic paginae significationis nostrae propensius fides adhibeatur, manu propria roborantes, signo imaginis nostrae et nominis de-crevimus insignari. Signum domini Conradi imperatoris invictissimi. Cadelous cancellarius vice-domini Herimanni archicancellarii recognovit. Datum 18 ca-lend. April. anno Dominicae Incarnationis 1038. indictione sexta. anno autem Conradi regnantis 14. Imperatoris 12. Actum Coloniae feliciter.

Comme je l'ai dit plus haut, cette charte fut une lettre morte, et la série des évêques de Maurienne continua sans interruption (6).

(4) Villar-Putier, hameau de Beaune.

(2) Peut-être une mauvaise leçon.

(3) Id. id.

(4) Lans-le-Bourg ou Lans-le-Villar.

(5) Chignin.

(6) Il est effectivement difficile de concilier cette charte avec la série non interrompue des évêques de Maurienne. Si l'on ne peut ajouter une grande importance historique à ce docu-ment, il renferme toutefois de bons renseignements sur la géographie ancienne de la Savoie. N'ayant lu cette charte que dans Bzssou, dont la leçon me paraît mauvaise, je n'ai pu décou-vrir tous les noms modernes des localités qui y correspondent. Ce qui ferait peut-être douter de l'authenticité de cette bulle, c'est que plusieurs villes, désignées comme devant être réunies

La mort d'Eudes, comte de Champagne, survenue dans une dernière bataille en 1037, mit fin aux luttes intestines qui duraient depuis cinq ans, et anéantit le royaume de Bourgogne.

Ce fut en vain que Conrad-le-Salique se soumit aux vieilles formalités de l'élection populaire; la nationalité bourguignonne ne devait plus exister que de nom pendant quelques années encore, pour familiariser les peuples à ce nouvel état de choses. « L'aigle impériale allait figurer comme le symbole de » la souveraineté. C'était, à mille ans de distance, une nouvelle conquête romaine, mais avec des aspects et sous des auspices bien différents de ceux » qui présidèrent à la victoire de Jules César (1). »

Après la mort du comte de Champagne, soutenu dans ses prétentions par les seigneurs du pays, le peuple bourguignon dut courber la tête et se résigner à la perte de son indépendance et de sa nationalité.

Aussi l'empereur, comprenant toute la difficulté de la position, ménagea-t-il les susceptibilités nationales de ses nouveaux sujets; « au lieu de les assujettir » au régime purement féodal qu'il venait d'imposer à l'Italie, et pour lequel il » avait une telle prédilection qu'elle lui valut le surnom de *salique*, il s'attacha » à faire revivre dans la Transjurane les anciennes lois et coutumes particulières à ces contrées, qui semblaient étouffées sous le poids des discordes » civiles (2). »

Il voulut encore que de son vivant son fils Henri dit le Noir fût proclamé roi de Bourgogne par l'assemblée générale de la nation, réunie à Soleure vers la fin de l'année 1038 (3), « cérémonie solennelle, où le peuple mêlait aux » accents de sa vive allégresse un dicton latin qui signifiait à peu près : *que la » paix succéderait à la paix si le roi régnait avec l'empereur* (4), et qui décèle la

à l'évêché de Turin, sont hors du diocèse de Maurienne. Ainsi, qu'a à faire Thonon dans cette suppression et dans la vengeance de l'empereur Conrad? A moins qu'il ne s'agisse d'une autre ville que la capitale actuelle du Chablais. « On n'a rien de positif, dit GRILLET, sur l'origine de Thonon, quoiqu'on le trouve cependant nommé, l'an 1038, dans un diplôme de l'empereur Conrad-le-Salique, et qu'il eût déjà, à cette époque, un monastère de Bénédictins et une église dédiée à la Vierge. »

(1) *La Suisse historique et pittoresque*, par E.-H. GAULLIERY. Genève, 1854, pag. 99.

(2) DE GINGINS, *Mémoire sur le royaume de Bourgogne*, p. 15. — WIPPO, in *Vita Chunradi Salici*, apud Pistorium, pag. 442. « Et diu desuetam atque pene delectam legem tunc primum Burgundiam promulgaré fecerat. »

(3) *Colloquium generale primatibus regni, cum universo populo laudantibus*. WIPPO, loc. cit., pag. 442. « Par le peuple (*populus*) il faut entendre la masse des petits propriétaires libres, clients (*fideles*) des grands. Les droits civiques étaient inséparables de la propriété foncière » (DE GINGINS, mémoire cité, pag. 14).

(4) WIPPO, loc. cit., pag. 442. « Populo clamante et dicente quod pax pacem generaret, si rex cum cæsare regnaret. »

» confusion qui s'était déjà répandue dans les idées populaires sur l'indépendance de la couronne bourguignonne (1). »

Mais le roi ne régna pas avec l'empereur, qui se soucia fort peu de ce simulacre de couronne, et laissa le pays livré à la plus désolante anarchie.

Le clergé, dévoué corps et âme à la nouvelle dynastie, fit de vains efforts pour lutter contre le pouvoir envahissant des seigneurs.

En 1042, les prélats de la Bourgogne s'adressèrent à Henri III pour réclamer son appui.

« O Roi, dirent les envoyés, lève-toi et hâte-toi d'accourir, Burgundia te réclame ! Ces contrées, nouvellement ajoutées à ta couronne, sont troublées par la longue absence de leur maître ! Ta présence seule a naguère valu à Burgundia une tranquillité bienfaisante quoique passagère. C'est pour cela que ton peuple l'appelle, comme la source de toute paix, et qu'il désire recevoir ses regards attristés de la vue de son roi (2). »

Henri-le-Noir se rendit à leurs désirs et vint en Bourgogne, où il força quelques seigneurs à lui rendre hommage ; mais les plus puissants d'entre eux levèrent l'étendard de la révolte.

Au milieu de ces désordres incessants, on proclama la *Trêve de Dieu* (treuga Dei), sorte de suspension d'armes temporaire et périodique entre la crainte de la justice divine et la perversité humaine (3).

Mais rien ne pouvait arrêter la révolution féodale qui s'accomplissait. L'empereur Henri III venait de mourir (5 octobre 1056). Le célèbre Henri IV lui succédait sous la tutelle de sa mère, l'impératrice Agnès, qui porta le dernier coup à la nationalité bourguignonne en cherchant à réduire la Transjurane en province romaine.

C'en était fait de la vieille monarchie des Burgunden ; les empereurs d'Allemagne ne devaient plus en porter la couronne que comme une vaine ostentation, car ils devenaient impuissants à réprimer l'élan général vers un nouvel ordre de choses, où toutes les nationalités allaient chercher à se reconstituer.

Il surgit alors du sein du royaume une foule de petites souverainetés héréditaires sous la simple mouvance de l'empire. Les successeurs de Conrad contribuèrent eux-mêmes à en accroître le nombre par la facilité avec laquelle ils accordèrent la jouissance des droits régaliens aux prélats de la Bourgogne. L'archevêque de Lyon reçut le titre d'exarque ; l'archevêque de Besançon et les évêques de Bâle, de Genève, de Lausanne et de Belley, celui de princes de

(1) DE GINGINS, loc. cit., pag. 44.

(2) HERMANN. CONTRACT., ap. BOUQUET., tom. xi, pag. 49. — *Chron. sazon.*, loco citato, pag. 245. — WIPPO, in *Panegyri. Henrici*, loc. cit., pag. 8, not. 3.

(3) DE GINGINS, *Mémoire sur le rectorat de Bourgogne*, dans les *Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse romane*, tom. 1, pag. 20.

l'empire; l'archevêque d'Embrun, celui de prince, et l'archevêque de Vienne, avec les évêques de Valence, de Gap et de Die, portait la qualité de comte.

La féodalité commence à s'organiser au sein du désordre et de l'anarchie; il se fait un travail incessant de dissolution qui, chaque jour, tend à morceler le royaume.

Vers le commencement du onzième siècle, au milieu de ces petits souverains indépendants qui se partagent l'héritage du dernier des Rodolphiens, on voit apparaître les ancêtres des princes de la Maison de Savoie. D'abord obscurs possesseurs d'un roc de la Maurienne, ces princes voient peu à peu s'évanouir tous ces petits monarques de la féodalité qui les entourent; et, tantôt par les armes, tantôt par un traité, ici par une acquisition ou un échange, là par un mariage ou d'habiles négociations, ils finissent par réunir sous leur sceptre, au bout de quelques siècles, les états qui forment aujourd'hui la monarchie sarde, tant en deçà qu'au delà des Alpes.

La tradition raconte qu'un soldat de fortune, guerroyant par monts et par vaux, appelé du nom romantique de Bérold, jeta dans les gorges de la Maurienne les fondements de la monarchie de Savoie. Pareil au filet d'eau qu'un enfant détournerait de la main ou qu'un rayon de soleil peut tarir, et qui devient peu à peu un fleuve qui en impose par son impétuosité et les éclats de sa grande voix, ce hardi aventurier, premier de son nom, trace avec son épée, dans des rocs sauvages, un chemin que ses descendants suivront à travers les siècles. Pareil au roi des airs, il construit son aire au sommet des pics les plus inaccessibles, et ses aiglons, devenus forts, donnent la chasse aux aigles des Césars.

Mais quand les princes de la Maison de Savoie furent devenus puissants entre les puissants de la terre, les historiographes de cour, repoussant une modeste ou obscure origine, les firent descendre des grandes maisons princières.

L'orgueil s'assit à la table des ducs de Savoie et leur souffla à l'oreille que Bérold avait pour trisaïeul le fameux Witikind-le-Grand, duc de Saxe et d'An-grie, issu lui-même de Sigeward, roi des Saxons (1).

Guichenon ajoute que Bérold était marquis d'Italie, comte de Savoie et de Maurienne, et que son fils Humbert 1^{er} joignit aux domaines paternels les seigneuries du Chablais et du Vallais (2).

(1) *Histoire généalogique de la ROYALE MAISON DE SAVOIE*, justifiée par titres, fondations de monastères, manuscrits, anciens monuments, histoires et autres preuves authentiques, par Samuel GUICHENON, enrichie de plusieurs portraits, sceaux, monnoies, sépultures et armoiries. *Nouvelle édition*, avec des suppléments jusqu'à nos jours, suivis d'une dissertation contenant des remarques et additions pour servir d'éclaircissement à cette histoire. A TURIN (réimprimée sur l'édition de Lyon de 1660), chez Jean-Michel Briolo, imprimeur-libraire près le clocher de S. François. M. DCC LXXVIII. Tom. 1, pag. 176.

(2) GUICHENON, liv. c., pag. 481 et 488.

Beaucoup plus tard, à une époque très rapprochée de nous, l'ambition et l'amour-propre firent mettre en faveur l'origine italienne, la descendance des Bérenger, rois lombards. Nos princes devinrent ainsi les héritiers directs de la couronne de fer.

Dans cette opinion accréditée de nos jours au delà des monts, Bérold disparaît de nos annales avec son existence problématique et sa vie aventureuse semée de récits merveilleux. L'histoire est déshéritée des chroniques du vieux temps et des légendes fabuleuses. Otton-Guillaume, comte et duc de Bourgogne, fils d'Adalbert, roi d'Italie, devient le père d'Humbert-aux-Blanches-Mains, tige incontestable des princes de Savoie (1).

En changeant l'origine de la Maison de Savoie, les historiens d'Italie modifient l'opinion reçue sur ses premiers domaines, et attribuent à Humbert I^{er} la souveraineté sur les comtés d'Aoste, de Maurienne, de Savoie, de Nyon, de Belley et de Salmorenc, et sur le Chablais et la Tarentaise (2).

Mais ces assertions ne sont appuyées sur aucun document certain, et si des chartes et des donations établissent qu'Humbert I^{er}, qui prenait le simple titre de comte, possédait quelques domaines dans ces différents comtés, rien ne démontre qu'il y exerçât une autorité souveraine (3).

(1) « Mentre s'aspettano documenti che forniscano la prova diretta di quanto ho esposto, parmi di poter fin d'ora, coi forti argomenti che si sono addotti, concludere che il padre d'Umberto Biancamano è Otton Guglielmo, figliuolo d'Adalberto, nipote di Berengario II, re d'Italia; e che quindi la casa di Savoia che pel dominio avuto fin dal secolo XI di sì nobil parte d'Italia, è la più antica stirpe che viva di principi italiani, è anche la sola, nelle cui vene trascorra il sangue di Berengario I, di Guido, di Berengario II e d'Adalberto re d'Italia, italiani. » (*Storia della monarchia di Savoia*, di L. CIBRARIO. Torino, 1840. Vol. 1, p. 40).

(2) « Sembra che parte di questi stati li tenesse con sola region di governo dal Re di Borgonia Rodolfo III, che altri li avesse in dono, altri in eredità da Ermangarda Regina di Borgonia con cui appare strettamente congiunto di parentado. Della prima specie sembra, che fosse il contado di Nyon. Dell'ultima la contea di Savoia. » (*Memorie cronol. e geneal. di Storia nazionale*. Torino, marzo 1852. Louis CIBRARIO, pag. 44).

Nous n'avons pas à discuter maintenant l'origine de la maison de Savoie, ni à examiner si l'existence de Bérold est fabuleuse; nous le ferons dans la partie généalogique. Le lecteur ne doit pas oublier que nous n'étudions ici que la géographie générale; et si nous entrons parfois dans quelques détails et considérations historiques, c'est que nos descriptions s'y rattachent essentiellement, et que ce genre, du reste, sauve la stérilité du fonds par une forme plus attrayante.

(3) « Des documents certains nous apprennent qu'il (Humbert I^{er}) avait des biens en Tarentaise (1), en Maurienne (2), en Val-d'Aoste (3), en Genevois (4), dans le comté de

(1) MURATORI, *Antiq. Ital. med. ævi*, tom. 1, pag. 556. — MULLER, *Storia di Saluzzo*, tom. 1, lib. II.

(2) *Documents, sigilli e monete*, p. 95, à la fin du rapport. — GUICHENON, *Hist. de Savoie*, pr., pag. 6. — BESSON, *Mémoires*, etc., pag. 7.

(3) *Monument. hist. nat.*, tom. 1, pag. 498 et 550.

(4) *Documenti, sigilli e monete*, pag. 97, à la fin du rapport.

Ce n'est, du reste, que sur la fin du onzième siècle que les descendants d'Humbert prirent le titre de comtes mauriennais (*comites maurianenses*), pour lui substituer, dans le siècle suivant, celui de comtes de Savoie (*comes de Savoia*, *comes Sabaudia*, *comes Savoia*, etc.).

Les chartes émanées des princes de Savoie pendant cette période de temps sont ici des titres irrécusables, et les qualifications qu'ils prennent ou qui leur sont données deviennent la mesure de la souveraineté qu'ils pouvaient exercer. Il n'est donc pas sans intérêt d'en suivre la progression dans quelques chartes du onzième au treizième siècle.

1018. *Signum domni Umberti comi* { sic } (1).

1024. *Sig. domn. Umbertus comes* (2).

1026. *Domnus Ubertus comes* (3).

1037. *Ante domnum Humbertum comitem et filium eius Amedeum* (4).

1042. *Ego Humbertus comes et filii mei Amedeus et Odo* (5).

.... *Dominus Umbertus nobilissimus comes, qui cognominatus est Reinforcatus* { Humbert II } (6).

1092. *Ego Umbertus Maurianensis comes* (7).

1093. *Ego Umbertus Maurianensis comes et Italiae marchio* (8).

1094. *Ego Humbertus comes et marchio* (9).

1100. *Ego Umbertus, gratia Dei, comes* (10).

1119. *Amedeus comes* (11).

Belley (1), dans le diocèse de Grenoble, et principalement dans la *Savogia* ou *ager Savogensis* (Savoie proprement dite), qui faisait partie de ce diocèse (2). Sa condition en ceci était semblable à celle des autres seigneurs, dont les domaines épars formaient rarement un corps adhérent, une masse compacte.

(*Les Alpes historiques*, par LÉON MÉNABREA. Première étude : *Montmelian et les Alpes*. Chambéry, de l'imprimerie de Puthod, 1844. Pag. 118).

(1) *Documenti, monete e sigilli*, pag. 25.

(2) *Id.*, à la fin du rapport. Pag. 100.

(3) GUICHENON, tom. IV, pag. 4.

(4) *Documenti, monete e sigilli*, pag. 27.

(5) GUICHENON, tom. IV, pag. 7.

(6) *Id.*, pag. 28.

(7) *Monumenta historiae patriæ*, tom. I, pag. 709.

(8) GUICHENON, tom. IV, pag. 26.

(9) BESSON, *Preuves*, pag. 347.

(10) *Monumenta historiae patriæ*, tom. I, pag. 728.

(11) GUICHENON, pag. 30.

(1) GUICHENON, *Hist. de Savoie*, pr., pag. 5 et 7.

(2) GUICHENON, *Preuve*, pag. 6, 7 et 8.

1125. *Ego Amedeus (III) Morianensis comes et marchio in Italia* (1).
 Id. *Amedeus comes maurianensis et marchio* (2).
 Id. *Amedeus comes de Savoia* (3).
 1128. *Amedeus Dei gratia comes et marchio* (4).
 *Ego Amedeus comitis Umberti Refortiali filius, ac Dei gratia Burgundie
 et Lombardie comes, neposque comitissæ Aladiæ, et hereditario jure
 successor* (5).
 *Dominus Amedeus comes Sabaudie et in Italia marchio* (6).
 1150. *Ego Humbertus Maurianensis comes et marchio* (7).
 1167. *Umbertus Maurianæ et Savoie comes et Italie marchio* (8).
 1170. *Ego Umbertus comes de Savoia et marchio de Italia* (9).
 1188. *Thomas de Sabaudie comes* (10).
 1189 à 1204. *Ego Thomas Dei gratia comes Maurianensis et marchio Italie* (11).
 1219. *Nos Thomas Dei gratia comes Sabaudie et marchio in Italia* (12).
 1226. *Ego Thomas comes Sabaudie, vicarius in Lombardia domini Frederici per
 Dei gratiam Romanorum imperatoris, et regis Sicilie et Surie* (13).
 1232. *Ego Thomas comes Maurienne et in Italia marchio* (14).

On voit par le tableau qui précède que le premier domaine des princes de Savoie fut en Maurienne et très probablement autour des châteaux d'Hermillon et de Charbonnière; mais, dès lors, on ne saurait préciser d'une manière positive comment et à quelle époque ils acquirent la plupart des provinces qui composent aujourd'hui la Savoie. Ici les ténèbres du moyen-âge nous enveloppent de toutes parts. Le territoire est découpé, une myriade de seigneurs s'en disputent la propriété et la souveraine puissance. La Maurienne et la Tarentaise sont soumises à la juridiction temporelle de leurs évêques; la Savoie, le Genevois et le Faucigny ont leurs seigneurs, leurs comtes et leurs barons

- (1) *Documenti, monete e sigilli*, pag. 42.
 (2) GUICHENON, *Preuves*, pag. 31.
 (3) Id., pag. 31.
 (4) Id., id.
 (5) Id., pag. 34.
 (6) Id., pag. 36.
 (7) *Documenti, monete e sigilli*, pag. 62.
 (8) GUICHENON, pag. 42.
 (9) Id., id.
 (10) *Documenti, monete e sigilli*, pag. 82.
 (11) GUICHENON, pag. 44 à 48.
 (12) *Documenti, etc.*, pag. 120.
 (13) GUICHENON, pag. 54.
 (14) *Documenti, etc.*, pag. 136.

particuliers. On énumère par milliers, outre les grands feudataires de l'Empire, des seigneurs de tous grades, de tous rangs, de toute condition. Ces potentats bardés de fer couronnent de tours menaçantes nos vertes collines, construisent au sommet de rocs escarpés des châteaux-forts pour abriter et défendre leur majesté, et la plupart, s'arrogeant le droit de haute et basse justice, érigent, en signe de puissance, des fourches patibulaires aux confins de leurs domaines.

Il y a anarchie, confusion, discorde, lutttes et tiraillements; nous marchons dans la nuit, de conjecture en conjecture, et un siècle va s'écouler avant qu'il soit possible de certifier un fait et de préciser une date.

Plus tard, les descendants d'Humbert résistent seuls à la destruction de la féodalité, et chaque jour, chaque année, chaque siècle voient s'accroître, grâce à une politique adroite et persévérante, le patrimoine qu'il leur a légué.

Un moment la Savoie circonscrite dans une vaste étendue de territoire semble reprendre son antique splendeur; aux époques mémorables de notre histoire nationale, le Vallais, le pays de Vaud, jusqu'à Berne, le pays de Gex, la Bresse, le Bugey, le Valromey et une portion du Dauphiné marchent avec nous sous la même bannière. *Les Savoyards*, dit Henri IV, après avoir passé le traité de 1601, *venaient jusqu'aux portes de Lyon*.

Jusqu'au milieu du seizième siècle, la politique et l'intérêt des princes de Savoie les poussent à chercher toutes les occasions d'agrandir leurs domaines plus particulièrement de ce côté des monts. La Savoie est presque l'ancienne *Sapaudia* des Romains. En 1559, Emmanuel-Philibert transporte à Turin le siège de son gouvernement, brise ainsi avec les vieilles traditions de ses ancêtres, et devient Italien. Sous son règne (1564), le pays de Vaud est cédé aux Bernois, la vallée de St-Maurice jusqu'à Martigny, aux Vallaisans, le Chablais se trouve démantelé, et la Savoie, ce petit empire du petit Charlemagne, entre dans une époque de décadence.

Cinquante ans plus tard, le turbulent Charles-Emmanuel, homme aux grandes conceptions et aux petites entreprises, est forcé de choisir entre la politique italienne et la politique française. Il s'empare artificieusement du marquisat de Saluces, pied-à-terre de la France en Italie. Cet orgueilleux monarque, dans l'ivresse de sa victoire frauduleuse, fait battre des ducats pour en perpétuer le souvenir, et fait graver au revers un centaure foulant aux pieds une couronne, avec la devise : *Opportunè*.

Mais la France, pour prix de sa déloyauté, le force à abandonner la Bresse, le Bugey, le Valromey et le pays de Gex, ces fertiles contrées, qui, depuis plusieurs siècles, étaient les plus beaux fleurons de sa couronne.

De son côté, pour répondre au défi de Charles-Emmanuel, le roi de France fit frapper une médaille commémorative avec ce mot : *Opportunis*.

Alors la Savoie se trouve réduite aux plus minces proportions.

Annexée à la France en 1792, elle partage pendant plus de vingt ans les destinées de la mère-patrie, elle s'enivre de l'odeur de la poudre; la bergère se fait soldat. A la chute de l'Empire, les puissances alliées la rendent à ses maîtres séculaires; le traité de 1814 la morcèle encore, mais le congrès de Vienne la rétablit dans ses anciennes limites; et cependant, comme il était écrit qu'à chaque négociation la Savoie perdrait en étendue, une partie de son territoire est cédée à la république de Genève.

Depuis lors, la Savoie fut enserrée dans les étroites limites qui la circonscrivent naturellement : les Alpes, le Léman, le Rhône et le Guiers.

Après la chute du second royaume de Bourgogne, notre histoire nationale entre dans une nouvelle et longue période qui, par les liens qui unissent le pays aux princes de la maison régnante, se perpétue jusqu'à nos jours.

J'ai déjà dit que, jusqu'au seizième siècle, les descendants d'Humbert ne négligèrent aucune occasion d'agrandir leurs états de ce côté-ci des Alpes. Nous allons étudier maintenant ce long travail d'agglomération que les siècles accomplirent avec un rare bonheur, aidés par une politique persévérante et la fortune des armes.

Pour mieux saisir l'ensemble des circonstances qui ont concouru à la formation de la monarchie sarde, nous en ferons procéder le développement par un tableau indiquant la date et la cause des accroissements successifs depuis le onzième siècle jusqu'à nos jours. La colonne de droite est réservée pour les diminutions territoriales, qui ont commencé pour la Savoie depuis le règne d'Emmanuel-Philibert, époque de décadence où les princes de Savoie jetèrent définitivement leurs vues sur l'Italie (1).

L'histoire du Piémont est essentiellement liée à l'histoire de Savoie; neuf siècles d'union politique ont vu nos ancêtres dans les deux pays se mesurer sur les champs de bataille contre l'ennemi commun, sans distinction de langage et de nationalité, et mourir pour la même cause. Nous ne toucherons à

(1) Pour la formation de ce tableau, j'ai consulté tous les travaux historiques de M. Louis CIRRIARIO, et les ouvrages suivants : *Traité publié de la royale Maison de Savoie avec les puissances étrangères depuis la paix de Cateau-Cambrésis jusqu'à nos jours, publiés par ordre du roi*. 6 vol. in-4°. Turin, 1836. — *Monumenta historia patriæ*, vol. des Chartes, — GUICHENON, — BESSON, — *Mémoire sur le rectorat de Bourgogne*, par DE GINGINS, — *Histoire du Vallais*, par M. BOCCARD, — *Chronologie historique des comtes de Genevois*, par LEVRIER, — *Recueil historique sur l'origine de la vallée du Lac-de-Joux*, par Jacques-DAVID NICOLE, — *Notice historique sur le comté et les premiers comtes de Gruyères*, par P.-J. BRIDEL, pasteur, — GRILLET, *Dictionnaire historique des départements du Mont-Blanc et du Léman*, — *Mémoire historique sur la Maison royale de Savoie et sur les pays soumis à sa domination*, par le marquis COSTA DE BEAUREGARD, — *Documenti, sigilli e monete*, raccolti da L. CIRRIARIO e D.-C. PROMIS, — et les divers ouvrages de M. LÉON MÉNABREA, dans les *Mémoires de l'Académie royale de Savoie*.

l'histoire du Piémont que lorsque les évènements le commanderont d'une manière impérieuse. Cependant, pour bien comprendre ce grand mouvement ascensionnel qui éleva les comtes de Maurienne au rang de rois de Sardaigne, et qui rejeta notre pays dans la plus fausse position, il est nécessaire de jeter un coup d'œil sur ce qui s'est passé de l'autre côté des monts, et nous allons prendre note dans le tableau suivant de toutes les révolutions territoriales qui eurent lieu tant en deçà qu'au delà des Alpes.

Ce tableau renferme dans ses deux colonnes de profonds enseignements ; on y verra comment, pendant l'espace de huit siècles, la Savoie fut morcelée, vendue, échangée, trafiquée, prise, reprise, conquise, découpée, envahie et occupée, et l'on comprendra pourquoi, après de semblables tiraillements, sans position stable, adossée aux Alpes et cependant unie à l'Italie, sans défense, sans soutien même de la part des princes qui portent son nom, elle vécut esclave au jour le jour, à la merci du premier conquérant, qu'il s'appelle Louis XIII, Louis XIV, François I^{er} ou don Philippe.



TABEAU CHRONOLOGIQUE
DES
AGRANDISSEMENTS, DIMINUTIONS ET OCCUPATIONS ÉTRANGÈRES
DU DOMAINE DES PRINCES DE SAVOIE

tant en deçà qu'en delà des Alpes, depuis le onzième siècle jusqu'à nos jours.



Agrandissements.

HUMBERT I.

De 1003 à 1060 environ. — Les châteaux d'Hermillon et de Charbonnière, et une partie de la vallée de l'Arc, depuis Aiguebelle jusqu'à la Chambre.

Domaine présumé d'Humbert-aux-Blanches-Mains.

ODON.

1045 environ. — Les comtés de Turin, d'Oirado ou d'Auretite, d'Asti, de Bredulo et d'Albenga, et le marquisat d'Italie.

Patrimoine de sa femme Adélaïde, fille d'Olderic — Manfroy II, comte de Turin et marquis d'Italie.

VOL. I.

Diminutions et occupations étrangères.

HUMBERT I.

ODON.

Agrandissements.

AMÉDÉE II.

La vallée d'Aoste (1).

1076. — Une province très fertile de la Bourgogne (le Bugey, suivant la plupart des historiens, et le Chablais, selon l'opinion de quelques auteurs) (2).

Don de l'empereur Henri IV.

HUMBERT II.

1097 environ. — La Tarentaise.

Soumission volontaire des habitants.

AMÉDÉE III.

1130 environ. — La ville de Turin.

Reprise par la voie des armes.

1136 environ. — Naters et Leuck ou Louèche dans le Vallais.

Enlevés à l'évêque de Sion.

Diminutions et occupations étrangères.

AMÉDÉE II.

De 1092 à 1103. — La ville de Turin et le district de Chieri, ainsi que les comtés d'Oirado, de Bredulo, d'Asti et d'Albenga.

Résultat de la guerre contre Conrad, fils de l'empereur Henri IV, et contre Boniface du Vasto, prétendants à la succession d'Adélaïde.

AMÉDÉE III.

1139. — Naters et Leuck.

Rendus volontairement à l'évêque de Sion, timore divino correptus et precibus episcoporum et aliorum plurimorum religiosorum virorum commotione (3).

(1) Aucun document n'indique à quelle époque la vallée d'Aoste est entrée dans le domaine de Savoie; les chroniqueurs en attribuent la conquête à Amédée III, mais il est probable qu'Amédée II la possédait déjà.

(2) Nous discuterons ces opinions plus loin.

(3) *Documenti, monete e sigilli*, p. 46; et DE GINGINS, *Mémoire sur le rectorat de Bourgogne*, pag. 87.

Agrandissements.

HUMBERT III.

THOMAS I.

1196. — Le château de *Cornillon* et une part des revenus et des droits seigneuriaux de la ville de St-Rambert.

Abandon de Reignier, abbé de St-Rambert.

Les droits régaliens sur l'évêché de Sion.

1207. — Le château de Moudon, au pays de Vaud.

Don de l'empereur Philippe II.

1212. — Vigone.

Echange avec l'abbé de St-Juste de Suse.

1220. — Pignerol.

Soumission spontanée du peuple au préjudice de l'abbé de Ste-Marie.

1220. — Carignan.

Conquête.

1221. — Le château de Saillon et autres terres dans le Vallais, comprises entre le lac de Lausanne (1) et le Grand-St-Bernard.

Don d'Aimé, seigneur de Pontve re.

Diminutions et occupations étrangères.

HUMBERT III.

1157. — Les droits régaliens sur l'évêché de Sion.

Retirés par l'empereur.

1184. — Château de Pianezza.

1185. — Château de Rivalta.

Attribués à l'évêque de Turin par sentences d'un juge impérial.

THOMAS I.

(1) On divisait alors le lac Léman en deux ou trois parties : la partie orientale, qui s'appelait le lac de Lausanne, et la partie occidentale, que l'on désignait sous le nom de lac Léman ou lac de Genève. Le bord méridional portait la dénomination de lac du pays de Chablais ou lac de Thonon.

Agrandissements.

Villeneuve de Chillon.

Fondée par Thomas et constituée en ville franche.

1226. — Vicariat de l'Empire en Italie.

Seigneurie temporaire de Savone et d'Albenga.

1232. — Vicomté de Chambéry.

Acheté de Bertion, vicomte de Chambéry (le château ne fut pas compris dans cette acquisition).

1232. — Moncalieri.

Conquête.

AMÉDÉE IV.

1235. — Les fiefs de Cavour et de Lanzo.

Investiture reçue de Hugues, évêque de Turin.

1238. — Alpignano.

Abandon spontané des seigneurs de ce fief.

1242. — Les fiefs et le château de Bard.

Conquis sur Hugues de Bard.

Diminutions et occupations étrangères.

1234. — L'ancien comté de la Tête du Lac (*Caput Lacense* — vieux Chablais) et le bas Vallais.

Donné en apanage à son frère Aymon. — Après la mort de ce prince, survenue en 1242, cet apanage passa à son frère Pierre.

1235. — Toute la portion de ses domaines situés en Piémont au delà d'Avigliano.

Donnée en apanage à son frère Thomas II, plus tard comte de Flandre.

Agrandissements.

1244. — Territoire situé à Romont, à Bossens, à Stavayé et entre la Glane et le Glan.

Reçu, par le traité d'Evian, de Jean, évêque de Lausanne.

1247. — Rivoli.

Par soumission des habitants de ce pays.

BONIFACE.

PIERRE II (1).

1233. — Le Faucigny.

Par son mariage avec Agnès, fille d'Aimon II, seigneur de Faucigny.

1234. — Hommage de la seigneurie de Gex.

Fait par Amédée, sire de Gex, son parent.

1240 environ. — Romont et Rue.

Id. — Avouerie du monastère de Payerne.

1342. — Château d'Arlod.

Repris par arrangement.

Diminutions et occupations étrangères.

1244. — Le château de Lecès.

Donné, par le traité d'Evian, à Jean, évêque de Lausanne.

BONIFACE.

1254. — Tournon, Voiron et Boczosel.

Donnés en apanage à Philippe de Savoie, son oncle, archevêque et comte de Lyon.

Charosse et Dorches.

En apanage à Pierre de Savoie, qui possédait déjà le Chablais et le bas Vallais depuis la mort de son frère Aymon (1242).

PIERRE II.

1242. — Château d'Arlod.

En guerre avec le comte de Genevois.

(1) Pierre II, surnommé le *petit Charlemagne*, monta sur le trône en 1263. Il accrut alors les domaines de Savoie de son patrimoine particulier, acquis avant cette date et à diverses époques, ainsi qu'il résulte des détails suivants.

Agrandissements.

1243. — Droits sur Biolley, Carovont et Opeyns.

Pour la garantie d'une somme prêtée à Guillaume de Biolley.

1246. — Plusieurs terres situées entre le lac de Morat et celui de Neuchâtel.

Achetées de l'évêque de Sion.

1250. — Les châteaux de Genève, des Clefs et de Ballaison, le fief de Langin, ainsi que quelques terres comprises entre l'Arve et la Dranse et entre la Cluse de Gex et le pont de Barges.

En gage par sentence arbitrale de Philippe de Savoie, archevêque et comte de Lyon, en date du 28 juin.

1250. — Le château de Rue, la tour de Vevey et Port-Vallais.

Vente de Philippe de la Tour.

1250. — Droits sur la terre et le château de Stavayé.

Fief offert par Jacques, sire de Stavayé.

1250. — Château de Corbières.

Fief offert par Guillaume, sire de Corbières.

1250. — Fief de la Tour du Pin.

Hommage fait par Albert, seigneur de la Tour du Pin, pour obtenir la paix.

1250. — Le château de Falavier.

Fief offert par Guillaume de Beauvoir, seigneur de Falavier.

1251. — Le château de Belmont.

Acquis d'Aymon de la Sarraz.

Diminutions et occupations étrangères.

Agrandissements.

1251. — Les châteaux d'Arconciel et d'Yllens.

Acquis d'Uldric d'Aarberg.

1254. — Fiefs de Charosse et de Dorches.

Par sentence arbitrale du 16 février.

1255. — Les pas de Tine et de Vuytas, et le château d'Oex.

Hommage du comte de Gruyères.

1255. — La maison forte de Poype, les villages de Louvain et de Leutrerie.

Hommage d'Aymon de Montagny.

1255. — Le château de Cronay, près d'Yverdun.

Hommage d'Ulric de Saint-Martin.

1255. — Le château de Palezieux.

Hommage de Hugues, seigneur de Palesieux.

1255. — La terre de Morat.

Soumission momentanée des habitants.

1257. — L'avouerie de Vevey.

Achetée du comte de Gruyères.

1257. — La maison forte de Comunay.

Achetée du monastère de Saint-Maurice.

1258. — Le village de Saint-Livres.

Reçu en fief de l'évêque de Lausanne.

1258. — Terres situées dans la vallée d'Aulps jusqu'au col des Gets.

Données en gage par Aymon de Rovorée et les seigneurs de Compois.

Diminutions et occupations étrangères.

Agrandissements.

1259. — Avouerie de Servion.

Achetée de Pierre de Servion.

1259. — Contamines, dans le pays de Vaud, sur la Sarine, entre Berne et Morat.

Don de Richard de Cornouailles, roi des Romains.

1259. — Droits sur le comté de Genevois.

Par testament d'Ebal de Genève.

1259. — Yverdun (*Ebredunum Sabaudia*).

1260. — La moitié du domaine temporel sur la ville et le territoire de Lausanne, sa vie durant.

Cession de l'évêque de Lausanne.

1260. — Les châteaux de Martigny, de Chamossion et de Crest, et autres terres, appartenant à l'église de Sion, dans le pays de Vaud.

Par sentence des arbitres de la paix faite avec l'évêque de Sion.

1260. — Estratillens (Vallais).

Hommage du seigneur de ce lieu.

1260. — La vallée de Frutigen dans l'Oberland.

Hommage des seigneurs et des habitants de Frutigen.

1261. — Beaufort et Luce.

A titre de gage.

1262. — Villarabor, Sommersier, Riefrens et autres lieux.

Hommage des seigneurs d'Ecublens.

Diminutions et occupations étrangères.

1260. — Le fief de Rarogne et autres lieux.

Par sentence des arbitres de la paix faite avec l'évêque de Sion.

Agrandissements.

1262. — Longuecombe.

Hommage d'Humbert, seigneur dudit lieu.

1263. — Les fiefs de Corcelle, Baon, la Balme et Cluse.

Fiefs offerts par Amalric, seigneur du château du Jura (Castrum Jurense).

1263. — La maison forte d'Ogo, Wippens, Garrocens et Sarens (pays de Vaud).

Fiefs offerts par Utric de Wippens.

1264 et 1265. — Cerlier, Irland et Hanes.

Hommage de Rodolphe, comte de Cerlier.

1266. — La ville de Berne.

Soumission temporaire.

1266. — Le château de Montagny.

Fief offert par Guillaume de Montagny.

..... — Les châteaux de Graspurg ou Grassembourg.

Hommage du comte de Forez.

PHILIPPE.

1268. — La ville de Berne.

Soumission temporaire, comme sous le règne précédent.

1268. — Avouerie de Payerne.

Cession faite par le prieur et le monastère.

VOL. I.

Diminutions et occupations étrangères.

PHILIPPE.

1268. — Le Faucigny avec plusieurs autres terres dans le pays de Vaud, comté de Nyon.

Reste, par la mort de Pierre, à Agnès sa femme, qui le laisse à sa fille unique, Béatrix, épouse de Gui VII, dauphin de Viennois.

Agrandissements.

1269. — Verchastel et autres terres.

Hommage de Guillaume, fils d'Ulric de Wippens, en remplacement de l'hommage d'Ogo.

1270 env. — La moitié du domaine temporel de la ville de Lausanne.

Cession de l'évêque de Lausanne.

1271. — Morat.

Soumission temporaire.

1271. — Le Bugey et le Valromey.

Hommage d'Isabelle, comtesse de Forez.

1271. — Cossonay.

Hommage de Jacques de Cossonay.

Château de Lovanel et la tour de Tremes, etc.

Hommage du comte de Gruyères.

1271. — Les châteaux d'Aubonne, d'Allinges-le-Vieux, de Montoux, de Faucigny, de Credo.

Hommage des seign. de Thoire et de Villars.

1272. — Domaine direct de la terre de Nyon, ancienne capitale du comté des Equestres.

Cession d'Odon, archevêque de Besançon.

Diminutions et occupations étrangères.

1269. — La maison forte d'Ogo.

1269. — Thonon.

Le dauphin, soutenant que Philippe s'était emparé d'une partie de la ville de Thonon, qui avait appartenu à la Maison de Faucigny, cette ville fut remise, pendant la trêve survenue, entre les mains d'Aymon, évêque de Genève, et de maître Pierre de Baugé, clerc de Marguerite, reine de France.

Agrandissements.

1272. — Bourg-en-Bresse, Châtillon.

Par héritage et par traité passé le 4 juillet avec Sybille de Baugé.

1274. — Château d'Aarberg.

Hommage de Guillaume d'Aarberg.

1278. — Maison forte de Puy-d'O-lères.

Hommage de Frédéric, seigneur dudit lieu.

1279. — Nyon.

Hommage d'Aymon, seigneur de Nyon.

AMÉDÉE V (1).

1272. — La Bresse, moins Bourg et Châtillon, cédés au comte de Savoie Philippe par traité du 4 juillet même année, comme nous l'avons dit précédemment.

Par son mariage avec Sybille de Baugé.

1285. — Partie du domaine temporel d'Ambronay.

Accord fait avec l'abbé.

(1) Ce prince monta sur le trône en 1285.

Diminutions et occupations étrangères.

1281. — Les châteaux de Grassembourg et Loyes.

Pris par Rodolphe de Hapsbourg, roi des Romains.

1283. — L'avouerie de Payerne, les terres de Morat et de Contamines.

Cédées, par traité de paix, à Rodolphe de Hapsbourg.

1283. — Moncalieri.

Abandonné à Amédée et Louis de Savoie, ses neveux.

AMÉDÉE V.

Agrandissements.

1287. — Le château de l'île de Genève.

Pris pendant la guerre.

1289. — Revermont, Coligny et autres terres.

Acquisition de Robert, duc de Bourgogne.

1290. — Le vidomnat de Genève.

Traité fait avec l'évêque.

1291. — Avouerie de Payerne.

Recouvrée par la volonté de l'abbé et des habitants.

1291. — Berne.

Seigneurie temporaire, comme pour ses prédécesseurs.

1291. — Loyes et Contamines.

Recouvrées.

1292. — La Cluse de Gex.

Achetée de Léonne, dame de Gex.

1292. — Nyon.

Conquête au préjudice du sire de Nyon.

1292. — Prangins, Mons et autres terres.

Hommage.

1294. — Conthey et Saillon.

Echange avec Louis de Vaud, son frère, contre Nyon.

Diminutions et occupations étrangères.

1286. — Le pays de Vaud, à l'exception de Romont, Moudon.

— Conthey, Saillon.

Donnés en apanage à Louis de Savoie, son frère.

1294. — Nyon.

Echange avec Louis de Vaud.

Agrandissements.

1295. — Château de Chambéry.

Acheté de Hugues de la Rochette.

1316. — La moitié du domaine temporel de Lausanne et de la vallée de Lutry.

Abandon de l'évêque de Lausanne pendant la vie d'Amédée V et celle de son fils Edouard.

ÉDOUARD-LE-LIBÉRAL.

1326. — Château de Ballon. — Bézinens.

Conquête sur le seigneur de Villeneuve.

1327. — Partage du pouvoir temporel de l'évêque de Maurienne sur les terres de cet évêché, au delà de l'Arc du côté de St-Jean, et au-dessus jusqu'aux limites des terres épiscopales.

Convention faite avec Aymon, évêque de Maurienne, le 2 février.

AYMON.

1338. — Château de Morestel en Revermont.

Acquis de Jean de Luirieu.

AMÉDÉE VI LE COMTE VERT.

1355. — La baronnie de Faucigny et le pays de Gex (1).

Acquis par le traité de Paris, fait entre le comte de Savoie et le dauphin de Viennois.

Diminutions et occupations étrangères.

1295. — Le Piémont.

Donné en apanage à Philippe de Savoie, son neveu.

ÉDOUARD-LE-LIBÉRAL.

AYMON.

AMÉDÉE VI LE COMTE VERT.

1355. — Les terres qu'Amédée VI possédait dans le Dauphiné et le Viennois, au delà du Guiers du côté du Viennois, et deçà l'Isère jusqu'à Saint-Genix, et depuis Saint-Genix jusqu'au confluent du Guiers et du Rhône (1).

Cédées au dauphin de Viennois par le traité de Paris.

(1) On verra le détail des terres acquises et cédées, dans le texte du traité dont on fera suivre ce tableau.

Agrandissement.

1359. — La baronnie de Vaud et le Valromey.

Vendus par Catherine de Savoie, dernière héritière de Vaud.

NOTA. — La baronnie de Vaud avait été accrue, en 1344, de la vallée du Lac-de-Joux, acquise, de François de la Sarraz, par Louis de Vaud qui l'annexa à la seigneurie des Clefs.

1362. — Souveraineté de Fossano, Cavallermaggiore et Sommariva del Bosco.

Cédée par Galéas Visconti à Amédée VI.

1373. — Magnano.

Soumission volontaire des habitants.

1377. — Châteaux de Biella et de Véronne.

Abandon de l'évêque de Verceil.

1377. — San Germano.

Soumission volontaire.

1379. — Biella et son territoire.

Soumission spontanée.

1381. — Diano.

Cédé par l'antipape Clément VII.

1382. — Cuneo.

Soumission spontanée.

AMÉDÉE VII.

1384. — Martigny, Chamosson et autres terres.

Cession faite par l'évêque de Sion, pour indemnité de frais de guerre.

Diminutions et occupations étrangères.

AMÉDÉE VII.

Agrandissements.

1385. — La vallée de Barcelonnette et autres terres voisines.

Soumission volontaire.

1388. — La ville et le comté de Nice.

Soumission volontaire des habitants.

1388 environ. — Vinadio et Val di Stura.

Soumission volontaire.

1389. — Borgo San Dalmazzo, Andono, Roaschio, Roccavione, Robilant, etc.

Hommage de George et Charles, marquis de Ceva.

AMÉDÉE VIII.

1401. — Comté de Genevois.

Vente d'Odo de Villars.

1401. — Les seigneuries et châteaux de Rumilly sous Cornillon, la Roche et Ballaison en Genevois.

Achetés de Frédéric de Lorraine et de Marguerite de Joinville, sa femme.

1402. — Les châteaux de Villars, Poncin, Loyes, Matefelon, Arbant, Apremont, Montréal, Cerdon, etc., etc.

Vente faite par Humbert de Thoire et de Villars.

1404 et 1405. — Acquisitions dans le Vercellais.

Hommages des Avogadro de Quaregna, de

Diminutions et occupations étrangères.

AMÉDÉE VIII.

1401. — La seigneurie de Château-neuf en Valromey, avec le droit de rachat du château de Lompnes.

Echange avec Odo de Villars, dans l'acte de vente du comté de Genevois.

Agrandissements.

Quinto, de Valdengo, de Casanova, de Colobiano, de Pezana; des Arborii, Alciati, Dionisii, Pettinati, etc.; des communes de Bioglio, Larissé, etc.; des abbés de Muleggio et S. Salvatore. Soumission spontanée.

1406. — Briga et Limone.

Hommage de Pierre et Reinier Lascaris.

1408. — Commune de Sale.

Soumission spontanée.

1409. — Castellengo.

Acheté d'un chef de compagnie d'aventure qui s'en était emparé.

1441. — Ossola.

Soumission spontanée.

1443. — Roasenda.

Le duc force les seigneurs du lieu à lui rendre hommage.

1444. — Le tiers des terres d'Orbe, d'Echallens, de Montagny et autres.

Acheté d'Henriette de Montbéliard, femme d'Eberard, comte de Wurtemberg.

1448. — Le Piémont.

Par droit de réversibilité et par testament de Louis, dernier descendant de la branche d'Achaïe.

NOTA. — Le Piémont fit retour à la branche aînée de la Maison de Savoie avec les accroissements suivants, dus aux princes d'Achaïe : 1303 et 1306, Baratonia

Diminutions et occupations étrangères.

1447. — Ossola.

Occupation par la ligue allemande des Suisses.

Agrandissements.

Diminutions et occupations étrangères.

Varisella, S. Gillio, Monastero, Ceron-da, Balangero, Ciriè et Barbania. *Occupés par la force des armes par Philippe, prince d'Achaïe.* — 1306, Gassino. *Soumission.* — 1309, Settimo et Rocca di Corio. *Par droit de conquête.* — 1313, Ivree et le Canavesan. *Don de l'empereur Henri VII à Amédée V, comte de Savoie, et soumission des habitants; Philippe d'Achaïe fut associé à cette souveraineté.* — 1314, Fossano. *Soumission.* — 1320, Savigliano, Bra, Buttigliera, Castelnovo, Villanova et Montemagno. *Cession faite par le roi Robert de Naples.* — 1347, Chieri. *Soumission au comte de Savoie et au prince d'Achaïe.* — 1347, Cherasco. *Conquête.* — 1347, Moudovi. *Soumission, puis perdu et reconquis en 1390 par Amédée d'Achaïe.* — 1349, Savigliano. *Soumission.* — 1372, Poirino. *Cession faite par les Astesans.*

1418. — La moitié de Menthon.

Hommage de Luc et d'Antoine Grimaldi, seigneurs de Monaco.

1418. — Cossonay, dans le pays de Vaud.

De l'archevêque de Besançon.

1421. — La terre de Bourbon, en deçà de la Saône.

Vente faite par le duc de Bourbon.

1422. — Comtés de Valentinois et de Diois.

Par testament de Louis de Poitiers.

Agrandissements.

1427. — Vercelli et son territoire.

Cession de Philippe-Marie Visconti, duc de Milan.

1427. — Ricetto, Vico, Rocca de' Baldi, S. Albano, Piozzo, Carassone et Trinità.

Cession faite par Théodore, marquis de Montferrat.

1427. — Le haut domaine de Chivasso.

Par la paix de Thonon.

1427. — Settimo, Volpiano, Trino et Livorno.

Cession du marquis de Montferrat, avec condition de les donner en fief à Jean de Montferrat.

1435. — Chivasso, Azeglio, Brandis et Settimo.

Obtenus du marquis de Montferrat au moyen de la restitution de terres tenues en dépôt.

LOUIS.

1445. — La seigneurie directe et l'hommage du Faucigny.

Traité avec le dauphin Louis.

1448. — Menthon, pour la moitié, et Roquebrune.

Fief offert par Jean Grimaldi.

1448. — Zuccarello, Bardinetto, Castelveccchio, Castalbiano, etc.

Fiefs offerts par George et Charles, marquis del Carretto.

Diminutions et occupations étrangères.**LOUIS.**

1445. — Les comtés de Diois et de Valentinois.

Traité avec le dauphin.

Agrandissements.

1448. — Murialdo, Instante, etc.
Fiefs offerts par le marquis de Final.
1448. — Spigno, Meyrana, Rocchetta, Malvicino, etc.
Fiefs offerts par Freilino del Carretto.
1448. — Le comté de Pollenzo.
Fief offert par le marquis de Romagnano.
1450. — Fribourg.
Soumission des habitants.

PHILIBERT I.

1478. — Le pays de Vaud.
Restitué par les Suisses le 21 février.

CHARLES I.

1487. — Le royaume de Chypre.
Laissé par la reine Charlotte de Chypre, veuve de Louis de Savoie (1).

PHILIBERT II LE BEAU.

1503. — Vasselage des comtes de Cocconato.
Don de l'empereur Maximilien.

CHARLES III.

1523. — Le château de Miolans.
Acheté par le duc.
1524. — Seigneurie de Dolce-Acqua.
Fief offert par Barthélemi Doria.

Diminutions et occupations étrangères.

PHILIBERT I.

1476. — Le pays de Vaud.
Occupé par les Suisses.
1477. — Fribourg.
Par le traité de Berne du 24 avril.

CHARLES I.

PHILIBERT II LE BEAU.

CHARLES III.

(1) Les princes de Savoie n'ont jamais pu se mettre en possession de ce royaume.

Agrandissements.

1531. — Comté d'Asti et marquisat de Ceva.

Don de Charles-Quint à la duchesse de Savoie, Béatrix de Portugal, et à ses descendants.

1543. — Nice.

Délivrée de l'armée turco-française.

Diminutions et occupations étrangères.

1534. — Ce qu'il avait dans Genève.

Par révolution.

1536. — Les pays de Vaud et de Gex, les baillages de Ternier et Gaillard, le Chablais occidental jusqu'à la Dranse.

Enlevés par les Bernois; le pays de Vaud cédé par le duc en 1564.

1536. — Le comté de Romont.

Pris par les Fribourgeois.

1536. — Le pays de Gavot, soit le Chablais oriental depuis la Dranse, et le bas Vallais moderne.

Pris par les Vallaisans; la vallée de Saint-Maurice, depuis Martigny jusqu'à la Morge, cédée par le duc en 1564.

1536. — Le reste de la Savoie.

Occupé par le roi de France.

1536. — Le Piémont, à l'exception de la vallée d'Aoste, de Verceil, de Coni et de Nice.

Pris par le roi de France.

1543 (mai). — La ville de Nice, moins le château.

Occupée par les Turcs et les Français.

Agrandissements.

EMMANUEL-PHILIBERT.

1559. — Le duché de Savoie ; les pays de Bresse, Bugey et Valromey ; la Maurienne, la Tarentaise et la vicairie de Barcelonnette, ainsi que tous les états que son père possédait au delà des Alpes, excepté les villes et cités de Turin, Quiers, Pignerol, Chivas et Villeneuve d'Asti.

Restitués par le traité de paix de Cateau-Cambrésis du 3 avril.

1562. — Turin, Quiers, Chivas et Villeneuve d'Asti.

Restitués par le traité de Fossan du 2 novembre.

1569. — Le gouvernement (*gubernamentum*) d'Evian depuis le pont de la Dranse jusqu'au bout du pont de St-Gingolph, l'abbaye d'Aulps et l'abbaye d'Abondance.

Restitués par le traité de Thonon du 4 mars.

1574. — Les villes et places fortes de Pignerol, l'Abbaye, la Pérouze, Savillan et Génouille.

Rendues par le traité de Turin du 14 décembre.

1575. — Tenda, le Maro, Prelà.

Echange avec Rénée d'Urfé, comtesse de Tende.

1576. — Oneglia.

Achetée des Doria.

CHARLES-EMMANUEL I.

1588. — Le marquisat de Saluces.

Occupation à main armée.

Diminutions et occupations étrangères.

EMMANUEL-PHILIBERT.

1575. — Les fiefs de Rivoli et de Baugé.

Echange avec Rénée d'Urfé, comtesse de Tende.

CHARLES-EMMANUEL I.

Agrandissements.

1598. — Les baillages de Gex et châtellenie de Gaillard, pour être restitués dans six semaines au duc de Savoie.

Conclusum des députés de Savoie et de la ville de Genève.

VICTOR-AMÉDÉE I.

1631. — Alba, Trino, Nizza della Paglia, avec 74 autres terres du Montferrat.

Par le traité de Chérasque.

1634. — Novello, Monforte, Sinio, Monchiero et Castelletto, fiefs impériaux.

Cédés par l'empereur Ferdinand.

FRANÇOIS-HYACINTHE.**Diminutions et occupations étrangères.**

1589. — Occupation du pays de Gex, du Chablais et d'une partie du Faucigny par les Suisses.

1600 à 1601. — Occupation de la Savoie par Henri IV.

1601. — Les seigneuries de Bresse, Bugey et Valromey, et généralement tout ce qu'il possède jusqu'au Rhône compris; au delà du Rhône, les terres et villages d'Aire, Chaney, Pont-d'Ar-lod, Seyssel, Chanaz et Pierre-Châtel; les baronnie et bailliage de Gex.

Traité de Lyon du 17 janvier.

1630 à 1631. — Occupation de la Savoie et d'une partie du Piémont par le roi Louis XIII.

VICTOR-AMÉDÉE I.

1631. — Pignerol et son territoire, la vallée de la Pérouze et le fort de Sainte-Brigitte.

Cédés au roi de France par le traité de Chérasque.

FRANÇOIS-HYACINTHE.

1638. — Vercell.

Occupé par les Espagnols le 4 octobre.

Agrandissements.

VICTOR-AMÉDÉE II.

1696. — La vallée de Pignerol.

Traité de paix de Turin, du 29 août, entre le duc et Louis XIV.

1703. — La partie du duché de Montferrat qui fut possédée par le feu duc de Mantoue, les provinces d'Alexandrie et de Valence avec toutes les terres entre le Pô et le Tanaro, la Lomelline, la vallée de Sesia, le droit ou exercice de droit sur les fiefs des Langhes.

Par traité d'alliance entre le duc et l'empereur Léopold, du 8 novembre.

1713. — La vallée de Pragelas, avec les forts d'Exilles et de Fénestrelle, et les vallées d'Oulx, de Sezane, de Bardonnèche et de Château-Dauphin.

Par le traité de paix d'Utrecht du 11 avril.

1713. — Le royaume de Sicile.

Cession faite, le 10 juin, par le roi d'Espagne à la paix d'Utrecht.

1718. — Le royaume de Sardaigne.

Par le traité de la quadruple alliance du 2 août.

CHARLES-EMMANUEL III.

1733. — La supériorité territoriale sur les fiefs impériaux des Langhes.

Traité de Vienne du 5 octobre.

1736. — Les provinces de Novare et de Tortone.

Cession de l'empereur Charles VI en date du

Diminutions et occupations étrangères.

VICTOR-AMÉDÉE II.

1690 à 1696. — Première occupation de la Savoie par Louis XIV.

1703 à 1713. — Seconde occupation de la Savoie et du comté de Nice par Louis XIV.

1713. — La vallée de Barcelonnette.

Par le traité d'Utrecht.

1718. — Le royaume de Sicile.

Par le traité de la quadruple alliance du 2 août.

CHARLES-EMMANUEL III.

Agrandissements.

6 juin, ensuite du traité de Vienne du 8 octobre précédent.

1743. — La ville et le district de Vigevano appelé le *Vigévanasque*, la partie du Pavésan qui est entre le Pô et le Tessin, l'autre partie du Pavésan nommée *Pavese oltra Po*, Bobbio et son territoire y compris, la ville de Plaisance avec une partie du Plaisantin, enfin le comté d'Anghiera et le marquisat de Final.

Cession de Marie-Thérèse, reine de Hongrie et de Bohême, par le traité de Worms du 13 septembre (1).

1753. — Tous droits sur la principauté de Masseran et le comté de Crève-Cœur dans l'évêché de Vercueil, fiefs dépendants du Saint-Siège.

Cession de Benoît XIV par bulle du 13 juillet.

1754. — Les droits que Genève a sur les baillages, à la réserve de Chancy, d'Avully et du mandement de Jussy ;

Diminutions et occupations étrangères.

1742 à 1748. — Occupation de la Savoie et d'une partie du Piémont par les armées française et espagnole.

1748. — Le Plaisantin.

Cession faite à don Philippe, infant d'Espagne, par le traité d'Aix-la-Chapelle du 18 octobre.

NOTA. — Le roi de Sardaigne fut plus tard indemnisé par la France (traité du 10 juin 1763).

1754. — Les villages de Gy et Sionnet, pour être incorporés au mandement de Jussy, les villages de Castigny,

(1) Cette cession fut confirmée par le traité d'Aix-la-Chapelle, sauf ce qui concerne le marquisat de Final qui fut annulé, et la partie du Plaisantin qui fut cédée à l'infant d'Espagne avec réserve du droit de réversibilité en faveur du duc.

Agrandissements.

les territoires des Etoles et de Grange-Veigy jusqu'au nant de Tuernant.

Par traité de Turin du 3 juin.

1760. — Tout ce que la France possède sur la rive gauche du Rhône, consistant dans une portion de la ville de Seyssel avec les côtes et hameaux qui en dépendent, et dans les lieux et villages d'Aire-la-Ville, Pont-d'Arlod, Charnaz, la Balme de Pierre-Châtel, avec leurs territoires.

Cédé par le traité de limites fait à Turin le 24 mars, en dérogation de la clause du traité de Lyon qui laissait à la France la propriété de tout le cours du Rhône depuis la sortie de ce fleuve du territoire de Genève jusqu'au confluent du Guiers.

Diminutions et occupations étrangères.

la Petite-Grave, Epeisse et Passery, avec leurs territoires, dès le grand chemin tendant de Genève à Chancy jusqu'au Rhône.

Par traité de Turin du 3 juin.

1760. — La vallée de Chezery, avec ses appartenances, depuis le pont de Gresin jusqu'aux confins de la Franche-Comté.

Cédée à la France par le traité de limites daté de Turin le 24 mars.

1792, 22 septembre. — Entrée des armées françaises à Chambéry sous les ordres du général Montesquiou.

1792. — La Savoie est réunie à la France, dont elle forme le 84^e département sous le nom de Mont-Blanc.

Décrets des 27 et 29 novembre de la Convention, d'après le vœu émis le 22 octobre par les députés des communes de la Savoie convoqués à Chambéry en assemblée nationale des Allobroges.

1792. — Nice.

Réunie à la France, forme le département des Alpes maritimes.

NOTA. — Par le traité de Paris du 13 mai 1796, article III, le roi de Sardaigne

Agrandissements.

CHARLES-EMMANUEL IV.

1814. — La Savoie, sauf :

1° Le canton de Frangy, une partie des cantons de St-Julien, de Reignier et de la Roche ;

2° La sous-préfecture de Chambéry (à l'exception des cantons de l'Hôpital, de St-Pierre-d'Albigny, de la Rochette et de Montmélian) ;

3° La sous-préfecture d'Annecy (à l'exception d'une partie du canton de Faverges qui demeure annexée à la France).

Restituée par le traité de Paris du 30 mai.

1815. — La république de Gènes.

Cédée par le congrès de Vienne.

1816. — La portion de la Savoie conservée par la France en 1814, à

Diminutions et occupations étrangères.

renonce purement et simplement, à perpétuité, pour lui, ses successeurs et ayant-cause, en faveur de la république française, à tous les droits qu'il pourrait prétendre sur la Savoie, les comtés de Nice, de Tende et de Beuil.

CHARLES-EMMANUEL IV.

1798. — Tous ses autres états de terre ferme au delà des Alpes.

Renonciation du roi, en date du 9 décembre, faite à Turin.

NOTA. — Le roi se retire en Sardaigne et, de la rade de Cagliari, proteste contre son acte de renonciation.

VICTOR-EMMANUEL I.

Agrandissements.

l'exception de la commune de St-Julien
qui sera cédée à Genève.

*Congrès de Vienne du 29 mars 1815, pro-
tocol du 3 novembre et traité du 16 mars
1816 faits à Turin entre le roi de Sar-
daigne, la confédération suisse et le canton
de Genève.*

CHARLES-ALBERT.

1848. — Menthon et Roquebrune.
Annexion volontaire.

Diminutions et occupations étrangères.

CHARLES-ALBERT.



PRINCIPAUX DOCUMENTS

RELATIFS AU TABLEAU CHRONOLOGIQUE

DES AGRANDISSEMENTS, DIMINUTIONS ET OCCUPATIONS ÉTRANGÈRES

DU DOMAINE DES PRINCES DE SAVOIE

TANT EN DEÇA QU'EN DELÀ DES ALPES, DEPUIS LE XI^e SIÈCLE JUSQU'À NOS JOURS

TRAITÉS

QUI ONT MODIFIÉ L'ÉTENDUE ET LES LIMITES DE LA SAVOIE

AUX GRANDES ÉPOQUES DE SON HISTOIRE

I

CONVENTION PASSÉE A AIGUEBELLE

ENTRE AYMON II DE MIOLANS, ÉVÊQUE DE MAURIENNE, ET ÉDOUARD, COMTE DE SAVOIE

2 FEVRIER 1327

Une grande partie de la Maurienne était encore soumise, à cette époque, au pouvoir temporel de ses évêques; une révolte qui eut lieu en 1322, dans le but d'y soustraire les habitants, détermina Aymon II de Miolans, qui s'était réfugié à Aiguebelle, à recourir au comte de Savoie Edouard. Celui-ci s'engagea à réprimer la révolte par la force des armes, et à rétablir le prélat sur son siège épiscopal. De son côté, Aymon promit, avec le consentement de ses chanoines, d'associer le comte de Savoie à la juridiction temporelle qu'il exerçait sur les terres de son évêché au delà de l'Arc du côté de St-Jean, et au-dessus jusqu'aux

limites du Dauphiné, c'est-à-dire dans la partie de la Maurienne qui s'était soulevée. Il fut en outre stipulé dans la convention qui eut lieu à cet égard qu'un juge (*correatarius*) serait établi dans la tour de la Clusa, située au-dessus de la voie publique entre le pont d'Hermillon et la ville de St-Jean, pour la sauvegarde desdits seigneurs et pour la terreur des méchants (*ad terrorem malorum*).

Cette importante transaction, qui étendit ainsi l'autorité des comtes de Savoie dans la Maurienne, a été publiée par Besson, page 426.

Je la reproduis ici d'après la leçon de cet auteur.

Anno millesimo tercentesimo vigesimo septimo, indictione decima, die secunda Februarii, per hoc praesens publicum instrumentum cunctis evidenter appareat, et coram me Notario publico, et testibus infra scriptis, cum homines, et subditi Reverendi in Christo Patris D. Aymonis, Dei gratiâ Maurianensis Episcopi, in terrâ sui Episcopatus, ultrâ fluvium Arcus versûs terram Delphini, à parte Sancti Joannis Mauriannae, instinctu diabolico in temeritatis nequitiam jam dudum perseveraverant : et adhuc perseverant, contrâ dictum D. Episcopum, et venerabilem Ecclesiam Maurianens. conjurationibus ac pactibus illicitis se hostiliter erexerint, non obediendo, et maximè homines et subditi ejus de Arvâ, cum ipsum D. Episcopum et fratrem ejus, ac familiam suam insultarunt, ad Domum fortem dicti Domini, quam habet apud Arvam, et insultum magnum dederunt, intendendo eum occidere et dictam suam familiam, subtrahendo etiam debita servitia et usagia quae dicto Domino; et dictae Ecclesiae et dicto Capitulo tenebantur, per rebellionem, et armorum potentiam saevitiis et insultibus resistendo, et quod dolenter refertur, ad strages et homicidia plurium Officiariorum et familiarium dicti Domini, infra Ecclesiam et campanile hujus loci convenerunt cum magno exercitu, violentiis ac incendiis destruxerunt domum Episcopalem, et domos quorundam Canonicorum qui ibidem erant, violenter fraxerunt et bona rapuerunt, nec non Canonicos à loco Cathedralis expulerunt, multaque perpetrarunt facinora, sed recitare ad longum valdè laboriosum esset. Cumque ita fuerit, idem Dominus per viros nobiles, et Ecclesiasticos variis temporibus tractari fecerit cum praedictis perversis, ut à nequitiiis audaciae temperarent, tamen auctore Diabolo obtinere nequivit, sed potius in malitiis et rebellionibus perseveraverunt et adhuc perseverant in tantum, quòd amplius non habeant dictus Dominus et Capitulum quod faciant nisi recurrere ad Bracchium saeculare. Igitur habitâ diligenti deliberatione cum dicto Capitulo et aliis viris prudentibus, et consideratâ multitudine perversorum, ac fortitudine locorum, montium et terrae in quibus inhabitant, et non posse remedium adhibere ut praedictos perversos corrigat, et ad pristinum et antiquum statum reducat, nisi implorato auxilio potentioris Brachii saecularis. Idcirco

ad illustrem et magnificum virum D. Edouardum Comitem Sabaudiae, qui potentior et proximior est, et non solum ipse, sed quia ejus antecessores consueverunt esse Ecclesiarum defensores, accessit ad reprimendam ipsorum persersorum audaciam, meritò ergò duxit recurrendum, et super his exequendum tractatum. Igitur dictus Dominus considerans se et dictum Capitulum suum, ac Ecclesiam Maurianensem fore viduas, dimissa sua Civitate et Ecclesia Sancti Joannis, convocati ad hanc diem hodiernam apud Aquambellam in Ecclesia Sanctae Catharinae Maurianensis Dioecesis, tanquam ad locum magis idoneum pro congregatione et tractatu habendo cum dicto Domino Comite, de praestando auxilio dicto D. Episcopo et ejus Capitulo contra dictos rebelles pro correctione ipsorum, et reformatione honoris, et statùs dictae Ecclesiae Maurianae, praesentibus in dicta Ecclesia Sanctae Catharinae Canonicis Maurianae Dominis, Guillelmo de Castro novo, Stephano de Tigniaco Cantore, Joanne de Gerbesio, Joanne Vallieti, Henrico de Castillione, Petro de Seyssello juniore, Guillermeto Reynardi, Wifredo de Colomnis Sacristà, Hugone *Ganchez*, Wifredo Grangiae, Guillelmo de Peissia, Petro de Seyssello seniore, Joanne de *Arboz*, et Aymone Grangiae. Et habità diligenti deliberatione et tractatu cum dicto D. Comite super ipsis, pro reformatione honoris et statùs dictae Ecclesiae fuit dictum et concordatum quod dictus D. Comes teneatur cum gentibus suis et armorum potentià, si res exigit, adjuvare, et fortem facere dictum D. Episcopum ad reprimendas malitias et audacias ipsorum persersorum, et ad praedicta faciendà perquirere opem, auxilium et favorem, prout querela hujusmodi postulat et requirit. Igitur consideratà evidentissimà ntilitate suis, et dictae Ecclesiae, et de expresso consensu Canonicorum praesentium nominibus suis et absentium, pro se et successoribus suis in Episcopatu praedicto, prout melius et efficacius potest de jure perpetuo, ipsum D. Comitem praesentem, et recipientem pro se et suis haeredibus consociat, socium et Dominum facit, constituit et creat in mero, mixto, imperio et jurisdictione quam habet, et habere potest in Terrà Episcopatus Maurianae nlrà fluvium Arcùs à parte Sti Joannis et suprà, in quantum durat Terra Episcopatus, per quam associationem pacta et conventiones factae sunt; sed quia valdè laboriosum esset omnia describere, pauca tamen dicemus. In primis dictus D. Comes, et Successores sui non possunt infrà illam Terram aliqua feuda aut retrofeuda dicti Episcopi acquirere, nisi ea quae per associationem consecuturus est, exepctoque infrà illam Terram, Bonum fortem quam Correarius communis inhabitet ad puniendum malefactores, et justitiam exequatur; ita tamen quod dicta domus esse debeat, et eam teneat idem D. Comes et sui Successores de fendo D. Episcopi et Ecclesiae ejus, et si casus occurreret, posse gentes ipsius D. Episcopi se receptare. Item actum est quod turrim dicta de Clusa quae est supra viam publicam, nlrà Arcum inter pontem Hermilionis et villam Sancti Joannis teneat communiter Correarius ad securitatem dictorum Dominorum, et ad terrorem

malorum. Item tractatum et conventum de constitutione Judicis et Correarii, et de juramento praestando per eos, coram quo litigari potest et dari tutela, quomodo debeant rebelles ad obediendum compelli; et de causis spiritualibus quomodo non liceat Judicibus transigere cum dictis malefactoribus, sed tantum justitiam facere. Item quod Domini Episcopus et Canonici jurare debeant praedicta omnia observare, et Dominus Comes recognoscere quod reportabit. Item D. Episcopus investit D. Comitem de expresso consensu Canonicorum suorum, et in possessionem induxit per traditionem unius baculi, quam investituram recepit, et de ipsius D. Episcopi et Ecclesiae praedictae feudo et directo Dominio se tenere, et tenere velle constituit D. Comes praedictus, et licebit illi dictam Jurisdictionem exercere et exequi civiliter et criminaliter, et cum dicto D. Episcopo justitiam facere et exequi, sicut ipse Episcopus solus poterat ante praesentem associationis contractum. Promittens dictus Dominus Episcopus et Domini Canonici pro se et aliis dicto D. Comiti recipienti pro se et suis bona fide, et per solennes et validas stipulationes, et dictus D. Episcopus in facie sacro-sancti Missae Evangelii, et elevatâ manu et directè ad ipsa Evangelia, et Domini Canonici, tactis ipsis sanctis Evangeliiis, sub obligatione omnium bonorum suorum praesentium et futurorum, supradicta rata et firma habere, et nunquam contravenire. Et praefatus D. Comes pro se et suis promittit praemissis Domino Episcopo et Canonicis praesentibus bonâ fide et per solennem stipulationem et validam, et per juramentum suum ad sancta Dei Evangelia corporaliter praestitum, et sub obligatione omnium bonorum suorum, omnia et singula dicta, rata grata et firma habere et inviolabiliter observare, nec contra facere. De quibus omnibus, omnibus voluerunt partes tot fieri publica instrumenta, quot fuerint à me requisita. Datum apud Sanctam Catharinam propè Aquambellam, ubi testes ad hoc vocati fuerunt specialiter et rogati, D. Petrus Marescalli, D. Aymo de Cauda, D. de Guespa *de Varax*, milites, D. Jacobus *de Rivoire*, D. Joannes *Tabué* Juris-periti, Roletus Simondi, et Antonius de Claramonte. *Signé Vigniodi de Chamberiaco veteri, Notaire Imperial et Comital.*

II

ANALYSE

DU TRAITÉ PASSÉ A PARIS LE 5 JANVIER 1354

ENTRE

JEAN, ROI DE FRANCE, CHARLES, SON FILS AÎNÉ, DAUPHIN DE VIENNOIS

ET

AMÉDÉE VI, COMTE DE SAVOIE

Guichenon donne à ce traité d'échange la date erronée du 5 janvier 1355 (1). Cet historien ne paraît pas avoir tenu compte de l'usage adopté alors en France de commencer l'année à la fête de Pâques, qui faisait que le 5 janvier, jour où ce traité fut passé, appartenait encore à l'année 1354 (2). Cette erreur ressort

(1) GUICHENON, tom. I, pag. 408 et 409; tom. IV, *Preuves*, pag. 496.

(2) Il est essentiel, sous peine de tomber dans de graves erreurs, d'avoir égard, dans la lecture des chartes du moyen-âge, aux différents usages adoptés sur l'époque du commencement de l'année.

Il paraît qu'à la cour de Savoie, aux treizième et quatorzième siècles, on commençait indifféremment l'année à Noël ou à Pâques; on lit en effet dans un compte de maître Pierre de Celleneuve, trésorier d'Amédée V : *Computus.... a die jovis ante festum beati Michaelis anno Domini millesimo CC nonagesimo octavo ad diem mercurii post festum nativitatis Domini anno eodem* : *SYMPTO MILLESIMO IN PASCHATE*; on retrouve la même manière de commencer l'année à des époques plus anciennes. D'un autre côté, dans le compte d'Humbert et d'Antoine de Clermont, on trouve : *Computus usque ad diem jous ante festum beati Nycholai anno eodem* (1303) *SYMPTO MILLESIMO IN NATALI DOMINI*. Il semble même que ce dernier usage de commencer l'année à Noël était le plus répandu en Savoie, car on le trouve généralement dans les comptes des trésoriers de la maison du prince, Guigue Gersi de Chambéry (1300), Martin Alfieri et Jean Bonnivard (1301-1302), Andrevet de Montmélian (1317-1318), comme dans ceux d'Humbert de Montmayeur, châtelain de la Rochette, pour les années 1200-1294.

Dans le compte de la châtellenie du Bourget, rendu par Pierre Moureri pour les années 1290-1294, le millésime est pris de *NATIVITATE DOMINI*. Sept ans plus tard, le même Moureri prit Pâques pour point de départ : *SYMPTO MILLES. IN PASCHATE*, ce qu'il fit encore en 1304.

L'on peut dire cependant qu'en Savoie l'usage légal était généralement de commencer l'année à Noël, car Pierre Dupuy (de Puteo), châtelain d'Aiguebelle, fait observer dans son compte de 1275 qu'on suit le millésime de Savoie, d'après la coutume introduite de le commencer à Noël : *SECUNDUM MILLESIMUM SABAUDIE SYMPTUM IN NATIVITATE DOMINI*.

Dans le Chablais, dans le bas Vallais et dans le pays de Vaud, on avait adopté l'usage de

de preuves plus évidentes encore. Ainsi, le roi de France donna commission à Aymar de Poitiers de faire exécuter cet échange, et les lettres y relatives sont datées du mois de février suivant 1334 : « *Datum Parisiis anno Domini MCCCLIV* » *undecima Februarii.* »

Aymar de Poitiers se rendit en Dauphiné pour exécuter les ordres du roi, et se trouva à Moirans dans le mois de juillet suivant. Mais, ne pouvant se transporter lui-même en Faucigny, il délégua deux chevaliers, Henri de Montagnieu et Artaud Cara, qui allèrent enjoindre aux officiers des lieux, aux seigneurs et aux habitants de reconnaître dorénavant le comte de Savoie pour leur souverain : « *Mandanus quatenus vos transferentes ad loca dictæ Terræ Fucigniæ* » *omnia et singula castra, villas..... dictæ Terræ, quatenus ad dict. Dom. Dalphinum pertinere possunt dict. Dom. Comiti, aut ejus certo mandato expeditis et* » *traditis. Datum apud Moirencum die prima Julii 1335.* » Ces lettres, postérieures à l'échange dont elles ordonnaient l'exécution, justifient suffisamment que le mois de janvier du traité ne pouvait être que celui de l'année 1334.

Le roi de France donne au comte de Savoie l'hôtel de Bohême, situé à Paris près la porte Saint-Honoré, pour le posséder, lui et ses successeurs, sous la réserve de l'hommage et en augmentation du vicomté de Maulevrier que ses prédécesseurs tenaient déjà des rois de France.

De son côté, le comte de Savoie promet et s'engage, moyennant le paiement de la somme de 40 mille florins de Florence, de remettre au roi, à St-Laurent près de Mâcon, le lendemain des Brandons, Jeanne, fille de Philippe, duc de Bourgogne, pour être mariée selon le bon plaisir du roi, mais à tout autre

France de commencer l'année à Pâques, comme cela résulte du compte du châtelain de Monthey, en 1273 : *SYMPTO MILLESIMO IN PASCHATE*, et de celui de Guillaume de Septème, bailli du Chablais et du Genevois, et châtelain de Chillon dans les années 1286-1287 : *De anno incipiendo in Nativitate Domini MCLXXXVI, SYMPTO MILLESIMO IN PASCHATE.*

L'usage, dans la vallée d'Aoste, était de commencer l'année à Noël. Dans la vallée de Suse, on commençait l'année, en 1290, *IN NATIVITATE DOMINI.* C'était, à ce qu'il paraît, l'usage le plus répandu en Piémont.

Avant l'an 1305, la coutume de l'église de Genève était de commencer l'année à Pâques. A cette époque, Aymon du Quart, évêque de Genève, ordonna qu'à l'avenir, dans la ville et dans son diocèse, l'on compterait les années depuis Noël.

Ce dernier usage subsista pendant 270 ans. Le 41 janvier 1575, le Conseil de Genève enjoignit aux notaires de la république de l'abandonner et de se conformer dorénavant à la coutume qui s'était introduite depuis quelque temps en France de commencer l'année au premier janvier. (Voyez Besson, page 35. — *Fragments historiques sur Genève avant la réformation*, tirés textuellement d'un ancien extrait des registres latins du Conseil de cette ville. Un volume in-8°, 1823, pag. 2 et 221. — CIBRARIO, *Storia della monarchia di Savoia*, vol. II, pag. 344 et suivantes.)

prince qu'au dauphin : « Item nos Comes praedictus tenemur et promittimus » tradere et liberare apud Sanctum Laurentium prope Matiscenem, in crastino » Brandinorum proximè futurorum, ad mandatum Domini Regis, Joannam, » filiam Philippi primogeniti defuncti novissimè Ducis Burgundiae, liberam » penitus ab omni detentione et vinculo voti, matrimonii, religionis, et alio » quocumque impedimento maritandi, ubi nos Rex praedictus voluerimus, » praeterquam nobis Dalphino praedicto, mediantibus quadraginta millibus » florenis de Florentia, quos nos Rex Franciae praedictus promittimus et te- » nemur dicto Comiti, vel ejus certo mandato tradere et solvere sine fraude, » die et loco quibus dicta filia liberabitur, ut praefertur. »

D'autre part, le dauphin de Viennois, autorisé par son père, et le comte de Savoie, pour consolider la paix qu'ils ont faite et éviter de nouvelles discordes, traitent entre eux ainsi que suit :

Primo, le comte de Savoie cède à titre d'échange et à perpétuité, au dauphin Charles, pour lui et ses successeurs, les châteaux, villes, lieux et autres qui suivent :

« Videlicet castra Tulnonis, et Voyron, una cum universis mandamentis, » antiquis appenditiis et pertinentiis eorundem, et cum omnibus aliis castris, » bastidis, domibus, fortibus, homagiis, feudis, retrofeudis, jurisdictionibus » altis, et bassis, mero et mixto imperio, et aliis quibuscumque juribus, actio- » nibus et pertinentiis, quae et quas nos praedictus Comes habemus, habe- » bamus et habere poteramus et possumus, ultra flumen de Guyer a parte » Viennensi, et Ysarae usque ad S. Genesium, et a S. Genesio usque ad locum » quo dictum flumen de Guyer intrat in Rhodanum; et una cum praedictis » nos Comes tradimus, cedimus et liberamus dicto Dalphino castrum, villam » et mandamentum de Aveneriis, et insulam de Cier, feuda, retrofeuda, ho- » magia, proprietates et quidquid juris cum proprietatibus et possessionibus » ad nos Comitem pertinebat in castro, villa, et mandamento, et insula supra- » dictis. »

Du côté du dauphin, les seigneurs de Montchenu et Amblard de Baumont; du côté du comte, les seigneurs de Grandmont et Pierre de Mongelaz sont désignés pour procéder à délimitation, « sive per Eschalonum Sancti Apri, et per » Ripariam de Bienco, sive per flumen de Guyer. »

Item, le comte remet au dauphin toute sa terre du Viennois « omnem terram » nostram Viennensi, videlicet castra, villas et loca Chabeveri, Bozozelli, » Costae S. Andreae, Aziaci, Lalanerii, Verpillèriae, Dolomiaci, Bastidae de » Abretio, loci dicti Joanagiacum Sancti Georgii Desperenchia Viennesii, et » Sancti Symphoriani de Auzone, cum omnimoda proprietate dictorum loco- » rum et alia loca, villas, castra, proprietates nostras, et nostra feuda, et » homagia; et omnia quaecumque jura, et nobilitates quae et quas nos habe- » mus et habere poteramus et possumus in dictis feudis, homagiis, castris et

» castellanis de Ornaceis, de Saranaliaci, de Bozozello, de Eschola, de Sancto
 » Joanne de Bournayo, Malobecco, de Espris, de Sancto Albano, de Chisanova,
 » de Chatonay, de Sarpesia, de Fortenonte, de Villanova, de Marcis, de Chan-
 » diaco, de Abriaco, de parte Masiaci, de Fabricis et de Palude..... a dictis
 » limitationibus de Guyer seu de Eschalone Sancti Apri et Bienco..... et inter
 » fluvium seu aquas Rhodani seu Isarae, nihil nobis Comiti vel successoribus
 » nostris in praemissis, aut coram aliquo retinentibus. »

En compensation, le dauphin de Viennois cède à titre d'échange, au comte de Savoie, toute sa terre du Faucigny « de Faucigniac » avec les hommages que lui doit le comte de Genevois, les châteaux, villes et terres de Gex avec les hommages de Hugues de Genève et d'Aymon, son fils, ainsi que les châteaux, villes, mandements, territoires, mère et mixte empire, juridictions hautes, moyennes et basses, fiefs, hommages et tous autres droits, de « Miribelli, Montislupelli, Sancti Christophori, Perogianum, Meximiaci, Gordani, Varey, » Saloney, Sancti Mauriti, et Antonis, cum plena donatione omnium bonorum praedictorum. »

Le dauphin cède en outre les hommages du sire de Villars et des seigneurs de Châtillon de la Palud, de Charney, de Varey et d'Arbent, et tout ce qui peut lui appartenir delà les rivières d'*Ain* et d'*Arbaine* du côté de Bresse, de Bugey et d'Ambronnay, à l'exception des fiefs et hommages de Jean de Châlons, seigneur d'Arlay, du comte d'Auxerre et de Henri de Vienne.

Item, le dauphin abandonne encore au comte, en fief-lige et hommage, les villes, châteaux, seigneuries et mandements de « Sancti Saturnini de Cucheto, » Sancti Andreae de Briordo, de Luys, de Lagniac, » et tout ce qu'il possède entre le Rhône et les rivières d'*Ain* et d'*Arbarine*.

Le comte de Savoie déclare tenir pour lui et ses successeurs tant les terres qui lui ont été données en fief, que celles qui lui ont été livrées en échange, à titre de fief et hommage, de Charles, comme premier-né du roi, dauphin de Viennois, et successivement des dauphins premiers-nés des rois de France, soit des autres successeurs des dauphins, dans le cas où il n'y eût pas de premier-né, et que le Dauphiné échût au roi de France : « Tunc debebitur, fiet, » et praestabitur Regi a Comite seu Comitibus pro tempore homagium supra dictum..... nec non fidelitatem integram illis servare, ac eis, et eorum » cuilibet tanquam pro feudo ligio; sicut bonus et fidelis vassallus servare tenetur et debet Domino suo ligio, contra omnes obsequi, et servire ac praestare, et dare consilium, auxilium videlicet de persona nostra contra omnes » qui vivere et mori possunt, exceptis Romanis Regibus et Imperatoribus, et » Regibus Franciae duntaxat. »

Il est en outre stipulé que le dauphin et le comte de Savoie ne pourront jamais faire aucune acquisition dans les terres qu'ils viennent de se donner réciproquement en échange.

Les parties contractantes se jurent mutuellement alliance, aide et protection, et le comte de Savoie s'engage à soutenir le roi de France contre le roi d'Angleterre et les Anglais. « Item Comes praedictus, haeredes et successores nostri » juvabimus et juvabunt de nobis et agentibus et subditis nostris, dictum » Dominum Regem Franciae, haeredes et successores ipsius, contra Regem » Angliae modernum, et contra omnes reges Angliae futuros, et contra quos- » cumque Anglicos fautores et valitores ipsorum. »

Le comte de Savoie promet encore, pour cimenter la paix, d'épouser Bonne de Bourbon, cousine du roi.

Ce traité fut fait à Paris le 5 janvier 1334 en présence de Reynaud, évêque de Châlons, Aymar, chanoine de Valence, Aymon de Garancières, Guillaume Flotte, seigneur de Ravel, Simon de Bucy, conseiller du roi, et Henri, seigneur de Montagny en Lyonnais, de la part du roi de France; et de Guillaume de la Baume, des seigneurs de Grandmont et de Saint-Amour, Jean de Ravais et Jean Mestral, de la part du comte de Savoie.

III

VENTE DU COMTÉ DE GENEVOIS

PAR ODO DE VILLARS, SEIGNEUR DE BAUX, A AMÉDÉE VIII, COMTE DE SAVOIE

PARIS, 5 AOUT 1401 (1)

Il est exposé dans le préambule de cet acte que des différends s'étant élevés entre le comte de Savoie et Odo de Villars à propos du droit de souveraineté sur le comté de Genevois, les deux prétendants, pour les terminer et mettre fin aux discussions qui ont eu lieu à cet égard à Bourg-en-Bresse, ont transigé comme suit, par l'entremise de Jean, fils de France, et du cardinal de Thurey :

Odo de Villars cède au comte de Savoie tous ses droits sur le comté de Genevois, qu'il tient comme héritier d'Humbert de Villars, son neveu, mort sans enfants mâles :

« Et primum, hujusmodi mediante tractatu, praefatus Dominus Odo gratis » et sponte, et ex sua certa scientia, ut asserunt, per se et suos haeredes ac » successores quoscumque, dedit, donavit et cessit eidem Domino Comiti ibi- » dem praesenti, stipulanti et recipienti, pro se et suis haeredibus ac successo- » ribus quibuslibet, et etiam in eundem Dominum Comitem ejusque haeredes

(1) GUICHENON, *Preuves*, pag. 249, qui l'a tirée de la Chambre des comptes de Savoie.

» et successores transtulit omne jus, et dominium ac etiam dignitatem Comita-
 » tem, onnemque actionem realem, personalem, mixtam, utilem et directam
 » rei que persecutoriam, quod et quam præfatus Humbertus Comes, et inde
 » dictus Dominus Odo ad causam ipsius Humberti Comitis habet seu habere
 » visus est in Comitatu Gebennensi prædicto, omnibusque membris, juribus et
 » pertinentiis suis, exceptis his quæ Domini quondam Comites Gebennenses ha-
 » bebant, tenebant et possidebant in Greysivadano, Viennensio et toto Dalphi-
 » natu, et aliis quæ non sunt de juribus et pertinentiis Comitatus ejusdem; quæ
 » omnia prout sunt sibi manere et retinere voluit, ac idem Dominus Comes con-
 » sensit etiam pro retentis haberi, sic de prædicto Comitatu Gebennensi, omni-
 » busque juribus et pertinentiis suis seu de toto jure quod in eo habet, seu
 » habere potest..... »

En correspectif, le comte de Savoie abandonne à Odo de Villars la seigneurie de Châteauneuf en Valromey et le droit de rachat du château de Lompnes, avec clause de retour à la Maison de Savoie en cas de mort du comte de Genevois sans enfants mâles.

« Et vice versa ut inter partes ipsas perpetua concordia maneat, ac perpe-
 » tuum amicitia: vinculum nutriatur, præfatus Dominus Comes Sabaudia: dedit,
 » cessit et donavit in feudum pure et irrevocabiliter, memorato Domino Odoni
 » præsentî, stipulanti et recipienti, castrum, villam, mandamentum et territo-
 » rium Castrinovi in Verremosio Gebennensis diocesis, cum omnimoda juris-
 » dictione..... »

» Item cessit, dedit et donavit eidem Dom. Odoni stipulanti ut supra, ac in
 » eum transtulit omne jus onnemque actionem recapiti, quod et quam idem
 » Dom. habet in et super castro seu loco de Lonnes dictæ Gebennensis Dioce-
 » sis, ab olim sub conditione recapiti alienato; quod castrum seu locum idem
 » Dom. Odo recapitare habebit, et inde ab ipso Dom. Comite tenere in feudum;
 » ita quidem, quod post obitum ejusdem Dom. Odonis, si moriatur sine liberis
 » masculis et legitimis, castrum, villa, mandamentum et territorium Castrinovi,
 » cum juribus et pertinentiis præinsertis, ad præfatum Dom. Comitem, et ejus
 » hæredes masculos ex suo corpore legitime descendentes, revertatur libere et
 » sine contradictione quacumque, etiam castrum seu locus de Lonnes, solum
 » tamen pro eo, hæredibus et successoribus ipsius Dom. Odonis, pro parte
 » dicti Dom. Comitis summam pecuniæ, quam Dom. Odo solverit pro recapito
 » dicti Castri. »

Le comte de Savoie promet, en outre, de remettre au comte de Genevois la somme de 45,000 fr. d'or.

« Præterea ad majus pacis et concordia: vinculum, abundantioreque com-
 » pensationem prædictorum, idem Dom. Comes Sabaudia: promisit et convenit
 » præfato Dom. Odoni stipulanti et recipienti ut supra, dare et solvere realiter
 » in pecunia numerata semel tantum ac simul et non per partes, quadraginta

» quinque millia francorum auri boni et legitimi ponderis, de cuneo Serenis-
 » sinii Dom. Francorum regis, in castro de Gordans Lugdunensis Diocesis,
 » videlicet infra proximum festum Paschæ. »

Après toutes les formules en usage à cette époque dans de semblables actes, les parties contractantes ont juré sur la croix de remplir inviolablement leurs engagements mutuels.

De tout quoi lesdits comtes de Savoie et de Genevois ont demandé la rédaction en instrument public, scellé de leurs sceaux et signé par les témoins sous-nommés.

« Acta hæc fuerunt Parisiis (anno a Nativitate Domini millesimo quadragen-
 » tesimo primo et die quinto mensis Augusti) in domo habitationis ejusdem
 » Dom. Ducis Bituriæ nuncupata de Neella, videlicet in magna galeria bassa
 » prope jardinum ipsius domus : Præsentibus prædictis Dom. Duce et Cardinali,
 » nec non egregio milite Dom. Francisco de Mentone Gebennensis Diocesis, no-
 » bili viro Aymone Dom. Asperimontis Gratianopolitane Diocesis, et Petro Au-
 » dreveti præfati Domini Comitis Consiliariis, testibus ad præmissa vocatis. »

IV

TRAITÉ

PASSÉ A LAUSANNE EN 1564

ENTRÉE

LES SEIGNEURS DU CANTON DE BERNE

ET

PHILIBERT-EMMANUEL, DUC DE SAVOIE

Je donne le texte de ce traité d'après la copie insérée sous N° 129, pag. 227, dans les *Documents relatifs à l'histoire du pays de Vaud* dès 1293 à 1750, publiés par Grenus en 1817. Le rédacteur fait observer qu'il l'a tirée lui-même d'une *vieille copie qui fait partie de la Layette des archives du Conseil de Genève, relative à l'année 1564*. « Cette pièce, dit-il, qui paraît être de la fin du 16^e siècle, est » dite avoir été copiée sur un extrait, soit vidimus, de l'original du traité en » question, expédié le 29 août 1570 par le secrétaire de Berne, et légalisée le » même jour par l'Avoyer et Conseil de cette ville, en faveur de noble Aimé » Plonjeon, seigneur de Bellerive, et par conséquent ci-devant vassal de LL. » dites EE. pour leur baillage de Ternier et Gaillard.

» Ce traité a déjà été imprimé précisément dans les mêmes termes (à quelques variantes près, résultant probablement de mots mal écrits), pages 169 à 197 du tome II des *Mémoires* de M. Monod, et d'après le *Recueil des traités et alliances entre les rois de France et les Suisses*, déposé à Paris dans la bibliothèque de l'Arsenal. L'entière conformité de ces deux anciennes versions, trouvées dans deux états qui étaient chacun intéressés à bien connaître la teneur de l'acte original, doit faire présumer que si le traité de 1564 n'a été dans l'origine rédigé qu'en allemand, elles en contiennent du moins une traduction que les contemporains ont regardé comme parfaitement exacte. M. Monod observe d'ailleurs avec raison (pag. 13 et 14 du tome I de ses *Mémoires*) que le duc de Savoie et le roi de France doivent avoir eu d'une manière authentique, dans leur langue maternelle, c'est-à-dire en français, un traité dont l'un était partie contractante et l'autre garant. »

L'observation de Monod paraît exacte, cependant ce document historique n'existe pas dans la collection des traités passés entre les princes de Savoie et les puissances étrangères depuis la paix de Cateau-Cambrésis, et publiés par ordre du roi. Cette lacune est d'autant plus inexplicable que j'ai sous les yeux une copie de ce traité, faite avant la révolution sur une copie existante dans les archives du château de Viry, et qui fait mention d'une seconde copie conservée dans les archives de la Chambre des comptes, au bas de laquelle on lit les mots suivants :

« Translaté de langue germanique en français, gardant le vrai sens original de moi Nicolas Zerlindet, ancien secrétaire d'Etat et commissaire général de Berne ici soussigné, neuvième jour du mois d'août 1567, ainsi est; signé : Zerlindet.

» Et le 25^e jour du mois d'août fut faite la reddition par lesdits Seigneurs de Berne à Son Altesse et mise en possession à savoir : de la baronnie de Gex, et le jour suivant qui fut le 26, de la seigneurie de Ternier et Gaillard. Sécutivement le 27 dudit mois d'août de la seigneurie et baillage de Thonon et terres du Chablais. »

Ce traité fut ratifié par le roi de France Charles IX. Le texte de cette approbation a été publié dans l'*Histoire militaire des Suisses*, du baron de Zur-Lauben, tom. IV, pag. 538, preuve 8.

S'en suivent les articles du traité conclu à Lausanne au mois d'octobre 1564 par MM^{rs} les médiateurs des onze cantons neutres des Lignes sur les différends, étant entre l'excellence de M^r le duc de Savoie et MM^{rs} de Berne à cause des terres du pays de Vaud, Gex (Ternier) et Chablais par mesdits S^{rs} de Berne conquises, le tout en vraie substance quant à la prononciation et déclaration

desdits seigneurs médiateurs sans récit des déductions, argumens et allégations par les délégués des deux parties, précédemment disputés et proposés en l'assemblée des S^r médiateurs, lesquels procédans à la définition et détermination du fait principal, disent et prononcent comme s'en suit.

Nommément, que d'entre les autres terres et places qui furent aux prédécesseurs de son altesse par lesdits S^r de Berne saisies et conquises, et jusqu'à présent tenues et régenties; ils se dessaisiront entièrement et remettront à son altesse, à savoir l'entière baronie de Gex et tout ce que de là le Lac et Rhône aux ressorts de Chablais et Genevois ils ont conquis, avec toutes droitures et appartenances que jusques ici ils ont eu auxdites seigneuries et terres en tel état comme encore à présent les tiennent, se déportant de toutes prétentions, droitures et querelles que eux ou leurs successeurs à raison desdites conquêtes, possessions et dominations inconnues auxdites seigneuries et terres à présent ou à l'avenir en sorte quelconque, avoir devoient ou pourroient, se démettant de leur régime et domination précédentes desdites seigneuries et terres, quittant tous les habitans et sujets d'icelles des fidélités et sermens par eux faits et prêtés, remettant, cédant et abandonnant lesdites seigneuries en qualité prémise à sadite altesse, le tout sincèrement et en bonne foi.

Réciproquement, restera auxdits S^r de Berne la résidue partie de tout le pays de Vaud, ensemble l'entière seigneurie et châtellenie de Nyon, semblablement les terres et seigneuries de Vevey, la Tour, Chillon et Villeneuve, situés deçà le Lac (et néanmoins ci-devant du ressort de Chablais), avec pleine domination, tous droits et appartenances en la qualité que ladite reste du pays de Vaud, et les jadis terres et seigneuries de Nyon, Vevey, la Tour, Chillon et Villeneuve, en leurs bornes, limites et aboutissemens, s'étendent ou gisent; et tant d'illustre mémoire le feu seigneur et père de son altesse et autres leurs prédécesseurs, aussi iceux seigneurs de Berne dès leur conquête jusques ici les ont tenus, gouvernés et eus en jouissance; et auxdits S^r de Berne comme dit est resteront et appartiendront en droit de propriété, tellement qu'eux et leurs perpétuels successeurs, dès à présent ledit pays de Vaud avec les autres prédésignés à eux présentement ordonnés et distribués seigneuriaux et terres puissent et doivent tenir, posséder, saisir, dessaisir, en jouir et fruir, disposer, faire et négocier comme d'autres leurs propres terres et seigneuries; sans ce que l'altesse de monsieur le duc de Savoie, ses hoirs et ses successeurs ni aucun autre pour eux, lesdits S^r de Berne à jamais puissent pour ce rechercher, travailler, molester ni attédier en sorte ni manière que ce soit, et faire aucunement se pourroit (1); le tout sincèrement, toutefois est à savoir que la présente distri-

(1) M. DE MULINEX, dans la seconde édition de ses *Recherches historiques* (page 82), a rendu l'article ci-dessus dans les termes suivans, d'après l'original de ce traité rédigé en allemand : « Et comme ladite partie du pays de Vaud avec les bourgs et seigneuries de Nyon,

bution et séparation desdites terres est faite et passée sous toutes et singulières claires et expresses articulations et conditions ci-après suivantes.

Premièrement, comme soit présentement ordonné les seigneurs de Berne devoir à son altesse au contenu de ce traité amiable rendre et abandonner certaines seigneuries, terres et places, les sujets desquels au fait de la religion jusques ici auroient comme de raison obéi auxdits seigneurs de Berne, dont aussi les délégués d'iceux au nom de leursdits S^{rs} supérieurs auroient dressé leur délibération à même fin que lesdits sujets et paysans desdites terres et seigneuries, par leursdits S^{rs} plusieurs années jà tenus et régis, à présent restituables à son altesse, néanmoins nés et nourris en la religion par leurs seigneurs supérieurs établie en leurs villes et pays, de laquelle sans extrême angoisse on ne les pourroit faire départir, joint qu'à leur avis ce seroit chose trop griève de si soudainement et comme d'assaut les en divertir et détourner. Que pour ces causes et autres lesdits sujets dussent continuer en ladite religion, jusqu'à un chrétien concile général : au contraire, les délégués de son altesse n'auroient quant à ce voulu aucune chose concéder ni condescendre à arbitrage, déclarant n'en avoir charge de son altesse. Nous lesdits médiateurs, en suivant notre bienveillance, considération et autres causes motives, avons avisé combien qu'il seroit chose faisable et décente que ledit illustre duc de Savoie comme souverain des terres à son altesse présentement attribuées, ent la puissance de dresser et donner mesure et ordre quel on devroit suivre et tenir au fait de la religion esdites terres de son altesse, que ce nonobstant et sans empêchement de cela, son excellence et les seigneurs de Berne quand et comme leur bon plaisir sera, puissent sur ce convenir pour délibérer, traiter et accorder entr'eux de ce qui conviendra audit fait de la religion être tenu et observé.

Secondement, touchant la bourgeoisie de Genève, avons nous les médiateurs trouvé bon qu'icelle demeure en force et vigueur; en ce que ou son altesse prétendra ceux de Genève n'être capables de pourchasser ni accepter bourgeoisie aucune part et d'invalider ladite bourgeoisie par voie de justice, lors lesdits seigneurs de Berne ne s'opposeront à tel dessein de son altesse, tendant à procédure judiciaire, ains laisseront à justice son cours comme de raison.

Vevay, la Tour et Villeneuve sont situés dans leurs districts, leurs limites et leurs bornes, telles que le père de son altesse et ses prédécesseurs d'heureuse mémoire les ont eues ci-devant, et que messieurs de Berne les ont conquises et s'en sont emparés, et les ont tenues gouvernées et en ont joui jusques ici, doivent rester aux seigneurs de Berne comme leur vraie propriété. De manière qu'eux et leurs successeurs pourront à perpétuité les tenir, les posséder, les gouverner (*besezen und entsezen*), en jouir, disposer, agir et faire avec ledit pays de Vaud et les seigneuries et bourgs qui y ont été joints, de même qu'ils font avec les autres pays et seigneuries qui leur appartiennent, sans que la susnommée altesse de Savoie, ses héritiers, successeurs ou quelqu'autre en leur nom, puisse et doive en aucun temps traccasser ou molester messieurs de Berne pour ce fait de quelle manière que ce puisse être. »

Tiercement, touchant les droits que les prédécesseurs d'illustre mémoire de son altesse ont eus à Genève, nous sembleroit bon que cet article et négoce pour le présent demeurât en surséance; espérant que son altesse en pourra à l'avenir, avec bonne discrétion, convenir, arrêter et appointer avec ladite ville de Genève; et au cas que cela n'auroit lieu et ne se pourroit faire, alors ceci se devra résoudre et terminer par voie d'ordinaire justice.

Au quatrième, avons avisé que les seigneurs de Berne feront la restitution des prédésignées seigneuries et terres à son altesse en telle valeur, état et qualité qu'elles sont à présent, et avec tous leurs changemens des biens meubles, immeubles, pièces, censes, rentes, dixmes et toutes autres choses, tout ainsi qu'elles ont présentement leurs cours, forme et exercice, et comme iceux seigneurs de Berne pour leur république en ont eu la saisie, possession, jouissance et régimes, sauf toutefois aux personnes particulières, villes, gentilshommes, communautés et villages, leurs biens francs, féodaux et autres droits que les seigneurs de Berne n'ont tenus : car iceux doivent demeurer à ceux à qui ils appartiennent en faisant à son altesse à raison desdits biens, les devoirs équitables; et ce que pour tels fiefs, biens et droits, ils sont tenus prêter et faire.

Au cinquième, comme soit que coutumièrement partout advient que des décrets et ordonnances du magistrat et de ses permissions, vouloir et octroi, sourdent successivement plusieurs altérations ou changemens, la plupart d'impossible remise en leur premier état, ce que durant le régime desdits de Berne pourroit aussi être avenu. Nous les médiateurs avons sur ce par avis amiable résolu, que tous et chacuns achepts, vendages, échanges, permutations, contrats et tout ce que lesdits de Berne auxdites choses ont fait et passé, même toutes lettres et sceaux que pour ce ils ont donnés : et comme toutes ces choses et chacune particulièrement sont présentement en valeur et être, doivent demeurer en leur force et vigueur, quelques choses et biens que cela puisse concerner, et de quelque nature, qualité et descendance qu'ils soient et de quel nom on les pourroit nommer entièrement, sans distinction ni séparation, ce soient biens, meubles, immeubles, édifices, censes, dixmes, propriétés, fiefs, tailles, contributions, confiscations, ou autres espèces et choses sans aucune exception, le tout sans aucunement en rechercher le premier état, et néanmoins quant aux deniers et sommes pour ce par lettres obligatoires ou autrement dues ou assignées par instrumens publics de cense et autres semblables, encore non payées, que cela doit être remis et délivré à son altesse ou à ceux qu'il peut et doit appartenir.

Au sixième, avons nous les médiateurs trouvé bon ou faisable que toutes sentences définitives et tout ce que durant le régime desdits de Berne et avant la restitution desdites seigneuries et terres par eux a été prononcé. *Item*, tous traités d'appointemens amiables par les parties acceptés, tous arrêts de con-

seils, subhastations et exploits entre parties contentieuses émanés, doivent fermement sans autres provocations, procès ni cavillations, demeurer en leur force.

Septièmement, avons nous lesdits médiateurs ordonné, que les bornes et limites entre la maison de Savoie et la ville de Berne, doivent aussi faire séparation de la recette des censés, dîmes, rentes et revenus procédans des églises, monastères et fondations ecclésiastiques, en qualité telle que lesdites choses sont présentement en être et cours, et jusques ici ont été aux mains de la république de Berne, tellement que chaque seigneurie doive et puisse recouvrer ce qui consiste dedans ses bornes et limites, nonobstant que tels revenus auroient été membres annexés et correspondans aux églises, monastères et fondations existans rière l'autre seigneurie, de sorte que l'une et l'autre des parties, à savoir, ni son altesse, ceux de Berne, ni réciproquement lesdits de Berne, son altesse, par eux ni les leurs à raison desdits biens d'églises, se puissent jamais rechercher. Entendant ceci seulement des censés, rentes et biens des fondations en la guerre de l'an 1536, par les S^{rs} de Berne saisis et conquis : non compris les censés et rentes que devant ou après la guerre par la ville de Berne, autres particuliers ou communautés ressortans audit Berne, auroient été achetées et acquises, et auxquels revenus la maison de Savoie n'a eu querelle ni droit aucun, comme sont les cinquante écus de cense appartenans à la châtellenie de Burren assignés sur le château de Vezency, procédans de l'église dudit Burren, et vingt-trois écus que la ville de Berne perçoit sur les hoirs de fen Viennesi, payables à son féal conseiller Ambroise Imhoff et autres semblables, le reste que devant et après la guerre n'a été en cette sorte acquis, passera et sera observé selon la promesse déclaration.

Huitièmement, avons nous les médiateurs avisé que par cette prochainement précédente déclaration, aux personnes particulières, gentilshommes, paysans, villes, villages et communautés, quant à leurs biens particuliers, soient propriétés, fiefs, pasquiers, pâturages, bois, champs, bons us, coutumes et droits présentement en cours et usage : ne sera rien ôté ni dérogé par cet arbitrage (1).

(1) M. DE MVLINEN, dans la seconde édition de ses *Recherches historiques*, p. 86, a rendu l'article ci-dessus dans les termes suivans, d'après l'original de ce traité rédigé en allemand :

« VIII. Nous les arbitres avons convenu que par l'arrangement qui vient d'être mentionné, il n'est rien ôté ni négocié des biens particuliers, propriétés, fiefs, pâturages, bois, champs, bonnes coutumes, usances et droitures des diverses personnes nobles ou non nobles, des villes, villages et communautés, telles qu'elles en jouissent en ce moment, mais que personne ne sera molesté par les gouvernements (respectifs) pour ses droits, possessions, lettres et sceaux. »

Les deux citations suivantes sont encore relatives au susdit article VIII.

1° La représentation adressée en 1713 à L. L. E. E. de Berne, par les quatre bonnes villes du pays de Vaud, pour requérir la confirmation de leurs franchises, privilèges, etc., contient ce passage :

Au neuvième, avons nous les médiateurs ordonné, que les péages et passages, doivent être entretenus et recouvrés par chacune des deux seigneuries rièrè son gouvernement, comme présentement ils sont en être, cours et usance, sans changement ni contradicte.

Dixièmement, est notre desdits arbitres intention, que l'excellence de monsieur le duc de Savoie, ne puisse, ni doive s'emparer d'aucune querelle contre la ville de Berne touchant les fiefs et hommages de la part du comte de Gruyère sur la terre d'Oron ni autres lieux; mais quant aux autres fiefs nobles et ruraux incombans aux personnes particulières, iceux doivent être reconnus à la seigneurie rièrè laquelle ils sont situés.

Onzièmement, avons nous les médiateurs ordonné, que les traités particuliers entre Berne et Fribourg touchant les bornes et limites de leur mutuellement aboutissant pays de Savoie, dînes et autres cas dudit pays, faits, passés et conclus, ayant eu jusqu'à présent cours et usage, doivent demeurer en leur force, et de même que les mille un et demi écus de cense dont la ville de Fribourg, pour sa part du pays de Savoie, s'est chargée et faite débiteresse, ne puissent à présent ni à l'avenir être chargés sur la ville de Berne, ni à icelle imputés.

Douzièmement, puisqu'au présent négoce et traité l'on cherche amitié, paix et concorde, avons nous les médiateurs ordonné et avisé, être équitable que tant d'une part que d'autre, toutes persécutions et inimitiés doivent être levées et expirées, mortes et abolies, de sorte que l'excellence de monsieur de Savoie ne puisse persécuter ni punir, aucun de ceux qui en ou après la guerre auroient auxdits de Berne porté faveur, aide ou assistance; et que réciproquement la ville de Berne en usera à l'endroit de ceux qui à son altesse ont porté faveur, prêtè aide ou assistance, sans aucunement les persécuter ni châtier, et comme

« Il y a même lieu d'espérer que LL. EE. inclineront d'autant plus favorablement à la très humble réquisition des exposans, si elles daignent considérer que lesdites bonnes villes sont soumises à leur obéissance sous la foi, 1^{re} des capitulations et promesses faites en 1536 par les chefs de leur armée, et confirmées souverainement en 1537, où il est promis de conserver lesdites villes dans leurs franchises, libertés et émolumens; 2^o par la clause insérée au traité fait entre LL. EE. et Emmanuel Philibert, duc de Savoie, en 1564, par laquelle il est dit que les vassaux, villes et communautés du pays de Vaud seront conservées dans leursdites libertés et franchises; 3^o de divers autres actes souverains qui ont confirmé les mêmes choses en différentes occasions, etc. » (Tiré de la page 3 du N^o 37 du volume des pièces recueillies à Yverdon, ancienne copie dont il y a des doubles à Morges et à Nyon.)

2^o M. MAY a donné en 1788, dans son *Histoire militaire des Suisses*, tome VII, pages 309 à 313, un extrait du traité de 1564, dont le paragraphe 7 est conçu en ces termes :

« Les villes, communautés et seigneurs de terres, conserveront leurs droits, privilèges et immunités qu'ils possédoient avant la conquête de ces pays par le canton de Berne. »

N. B. On ne parle point ici de divers autres ouvrages imprimés, qui présentent la réserve en question comme ne concernant que les gentilshommes et les particuliers.

parmi ce , les seigneurs de Berne ont requis et les délégués de son altesse favorablement permis, que ceci ne se devoit seulement étendre aux particuliers qu'aux entrefaites du temps passé eussent encourus faveur ou malgrâce de l'une ou de l'autre seigneurie , ains généralement et particulièrement servir à tous ceux que jusques ici auroient requis et prié les S^r de Berne comme lors leurs supérieurs ordinaires , de ne les mettre sous la domination d'antrui , ains les retenir sous leur protection; nous lesdits médiateurs à ce acquiesçans, avons établi que cela sera ainsi entretenu et observé.

Pour le treizième, avons aussi nous les médiateurs, résolu si aucun quelqu'il soit, noble ou non noble, sera délibéré de renuer son domicile ou demeurence ordinaire de l'une des deux seigneuries rière l'autre , que cela sera à un chacun , tant à présent qu'à l'avenir, permis sans empêchement quelconque , en ce que les sujets ou paysans d'un côté et d'autre , se serviront de cet octroi , sans dol, fraude et déception. Et que tels départemens ils fassent au seu de leurs S^r et supérieurs , joint à ce que nuls desdits sujets à cause de tel département , pourront , ne devront en aucune manière être arrêtés, saisis , ni jouir aucuns de ses biens délaissés rière la seigneurie , de laquelle il se sera départi ; ains doivent sesdits biens entièrement et sans empêchement lui rester et demeurer saufs , pour en disposer à son plaisir et volonté ; faisant néanmoins la personne retirée ou départie le devoir des fiefs, censes et services auxquels lesdits biens sont astreints à la seigneurie délaissée, toutefois en telle manière, quant aux personnels services , ils les feront à la seigneurie rière laquelle ils seront domiciliés en propre corps et personne , et à l'autre délaissée par personnes interposites. *Item*, que sur les biens de ceux qui changeront domicile existans rière la seigneurie délaissée , ne seront imposées aucune tailles ni exactions particulières , fors qu'ils seront soumis aux générales tailles et contributions du pays, comme les autres manans et habitants sujets d'icelui , sans recharge d'aucuns autres impôts.

Au quatorzième, est arrêté que nulle desdites parties, fera cession ou transport, des villes, forteresses, terres et gens à elle présentement attribués à aucun autre prince, seigneur, villes et pays ni communautés quelconques, soit à titre d'achat, permutation ou en autre sorte et manière ; et ce, afin que d'un côté et d'autre, ils soient et demeurent déchargés d'incommodité de voisinage étranger et moleste.

Au quinzième, ordonnons que les parties ne feront en iceux leurs pays aboutissans aucunes nouvelles forteresses l'une contre l'autre , ni aussi aucuns appareils de guerre à une lieue près des frontières.

Au seizième, prononçons que l'une des parties délivrera à l'autre réciproquement par inventaire tous instruments, sceaux, et autres documents faisant en faveur de ses seigneuries et terres selon raison appartenant, le tout en bonne foi sans paiement.

Au dix-septième, puisque lesdites parties, pour l'honneur de la majesté du roi d'Espagne, et de la louable nation des Liges, ont consenti à ce traité; requérant d'une part et d'autre, de tout le contenu d'icelui, par nous les médiateurs des cantons qui l'avons ainsi dressé, leur être concédées lettres nécessaires, pour la sûreté et corroboration de sondit contenu; nous les médiateurs leur avons cela accordé.

Au dix-huitième, a été dit que ceux du pays de Savoie, que les seigneurs de Berne jusqu'à présent ont reçus pour bourgeois, comme le seigneur de Courdrée (Allinges) et autres, peuvent continuer et demeurer en telle concédée et acceptée bourgeoisie, toutefois quant à l'avenir, l'une desdites parties ne recevra plus ainsi les sujets de l'autre sans son seu, aveu et consentement.

Pour le dix-neuvième, avons établi et ordonné que les parties auront entr'elles également en tout temps aux présentement entr'elles départies et séparées seigneuries, terres ou pays, supériorités et mandemens, parmi eux les commerces et passages libres, sûrs, délivrés et désempêchés; en ce toutefois que tel trafic tende à choses honnêtes, et nullement à pratiques, entreprises, et exécutions hostiles.

Pour le vingtième, avons nous les médiateurs déclaré, que parmi ce, n'entendons aucunement être ôté, ni à l'excellence de monsieur de Savoie ni aux S^r de Berne, tel droit au Lac que chacune des parties y peut et doit avoir, en tant et selon que ses seigneuries, pays et terres s'étendent au long d'icelui; déclarant que le milieu dudit Lac aux endroits des abondantes terres et seigneuries des parties, en tant qu'elles contiennent en ladite étendue, doit être et demeurer la ferme, la vraie, clarifiée et nommée limite sur ledit Lac. Et afin que lesdites hautes et bien renommées parties, aient claire et ferme intelligence, quelles seront les limites et aboutissemens entre leurs présentement départies et séparées seigneuries, supériorités et terres de Gex d'une part, et du pays de Vaud y compris Nyon de l'autre, et où lesdites limites tendent et seront entretenues suivant ce que les commis des deux parties nous ont sur ce remontré, et nous aussi considéré être convenable de réduire telle limitation à une certaine clarification: nous lesdits médiateurs avons trouvé bon de ce faire, pour éviter et prévenir différends et erreurs à l'avenir, sourdant et provenant d'ignorance de ces choses, et pourtant déclaré, que ladite limitation sera prise comme s'en suit: à savoir dès le milieu du Lac droit à terre en un sentier ou chemin en Brailles, tirant contre la haute Joux entre les terres des nobles Gay et le village de Mie, qu'elles furent ci-devant à feu noble Benoit de Bonna et sécutivement au seigneur Donat Foissiez, bourgeois de Chambéry, l'un des S^r de la chambre des comptes de Savoie, devers vent; et les champs d'Antoine Rey réduits en prés, et de Claude de Crosaz, autrement Burnet de Coppet, devers bise, lequel chemin sépare les deux seigneuries, Coppet et Versoix, demeurant ce devers bise au pays de Vaud, et le reste devers vent en la seigneurie et terre de Gex, auquel

chemin étoit autrefois une grosse pierre faisant la première borne : de là droit par ledit chemin Brailles à une autre grosse pierre existante à un chemin croisé entre les possessions des hoirs de feu Mathieu Maly que furent à Hugonet Suaton devers bise , rière le pays de Vaud et les terres dudit Suaton devers vent ; de là à une autre grosse pierre noire , qui est en la possession de Jaquemet Veuillez , auprès de certains châtaigniers montant de la part dessus ou outre le nant dit des Faures , à une autre grosse pierre noire , dite la grosse pierre Pegniez , entre les possessions de Claude Deschamps. De cedit lieu droit suivant les haies montant contre vent à la haute Joux , à une tatte appartenant à Jehan et Claude Deschamps , par eux cultivée , et par un lieu qu'on appelle les Molles desdits Deschamps. De là droit à un chemin public entre le bois du S' de Coppet (Willz) , appelé Veitey , et le bois dudit Jehan Deschamps qui est devers vent , et ledit bois de Veitey , demeurant au pays de Vaud devers bise. D'ici , tirant en haut en un autre chemin public entre ledit bois de Veitey , qui est au seigneur de Coppet , contre le Carré dessus dudit bois , et un pré appartenant audit Jean Deschamps , lesquels chemin et bois demeurent et gisent devers bise au pays de Vaud : et dudit lieu , droit joute ledit chemin suivant les prés et champs du S' de Coppet , gisans devers bise , jusques à un terreau appelé le Gorgeon. Dès là à travers par dessus lesdits prés et terreaux du Gorgeon , tendant par le bout dessus devers vent à un bois Allevey , lequel reste du pays de Vaud. De là , droit par le village de Chavanne-des-bois , contre la Joux à une pierre existante au bas des champs , près d'un chemin appelé le chemin Lena. Et de là droitement à l'eau de la Versoix et d'icelle pierre qu'est joute le chemin Lena devers vent près de la Versoix par ladite Versoix contre bise , contre et entre les seigneuries de Grilly , Divonne , Coppet et autres , par ladite eau de la Versoix , jusqu'à l'endroit qu'elle commence à descendre de Joux au Lac et à tirer contre vent. Et dès ledit endroit de la Versoix , tendant droitement en bas dessous le marais surnommé de Veseney , contre le lac , lequel marais reste en la seigneurie de Gex : et ce qui git devers le lac tant dudit marais que de la Versoix , demeure au pays de Vaud : Et de là toujours droit contre bise , par et dessus un chemin , lequel devers Joux suit le bois des S^{rs} de Crans (Quisard) , Jehan Favre de Nyon , et plusieurs autres à savoir entre ledit bois , et une tatte appelée la tatte de Galley , laquelle tatte devers Joux audit chemin demeure à la baronnie de Gex et lesdits chemin et bois ensemble , le reste contre Lac au pays de Vaud , jusques à un coin de ladite tatte devers bise. Car dès ledit coin de ladite tatte de Galley , devers bise , à l'endroit desdits bois commence ledit chemin à remonter devers bise , contre la Joux , tirant la limitation droit suivant ledit chemin , jusqu'au village de Grassy par entre les possessions des Levrier , demeurant devers vent en la baronnie de Gex , et la maison et possession d'un paysan appelé Arcangier , lesquelles gisent devers bise , et demeurent avec ledit grand chemin au pays de Vaud , aboutissant ledit chemin au grand chemin ten-

dant de Nyon à Gex. Auquel endroit retournant de vent à bise, tend la limitation par ledit grand chemin devers bise, jusques sur le pont de Grassy devers Lac, sous lequel passe l'eau du Boyron, ledit grand chemin devers vent audit endroit du Boyron, restant de la baronie de Gex, et ce devers Lac et bise du pays de Vaud. Et de là commençant à l'endroit dudit pont de l'eau du Boyron, tirant par le milieu de l'eau contre Joux et sortant hors de l'eau dudit Boyron, à l'endroit et entre le bois appelé le Crédo, lequel bois reste en la baronie de Gex, et le village de la Rippe devers bise au pays de Vaud. De là tirant toujours à mont contre Joux, du pied de la montagne jusqu'à un Carré devers bise de la montagne appelée la Dole, laquelle montagne Dole et ce qu'est devers bise appartient au pays de Vaud, et ce devers vent à la baronie de Gex. Et de là descendant droitement contre la Joux noire au lieu appelé Valserine de là de ladite Dole, respectant toujours le prédit coin de ladite Dole : et dès ledit lieu tire la limitation, droit au lieu appelé l'étoit de Mijoux, restant ce qui est devers vent à la baronie de Gex.

Voici donc les limites devers vent et joux (plutôt bise), dès le lac en dessus, jusqu'au dit étoit de Mijoux, auquel endroit les limites du pays de Vaud, Gex et Bourgogne se rencontrent, faisant ledit lieu la séparation d'icelles. Par ainsi est-ce la limitation du pays de Vaud, commençant devers vent au lac jusqu'à l'eau de Versoix, et de là contre la haute Joux demeurant ce devers bise du pays de Vaud, et ce devers vent de la baronie de Gex.

Finalement, a été dit que lesdits S^r de Berne demeureront chargés pour eux et leurs successeurs de toutes les sommes principales et censés pour lesquelles, d'illustre mémoire, le feu duc Charles, tant la part dudit pays de Vaud par lesdits S^r de Berne jusques à présent tenue, que autres ses prédites terres et seigneuries avoit hypothéquées et affectées; pour la supportation desdites censés, hypothéquant et obligeant pour ce lesdits S^r de Berne seulement leurdit pays de Vaud, et si nécessité le requiert, le reste de leurs seigneuries, terres et biens, en déchargeant et acquittant l'excellence de Mons^r de Savoie, ses hoirs et successeurs desdites sommes principales et censés, aussi de tous dépens et intérêts que son altesse ses hoirs et successeurs, en vertu des lettres obligatoires pour ce que dessus dressées et passées, ou autrement pourroient souffrir, rendant par le moyen que dessus à son altesse, ses hoirs et successeurs toutes et singulières les seigneuries et terres que présentement iceux S^r de Berne rendent et remettent à son altesse débriguées; toutefois, sauf et réservée la somme incombante, comme dit est, à la charge des S^r de Fribourg ici non comprise (Voyez l'art. 11).

Pour conclusion de ce présent traité amiable, avons nous les médiateurs ordonné qu'icelui ne portera aucun préjudice aux parties, quant à autres leurs droits, n'étant du présent traité; et si ce traité se peut conclure au consentement desdites parties; que lors il plaise à son altesse de si benigne ment respecter et traiter toujours les gens de bien des terres qu'on lui rendra par ce traité,

qu'ils aient occasion de se réjouir de ce changement et faire devoir d'obéissants sujets, priant le Dieu tout-puissant pour la prospérité de son altesse.

Parmi ce, doit être anéanti, mort et aboli tout ce qui est advenu entre le feu d'illustre mémoire, le seigneur et père de son altesse, et aussi elle-même, leurs alliés, officiers et autres qui les atouchent, d'une part; et lesdits bien-renommés avoyer, petit et grand conseils, et toute la communauté de Berne et des leurs, de l'autre; de tout le temps en-ça que ces troubles et inimitiés hostiles procédant du défi de la guerre, ont duré, soit en matière d'hostilité ou autrement de paroles et propos, ou par œuvre de fait; car en vertu du présent traité tout cela doit être tellement mis sous les pieds, que jamais à mal-part il n'en soit d'un côté ni d'autre, aucune mémoire, ains doivent les parties entre elles et les leurs, être si bien unies, pacifiées et accordées, comme si ces contentions et altercations onques n'eussent été, se comportant ci-après comme ils ont fait auparavant desdits troubles, en bons, chers amis et voisins les uns envers les autres, avec démonstration de tous services et offices à eux possibles en bonne rondeur et prud'hommeie.

Après avoir lesdites deux parties oui et entendu les procédures de notre présent traité, elles nous ont, suivant les pouvoirs et charges à eux respectivement données par leurs seigneurs supérieurs, tant au nom d'iceux que de leurs propres personnes, grandement remercié de la diligence, peine et travail qu'avons employés à la présente négociation; et de même gracieusement proposé et remontré que, pour entretenir paix repos et concorde, afin aussi de faire regermer leur mutuelle, ancienne et bonne amitié, elles étoient contentes d'accepter les présens moyens par nous les médiateurs au choix des parties, de tenir ou refuser en forme de traité amiable advisés; ce que nous avons entendu avec grande joie et reçu à très-grand contentement. Et suivant ce, en établissement et corroboration du toutage, après leur résolution et consentement à nous octroyé, davantage établi, connu et prononcé, à savoir que les parties doivent à toute perpétuité, de temps et jour, notre présent acte de traité amiable par elles avoué, en qualité qu'il est ci-devant rédigé par écrit, avec tout ce qu'il comprend et contient, observer, accomplir vraiment, fermement et inviolablement entretenir, sans contre icelui venir, faire, procurer ni permettre être fait en jugement ni dehors ni en autre façon quelconque, comme ce pourroit être fait, le tout honnêtement et en bonne foi.

Ceux-ci sont les S^{rs} ambassadeurs et délégués qui ont, au nom desdites louables deux parties en cette manière négocié. A savoir du commandement et ordonnance dudit illustre seigneur duc de Savoie, les très-renommés nobles preux, et très-savans seigneurs Pierre Maillard, chevalier, seigneur de Bouchet, gouverneur pour son altesse en Savoie; Louis Odinet, seigneur de Montfort, président de la chambre de sadite altesse en Savoie; Louis Milliet, président au parlement de Savoie; Claude de Bellegarde, seigneur de Montagniez, chevalier

et du conseil de son altesse ; Michel de Villette , baron de Chivron , et Jean-Gaspard Lambert , ambassadeur ordinaire de son altesse en Suisse . Et pour la part de nos favorables seigneurs bons amis , féaux et chers alliés de la ville de Berne , les nobles , spectacables et prudens seigneurs Hans Frantz (Jean-François) Nagelli , avoyer ; Hans Steyguer , ancien avoyer ; Nicolas de Graffenried , trésorier ; Wolfgang de Wingarten , banneret ; Jérôme Manuel , aussi trésorier ; et Ambroise Imhoff , aussi banneret .

Et nous Emmanuel-Philibert , par la grâce de Dieu , duc de Savoie , etc. d'une part , semblablement , nous l'avoyer , petit et grand conseil de la ville de Berne : confessons et reconnoissons la vérité des choses prémisses , et que d'une part et d'autre toutes et singulières choses prédésignées , points et articles par nos prédits ambassadeurs , délégués de notre faveur , science , consentement , et moyennant particulière charge et commandement sur ce donnés ; avons fait passer et conclure singulièrement que le présent traité amiable , prononciation et appointement entre nous arrêté , de notre certaine science , avec bonne délibération , avons avoué et accepté .

Sur ce , en parole , dignité et honneur de prince , aussi vraie et bonne foi publiquement , avec mûre délibération , pour nous aussi tous et un chacun nos hoirs et successeurs , et tous autres qui , de notre part , à raison des choses présentement accordées et appointées , à présent ou à l'avenir , action ou querelle aucune prétendre pourroient . Promettant et assurant cedit traité avec tout son contenu perpétuellement ferme et inviolable vouloir tenir , sans contre icelui à jamais venir faire ni procurer ou permettre être fait , avec préméditée renonciation à toutes grâces , franchises , et généralement à tout ce que nos nous , hoirs et successeurs ou autres de notre part contre ce que dessus aider pourroit , le tout droitement et en prud'homie .

En témoignage et corroboration de ces choses , avons nous Emmanuel-Philibert , duc de Savoie , notre propre scel avec celui de nos chers et féaux conseillers de la chambre duquel ils usent , ordonné être mis aux présentes lettres , ce que nous les conseillers de la chambre , en établissement et ratification de ce que dessus confessons avoir fait .

Semblablement avons , nous l'avoyer , petit et grand conseils de Berne , le scel de notredite ville publiquement comme il appartient fait mettre au présent traité .

Et d'autant que nous les médiateurs avons été requis par lesdites parties de leur octroyer de ces choses , actes ou instrumens authentiques , nous les leur avons passé doubles de même teneur , par le prénommé secrétaire de Bâle , comme tabellion neutre à ce élu , assister avec nous en traittant cette matière , et ce , en forme de..... scellé des sceaux d'un chacun de nous , en corroboration de ces choses , toutefois à nous et à nos hoirs autrement sans préjudice ; desquels traités doubles avons fait bailler à chaque partie un . Fait et conclu en la ville de Lausanne , ce 30^e jour du mois d'octobre , l'an de grâce courant 1564 .

Approbation du roi Charles IX.

Charles, par la grâce de Dieu, roi de France, à tous présens et avenir salut. Comme sur les différens étant ci-devant entre notre très-cher et très-ami oncle le duc de Savoie, et nos très-chers et grands amis les seigneurs du canton de Berne, après plusieurs assemblées faites entr'eux en présence des médiateurs à ce convenus entre icelles parties, même avec intervention de notre ambassadeur ordinaire résidant près nos très-chers et grands amis alliés et confédérés, les seigneurs des ligues de Suisse, enfin auroit été passé accord et traité selon la forme et articles convenus en icelui, duquel le translat dûment est ci-attaché sous le contre-scel de notre chancellerie; nous requerrant icelles parties approuver et autoriser ledit accord. Nous, après l'avoir fait voir en notre conseil, désirant le repos et tranquillité desdites deux parties, avons par l'avis d'icelui notre conseil déclaré et déclarons par ces présentes avoir icelui traité pour agréable. En témoin de ce avons à icelles fait mettre et apposer notre scel. Donné à Bordeaux le 26 avril, l'an de grâce 1565, et de notre règne le cinquième. (Ainsi signé) Charles, et plus bas, par le roi en son conseil, de l'Aubespine (4).

V

PAIX DE LYON

POUR SALUCES, BRESSE, BUGEY, VERROMAY ET GEX

DU DIX-SEPTIÈME JANVIER MIL SIX CENT UN (2)

Au nom de Dieu le Createur, soit à tous presents et à venir, notoire et manifeste que, comme par le traité de paix fait à Veruins, le deuxième iour de

(1) Voy. *Documents relatifs à l'histoire du pays de Vaud*, N° 430, pag. 239 et 240.

(2) Ce document se trouve aux archives de cour, traités, paquet ix, n° 3, et a été publié dans les ouvrages suivans : DUMONT, tom. v, partie 2, pag. 40. — LUXE, tom. i, col. 794. — GUICHENON, *Histoire généalogique*, preuves, pag. 548. — *Traité public de la royale Maison de Savoie, etc.*, tom. i, pag. 194. — *Histoire de la réunion à la France des provinces de Bresse, Bugey et Gex, sous Charles-Emmanuel I*, par Jules BAUX, Bourg-en-Bresse, 1852; documents, pag. lxxij.

J'ai suivi, pour la reproduction de ce traité, le texte de M. Jules BAUX, en lui faisant

may mil cinq cent quatre-vingt-dix-huit, eust esté convenu, sur ce qui auroit esté remonstré par les députez de très-haut, très-excellent et très-puissant prince Philippe II, roy catholique des Hespagnes, et sur la prière et déclaration faite par le marquis de Lullin, commis et député de très-excellent prince Charles-Emmanuel, duc de Savoye, que le dit sieur duc de Savoye seroit receu et compris au dit traité de paix, aux charges et conditions contenues en icellui. Entre autres : que le surplus des differents d'entre très-haut, très-puissant et très-excellent prince Henry IV, roy très-chrétien de France et de Navarre, et le dit sieur duc, demeurez indécis par le dit traité, seroient remis, pour (bien de paix, au jugement de N. S. P. le pape Clément VIII, pour estre jugez et decidez dans un an, à compter du mois et datte du present traité. Sa Sainteté, desirant de tout son pouvoir d'establiir et d'asseurer la paix publique, tant pour le bien commun des dits princes, que pour auoir moyen d'effectuer ses saintes et louables intentions, pour la gloire de Dieu et l'exaltation de la foy et religion chrestienne; après auoir par diverses fois fait continuer et prolonger le temps du compromis, auroit enfin exhorté Sa Majesté et le dit sieur duc de vouloir terminer leurs differents par composition amiable, sans autrement attendre son jugement.

Sur quoy, Sa Majesté, meüe de la renérence qu'elle porte à Sa ditte Sainteté et de l'affection qu'elle a tousiours eu au bien et repos general de la chrestienté, auroit consenty et promis à Sa ditte Sainteté d'entendre les propositions que le dit sieur duc pretendait faire, pour composer le different du marquisat de Saluces. Et le dit sieur duc aussi auroit prins resolution de venir trenuer Sa Majesté pour en faciliter la conclusion, comme depuis il s'ensuiuit, par accord fait à Paris le 27 feurier 1600; et pour n'auoir esté le dit accord effectué, la guerre s'estant de rechef esmeüe entre les dits princes, nostre dit S. P. le pape, continuant la singulière affection qu'il a tousiours porté au bien de la chrestienté, et à la paix et tranquillité publiques, desirant composer les dits differents pour faire cesser les motifs et l'occasion de la guerre, auroit enuoyé vers Sa Majesté et le dit sieur duc, l'illustrissime et reuerendissime Pierre, cardinal Aldobradin, son nepveu, cameringue de l'Eglise romaine, general et surintendant de l'estat ecclesiastique, legat de Sa Sainteté et du Saint-Siége apostolique, pour exhorter les dits princes à la paix, et pour faciliter les moyens d'une bonne reconciliation entre eux, ayant, le dit sieur legat, premierement veu et admonesté le dit sieur duc, le quel, meü du respect et reuerence qui est deüé aux paternels recors de Sa Sainteté, et du desir qu'il a de donner) conten-

subir un léger changement qui consiste en l'interversion d'un passage inséré par lui, d'après le *Stylus Regius*, dans le premier article du traité, et que j'ai rétabli dans le préambule, suivant GUICHENON et la *Collection des traités publics de la Maison de Savoie*. Le passage interverti est entre deux parenthèses dans la présente page 237, et, dans l'ouvrage de M. Jules Baux, il se trouve placé au signe (*), que nous avons mis à page 238.

tement à Sa Majesté, et comme son très-humble parent, le reconnoistre de tout l'honneur, service et obseruation d'amitié qu'il luy seroit possible, auroit promis d'enuoyer ses deputez et se mettre en tout deuoir de donner satisfaction à Sa Majesté, et depuis ayant aussi, le dit sieur legat, visité et exhorté Sa Majesté, et prié de la part de Sa Sainteté, Sa Majesté inclinant au saint et louable desir de Sa Sainteté et aux bonnes exhortations du dit sieur legat, desirant espargner le sang humain, regner en paix, et viure en paix avec ses voysins, mesmes avec le dit sieur duc pour la proximité qui est entre eux, auroit aussi ordonné ses deputez pour traicter et conclure les points, conditions et articles qui seront trouvez convenables à une bonne reconciliation et accord; et pour cet effet, auroit esté commis, de la part de Sa Majesté, M^{re} Nicolas Bruslart, cheualier, seigneur de Sillery, conseiller du roy en son conseil d'estat et ambassadeur de Sa dite Majesté à Rome; et M^{re} Pierre de Janin, seigneur de Moniere, aussi cheualier, conseiller du roy en son conseil d'estat, et president en la cour de parlement de Bourgogne. Et de la part du dit sieur duc, les seigneurs François, comte de Touzano, conseiller d'estat du dit sieur duc; et René de Lucinges, seigneur des Alymes, aussi conseiller d'estat, et premier maistre d'hostel du dit sieur duc, tous garnis de pouuoir suffisant, dont la copie sera inserée à la fin des presentes. Les quels en vertu de leur dit pouuoir, en presence et par l'aduis du dit sieur legat, qui, avec grand travail, soing et diligence, se seroit digneement et très-virtueusement employé pour pouruoir et aduancer le dit accord, ont traité, conclu et arresté les articles qui s'ensuiuent :

ARTICLES DE PAIX.

Premierement, que le sieur duc cede, transporte et delaisse au dit sieur roy et à ses successeurs roys de France, tous les pais et (*) les seigneuries de Bresse, Bugey et Valromay, et generalement tout ce qui luy peut appartenir, iusques à la riuière du Rosne, icelle comprise : de sorte que toute la riuière du Rosne, dès la sortie de Geneve, sera du royaume de France, et appartiendra au dit sieur roy et à ses successeurs. Et sont les dits pais cedez ainsi que dessus, avec toutes les appartenances et dependances, tant en souueraineté, iustice, seigneuries, vassaux, subiects, et tous droicts, noms, raisons et actions quelconques qui pourroient appartenir au dit sieur duc es dits pais, ou à cause d'iceux, sans y rien reseruer : sinon que pour la commodité du passage, demeurera au dit sieur duc le pont de Gresin, sur la dite riuière du Rosne, entre l'Escluse et le pont d'Arlos qui, par le present traité, appartiendront au dit sieur roy, et par deça le Rosne demeurent encor au dit sieur duc les paroisses de Lez, Lancran et Chezay, avec tous les hameaux et territoires qui en dependent, entre la riuere de Vaucerine (Valserine) et le long de la montaigne

appellée *le Grand Credo*, iusques au lieu appelé *la Riuere*. Et passée la dite riuere de Vaucerine, demeure encores au dit sieur duc le lieu de Maingre et Combes, iusques à l'entree plus proche, pour aller et passer au comté de Bourgogne. A condition, toutefois, que le dit sieur duc ne pourra mettre ny leuer aucunes impositions sur les denrees et marchandises, ny aucun peage sur la riuere pour le passage du pont de Gresin et autres lieux ci-dessus designez. Et en tout ce qui est reservé pour le dit passage et tout le long de la riuere du Rosne, le dit sieur duc ne pourra tenir ou bastir aucun fort. Et demeurera le passage libre par le dit pont de Gresin, et en tout ce qui est reservé, tant pour les subjects du dit sieur roy que pour tous autres qui voudront aller et venir en France, sans qu'il leur soit donné desloubier, moleste ny empeschement. Passants néantmoins gens de guerre, pour le service du dit sieur duc ou autres princes, ne pourront entrer ès pais et terres du dit sieur roy, sans sa permission ou de ses gouverneurs et lieutenants generaux, et ne donneront aucune incommodité aux subiects de Sa Majesté.

II.

Et pour effectuer entierement ce que dessus, le dit sieur duc remettra en la puissance du sieur roy, ou de celui qui sera commis par Sa Majesté, la citadelle de Bourg en l'estat qu'elle est, sans y rien demolir, affoiblir ny endommager, avec toute l'artillerie, poudres et munitions qui seront dans la dite place, lors qu'elle sera remise.

III.

Et outre a esté accordé, que le dit sieur duc cede aussi, transporte et delaisse au dit sieur roy, de delà la riuere du Rosne, les lieux, terres et villages d'Ayre, Chancy, Pont d'Arlos, Seyssel, Chana et Pierre Chastel, avec la souveraineté, iustice, seigneurie et tous droicts qu'il peut auoir es dits lieux cedez, et sur les habitants d'iceux. Sans y comprendre le surplus des mandemens des dits lieux et de leur territoire.

III.

Le dit sieur duc cede aussi, transporte et delaisse au dit sieur roy la baronnie ou baillage de Gex, avec toutes ses appartenances et dependances, ainsi que le dit sieur duc et ses predecesseurs en ont cy-deuant iouy, et sans y rien reseruer ni retenir, si non ce qui est de delà le Rosne, hormis les villages et lieux d'Ayre, Chancy, Auilly, specifiez ci-dessus. Le tout à condition que les dites choses cedees seront et demeureront unies, et incorporees à la couronne de France,

et seront reputez domaine et patrimoine de la couronne, et n'en pourront estre separees pour occasion que ce soit. Ains tiendront lieu, et pareille nature, que les choses eschangees qui seront declarees cy-apres.

V.

Aussi est convenu, que le dit sieur duc rendra et restituera effectivement et de bonne foy au dit sieur roy, ou à celuy ou ceux qui seront à ce commis par Sa Majesté, le lieu, valeur et chastellenie de Chasteau-Dauphin, avec la Tour du Pont et tout ce qui est occupé par le dit sieur duc, ou par les siens, dependant du Dauphiné, en l'estat qu'il est à present, sans y rien demolir, affoiblir ny endommager en aucune sorte. Et delaissera toute l'artillerie, poudres, boulets et autres munitions qui se trouveront dans les dites places au temps present. Pourront néantmoins les soldats, gens de guerre et autres qui sortiront des dites places, faire emporter tous leurs biens meubles à eux appartenants, sans qu'il leur soit loisible de rien exiger des habitants des dites places ou plat pais, ni en oster aucune chose appartenant aux dits habitants.

VI.

A esté aussi accordé que le dit sieur duc fera abbattre et demolir entierement le fort de Beche-Dauphin, qui a esté construit pendant les guerres. Et fera payer le dit sieur duc, pour le passage cy-dessus reserué, la somme de cent mille escus, de trois livres piece, monnoye de France, ou la valeur, en cette ville de Lyon, à celui ou ceux qui auront charge de Sa Majesté.

VII.

Et moyennant les dites cessions et transports, et toute l'artillerie, poudres et munitions conquises, qui demeureront entierement à Sa Majesté : et moyennant aussi tout ce que dessus est dit, le dit sieur roy se contente, pour le bien de paix, de laisser et transporter au dit sieur duc, comme par ces presentes Sa Majesté luy cede, transporte et delaisse, à ses heritiers et successeurs, tous les droicts, noms, raisons, actions, et generalement tout ce qui peut estre pretendu par les roys et dauphins de France, à cause du marquisat de Saluces, ses appartenances et dependances, ensemble sur les places de Cental, Demont et Roques-Parviere, sans en rien retenir ny reserver. Et a le dit sieur roy quitté et remis au dit sieur duc toute l'artillerie et munitions qui se sont trouvees dans les dites places du marquisat de Saluces en l'an 1588.

VIII.

Promet aussi le dit sieur roy faire rendre et restituer au dit sieur duc effectivement et de bonne foy, ou à celuy ou ceux qui auront charge de luy, tous les pais, places et lieux qui se trouueront avoir esté saisis et occupez depuis l'an 1588 sur le dit duc, et qui sont à present possedez par Sa Majesté ou par ses seruiteurs. Le tout en l'estat que les dits lieux sont à present, sans y rien demolir, affoiblir, ny endommager en aucune sorte.

IX.

Restituant les dites places, pourra le dit sieur roy transporter toute l'artillerie, poudres, boulets, armes et autres munitions de guerre, qui se trouueront es dites places au temps de la restitution. Pourront aussi les dits soldats, gens de guerre et autres qui sortiront des dites places, faire emporter leurs biens meubles à eux appartenants, sans qu'il leur soit loisible de rien exiger des dits habitants des dites places ou plat pais, ny emporter aucune chose des dits habitants.

X.

Et se fera la dite restitution de part et d'autre ainsi qu'il s'ensuit : c'est assavoir, aussi tost que les ratifications du present traité auront esté fournies, le dit sieur duc fera remettre en la puissance du dit sieur roy, ou de celuy ou ceux qui auront charge de Sa Majesté, la citadelle de Bourg, avec l'artillerie, poudres, boulets, et toutes les dites munitions de guerre qui seront dedans la dite place. Et la dite restitution faite, le dit sieur roy fera aussi restituer les villes et chasteaux de Chambery et Montmelian au dit sieur duc, le quel, incontinent après fera rendre le Chasteau-Dauphin, et tout ce qui en depend, comme dessus est dit, et fera demolir le fort de Beche - Dauphin. Les quelles choses estant effectivement accomplies par le dit sieur duc, la vallee et vicariat de Barcelonnette, et toutes les autres places et lieux promis par le dit present traité luy seront entierement rendues dans un mois après. Et lui sera donné seureté raisonnable à son consentement.

XI.

Tous les papiers et enseignements qui peuvent servir pour iustifier les droicts des choses eschangees seront rendues et deliurez de bonne foy, tant d'un costé que d'autre.

XII.

Le dit sieur roy ne sera tenu à l'entretènement des dons , recompenses et assignations cy-deuant donnees par le dit sieur duc , ou ses predecesseurs , sur les terres et seigneuries par luy cedees à Sa Majesté , ny d'acquitter les hypothèques qu'il a cree sur icelles , et pour le regard des ventes et alienations faites à titre onereux par la forme ordinaire , et avec la verification requise avant cette derniere guerre, Sa Majesté y sera obligee tout ainsi que le dit sieur duc auroit esté , et non plus auant. Le semblable sera obserué pour les dons , recompences et alienations faites sur les choses cedees par Sa Majesté.

XIII.

En consequence de quoy , et de ce qui a esté accordé par le traité de Veruins , y aura paix du iour et datte de ce present traité , ferme amitié et voisinance , entre le dit sieur roy et le dit sieur duc , leurs enfants nez et à naistre , leurs heritiers et successeurs au royaume , païs et subiects , sans qu'ils puissent faire entreprise au dommage de l'un l'autre , leurs païs et subiects , pour quelque cause ou pretexte que ce soit. Et sera le commerce libre entre les subiects et païs de l'un et l'autre prince , en payant les droicts et impositions qui doiuent estre payees par les propres subiects du païs.

XIV.

Les subiects de l'une et l'autre part , tant ecclesiastiques que seculiers , nonobstant qu'ils ayent servy en party contraire , rentreront paisiblement en la iouissance de tous et chacuns leurs biens , offices et benefices , suiuant ce qui est contenu par le septieme article du dit traité de Veruins , sans que cela puisse estre entendu des gouuernemens.

XV.

Tous prisonniers de guerre et autres qui , à l'occasion des guerres , sont detenus de part et d'autres , seront mis en liberté , en payant leurs despences et ce qu'ils pourroient d'ailleurs iustement deuoir , sans estre tenus de payer aucune rançon , sinon qu'ils en ayent conuenu. Et s'il y a plainte de l'exces d'icelle , en sera ordonné par le prince au païs du quel les prisonniers sont detenus.

XVI.

Tous autres prisonniers, subiects du dit sieur roy et du dit sieur duc, mesmes du marquisat de Saluces et autres lieux cedez, qui, par la calamité des guerres, pourroient estre detenus es galeres des dits princes, seront promptement delivrez et mis en liberté, sans qu'on leur puisse demander aucune chose pour leurs rançons, ny pour leurs despences.

XVII.

Toutes procedures, jugemens et arrests donnez depuis l'annee 1588 avec les subiects du marquisat de Saluces et autres lieux cedez par le dit sieur roy, et depuis ces dernieres guerres, par les iuges et conseillers ordonnez en Savoye, Bresse et autres lieux conquis par Sa Majesté, tiendront et sortiront leur plain et entier effet, sauf aux parties de se pourvoir contre les dits jugemens par les voyes de droit, en cas qu'elles ayent comparu ou contesté volontairement. Mais si les dits jugemens auroient esté donnez sans comparition ou contention volontaire de la partie, ils seront et demeureront nuls et de nul effet, et comme non advenus. Et quant aux instances indecises, et non iugees, la connoissance en demeurera aux officiers des dites provinces auxquels elle doit appartenir.

XVIII.

Les habitants et subiects des lieux et païs eschangez par le present traité, ne pourront estre molestez ny recherchez en aucune maniere pour avoir servy en party contraire, ou pour cause que ce soit, à l'occasion des guerres passees, ains retourneront plainement en la possession et jouissance de tous et chacuns leurs biens, droicts, priuileges et immunitéz, et de tous leurs biens meubles qui se trouueront en nature. Et leur sera loisible de demeurer, ou se retirer ailleurs où bon leur semblera. Pourront neantmoins iceux iouir de leurs biens, ou iceux vendre, ou eschanger, ou disposer comme ils verront bon estre pour leur commodité.

XIX.

Et pour regard des habitants du marquisat de Saluces, et autres lieux cedez par le dit sieur roy, qui n'auront iouy de leurs biens depuis le traité de paix fait à Veruins, leur seront rendus les fruiets de leurs immeubles et arrerages des rentes, depuis la publication du dit traité de Vervins iusques au commen-

cement de la dernière guerre. Et quant aux officiers de Saluces et autres qui ont servy en Piedmont les roys de France, ils iouiront des privileges, immunités et exemptions qui leur ont esté accordees par autres traittez cy-deuant faits par les roys Charles IX et Henry III avec le feu duc de Savoye, et despuis confirmez par le dit sieur duc qui est à present.

XX.

Promet aussi, le dit sieur duc, que tous les officiers et autres de Saluces, et lieux cedez par le dit sieur roy, ne seront molestez, recherchez, ny inquietez, directement ou indirectement, en aucune maniere, à l'occasion des guerres et differents passez entre Sa Majesté et le dit sieur duc; ains, seront maintenus en leur liberté et franchises, pour iouir de leur bien paisiblement, en tout repos et liberté. Et pour les charges et impositions du pais, ne seront sur-chargez, mais soulagez et favorablement traitez, pour la recommandation de Sa Majesté, et de ce baillera le dit sieur duc ses lettres patentes en bonne et valable forme.

XXI.

Les collateurs ordinaires, subiects de Sa Majesté, qui ont benefices à leur collation dans le pais du dit sieur duc, pourront conferer les dits benefices quand le cas escherra. Et ceux qui seront bien et canoniquement pourvus, iouiront du reuenue de leurs benefices, sans qu'il leur soit donné moleste ny empeschement. Le semblable sera aussi obserué en la iouissance des benefices qui sont en France, encor que le tiltre du collateur fut situé dans le pais du dit sieur duc.

XXII.

Et sont reservez au dit sieur roy tous les droicts par luy pretendus contre le dit sieur duc, suiuant ce qui est contenu par les traittez faits à Chasteau-Cambrésis en 1559 et Thurin 1574.

XXIII.

Et pour ce que M. le duc de Nemours et de Geneuois, qui souloit auoir et prendre toutes les terres, tailles et droicts dependants de son appanage dans la souueraineté du dit sieur duc, les aura doresnauant, à cause du present traité, sous l'un et sous l'autre prince. Sa Majesté et le dit duc ont promis respectiue-ment de le traiter fauorablement, et comme leur bon parent, et ne contreuenir ny deroger aux droicts et autoritez qui sont de son appanage, l'en laissant

iouir paisiblement, conformément au traité de son dit appanage; et en outre ont consenty et accordé, si quelque différent advenait cy-apres, pour raison du dit appanage, de le faire terminer sommairement à l'amiable et sans procès.

XXIII.

Et sur l'instance et priere faite par le dit sieur legat, au nom du pape, a esté conuenu, que toutes les forces trouuees et assemblees pour cette dernière guerre seront separees, licentiees, tant en France qu'en Italie, dans un mois apres la publication du present traité, à fin qu'un chacun puisse iouir de la paix generale et du repos stipulé, et promis par le traité de Veuins, lequel est confirmé en tous ses poincts, sinon en ce qui y seroit changé ou expressement derogé par le present traité.

XXV.

Et pour plus grande seureté de ce present traité, et de tous les poincts et articles contenus, sera le dit traité verifié, publié et enregistré en la cour de parlement de Paris, et en tous autres parlements de France, et chambres des comptes de Paris, comme au semblable il sera verifié au senat de Chambéry et senat de Thurin, et autres lieux accoustumez. Et y seront baillées les expéditions de part et d'autre, trois mois apres la publication du present traité.

XXVI.

Lesquels poincts et articles cy-dessus compris, et tout le contenu en chacun d'iceux, ont esté traitez, accordez, passez et stipulez entre les dits deputez és noms que dessus, lesquels, en vertu de leur pouvoir, ont promis et promettent, sous l'obligation de tous et chacun les biens presents et à venir de leurs dits maistres, qu'ils seront par iceux inuiolablement observez et accomplis. Et outre ce, promettent fournir les uns aux autres lettres de ratification authentiques, signees et scellees, esquelles tout ce present traité sera inseré, et ce dedans un mois, du jour et date de ces presentes. Et outre, iureront solennellement Sa dite Majesté et le dit sieur duc, en presence de tels qu'il leur plaira desputer, d'observer et accomplir plainement et de bonne foy le contenu des dits articles. En tesmoignage des quelles choses le dit sieur legat et les dits desputez ont signé et souscrit de leurs noms le present traité.

A Lyon, le 17 janvier 1601.

Publié à Thurin le 6 de mars, à Lyon et Bourg-en-Bresse le 14, et à Grenoble le 20 du mesme mois.

VI

EXTRAIT DU TRAITÉ DE PAIX

FAIT A PARIS LE 30 MAI 1814

ENTRE LE ROI LOUIS XVIII ET LES PUISSANCES ALLIÉES (1)

Au nom de la Très Sainte et Indivisible Trinité,

S. M. le roi de France et de Navarre, d'une part, et S. M. l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême, et ses alliés, d'autre part.....

ARTICLE II. Le royaume de France conserve l'intégrité de ses limites, telles qu'elles existaient à l'époque du 1^{er} janvier 1792. Il recevra en outre une augmentation de territoire comprise dans la ligne de démarcation fixée par l'article suivant.

ART. III. Du côté de la Belgique, de l'Allemagne et de l'Italie, l'ancienne frontière, ainsi qu'elle existait le 1^{er} janvier 1792, sera rétablie, en commençant de la mer du Nord, entre Dunkerque et Nieuport, jusqu'à la Méditerranée, entre Cagnes et Nice, avec les rectifications suivantes :

..... § 7. Dans le département du Léman, les frontières entre le territoire français, le pays de Vaud et les différentes portions du territoire de la république de Genève (qui fera partie de la Suisse), restent les mêmes qu'elles étaient avant l'incorporation de Genève à la France. Mais le canton de Frangy, celui de St-Julien (à l'exception de la partie située au nord d'une ligne à tirer du point où la rivière de la Laire entre, près de Chancy, dans le territoire genevois, le long des confins du Seseguin, Laconex et Seseneuve qui resteront hors des limites de la France), le canton de Reignier (à l'exception de la portion qui se trouve à l'est d'une ligne qui suit les confins de la Muraz, Bussi, Pers et Cornier, qui seront hors des limites françaises), et le canton de la Roche (à l'exception des endroits nommés la Roche et Armancy, avec leurs districts), resteront à la France ; la frontière suivra les limites de ces différents cantons et les lignes qui séparent les portions qui demeurent à la France, de celles qu'elle ne conserve pas.

(1) *Bulletin des lois*, 1814. — MARTENS, supplément vi, pag. 4. — *Traité public de la royale Maison de Savoie, depuis la paix de Chdteau-Cambrésis jusqu'à nos jours*, tom. iv, pag. 4. — *Le congrès de Vienne dans ses rapports avec la circonscription actuelle de l'Europe*, par CAPEFIGUE. Paris, 1847, pag. 187.

§ 8. Dans le département du Mont-Blanc, la France acquiert la sous-préfecture de Chambéry (à l'exception des cantons de l'Hôpital, de Saint-Pierre-d'Albigny, de la Rochette et de Montmélian) et la sous-préfecture d'Annecy (à l'exception de la partie du canton de Faverges située à l'est d'une ligne qui passe entre Outrechaie et Marlens, du côté de la France, et Marthod et Ugine, du côté opposé, et qui suit après la crête des montagnes, jusqu'à la frontière du canton de Thônes); c'est cette ligne qui, avec la limite des cantons mentionnés, formera de ce côté la nouvelle frontière.....

L'article 17 porte que, dans les pays qui devront changer de maîtres, il sera accordé aux habitants un délai de six ans pour disposer de leurs propriétés acquises et se retirer dans tel pays qu'il leur plaira.

Signé : Le prince DE BÉNEVENT.
Le prince DE METTERNICH.
Le comte DE STADION.

VII

CESSION

FAITE PAR S. M. LE ROI DE SARDAIGNE AU CANTON DE GENÈVE

26 ET 29 MARS 1815 (1)

ART. I. Sa majesté le roi de Sardaigne met à la disposition des hautes puissances alliées la partie de la Savoie qui se trouve entre la rivière d'Arve, le Rhône, les limites de la partie de la Savoie occupée par la France et la montagne de Salève jusqu'à Veiry inclusivement, plus celle qui se trouve comprise entre la grande route dite du Simplon, le lac de Genève et le territoire actuel du canton de Genève, depuis Vezenas jusqu'au point où la rivière d'Hermance traverse la susdite route, et de là, continuant le cours de cette rivière jusqu'à son embouchure dans le lac de Genève, au levant du village d'Hermance, la totalité de la route dite du Simplon continuant à être possédée

(1) La cession fut consentie par le roi de Sardaigne avec les conditions stipulées le 26 mars 1815, et les plénipotentiaires des hautes puissances alliées la rédigèrent en articles le 29 mars suivant.

MARTENS, supplément VI, pag. 475. — DE SCHOELL, tom. VIII, pag. 340. — *Traité publics de la royale Maison de Savoie*, tom. I, pag. 45.

par S. M. le roi de Sardaigne, pour que ces pays soient réunis au canton de Genève, sauf à déterminer plus précisément la limite par des commissaires respectifs, surtout pour ce qui concerne la délimitation en dessus de Veiry, et sur la montagne de Salève.

Dans tous les lieux et territoires compris dans cette démarcation, Sa Majesté renonce pour elle et ses successeurs à perpétuité, à tous droits de souveraineté et autres qui peuvent lui appartenir, sans exceptions ni réserves.

II. S. M. accorde la communication entre le canton de Genève et le Vallais, par la route dite du Simplon, de la même manière que la France l'a accordée entre Genève et le pays de Vaud par la route qui passe par Versoix. S. M. accorde de même en tout temps une communication libre pour les milices genevoises entre le territoire de Genève et le mandement de Jussy, et les facilités qui pourraient être nécessaires à l'occasion pour arriver par le lac à la susdite route dite du Simplon.

III. D'autre part S. M. ne pouvant se résoudre à consentir qu'une partie de son territoire soit réunie à un Etat où la religion dominante est différente, sans procurer aux habitants du pays qu'elle cède, la certitude qu'ils jouiront du libre exercice de leur religion, qu'ils continueront à avoir les moyens de fournir aux frais de leur culte, et à jouir eux-mêmes de la plénitude des droits de citoyen.

Il est convenu que :

§ 1. La religion catholique romaine sera maintenue et protégée de la même manière qu'elle l'est maintenant dans toutes les communes cédées par S. M. le roi de Sardaigne, et qui seront réunies au canton de Genève.

§ 2. Les paroisses actuelles qui ne se trouveront ni démembrées ni séparées par la délimitation des nouvelles frontières, conserveront leurs circonscriptions actuelles, et seront desservies par le même nombre d'ecclésiastiques, et quant aux portions démembrées qui seraient trop faibles pour constituer une paroisse, on s'adressera à l'évêque diocésain pour obtenir qu'elles soient annexées à quelque autre paroisse du canton de Genève.

§ 3. Dans les mêmes communes cédées par S. M., si les habitants protestants n'égalent point en nombre les habitants catholiques romains, les maîtres d'école seront toujours catholiques romains. Il ne sera établi aucun temple protestant à l'exception de la ville de Carouge qui pourra en avoir un.

Les officiers municipaux seront toujours au moins pour les deux tiers catholiques romains, et spécialement sur les trois individus qui occuperont les places de maire et des deux adjoints, il y en aura toujours deux catholiques romains.

En cas que le nombre des protestants vint dans quelques communes à égaler celui des catholiques romains, l'égalité et l'alternative sera établie tant pour la formation du conseil municipal que pour celle de la mairie; en ce cas cependant il y aura toujours un maître d'école catholique romain, quand même on en établirait un protestant.

On n'entend pas par cet article empêcher que des individus protestants habitant une commune catholique romaine ne puissent pas, s'ils le jugent à propos, y avoir une chapelle particulière pour l'exercice de leur culte, établie à leurs frais, et y avoir également à leurs frais un maître d'école protestant pour l'instruction particulière de leurs enfants.

§ 4. Il ne sera point touché, soit pour les fonds et revenus, soit pour l'administration, aux donations et fondations pieuses existantes, et on n'empêchera pas les particuliers d'en faire de nouvelles.

§ 5. Le gouvernement fournira aux mêmes frais que fournit le gouvernement actuel pour l'entretien des ecclésiastiques et du culte.

§ 6. L'église catholique romaine actuellement existante à Genève y sera maintenue telle qu'elle existe à la charge de l'Etat, ainsi que les lois éventuelles de la constitution de Genève l'avaient déjà décrété. Le curé sera logé et doté convenablement.

§ 7. Les communes catholiques romaines et la paroisse de Genève continueront à faire partie du diocèse qui régira les provinces du Chablais et du Faucigny, sauf qu'il en soit réglé autrement par l'autorité du Saint-Siège.

§ 8. Dans tous les cas, l'évêque ne sera jamais troublé dans les visites pastorales.

§ 9. Les habitants du territoire cédé sont pleinement assimilés, pour les droits civils et politiques, aux Genevois de la ville, ils les exerceront concurremment avec eux, sauf la réserve des droits de propriété de cité ou de commune.

§ 10. Les enfants catholiques romains seront admis dans les maisons d'éducation publique; l'enseignement de la religion n'y aura pas lieu en commun, mais séparément, et on emploiera à cet effet pour les catholiques romains des ecclésiastiques de leur communion.

§ 11. Les biens communaux ou propriétés appartenantes aux nouvelles communes leur seront conservés, et elles continueront à les administrer comme par le passé, et à en employer les revenus à leur profit.

§ 12. Les mêmes communes ne seront point sujettes à des charges plus considérables que les anciennes communes.

§ 13. S. M. le roi de Sardaigne se réserve de porter à la connaissance de la diète helvétique, et d'appuyer par le canal de ses agents diplomatiques auprès d'elle, toute réclamation à laquelle l'inexécution des articles ci-dessus pourrait donner lieu.

IV. Tous les titres terriers et documents concernant les choses cédées, seront remis par S. M. le roi de Sardaigne au canton de Genève le plutôt que faire se pourra.

V. Le traité conclu à Turin le 3 du mois de juin 1754 entre S. M. le roi de Sardaigne et la république de Genève, est maintenu pour tous les articles auxquels il n'est point dérogé par la présente transaction : mais S. M. voulant

donner au canton de Genève une preuve particulière de sa bienveillance, consent néanmoins à annuler la partie de l'art. 13 du susdit traité qui interdisait aux citoyens de Genève qui se trouvaient dès lors avoir des maisons et biens situés en Savoie, la faculté d'y faire leur habitation principale.

VI. S. M. consent par les mêmes motifs à prendre des arrangements avec le canton de Genève pour faciliter la sortie de ses Etats, des denrées destinées à la consommation de la ville et du canton.

VII. Il est accordé exemption de tout droit de transit à toutes les marchandises, denrées etc., qui en venant des États de S. M. et du port-franc de Gènes, traverseront la route dite du Simplon, dans toute son étendue par le Vallais et l'État de Genève. Il est entendu que cette exemption ne regarde que le transit, et ne s'étend pas ni aux droits établis pour le maintien de la route, ni aux marchandises et denrées destinées à être vendues ou consommées dans l'intérieur.

Cette réserve s'applique également à la communication accordée aux Suisses entre le Vallais et le canton de Genève, et les gouvernements prendront à cet effet, de commun accord, les mesures qu'ils jugeront nécessaires, soit pour la taxe, soit pour empêcher la contrebande, chacun sur leur territoire.

Signé : DE SAINT-MARSAN. — Le prince DE METTERNICH. — Le baron DE WESSENBERG. — GOMEZ LABRADOR. — TALLEYRAND. — Le duc DE DALBERG. — Le comte Alexis DE NOAILLES. — CLANCARTY. — CATHCART. — STEWART, L. G. — Le comte DE PALMELLA. — ANTONIO DE SALDHANA DA GAMA. — LOBO DA SILVEIRA. — Le prince DE HARDENBERG. — Le baron DE HUMBOLD. — Le comte DE RASOUMOFFSKI. — Le comte DE STACKELBERG. — Le comte DE NESSELRODE. — Le comte DE LÆWENHIELM.

VIII

EXTRAIT DES ACTES DU CONGRÈS DE VIENNE

9 JUIN 1845

L'article 80 porte cession de territoire par le roi de Sardaigne au canton de Genève, comme ci-dessus.

Limites des états du roi de Sardaigne.

85. Les limites des états de S. M. le roi de Sardaigne seront :

Du côté de la France, telles qu'elles existaient au premier janvier 1792, à l'exception des changements portés par le traité de Paris du 30 mai 1814.

Du côté de la confédération helvétique, telles qu'elles existaient au premier janvier 1792, à l'exception du changement opéré par la cession faite en faveur du canton de Genève, telle que cette cession se trouve spécifiée dans l'art. 80 du présent acte.

Du côté des états de S. M. l'empereur d'Autriche, telles qu'elles existaient au premier janvier 1792 ; et la convention conclue entre LL. MM. l'impératrice Marie-Thérèse et le roi de Sardaigne, le 4 octobre 1751, sera maintenue de part et d'autre dans toutes ses stipulations.

Du côté des états de Parme et de Plaisance, la limite, pour ce qui concerne les anciens états de S. M. le roi de Sardaigne, continuera d'être comme elle était au premier janvier 1792.

Les limites des ci-devant états de Gènes et des pays nommés fiefs impériaux, réunis aux états du roi de Sardaigne, d'après les articles suivants, seront les mêmes qui, le premier janvier 1792, séparaient ces pays des états de Parme et de Plaisance, et de ceux de Toscane et de Massa.

L'île de Capraja ayant appartenu à l'ancienne république de Gènes, est comprise dans la cession des états de Gènes à S. M. le roi de Sardaigne.

Réunion de Gènes.

86. Les états qui ont composé la ci-devant république de Gènes sont réunis à perpétuité aux états de S. M. le roi de Sardaigne, pour être, comme ceux-ci, possédés par elle en toute souveraineté, propriété et hérédité, de mâle en mâle, par ordre de primogéniture dans les deux branches de sa maison, savoir : la branche royale et la branche de Savoie-Carignan.

Titre de duc de Gènes.

87. S. M. le roi de Sardaigne joindra à ses titres actuels celui de duc de Gènes.

Droits et privilèges des Génois.

88. Les Génois jouiront de tous les droits et privilèges (1) spécifiés dans l'acte intitulé : *Conditions qui doivent servir de bases à la réunion des états de Gènes à ceux de S. M. sarde* ; et ledit acte, tel qu'il se trouve annexé à ce traité général, sera considéré comme partie intégrante de celui-ci, et aura la même force et valeur que s'il était textuellement inséré dans l'article présent.

(1) Voyez les royales patentes en date du 30 décembre 1814.

Réunion de fiefs impériaux.

89. Les pays nommés fiefs impériaux, qui avaient été réunis à la ci-devant république Ligurienne, sont réunis définitivement aux états de S. M. le roi de Sardaigne, de la même manière que le reste des états de Gênes; et les habitants de ces pays jouiront des mêmes droits et privilèges que ceux des états de Gênes désignés dans l'article précédent.

Droit de fortification.

90. La faculté que les puissances signataires du traité de Paris du 30 mai 1814 se sont réservée, par l'article 3 dudit traité, de fortifier tel point de leurs états qu'elles jugeront convenable à leur sûreté, est également réservée sans restriction à S. M. le roi de Sardaigne.

Cessions au canton de Genève.

91. S. M. le roi de Sardaigne cède au canton de Genève les districts de la Savoie désignés dans l'article 80 ci-dessus, et aux conditions spécifiées dans l'acte intitulé : *Cession faite par S. M. le roi de Sardaigne au canton de Genève*. Cet acte sera considéré comme partie intégrante du présent traité général, auquel il est annexé, et aura la même force et valeur que s'il étoit textuellement inséré dans l'article présent.

Neutralité du Chablais et du Faucigny.

92. Les provinces du Chablais et du Faucigny, et tout le territoire de Savoie, au nord d'Ugine, appartenant à S. M. le roi de Sardaigne, feront partie de la neutralité de la Suisse telle qu'elle est reconnue et garantie par les puissances.

En conséquence, toutes les fois que les puissances voisines de la Suisse se trouveront en état d'hostilité ouverte ou imminente, les troupes de S. M. le roi de Sardaigne qui pourraient se trouver dans ces provinces, se retireront, et pourront à cet effet passer par le Valais, si cela devient nécessaire; aucunes autres troupes armées d'aucune autre puissance ne pourront traverser ni stationner dans les provinces et territoires susdits, sauf celles que la confédération suisse jugerait à propos d'y placer; bien entendu que cet état de choses ne gêne en rien l'administration de ces pays, où les agents civils de S. M. le roi de Sardaigne pourront aussi employer la garde municipale pour le maintien du bon ordre.

IX

TRAITÉ DU 20 NOVEMBRE 1815

Au nom de la Très Sainte et Indivisible Trinité,

Les puissances alliées ayant, par leurs efforts réunis et par le succès de leurs armes, préservé la France et l'Europe des bouleversements dont elles étaient menacées par le dernier attentat de Napoléon Bonaparte et par le système révolutionnaire reproduit en France pour faire réussir cet attentat, etc., etc.

ART. I. Les frontières de la France seront telles qu'elles étaient en 1790, sauf les modifications de part et d'autre indiquées dans l'article présent.

§ 4. Des frontières du canton de Genève jusqu'à la Méditerranée, la ligne de démarcation sera celle qui, en 1790, séparait la France de la Savoie et du canton de Nice. Les rapports que le traité de Paris de 1814 avait établis entre la France et la principauté de Monaco, cesseront à perpétuité, et les mêmes rapports existeront entre cette principauté et S. M. le roi de Sardaigne.

ART. III. La neutralité de la Suisse sera étendue au territoire qui se trouve au nord d'une ligne à tirer depuis Ugine, y compris cette ville, au midi du lac d'Annecy, par Faverges jusqu'à Lescheraine, et de là au lac du Bourget jusqu'au Rhône, de la même manière qu'elle a été étendue aux provinces de Chablais et de Faucigny par l'article 92 de l'acte final du congrès de Vienne.

ART. VII. Dans tous les pays qui changeront de maître, tant en vertu du présent traité que des arrangements qui doivent être faits en conséquence, il sera accordé aux habitants naturels et étrangers, de quelque condition et nation qu'ils soient, un espace de six ans, à compter de l'échange des ratifications, pour disposer, s'ils le jugent convenable, de leurs propriétés, et se retirer dans tel pays qu'il leur plaira de choisir.

Signé : RICHELIEU.
CASTLEREAGH.
WELLINGTON.



PREMIÈRE ÉPOQUE

LA SAVOIE FÉODALE — DEPUIS L'AN 1032 JUSQU'EN 1559

LES AMÉDÉES LES DUCHÉS DE CHABLAIS ET DE SAVOIE

SOMMAIRE. — Division de la Savoie au onzième siècle. — Le *pagus Genevensis*. — La Tarentaise, la Maurienne, le *pagus Bellicensis* et l'*ager Savogensis*. — Puissance temporelle des évêques et des seigneurs. — La Maison de Savoie. — Domaine présumé d'Humbert-aux-Blanches-Mains. — Donation de l'empereur Henri IV d'une province fertile de la Bourgogne à AMÉDÉE II (1076). — Les sires de Briançon. — Soumission des habitants de la Tarentaise à HUMBERT II (1097). — THOMAS I^{er} achète Chambéry du vicomte Berlion (1232). — Pierre II, surnommé le *petit Charlemagne*, acquiert le Faucigny (1233). — Autres acquisitions importantes du même comte. — Erection des pays de Chablais et d'Aoste en duchés, par l'empereur Frédéric (1238). — Le Faucigny passe aux dauphins de Viennois (1268). — AMÉDÉE V devient souverain de la Bresse par son mariage avec Sybille de Baugé (1272). — AMÉDÉE V achète le château de Chambéry de Hugues de la Rochette (1295). — Aymon, évêque de Maurienne, partage le pouvoir temporel qu'il exerce sur les terres de son évêché avec EDOUARD-LE-LIBÉRAL (1327). — Acquisition de la baronnie de Faucigny et du pays de Gex par AMÉDÉE VI (1355). — AMÉDÉE VIII achète le comté de Genevois d'Odo de Villars (1401). — L'empereur Sigismond érige le comté de Savoie en duché (1416). — Acquisition du château de Miolans par CHARLES III (1523). — Occupation du Chablais occidental par les Bernois (1536). — Les Vallaisans occupent le *pays de Garol* (1536). — Occupation du reste de la Savoie par le roi de France (1536-1559).

Nous avons vu comment, après la mort de Rodolphe-le-Fainéant, les puissants seigneurs de la Bourgogne cherchèrent, en s'arrogant le pouvoir

suprême, à se soustraire à l'autorité de l'empereur. C'est en vain que celui-ci fit reconnaître sa suzeraineté par la force des armes; la vieille organisation politique tombait en ruines, sapée de toutes parts jusque dans ses fondements; la couronne bourguignonne était brisée, et chaque seigneur s'empara d'un de ses fleurons dispersés.

Au onzième siècle, le territoire actuel de la Savoie se trouvait fractionné en cinq divisions : le *pagus* ou *comitatus Genevensis* (1), la Tarentaise, la Maurienne (2), le *pagus Bellicensis*, pour une partie, et l'*ager Savogensis*.

Le grand *pagus Genevensis* s'étendait du lac du Bourget au lac Léman, et comprenait dans ses subdivisions le comté de Genevois proprement dit, le *pagus Albanensis* (3), le *pagus Falciniacus* ou Faucigny et le *pagus Alingiensis* ou Chablais moderne (4). A l'extrémité nord de ce grand comitat, la ville de

(1) « Les *pagi* sont plus anciens que les comtés. Ceux-ci doivent leur origine à la juridiction que les comtes exerçaient dans les *pagi*. La Gaule eut donc des comtes avant d'être divisée en comtés. Le terme de *comitatus* ne devint géographique que sous les Francs, et alors il signifia le district dans lequel le comte exerçait, comme magistrat, une juridiction au nom du roi..... L'on doit reconnaître qu'il y a peu de *pagi* qui n'aient porté le titre de comté. »

(GUÉRARD, pag. 53 et 54.)

(2) En remontant aux époques reculées de notre histoire, la Tarentaise et la Maurienne ont été constamment désignées en latin sous le nom qu'elles portent aujourd'hui, et l'on ne trouve nulle part ces deux provinces indiquées dans les chartes sous la dénomination de *pagus*. Cette observation cependant ne modifie en aucune manière les divisions civiles que nous signalons. Voici, du reste, les variantes du mot *Tarentaise* fournies par divers manuscrits :

Drantasia, 9^e et 10^e siècles (Ms. de l'ancienne Bibliothèque du roi à Paris, n^o 4458, 4808).

Drentasia, 9^e siècle (Id., n^o 3837; Fonds de St-Germain, n^o 990).

Tarentasia, 9^e, 13^e et 15^e siècles (Id., n^o 2123, 4375 et 4909).

Tharansia, 10^e siècle (Id., n^o 3839 A).

Darentasia, 10^e siècle (Id., n^o 3843 et 3852).

Dratasia, 10^e siècle (Id., n^o 4280).

Tarantasia, 10^e et 15^e siècles (Id., n^o 2449, 4280 B; Fonds de Saint-Germain, n^o 366).

Darandasia, 12^e siècle (Documenti, monete e sigilli, pag. 46).

Daranthasia, 12^e siècle (Id., pag. 48).

Taratasia, 14^e siècle (Id., n^o 4955).

Tarensia, 14^e siècle (Fonds de St-Victor, n^o 362).

Tarrasia, 14^e siècle (Fonds de St-Victor, n^o 567).

Arentasia, 14^e et 15^e siècles (Id., n^o 6186 et 4458).

Tharantasia, 15^e siècle (Id., n^o 4458).

Tarrentasia, 15^e siècle (Manuscrit de Lamoignon).

(3) Voyez, pour l'étendue des limites de ce *pagus*, pag. 76.

(4) Nous avons déjà expliqué cette subdivision (page 73) dont on doit tenir compte dans la lecture des anciens titres, où le nom de *pagus Genevensis* est pris dans un sens plus ou moins étendu, suivant qu'il est restreint ou non à l'ancien Genevois. M. LÉON MÉNABREA,

Genève, après avoir secoué le joug monarchique, maintint avec énergie son indépendance contre ses turbulents voisins. Gouvernée municipalement, cette ville laissa à ses évêques l'exercice de la part d'autorité qui avait appartenu aux Romains, aux Bourguignons, aux Francs et ensuite aux rois de Bourgogne.

dans un récent opuscule, est venu confirmer notre manière d'interpréter les divisions territoriales de cette époque.

« Ainsi que j'espère, dit-il, le prouver à l'évidence dans un ouvrage que peut-être je publierai plus tard, le pays qu'on appelle aujourd'hui le Faucigny ne fut jamais, soit sous Charlemagne, soit sous les rois de Bourgogne, qu'une fraction innommée du grand comté de Genève, *pagus Genevensis* (1). »

En attendant le nouvel ouvrage annoncé par M. MÉNABREA, nous pouvons dire que quelques chartes démontrent d'une manière certaine que le Chablais, le Faucigny et l'Albanais faisaient partie du grand comté ou *pagus* de Genevois. Peu importe que, avant le onzième ou le douzième siècle, le Faucigny en fût une fraction innommée, ce qui, du reste, ne paraît pas vraisemblable.

En effet, l'acte de fondation de l'abbaye d'Aulps par le comte Humbert (1094 environ), où l'on trouve ces mots : « dono allodium meum loci in quo idem cenobium fundatum est annuente Giraldo Alingiensi et Gillione de Roverea quorum feudum est quod jacet in *pago Genevensi in valle que dicitur Alpis* » (2), prouve que la vallée d'Aulps faisait partie du *pagus Genevensis*. M. CIBRARIO cite encore une donation in *prestaria* de biens situés entre Brest et la Dranse in *pago Genuensi* (1038) (3); et, vers la fin du règne de Rodolphe III, le comte Manassès fait donation à l'église de Lausanne de la terre de Montigny près d'Evian en Genevois « *Villa Mustiniaco in pago Genevensi*..... (4). »

Voyez encore plusieurs chartes publiées dans les *Documenti, monete e sigilli*.

« Ambiliacum (Ambilly) dictam et in *Genevensi territorio* sitam. » — « *Ecclesiam quam possident in comitatu Genevensi et pago Albanensi que dicitur Cusea (Cusy)* (5). » — « *Dono itaque per advocatum meum comitem Hubertum mansos* (6) *duos in pago Genevensi unum iacentem ex illis in villa Filingiaco (Fillinges), alium vero in villa Cimilatis cum aliis pertinentiis, etc.* (7). »

Ailleurs, Pellionex en Faucigny est dit en Genevois « *Sacrosanctæ Ecclesiæ perpetuæ Virginis Mariæ et Sancti Veranni, et Sancti Andreæ Apostoli, et illis reliquis, quæ in ista Ecclesia consistunt, quæ est constructa in pago Genevensi, et in villa de Peloniaco donat*

(1) Notice sur l'ancienne chartreuse de Vallon en Chablais, avec des chartes inédites et des éclaircissements relatifs à la famille souveraine des Sires de Faucigny, par M. LÉON MÉNABREA. (Extrait des Mémoires de l'Académie royale de Savoie, 2^e série, tome II.)

Le tome II de la 2^e série des Mémoires de l'Académie n'a pas encore paru, mais la notice ci-dessus a déjà été publiée.

Voyez encore Montmélian et les Alpes, du même auteur, pages 105 et 108.

(2) Besson, Preuves, n^o 10 et 12. — MÉNABREA, L'abbaye d'Aulps, tome XI des Mémoires de la Société royale académique de Savoie, page 268.

(3) Storia della monarchia di Savoia, vol. I, pag. 61.

(4) Voyez plus haut, page 121.

(5) Page 98.

(6) « Le mot *mansus*, manse, dit seix en Bourgoignon, mois en Normandie, en Auvergne, mas en Provence et dans presque toutes les autres provinces du royaume, désignait tantôt une habitation rustique, à laquelle sont attachées des terres pour la culture; tantôt, et c'est le cas le plus ordinaire, l'habitation et les terres tout ensemble : de même que par une ferme on peut entendre ou la demeure du fermier seulement, ou cette demeure et les terres qui en dépendent. »

(GUÉNARD, Essai sur le système des divisions territoriales de la Gaule, pag. 168.)

(7) Documenti, monete e sigilli, pag. 102. — GUICHENON, tom. I, pag. 189.

A ses portes, les comtes de Genevois, hauts et puissants seigneurs, *princes* de la contrée (1), étendaient leur suzeraineté sur le pays dont ils portaient le nom (2). Soumis et humiliés, ils durent reconnaître la suprématie des évêques de Genève (3) pendant qu'eux-mêmes recevaient l'hommage des sires de Faucigny et des seigneurs d'Allinges (4). Ce vaste comté de Genevois se trouva partagé à diverses époques en une multitude de feudataires, au nombre desquels on comptait les de Viry, les Compey, les Sales, les Sallenove, les Lucinge, les de Seyssel, les de Foras, les Gerbais, les Menthon, les de Thoire, etc. (5).

Robertus comes, de aloto suo, hoc est terram dominatam in pago Genevensi, et in villa de Peloniaco mansos xii. etc. (1). »

D'autre part, Talloires est dit, ici, situé dans le *pagus Albanensis*, et là dans le comté de Genevois : « Igitur ego Ermengardis..... construxi ecclesiam in honore Sanctæ Mariæ ad habitationem monachorum Sancti Martini Saviniacensis monasterii..... in pago Albanense in villa quæ vocatur Tallueris (2). » — « Concedimus in comitatu Genevensi cellam quæ vocatur Talgeria, quæ etiam dicata est in honore Sanctæ Mariæ (3). »

(1) Imperator..... veniens..... ad civitatem Genevensi, GEROLDUM PRINCIPEM regionis illius..... subegit. (WIPPO, in *Vita Conradi*, et LEVRIER, tom. 1, pag. 49.)

(2) Les domaines des comtes de Genevois embrassaient les deux rives de l'extrémité occidentale du lac Léman, et principalement le territoire de Nyon, le pays de Gex et le décanat d'Aubonne du diocèse de Genève. L'archevêque de Besançon partageait avec les comtes de Genevois la suzeraineté de ces quartiers. (Voyez DE GINGINS, *Mémoire sur le rectorat de Bourgogne*, pag. 49.)

Voyez encore, pour l'étendue du comté de Genevois, la concession par Humbert, évêque de Grenoble, au comte Manassès, citée plus haut, page 163, où les localités de Cranves, Lossy, Orlier, Limargue, Coulay, Presinge, Dassart, Lucinges, Machilly, Montagny et autres sont dites situées dans le comté de Genevois, in *pago Gebennensi*.

(3) « Fidelitatem, Comes Aymo, Humberto Genevensi Episcopo sic absolute fecit, ut nullius melius esset Domini excepto Imperator..... » (Charte publiée par SROX, preuve n° 1.)

« Comes fidelis Advocatus sub Episcopo esse debet. » (Traité, passé le 22 février 1155, entre Arducius et Amé, comte de Genevois, par l'entremise des archevêques de Vienne, de Lyon et de Tarentaise.)

(4) En 1124, Aymon, comte de Genevois, fit un traité à Seyssel avec Humbert, évêque de Genève. On remarque, au nombre de ses hommes qui l'accompagnaient, Boson d'Allinges, Rodolphe de Faucigny et Guillaume de Chaumont. « Cum comitatu suorum virorum, Bosonis scilicet de Alingo, Rodulphi de Fulciniaco, Willelmi de Caumont et multorum aliorum, usque Sascellium venit..... » (SROX, tom. 1, pag. 39, dans les notes, et tom. II, preuves, n° 1.)

(5) Je prie le lecteur de ne pas oublier qu'ici, comme dans toute cette première partie de mon livre, je n'effleure l'histoire nationale qu'au point de vue de la géographie du pays. J'ai dû nécessairement jeter ainsi les fondements de notre histoire pour ne pas en entraver le

(1) *Donation de Robert, comte de Genevois, à l'Eglise de Pellionex (1019-1020)*, GUICHENON, *Biblioth. secul.*, p. 34, n° 40. — LEVRIER, *Chronologie historique des comtes de Genevois*, tom. 1, pag. 46.

(2) Voyez ci-dessus pag. 162, et GUICHENON, *Preuves*, pag. 5.

(3) Dom BOUQUET, tom. IX, pag. 669, et, plus haut, pag. 120.

Les comtes de Genevois avaient pour voisins les sires de Faucigny, véritables souverains et possesseurs de vastes domaines. Sans cesse en lutte pendant plus de deux siècles, ces hauts et puissants seigneurs occupent une place importante dans l'histoire de nos contrées. Leur territoire s'étendait du côté du Chablais jusqu'au torrent de Brevon, qui le séparait du territoire ou désert de Vallon appartenant aux sires de Langin et de Balaison (1). Il touchait à l'orient aux glaciers du Mont-Blanc, et empiétait au midi, comme l'ancienne province de Faucigny, sur celle de la *Haute-Savoie*, dont la création est toute récente (2).

récit plus tard. Ce n'est donc que dans un autre volume que je déroulerai la série des événements, et que nous assisterons à ces grandes luttes des seigneurs, qui finirent par disparaître dans la tourmente. Quant aux nombreux documents et notes sur lesquels je m'appuie, j'ai pensé que dans l'enfance de notre histoire populaire il ne m'était pas permis d'avancer un fait sans le corroborer par une preuve, surtout que, comme nous le verrons plus tard, il se trouvera des événements d'une telle gravité et ignorés jusqu'ici ou tronqués, qui devront être connus ou rétablis au moyen de preuves authentiques et irrécusables.

(1) « *Tota autem possessio vel territorium Heremi Valonis pertinens ad dominos de Langino et de Ballesone descendit usque ad flumen Bevronis contra meridiem ibique terminatur. Idem autem fluvius transiens per mediam vallem dividit territorium de Fulciniaco a predicto territorio.* » (Premier établissement des Chartreux à Vallon, d'après une copie, faite au 14^e siècle, du cartulaire de ce monastère, chartre de 1138 environ publiée par Léon MENABREA dans sa notice sur la chartreuse de Vallon, document 1^{er}, pag. 32). L'auteur s'appuie sur cette chartre pour avancer que le Faucigny ne fut, avant cette époque, qu'une fraction innommée du grand comté de Genève, « parce qu'elle est, dit-il, à sa connaissance la plus ancienne de celles où la dénomination de Faucigny semble être employée dans le sens qu'on lui attribue de nos jours. »

Soit; mais l'on ne saurait déduire de là, comme le prétend M. MENABREA, que le Faucigny doit exclusivement son nom aux sires de Faucigny, et que l'usage voulut qu'on se servit de ce mot pour indiquer le territoire possédé par ces seigneurs; car on trouve dans des chartes, dont quelques-unes sont antérieures à celle qu'il cite, les mots *Fulciniacus* (BESSON, *Preuves*, p. 346, chart. de 1088 à 1099), — *in castro Fulciniaci*, — *apud Fulciniacum* (BESSON, *Preuves*, p. 350, charte de 1449), — *Aimonis Fulciniacensis* (BESSON, *Preuves*, p. 356), qui indiquent évidemment une dénomination territoriale, *terram de Fulciniaco* (Bib. Sebus., pag. 82, n° 54, charte de 1178).

(2) Lettres-patentes du 16 janvier 1816 portant création d'une nouvelle province dans le duché de Savoie, sous la dénomination de province de HAUTE-SAVOIE, dont les villes de Conflans et l'Hôpital seront le chef-lieu. — On détacha du Faucigny, pour faire partie de cette nouvelle province, le canton de Megève, dont faisaient partie les communes de Flumet, S. Nicolas la Chapelle, Crest-Voland, la Giettaz et N. D. de Bellecombe. (Recueil des édits, lettres-patentes, manifestes et ordonnances publiés dans le duché de Savoie dès le 10 septembre 1814, dit Collection verte. Chambéry, 1817, vol. II, pag. 240 à 244.)

Les limites méridionales du domaine des sires de Faucigny sont parfaitement déterminées dans la charte de fondation du Reposoir.

Cet acte de fondation, passé par Aymon de Faucigny, assigne aux Chartreux du Reposoir les limites suivantes :

« *Habent enim sequentes terminos positos et determinatos, extra quos nil possessionis*

Dans le Chablais moderne, les seigneurs d'Allinges tenaient le premier rang dans la hiérarchie féodale dont faisaient partie à divers degrés les sires de Langin, de Ballaison, de Lullins, de Cervenc, de Roveré, de Margencel, d'Yvoire, de Blonay, de Bracorens, etc. (1).

Le Chablais reçut le nom qu'il porte d'un petit comté situé à l'extrémité du lac Léman et appelé primitivement comté de la Tête-du-Lac. Restreint d'abord en d'étroites limites, ce petit district s'étendit dans le Vallais à la province d'Againe pour donner ensuite son nom au Chablais actuel, qui l'a seul conservé (2).

accipiant, a septentrionali parte ad radices montis, intra planum de valle dicti loci Repausatorii, tendendo inde versus occidentem, sicut terra pendet in planum, ad rivulum, qui vocatur *Bornet*, ascendendo per ipsum rivulum in summitatem montis, qui dicitur *Randiez*, prospiciens Repausatorium, et inde recte per crepidinem montium venientes usque ad eolum, revertuntur ad meridiem per crepidinem de *Fiennes* usque ad faream de *Platys*, unde versus orientem tendunt, in adversum usque ad *Fenestralles*, et ad passum de la *Lezière* ad *Frestam* de *Perluys*, et descendendo ad fontem de cruce, et ad fontem de palude, deinde tendendo ad pratum *Cucuatorum*, et ad nemus de *Canali*, et per locum, quem appellant *Balmam Rossam*; ad praedictum *Foron* regrediuntur ibidem, ab orientali parte fluvii exitum accipientes, ubi ab occidentali sumpserunt initium, intra quos nulla praeda a me, nec ab aliquo nunquam debet transduci..... Habent etiam extra terminos, quos incolendos inhabitant, alios terminos pascuales, ad alenda vel hyemenda pecora, in quibus solummodo pascua obtinent, qui determinati sunt a ponte de *Marnax*, sursum versus, per omnem meam potestatem et advocacionem, usque ad *Flumet*, et ne circumveniantur et infestentur minis, et constringantur deinceps a nullis, stabilio, laudo et dono, ut nulla unquam Religionis domus aedificetur a nullis personis, a rivo, qui dicitur *Borna*, sicut *Arva* determinat sursum versus, etc..... » (GUICHESON, *Bibl. sebus*, n° 8, pag. 7 et 8. — BESSON, *Preuves*, n° 24, pag. 356.)

(1) Je n'ai pas à donner ici la fastidieuse nomenclature de tous les grands et petits seigneurs, dont le nombre s'accroît insensiblement. D'autres entreprendront cette histoire, qui peut être intéressante sous bien des rapports. Qu'il nous suffise de savoir qu'avant la révolution française il y avait en Chablais 25 feudataires exerçant juridiction, 39 fiefs portant juridiction, et plus de 450 fiefs sans juridiction!

Cette multitude de circonscriptions féodales ne change en rien la division du territoire et ne fractionne que l'administration de la justice. « Chaque seigneur veut être absolu dans son petit fief, et prétend avoir le droit de créer des juges, des châtelains, des curiaux, des métraux, d'élever sur les confins de ses terres des fourches patibulaires, des piloris, des carcans..... On est effrayé quand on songe que dans le seul baillage de Savoie (c'est toujours le *pagus Savogenis*), on comptait plus de soixante feudataires exerçant juridiction. » (LÉON MÉNABREA, *Etudes historiques en Savoie et en Piémont*, dans les *Mémoires de l'Académie de Savoie*, 4^{re} série, tom. IX, pag. 327.)

(2) « PAGUS CAPUT LACENSIS, Tête-du-Lac, ou Vieux-Chablais. Ce comitat s'étendait de la rive gauche de la Veveyse à St-Maurice, et comprenait les deux rives du Rhône. Cette contrée est celle qui conserva le plus de traces de la nationalité romaine, soit dans les noms de ses lieux habités, soit dans les usages et dans les traits remarquables de ses habitants, surtout ceux de Montreux et du val d'Illier. *Baccium*, Bex, *Ala*, Aigle, *Vibiscum*, Vevey : ces noms rappellent l'origine romaine des villes principales du Vieux-Chablais. » (A. VERDELL, *Histoire du canton de Vand*, tom. 1, pag. 10 et 11. — Voyez encore ci-dessus page 73, note 3.)

Au commencement du onzième siècle, l'abbé du monastère de St-Maurice était comte du Vieux-Chablais (1), et sa juridiction s'étendait sur la partie du Chablais moderne qui fut plus tard appelée le *pays de Gavot* (2).

En 996, l'archevêque Amizo fut investi du comté de Tarentaise par Rodolphe III (3). Plus tard, cette antique concession fut confirmée en 1186 par l'empereur Frédéric (4), et, en 1196, par l'empereur Henri VI (5), à l'évêque

(1) Donation de Rodolphe III, roi de Bourgogne, au monastère de St-Maurice d'Agaune, 15 février 1017. Cette chartre a été imprimée dans l'*Histoire généalogique* de GUICHENON, preuves, page 2, et publiée de nouveau par L. CIBRARIO d'après l'original existant aux archives du susdit monastère. On y lit ces mots : « Quorum petitionibus benigne annuentes donamus imo ab antecessoribus nostris data reddimus tam ecclesie agaunensi quam fratribus ibi deo et sancto mauricio famulantibus de xietu et vestitu proclamantibus ad mensam eorum in refectorio. fiscoz Sigiziacum gutliacum comuniacum dimidium Puliacum Anronum potestatem uadengis et berdolosei et in vivesio placitum cum omni redditione census et hominum. Iustriacum uobrevium aulonum leuchiam pillia naves cum omnibus appendiciis eorum et ollata altaris eiusdem ecclesie et dimidium burgum ipsius loci. et ibidem furnum cum molendinis et duas partes tholonei salis et alpes sancti mauricii totius capud loci uallis. » (*Documenti, monete e sigilli*, pag. 23). — Les mots soulignés indiquent les corrections faites au texte de GUICHENON sur la lecture de l'original. Les quatre derniers mots ont seuls de l'importance dans la question géographique qui nous occupe. GUICHENON dit : « totiusque Caput Laci, » et cette variante me paraît mieux indiquer le comté de la Tête-du-Lac.

(2) Le roi Sigismond avait déjà doté l'abbaye d'Agaune de tout le quartier alpestre qui s'étend depuis Martigny au lac Léman (*omnes Alpes a Capite-Laci usque ad Martinianum*) (1). Le *pays de Gavot* était sans doute compris dans cette donation, car nous voyons en 1408 le chapitre de Saint-Maurice se dessaisir, en faveur des chanoines réguliers d'Abondance, de l'église et de toute la vallée du même nom, qui lui appartenait de droit (*ecclesiam illam de Abundantia, cum tota ipsa valle, quia certum erat eam esse de jure, et territorio Agaunensis ecclesie*). Cette vallée aboutissait à l'orient à la rivière de Morges : *habet autem ipsa vallis terminos ab oriente Morges, ab austro et aquilone, sicut aque infra vallem ipsam influunt, ab occidente Pertuis* (2).

(3) Voyez pages 155 et suivantes.

(4) Investiture donnée par l'empereur Frédéric à Aymon, archevêque de Tarentaise, du temporel de son église. (Dans Besson, *Preuves*, n° 38, pag. 371.)

(5) La bulle de l'empereur Henri VI, datée de Turin, est conçue dans les mêmes termes que celle de l'empereur Frédéric. Elles ont été, pour ainsi dire, calquées l'une sur l'autre ; mais la leçon de cette dernière, donnée par Besson, ne paraît pas complètement exacte. Je n'exempte d'en citer les expressions pour ne donner qu'un extrait de la confirmation de Henri VI, publiée dans les *Documenti, monete e sigilli*, pag. 105 et suivantes. Ce document a de même été publié par Besson, *Preuves*, n° 48, pag. 378 et suivantes.

« Eo propter cognoscat tam presens etas fidelium imperii quam successura posteritas quod nos attendentes honestatem dilecti et fidelis Aymonis venerabilis mustoriensis archiepiscopi

(1) Voyez les *Actes du concile d'Agaune*, apud GUILLAUME, *Histoire des évêques de Salins*, tome II, pr., page 2. — DE GINGINS, *Essai sur l'établissement des Burgundes*, dans les *Mémoires de l'Académie de Turin*, pag. 255 et 261.

(2) GUICHENON, *Preuves*, pag. 29.

Aymon II, dont les successeurs continuèrent à exercer l'autorité souveraine.

Plusieurs documents contiennent l'énumération des paroisses soumises à la juridiction temporelle des archevêques de Tarentaise, et démontrent que ce comté était renfermé dans les mêmes limites que la province actuelle, à l'exception de plusieurs communes qui font aujourd'hui partie de la Haute-Savoie (1).

A l'extrémité occidentale de la Tarentaise, l'on voit encore aujourd'hui les ruines d'un manoir dont les habitants furent pendant bien des années la terreur du pays. C'était la demeure des sires de Briançon. Quoique vassaux de l'évêque, ces seigneurs turbulents et rapaces étaient continuellement en révolte ouverte avec lui, et l'histoire a enregistré les crimes de ces petits fléaux de Dieu.

Comme la Tarentaise, la Maurienne ne reconnaissait d'autre souveraineté temporelle que celle de son évêque, qui en avait la plupart des attributions et en exerçait presque tous les actes (2).

religiosam quoque conversationem congregationis ecclesie de munsterio ipsum archiepiscopum et ecclesiam eius quem serenissimus pater noster Fredericus romanorum imperator diuus augustus de regalibus Tarantasiensi archiepiscopatus per sceptrum imperiale sollempniter inuestiuit et personas inibi diuinis mancipatas et mancipandas obsequiis cum omnibus rebus atque possessionibus suis quas nunc habent vel in posterum prestante domino poterunt obtinere. foris. indultis. agris. vineis. pratis. pascuis. siluis. planis. montanis. aquis. aquarumque decursibus. aliisque prediorum ac possessionum bonis. que propriis nominibus subter exprimenda decreuimus. videlicet ciuitatem de musterio cum omnibus appendiciis suis. castellum sancti iacobi castrum de brianzone et partem quam habet in castro de conflenz. villetam. vallem de busellis. vallem de allodiis. vallem sancti iohannis. villam de flazena. villam de cumba. vallem sancti desiderii. vallem de luscia una cum uniuersis eorum attinentiis sub protectione defensionis nostre suscepimus. et hec omnia eidem archiepiscopo et pretaxate ecclesie successoribusque suis cum omnibus feodis et casamentis que in presentiarum possident vel alii nomine suo tenent imperiali auctoritate confirmamus. Ex habundanti quoque imperialis gratie munificentia concedimus sepedictis episcopo et ecclesie ut ad tuicionem atque iuuamen suum liceat eis libere in locis idoneis castra construere. et destructa reedificare..... »

(1) Telles sont les paroisses ou communes de Cevins, St-Nicolas-de-la-Chapelle, Queige, Palud, Conflans, Venthon, Hauteluce, Cornillon, Césarches, St-Sigismond, Gilly, Mercury, Gemilly, Marthod, St-Vital et Cléry..... Voyez les règlements et partages faits entre les chanoines de la Tarentaise par Pierre, leur archevêque, les bulles d'Alexandre III (1174) et de Lucius III (1184); les investitures émanées des empereurs Frédéric I^{er} (1186), Frédéric II (1196) et Henri VI (1226), ainsi que Besson, *Preuves*, nos 32, 33, 37, 38 et 48, et les lettres-patentes du 16 janvier 1816, *collection verte*, tom. II, pag. 244.

(2) « Nier que l'évêque de Maurienne soit devenu seigneur temporel dans une portion de son diocèse serait aller de front contre les monuments les plus authentiques. »

(MÉNABREA, *Montmélian et les Alpes*, page 93.)

Une charte du onzième siècle, dont l'original est conservé dans les archives de l'évêché de Maurienne, fait mention de quelques localités anciennes de cette province, dont les noms se sont conservés jusqu'à nos jours. Il s'agit d'une donation faite par Théobald, évêque de

Les évêques de Maurienne avaient pour voisins les puissants seigneurs de la Chambre, dont le territoire s'étendait dans la vallée de l'Arc depuis les rives de l'Isère jusqu'aux portes de St-Jean. Ces souverains d'un ordre inférieur jouissaient cependant de certains droits régaliens qui les rendaient redoutables (1).

Une partie de la Savoie-Propre actuelle, renfermée dans les limites de ce que l'on appelle encore aujourd'hui le Bugey savoyard (2), était comprise dans le *pagus Belliciensis* et, par conséquent, soumise à la souveraineté temporelle des évêques du diocèse investis, comme les précédents, de la plénitude des droits régaliens (3).

Le *pagus Belliciensis*, qui n'était qu'une subdivision du grand comté Lyonnais, s'étendait sur les deux rives du Rhône et comprenait de ce côté-ci, dans ses extrêmes limites, Yenne, St-Genix (4), Belmont, Aiguebellette, etc., et s'appuyait aux montagnes de l'Epine et du Mont-du-Chat.

Maurienne, aux chanoines de Ste-Marie et de St-Jean, de plusieurs terres situées à Albiez-le-Jeune, Albiez-le-Vieux, Villargondran, etc.

« Ego Tetubaldus maurianensis episcopus quasdam terras dono de meo episcopatu ad canonicos sancte marie et sancti iohannis baptiste eo quod locus unde uideor esse episcopus destructus mihi uidetur. hoc est unus mansus iusta castrum quod de rufone accepi. donoque pratos ex terra qui uocatur buffa (1) per duos mansos, et in arua unum mansum quem siluester nomine diacosus tenuit. dono uero in albyeys uetulum (2), mansum unum quem grimaldus tenuit. et in alio loco alium mansum quod andefredus presbyter tenuit. et in albyeys iuenculum (3) unum mansum quem luterus tenuit. et in uillare gundranno (4) unam uineam quem ansierius tenuit. et inibi aliam uineam quem mallenus presbyter tenuit. et in uilla sancti iohannis aliam uineam quem rothbertus tenuit. dono etiam sylvam qui est iusta mansum durannum de longo in latus usque ad ripam merdarel (5). omnes has terras quas supra dixi dono et transfundo, etc. (6). »

(1) Ces droits régaliens étaient au nombre de cinq : punir les crimes de trahison, d'effusion de sang produite avec l'épée, de vol, de parjure et d'adultère. « Quod dictus dominus Petrus de Camera habeat et percipiat cum causa cognitione prius habita in predictis hominibus quinque bauna regalia videlicet proditionis sanguinis effusionis facte cum gladio. furti. periurii. adulterii et trainas lignorum in illis tantum qui boues habent vel..... »

(Documenti, monete e sigilli, pag. 185.)

(2) Voyez page 121.

(3) Une bulle d'or de l'empereur Frédéric Barberousse de l'an 1175 accorde à l'évêque de Belley, S. Anthelme, de Chignin, la plénitude des droits régaliens. Cette concession, comme l'observe judicieusement M. Léon MEXANETA, ne doit être considérée que comme une confirmation de privilèges préexistants (*Montmélian et les Alpes*, pag. 93).

(4) Voyez page 78.

(1) La Buffa, village de la commune de St-Michel.

(2) Albiez-le-Vieux, à 5 lieues de St-Jean-de-Maurienne.

(3) Albiez-le-Jeune, à 2 lieues de St-Jean-de-Maurienne.

(4) Villargondran, à une lieue de St-Jean-de-Maurienne.

(5) Torrent sur le territoire de Villargondran.

(6) Voyez plus haut page 152, note 2. — *Monumenta historia patriæ*, vol. II des chartes, col. 159 et 140. — *Documenti, monete e sigilli*, pag. 9 et 10.

Au milieu des divisions que nous venons d'énumérer, l'antique Savoie (la *Sapaudia*) a disparu. Modestement confinée dans la vallée de Chambéry, cette contrée, qui, sous les Romains, occupait un rang distingué dans leur vaste empire, est désignée sous le nom d'*ager Savogensis* et fait partie du territoire de Grenoble, comme subdivision du *pagus Gratianopolitanus*.

On voit, par l'étude des chartes de cette époque, qu'il s'était établi une étrange confusion dans les désignations des circonscriptions territoriales.

C'était là une conséquence de l'anarchie féodale, où les seigneurs, affranchis de l'autorité royale, brisaient et bouleversaient l'ordre de choses établi, et acceptaient ainsi les expressions reçues dans le langage vulgaire, en en modifiant le sens et la signification.

Nous ne devons pas oublier ici le système de divisions adopté sous les Francs, que nous avons légèrement expliqué plus haut (1), et qui est résulté des études que nous avons faites sur les époques précédentes.

Dans le principe, le *pagus* était en général considéré comme une division, un district de la cité.

Les expressions *ager* et *terminus*, quoique plus vagues, avaient souvent la même signification.

Les divisions du *pagus* étaient le *finis*, la *condita* et l'*aicis*; le mot *ager* signifiait aussi une subdivision du *pagus*, et quelquefois il indiquait un simple *finage* (2).

Je me contenterai de citer en Savoie un exemple de la division du *pagus* en *finis*, c'est celui que me fournit un document que j'ai déjà cité (3). Il s'agit d'une donation faite à l'église de Lausanne, dans laquelle on lit : *in pago Genevense IN FINE HERCOLANA in villa Mustiniaco capellam unam* (4).

Quant au modeste district de Savoie, il est le plus souvent considéré dans les chartes comme dépendant du *pagus Gratianopolitanus*; il devient alors l'*ager Savogensis* et quelquefois le *comitatus*. S'il s'agit cependant de le considérer par rapport aux localités qui y sont enclavées, il reprend le titre de *pagus* pour ne laisser que celui d'*ager* aux plus petits cantons qui en dépendent (5).

(1) Page 73.

(2) Dom BOUQUET, tom. VIII, pag. 668 a-c. J'emploie le mot *finage* faute d'autre expression. En jurisprudence, ce terme se prend non-seulement pour les limites d'un territoire, mais aussi pour tout le ban et le territoire même d'une commune, d'une paroisse. Selon GUÉRAUD, le mot *villa* exprimerait véritablement dans la basse latinité ce que nous entendons par finage.

(3) Pages 120 et 121, note 4.

(4) CIBRARIO donne à cette charte la date du 28 mars 892 contrairement à l'assertion de M. DE GINGISS, qui indique celle de 899 ou 903. (Voy. *Documenti, monete e sigilli, rapport*, pag. 70.)

(5) Le texte de divers documents ne laisse aucun doute à cet égard.

Ante l'an 1011. — « *Predictus comes Manasseus et uxor sua Ermengarda dat ad prae-*

Quelques chartes du onzième siècle font mention de Chambéry et de ses seigneurs (1), qui ne paraissent pas avoir joué un rôle bien important dans les annales de la féodalité. Les documents de cette époque désignent déjà les bourgs de Chambéry et de Chambéry-le-Vieux (2) comme deux localités bien distinctes l'une de l'autre et ayant leurs seigneurs particuliers (3).

fatam ecclesiam ex alodio proprio suo in pago videlicet Gratianopolitano, in COMITATU SAVOGENSIS, in villa sancti Andreae. » (Voy. pag. 166.)

Au commencement du douzième siècle (4 juillet 1111), la ville de St-André est dite, dans une charte, située en Savoie, *apud Savogiam*. Ce document confirme l'opinion que j'ai émise avec doute, page 166, que les localités désignées dans la donation du comte Manassés, comme situées aux environs de St-André, étaient les villages qui furent détruits avec cette dernière ville par la chute du Mont-Grenier en 1248. Il cite en effet *Chatovilarium* comme une dépendance de St-André. « *Notum sit cum izolenus de S. Andrea apud Savogiam et uxor eius.... miserunt in wadimonium totam decimam quam habebant in parrochia S. Andree excepto de villa que vocatur Chatuillar.* » (Documenti, monete e sigilli, pag. 38 du cartulaire de Saint-Hugues.)

1022. — « *Ecclesiam sancti Veranni, quae est in villa, quae vulgo vocatur Erbins, juxta ripam Isarae fluminis, cum suo presbyteratu suis, et omnibus adjacentiis suis, quae infra terminos subtitulatos sitae sunt. Sunt autem praedictae res sitae in pago Gratianopolitano, in agro SAVOGENSIS, et terminantur a mane villis Marini, a sero terra Vorni, a meridie Isara volvente, a septentrione vero Montem Benedictum.* » (GUICHENON, *Bibl. sebus.*, cent. 1, n° 25, pag. 46. — BESSON, *Preuves*, n° 4, pag. 323.)

« *Dono unum mansum in Camberiaci vetere.....* » (GUICHENON, *Histoire de la Maison de Savoie*, pr., pag. 5.)

1036. — « *Haec autem res situm habent in pago SAVOGENSE in agro Pignonnense, in valle que dicitur Cosia.* » (GUICHENON, pr., pag. 664. — *Monum. hist. pat.*, vol. 1^{er} des chartes, pag. 510. — *Documenti, monete e sigilli*, rapport, pag. 52.)

(1) En 1029 environ, le roi Rodolphe III et la reine Hermengarde fondent le prieuré de Lémenc. Entre autres seigneurs, un Witfred de Chambéry intervient à l'acte, *Witfridus de Camberiaci*.

(Voyez GUICHENON, *Histoire généalogique*, tom. IV, pr., pag. 4. — MÉNABREA, *Histoire municipale et politique de Chambéry*, 4^{re} livraison, liv. 1, chap. 5, pag. 48.)

(2) « *Dono unum mansum in Camberiaci vetere.....* » (GUICHENON, *Histoire de la Maison de Savoie*, pr., pag. 5.)

(Donation de la reine Hermengarde à l'église de Grenoble (24 août 1037). — Extrait du cartulaire de S. Hugues, écrit au 12^e siècle, dont on conserve l'original aux archives de la Chambre des comptes de Grenoble. Voyez *Documenti, monete e sigilli*, pag. 31.)

(3) Les seigneurs de Chambéry-le-Vieux étaient entièrement distincts de ceux de Chambéry; dans une charte de 1228, interviennent comme témoins un Gauthier de Chambéry-le-Vieux, chevalier, et un Berlion, seigneur de Chambéry, *Gauterius de Camberiaci veteri miles..... domino Berlione de Camberiaci.....*

(La gloire de l'abbaye et vallée de la Noresale, située au bas du Montcinis, du côté de l'Italie. Ensemble un Discours de la Savoie, et de la ville de Chambéry sa capitale, de son ancienneté, et de plusieurs autres Régions : enrichi de quantité de remarques curieuses et louables, tirées de divers auteurs tant anciens que modernes, par R^d D. Jean-Lovys ROCHER,

Quoi qu'il en soit, du reste, des diverses dénominations de *pagus*, *ager* ou *comitatus Savogensis*, la Savoie n'était plus, à cette époque, qu'un district d'une toute petite étendue correspondant peut-être à l'ancien décanat ecclésiastique renfermé dans un circuit de 25 à 30 lieues (1), et soumis à l'autorité temporelle des évêques de Grenoble (2).

Descendue à un des derniers degrés des fractions territoriales, nous allons

religieux de la Congrégation Réformée de S. Bernard, ordre de Cîteaux. A Chambéry, chez Lovys Dy-Fovr, imprimeur ordinaire de Son Altesse Royale. M.DC.LXX.)

Trente-trois ans plus tard, le 11 juin 1261, Aymon, fils de Pierre de Chambéry-le-Vieux, fait hommage de son fief au comte de Savoie. (Archives de la Chambre des comptes de Turin. Index général des fiefs. V^o Chambéry-le-Vieux.)

(1) BESSON, page 311.

(2) J'adopte ici l'opinion de M. MÉNABREA, qui s'appuie sur deux titres pour démontrer que les évêques de Grenoble exerçaient dans le *pagus Savogensis* les droits régaliens (4).

Le premier renferme la donation de l'église de S. Maurice, située à Maltacène (le Bourget), faite en faveur de l'abbaye de Cluny; on y lit ces mots : *PERMICIENTE ET CONFIRMANTE domino Malleno episcopo Gracianopolitano ecclesie..... Si quis hanc donacionem inquietare voluerit in aula regis centum libras auri componat et insuper maledictionem Gracianopolis episcopi QUIA IN EJUS EPISCOPATU SE LAUDANTE ESTACTA et firmiter roborata* (2).

Le second contient aussi une donation d'un seigneur de Chambéry (*donnus Wifredus de Camberiac*) en faveur de l'abbaye de la Novalaise, située au pied du Mont-Cenis. Anselme, évêque de Grenoble, approuve et ratifie cet acte de munificence : *Hanc cartam offerens in presencia donni Anselmi episcopi Gracianopolitani bene memorie laudavit et confirmavit* (3).

Il est vrai, comme l'observe M. MÉNABREA, que la première de ces chartes a été soupçonnée d'avoir été interpolée, par la raison que le sceau qui est appendu présente des caractères qui appartiennent à une époque postérieure (4).

Je n'ajouterais ici qu'une observation.

Ce document porte la date de l'an 1030 et la trentième année du règne de Rodolphe III, « *Regnante Rodulpho anno xxx. Incarnationis Domini anno millesimo xxx.* » Or, la trentième année de ce règne ne saurait se rapporter à l'an 1030, mais bien à l'an 1023, puisque Rodolphe-le-Fainéant, comme nous l'avons vu (page 149, note 4), monta sur le trône en 993. Serait-ce là une raison de plus pour rejeter ce document? Je ne saurais l'affirmer, parce que, à une époque aussi éloignée de nous, une erreur de date est facile à comprendre.

La donation de Wifred a été de même considérée comme apocryphe par les savants commentateurs des *Monumenta historia patriæ*; elle porte la date de 1046 (5). Mais les raisons sur lesquelles ils s'appuient ne sont pas assez plausibles pour les admettre d'une manière absolue, et, jusqu'à nouvelle preuve, nous ne pouvons refuser aux évêques de Grenoble l'exercice de la puissance temporelle dans l'*ager Savogensis*.

(1) *Etudes historiques en Savoie et en Piémont*, insérées dans les *Mémoires de l'Académie de Savoie*, tome ix, pag. 328 et 329.

(2) *Monumenta historia patriæ*, tom. II, pag. 150. — GUYCHENON, *Histoire généalogique*, pr., pag. 8.

(3) ROCHES, *Gloire de la Novalaise*, liv. III, pag. 32. — *Monumenta historia patriæ*, tom. I, pag. 549.

(4) *Sigilli de' principi di Savoia*, pag. 5.

(5) *Monumenta historia patriæ*, tom. I, pag. 550.

cependant bientôt la voir s'étendre de nouveau et imposer encore son nom aux provinces qui s'étaient, pour ainsi dire, soustraites à sa domination.

En vertu de quelle loi cet étrange phénomène de résurrection va-t-il s'accomplir ?

Au milieu des seigneurs qui se partagent nos contrées, apparaît dans l'histoire un fidèle de l'empereur Conrad, un comte bourguignon du nom de Hupert, qui soutient par les armes les droits de la couronne impériale contre les prétendants au trône de Bourgogne, et mérite par ses exploits une place importante dans les fastes historiques de notre pays.

Ce n'est pas ici le lieu de discuter ce qu'était ce seigneur qui embrassa la cause impopulaire de l'empire. Conseiller, avocat ou défenseur de la reine Hermengarde, on le voit souscrire des actes publics et participer avec la veuve du roi Rodolphe aux libéralités qu'elle fait aux églises.

Possesseur lui-même de vastes domaines (1), il joue un rôle influent et assiste à de mémorables transactions.

L'évêque de Langres l'appelle son ami (2), et, sans exercer nulle part l'autorité souveraine, il paraît entouré d'une grande considération.

Ce comte Hupert est connu dans l'histoire sous le nom d'Humbert-aux-Blanches-Mains. La voix publique l'accusait-elle dans la guerre qu'il avait entreprise contre l'indépendance bourguignonne ? et ses partisans voulurent-ils protester par une semblable qualification ? Rien dans l'histoire ne vient jeter de la lumière dans une époque aussi reculée ; les annales bourguignonnes enregistrent seules son nom comme un fidèle de Conrad, dont il soutint la cause, et qui, à la tête de bandes étrangères, réprima l'insurrection du peuple et des barons révoltés (3).

Humbert fut le père de cette longue suite de comtes, de ducs et de rois qui

(1) Il possédait une multitude de seigneuries dans le Viennois, dans la Savoie proprement dite, dans la Maurienne, la Tarentaise, le Chablais, le bas Vallais et dans d'autres contrées du lac Léman. (Voyez *Recherches sur l'histoire de l'ancienne constitution de la monarchie de Savoie*, traduit de l'italien de M. L. CIBRARIO par M. A. BOULLÉE. Un volume in-48. Paris, 1833, pag. 51.)

(2) *Nostro amico Humberto comiti....* (Documenti, monete e sigilli, pag. 97 et 98.)

(3) Quelques écrivains modernes apprécient d'une manière toute différente l'intervention d'Humbert. « Mais Humbert, dit l'un d'eux, qui ne portait pas en vain le nom de comte aux blanches mains, ne voulut jamais suivre les drapeaux de l'injustice ; il resta fidèle à la cause de l'empereur, et la fit triompher (1). » Soit, mais il n'en est pas moins vrai de dire que la cause impériale était anti-nationale et profondément impopulaire.

Le prêtre FAZZET est plus dans le vrai dans son panégyrique dérisoire en appelant Humbert MINISTRE DES VENGEANCES IMPÉRIALES !

BOISSAT dit : *exacteur des vengeances impériales.*

(1) Abbé BOISSAT, *Histoire de la Maison de Savoie*, pag. 63.

règnent encore aujourd'hui sur nos contrées, et qui, par une politique adroite et persévérante, réussirent à grouper autour d'eux non-seulement toutes les fractions territoriales qui forment aujourd'hui la monarchie sarde, mais encore d'autres provinces qui ne leur appartenaient plus.

Nous avons vu dans le préambule de cette époque (1) que les historiens modernes se sont attachés à prouver qu'Humbert I^{er} possédait les comtés d'Aoste, de Maurienne, de Savoie, de Nyon (2), de Belley et de Salmorenc (3), le Chablais et la Tarentaise; mais les documents cités à l'appui de ces assertions sont loin d'être concluants (4).

(1) Page 479.

(2) Ancien comté des Equestres qui avait pour confins la ville de Genève, le lac Léman, le comté de Vaud et le mont Jura. Nyon s'appelait anciennement *colonia Equestris, civitas Equestris*, et était le chef-lieu du *pagus Equestricus*. Nyon était aussi le siège d'un évêché qui fut, dans le cinquième siècle, transféré à Belley.

(3) Le comté de Salmorenc, situé dans le Viennois, contenait 22 châteaux : Bressieu, St-George, Viriville, Ornacieu, Bocoszel, Lempis, Planaise, Clermont, St-Jeoire, Palladru, Virieu, Vinay, Nervod, Châteauneuf, Rives, Tullins, Voiron, Tolvon, Miribel, Voreppe et les Echelles (1).

(4) Je mets ici sous les yeux du lecteur les divers documents invoqués pour prouver la souveraineté d'Humbert sur les comtés d'Aoste, de Savoie, de Nyon, de Belley et de Salmorenc.

COMTÉ D'AOSTE :

1^o Donation d'Humbert aux chanoines d'Aoste avec réserve d'usufruit. (*Monumenta historiae patriæ*. tom. 1, pag. 350.)

2^o Echange d'immeubles entre Brocardus, évêque d'Aoste, et un nommé Katelmus. A cet acte furent présents le comte Humbert, le prévôt et l'archidiacre du chapitre : *Sig. domn' Brocardus eps qui hanc commutationem fieri et manu sua firmavit et ei relictus est. sig. domn' Umbertus comes qui hanc commutationem firmavit. manno pposito. fir. Arimo archidiacono fir. armann' fir.*

Cette charte, rapportée à la date du 19 octobre 1024, a été publiée dans les *Documenti, monete e sigilli*, page 400, d'après l'original communiqué par le chan. GAL, professeur de théologie à Aoste. Les compilateurs érudits de ce recueil attachent une grande importance historique à ce document, à cause du mot *firmavit* qu'ils considèrent comme une approbation ou une autorisation de l'échange. Cette expression ne paraît pas cependant devoir être prise dans ce sens, d'autant plus qu'elle est aussi employée pour énoncer la présence à l'acte du prévôt Manno et de l'archidiacre Arimo.

3^o Echange entre Humbert et le monastère de S. Benigne, de biens situés dans la vallée d'Aoste de *comitatu et beneficio costabile*. (*Monumenta historiae patriæ*, tom. 1, pag. 498.)

MM. PROMIS et CIBRARIO citent encore deux autres documents tirés de GUICHENON, *Preuv.*, pag. 4, et de DURANDI, *Alpi graie e pennine*, pag. 435. Voyez encore MÉNABREA, *Etudes historiques en Savoie et en Piémont*, dans les *Mémoires de la Société royale académique de Savoie*, tom. IX, pag. 439 et suivantes.

COMTÉ DE SAVOIE :

Donation faite par lui et ses fils Amédée, Aymon et Odon au monastère de Maltacène

(1) Charte de l'an 1107, dans ALBERT DU BOIS, *Vie de S. Hugues, évêque de Grenoble*, pag. 462. — Voy. encore SALVAIN, *De l'usage des fiefs*, p. 496. — CHORIER, *Histoire du Dauphiné*, tom. 1, p. 774, et *Docum., mon. e sig.*, rapp., p. 57.

Quelques auteurs ont avancé que ce personnage avait même pris dans plusieurs chartes le titre de *comte dans le territoire savoisien*, (*comes in agro*

(prieuré du Bourget). Ils donnent, entre autres, l'écluse construite dans l'eau de Lise (*Lisia*) qui se jette dans le lac, à l'effet de prendre des poissons, avec défense à quiconque d'y aller pêcher : *Donamus exclusam, ad capiendos pisces factam, et in aqua, que appellatur Lisia positam, et eandem aquam sicut intrat in lacum, quantum videri, vel discerni potest. Prohibemus quoque ne aliquis homo noster nec alterius in supradicta exclusa, neque in tota aqua sicut ab exclusa in lacum defluit, ingenium mittat, aut piscem sine monachorum jussu, vel consensu capere audeat.* (GUICHENON, *Histoire généalogique, Preuves*, pag. 6.)

Charte de date incertaine, mais qui paraît se rapporter après la mort d'Humbert, par laquelle Amédée, son fils, et sa femme Adela donnent au monastère du Bourget un mas dit situé in *COMITATU NOSTRO* : *Est autem situs ejusdem mansus in episcopatu Gratianopolitano in comitatu nostro, in villa que vocatur Maltacina ad radicem montis Muniti* (Mont-du-Chât). (GUICHENON, *Preuves*, pag. 8.)

Des interprètes ont traduit : dans notre comté, et d'autres : dans notre héritage, dans notre domaine. Voyez le Glossaire de DUCANGE à ce mot. — MÉNABREA, *Etudes historiques*, pag. 320. — *Documenti, monete e sigilli*, rapport, pag. 57.

COMTE DE NYON :

En 1018, un certain Racherius, détenteur, on ne sait à quel titre, d'une partie des immeubles, situés dans le comté des Equestres, que le prêtre Marinus avait donnés au monastère de Romain-Moutiers, se trouve obligé de les relâcher par l'entremise et entre les mains du comte Humbert, qui joue dans l'acte le rôle de conciliateur : *Ut ipsas res Racherius per manu Umberti comiti uirpuit.* (*Documenti, monete e sigilli*, pag. 25.)

COMTE DE BELLEY :

Deux chartes sont invoquées,

La première est une donation faite par le comte Humbert et ses fils Amédée, Aymon et Oddon, à l'abbaye de Cluny, de deux mas, *duos mansos in pago Bellicensi in monte.* (GUICHENON, *Preuves*, pag. 5.)

La seconde est la fondation du prieuré de Burbanche, à laquelle assistent l'évêque de Belley, le comte Humbert et son fils Amédée, et plusieurs autres nobles : *Et hoc fuit factum in præsentia episcopi Aimonis Bellicensis et ante dominum Humbertum comitem et filium ejus Amedeum et alios complures nobiles.* (De 1030 à 1037. *Docum., mon. e sig.*, p. 27.)

COMTE DE SALMORENC :

Concession faite par Oddon, évêque de Grenoble, en faveur d'un agriculteur nommé El-drad, de quelques biens situés dans le comté de Salmorenc, dans la ville de Chatonay, avec l'assistance du comte Humbert et de sa femme. (SALVAING, *De l'usage des fiefs*, pag. 493. — *Documenti, monete e sigilli*, rapport, pag. 57.)

M. CIBRARIO cite en outre une donation que l'on reporte à l'an 1042, par laquelle le comte Humbert et ses fils Amédée et Oddon cèdent à St Laurent de Grenoble les dîmes, prémices, rentes des cimetières et les oblations appartenant aux églises de la terre des *eschelles*; mais il fait observer que le comté de Salmorenc ayant été donné, en 1041, par le roi à sa femme Hermengarde, on doit convenir que Humbert ne le possédait pas à titre d'héritage, mais qu'il le gouvernait au nom du roi en qualité de lieutenant. Quoi qu'il en soit, ajoute cet historien, il est à remarquer qu'une partie des terres qu'il comprenait furent possédées par les descendants d'Humbert jusqu'à la fin du 14^e siècle, comme Voiron, Côte-St-André, Boesozel et autres. (*Documenti, monete e sigilli*, rapport, pag. 58.)

Savogensi) (1); mais, les sources n'étant pas citées, il est permis de croire que cette assertion est tout aussi gratuite que les précédentes. En effet, aucune charte connue ou publiée sur nos annales ne lui donne une semblable qualification, et l'on ne peut baser à cet égard une opinion que sur des conjectures plus ou moins plausibles. Les chartes du moyen âge se prêtent souvent à des interprétations d'une nature toute différente, mais, en présence de cette myriade de seigneurs qui se partageaient nos contrées, si l'on tient compte surtout de la puissance temporelle des évêques de Belley, de Grenoble, de Tarentaise et de Maurienne, tout porte à croire, en faisant, du reste, la part de l'obscurité des temps, qu'Humbert, possesseur de vastes domaines, n'eut cependant aucune autorité souveraine : car, pas une des chartes alléguées ne lui attribue l'exercice de la juridiction comitale. Favori de la reine Hermengarde, Humbert I^{er} ne fit que préluder, par ses exploits et le rang supérieur qu'il occupait à la cour de Bourgogne, à la puissance de la dynastie de Savoie, dont il est le fondateur.

Nous ne nous arrêtons pas davantage sur ce sujet aride, plein d'obscurité et presque sans importance, et nous ne discuterons pas l'opinion qui fait d'Humbert un *lieutenant militaire des rois de Bourgogne*, un *commandant des marches d'Italie*, qualifications vides de sens à l'époque que nous traitons, et recueillies par Grillet on ne sait où.

Un historien moderne, après avoir énoncé comme une probabilité qu'Hum-

(1) DE VIGNET l'a affirmé d'une manière très légère.

« Les chartes où il est qualifié de *comes in agro Savogensi* sont assez nombreuses pour ne laisser aucun doute sur cette assertion. Outre les titres dont nous avons parlé jusqu'ici, l'abbé GRILLET, qui certes ne peut être suspect sur cette question, et qui avait entre les mains beaucoup de chartes inédites sur l'histoire de Savoie, entre autres celles recueillies par BISSON, dit qu'il existait dans les archives de Maurienne une charte de l'année 1040, où ce prince est aussi nommé *comes in agro Savogensi*. » (*Mémoire sur Humbert-aux-Blanches-Mains*, dans les *Mémoires de la Société royale académique de Savoie*, tom. III, pag. 318.)

La citation de DE VIGNET est loin d'être exacte; voici en effet ce que dit GRILLET à cet égard :

« Humbert-aux-Blanches-Mains est appelé *comes in agro Savogensi* dans une charte de l'abbaye de la Novalaise, de l'an 1036, dans plusieurs donations faites aux églises de Saint-Jean et de Val-d'Aoste, en 1040. Conrad-le-Salique lui donna le commandement militaire de la Maurienne, du Chablais, du Vallais et de la Val-d'Aoste. » (*Dictionnaire historique, article Maison de Savoie*, tom. III, pag. 378.)

L'affirmation de GRILLET est en outre sans valeur. La charte de 1036, qu'il cite, contient la fondation du prieuré de Coise en Savoie, et Humbert n'y est nullement qualifié de *comes in agro Savogensi*. On peut juger par là de l'exactitude de GRILLET, dont il ne faut accepter le récit qu'avec la plus grande réserve.

M. LÉON MÉNABREA a déjà relevé cette inconcevable assertion : « Je ne sais pas, dit-il, où GRILLET a lu qu'Humbert-aux-Blanches-Mains se qualifiait *comes in agro Savogensi*. » (*Études historiques*, pag. 320.)

bert tenait par des liens de parenté à la famille royale de Bourgogne, pense qu'il était investi de la haute inspection des terres domaniales de la couronne dans la ligne des Alpes cottiennes, graies et pennines (1).

Quelle que soit, enfin, la valeur de ces différentes opinions, le comte Humbert, avocat et conseiller de la reine Hermengarde, ami de l'évêque de Langres, fut magnifiquement récompensé par l'empereur Conrad, qui lui devait la conservation de la couronne bourguignonne, et il put mourir dans la pensée qu'il laissait à ses descendants tous les moyens d'agrandir ses domaines (2).

Les traces d'Humbert se perdent après l'an 1056.

Cette année-là, l'empereur Henri III venait de mourir, ne laissant qu'un fils en bas âge, Henri IV, sous la tutelle de sa mère l'impératrice Agnès. Cette princesse porta le dernier coup à la nationalité burgonde, en réduisant en province de l'empire la Transjurane, dont elle confia le gouvernement à Rodolphe de Rheinfelden avec le titre de duc. Ce nouveau duché, connu dans l'histoire sous le nom de rectorat de Bourgogne, comprit tous les pays renfermés entre le Jura et les Alpes, depuis le pont du Rhône à Genève jusqu'aux bords de la Reuss. La partie resserrée entre l'Aar et la Reuss prit le nom de *Bourgogne alémanique* et de *Bourgogne mineure* ou *petite Bourgogne* (*Burgundia minor*, *Burgundella*) (3).

L'empereur Henri IV prit une part active aux troubles qui agitaient l'Eglise à propos de la grande querelle des investitures et de la bulle de Grégoire VII concernant le mariage des prêtres. Le pape lança les foudres du Vatican contre l'empereur, qui fut déposé dans une assemblée solennelle tenue à Forstheim le 13 mars 1077 (4).

Rodolphe de Rheinfelden, profitant de ces circonstances, se fit élire à sa place roi de Germanie (5), et prit le titre de roi d'Arles et de Provence (6).

(1) MÉNABREA, *Etudes historiques*, pag. 314.

(2) « L'historien WIPPO parle d'un fidèle de l'empire, un comte Uper, qui, menant à sa suite des bandes d'Italiens, vint combattre le Champenois au bord du Rhône. On a pensé que cet Uper était Humbert-aux-Blanches-Mains. Quoi qu'il en soit, on doit tenir pour constant qu'Humbert s'attacha aux intérêts de Conrad, qui probablement le récompensa en lui concédant, en bénéfice ou en fief, des terres fiscales, ou même encore des biens enlevés aux seigneurs du parti opposé. Le fait est que ses principales possessions étaient situées à l'entrée de la Maurienne, là où se trouvent Aiguebelle et les ruines du château de Charbonnière; ce qui explique le titre de *comites Mauriannenses* que prirent ses successeurs. »

(*Montmélian et les Alpes*, pag. 120.)

(3) DE GINGINS, *Mémoire sur le rectorat de Bourgogne*, pag. 21 et suiv.

(4) DE GINGINS, *Mémoire sur le rectorat de Bourgogne*, pag. 29.

(5) GERBERTUS, *De Rodolfo Suevico*, pag. 42.

(6) Dans la Bourgogne cisjurane, aucun document connu ne mentionne le duc Rodolphe comme souverain. Guinimann, archevêque d'Embrun, et Léger, archevêque de Vienne, datent une charte de l'an 1060 : « J. C. regnante et terreno rege exspectante. » — Cartu-

Les peuples de la Transjurane, qui détestaient la domination des empereurs d'Allemagne, accueillirent la bulle d'excommunication comme une déchéance, et Henri, pour conserver la couronne, dut fléchir et implorer le pardon de l'orgueilleux pontife.

S'acheminant à cet effet vers l'Italie, accompagné de sa femme Berthe et des principaux seigneurs de sa cour, il passa, dans l'hiver de 1076, par la haute Bourgogne et la Transjurane, célébra les fêtes de Noël à Besançon, et se dirigea vers le Saint-Bernard. Arrivé à Vevey (1), il fut reçu par son beau-frère Amédée II, comte de Maurienne, accompagné de sa mère Adélaïde de Suse, qui étaient venus à sa rencontre.

L'impératrice Berthe était sœur d'Amédée et fille d'Adélaïde, et, par une coïncidence digne de remarque, cette dernière était aussi la mère d'Adélaïde, seconde femme de Rodolph, recteur de Bourgogne.

« Le comte de Maurienne et sa mère régnaient de l'un et de l'autre côté des » Alpes, non-seulement par leur puissance territoriale et leur illustre naissance, » mais aussi par leur influence sur le parti ultramontain, et ils étaient maîtres » des passages de la Savoie et du Vallais, par lesquels seuls l'empereur pouvait » espérer de pénétrer en Italie. Ils reçurent le monarque avec tous les égards » dus à son rang et aux liens de proche parenté qui les unissaient (2). »

Sous le prétexte de rester neutre dans la querelle qui divisait ses deux genres, mais dans le but principal d'étendre les domaines de la maison de Savoie, Adélaïde demanda à l'empereur la cession de cinq évêchés situés en Italie (3), en faveur de son fils Amédée, pour consentir à son passage à travers les Alpes.

laire du chapitre de Romans, en Dauphiné; apud Rivaz, *Diplom. de Bourgogne*. — Agnès, duchesse de Zæringen, donne cependant à son père Rodolph le titre de *rex de Arles* dans une charte de l'an 1108. (Voy. GERBERTUS, loc. cit., pag. 158.)

(1) La plupart des historiens s'accordent à fixer à Vevey l'entrevue de Henri et d'Amédée. (Voyez GUICHENON, tom. 1, pag. 209. — DE GINGINS, *Mémoire sur le rectorat de Bourgogne*, pag. 30. — A. VERDEIL, *Histoire du canton de Vaud*; Lausanne, 1849, tom. 1, pag. 79.)

DE VIGNET prétend que la rencontre eut lieu à Cevins; mais cette assertion, qui n'est due qu'à une mauvaise interprétation du texte du chroniqueur que nous citons plus bas, n'a pas la moindre vraisemblance. (Voy. *Mém. de la Société roy. académ. de Savoie*, t. III, p. 294.)

(2) DE GINGINS, *Mémoire sur le rectorat de Bourgogne*, pag. 30.

(3) MICRATORI (*Annal. d'Ital.*, an. 1076) soutient que les évêchés demandés étaient en Italie, et GUICHENON, en Bourgogne; mais le texte du chroniqueur ne laisse pas de doute à cet égard (Voy. plus bas). M. CIBRARIO pense qu'il s'agissait des évêchés de Verceil, d'Ivrée et autres: « E se vero, dit-il, è quel che narra Lamberto Scafnapurgeuse, che Amedeo II e Adelaide sua madre domandarono nel 1077, per mercè del passo che avrebberò conceduto allo imperatore, cinque vescovati in Italia, forse questi cinque vescovati erano que' di Vercelli, d'Ivrèa e di qualche altro contado, che i marchesi d'Ivrèa della stirpe d'Anscario, progenitori d'Umberto I, avevano signoreggiato. » (*Stor. della monarch. di Savoia*, vol. 1, p. 37.)

Le chroniqueur Lambert de Schaffnaburg, qui nous a transmis ces faits, parle en termes énergiques de la surprise dont fut saisi l'empereur, ainsi que son entourage, à la nouvelle de la dure condition qui lui était imposée (1); mais les circonstances le forçant à prendre un parti décisif et à hâter la continuation de sa route, il transigea pour la cession du vieux Chablais et du bas Vallais qui formaient la province d'Agaune (*provincia Agaunensis*) (2).

(1) Ce n'est donc pas sans étonnement qu'on lit dans un auteur moderne que cette cession fut un échange de courtoisie; tant il est vrai de dire que tous les faits historiques peuvent être dénaturés : « *In quel negozio maggior parte avesse l'obbligo della cortesia, che la forza e la necessità.* » (BOTTERO, *Principi di Savoia*. Amedeo I^{er}, pag. 92.)

(2) Le chroniqueur qui nous a transmis ce fait ne dit pas quelle fut la province cédée. Cette lacune a donné lieu à une foule de conjectures. La plupart des historiens nationaux pensent que c'est le Bugey. Les historiens suisses penchent pour le vieux Chablais (1). M. CIBRARIO, sans se prononcer d'une manière formelle, dit que le Chablais, qui ne faisait pas partie des domaines héréditaires d'Humbert I^{er}, fut cédé à ce dernier, en 1034, par Conrad, en reconnaissance de ses services, ou donné à la comtesse Adélaïde, en 1077, par l'empereur Henri IV. Si l'on considère le lieu de l'entrevue et le passage du St-Bernard, cette dernière assertion réunit plus de probabilité que la première. Quoi qu'il en soit, voici le texte où il est question de cette importante donation :

« Rex Henricus in Italiam proficiscens, intra Burgundiam in loco qui dicitur Bisanzun natalem domini celebravit, satis magnificè pro sua tum calamitate susceptus et habitus ab avunculo matris suæ Wilhelmo comite, cuius in illis locis amplissimæ et florentissimæ opes erant. Ea porro causa erat, ut relicto recto itinere, in Burgundiam diverteret, quod certò compererat, duces Rodolphum, Welf, et Bertholdum, omnes vias, omnesque aditus, qui ad Italiam mittunt, quos vulgato nomine Clusas vocant, appositis custodibus anticipasse, ut nulla illis ei copia transeundi fieret. Exacta solemnitate natalis domini profectus inde, cum in locum qui Civis dicitur venisset, obviam habuit socrum suam, filiumque ejus Amedeum nomine, quorum in illis regionibus et autoritas clarissima, et possessiones amplissimæ, et nomen celeberrimum erat. Ili venientem honorificè susceperunt. Transitum tamen per terminos suos aliàs ei concedere volebant, nisi quinque Italiæ episcopatus possessionibus suis contiguos eis redimendi itineris pretium traderet. Durum hor nimis atque intolerabile omnibus regis consiliariis visum est. Sed cum ei inevitabilis incumberet necessitas quòque posset pacto redimendi itineris, et illi nec jure propinquitatis, nec tantæ calamitatis miseratione quicquam moverent, multo labore et tempore in hac deliberatione insumpto, vix et ægrè tandem impetratum est, ut *provinciam quandam Burgundiæ bonis omnibus locupletissimam, concedendi transitus mercedem dignarentur accipere. Ita indignatio domini non solum sacramenta et frequentibus beneficiis sibi obnoxios, sed etiam amicos et genere propinquos ab eo everterat. Difficiliter aseculo transeundi licentiam protinus alia successit difficultas.* »

(LAMBERTUS SCHAFFNABURGENSIS, *De rebus gestis Germanorum* an. 1077, ap. *illustrium veterum scriptorum Germ. Joan. Pistorius Francf. 1581*, tom. 1, pag. 246. — Bibliothèque de Costa de Beauregard.)

« Quant à la fertile province, dit DE VIGNET, cédée par l'empereur Henri IV à Adélaïde de Suse et à son fils Amé II, nous avouons que nous savons d'autant moins où la prendre, que

(1) DE GINGINS, *Mémoire sur le rectorat de Bourgogne*, dans les *Mémoires de la Suisse romane*, tome 1, page 31. — VERDEIL, tome 1, page 78. — E.-H. GAULLEUX, *La Suisse historique et pittoresque*, page 104.

« Cette cession, dit Verdeil, est importante dans l'histoire de notre patrie : » elle est l'origine de la puissance de la maison de Savoie dans le pays de Vaud (1). »

On était arrivé au plus fort de l'hiver; les Chablaisiens considéraient le passage du Saint-Bernard comme très dangereux et presque impraticable. Malgré la neige, les glaces et les rigueurs de la saison, tous les obstacles furent franchis; l'impératrice et les dames de sa suite furent enveloppées dans des peaux de bêtes et transportées sur les bras robustes des montagnards.

Arrivé au château de Canosse, en Lombardie, l'empereur s'agenouilla devant l'orgueilleux pontife, qui consentit, après cette démarche humiliante, à lever la sentence d'excommunication.

La comtesse Adélaïde (2) joua le rôle de médiatrice dans cette réconciliation vivement désirée de part et d'autre.

Amédée était mort, laissant pour lui succéder son fils unique Humbert II, connu dans l'histoire sous le surnom de Renforcé. Ce comte mauriennais (3), appelé, dans un traité avec les habitants d'Asti, *grand et honorable capitaine* (4), ajouta la Tarentaise aux domaines de ses ancêtres de ce côté des monts. La tradition raconte que les sires de Briançon, profitant de la position formidable qu'occupait leur château à l'entrée de la vallée, y avaient établi un péage onéreux, et allaient peut-être, au besoin, jusqu'à détrousser les passants. Orgueilleux et cruels, ces seigneurs avaient porté la terreur de leur nom jusqu'au fond de la Tarentaise, et les lâches cruautés et les méfaits auxquels ils se livraient continuellement avaient jeté l'épouvante dans les populations de ces contrées. Les descendants des Centrons, indignés et décidés à secouer le joug odieux de ces seigneurs, firent, d'accord avec leur archevêque Heraclius,

les états de Savoie en deçà des Alpes n'ont jamais été renommés pour leur fertilité. Ce ne peut être le comté de Belley, qu'Humbert possédait longtemps auparavant (je ne partage pas cette opinion), et bien moins le haut Bugey, qui, loin d'être fertile en toutes sortes de fruits, comme le dit Lambert de Schaffnaburg, n'est fertile en aucun. Il faut donc se contenter de reconnaître pour cette province le canton du bas Bugey alors dépendant du diocèse de Lyon, au confluent du Rhône et de l'Ain, qui est en effet un pays très fertile. »

(*Mémoires de l'Académie de Savoie*, tom. III, pag. 322.)

Du reste, le Bugey et le vieux Chablais sont une des plus anciennes possessions des princes de Savoie.

(1) *Histoire du canton de Vaud*, tom. I, pag. 79.

(2) Adélaïde est vulgairement connue sous le titre de marquise de Suse, mais les actes de cette époque la désignent en général sous le nom de comtesse, qui seul lui convenait. Dans la fameuse lettre que lui écrivit Pierre Damien, elle est appelée *duchesse et marquise des Alpes cottiennes*. (Voyez Guichenon, tom. IV, *Preuves*, pag. 40.)

(3) C'est le premier qui ait pris le titre de *comes mauriannensis*. Voy. plus haut page 480.

(4) *Cum honorabili et magno duce Umberto*..... (Jacopo Duranti, *Saggio sulla lega lombarda*, dans les *Mémoires de l'Académie de Turin*, tom. XI, pag. 40.)

appel à la bravoure du comte Humbert. Celui-ci, réduisant à l'impuissance Emeric de Briançon, le força à lui rendre hommage, et reçut en même temps la soumission des habitants de la Tarentaise, qui se placèrent volontairement sous la dépendance immédiate de leur libérateur.

Cette soumission n'est consignée, il est vrai, dans aucun acte authentique, mais ici la voix de la tradition est assez puissante pour l'accepter. Voici comment les chroniqueurs de Savoie ont raconté cette expédition dans leur vieux langage :

« Au temps de cestuy Humbert près de ses marches avoit un petit banneret » seigneur de brianzon qui nouvellement avoit élevé un peage merveilleux sur » toutes gens qui demenoient marchandises qui par la passioient. Et étoit cestuy » si oppiniatre qui ne doutoit homme vivant se luy sembloit qui luy sceust nuyre » ne grever. Et pourceque les marchans estoient oppressez de payer en celluy » endroit grans treuz et peages que celluy seigneur banneret leur faisoit paier » iceulx marchans sen vindrent plaindre au conte Humbert et l'advertirent du » grant larrecin qu'il prenoit sur chascun marchant par la passant come dit est, » et luy dirent : Sire nous soulions au temps de vostre père passer par le pays » sans rien payer aucunement. mais depuis le trepas d'icelluy soit en allant ou » en venant de toute marchandise que nous demenons nous sommes outrageu- » sement exactionnez et contrains à payer moult grant tribut. Et cuydions que » vous eussiez fait mettre ce peage sus au commencement, mais depuis nous » avons bien veu et sceu la verité de cest affaire et que ce n'est de par vous ne » de vostre consentement mais de par le seigneur de Brianzon qui par sa dannée » convoitise l'a mis sus, et pour ce nous venons devers vous pour y mettre re- » mede es d'exactions que on nous y fait. Si voudrions bien que le passage et » seigneurie fut à vous et que vous leussiez conquesté, non pas seulement cela » mais les pays et les environs en telle manière que nous et les autres marchans » peussions aller seurement, mais maintenant le seigneur de cette forteresse a » doublé icelluy peage et l'a mys a trop grant charge et si grandement que plus » ne pouvons supporter le faix et la charge de l'impoz. Si vous supplions hum- » blement qui vous plaise que si bien y pourvoiez e y mettez si bon remede que » nous puissions y passer en payant ce que droit y sera de raison. Et lors leur » dist le conte Humbert bien mes amis je manderay vers luy et scauray pour- » quoi il a ainsi fait mettre se peage sus. Adonc il fist escrire lettres contenant » comment il requeroit qu'il ne vouldist donner travail ne vexation a ses gens, » et quant le seigneur de Brianzon eut levés les lettres il se commença a rire et » dit au messagier : va à ton seigneur et luy dis que s'il passoit par cy que je » lui feroie payer le peage aussi bien à luy mesmes comme aux autres. Lors » retourna le messagier au côté de Maurienne et lui dit : le sire de Brianzon » ne m'a point voulu bailler de lettres mais m'a dit par derrision que se vous » mesmes y passez qu'il vous feroit payer le treu et peage ainsi comme aux

» autres ; est-il vrai , dit le conte , et je fais veu a dieu que je y passeray sans
 » payer et si luy rompray son peage , pour la quelle chose le conte fist incon-
 » tinent faire son mandement pour assembler tous ses gendarmes et chevaucha
 » a si grant effort devant la roche de Brianzon qu'il y mist et porta ses engins
 » pour assiéger la place ou il demoura par certains jours sans y riens faire, car
 » la forteresse de ce lieu estait tres forte et bien premunie de toutes choses
 » necessaires pour la deffendre. Quant le conte Humbert vit qu'il perdoit temps
 » et par force ne le pouvoit avoir il se partit d'icelluy lieu et laissa un des che-
 » valiers et capitaines au quel il bailla une partie de ses gens a tenir le siège
 » ferme. Et lui et l'autre plus grande partie s'en allerent contremont la tharen-
 » taise au mont de Coullompne pour mieulx sçavoir s'il verroit lieu par ou il
 » pourroit aller à son avantage et passa jusques au commencement de l'isère
 » ou il mist en subgection et sous sa seigneurerie tout icelluy pays au quel
 » n'avoit point de seigneur temporel mais le plus fort gastoit et fouloit le plus
 » foible. Si receut les hommaiges des gentils hommes puis s'en retourna en
 » son siege. Et quant le sire de Brianzon sceut que le pays de Tharentaise
 » estoit ainsi soumis et obeyssant au conte Humbert et qu'il ne cogneut avoir
 » aliances ne secours de aucune personne mais estoit seul de son party pour-
 » quoy il n'avoit esperance de nul d'estre aide et secouru si se accorda et fist
 » appointement au conte Humbert de Maurienne et luy fist hommaige et
 » obeyssance en telle manière qu'il abaissa le peage et la jurisdiction qu'il y
 » pretendoit. Pourquoy le conte Humbert se retira en sa conté et en ses pays
 » lesquels il gouverna en bonne paix et tranquillité (1). »

Les archevêques de Tarentaise n'abandonnèrent pas pour autant l'exercice complet de leur juridiction sur les terres et localités énoncées dans les investitures des empereurs Frédéric II et Charles IV. Par la suite , plusieurs contestations s'élevèrent , à ce sujet , entre eux et les comtes de Maurienne. Ces différends furent terminés beaucoup plus tard par un traité passé entre Amédée VI et Jean , archevêque de Tarentaise , le 27 juin 1358 , qui limita et régla les cas où devait s'étendre l'exercice de leur juridiction respective (2). Sept ans après , le diplôme de Charles IV (12 mai 1363), qui investit le

(1) Simphorien CHAMPIER , *Cronicques de Savoie et Généalogie de Gaule*, feuillet 32. A part quelques lettres , j'ai conservé dans cette citation l'orthographe du chroniqueur.

Le Chroniqueur SERVON s'exprime à peu près dans les mêmes termes. (Voy. *Monumenta historiæ patriæ*, script. tom. 1, col. 97 et 98.)

« Hic tulit pedagia patriæ Briensony et dominus Briensony ei prestitit fidelitatis homagium. Patriam Tharentasie nulli per primo subjectam ejus dominio subegit, et nobilium illius patriæ fidelitate recepta migravit ad dominum feliciter anno..... » (*Chronica latina Sabaudia*, apud *Monumenta historiæ patriæ*, script. tom. 1, col. 604.)

(2) Transaction entre Amédée , comte de Savoie , et Jean , archevêque de Tarentaise , concernant leur juridiction , etc., dans Besson , preuve n° 85 , pag. 430 et suivantes.

comte Vert de l'exercice des droits impériaux et lui conféra le titre de vicaire impérial, fit cesser toutes les contestations qui pouvaient surgir à l'égard de la souveraineté de la Tarentaise. Aussi, dès lors, les archevêques de cette province lui prêtèrent fidélité et reçurent des comtes de Savoie l'investiture de leur diocèse (4).

C'est alors qu'eut lieu le commencement de cette grande oscillation humaine qui poussa, dans les douzième et treizième siècles, la moitié de l'Europe de l'est à l'ouest pour conquérir la Terre sainte.

Un pèlerin, Pierre l'Hermite, revenu de l'Orient, parcourut l'Europe et fit entendre sa parole enthousiaste pour décrire les persécutions auxquelles étaient en butte, de la part des Musulmans, les chrétiens qui allaient visiter le tombeau du Christ.

A sa voix éloquente répondit un cri d'indignation, et ce fut au cri de *Dieu le veut!* que des millions d'hommes débarquèrent aux portes de l'Orient : immense agglomération de nations étrangères les unes aux autres, de différents costumes, de différentes mœurs, de différents langages, qui n'apportèrent pour ralliement que le signe de la croix.

Humbert II fut un des premiers à s'inscrire pour la première croisade, mais des motifs indépendants de sa volonté l'empêchèrent d'effectuer le projet de son voyage d'outre-mer.

On connaît les résultats survenus à la suite des croisades, auxquelles les peuples de l'Europe durent l'avantage de se voir débarrassés d'une foule d'opresseurs qui engagèrent leurs fiefs, vendirent leurs propriétés, et allèrent se faire tuer sous les murs de Jérusalem.

Mais, pendant que la noblesse vagabonde se laissait dévorer par cette fièvre religieuse, du sein des croisades surgissait l'émancipation populaire, et l'Europe féodale venait se briser dans ces grandes luttes municipales qui amenèrent l'affranchissement des communes, glorieuses luttes du droit contre la force, du droit de l'homme esclave contre le droit du seigneur.

Le pouvoir naissant des princes de Savoie se ressentit de ce double contre-coup.

En l'an 1045, Oddon, fils d'Humbert - aux - Blanches - Mains, avait épousé Adélaïde de Suse, dont les vastes domaines, situés en Italie, étaient venus rapidement accroître le mince patrimoine des comtes de Maurienne; mais, après

(4) *Recherches des titres qui ont acquis à la royale maison de Savoie les états qu'elle possédait en 1792*, divisées en deux parties; 1810.

« Ce manuscrit, dit GRILLET (tom. II, art. *Genevois*, pag. 315), est d'autant plus précieux et véridique, qu'il a été rédigé sur les titres déposés dans les archives royales de Turin, et qu'il était destiné à servir d'instructions secrètes aux princes de la maison de Savoie. »

J'ai sous les yeux le même manuscrit que GRILLET a eu entre les mains, mais il ne mérite pas l'importance que cet auteur lui donne.

la mort de cette comtesse, une partie de ce magnifique héritage s'échappa de leurs mains.

D'autre part, les villes d'Italie profitèrent des dissensions survenues entre Rome et l'Empire pour conquérir leur indépendance. Les empereurs d'Allemagne luttèrent en vain pour repousser le flot qui les envahissait, et, dans le nombre des grands feudataires qui embrassèrent la cause des oppresseurs, les comtes de Savoie opposèrent une résistance énergique aux principes de liberté qui surgissaient de toutes parts.

Thomas I^{er} se distingua dans cette grande lutte homicide des deux partis qui, sous le nom de Guelfes et de Gibelins, ensanglantèrent l'Italie pendant plusieurs siècles.

Ce prince, qui obtint la qualité de vicaire de l'empereur, agrandit le domaine de ses ancêtres par l'acquisition de Chambéry que lui vendit le vicomte Berlion, seigneur de cette ville, le 5 des ides de mars 1232. La vente fut consentie pour le prix de 32,000 sols forts de Suse qui représente la somme actuelle d'environ 90,000 francs. Le vendeur se réserve dans l'acte le château ainsi que le quartier situé au-dessous et limité au nord-ouest par l'Albane (1).

(1) Voici les principales dispositions de l'acte de vente de Chambéry :

« Anno domini millesimo ducentesimo trigesimo secundo, indictione quinta, idibus martii, ... Ego Berlio de Chanberiaci vendo vobis Thome Comiti Sabaudie et successoribus vestris in perpetuum quicquid habeo vel habere debeo in burgo de Chanberiaci, scilicet ab alveo molendini Aymonis de Chanberiaci usque ad molendinum quondam Jacobi Chaboudi, et ab ipso molendino usque ad pontem muratum et ab ipso ponte usque ad reclusum prout ducit via glieriarum et a recluso usque ad fontem graecicorum et a loco illo usque ad vineam quondam Amedei de Burgeto, et ab ipsa vinea usque ad molendinum supradicti Aimonis de Chanberiaci, sicut protenditur aequa subtus pontem de Bornua iuxta domum Petri de Mediolano, vendo in quantum videlicet homines, terras, et census, dominia viccomitatu, vice-dominatu, venditiones domorum, banna, leydas, iustitias, tallias, cursus aquarum, etc. Pro hac autem venditione recepi a vobis triginta duo millia solidorum honorum forcium Segusinorum nomine conventi precii, quam pecuniam mihi solutam et numeratam fuisse in solidum confiteor et cognosco. Retinendo tamen leydam lignarum quam in natale domini recipere consuevi; retineo etiam quod pedagium meum in villa Chanberiaci possim recipere consueto, hoc addito, quod, si aliquando ibidem fierant nundine, quod in egressu solummodo quoquo modo res venales attrahantur, pedagium meum, scilicet tres denarios possim recipere consueto. Retineo etiam quod si aliquando villa efficeretur libera, quod ibidem homines mei, vel homines hominum meorum qui sunt de feudo meo vel Aymonis de Chanberiaci vel Martini de Mongella, non recipiantur. Preterea retineo infra villam Joannem de Chasuto, Rodolphum de Solio, Petrum Costam, et filios quondam Raymondi Costa, scilicet Willielmum et Umbertum et Rolletum. Retineo etiam quod per Dominum Comitem vel hominum ipsius, decursus aquarum molendinorum, militum meorum, vel hominum meorum vel qui sunt de feudo meo, vel Aymonis de Chanberiaci, valeat aliquo modo impediri quin libere ad molendinos valeant cursu debito pervenire. Retineo etiam quod extra villam Chanberiaci per totum mandamentum remaneat Vicecomes, et quod Mistralis Domini

L'ordre de succession n'avait pas encore alors en Savoie de règle certaine; l'état était considéré comme une propriété foncière, et l'on n'était pas encore parvenu à séparer la souveraineté du droit de propriété. On commençait cependant à comprendre que le droit de souveraineté était immatériel; le grand mouvement de l'affranchissement des communes n'avait pas peu contribué à ce résultat, et quoique les princes continuassent à disposer de leurs domaines comme propriétés patrimoniales, ils réservaient au premier-né l'exercice de l'autorité suprême. Les autres enfants, au contraire, ne recevaient des terres qu'à titre de fiefs, et, comme vassaux du souverain, ils devaient recevoir de lui l'investiture.

Thomas désigna par son testament, pour lui succéder dans le comté de Savoie, son fils aîné Amédée, et disposa de plusieurs terres et châteaux en faveur de quelques-uns de ses autres enfants. Aymon eut en partage le territoire situé entre le grand St-Bernard, le lac Léman, la Veveyse et l'Arve, soit le bas Vallais et le Chablais. Ce prince est connu dans l'histoire sous le nom de seigneur du

Comitis in iure meo habeat nihil vel accipiat. Preterea retineo quod homines mei et hominum meorum et qui sunt de feudo meo infra predictos terminos possint vendere et emere nec aliam Leydam teneantur persolvere, nisi solummodo consuetam. Preterea retineo quod si milites mei vel etiam homines mei infradiatos terminos census vel res alias habent in feudo quod absque impedimento habeant et a me possideant sicut haecenus possederunt. Scilicet Willelmus de Cognis ihidem habet casale Giroudi Nas, Martinus de Mongella duo casalia, videlicet Stephani de bella combeta et nepotis sui Michaelis, et Martinus de Foresta, quidquid Martinus Facios habet extra portam, et insulam sitam inter muros ville et molendinum Aymoni de Chanberiac, et Guigo de Villario tenementum Petri Cusia, et illi de Cognis casale Bosonis Senevo, et casale situm iuxta scilios Joannis Conversi, et die sabbati unum Cavaidanum, et Joannes Pongos casalia quondam merlorum et casale situm super aquam inter dominos Petri de Melano et Guillelmi Peruigal, et Albertus Saitarici unum casale situm iuxta casale Giroudi Nas..... Retineo etiam quod in hominibus meis, qui morantur circa castrum ultra aquam, que vocatur Albana, a parte Castri, dominus Comes nec Mistralis suis nunquam possit petere ullum bannum..... Retineo etiam quod in castro vel iuxta furnum possim facere, vel homines meos franchire, si mee accesserit voluntati. Retineo etiam quod nullus extraneus inimicus domini Comitis infra castrum reditum habere non valeat, nec inimicus meus in Villa Chanberiaci extraneus. Retineo etiam quod si contencio vel discordia inter homines ville Chanberiaci et homines meos de Castro oriatur quod arbitrio duorum de Villa, et duorum de Castro electos a me et a domino Comite terminetur, et uno defuncto alter illico eligatur.....

Actum est apud Chanberiacum in turre Stephani Vacchi ubi ad hoc fuerunt vocati et rogati testes, Dominus Umbertus de Sayssello, Petrus de Fuences, Bernardus Allamands, Berlio de Foresta, Guido de Fabricis, Ugo de Mauxie, Torenus et Sigomonus et Martinus de Forest, Valterius de Rivoira, Martinus de Mongella, Gersus de Bellacomba, Sibuetus, Joannes Pougès, Ugo Paulus, Guido de Chevelu, Joannes Blanchardi, Guigo de Sancto Paulo. »

(*Considerazioni storiche intorno a Tommaso P., conte di Savoia, del conte Federico Sclopis. — Mémoires de l'Académie des sciences de Turin. Turin, 1830, tom. xxxiv, pag. 95 et suivantes.*)

Chablais (1), et il paraît qu'il possédait déjà ces terres, en tout ou en partie, du vivant de son père.

Des différends s'élevèrent à cette occasion, en 1233, entre l'évêque de Sion Landry et lui; mais, ensuite de la paix conclue entre eux le 18 mai de la même année, l'évêque de Sion reçut d'Aymon l'investiture des droits régaliens, comme ses prédécesseurs avaient l'habitude de la recevoir des comtes de Savoie. D'autre part, Aymon reconnut tenir de l'évêque le fief de Chillon, à l'égal aussi de ses ancêtres. Mais comme le seigneur de Chablais, en accordant à l'évêque de Sion l'investiture des droits régaliens, empiétait sur un droit exercé exclusivement jusqu'alors par les comtes de Savoie, il fut stipulé qu'en cas d'opposition d'Amédée IV ou d'un de ses autres frères, Aymon soutiendrait l'évêque soit en justice, soit en guerre (2).

Un autre fils de Thomas, Pierre, qui devait s'asseoir plus tard sur le trône de Savoie, assez mal partagé dans le testament de Thomas, refusa d'y croire et réclama sa part de l'hérédité paternelle. Il se ligua dans ce but avec Aymon et chercha à s'emparer par la force des armes de la vallée d'Aoste; mais la médiation de puissants seigneurs mit fin à cette guerre déplorable, et les trois frères traitèrent à Chillon, le 23 juillet 1234, sur les bases suivantes :

La vallée d'Aoste resta au comte de Savoie; Aymon fut confirmé dans la possession du Chablais, c'est-à-dire du pays situé entre le grand St-Bernard et l'Arve, à la réserve de le tenir en fief du comte de Savoie, et avec la promesse de faire jurer par ses châtelains de le rendre après sa mort au comte ou à ses frères.

Pierre eut en partage les châteaux de Lompnes et de St-Rambert. Ce prince continuerait cependant à vivre dans l'indivision, et pourrait, si d'autre part il avait à se plaindre du comte de Savoie, revendiquer après une année sa part dans l'héritage paternel.

Si Aymon, par ce traité, fut mieux partagé que son frère Pierre, il faut en chercher la raison dans la prévision que l'affreuse maladie qui le dévorait l'emmènerait prochainement dans la tombe (3), et qu'ainsi l'état de Savoie n'aurait pas à souffrir de ce démembrement momentané, ce qui serait infailliblement survenu s'il eût fallu partager le territoire entre neuf enfants.

Aussi cette communion d'intérêts, sagement ménagée entre les frères, entretenit-elle pendant longtemps dès lors la bonne harmonie dont dépendait le salut de la monarchie naissante.

Les vieux chroniqueurs, faisant remonter à cette époque l'occupation du Chablais, racontent *comment le Comte Ame de Savoie et Pierre son frere con-*

(1) Il portait indifféremment les titres de *Dominus de Chablesio, Agaunensis provincia dominus*, etc.

(2) Archives de cour, *Traité avec le Vallais*, mas. n° 4.

(3) Il mourut de la lèpre à Coëx, près de Monthey.

questerent le pays de Chablays et d'Oste pour ung desplaisir qui fut faist a aucuns leurs ambassadeurs (1).

Le récit de cette prétendue conquête est dû à la fausse interprétation d'un fait qui eut lieu sous le règne d'Amédée IV. Ce prince suivit la politique inaugurée par ses ancêtres dans la guerre qui surgit entre le pape Grégoire IX et l'empereur Frédéric II. On dit qu'alors, entre autres faveurs, ce dernier, pour le récompenser de ses loyaux services, érigea en duché le Chablais et le comté d'Aoste. Le titre de cette érection n'est pas parvenu jusqu'à nous, mais les documents prouvent qu'à cette époque le Chablais seul eut le titre de duché (2), et que cette qualification ne fut donnée en aucune manière à la vallée d'Aoste durant tout le treizième siècle.

Pendant ce temps-là, Pierre, aventurieux et chevaleresque, dédaignant la modeste position que lui offrait sa qualité de cadet de famille, chercha la gloire et la fortune d'un autre côté.

Au-delà des magnifiques plaines du Genevois, s'étend de l'est à l'ouest une longue et pittoresque vallée que baignent l'Arve d'un côté et le Giffre de l'autre. Non loin de Bonneville, un château-fort situé sur un roc élevé, dont on voit encore aujourd'hui les ruines imposantes, donna à cette vallée le nom de Faucigny. C'est dans ses gorges profondes que la nature a semé ses horribles merveilles. A son extrémité orientale, s'élèvent des monts séculaires au front sourcilieux qui font l'admiration des touristes, et qui, entassés les uns sur les autres, descendent insensiblement dans la plaine jusqu'aux portes de Genève. C'est là que régnait, de temps immémorial, une famille souveraine dont les descendants, sous le titre modeste de *seigneurs*, dominèrent sur cette contrée pendant près de trois siècles.

A cette époque, Aymon, sire de Faucigny, dernier descendant mâle légitime de cette maison, donna sa fille en mariage à Pierre de Savoie, dont il prévoyait les hautes destinées, et lui assura la souveraineté du Faucigny, au préjudice de ses deux autres filles, Béatrix, dame de Thoire et de Villars, et Eléonore, dame de Gex (3).

(1) *Les croniques de Savoye et Genealogie de Gaulle*, par Simph. CHAMPIER, feuillet liiii.

(2) Dans la donation qu'Amédée IV fit le 4 novembre 1240, *mortis causa*, le prince laisse à son frère Thomas *universum comitatum Sabaudie et marchionatum Italie et ducatum Chablaix* (Arch. de cour. *Princes du sang*, masse 4). En novembre 1252, Guillaume II, comte de Genevois, écrit à Amédée IV pour lui annoncer qu'il a transmis par testament à son fils Rodolphe les fiefs qu'il tient du comte de Savoie, en le priant de lui en donner l'investiture et de le défendre envers et contre tous comme son homme et son parent. Dans cette lettre, le comte de Genevois prend le titre de *votre homme humble et dévoué*, et donne à Amédée celui de *comte de Savoie et duc de Chablais*. (Archives de cour, *Duché de Genevois*, paquet 1, n° 40.)

(3) Archives de cour, *Mariages*, masse 11, — *Faucigny*, masse 4.

Cette alliance, qui eut lieu en 1233, fut le commencement de la puissance de Pierre de Savoie. Ce prince, dès lors, ne cessa pendant vingt ans de marcher de conquête en conquête, et assura dans le pays de Vaud la domination de la maison de Savoie.

L'histoire enregistrera tous les hauts faits et les conquêtes de ce prince ambitieux, surnommé le PETIT CHARLEMAGNE. C'est à lui qu'était réservé de porter la dynastie de Savoie au plus haut degré de puissance et de splendeur de ce côté-ci des Alpes.

Il est inutile d'énumérer ici les nombreuses acquisitions de Pierre, qui usa de toutes les ressources de son génie pour les multiplier, soit par la puissance de l'or, soit par la force des armes (1).

Fils pour ainsi dire déshérité du comte Thomas, pendant que ses frères et son neveu régnaient modestement sur le patrimoine de leurs ancêtres, lui faisait retentir l'Europe du bruit de ses exploits et portait la renommée de sa valeur jusqu'en Angleterre.

En 1259, il étendait sa domination jusqu'à Yverdun, l'ancien *Ebredunum Sabaudie*.

« Pierre, dit un historien moderne, n'était pas encore satisfait des nombreux fiefs sur lesquels il avait acheté des droits, et il continua ses acquisitions. Il voulut s'assurer de la possession d'Yverdun, place très importante comme rendez-vous de presque tout le commerce de la contrée. Il acheta pour 500 livres viennoises (20,000 fr.), d'Aymon de Montfaucon, sire d'Orbe, tous les droits régaliens qu'il possédait à Yverdun, et entoura cette ville d'un mur d'enceinte et d'ouvrages fortifiés.

» En 1260, l'évêque de Lausanne concéda au prince savoyard, et pour la vie de ce dernier, la moitié des droits temporels de l'évêque sur la cité, sur le bourg et sur la banlieue de Lausanne, « l'évêque considérant, dit l'acte du 10 août » 1260, ce prince comme le plus capable de protéger et d'enrichir l'Eglise. »

» L'évêque de Sion ne put échapper à l'ambition de Pierre de Savoie. Ce prélat possédait de nombreux fiefs sur les deux rives du Léman, depuis Morges à Genève, et d'autres à Montreux, et avait des droits sur le bas Vallais; Pierre avait aussi des seigneuries dans le Vallais, et réclamait la suzeraineté du comté de Moerel, et la moitié de celle du château de la Soje, suzerainetés qu'il avait indivisées avec l'évêque; il exigeait encore que l'évêque de Sion fît démolir le fort de Mont-Orge. Ces prétentions occasionnèrent bientôt la guerre.

» Pierre de Savoie parut tout-à-coup, en janvier 1260, sous les murs de Martigny, et en forma le siège. Outre les dommages causés par les blocs de

(1) Elles sont toutes consignées dans le tableau chronologique des agrandissements, diminutions et occupations étrangères du domaine des princes de Savoie, donné plus haut. Voyez pages 489 et suivantes.

rochers lancés dans la ville, on vit bientôt une partie des murs de la place s'écrouler sous les efforts des mineurs. La résistance devint inutile et Martigny se rendit. Le château de Crest, également assiégé, ne tarda pas à éprouver le même sort. Alors l'évêque demanda à traiter, et Pierre mit pour condition le rembours de tous les frais de la guerre, pour lesquels le vainqueur reçut en gage les châteaux de Martigny, du Crest et de Chamossion. Comme les droits de la maison de Savoie et ceux de l'évêque de Sion n'étaient pas distincts, et que leurs seigneuries étaient entremêlées, il fut convenu que les arbitres régleraient un partage du territoire entre la Savoie et l'évêque. Ces arbitres, l'archevêque de Tarentaise, l'abbé de St-Maurice et cinq autres personnages, obtinrent de l'évêque qu'il renoncerait à toutes ses possessions seigneuriales dans le pays de Vaud et dans le Chablais, à la condition que Pierre de Savoie renoncerait, de son côté, à tous ses droits sur le territoire vallaisan, dès la rivière la Morge jusqu'au fond du haut Vallais. Ce traité, déjà si avantageux pour le prince de Savoie, lui assura encore les passages de la Gemmi et la suzeraineté sur les seigneurs et sur les communautés de la vallée de Frutigen.

» Pendant les négociations de ce traité, qui donnait à Pierre de Savoie la suzeraineté sur tout le territoire du Chablais, du Vevey aux portes de Sion, un héritage, contestable il est vrai, lui valut la coseigneurie de Genève (1). Le comte de Genevois venait de mourir, et Pierre, faisant valoir ses droits, s'empara du Château de l'Île et de St-Pierre. Les bourgeois de Genève, voyant en Pierre de Savoie un puissant antagoniste à l'autorité temporelle de l'évêque, le prirent pour leur protecteur. Ce fut le premier acte d'émancipation du peuple de Genève.

» La mort du comte de Genevois rendit Pierre maître du château des Clées, propriété de ce seigneur, et l'acquisition du château de Joux, sur la frontière de la Franche-Comté, le rendit seul arbitre des passages du Jura.

» Ainsi, en peu d'années, Pierre de Savoie devint maître de la plupart des seigneuries du pays de Vaud et du Chablais, et fut reconnu comme protecteur des villes de Genève, de Morat, de Berne et de Lausanne. Mais, afin que son pouvoir sur ces villes et sur ces seigneuries ne restât pas un vain titre, comme l'étaient déjà à peu près partout le protectorat et la suzeraineté féodale, Pierre s'occupait de l'organisation de la principauté qu'il avait réussi à créer dans l'ancienne Transjurane, lorsque la mort imprévue de Boniface, son jeune neveu, remit dans ses mains la souveraineté de tous les états de la maison de Savoie, et ouvrit une plus vaste carrière à son génie (2). »

(1) Le pouvoir souverain et les régales, dans cette ville, étaient partagés entre l'évêque et le comte de Genevois. Celui-ci avait un château près de la cathédrale de Saint-Pierre; il était propriétaire de l'île du Rhône et de son château-fort, et seul il avait le droit de faire exécuter les condamnés.

(2) *Histoire du canton de Vaud*, par A. VERDEIL. Lausanne, 1849; tom. 1, pag. 157.

Pierre de Savoie avait 60 ans quand il fut appelé à la souveraineté des états de Savoie, auxquels il apporta les divers domaines qu'il avait acquis dans la Suisse romane par son activité et sa persévérance. Cet homme remarquable divisa ses états en provinces, à la tête desquelles les baillis représentaient le souverain en qualité de gouverneurs militaires et d'administrateurs civils; nous verrons plus loin que ces bailliages étaient eux-mêmes divisés en châtellenies, dont les chefs, appelés châtelains, exerçaient un pouvoir fort étendu sous l'autorité immédiate des baillis.

Les limites du Chablais ayant été considérablement reculées, les historiens, pour distinguer ces agrandissements successifs, donnèrent le nom de *Vieux-Chablais* ou *Chablais primitif* à la partie qui s'étendait depuis la tête du lac et le long de la rive gauche du Rhône, soit dans le bas Vallais; celui de *nouveau Chablais* ou *Chablais savoyard* à la partie qui correspondait au Chablais actuel, et désignèrent sous la dénomination de *Chablais vaudois* les possessions enclavées aujourd'hui dans le canton de Vaud.

Pierre tomba malade à Belley vers la fin de l'année 1267, et fit son testament le 6 mai de l'année suivante. N'ayant pas d'enfant mâle, il institua pour son héritier universel et son successeur dans le comté de Savoie son frère Philippe, comte de Bourgogne, et laissa à sa fille unique, Béatrix, qui avait épousé en 1242 Gui VII, dauphin du Viennois, toutes ses possessions dans le Genevois et dans le pays de Vaud jusqu'à Montreux, ainsi que tout ce qu'il occupait dans l'Helvétie allemande. Il abandonna, en outre, à sa femme Agnès de Faucigny, pour en jouir sa vie durant, les châteaux de Versoix, d'Allinges, de Féterne, de Charosse et d'Aubonne.

Pierre choisit Hautecombe pour le lieu de sa sépulture, et mourut à Chillon dans le mois de juin 1268 (1).

(1) « Sepulturam nostram eligimus apud Altam Combam, *Beatricem carissimam filiam nostram uxorem illustris viri Delfini Viennensis*, heredem nostram instituimus in tota Terra nostra, quam habemus in Gebennesio, in Uvaudo, usque ad Mosternensem, et in Alemania, quocumque titulo in prædictis terris, aliquid possideamus, vel quasi excepto jure quod habemus apud Seysselum et Montemfalconem. Item damus et legamus eidem Beatrici filie nostræ honigium quo tenetur nobis Alberus Dominus de Turre, cum feudis quæ a nobis tenet. Item feudum quod a nobis tenet Comes Forensis. Item castra Sancti Ramberti, et de Lomnes, cum mandamentis et pertinentiis universis, et feuda quæ a nobis tenentur apud Roimont, et ipsam heredem instituimus in omnibus et singulis prædictis. Item damus, et legamus dilectis *Nepotibus nostris, filiis Domini Thomæ de Sabaudia, carissimi fratris nostri Villam-Francham* in terra Pedemontis, et jus quod habemus in ipso castro, et pertinentiis ejusdem, et terram quam habemus in Essex et in honore Aquilæ in Anglia. Item carissimam *Dominæ nostræ Alienoræ Reginæ Angliæ*, damus et legamus comitatum Richemontensem, ita tamen quod ipsa solvat, et satisfaciât integraliter de omnibus debitis, quibus tenemur Mameto Spinæ, et ejus Sociis civibus, et mercatoribus Florentinis. In Comitatu autem Sabaudie, et in aliis bonis nostris, tam ultra Montes quam citra, ubicumque

Nous avons vu qu'Agnès avait apporté en dot à Pierre de Savoie la seigneurie de Faucigny; en 1262, cette dame disposa, par acte de dernière volonté, d'une partie du Faucigny en faveur de son mari (1). Mais, après sa mort, elle refit son testament et désigna sa fille Béatrix pour lui succéder. Cette nouvelle disposition rendit le dauphin du Viennois souverain du Faucigny, et suscita, pendant près d'un siècle, les sauglantes querelles et les continuëles rivalités survenues entre les dauphins et les comtes de Savoie, et qui ne cessèrent que lorsque cette seigneurie fit retour, comme nous le verrons plus tard, vers le milieu du siècle suivant, à la maison de Savoie.

Sous le règne de Philippe, Isabelle, comtesse de Forez, fit hommage du Bugey et du Valromey.

Dix-sept ans après la mort de Pierre, le territoire de Savoie s'accrut de la magnifique province de la Bresse, qu'Amédée V avait eue en 1272 par son mariage avec Sybille de Baugé, dame de Bresse.

C'est ainsi que furent réunies ces fertiles contrées au-delà du Rhône, et que la Savoie toucha aux portes de Lyon.

Amédée V avait succédé à son oncle Philippe; Louis de Savoie, son frère, mécontent de la position qui lui était faite par ce dernier, qui ne lui laissait en apanage que quelques terres dans le pays de Vaud, réclama une meilleure part. Des arbitres furent choisis à cet effet. Le duc de Bourgogne ayant refusé d'intervenir dans cette affaire, les trois frères convinrent de s'en tenir à la décision de Nicolas de Bersatori, évêque d'Aoste, et d'Etienne, abbé de Savigny,

existentibus, hæredem nostrum facimus, et institimus carissimum fratrem nostrum *Philippum de Sabaudia, Comitem Burgundie*..... Item turrim de Vinesio (Vevey), cum omnibus suis pertinentiis, damus et legamus dilecto fideli nostro Domino Hugoni de Palaisiux. Item dilectæ uxori nostræ *Agneti Domine Fucigniæ*, damus et legamus ad vitam suam, castra de Versoya, de Alingio, de Festerna, de Charrossa, de Albona, cum eorum pertinentiis universis..... » (Extrait du testament de Pierre de Savoie; GUICHENON, tom. iv, pr., pag. 75 et suiv.)

(1) « Anno ab incarnatione Domini MCLXII. 16. kalend. novembris. Ego *Agnes, Domina Fucigniæ*..... de rebus meis dispono in hunc modum. In primis, quia hæredis institutio totius testamenti caput est, et fundamentum, illustrem *Virum Dominum, et Maritum meum Petrum de Sabaudia* mihi hæredem instituo in bassa, sive in duabus partibus hæreditatis meæ distributæ in assem, et omnium bonorum mobilium et immobilium, corporalium, sive incorporalium, contentorum in dictis duabus partibus; volens quod prædictus Dominus, et hæres meus, duas partes hæreditatis meæ, resque contentas in eis, habeat, teneat, et possideat in perpetuum, et explectet, et sicut rei propriæ moderator, et arbiter, ad hæredes suos ex testamento, vel ab intestato transmittat, vel cujuscumque alienationis titulo, in aliam personam possit. In residuo vero triente, seu tertia parte hæreditatis meæ, instituo mihi hæredem carissimam *filiam meam Beatricem Uxorem illustris Viri G. Delfini Viennensis, et Alboni Comitissæ*..... Actum apud Versoyam. » (Extrait du testament d'Agnès, dame de Faucigny, comtesse de Savoie; GUICHENON, tom. iv, pr., pag. 78 et 79.)

assistés d'un chevalier et d'un docteur. Ces arbitres, réunis le 14 juin 1286 à Lyon, dans l'église des templiers, décidèrent que Louis aurait en partage la patrie de Vaud, les châteaux de Contheys et de Sallion dans le Vallais, le Bugey et le Valromey; qu'il recevrait en outre 400 livres viennoises de rente sur le péage de St-Maurice.

Cette répartition mécontenta Louis de Vaud qui voyait avec un vif déplaisir son frère être non-seulement beaucoup mieux partagé, mais encore exercer seul l'autorité souveraine. Un nouvel arbitre fut choisi dans la personne d'un parent des princes, Perceval de Lavagne, qui prononça, en septembre 1287, que Louis toucherait une rente annuelle de 1,500 fr., qu'Amédée se dessaisirait en sa faveur des châteaux et fiefs de Montreux, Féterne, Evian, Allinges, Thonon, la tour de Vevey, et de toutes les terres que la comtesse de Provence avait possédées dans le Novalais; il fut convenu en outre que le comte de Savoie renoncerait à tout droit sur le Bugey et le Valromey, et avec la condition de l'hommage. Les princes adhèrent à cette décision, et la paix se rétablit entre eux (1).

Nous avons vu plus haut que le vicomte Berlion, en vendant Chambéry au comte Thomas, s'était réservé le château de cette ville. Aliéné plus tard à un seigneur du nom d'Ottomar Allamand, il passa en propriété à Hugues de la Rochette, qui le vendit en 1295 au comte Amédée V. Le château de Chambéry, restauré, devint dès lors la résidence souveraine et le siège officiel du gouvernement des comtes de Savoie, qui, avant cette époque, avaient résidé à Montmélian, à Chillon, à Voiron et au Bourget.

Les dernières années du règne d'Amédée V furent signalées par de graves discussions survenues entre Aymon II de Miolans, évêque de Saint-Jean-de-Maurienne, et une partie des habitants de cette province qui voulaient se soustraire à sa puissance temporelle.

Les continuelles vexations auxquelles les populations de la Maurienne étaient soumises de la part des percepteurs de l'impôt leur faisaient vivement désirer un changement de maître, et comme le comte de Savoie possédait une partie des paroisses situées sur la rive droite de l'Arc, les habitants de St-Martin-d'Arc et de St-Jean-d'Arve soutinrent qu'ils appartenaient à ce prince, comme ayant-droit des seigneurs de Miolans, et qu'ils ne voulaient dépendre que de lui seul.

Le comte Amédée V fut pris, dans cette circonstance, pour arbitre; mais ne voulant pas, malgré ses intérêts, se mettre en opposition ouverte avec l'évêque de Maurienne, il déclara que les fiefs que les sires de Miolans possédaient dans

(1) Le lecteur remarquera que, dans ce rapide exposé des agrandissements et diminutions successifs du territoire, nous passons sur beaucoup de détails qui entraveraient le récit, de même que nous ne touchons pas aux acquisitions faites de l'autre côté des Alpes. Le tableau à deux colonnes est fait pour suppléer aux détails que nous ne pouvons donner dans le texte.

l'évêché de Maurienne au-delà de l'Arc du côté de Saint-Jean, à partir du pont d'Hermillon jusqu'aux confins des paroisses de Saint-Martin-outre-Arc, et que la vallée de Valminier, depuis la rivière de l'Arc jusqu'au sommet des montagnes, étaient des fiefs de l'évêque, qui y exercerait toute juridiction civile et criminelle (1).

Cette déclaration eut lieu le 3 juin 1322, mais elle fut loin de satisfaire les habitants de St-Martin et principalement ceux des Arves, qui firent appel à la révolte pour se soustraire violemment à l'intolérable domination des évêques.

L'évêque Aymon dut quitter St-Jean et fuir à Aiguebelle.

L'histoire racontera tous les troubles et les désordres qui suivirent cette prise d'armes ; après dix ans, l'insurrection fut étouffée et les populations révoltées réduites à l'obéissance par l'intervention du comte Edouard de Savoie, qui passa avec l'évêque de St-Jean, le 2 février 1327, une transaction par laquelle il s'obligeait à le rétablir par la force des armes sur son siège épiscopal, à la condition que l'évêque l'associerait à sa juridiction temporelle sur tout l'évêché. Ce qui eut lieu en effet du consentement des chanoines de la cathédrale (2).

Vingt-sept ans plus tard, un traité d'une grande importance mit fin aux sanglants démêlés survenus, depuis la mort de Pierre II, entre les dauphins du Viennois et les comtes de Savoie à propos de la possession de la seigneurie du Faucigny.

Par transaction passée à Paris le 5 janvier 1354, le comte Amédée VI cède,

(1) « Anno Domini millesimo tercentesimo vigesimo secundo, die tertii Junii, facta fuit compositio inter præfatum Dom. Episcopum, et Dom. Amedeum Comitem Maurianne, et Sabaudie, instrumento recepto per Joannem de Furno et Nicolaum Montardi notarios, scilicet quod res feudales et feuda quas et quæ domini Antolinus et Miolani habebant in episcopatu Maurianne ultra Arcum à parte Sancti Joannis, à ponte Hermillonis usque ad confines parrochiarum Sancti Martini ultra Arcum, et vallis Munerii ab Arcu fluvio usque ad somitatem montium erant et esse de feudo Dom. Episcopi, et habet Dom. Episcopus meum et mixtum imperium et omnimodam jurisdictionem criminaliter et civiliter, et ressortum in hominibus suis ligiis et feudalibus et retrofeudalibus quibuscumque delinquentibus infra dictam parochiam Sancti Martini, et res ipsorum, et in aliis hominibus et rebus, qui vel quæ tenentur in feodum vel retrofeudum ab ipso Dom. Episcopo, etiamsi ab hominibus dicti Dom. Comitis tenerentur, et parimodo habet Dom. Comes in hominibus suis, feudis et retrofeudis in eadem parrochia Sancti Martini de ultra Arcum. » (Besson, *Preuves*, pag. 295.)

D'après cette déclaration, la principauté des évêques de Maurienne se serait étendue au-delà de l'Arc jusqu'à la sommité des montagnes qui la séparent du Dauphiné, depuis le pont d'Hermillon jusqu'à l'extrémité de la vallée de Valminier : elle aurait compris la ville de Saint-Jean-de-Maurienne, les communes de Jarrier, Saint-Pancrace, Fontcouverte, Villard-Rambert, Saint-Sorlin et Saint-Jean-d'Arve, Montrond, Albiez-le-Vieux, Albiez-le-jeune, Montricher, Albane, Valloires, St-Martin-d'outre-Arc et Valminier ; au-delà de l'Arc, l'évêque possédait en outre Argentine, Epierre, la tour de la Clusaz et plusieurs autres châteaux-forts. (Voyez GRILLET, tom. III, pag. 269.)

(2) Voyez le texte de la convention d'Aiguebelle, pag. 313 et suiv.

à titre d'échange, au dauphin du Viennois les villes, châteaux et territoires de Toulnon et de Voiron, et en général tout ce qu'il possède au-delà du fleuve du Guiers du côté du Viennois et deçà l'Isère jusqu'à St-Genix, et, depuis cette dernière localité jusqu'au confluent du Guiers et du Rhône, le château et la seigneurie des Avenières, ainsi que l'île de Cier. Le comte remet en outre au dauphin toute sa terre du Viennois, à savoir les châteaux, villes et territoires de Chabeuil, Bocsozel, Côte-Saint-André, Azieu, Lalanier, la Verpillière, Dolumieu, la Bâthie des Abrets, Joannage, Saint-George-d'Espéranche, Saint-Symphorien-d'Auzon, etc., etc.; généralement enfin tout ce que ledit comte possède entre le fleuve du Rhône et les rivières de l'Isère et du Guiers.

En compensation, le dauphin fait abandon au comte de Savoie de toute sa terre du Faucigny et de la seigneurie de Gex (1), des terres, châteaux et seigneuries de Miribel, Montluel, St-Christophe, Peroges, Meximieux et Gordans dans le Valbonnais, Varey et Saint-Maurice dans le Bugey, Satonnay dans la Bresse, Anton dans le Dauphiné, et généralement de tout ce qui lui appartient en deçà des rivières d'Ain et d'Albarine vers la Bresse, le Bugey et Ambronay. Le dauphin cède en outre à la Savoie les terres, châteaux et seigneuries de Saint-Sorlin de Cuchet, de Saint-André de Briord, Lanieu, Luys et tout ce qu'il possède entre le Rhône, l'Ain et l'Albarine, à la condition toutefois de l'hommage.

Quelques années après, le pays de Vaud fit retour à la maison de Savoie. En 1359, Amédée VI acheta de Catherine, fille unique de Louis de Savoie, seigneur de Vaud, tous les droits qu'elle pouvait avoir sur cette baronie.

Les états de Savoie étaient alors divisés en huit grandes provinces connues sous le nom de bailliages, dont six en-deçà des Alpes et deux au-delà.

Chaque bailliage était composé d'un certain nombre de châtellenies dont le bailli gouvernait la principale. La châtellenie représenterait ce qu'est de nos jours le mandement ou le canton, sauf qu'elle embrassait une plus grande circonférence de territoire.

Cette division était tout à la fois militaire, politique et judiciaire.

Sous le rapport judiciaire, chaque bailliage avait un juge, à l'exception de celui de Savoie qui, à cause de son étendue, fut divisé en deux districts de judicature : le premier, dit de Savoie, et le second, de Maurienne et de Tarentaise. Par la raison contraire, les bailliages du Novalais et du Bugey ne formaient qu'une judicature.

Les bailliages en deçà des Alpes étaient :

1° Le bailliage de Savoie, qui embrassait le territoire actuel de la Savoie-Propre, de la Haute-Savoie, de la Maurienne et de la Tarentaise. Il était divisé en 18 châtellenies : *Chambéry*, le Bourget, Montfalcon, Cusy, Châteland

(1) Voyez plus haut les détails de cette mémorable transaction (pag. 217 et suiv.)





Le Comte de Savoie, d'après une gravure.

Reproduction d'après une gravure.

AMÉDÉE V

14^e Comte de Savoie. Né au Château du Bourget le 4 7^{bre} 1249



Stat. d'Emmanuel Philibert à Chambéry.

D'après Lancelotti.

18. — 18.

EMMANUEL PHILIBERT

V^e Duc de Savoie, né à Chambéry le 8 Juin 1528



C'est à Vercin l'abbé Favre à Chambéry

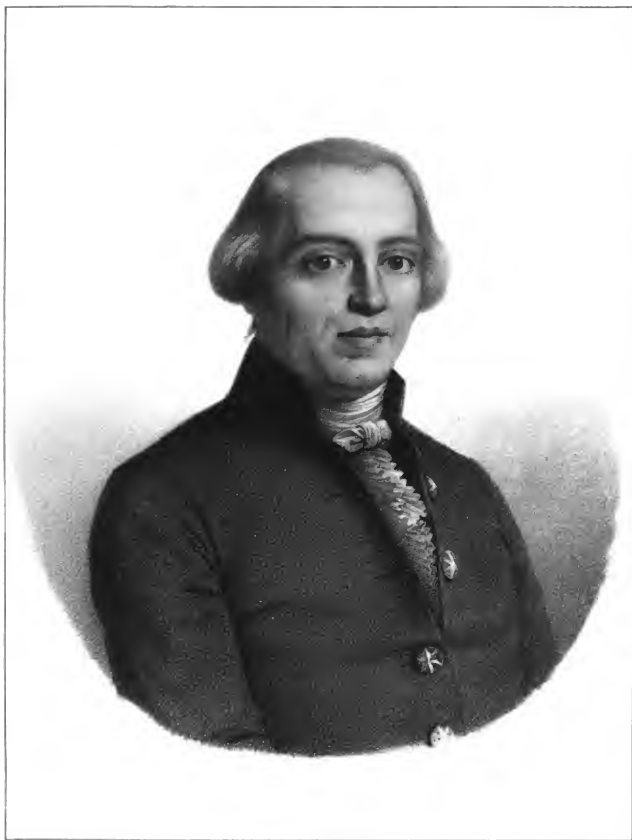
VAUGELAS (Claude Favre de)
Xe à Chambéry en 1585



Lith. J. Perren l'abbé Ed. à Chambéry

J. Wessely del.

LE CARDINAL Hyacinthe-Sigismond GERBILLON
Né à Samoens (Ain), le 25 Juin 1718, et Mort à Rome le 12 Août 1802.



Tablet of the French Republic, a. 1793.

JOSEPH-FRANÇOIS DÉCRET.

Président de l'Assemblée Nationale des Allobroges.

Né à Bonneville le 4 Fév. 1747 et Mort à Ayzé le 4 Fév. 1793.



Lith. H. Peron. L'Ed. à Chambéry

J. Werner del.

Le Général de Division **COMTE DUPAS** (Pierre-Louis)

Commandant de la Légion d'Honneur

Né à Evian le 15 Fév 1761 Mort à Ripaille le 6 mars 1825



BRIGADE DE SAVOIE-INFANTERIE.
Colonel



BRIGADE DE SAVOIE-INFANTERIE.

Tambour-Major et Musicien



JACQUES BALMA DIT MONT-BLANC.

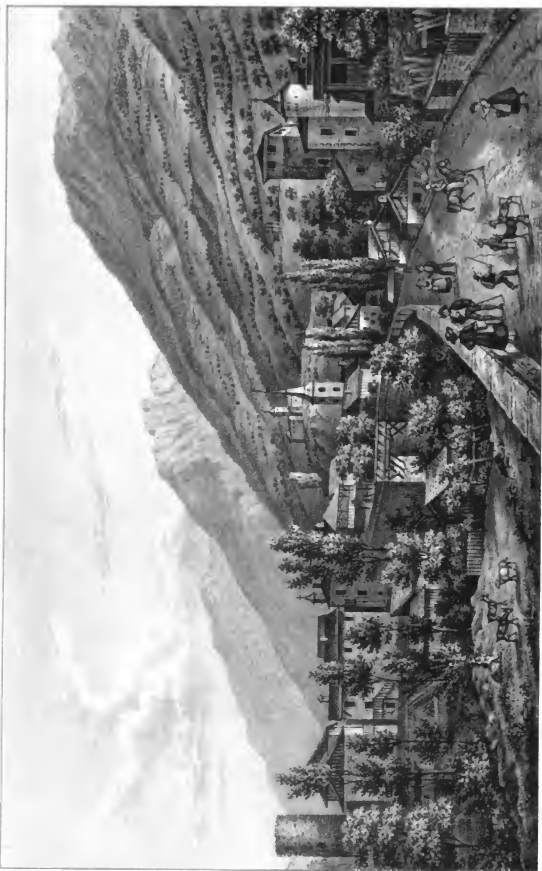
D'après une gravure de l'époque



Int. J. Perrin. L'Éclaireur Chambéry

J. Wronski del.

UNE VALLÉE DES BEAUGES, Prise des bords du Cléran.



Vue d'Hist. — Vue d'Hist. —

Vue d'Hist. —

ALPES. Vue du Col de St Bernard

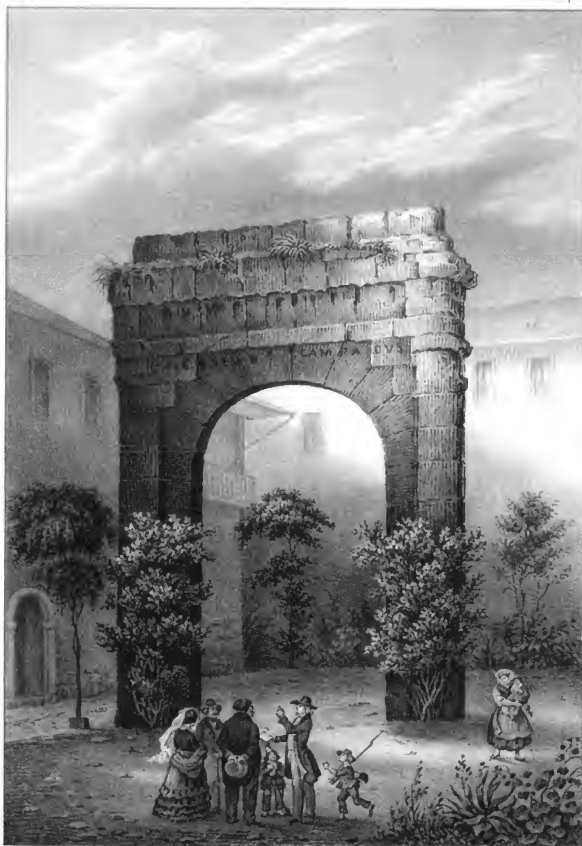


Gravé par M. de Launay

Progrès

1850

LA POINTE DE SALES ET LE COL D'ANTENNE, Vallée de Sixt.



Lith. J. Perrin-Lévy Édité à Chambéry

Werner del.

ARC DE POMPEIUS CAMPANUS

Érigé à Aix, sous la domination Romaine.



CASCADE DE COUX.

Sur la Route de Chambéry aux Echelles





Vue d'Annecy, de la Vallée d'Aoste





